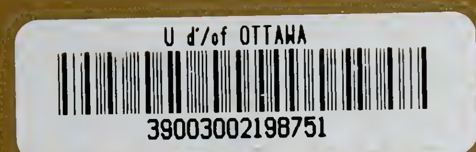




HISTOIRE

DE

NAPOLÉON III



Bourg, Imprimerie Villefranche, place de l'Hôtel-de-Ville, 8. — 563-97



NAPOLÉON III

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON III

PAR

J.-M. VILLEFRANCHE

2E ÉDITION, REVUE, CORRIGÉE & AUGMENTÉE

TOME II



PARIS
BLOUD & BARRAL
Libraires-Editeurs
4, rue Madame et rue de Rennes, 59

LYON
EMMANUEL VITTE
Libraire-Editeur
Place Bellecour

1898

HISTOIRE

DE

NAPOLEON III

CHAPITRE XIV

Guerre d'Italie en préparation

La guerre d'Italie, si désastreuse par ses conséquences pour l'Empire, pour la Papauté et pour la France, appartient en propre à l'empereur Napoléon III, et à lui seul. Plusieurs motifs l'y déterminèrent : d'abord la bombe d'Orsini ; puis la vanité de marier un membre de sa famille dans une des plus vieilles maisons royales de l'Europe ; enfin la générosité d'un cœur naturellement bon, qui croyait sincèrement au malheur des Italiens, et les illusions d'un esprit faux, toujours disposé à concilier l'inconciliable.

L'histoire, telle qu'on l'a écrite généralement jusqu'ici, paraît s'être trompée en attribuant tout à la bombe. Il n'y eut

là qu'une coïncidence fâcheuse. L'Empereur, dans tous les cas, aurait dû prévoir qu'elle lui serait un jour reprochée, surtout après la divulgation, par lui autorisée, du testament d'Orsini. S'il eût mieux compris le soin de sa gloire, la bombe eût rompu pour jamais les trames ténébreuses nouées depuis 1856 entre lui et M. de Cavour. Un souverain qui se respecte n'obéit pas à des sommations de ce genre, brutales et publiques ; mais Napoléon III ne vit pas ce que son honneur lui commandait. S'il ne fut pas lâche, tout au moins il s'exposa à le paraître.

Il a montré, en d'autres circonstances, qu'il était au-dessus de ce sentiment si vil, si peu français qu'à peine on ose l'appeler par son nom : la peur. Ecartons donc les apparences, sur ce point, sans pousser toutefois l'indulgence jusqu'à supposer que les serments prêtés jadis ne furent pour rien dans les déterminations de l'ancien carbonaro devenu le chef d'un grand peuple.

Nous l'avons dit, la haine implacable que Napoléon III nourrissait depuis son enfance contre l'Autriche, suffit à expliquer les évènements de la deuxième moitié de son règne. La guerre pour l'Italie était chez lui une idée fixe ; nous avons mentionné la mission secrète de M. de Persigny à Berlin en 1852 ; mais l'infatuation du prince conspirateur remontait beaucoup plus haut.

Il écrivait dès 1847 à sa sœur de lait, Mme Cornu, qui, de toutes les personnes qui vécurent près de lui, est peut-être celle qui le connut le mieux :

Dans toutes mes aventures j'ai toujours été dirigé par une seule pensée. Je crois que de temps en temps apparaissent des hommes que j'appellerai providentiels, auxquels sont confiées les destinées de leur pays. Je crois être un de ces hommes. Si je me trompe, je pourrai mourir sans avoir rien fait ; si j'ai raison, la Providence me mettra en mesure de remplir ma mission. Mais, à tort ou à raison, je persévèrerai à travers toutes les difficultés et les dangers [1].

---

[1] La même Mme Cornu dit un jour à M. Senior, en 1853, au lendemain du rétablissement de l'Empire et dans un temps où l'Italie semblait profondément oubliée : « Devenir empereur n'était pas la seule idée fixe de Louis-Napoléon :

Cavour, dans la fatale entrevue de Plombières, n'eut donc que peu d'éloquence à dépenser pour se donner un complice. Cavour n'eût-il pas existé, la guerre contre l'Autriche n'en aurait pas moins eu lieu, du moins tout porte à le croire. Elle était décidée lorsque fut signée la paix avec la Russie. Si l'on attendit trois ans, c'est qu'il fallait disposer les esprits, écarter les obstacles, isoler l'adversaire. Idée constante, idée fixe, on ne saurait trop le redire, et véritable obsession chez un rêveur éveillé, dans la vie duquel le rêve tient la place qu'occupe chez d'autres le raisonnement. Il arrivera que les délais et les préparatifs nécessaires entraîneront des actes, des paroles où l'on croira voir des hésitations, des repentirs, le renoncement aux aventures, la confirmation résolue d'une politique de sagesse et de paix. Mais ce ne seront là que des feintes. La réalité ne changera pas ; et la réalité, ce qui au fond ne varie pas, c'est chez l'Empereur, aussi bien que chez Cavour, la volonté ferme, inébranlable, de délivrer l'Italie.

Le 1er janvier 1859, à la réception officielle du corps diplomatique, Napoléon III dit à M. de Hübner, ambassadeur d'Autriche : « Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient plus aussi bonnes que par le passé; mais je vous prie de dire à l'Empereur que mes sentiments personnels n'ont pas changé. »

Ces paroles inattendues furent comme un son de trompette au milieu d'un camp endormi, comme un coup de tonnerre sous un ciel serein. Dans la grande compression de l'Empire, le maître, qu'il le voulût ou non, ne pouvait ouvrir la bouche sans lancer des oracles ; il n'avait pas besoin de hausser la voix : le silence universel donnait de l'éclat à tout ce qu'il

---

il en a une autre. Il a toujours été fermement convaincu qu'il sera le libérateur de l'Italie ; c'est une pensée qu'il n'a jamais abandonnée. »

(Conversations with MM. Thiers, Guizot, and other distinguished persons during the second empire, by the late Nassau William Senior.)

Les originaux de la Correspondance de Louis-Napoléon avec Mme Cornu sont actuellement déposés à la Bibliothèque nationale ; mais cette Correspondance ne devra être publiée que dans plusieurs années.

disait; sans compter, car il faut le dire aussi pour être complètement juste, que sa parole avait acquis par elle-même une sérieuse autorité. Tout ce qu'on avait pressenti jusques-là plutôt que connu, de la conspiration de Plombières et de l'agitation fomentée en Italie, tout ce qu'on avait écarté comme invraisemblable ou nié comme absolument impossible, s'éclaira d'une lueur soudaine. La Bourse s'alarma, les transactions se ralentirent.

Un nouveau coup de clairon, le 10, parut faire écho, au-delà des Alpes, à celui des Tuileries. Le roi de Sardaigne ouvrant la session de son parlement, termina ainsi son discours : « Notre pays, petit par le territoire, a grandi en crédit dans les conseils de l'Europe, parce qu'il est grand par les idées qu'il représente, par les sympathies qu'il inspire... Si nous respectons les traités, nous ne sommes pas insensibles au cri de douleur, « *grido di dolore* », qui de tant de parties de l'Italie s'élève vers nous. »

Enfin les ombres se dissipèrent lorsque le *Moniteur* eut annoncé, le 12, le départ du prince Napoléon pour Turin et, le 24, son mariage déjà connu et commenté dans le public comme un coup de maître de l'audacieux joueur qui avait entraîné l'Empereur dans une terrible partie contre l'Europe presque entière.

Il y avait à la cour de Turin une pauvre jeune princesse de quinze ans, nommée Clotilde, qui rappelait sa mère par sa douceur et sa piété et qui était élevée dans une sorte de retraite claustrale, loin des orgies et des scandales de son père, Victor-Emmanuel. Cavour n'avait pas hésité à sacrifier cette enfant à ses plans machiavéliques, et à la livrer en proie au brutal jacobin qui tenait le premier rang, en France, après l'Empereur et son fils. Napoléon III fut démesurément flatté de ce mariage. Une vieille famille royale offrait maintenant à un homme qui n'était que son cousin un honneur qui lui avait été refusé à lui-même; c'était pour lui comme une revanche.

Quoi qu'en eût dit Cavour à Plombières, le prince Napoléon

n'avait rien de ce qui pouvait rendre une femme heureuse, surtout une femme telle que Clotilde. Impérialiste uniquement parce qu'il se trouvait l'héritier de l'Empire, il était, au fond, le pire des républicains, n'ayant rien de conservateur à aucun degré, nulle idée de justice, pas ombre d'esprit de sacrifice et de générosité, mais uniquement l'esprit dominateur absolu, cassant et égoïste des Césars romains et des Jacobins français ; un César *déclassé*, comme l'avait surnommé un de ses courtisans qui s'imaginait le flatter, M. Edmond About. Son règne, si le ciel nous l'avait infligé, eût été celui d'un Néron ou d'un Tibère : pour mieux dire, l'un et l'autre à la fois.

Il possédait toutefois un esprit vif, pénétrant, beaucoup d'instruction et un certain talent d'orateur, violent, cynique et brutal, comme toute sa personne. Ce cynisme le mettait au-dessus des habiletés politiques ordinaires. Mais à défaut de vertus, on doit au moins reconnaître en lui l'absence d'un vice : il ne fut pas hypocrite. Qui n'a entendu, maintes fois, à l'époque de Castelfidardo, ce jeu de mots qui fit immédiatement le tour de la France et de l'Europe avec l'autorité d'un aphorisme : « Le prince Napoléon est une franche canaille, et l'Empereur une canaille qui n'est pas franche ! »

Celui que les combattants de Crimée avaient surnommé *Craint-plomb*, n'eut même pas ce courage vulgaire et facile en considération duquel on pardonnait tant à son beau-père Victor-Emmanuel : le courage du soldat ! Il se déroba en Crimée et fut chansonné à outrance ; il se dérobera en Italie et mènera sa division non contre les Autrichiens de Solférino mais contre les Pontificaux de Bologne ; il se dérobera en 1870 et esquivera les balles de ses amis les Prussiens, sous prétexte d'aller solliciter les secours de ses autres amis les Italiens.

Il fut, en un mot, le mauvais génie de Napoléon III, l'âme damnée de Victor-Emmanuel, le suppôt de la franc-maçonnerie, le promoteur le plus actif des unités italienne et

allemande et par conséquent de la déchéance de la France, le scandale de son siècle par la licence de ses mœurs, le bourreau de sa femme, le perturbateur de l'éducation de ses fils.

Pour le moment, le Palais-Royal, qu'on avait enlevé pour lui à la famille d'Orléans, était le centre où se réunissaient les conspirateurs, les bannis, les utopistes de toute l'Europe. Les mécontents de l'intérieur n'y trouvaient pas moins bon accueil, pourvu qu'ils se déclarassent sceptiques et athées. Là, on ne cessait de prophétiser l'extermination de l'Autriche et du Pape, des rois et des prêtres, et on se plaisait à fêter le vendredi-saint avec de la charcuterie. Toute femme admise dans ce cénacle était aussitôt perdue de réputation ; or les femmes ne manquaient point dans l'intimité du César déclassé qui cumulait d'une façon si bizarre les deux fonctions de premier prince du sang et de continuateur de Danton. Avec cela aussi absolu dans ses volontés que violent dans ses opinions, aimable et simple quand il le voulait, ami du luxe, ennemi de toute gêne, de celle des convenances et de l'étiquette comme de celle des lois morales ; sa vie privée le rendait digne, en un mot, de devenir le gendre de Victor-Emmanuel ; mais quel avenir pour l'innocente jeune fille qu'on lui destinait !

La princesse pria, supplia que cette chaîne lui fût épargnée. Elle passa toute une longue soirée à sangloter sur l'épaule de son père, qui, dit-on, fut lui-même ébranlé un instant. Mais que pouvait peser le bonheur d'une enfant dans la balance des ambitions piémontaises ? Le Roi sollicita l'acceptation comme un sacrifice à faire, il en convenait, mais comme un sacrifice indispensable à lui, à sa dynastie et à la patrie. La princesse se dévoua.

Destinée inouïe que la sienne ! Avoir donné sa main à un mari ayant plus du double de son âge, qui ne l'aima jamais et lui fit sentir l'infidélité sous toutes les formes, il n'y a rien là qui ne soit très humain et de toutes les conditions, y compris la condition princière. D'ailleurs la princesse Clotilde avait

pu, dans son enfance, apprendre la résignation à l'école de sa sainte mère, la reine Adélaïde, quand celle-ci avait des rivales installées quelquefois jusque dans les chalets du parc de Stupigini.

Mais il y a plus étrange dans la destinée de la sœur du roi Humbert. Toute à Dieu et à la religion catholique, elle n'en a pas moins été l'instrument, la rançon originelle des combinaisons politiques qui ont dépouillé le chef de l'Eglise de ses Etats, et consommé sur la tête du Pape l'unité italienne; elle a été la motrice première, involontaire et inconsciente, du fatal engrenage qui a conduit la France jusqu'au traité de Francfort. Elle paraît lorsque l'immolation l'appelle; elle se montre juste là où elle est attendue : dépourvue d'élégance plutôt que de distinction; blonde, petite, rondelette, presque joufflue et les lèvres trop fortes, bien indifférente à la couturière et aux banalités flatteuses; puis, sa fatale mission remplie, elle se dérobe et retourne à son oratoire, ou à l'éducation de ses fils, dont son mari est incapable de partager les soins avec elle. Aussi, malgré les malheurs qu'elle nous a valus, son nom est-il partout prononcé avec respect. Cavour lui-même, à son lit de mort, n'exprima tout haut qu'un regret des catastrophes qu'il avait produites ou préparées, ce fut d'y avoir attaché la fille de ses rois.

Le 25, on procéda à la rédaction du contrat et le ministre Lanza présenta à la Chambre des députés piémontais un projet de loi constituant à la princessse la maigre dot de cinq cent mille francs. Ce projet fut suivi d'un autre réclamant un emprunt de guerre de cinquante millions.

Etourdie par l'imprévu de ce qui se passait, entraînée en quelque sorte sans avoir le temps de respirer, vers un avenir inconnu sur lequel on ne l'avait point consultée, la France se demandait avec anxiété quelle était la véritable pensée de son maître. Cette pensée, une brochure à laquelle on attribua aussitôt une haute origine, la rendit plus transparente le 4 février. L'écrit était intitulé : *Napoléon III et*

l'Italie. La rédaction en avait été confiée à M. Arthur de la Guéronnière, écrivain élégant et souple, très propre à revêtir d'un manteau coloré et flottant les rancunes inavouables et les insaisissables chimères de l'Empereur. La guerre n'y était point annoncée, au contraire, les protestations pacifiques y débordaient ; mais des aspirations nouvelles y étaient développées qui devaient fatalement conduire à une prise d'armes. Jamais les gouvernements italiens, à l'exception d'un seul, n'avaient été jugés avec tant de rigueur. Le duc de Modène était « le lieutenant de l'Autriche » ; la duchesse de Parme, « malgré quelques velléités d'indépendance, était liée au cabinet de Vienne par des traités antérieurs » ; les baïonnettes autrichiennes « se dressaient entre le grand duc de Toscane et son peuple » ; le Roi de Naples « rebelle à tous conseils, s'était isolé du reste de la péninsule » ; le Pape lui-même que l'on couvrait de fleurs, avait grand besoin de réformer sa politique intérieure, et l'on insinuait que cette politique était irréformable parce qu'elle tenait au régime ecclésiastique ; seul le Piémont était sage, et il fallait à tout prix le soutenir contre l'Autriche.

Le plus inquiétant c'était l'apparition, dans cette brochure, de la théorie dite des nationalités, théorie hautement avouée et placée sous la protection de la dynastie napoléonienne. On rappelait cette parole de Napoléon Ier aux délégués lombards qui lui apportaient la couronne d'Italie : « J'ai toujours eu l'intention de créer libre et indépendante la nation italienne », et cette autre, mentionnée par le *Mémorial de Sainte-Hélène* : « Je souhaite la centralisation de tous les peuples géographiques que la révolution ou la politique ont dissous ou morcelés ». La conclusion était le vœu d'une Italie non pas rigoureusement unifiée, mais fédérée et surtout soustraite au joug de l'étranger.

La séance impériale d'ouverture des Chambres eut lieu le 7 février, avec l'appareil accoutumé. L'Empereur ne fut pas sans remarquer sur les visages, moins épanouis que les années précédentes, une sorte de malaise et d'inquiétude. A

ses côtés se tenaient le prince Napoléon et sa jeune épouse, récemment arrivés d'Italie. L'auditoire ne les accueillit ni avec ces marques d'affection entraînantes qui, dans les monarchies traditionnelles, saluent toujours de nouveaux époux voisins du trône, ni même avec toute la respectueuse sympathie que la plus simple courtoisie commandait. Vis-à-vis du prince qu'on jugeait le principal agent de l'évolution nouvelle et qui, au surplus, n'avait pas d'amis, la défiance se dissimula à peine. Quant à la jeune princesse elle n'excita qu'un sentiment, la compassion.

Jamais peut-être l'Empereur n'étala plus ouvertement que dans son discours de 1859 son rôle de conspirateur et de dramaturge tout ensemble, se plaisant à tracer à travers les ténèbres ses voies obliques, puis à les éclairer soudain d'un jet de lumière et à les replonger dans une obscurité mystérieuse, comme ferait un machiniste jaloux de surprendre et d'éblouir des spectateurs. Il répéta le mot de son avènement : « L'Empire c'est la paix »; ensuite, comme s'il eût voulu effacer ce rassurant souvenir, que la guerre de Crimée avait fort atténué déjà, il s'étendit avec affectation « sur les dissentiments avec l'Autriche dans l'affaire des Principautés et sur l'intimité des relations avec le Piémont ». A l'intention des belliqueux il parla de « la situation anormale de l'Italie »; à l'intention des pacifiques il ajouta : « J'espère néanmoins que la paix ne sera point troublée. » Le doute contenu dans cette espérance rembrunit les fronts. La paix, on savait qu'elle dépendait de lui, de lui seul; puisqu'il exprimait simplement l'espérance de la maintenir; était-ce donc qu'il se proposât de déchaîner la tempête ?

Le silence, cette leçon des rois, aurait dû instruire Napoléon III dans cette circonstance grave. A peine quelques maigres applaudissements saluèrent sa péroraison qui fut, comme à l'ordinaire, majestueuse :

Je compte toujours avec confiance sur votre concours, messieurs les Sénateurs, messieurs les Députés, comme sur l'appui de la nation qui m'a confié ses destinées. Elle sait que jamais un intérêt personnel ou une ambition mesquine ne dirigeront mes actions.

Lorsque, soutenu par le vœu et le sentiment populaire, on monte les degrés d'un trône, on s'élève, par la plus grave des responsabilités, au-dessus des régions infimes où se débattent les intérêts vulgaires, et l'on a pour premiers mobiles et pour derniers juges : Dieu, sa conscience et la postérité.

Sénateurs et députés, ainsi interpellés comme témoins et garants, s'interrogeaient du regard. Que voulait l'impérial orateur ? La paix ou la guerre ? Si c'était la paix, à quoi bon troubler ainsi le pays ? Si c'était la guerre, quelle en était la cause, quels en seraient l'étendue et les fruits ?

Morny et Walewsky se défiaient de Cavour, mais ils tenaient par dessus tout aux bonnes grâces de leur frère et cousin [1]. Leurs conseils furent pacifiques, mais timides. Le maréchal de Castellane présenta aussi des objections pressantes. Le maréchal Pélissier, alors ambassadeur à Londres, dit à la reine Victoria : « Je ne comprends pas l'Empereur ; à la première bataille perdue ce serait la fin de sa dynastie ! » Mais comme on ne lui demandait pas son opinion, le duc de Malakoff s'abstint probablement de la faire parvenir aussi nette jusqu'aux Tuileries.

D'autres conseillers poussaient franchement à tout sacrifier pour l'Italie ; c'étaient le comte Arese, l'ami des jours déjà lointains de l'adversité ; M. Mocquart, secrétaire de l'Empereur, et surtout le docteur Conneau, dont la correspondance, publiée depuis, grandit étonnamment le rôle néfaste. Il écrivait à Arese : « Je suis Français parce que les circonstances m'ont fait tel, mais je sens qu'au fond du cœur je suis, j'ai été et je serai toujours Italien. »

Le parti catholique, jusques-là si confiant, fut le premier à laisser percer publiquement ses inquiétudes. Plusieurs évêques parvinrent jusqu'à l'Empereur, lui rappelèrent avec force son intime alliance avec la Papauté, le supplièrent de ne point mettre sa main dans celle des ennemis de Pie IX, qui, au fond, étaient les siens. Mgr de Bonnechose, archevêque de Rouen, dans un entretien de trois quarts d'heure,

---

[1] Morny était fils de la reine Hortense et Walewski fils de Napoléon Ier.

osa lui représenter les périls auxquels s'exposent les souverains qui deviennent infidèles à leur mission :

Depuis onze ans, lui dit-il, la divine Providence ne vous a-t-elle pas miraculeusement protégé ? Ne vous a-t-elle pas servi de bouclier contre le poignard et les balles ? Son intervention perpétuelle en votre faveur n'est-elle pas évidente et palpable ? — Oh ! certainement, dit l'Empereur. — Eh ! bien, Sire, êtes-vous assuré que cette protection vous sera continuée dans une guerre injuste et révolutionnaire ?

J'essayais, poursuit l'archevêque, de lui faire sentir la portée incalculable des résolutions qu'il allait prendre, et toute l'Europe attentive à ses moindres mouvements. Il me toucha, car je le vis malheureux. Son intelligence me parut se tourner vers les divers points de l'horizon politique, et considérer partout des embarras inextricables qu'il m'indiquait. Il ne voulait pas tout dire, et cependant il en disait assez pour mettre à nu la situation. Il est comme un lion emprisonné dans les filets de la diplomatie (ou plutôt d'un diplomate.) La situation actuelle lui pèse et il ne sait comment en sortir... L'Empereur insista plusieurs fois, dans cet entretien, sur son respect pour le Pape, et au moment où je le quittai, il se leva et m'assura de nouveau que ses sentiments envers Pie IX n'étaient pas changés. Evidemment il craignait que je n'eusse conçu, et bien d'autres avec moi, une pensée contraire [1].

Mgr Pie, évêque de Poitiers, fut plus audacieux encore en lui mettant sous les yeux, sans ménagements, le contraste de sa conduite envers deux souverains, chefs religieux l'un et l'autre :

Que Votre Majesté, qui a si grand peur de maintenir des abus à Rome, me permettte de lui demander ce que notre glorieuse armée est allée faire en Turquie... Oui, Sire, il y a à Constantinople un homme, souverain absolu et sans contrôle, qui mange deux cents millions prélevés sur les sueurs des chrétiens ; il les mange avec ses trente-six sultanes et sept cent cinquante autres femmes de harem... et c'est pour perpétuer un tel état de choses que nous sommes allés en Orient ! C'est pour en assurer la consolidation que nous avons dépensé deux milliards et deux cent mille Français ! Après cela nous sommes bien venus à parler des abus de la Rome pontificale ! Excusez-moi, Sire : mais à ce Turc non seulement nous avons dit : Continue à te vautrer dans ta fange séculaire, je te

---

[1] *Vie du cardinal de Bonnechose*, par Mgr Besson, évêque de Nimes, tome Ier, p. 380.

garantis tes jouissances et ne souffrirai pas qu'on touche à ton empire. Mais nous avons ajouté : Chef de l'Islam, jusqu'à présent le Pape, chef des Chrétiens, avait présidé aux conseils de l'Europe chrétienne. Eh bien, nous allons avoir un conseil européen, le Pape n'y sera pas, mais tu y viendras, toi qui n'y étais jamais venu ; non seulement tu y seras, mais nous ferons devant toi le cas de conscience à ce vieillard absent, et nous te donnerons le plaisir de voir étaler et soumettre à ton jugement les abus, vrais ou faux, de son gouvernement ! En vérité, Sire, n'est-ce pas là ce qui s'est fait ? Et après de telles tolérances, pour ne rien dire de plus, est-on bien en droit d'alléguer des scrupules qui nous seraient venus au sujet des abus d'un gouvernement qui est bien, à n'en pas douter, le plus doux, le plus paternel, le plus économique des gouvernements de l'Europe ?

L'Empereur, a raconté l'évêque, parut frappé de l'animation de son interlocuteur ; il s'était rapproché de lui peu à peu et écoutait avidement, en se passant la main sur le front. Il ne s'irrita point d'un langage si libre ; il n'essaya pas non plus de se justifier ; il détourna la conversation [1].

D'autres prélats ou hommes politiques, qui n'avaient pas accès aux Tuileries, crurent devoir s'adresser à l'opinion publique. L'évêque d'Orléans publia une *Protestation* faite pour dissiper les équivoques et les illusions plus ou moins volontaires. Le comte de Montalembert la reprit dans un article du *Correspondant* intitulé : *Pie IX et la France en 1849 et 1859* : « Qui donc, demandait-il en finissant, voudrait être le Pilate de la Papauté ? »

Le *Correspondant* fut aussitôt l'objet d'un avertissement. La police saisit chez l'imprimeur l'article prêt à paraître en brochure et des poursuites furent annoncées contre M. de Montalembert et Mgr Dupanloup. A la réflexion, on redouta l'éclat de ces procès ; on se contenta de faire poursuivre l'évêque par les héritiers d'un de ses prédécesseurs, Mgr Rousseau [2]. Mais les coups tombèrent dru

---

[1] *Vie du cardinal Pie*, par Mgr Baunard.

[2] Au moment où le nom du prélat était dans toutes les bouches un journal officieux, le *Constitutionnel*, fit paraître, au grand étonnement du public, une *lettre pastorale de Mgr l'Evêque d'Orléans aux supérieurs et aux directeurs de son*

comme grêle sur la presse religieuse ; la publication des mandements épiscopaux fut interdite, tandis que le *Siècle*, renforcé depuis peu de l'*Opinion nationale*, organe particulier du prince Napoléon, redoublait de violences contre l'Eglise [1].

Un ami de vieille date, l'abbé de Ségur, auquel l'Empereur avait toujours montré beaucoup de bienveillance, porta également jusqu'à lui l'expression d'alarmes motivées autant par une affection sincère pour la famille impériale que par le

---

petit séminaire. Le document était vieux de cinquante ans ; il émanait de Mgr Rousseau, évêque d'Orléans en 1810, qui pendant que le Pape Pie VII était enfermé à Savone, écrivait à son clergé pour lui demander, en termes adulateurs, des prières pour l'Empereur.

L'article était grossier et maladroit ; car, en reportant les esprits au temps où le Pape était prisonnier et son pouvoir temporel aboli par un sénatus-consulte, il ne pouvait que ranimer, avec le souvenir des violences de l'oncle, les inquiétudes sur les projets du neveu.

Mgr Dupanloup releva l'agression. Il adressa, le 4 février, une réponse au *Constitutionnel*, et s'expliqua sans ménagements sur la conduite politique et les maximes théologiques de son prédécesseur, bon prêtre, mais caractère faible, qu'avait déprimé, comme tant d'autres, le régime concordataire tel que le pratiquent les despotes. Redoutant de pareils effets du second empire, l'évêque d'Orléans résolut de tuer dans son germe toute imitation possible des faiblesses de Mgr Rousseau, en les mettant à nu C'est à ce propos que les héritiers de celui-ci, poussés par le gouvernement, l'attaquèrent en diffamation, en même temps que le *Siècle*, devenu d'autant plus chatouilleux qu'il se sentait plus protégé, lui intentait aussi un procès parce que, dans une lettre au directeur du *Constitutionnel*, Mgr Dupanloup avait dit :

« Mais j'ai tort, monsieur, de vous comparer au *Siècle*. Laissons ce journal. Vous avez de l'honneur, si je ne me trompe; donc, faites ce que vous n'avez pas fait, publiez ma lettre. »

Les magistrats, en cette conjoncture, se montrèrent moins serviles que les journaux. Le *Siècle* fut débouté, malgré l'appui du prince Napoléon qui affecta d'accompagner ses rédacteurs jusqu'à la salle d'audience. En ce qui concernait Mgr Rousseau, il fut décidé par le jugement « que l'on doit des égards aux vivants, mais la vérité aux morts. »

[1] Effrayé des périls qui menaçaient la presse et de la difficulté de gouverner au milieu des écueils, M. Havin, directeur du *Siècle*, s'était adressé à l'Empereur et avait, dans une audience aux Tuileries, reçu l'assurance de sa bienveillance. C'est un historien très anticatholique et très ami de M. Havin qui l'assure (Taxile Delord, *Hist. du second empire*, II, p. 499). Le même auteur constate aussi qu'en 1861 M. de Persigny, ministre de l'intérieur, désigna M. Havin comme candidat officiel au Conseil général de la Manche (*Hist. du second empire*, III. p. 235.)

« M. Havin avait été, jadis, député de la Manche. — Vous voyez ce député

dévouement à la France et à l'Eglise. Napoléon III l'écouta froidement, lui répondit par quelques phrases évasives et dit à un chambellan, à la fin de l'audience : « Qu'on ne m'amène plus cet importun donneur de conseils ! » En effet cette visite du pieux aveugle aux Tuileries fut la dernière.

Cependant lord Cowley, au nom de lord Malmesbury, chef du *Foreign office*, visitait toutes les grandes puissances l'une après l'autre et faisait des efforts désespérés pour conjurer une guerre dont l'Angleterre ne pouvait retirer aucun profit. De son côté, Pie IX cherchait à faire disparaître la « position anormale » que la brochure avait reprochée à la Papauté obligée, pour se soutenir, de s'appuyer sur des armées d'occupation étrangère. Le cardinal Antonelli notifiait à la France et à l'Autriche que le Saint-Père les remerciait de leurs bons offices, mais qu'il croyait pouvoir maintenir lui-même l'ordre chez lui, et que pour éviter toute occasion de conflit, il les suppliait de retirer leurs troupes. Cela n'eût pas fait le compte du Piémont, à qui il importait de maintenir le grief, et par là même la possibilité d'envelopper l'Etat romain dans la guerre qui s'avançait à grands pas. Les troupes restèrent. Alors Pie IX, quoique trop clairvoyant pour ne pas voir que le sort en était jeté, demanda par une encyclique des prières pour la paix à tous les

---

disait un jour le roi Louis-Philippe à M. de Montalembert, en lui montrant un des assistants à ses réceptions de Neuilly ; il s'appelle Havin ; il est député de la Manche. Il ne sera content que si je lui donne un prêtre à manger matin et soir. »

Le *Siècle* eut cette satisfaction sous l'Empire. Il était alors une puissance. Devenu le journal de tous les cafés et cabarets de France par suite de la suppression de tous les autres organes républicains, il maintint ou ranima deux sentiments dans le peuple : sournoisement la défiance vis-à-vis de l'Empire, et ouvertement la haine de la religion. Ses fureurs étaient vues d'un bon œil par un gouvernement aveuglé. Elles avaient l'avantage de donner à ce gouvernement une apparence de modération vis-à-vis des catholiques, en réclamant contre eux des persécutions dont les rigueurs du pouvoir, si grandes qu'elles fussent, n'atteignaient point l'excès. Il ne se passait pas de jour qu'il ne traitât les évêques de factieux, de fauteurs de guerres civiles, et qu'il ne dénonçât le retour imminent de l'Inquisition, des Dragonnades, des droits du seigneur, etc., etc., à moins qu'on ne se hâtât de museler les Jésuites.

patriarches, primats, archevêques et évêques : *Pax vobis ! pax vobis !* répétait-il avec angoisse. Mais déjà il était trop tard. Le 9 mars, la *Gazette officielle* appelait sous les armes toutes les réserves de l'armée piémontaise.

Néanmoins, comme dans l'histoire de Napoléon III tout est plein de heurts et de contrastes, la proposition de réunir un congrès fut formulée à l'improviste, officiellement par la Russie, officieusement par la France, le 15 mars, et adressée aux trois cours de Vienne, de Londres et de Berlin. Le 25 mars, le *Moniteur* annonça l'adhésion de ces trois cours. Mais le 26, le comte de Cavour était à Paris.

Ainsi les deux complices de Plombières se retrouvaient en présence, l'un résolu par tempérament et par impossibilité de reculer, l'autre dominé par des engagements qui tour à tour l'attiraient et l'effrayaient ; l'un faible, l'autre tout-puissant, mais, par une incroyable interversion des rôles, asservi au faible ; l'un tendant vers le but avec toute l'ardeur de son patriotisme et de son ambition, l'autre s'y portant d'une marche irrégulière, intermittente, en théoricien qui rêve, qui compte sur son étoile et qui répugne également soit à vouloir, soit à ne pas vouloir [1].

Le mystère de l'entrevue n'a pas été pénétré ; mais la décision finale dut être moins difficile et moins disputée qu'on ne se l'imagine : le tentateur piémontais se savait assuré de vaincre depuis qu'il avait pénétré dans le cœur de son impérial complice. Malgré presque tous les amis et tous les conseillers de l'Empereur, malgré le vœu de presque toute la France, malgré l'intérêt même de la stabilité du trône impérial, la guerre était inévitable ; elle était résolue depuis des années.

La cour, la diplomatie, l'Europe entière, épiaient les deux conspirateurs. Ils se dérobèrent, Napoléon en prétextant une indisposition dont il ne jugea à propos de guérir que le quatrième jour ; le ministre sarde en ne quittant pas l'hôtel

---

[1] P. de la Gorce, *Histoire du second Empire.*

Castiglione, où il était descendu, et en n'y recevant personne. S'il était forcé de parler, comme il lui arriva avec M. de Rothschild, il répondait sur le ton du badinage : il y a des chances pour la guerre, mais il y en a pour la paix. — Sans doute, mais de quel côté mettriez-vous votre enjeu? insista le financier. — Tenez, répliqua Cavour, je vais vous faire une proposition très pratique et absolument sûre, moi, la terreur de la Bourse ; achetons ensemble de la rente et jouons à la hausse ; les fonds sont dans vos mains, la hausse ou la baisse dans les miennes ; je donnerai ma démission, il y aura une hausse de trois francs ! — Vous êtes trop modeste, monsieur le Comte, riposta spirituellement le banquier, vous valez bien six francs ! »

Comme lord Cowley cherchait à modérer le ministre sarde : « De quoi vous plaignez-vous? lui répliqua celui-ci vivement ; n'est-ce pas l'Angleterre qui nous a encouragés, et votre propre ministre à Turin, sir Hudson, n'a-t-il pas été aussi ardent que moi-même pour la cause de l'Italie ? »

L'Angleterre, maintenant anxieuse, proposa, préalablement à la réunion du congrès, la cessation des armements extraordinaires du Piémont, et n'ayant pu l'obtenir, un désarmement général qui ménagerait les amours-propres de tous. Napoléon III se contenta de répondre : « J'ai conseillé au Piémont, à plusieurs reprises, de suspendre ou de restreindre ses préparatifs ; mes avis n'ont pas été suivis, je ne peux les renouveler. » Il trahissait ainsi trop clairement sa connivence ; car, selon la remarque de lord Cowley à M. Walewski, personne ne pouvait croire que la petite Sardaigne agît en opposition avec son allié.

Avant d'aller plus loin et d'être assourdis par le cliquetis des armes, il est peut-être équitable de nous arrêter, un instant encore, aux causes de cette guerre funeste et de remarquer la prodigieuse habileté des ennemis secrets dont Napoléon III fut si complètement dupe : les révolutionnaires, les francs-maçons, les juifs, tous ou presque tous républicains de la veille et bientôt républicains du lendemain. Faisons

comme lui, oublions les intérêts français et mettons-nous au point de vue italien.

La masse du peuple, en Italie, était assez indifférente aux ambitions piémontaises ; en beaucoup d'endroits même elle leur était hostile, par suite des traditions locales très franchement particularistes et du morcellement géographique de la péninsule. « Les Italiens du centre et du sud ne pardonneront jamais à Votre Majesté, si vous les forcez à se battre », écrivait le duc de Gramont à l'Empereur, et Pie IX répétait à M. de Bailliencourt, alors colonel : « Croyez bien, mon cher colonel, qu'il y a plus de différence entre un Lombard ou un Napolitain et un Piémontais, qu'entre un Français et un Anglais, ce qui n'est pas peu dire. »

On le comprendra bien mieux encore lorsqu'on verra, au lendemain de la grande bataille, la ville de Villafranca se couvrir de fleurs pour les Autrichiens qu'elle croyait victorieux, et celle de Brescia, sur un faux bruit identique, remplacer les drapeaux français et sardes par les drapeaux de l'ennemi. Le général Cambriels dut employer sa canne comme argument décisif pour forcer la municipalité brescianaise à reprendre les emblêmes tricolores.

Le général de Bailliencourt raconte une autre anecdote encore plus caractéristique :

Les prairies de la Lombardie sont entremêlées de rizières ; des canaux habilement creusés amènent l'eau, entretenant la fraîcheur, produisant ainsi de magnifiques récoltes ; en certains endroits on fait jusqu'à sept coupes de foin.

Nos soldats, sans méfiance, établissaient parfois leurs campements autour de ces cours d'eau et s'éveillaient, au milieu de la nuit, leurs bagages submergés, eux-mêmes noyés dans une inondation inattendue.

On porta plainte ; les paysans lombards répondirent, avec force soupirs et exclamations de pitié, levant les bras au ciel : *E un caso*, c'est un accident !

Mais la chose se renouvelant, on fit établir une active surveillance ; alors, il fut constaté que cette méchante plaisanterie était due aux municipalités.

Pris sur le fait, les bons Lombards durent renoncer à leur étalage

d'hypocrite commisération. Eux-mêmes avaient levé sciemment les écluses.

Mais au-dessus du peuple il y a ceux qui se targuent de parler en son nom, et qui réussissent à se faire passer pour ses interprètes, parce qu'ils élèvent seuls la voix tandis que le peuple se tait : il y a les avocats, les journalistes, les étudiants, les politiqueurs. Or ceux-là soupiraient unanimement après un nouvel ordre des choses.

Depuis un siècle il n'est pas de poète, d'historien, d'homme politique de la péninsule qui n'ait poussé, parfois inconsciemment, au mouvement d'opinion d'où devait sortir l'unité. Les meilleurs esprits, jusques et y compris Dom Bosco dans son *Histoire d'Italie* généralement adoptée par les écoles chrétiennes, ne voient que les gloires de l'Italie, la grandeur de l'Italie, la suprématie *(il primato)* de l'Italie, et rêvent une indépendance, ou pour mieux dire une puissance nationale qui n'est possible qu'avec l'unité. En vain leur représenterait-on que, cette suprématie, ils la possèdent par le privilège d'être le centre de la religion et de donner des chefs spirituels au monde entier ; que la neutralité respectée qui résulte pour eux de ce privilège leur vaut l'exemption des services militaires écrasants et des lourds impôts, et qu'elle leur assure des facilités singulières pour les commodités de la vie et pour la culture des arts : ils aiment mieux subir les charges et courir les risques, afin d'être comme les autres peuples. Ils se croient du reste égaux sinon supérieurs à leurs voisins pour la dureté du tempérament, et ils se flattent de continuer à fournir des papes, tout en rendant la Papauté leur prisonnière. L'avenir pourra dissiper cette double illusion ; mais les hommes d'élite seuls se préoccupent de l'avenir.

Il faut juger les choses de haut. La querelle pour ou contre l'unité italienne a été, dans ce siècle, le principal épisode de l'éternelle lutte entre la religion qui s'affirme seule révélée, seule vraie et seule complète, et les ennemis de cette religion. Les sociétés secrètes, pas plus que l'Eglise catholique dont elles sont le contrepied, ne tiennent essentielle-

ment ni au particularisme, ni au fédéralisme, ni à l'unité des nations, ni à aucune forme politique quelconque ; leurs préférences sont subordonnées aux circonstances. Mais tout ce qui tend à affaiblir ce que l'Eglise appelle le règne de Dieu sur la terre possède leurs sympathies, tout ce qui le fortifie leur est odieux. En Italie, la situation était claire : l'unité devait amener inévitablement la chute du pouvoir temporel, et ébranler plus ou moins le pouvoir spirituel du chef de l'Eglise. De là la passion unanime des libre-penseurs, et celle presque unanime des hérétiques et des juifs pour l'unité italienne.

Grâce à la puissance de la presse, tombée presque tout entière aux mains de cette formidable coalition, l'esprit public en France fut séduit, abusé, hypnotisé. La pensée que des villes italiennes étaient gouvernées par des hommes qui ne parlaient pas italien exaspéra sérieusement une multitude de Français naïfs. Ils n'ont été que trop désabusés depuis. Aujourd'hui, Venise et Milan sont italiens ; Metz et Strasbourg appartiennent à l'ennemi qui, jadis, détenait Venise et Milan, et loin de nous aider à délivrer Metz et Strasbourg, l'Italie *une* envoie l'héritier de son trône saluer, dans l'enceinte même de ces villes asservies, ceux qui nous les ont prises. Est-il assez beau, au point de vue d'une ironie supérieure, ce contraste : les Français se mêlant de ce qui ne les regarde pas et s'époumonant à crier : « *Fuori i Tedeschi !* Dehors les Allemands ! » ; puis à peine délivrés de l'étranger par les Français, les Italiens allant chercher les *Tedeschi* pour enchaîner leurs libérateurs et les livrer non pas aux *Tedeschi* autrichiens qui, catholiques, ont quelque affinité avec eux, mais aux *Tedeschi* prussiens protestants, aux rudes Poméraniens en casque à pointe !

Cette digression sur une ingratitude qu'on pouvait prévoir dès 1859, mais que personne n'eût prévue si entière, est peut-être quelque peu en dehors de notre sujet. Assurément elle sort du calme qui est un devoir pour l'historien ; mais notre patriotisme indigné n'a pu la retenir. Nos lecteurs, fussent-

ils étrangers, fussent-ils Italiens, la comprendront. Reprenons, pour ne le plus quitter, le fil des évènements.

Napoléon III, nous l'avons dit, avait compté sur sa bonne étoile, et l'habile homme qui le menait entrevoyait cette bonne étoile dans le tempérament de son ennemi-même, le jeune Empereur d'Autriche, auquel la patience devait finir par échapper. Calme jusqu'à ce jour au point d'étonner tout le monde, ce prince avait mis une certaine hauteur dédaigneuse à se débattre contre les calomnies diplomatiques. On flétrissait ses rigueurs, on raillait ses concessions, on ne cessait de l'accuser jusque en plein congrès, et il consentait à discuter encore. Mais tout d'un coup, par suite peut-être d'une excitation insidieuse venue d'un faux ami, il envoya à Turin, le 23 avril, une note sommant le Roi de Sardaigne d'en finir, de désarmer dans les trois jours et de licencier sa légion de volontaires, sujets autrichiens ; sinon les conséquences retomberaient tout entières sur le gouvernement de Sa Majesté sarde.

François-Joseph se trompait en ce dernier point : aux yeux du vulgaire ce coup de tête lui fit perdre tout le mérite de sa longanimité antérieure. Le vulgaire, en effet, ne garde qu'une impression, celle du dernier évènement ; il qualifie d'agresseur non celui qui, par une série d'artifices et de provocations savantes, a rendu la lutte inévitable, mais celui qui, le premier, l'a déclarée ouverte.

François-Joseph combla les vœux des deux maîtres conspirateurs qui ne cessaient de le harceler. Le tort apparent qu'il se donna d'être l'agresseur lui fut d'autant moins pardonné que, la veille même, tout avait paru s'arranger. Napoléon III, sous la pression de ses meilleurs conseillers et de l'Angleterre, avait paru se raviser et avait envoyé, le 20, à M. de Cavour, cette dépêche assez impérieuse dans la forme : « Acceptez immédiatement les conditions préalables du congrès et répondez par télégraphe. » Le cabinet de Turin avait accepté, bien à regret, le 21. François-Joseph ne fut-il pas informé et les dépêches se croisèrent-elles en route ?

Toujours est-il que, le 23, il n'était plus temps. L'Angleterre protesta; l'émotion y fut si vive que le ministère fut culbuté et que l'Autriche perdit ainsi son meilleur appui. Cavour ne dissimula point sa joie ; rarement on le vit aussi gai : « Nous perdons la couronne royale de Sardaigne, s'écria-t-il ; mais la couronne d'Italie est à nous ! »

Napoléon III fit alors connaître l'existence d'un traité formel qui le liait au Piémont. Ce traité avait été signé le 18 janvier, un an presque jour pour jour, après l'attentat d'Orsini. Provisoirement le texte en fut gardé secret. Il stipulait l'annexion de la Lombardie et de la Vénétie au Piémont, et celle de la Savoie et du comté de Nice à la France.

Le 23 avril, le *Moniteur* annonça la formation de cinq corps d'armée. En réponse à l'appel du chef de l'Etat, le Corps législatif vota un emprunt de cinq cents millions et éleva à cent quarante mille hommes le contingent militaire de l'année, fixé d'abord à cent mille.

Le duc de Malakoff, rappelé de Londres où M. de Persigny le remplaça, fut envoyé à Nancy : sa présence près de la frontière du Rhin était un avertissement à l'Allemagne. Le maréchal de Castellane sollicita vainement un commandement en campagne ; on le laissa à celui de Lyon et Magnan à celui de Paris. Cinq corps d'armée furent formés pour l'Italie ; on confia le premier au maréchal Baraguey-d'Hilliers, le second au général de Mac-Mahon, le troisième au maréchal Canrobert, le quatrième au général Niel et, un peu plus tard, le cinquième au prince Napoléon. Le maréchal Randon fut nommé major général, sous la direction de l'Empereur qui se réserva le commandement en chef.

L'absence du Souverain pouvait être longue ; une régence devenait nécessaire. Il fut un moment question d'en charger le prince Napoléon, qui s'était hâté de remettre son portefeuille de l'Algérie à M. de Chasseloup-Laubat. Victor-Emmanuel eût vivement désiré ce choix ; n'ayant accepté un tel gendre qu'à contre-cœur, il cherchait à le relever et à le pousser aux premiers rôles. Mais il avait compté sans l'Impé-

ratrice, qui fit à cette occasion sa première incursion sérieuse dans le domaine réservé de la politique. Elle intervint brusquement, obtint l'envoi du prince, avec un commandement, à l'armée d'Italie, et devint régente. Elle eut dès lors dans le conseil une influence très naturelle et y porta une circonspection bien justifiée aussi contre le cousin révolutionnaire, héritier éventuel de l'Empire.

Avant de partir, Napoléon III sentit le besoin d'encourager les Italiens tout en rassurant les catholiques. Après avoir annoncé pour les premiers que « l'Italie serait prochainement libre jusqu'à l'Adriatique », il ajoutait pour les seconds, dans une proclamation datée du 3 mai : « Nous n'allons pas en Italie pour y fomenter le désordre, ni pour ébranler le pouvoir du Saint-Père que nous avons replacé sur son trône ; nous y allons pour le soustraire à cette pression étrangère qui pèse sur toute la péninsule, et contribuer à y fonder l'ordre sur les intérêts légitimes satisfaits. » M. Rouland, ministre des cultes, écrivit aux évêques pour affirmer encore plus explicitement la droiture des intentions :

L'Empereur, disait-il, y a songé devant Dieu et sa sagesse, son énergie, sa loyauté bien connues ne feront défaut ni à la religion ni au pays. Le prince qui a donné à la religion tant de témoignages de déférence et d'attachement, qui, après les mauvais jours de 1848, a ramené le Saint-Père au Vatican, est le plus ferme soutien de l'unité catholique ; il veut que le chef de l'Eglise soit respecté dans tous ses droits de souverain temporel. Le prince qui a sauvé la France de l'invasion de l'esprit démagogique ne saurait en accepter ni les doctrines ni la domination en Italie.

Des déclarations et des promesses aussi solennelles péchaient plutôt par emphase que par ambigüité. Leur auteur était-il sincère ? Tout porte à le croire, et ce qui tend plus que tout le reste à le prouver, c'est que M. de Cavour et Victor-Emmanuel le crurent aussi. Lorsqu'une députation de Bologne vint demander à ce dernier de prendre possession de cette cité pontificale, le Roi répondit : « Il ne faut pas que l'Europe puisse m'accuser d'agir par ambition personnelle et de substituer l'absorption piémontaise à l'oppression autri-

chienne. Le Saint-Père, chef vénéré des fidèles, ne s'est pas démis de son autorité temporelle ; nous devons la respecter et la consolider ; n'oublions pas non plus que c'est un prince italien. »

Les sociétés secrètes eurent l'adresse de faire à leur impérial complice et dupe un départ triomphal. Aux Tuileries, les séparations ne furent pas sans tristesse. Les courtisans voyaient avec peine s'éloigner un maître débonnaire, indulgent, généreux. L'Impératrice accompagna son époux jusqu'à Montereau et ne put que difficilement retenir ses larmes en le quittant. Mais dans l'intérieur de Paris, au-travers de ce turbulent faubourg Saint-Antoine qu'il fallait traverser pour arriver à la gare de Lyon, le cortège impérial rencontra un chaleureux accueil et des encouragements auxquels il n'était point habitué. Les amis de Victor-Emmanuel et du prince Napoléon avaient passé par là, la veille, et tout préparé avec l'aide des sociétés secrètes. Les ateliers où l'on se nourrissait du *Siècle* se vidèrent, comme pour un jour de fête ou d'émeute.

L'Empereur, en tenue de campagne, le képi sur la tête, se vit bientôt entouré d'une foule enthousiaste qui grossissait à chaque instant. Sa voiture fut entièrement séparée des Cent-gardes qui l'escortaient ; elle allait au pas et se frayait passage avec peine.

Des mains noircies et calleuses se tendaient passionnément vers lui ; il s'arrêtait pour les presser dans les siennes et savourer ce cri répété par cent mille ouvriers dont bon nombre le proféraient pour la première et la dernière fois : « Vive l'Empereur ! Vive l'Impératrice ! » Les cris de « Vive l'Italie ! Vive l'indépendance italienne ! » n'étaient pas moins nourris ; la police s'étonnait de les entendre sortir avec un ardent ensemble de la bouche de ceux-là mêmes qu'elle avait mission de surveiller et qui, d'ordinaire, se cachent sur le passage du pouvoir, ou ne se glissent dans un cortège officiel que pour en interrompre le bon ordre.

Mais nul désordre n'était à craindre ce jour-là.

Les professionnels de l'émeute étaient les principaux artisans de ces acclamations : une prévision instinctive leur donnait l'assurance que le profit le plus clair en reviendrait un jour à eux et non à lui. Et l'homme prédestiné qu'une incroyable bonne fortune avait élevé au-dessus de cette foule, s'en allait, souriant et calme, le regard perdu, comme dans un rêve, sans voir où aboutirait fatalement tôt ou tard un triomphe organisé par la Révolution.



VICTOR-EMMANUEL

CHAPITRE XV

MAGENTA. — SOLFÉRINO. — VILLAFRANCA & ZURICH

Que faisait, pendant ce temps, l'Empereur d'Autriche ? Les bataillons français qui gravissaient hâtivement les pentes du Mont-Cenis, et ceux qui, débarqués à Gênes, s'acheminaient vers Turin avec cet entrain pittoresque, allègre, un peu débraillé, spécial aux armées du second Empire, n'avaient qu'une crainte, celle d'arriver trop tard au secours des Piémontais. Il n'est pas douteux, en effet, que si le maréchal comte Giulay, que François-Joseph avait chargé du commandement suprême, eût pris l'offensive avec quelque hardiesse, il serait arrivé à Turin avant les Français, aurait écrasé la petite armée sarde et, bloquant la forteresse d'Alexandrie, aurait empêché la jonction des deux armées françaises. Il se contenta de franchir le Tessin et le Pô, ce qui eut lieu sans coup férir, et d'occuper Novare et Verceil. De là il menaçait Turin.

Le maréchal Canrobert, qui commandait en chef en attendant l'arrivée de l'Empereur, trouva Victor-Emmanuel dans une inquiétude extrême. Celui-ci avait compté défendre les lignes de la Dora Baltea et de la Stora. Après les avoir explorées, en compagnie du général La Marmora, Canrobert reconnut qu'en raison de leur étendue et de la nature même du terrain, elles ne réunissaient pas des conditions suffisamment favorables. Pour arrêter les Autrichiens, il eût fallu un

déploiement de troupes auquel l'armée sarde et l'avant-garde française ne suffisaient pas.

« La position de la Stora, écrivit le Maréchal dans sa dépêche du 30 avril au soir, n'est pas plus tenable que celle de la Dora Baltea avec les ressources dont je dispose ; l'unique chance de défendre Turin, si l'ennemi marche contre la capitale, est de lui donner de l'inquiétude sur son flanc gauche et sur ses derrières par la tête du pont de Casale. » Il fit part au Roi de l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de couvrir la ville et lui montra les dernières instructions apportées le jour même par le général Niel.

« Je vous réitère, disait l'Empereur, de rester, jusqu'à mon arrivée, sur la défensive à Turin ou *en arrière de Turin.* »

— Je croyais cette ligne importante capable d'arrêter l'ennemi ! s'écria Victor-Emmanuel. Jugez de l'effet moral produit sur mes troupes si, dès le début de la campagne, ma capitale est au pouvoir de l'invasion ! Alors je suis perdu !

Devant l'attitude émue du souverain, le maréchal répondit :

— Votre Majesté me garantit-elle que Casale et Alexandrie peuvent mettre à l'abri mon avant-garde et les quelques mille soldats sardes qui sont à Turin ?

— Je vous en donne ma parole royale.

— S'il en est ainsi, nous partirons cette nuit pour occuper ces deux places.

Le Roi, qui venait de lire l'ordre donné au Maréchal de rester sur la défensive, parut aussi stupéfait que joyeux.

— Quoi ! malgré des ordres si impératifs, vous vous porteriez en avant ?

— Oui, Sire, car je ne veux pas que l'on raconte un jour que la capitale de l'allié de mon souverain a été occupée par l'ennemi ; l'histoire ne dirait pas qu'elle était défendue par une simple avant-garde, mais elle mentionnerait que Turin a été pris en présence de l'armée française, commandée par un maréchal de France. Je prends tout sur moi, aux dépens de ma responsabilité, peut-être de mon avenir.

Le Roi, se jetant dans les bras du Maréchal, l'embrassa

avec émotion et lui dit : « Vous me sauvez : nous partirons cette nuit. »

Le projet fut aussitôt mis à exécution. Le Roi fit diriger sur Casale et Alexandrie les troupes destinées d'abord à la défense de la Dora Baltea et ne laissa en observation sur cette ligne que la division de cavalerie du général Sambay et le corps des chasseurs des Alpes. La division Bouat reçut l'ordre d'entrer dans Alexandrie et le général Frossard commença à retrancher Casale ; des mouvements de troupes furent multipliés en avant de la tête de pont de cette ville, dans le but de faire croire que l'armée française était déjà réunie sur ce point, et les Autrichiens, en voyant les pantalons rouges si près de leur flanc gauche d'opérations contre Turin, eurent des lenteurs, des hésitations qui permirent à l'armée franco-sarde de se rassembler près d'Alexandrie.

L'ennemi avait ainsi perdu le bénéfice de sa brusque entrée en campagne ; il s'arrêtait après avoir mis quinze jours à opérer un facile et inutile mouvement d'agression.

C'est que rien n'était prêt, en réalité, pas plus en Autriche qu'en France, pour une guerre que pourtant le souverain de la première avait déclarée, et que celui de la seconde préméditait depuis longtemps. Mais nous n'avons pas à nous occuper ici de l'Autriche. Les magasins à Paris et sur la frontière étaient vides, les cadres militaires insuffisants, malgré le rappel hâtif des réservistes. Rien n'avait été prévu, rien n'était à jour ; les traditions d'ordre et de ponctualité léguées par les régimes précédents s'étaient peu à peu évanouies, aussi bien que la rigoureuse discipline. L'Empereur ne put pas ne pas le remarquer, mais il ne savait guères punir et il aimait mieux pardonner à des hommes qui le trompaient par incapacité, incurie, ou pour lui plaire ; il ne voulait pas voir que ce désordre irait en s'aggravant si une sérieuse répression n'y était apportée, et qu'un jour viendrait où la sécurité du pays s'en trouverait compromise. Enfin, il put acheminer sur l'Italie cent seize mille hommes ; mais il ne lui restait pas d'armée de seconde ligne, en cas de revers, ainsi qu'il l'avoua

publiquement au Corps législatif, au retour de la campagne. Le Piémont avait mobilisé cinquante-deux mille soldats, l'Autriche cent trente mille.

Napoléon III, si avisé jusque-là, n'était déjà plus cet homme circonspect dont la prévoyance ne laisse au hasard que ce qu'on ne peut lui ôter. A son passage à Valence, pour se rendre en Italie, le général de Bailliencourt, qui commandait le département de la Drôme, s'étant hasardé, au cours d'une longue causerie, à le prémunir contre les imprudences généreuses dans le rôle brillant que la Providence semblait lui ménager, il répondit, avec un accent indéfinissable comme son caractère : « L'homme fait ce qu'il peut, Dieu le conduit. » Il semblait considérer ainsi tous les humains, et lui-même avec eux, comme des jouets de la destinée. *Dii nos homines quasi pilas habent*, disait un ancien ; ce que Montaigne traduit si bien dans son langage pittoresque : « Les dieux s'esbattent de nous à la pelote, et nous agitent à toutes mains. »

Napoléon III débarqua à Gênes, accompagné du prince de Savoie-Carignan et du comte de Cavour, qui étaient venus à sa rencontre en mer. Le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, commandant en chef de la garde, les attendait dans le port :

C'est bien littéralement et sans métaphore, raconte-t-il dans une lettre, que la mer était couverte de fleurs partout où passait le canot impérial, tandis que les nôtres, formant escorte, se remplissaient d'une pluie de bouquets.... Le soir, au théâtre, dire quels furent les cris, les applaudissements, les mouvements de mouchoirs, la frénésie de toute la salle, serait impossible...

Le roi de Sardaigne ne rendit visite à l'Empereur que le lendemain et resta peu d'heures auprès de lui. Il retourna directement à son quartier général. Dans le même temps Garibaldi, accepté sans enthousiasme ou plutôt subi comme auxiliaire, s'enfonçait dans les gorges des Alpes avec quelques milliers de volontaires ; il opéra dans la direction du lac Majeur, afin d'inquiéter l'aile droite de l'armée autrichienne.

De Gênes, l'Empereur se rendit à Alexandrie. Il employa

les premières journées à étudier les positions de l'ennemi et à rectifier les lignes occupées par l'armée alliée. A cheval dès l'aube, il allait, venait, consultait, donnait des ordres, réprimandait moins qu'il ne louait, croyait tout diriger et, finalement, laissait beaucoup aux aventures, mais consciencieusement, en rentrant à Alexandrie ou à Novare, il interrogeait encore, parcourait les rapports de la journée et ne se couchait que tard.

Ce fut le général Baraguey d'Hilliers qui se trouva le premier engagé et remporta, à Montebello, la première victoire. L'Empereur accourut le lendemain visiter le champ de bataille, se fit expliquer les incidents de la journée, interrogea les prisonniers. Comme il n'avait encore jamais vu de ses yeux un pareil carnage, l'horreur que lui inspirèrent les cadavres et les blessés le bouleversa jusqu'au fond de l'âme. Il était plus pâle que les morts qui jonchaient le sol.

Le 30 mai l'armée sarde franchit la Sésia et s'empara du village de Palestro, après une lutte assez vive. Mais dans la nuit l'ennemi fit un retour offensif et s'établit fortement sur une hauteur protégée de front par un canal. Les Piémontais, inférieurs en nombre, reculaient et allaient être tournés sur leur gauche sans l'arrivée du 3e zouaves. Cet intrépide régiment se met au pas de course, franchit, sous un feu terrible, les huit cents mètres qui le séparent de l'artillerie autrichienne, traverse le canal à la nage, s'élance sur la hauteur et tue à l'arme blanche les artilleurs ennemis. Les survivants s'enfuient, abandonnant cinq pièces de canon. Reprenant leur course furieuse, les zouaves se précipitent sur l'infanterie qui est en arrière, s'ouvrent un passage, rejoignent le roi de Sardaigne, poussent avec lui jusqu'à la Brida, s'emparent du pont et ferment la route aux Autrichiens restés sur la rive droite et chassés par d'autres régiments. Les Autrichiens ou se rendirent ou se noyèrent.

L'Empereur était accouru de Verceil au bruit du canon de Palestro. C'est là qu'il rejoignit Victor-Emmanuel qu'accompagnait le général Bourbaki, tout radieux : « Sire, s'écria le

général, vos soldats et Sa Majesté sarde ont fait aujourd'hui l'impossible ; venez et voyez ! » L'Empereur traverse alors la rivière et arrive au milieu des zouaves, qui, animés encore de l'ardeur du combat, élèvent en l'air, avec leurs acclamations, leurs mains noircies et leurs baïonnettes sanglantes.

L'un d'eux eut, le soir, l'idée de conférer au Roi le grade de caporal. On forma le cercle et le plus ancien sergent prononça solennellement ces paroles : « Au nom du 3e zouaves, le nommé Emmanuel, roi de Sardaigne, est élevé au grade de caporal dans le dit régiment. » Procès-verbal fut dressé et signé de tous.

L'Empereur félicita le Roi d'une manière à la fois délicate et sévère. « Je vous admire, mais, si vous recommencez, je serai forcé, en ma qualité de général en chef, de vous mettre aux arrêts. »

Victor-Emmanuel, au moment dont nous parlons, avait trente-neuf ans, mais son aspect en indiquait davantage. Robuste et carré, il était usé prématurément par les fatigues de la chasse et plus encore par celles de l'inconduite. Ses yeux, très petits, impressionnaient néanmoins par leur vivacité puissante ; sa moustache avait des proportions inusitées ; l'ensemble de sa physionomie étalait une bonhomie rude et grossière, destinée à voiler une finesse, voire une astuce essentiellement italienne. C'était un Italien du Moyen-Age. Il ne se plaisait point aux affaires, mais s'y déplaisait moins qu'il n'affectait de le dire, et il en avait le sens. Ce qui a fait sa fortune et son incontestable popularité, c'est d'avoir su donner une forme, un corps aux aspirations de l'Italie nouvelle ; c'est en son nom que s'est accomplie partout la révolution ; les grandes villes, entraînant les campagnes, se donnèrent à lui personnellement, au cri de : « *Italia e Vittorio Emmanuele !* » Lui, il jouait à merveille l'indifférence pour la politique pure, ne voulait être que soldat, s'emportait, jurait contre les avocats, mais ne pouvait se passer longtemps de Cavour, son compère et son ami de cœur, comme le furent successivement les divers ministres qu'il choisit, tous révo-

lutionnaires, tous dépourvus de scrupules mais pleins d'ambition. En feignant d'ignorer leurs entreprises de brigandage contre ses voisins, ou de n'avoir cure de ces bagatelles politiques, il cherchait à se dissimuler à lui-même et aux autres ce qu'il y avait de particulièrement odieux dans le rôle de détrousseur de rois, assumé par le chef de la plus ancienne maison royale régnant alors ; mais Mazzini l'avait bien jugé lorsqu'il écrivait dès 1855 : « Quant à Victor-Emmanuel, ne vous en inquiétez pas, il est bien prince savoyard ; l'espoir de la couronne d'Italie le tiendra toujours de notre côté. » Les révolutionnaires eurent l'audace de l'affubler du surnom qui lui convenait le moins, celui de « roi galant homme », et l'adresse de faire passer cette appellation dans le langage courant des journaux et des clubs. Ainsi soixante-dix ans auparavant, ils avaient fait appeler le meilleur des rois « le tyran ». Le papier blanc accepte tout, dit un proverbe ; la badauderie des foules ressemble au papier blanc.

Afin de retarder la marche des alliés, Giulay fit sauter le pont de San-Martino, dans l'après-midi du 2 juin, et se retira derrière le Tessin. Le lendemain, le général Espinasse s'avança de grand matin, avec une brigade, sur la tête de pont, que les Autrichiens abandonnèrent à son approche ; le 2e corps partit de Novare et marcha sur Turbigo. La première division franchit le pont vers une heure et demie. Le général Mac-Mahon se porta alors en avant de Turbigo, pour visiter les hauteurs de Robecchetto. Il était occupé à cette reconnaissance, lorsqu'il aperçut, à la faible distance de cinq cents mètres, une colonne autrichienne qui, venant de Buffalora, paraissait vouloir occuper elle-même ces hauteurs. Il n'avait sous la main que les Turcos de la division de la Motte-rouge. Le temps pressait, il n'y avait pas à hésiter ; il fallait ou attaquer immédiatement, ou se retirer, et laisser à l'ennemi une position avantageuse. Les trois bataillons de ce superbe régiment furent disposés en colonne par division ; le premier et le troisième devaient marcher sur le village de Robecchetto, déjà aux mains des Autrichiens, y pénétrer par

le sud et le nord; le deuxième était tenu en réserve jusqu'à l'arrivée des autres régiments. Jamais attaque ne fut faite dans des conditions plus tragiques. Les Turcos marchèrent quelque temps unis ; aux approches du village, ils se livrèrent, au milieu d'une grêle de mitraille, aux plus bizarres *fantasias :* les uns, couchés sur le sol, rampent comme des bêtes fauves, profitant d'un buisson, d'une motte de terre pour se couvrir ; les autres bondissent, en poussant des clameurs sauvages, et se ruent sur les Autrichiens. Tour à tour unis et disséminés, ces noirs enfants de l'Afrique font une guerre qui déroute les règles de l'escrime. En les voyant bondir comme de noirs démons, ceux que ne touche pas leur redoutable baïonnette s'enfuient, roulent par groupes dans les fossés et les ravins pour éviter la mort. Dix minutes suffirent à décider la retraite. C'était la première fois que l'armée autrichienne voyait devant elle ces hommes vraiment extraordinaires. Au premier coup ils se posèrent en dignes émules des zouaves de Palestro [1].

Napoléon était arrivé à Turbigo pendant l'engagement. Satisfait de voir que l'ennemi ne lui disputait pas plus sérieusement ce débouché, il se contenta de prescrire à Mac-Mahon de s'y établir solidement, après quoi, il s'en retourna à Novare, espérant que la situation ne tarderait pas à se débrouiller et qu'il pourrait enfin asseoir ses dispositions sur une base un peu solide.

Celles qu'il arrêta dans la soirée du 3, pour la journée du lendemain, qui devait être la grande journée de Magenta, n'avaient d'autre but que de faire prendre à l'armée française une nouvelle position « d'attente » ; la bataille n'était rien moins que préméditée par l'Empereur, pas plus du reste que par Giulay, et deux cent cinquante mille hommes se trouvaient en présence dans un carré de quelques lieues, sans qu'aucun des deux partis fit autre chose que soupçonner le voisinage de l'autre.

---

[1] J.-A. Petit, *Histoire contemporaine de la France,* tome XII, p. 232.

L'Empereur, en effet, n'était pas mieux renseigné sur les positions des Autrichiens que les Autrichiens ne paraissent l'avoir été sur les siennes. Persuadé que l'inaction prolongée de Giulay, qui subissait les attaques sans en faire lui-même aucune, cachait un piège, il ne savait à quelle résolution s'arrêter et envoyait dans toutes les directions des reconnaissances qui, ne poussant pas assez loin, ne voyaient ni n'apprenaient rien. Plus perspicace, sinon mieux informé, Victor-Emmanuel était persuadé que Giulay avait ramené toute son armée sur la rive gauche du Tessin, et il demandait instamment qu'on l'y suivît : de là l'idée de pousser le 2e corps en avant sur la gauche, pendant que le gros des forces franco-sardes restait concentré, à tout évènement, aux environs de Novare. De là aussi le passage de la rivière par Mac-Mahon, qui opéra sans avoir reçu du grand quartier général le moindre ordre précis, ni même le plus vague renseignement sur les vues et projets du commandement supérieur.

Les tâtonnements et l'incertitude étaient si grands que l'Empereur lui-même se trouva un moment en danger. C'était le 1er juin, trois jours avant la bataille de Magenta. Le corps du maréchal Niel avait chassé de Novare deux bataillons autrichiens qui s'étaient établis à une demi-lieue de la ville. A midi l'Empereur arriva. Il eut la fantaisie de visiter le champ de bataille de 1849. Le général Niel l'accompagna avec deux de ses officiers, MM. Parmentier et Stoffel.

Il ne s'était pas écoulé dix minutes depuis notre départ, raconte celui-ci, que nous nous vîmes tout à coup isolés dans la vaste plaine. Un profond silence régnait autour de nous ; nous n'apercevions devant nous, à droite ou à gauche, ni le moindre poste, ni une sentinelle : tout semblait indiquer que nous avions déjà dépassé la ligne des avant-postes, et pourtant nous n'avions pas fait trois cents mètres au-delà du front de bandière des divisions. L'Empereur n'avait pas d'escorte : « Sont-ce là vos postes les plus avancés ? » demanda-t-il au général Niel, en lui montrant de la main, derrière nous, les grand'gardes de la division de Failly. Le général Niel comprit le reproche que lui valait la négligence de ses divisionnaires, qui ne s'éclairaient pas à plus de trois cents mètres de leurs positions, et fit une réponse que je n'entendis pas. « Il faudra vous

garder plus loin que cela », lui dit l'Empereur, avec sa douceur habituelle.

La voiture continuait à avancer, elle s'approchait d'Olengo, lorsque l'Empereur donna l'ordre de rebrousser chemin. Arrivé à la Bicocca, l'Empereur prenait congé du général Niel et retournait à Novare. Il était à peine parti qu'un capitaine d'infanterie couvert de sueur et de poussière accourait essoufflé.

« Où est le général Niel ? nous demanda-t-il en reprenant haleine à chaque mot. L'Empereur a manqué d'être pris... toute une compagnie autrichienne... je suis envoyé par mon général de brigade... j'ai l'ordre de le dire au général Niel... où est-il ? conduisez-moi. »

Dix minutes après, l'officier, qui avait eu une entrevue orageuse avec le général Niel, faisait à l'état-major du 4e corps, auquel était attaché M. Stoffel, le récit suivant :

« J'étais, nous dit-il, en avant du front de bandière près de la route, lorsque la voiture de l'Empereur vint à passer. Je me suis mis à la suivre du haut de l'escarpement, machinalement, tout en fumant ma pipe; et comme les chevaux n'allaient pas vite, je ne l'ai pas perdue de vue un seul instant. Je l'apercevais encore lorsqu'elle fit demi-tour pour rebrousser chemin. A ce même moment, j'ai vu distinctement à cinq cents pas plus loin, cent ou cent cinquante Autrichiens, restés jusque-là cachés dans un bouquet de bois sur la droite de la route, se dresser à moitié pour mieux voir, demeurer quelques secondes dans cette position, puis se baisser et disparaître à mes yeux. Si la voiture avait fait cinq cents pas de plus, l'Empereur était pris ou tué. »

Ces détails étaient donnés avec une si évidente sincérité qu'il était impossible de n'y point croire; nous ne revenions pas de notre surprise.

Lorsque le capitaine nous eut quittés, le général Niel sortit de sa chambre et vint à nous. « Eh bien ! nous dit-il, cet officier vous a tout raconté ! C'est épouvantable ! Voyez-vous l'Empereur fait prisonnier à moins d'un kilomètre des lignes du 4e corps ? Les cheveux me dressent lorsque j'y pense. »

Le lendemain, une reconnaissance effectuée aux avant-postes permettait de vérifier l'exactitude du récit qu'avait fait le capitaine. A l'endroit qu'il avait indiqué, l'herbe était fraîchement foulée sur une large étendue ; plusieurs feux de bivouac brûlaient encore, des abris de feuillage étaient dressés. Plus de cent Autrichiens avaient campé là quelques heures auparavant.

L'Empereur ne connut que plus tard le péril qu'il avait couru. Quand, sept ans après, le colonel Stoffel lui raconta l'anecdote, l'Empereur devint pensif et s'écria : « A quoi peuvent cependant tenir les évènements de ce monde [1] ! »

---

[1] Colonel Stoffel. *Mémoires*.

Il faut dire aussi que le pays était éminemment favorable aux surprises. Le Tessin et le grand canal qui le longe (le Naviglio-Grande) coulent dans des fonds marécageux où les saules, les aulnes, les buissons forment des halliers inextricables ; au-delà, la plaine de Magenta, quoique un peu moins fourrée, n'offre pas des horizons beaucoup plus étendus ; à chaque pas, les rideaux de peupliers, de mûriers et d'ormeaux entrelacés de vignes, comme au temps de Virgile, interceptent la vue, qui rarement s'étend au-delà du champ ou de la prairie où l'on se trouve. On ne pourrait même pas reconnaître la position des principaux villages, et en particulier de Magenta, sans les hauts clochers carrés qui, çà et là, émergent au-dessus des arbres.

C'est sur ce terrain qu'une lutte nouvelle et plus terrible allait s'engager dans la matinée du 4 juin 1859. Mac-Mahon, pour sa part, avait simplement reçu l'ordre « de descendre le cours du Tessin (rive gauche) pour occuper Magenta et Buffalora » ; pendant ce temps, la division des grenadiers de la garde (brigades Cler et Wimpfen), appuyée par la brigade Picard, devait franchir la rivière à San-Martino et occuper solidement les ponts du Naviglio-Grande, pour faciliter le passage du reste de l'armée, mais seulement lorsque le deuxième corps serait près d'arriver à sa hauteur.

Mac-Mahon avait levé ses bivouacs de très bonne heure et s'avançait sur deux colonnes, la division La Motterouge, avec laquelle il se trouvait marchant à gauche sur Buffalora, la division Espinasse se dirigeant à droite sur Magenta. La première ne tarda pas à se trouver aux prises avec l'ennemi et attaqua vigoureusement le village qui lui avait été assigné pour objectif. Mais bientôt le général en chef fit interrompre le combat et retirer les troupes un peu en arrière : c'est que, en reconnaissant le pays du haut d'un clocher, il avait aperçu ou plutôt deviné devant lui des forces considérables, notamment entre Buffalora et Magenta, et qu'il craignait qu'un mouvement offensif ne vînt à isoler ses deux colonnes.

Dans ces conditions, il était prudent d'attendre qu'Espi-

nasse, qui avait à parcourir la route la plus longue, fût en mesure d'entrer en ligne à son tour. Seulement cette détermination, en elle-même très sage et parfaitement justifiée, vu surtout le peu de précision avec lequel avaient été combinés les mouvements des deux fractions de l'armée française portées simultanément en avant, faillit devenir funeste à la division de la garde arrêtée, depuis le matin, en avant du pont de San-Martino.

En entendant, un peu après midi, retentir le canon du côté de Buffalora, Napoléon ne douta pas que Mac-Mahon ne fût engagé à fond et que le moment ne fût venu de porter en avant sa droite. Alors commença, aux deux hameaux de Ponte-Nuovo et Ponte-Vecchio de Magenta, sur le Naviglio-Grande, un combat d'une extrême violence, dans lequel les brigades Cler, Wimpfen, et, un peu plus tard, Picard eurent à soutenir l'effort d'une grande partie de l'aile gauche autrichienne. Après avoir gagné tout d'abord quelque peu de terrain, les six mille grenadiers sont arrêtés sur place et ce n'est qu'avec la plus grande difficulté qu'ils parviennent à se maintenir.

Du côté de Buffalora et de Magenta règne maintenant un silence profond. Il faut lire dans la spirituelle quoique très technique relation de la guerre d'Italie par le duc d'Almazan (A. de Saint-Priest), le tableau des perplexités de l'Empereur, « qui savait de la guerre tout ce qu'on en peut apprendre dans les livres, mais rien au-delà, et à qui faisait défaut, au suprême degré, le coup d'œil militaire ». Il ne comprend plus rien à ce qui se passe ; son flegme est devenu de l'ahurissement. De temps en temps, il demande ce qu'est devenu Mac-Mahon : « J'entendais pourtant son canon tout à l'heure ; maintenant je n'entends plus rien. »

Les officiers de son état-major ne sont pas moins effarés ; les uns se lancent de toute la vitesse de leurs chevaux à la recherche du maréchal Canrobert, qui a dû suivre, mais d'assez loin, sur San-Martino, le mouvement de la garde ; les autres grimpent sur les cheminées de San-Martino pour

tâcher de voir ce qui se passe dans la plaine, au-delà de Buffalora. Mais ils n'aperçoivent ni n'entendent rien ; l'anxiété est à son comble. Les soupçons les plus étranges en viennent à se faire jour ; on se dit tout bas que Mac-Mahon est, au fond, un légitimiste, que son cœur appartient à une dynastie autre que celle des Napoléon, et l'on rappelle la conduite inexpliquée, sinon formellement traîtresse, de Grouchy à la journée de Waterloo. L'Empereur, impassible en apparence, continuait à répéter : « Que devient donc Mac-Mahon ? »

Il n'avait pourtant à s'en prendre qu'à lui-même si le sort de la journée semblait compromis, et si « les heures s'écoulaient longues et sanglantes », suivant l'expression un peu ampoulée de l'historiographe officiel, le baron de Bazancourt. Avant d'incriminer la conduite du commandant du 2e corps, l'Empereur aurait dû se rappeler que le plan arrêté par lui-même ne prévoyait que des manœuvres sur les deux rives du Tessin, nullement une grande affaire, et qu'il n'avait assigné à son lieutenant qu'un but très général, négligeant complètement de s'entendre avec lui sur ce qu'il avait sans doute regardé comme des « détails d'exécution », comme si une opération aussi délicate qu'une attaque par deux corps séparés ne demandait pas à être minutieusement calculée, combinée et réglée d'avance.

Mac-Mahon, abandonné à sa propre inspiration, fit tout ce qu'il devait faire. Comme Espinasse, considérablement retardé dans sa marche par les difficultés du terrain, n'apparaissait toujours pas, il courut à sa rencontre, risquant fort, au cours de cette chevauchée à travers champs, d'être enlevé par la cavalerie autrichienne ; il ramena lui-même sa 2e division, dont il pressait fiévreusement le mouvement, aiguillonné qu'il était par le bruit du canon de Ponte-Nuovo et brûlant de dégager le corps inconnu qu'il sentait, de ce côté-là, aux prises avec l'ennemi.

Quand le 2e corps fut enfin réuni tout entier, le général lui montra comme point de direction le clocher de Magenta, et quarante bataillons convergèrent sur ce gros bourg, enlevant

au pas de course les « cascines » et les hameaux fortement occupés qui en couvraient les abords. L'Empereur, qui n'a rien compris à l'inaction de Mac-Mahon, ne comprend pas à présent sa manœuvre : il s'accroche aux fonds du Tessin et l'armée reste coupée en deux. Heureusement, le commandant du 2e corps voit le danger et déploie son artillerie dans la plaine entre Magenta et Buffalora pour se relier à la droite française.

Rien ne peut arrêter la marche victorieuse des divisions Espinasse et La Motterouge : elles arrivent enfin devant Magenta et attaquent avec furie les talus du chemin de fer, la gare et les bâtiments voisins, que les Autrichiens défendent avec une opiniâtreté extrême. Une grosse métairie que l'on voit encore à gauche de la station, et qui a gardé les traces de la lutte effroyable dont elle fut le théâtre, arrête assez longtemps les troupes d'Espinasse ; celui-ci reçoit à bout portant une balle mortelle au moment où il frappait avec fureur, du pommeau de son épée, les volets d'une fenêtre de rez-de-chaussée d'où partait un feu d'enfer.

Enfin l'ennemi abandonne la partie : Magenta, évacué précipitamment, est au pouvoir des Français, sauf le cimetière, dont il faut tuer, sur place, à la nuit tombante, les derniers défenseurs. Ceux de Ponte-Nuovo et de Ponte-Vecchio se sont déjà mis en retraite, et bien que la fatigue empêche les vainqueurs de poursuivre, cette retraite ne tarde pas à dégénérer en déroute. L'armée française compte à son actif une victoire de plus, et elle la doit sans contredit au général de Mac-Mahon, à son énergie, et même à sa perspicacité dont la renommée, malheureusement, se soutint mal dans la campagne de 1870.

La bataille de Magenta ressemble beaucoup à celle de Marengo. La tenace défense du Naviglio par Regnaud de Saint-Jean d'Angely ne fut pas inférieure pour l'héroïsme à celle du Fontanone par Lannes. A Marengo c'est la garde consulaire, à Magenta la garde impériale que rien ne peut entamer, mais ce sont toujours les mêmes grenadiers, les

mêmes bonnets à poil. Là, comme ici, la bataille était perdue sans l'arrivée de renforts marchant au canon. Plus heureux toutefois que Desaix, Mac-Mahon a pu jouir de sa victoire et cueillir comme trophée, au soir de la bataille, le bâton de maréchal de France et le titre bien mérité de duc de Magenta. Regnaud de Saint-Jean d'Angely fut fait également maréchal.

Vainqueurs et vaincus étaient à bout de forces. L'armée autrichienne se retira lentement, laissant derrière elle près de dix mille des siens. L'armée française eut à regretter la perte de quatre mille cinq cents tués, blessés ou disparus. Elle coucha sur les positions conquises. L'Empereur se jeta tout habillé sur un lit d'auberge. Il dormit peu. Ceux de ses officiers d'ordonnance qui veillaient purent le voir tantôt assis à une table, les yeux sur une carte, tantôt se promenant, en proie à des réflexions profondes ; il venait de constater combien le succès tient souvent à peu de chose, et peut-être concevait-il des doutes sur ses propres aptitudes comme stratégiste.

Rien ne s'opposait maintenant à la marche des alliés sur Milan, ville ouverte, qui ne pouvait être défendue. Les souverains y firent leur entrée le 8 juin, au milieu d'un enthousiasme délirant[1]. Ils s'étaient donné rendez-vous sous l'arc-de-triomphe de la porte de l'Ouest. Grêle d'obus et de balles la veille ; aujourd'hui, grêle de fleurs et de compliments ; mais dans le lointain, à peine perceptibles, les gémissements des blessés. La foule n'avait pas d'oreilles pour eux.

---

[1] Une spirituelle lettre de Regnaud de Saint-Jean d'Angely, citée par le génér[al] de Bailliencourt, donnera une idée de cet enthousiasme italien :

« Pobiena, 7 juin 1859. »

« J'ai quitté ce matin notre champ de bataille de Magenta pour porter mon quartier général à Pobiena, à trois kilomètres de Milan. Je suis établi dans une grande ferme. L'Empereur, à dix minutes de moi, occupe un grand château qui m'était d'abord destiné ; mais il a eu la préférence et je ne l'ai pas trouvé mauvais. Les femmes, si grande qu'en soit leur consommation, n'ont pas le monopole exclusif de la coquetterie ; il en reste un peu pour le soldat et l'Empereur a

L'Empereur lança de Milan deux proclamations, l'une à l'armée, l'autre aux Italiens :

Soldats, disait-il, il y a un mois, confiant dans les efforts de la diplomatie, j'espérais encore la paix, lorsque, tout à coup l'invasion du Piémont par les troupes autrichiennes nous appela aux armes. Nous n'étions pas prêts ; les hommes, les chevaux, le matériel, les approvisionnements manquaient, et nous devions, pour secourir nos alliés, déboucher par petites fractions au-delà des Alpes, devant un ennemi redoutable, préparé de longue main.

Le danger était grand, l'énergie de la nation et votre courage ont suppléé à tout. La France a retrouvé ses anciennes vertus et unie dans un même but, comme en un seul sentiment, elle a montré la puissance de ses ressources et la force de son patriotisme. Voici dix jours que les opérations ont commencé, et déjà le territoire piémontais est débarrassé de ses envahisseurs. L'armée alliée a livré quatre combats heureux et remporté une victoire décisive, qui lui ont ouvert les portes de la capitale de la Lombardie ; vous avez mis hors de combat plus de trente-cinq mille Autrichiens, pris dix-sept canons, deux drapeaux, huit mille prisonniers. Mais tout n'est pas terminé : nous aurons encore des luttes à soutenir, des obstacles à vaincre.

Je compte sur vous. Courage donc, braves soldats de l'armée d'Italie. Du haut du ciel, vos pères vous contemplent avec orgueil !

La deuxième proclamation s'adressait autant à l'Europe qu'aux Italiens ; elle avait pour but de rassurer en particulier l'Allemagne et l'Angleterre contre les projets de convoitise universelle dont il avait hérité, disait-on, de son oncle :

Italiens, la fortune de la guerre me conduit aujourd'hui dans la capitale de la Lombardie ; je viens vous dire pourquoi j'y suis.

Lorsque l'Autriche attaqua injustement le Piémont, je résolus de

---

trouvé que, par cette excessive chaleur et cette poussière indicible, des régiments seraient trop peu à leur avantage s'ils entraient dans une capitale après six heures de marche. Demain, le bouquet sur l'oreille, frais comme des roses pompons, nous ferons notre entrée, ayant Sa Majesté à notre tête.

« En arrivant ici ce matin j'ai détaché Haillot à Milan pour y préparer mon installation. Il y a couru un véritable danger; il a failli être écharpé, taillé en lanières ; toutes les femmes en voulaient un morceau ! Les unes le tiraient par l'habit, les autres l'asphyxiaient sous un déluge de fleurs ; ce n'est pas sans peine ni péril qu'il a échappé à cette ovation. Je veux le ramener en France avec un bout de ruban à sa boutonnière; il faut que tout ce qui m'entoure se ressente un peu de la faveur que l'Empereur m'a accordée... »

soutenir mon allié le roi de Sardaigne; l'honneur et les intérêts de la France m'en faisaient un devoir. Vos ennemis, qui sont les miens, ont tenté de diminuer la sympathie universelle qu'il y avait en Europe pour votre cause, en faisant croire que je ne faisais la guerre que par ambition personnelle et pour agrandir le territoire de la France.

S'il y a des hommes qui ne comprennent pas leur époque, je ne suis pas du nombre.

Dans l'état éclairé de l'opinion publique, on est plus grand aujourd'hui par l'influence morale qu'on exerce que par des conquêtes stériles; et cette influence morale je la recherche avec orgueil, en contribuant à rendre libre une des plus belles parties de l'Europe. Votre accueil m'a déjà prouvé que vous m'avez compris. Je ne viens pas ici avec un système préconçu pour déposséder les souverains, ni pour vous imposer ma volonté. Mon armée ne s'occupera que de deux choses : combattre vos ennemis et maintenir l'ordre intérieur; elle ne mettra aucun obstacle à la libre manifestation de vos vœux légitimes. La Providence favorise quelquefois les peuples comme les individus, en leur donnant l'occasion de grandir tout à coup, mais c'est à condition qu'ils sachent en profiter. Profitez donc de la fortune qui vient à vous.

Votre désir d'indépendance si longtemps exprimé, si souvent déçu, se réalisera si vous vous en montrez dignes. Unissez-vous donc dans un seul but, l'affranchissement de votre pays. Organisez-vous militairement. Volez sous les drapeaux du roi Victor-Emmanuel, qui vous a déjà si noblement montré la voie de l'honneur. Souvenez-vous que sans discipline il n'y a pas d'armée; et, animés du feu sacré de la Patrie, ne soyez aujourd'hui que soldats; demain vous serez les citoyens libres d'un grand pays.

Aux cris de joie qui s'élevaient à Milan se mêla, dans l'après-midi du 8, le bruit lointain du canon. Les coups arrivant tantôt voilés et sourds, tantôt distincts et éclatants, selon la direction changeante du vent qui les apportait, tempéraient l'exaltation de la fête milanaise. Ici on célébrait l'indépendance conquise; là-bas on éprouvait encore ce qu'elle coûte à conquérir. C'était à Melegnano, ou Marignan, lieu déjà illustre dans nos fastes militaires. Le maréchal Baraguey-d'Hilliers en délogea le maréchal Benedeck, après une lutte terrible. « En certains endroits, dit M. de Bazancourt, les morts des deux nations étaient tellement serrés les uns contre les autres, qu'on eût dit des bataillons couchés à terre

pour prendre un peu de repos. » L'Empereur exprima avec vivacité son mécontentement d'une boucherie qui lui parut inutile : « L'ennemi s'en allait, il fallait le laisser faire, dit-il à Baraguey-d'Hilliers ; est-ce que nous faisons la guerre pour le plaisir de tuer des hommes, ou même pour la vanité d'ajouter à nos annales une victoire de plus ? »

Le combat de Melegnano fut le dernier fait d'armes de la campagne en Lombardie. Les Autrichiens se replièrent rapidement dans la direction de Vérone, abandonnant les lignes de défense qu'offrent à chaque étape les nombreux torrents descendus des Alpes, et ne songeant pas même à défendre des places fortes telles que Lodi, Plaisance, Pizzighettone et Crémone. Leur nouveau centre de concentration, leur refuge suprême était dans l'immense quadrilatère formé par les forteresses de Vérone, Peschiera, Mantoue et Legnano ; c'était là qu'en 1848 ils s'étaient reformés, après avoir cédé comme aujourd'hui à l'orage ; c'était de là qu'ils avaient confiance de s'élancer à nouveau pour ressaisir la victoire.

Mais l'armée franco-sarde n'hésita pas à y pénétrer à leur suite, et sur les rives du Mincio une deuxième grande bataille s'engagea. Comme la première, elle fut inopinée. Jusqu'au 22 juin, les Autrichiens avaient continué à rétrograder ; dans la journée du 23, ils réoccupèrent les hauteurs de Solférino. L'Empereur comprit qu'ils allaient faire face et se hâta de donner des ordres pour relier entre eux les différents corps, qui marchaient jusques-là en lignes parallèles. La cohésion leur était indispensable : ils allaient avoir à chasser l'ennemi de hauteurs escarpées, séparées les unes des autres par des ravins profonds dont les pentes se hérissaient de haies, de vignes entrelacées, de plantations de mûriers, de maisons crénelées, et qui formaient ainsi autant de citadelles.

Les deux armées avaient été successivement renforcées et, malgré leurs pertes, présentaient des effectifs supérieurs à ceux de l'entrée en campagne : 218.000 hommes du côté des Autrichiens, 188.000 du côté des Franco-Sardes ; ce choc allait être le plus épouvantable du milieu de ce siècle.

Les Piémontais formaient l'aile gauche, les corps de Niel et de Canrobert la droite; Mac-Mahon, Baraguey-d'Hilliers, avec la garde et l'Empereur en personne, se trouvaient au centre.

Averti que l'ennemi poussait une forte reconnaissance de son côté, l'Empereur gravit à pied les pentes d'un monticule qui domine la plaine de Medole et, après avoir dirigé sa lorgnette sur tous les points d'où l'on pouvait apercevoir les longues lignes blanches de l'armée autrichienne, il dit : « Ce n'est pas une reconnaissance, mais une bataille. » Puis il descendit rapidement, monta à cheval et, suivi de son état-major et des Cent-gardes, se dirigea au galop vers la tour de Solférino, surnommée *la spia d'Italia*, l'espionne de l'Italie, tant ce poste d'observation est bien placé.

Pendant cette course rapide à travers les rizières et les mûriers, l'Empereur perdit une de ses épaulettes. Beaucoup de soldats, remarquant dans la journée cette incorrection de tenue, s'imaginèrent que l'épaulette impériale avait été enlevée par une balle tyrolienne, ce qui ne contribua pas peu à accroître leur propre ardeur.

A dix heures du matin les bataillons se heurtaient partout avec furie, sur une étendue de cinq lieues.

La tour de Solférino était au pouvoir de l'ennemi et une de ses batteries bien visible, postée au-dessous, couvrait de ses feux les régiments du deuxième corps (Mac-Mahon). L'Empereur lança contre elle une brigade de voltigeurs, en même temps qu'il ordonnait au général Baraguey-d'Hilliers de l'appuyer de toutes ses forces.

Les Autrichiens virent avec surprise surgir tout d'un coup devant eux des soldats qui escaladaient les pentes rocailleuses à pic, en s'accrochant aux buissons, roulaient, se relevaient et finalement couronnèrent les bords du plateau et s'élancèrent à la baïonnette. Les Autrichiens se défendirent avec une admirable ténacité ; mais lorsque tombèrent parmi eux les décharges de l'artillerie rayée, invention nouvelle et d'une portée tellement supérieure qu'on recevait les boulets

sans presque apercevoir les canons, la panique se mit dans leurs rangs.

Rompus au centre, ils continuèrent à se battre en désespérés à leur gauche contre le général Niel, à leur droite contre les Piémontais qui furent culbutés des hauteurs récemment conquises et faillirent même être coupés de l'armée française. Heureusement le général Forgeot, qui commandait l'artillerie de Baraguey-d'Hilliers, aperçut le mouvement de l'ennemi essayant de se glisser dans un espace vide ; il retourna ses pièces qui battaient Solférino, et, d'une distance de seize cents mètres, il arrêta net la colonne autrichienne.

Le corps de Niel fut également en grand danger. En vain demanda-t-il du secours à Canrobert. Celui-ci fut longtemps immobilisé par un faux avis qui lui annonçait l'approche de vingt à trente mille Autrichiens sortis de Mantoue le matin, et dont les avant-postes, lui disait-on, touchaient déjà au village d'Aquanera ; ce ne fut qu'à partir de trois heures qu'il se décida à secourir Niel. Alors infanterie, artillerie, cavalerie, tout le quatrième corps s'élança en même temps. Les chasseurs d'Afrique, entre autres, poussèrent des charges terribles.

L'Empereur resta pendant la dernière partie de la bataille sur une éminence appelée le mont Fenile, s'exposant audacieusement aux coups de l'artillerie autrichienne ; plusieurs Cent-Gardes de son escorte furent blessés ou démontés. De son côté, l'Empereur d'Autriche resta debout presque toute la journée sur un mamelon, en avant de Volta ; deux boulets labourèrent la terre à ses côtés. Il envoya au feu les archiducs qui l'entouraient, ainsi que le duc de Modène et le prince de Nassau ; mais le général Schlick l'empêcha d'y aller lui-même et, faute plus grave, d'engager sa garde, sous prétexte que rien ne semblait devoir se décider si promptement : « Sire, lui répétait-il, attendez, attendez encore ; en cette saison les batailles se gagnent jusqu'à huit heures ! »

Un ouragan, qui souleva des tourbillons de poussière et fut bientôt suivi d'une pluie torrentielle, mêla un instant les

combattants et confondit leurs rangs et leurs positions, sans suspendre leurs fureurs. Le tonnerre domina le bruit de l'artillerie mais ne la fit point taire. Dès qu'il fut possible de se reconnaître, Napoléon s'aperçut que, durant ce déchainement de la nature, l'ennemi avait sensiblement reculé. Ses colonnes, encore serrées, se repliaient sans désordre vers les ponts du Mincio. L'obscurité était devenue profonde. Si la cavalerie française eût été lancée à la poursuite, elle eût fait de nombreux prisonniers et peut-être achevé la destruction des Autrichiens ; mais aux instances de ses généraux l'Empereur répondit d'un ton résolu : « Non, la journée est terminée ! »

Une expression de tristesse et de lassitude morne avait succédé chez lui à l'excitation de la bataille, et ceux qui l'entouraient se l'expliquaient par la tendresse de son âme. Le soir, après la retraite de l'ennemi, il voulut traverser le champ de bataille dans toute sa longueur. L'impression qu'il ressentit à la vue de tant de cadavres amoncelés le fit sortir de son impassibilité ordinaire : « Pauvres gens ! ne cessait-il de répéter ; la guerre, quelle horrible chose ! » Il resta toute la nuit sous le coup de ses préoccupations, comme après Magenta.

Les pertes étaient effectivement douloureuses. L'armée alliée avait dix-sept mille hommes tués, blessés ou disparus ; les Autrichiens, plus de vingt-deux mille ; onze généraux, dans les trois armées, avaient été atteints ; les généraux Auger et Dieu, du côté des Français, ne devaient plus revoir leur patrie.

Mais les préoccupations de l'Empereur avaient encore d'autres motifs.

Le roi de Prusse, intérieurement charmé de ce qui venait d'arriver, quoiqu'il fût loin d'en prévoir toutes les conséquences pour la grandeur prussienne, ne pouvait plus retenir l'ardeur de ses confédérés impatients de voler au secours de l'Autriche. Le lendemain même de la bataille de Magenta, la Diète germanique, réunie à Francfort, y avait déclaré que la Vénétie appartenait à la Confédération, qu'elle devait être

défendue par elle, et la mobilisation générale avait été décidée. Le roi de Prusse en informait Napoléon III par une dépêche qui lui fut remise durant la bataille de Solférino et qui le suppliait, avec une insistance désormais sincère, de ne pas le forcer à se ranger parmi ses ennemis [1].

En même temps une lettre de la reine d'Angleterre lui était transmise par l'impératrice Eugénie. Cette lettre, tout entière de la main de la souveraine britannique, priait la Régente d'insister auprès de son auguste époux afin qu'il terminât la guerre au plus tôt.

D'autre part, les accointances plus ou moins inavouées qu'une pareille guerre lui imposait ne laissaient pas que de lui causer de l'embarras. Il souffrait d'avoir pour compagnon d'armes un Garibaldi, bien que les prétendus exploits de ce dernier, sur le flanc gauche de l'armée franco-sarde, n'existassent guères que dans les correspondances des journaux du parti [2]. Il n'avait pas cru pouvoir refuser à d'incorrigibles

---

[1] La menace, au moins apparente, de l'intervention active de la Prusse dans la guerre est confirmée par une dépêche de lord Malmesbury à lord Cowley, insérée dans ses *Mémoires* : « J'ai vu le duc de Saxe-Cobourg ; il est tout feu pour la guerre ; il dit que la Prusse ne peut résister à la pression de l'opinion publique, qu'en conséquence elle a armé ; son aide de camp va jusqu'à exprimer l'espoir que l'Autriche sera battue cette semaine et qu'alors l'Allemagne se lèvera comme un seul homme et envahira la France. J'ai dit à Son Altesse royale que si l'Allemagne faisait cela et était attaquée par la France dans la Baltique, l'Allemagne ne devait pas attendre de nous le moindre secours. »

La France non plus, aurait pu ajouter le ministre anglais. Quant à Napoléon, il est impossible qu'il ait réellement ignoré les préparatifs de l'Allemagne, mais il ne pouvait lui convenir d'avouer à l'Angleterre que tout avait été mené, contre l'Autriche, par un secret accord entre lui et le roi de Prusse.

[2] Après une escarmouche, le 8 mai, Garibaldi était entré à Varese inopinément ; le 23, il déjoua une surprise des Autrichiens et occupa Côme. A ce moment Giulay donna l'ordre au général Urban de reprendre Varese et de cerner Garibaldi. Celui-ci, faisant la guerre en fantaisiste, était allé tenter un coup de main sur Laveno, au bord du lac Majeur. Repoussé, il revint sur Varese et trouva Urban établi sur les hauteurs qui commandent la route de Milan. Il fut ainsi acculé dans un entonnoir, entre la frontière tessinoise et le lac Majeur. Sans la diversion apportée par les progrès de la marche des Franco-Sardes, qui forcècèrent Giulay à rappeler Urban, il était perdu.

Le jour de l'entrée de l'Empereur et du Roi à Milan, Garibaldi vint présenter ses hommages à Leurs Majestés et reçut d'eux la médaille d'or : *A la bravoure*



MAC-MAHON

conspirateurs, ses amis de jeunesse, l'autorisation de s'aboucher avec Kossuth et de soulever la Hongrie contre François-Joseph ; il s'était mis en communication fréquente et personnelle avec ce chef révolutionnaire ; mais l'entrée en scène de la légion hongroise lui répugnait, car cette alliance le rejetait lui-même parmi les déclassés et le faisait sortir du concert des souverains où il avait eu tant de peine à s'introduire. Enfin la rapidité et l'étendue des soulèvements fomentés dans toute l'Italie par les intrigues et l'argent du Piémont lui donnaient de l'inquiétude. Son cousin, le prince Napoléon, détaché de la grande armée on ne sait pourquoi, avec le cinquième corps, guerroyait sur la rive droite du Pô, où il n'y avait pas d'ennemis, mais guerroyait contre le Pape, dont il chassait les légats de Bologne, de Ferrare, de Ravenne. Le voisinage de ce puissant renfort encourageait la Révolution dans le Centre et le Sud de la péninsule ; tous les trônes y étaient par terre, ou menacés d'écroulement prochain. Evidemment Napoléon III n'en regrettait aucun ; il les enveloppait tous dans une haine aussi vieille que lui, une haine de famille en même temps que de carbonaro ; mais sa politique indécise, tortueuse, lui faisait souhaiter qu'on allât moins vite et il savait mauvais gré à son cousin d'avoir si ouvertement laissé apercevoir sa main dans le soulèvement des Légations.

Le caractère de son adversaire le servit encore dans cette conjoncture. Toujours impétueux et inconsistant, François-Joseph a gâté par sa faiblesse toutes les vertus qui le rendent cher à ses peuples ; on dirait qu'il est né sous une mauvaise étoile. La Fortune avait d'abord versé sur lui quelques faveurs ; mais prêtées et non données, elle les lui a reprises durement et avec usure. Amoindri dans sa puissance, presque toujours séparé de l'impératrice Elisabeth, femme fantasque comme tous les membres de la famille royale de Bavière ; malheureux dans son frère Maximilien, envers lequel il ne fut pas sans reproches ; plus malheureux dans un fils indigne, dont la fin tragique reste un énigme,

François-Joseph est cependant un monarque de noble caractère, bon, laborieux, pieux, instruit, plein de généreuses intentions ; il est resté personnellement populaire malgré ses infortunes. Mais la réunion de tant de qualités lui a peu servi, à cause de l'absence d'une seule : la persévérance. Autant il avait manqué de persévérance dans ses efforts pour empêcher la guerre, autant il en manqua pour la mener à bonne fin. Il ne vit pas que l'Allemagne se levait tout entière derrière lui, que la Prusse allait être forcée, bon gré malgré, de venir à son secours, que l'Angleterre lui était favorable, que la prolongation de la lutte ramenait les chances de son côté ; il ferma l'oreille aux représentations de son entourage et au frémissement de ses troupes, nombreuses encore et nullement démoralisées. Il répètera la même faute dans sept ans, après Sadowa.

Napoléon III avait son quartier général à Valeggio, lorsqu'arriva un courrier de Vérone, où se trouvait François-Joseph. En réponse au message apporté par ce courrier, le général Fleury partait pour cette ville le soir même et était reçu en parlementaire par l'empereur d'Autriche, qui demandait au vainqueur une entrevue personnelle.

Cette entrevue fut accordée, malgré l'avis de plusieurs généraux français, malgré surtout l'opposition intéressée de Victor-Emmanuel et de Cavour.

Elle eut lieu le 12 juillet à Villafranca, dans une petite maison basse et de modeste apparence. Elle fut moins longue qu'on ne l'avait prévu. Au bout d'une heure environ, les deux empereurs sortirent, et, après avoir causé à l'écart pendant quelques instants encore, ils se serrèrent la main et se séparèrent avec toutes les apparences d'une entente complète et d'un accord définitif.

Napoléon n'ignorait point la grosse nouvelle de la mobilisation des contingents fédéraux allemands ; mais ce dont le roi de Prusse avait négligé de l'informer, et qu'il apprit par François-Joseph, c'est que la Prusse, qui naturellement prenait la tête du mouvement, au lieu de conduire les forces

fédérales au secours du vaincu de Solférino, se proposait de les acheminer sur le Rhin. On ne pouvait donc s'abuser sur les véritables intentions du cabinet de Berlin; on comprit qu'il fallait déjouer, en se hâtant de terminer la guerre, les plans d'un ennemi qui se proposait beaucoup plus d'écraser un des deux belligérants que de secourir l'autre.

François-Joseph, au sortir de l'entrevue, avait le visage altéré, les yeux rouges.

Les officiers de l'état-major impérial français, après quelques saluts échangés avec les officiers autrichiens, remontèrent à cheval et suivirent Napoléon III, qui ne reprit la route de Valeggio qu'après avoir accompagné François-Joseph jusqu'aux dernières maisons de Villafranca.

A la sortie de Villafranca, l'Empereur dit :

« La paix est faite. Je l'aurais désirée plus productive, mais quand j'ai demandé la Vénétie, il a fondu en larmes et m'a dit : « Prenez ce que vous avez déjà, mais ne me demandez « pas autre chose ; mon honneur, plus que mon intérêt, me « commande de résister. » Quant à moi, j'ai consenti : j'avais affaire à un galant homme. »

Les conditions des préliminaires de Villafranca étaient : l'établissement d'une confédération italienne, sous la présidence honoraire du Pape et la présidence effective du roi de Sardaigne ; cession de la Lombardie à l'Empereur Napoléon, qui la transmettrait au Roi de Sardaigne ; la Vénétie devait faire partie de la confédération italienne, en restant sous la couronne d'Autriche ; les deux souverains feraient tous leurs efforts, excepté par les armes, pour que les ducs de Toscane et de Modène (parents de l'empereur d'Autriche), rentrassent dans leurs Etats, en donnant une amnistie générale et une Constitution ; (la duchesse de Parme était sacrifiée) ; les deux souverains demanderaient au Saint-Père d'introduire dans ses Etats les réformes indispensables, et de séparer administrativement les Légations du reste du Domaine de l'Eglise ; enfin, une amnistie pleine et entière serait accordée, de part

et d'autre, aux personnes compromises dans les derniers évènements.

Le 3 juillet, une proclamation de Napoléon III, en français et en Italien, annonça la paix et les bases sur lesquelles elle était établie. On y lisait :

Le but principal de la guerre est rempli... L'Italie, maîtresse désormais de son sort, n'aura plus qu'à s'accuser elle-même si elle ne marche pas progressivement dans la voie de la liberté.

Vous, soldats, vous allez retourner prochainement en France. La patrie reconnaissante vous accueillera avec joie.

A Montebello, Palestro, Turbigo, Magenta, Melegnano, Solférino, vous avez, en deux mois, affranchi le Piémont, la Lombardie, et ne vous êtes arrêtés que parce que le but de cette guerre n'était pas de prendre des proportions qui ne correspondraient plus aux intérêts de la France.

Partez donc, fiers de vos succès, fiers des résultats obtenus, fiers surtout d'être les fils privilégiés de cette France qui sera toujours la grande nation, et qui aura toujours un cœur pour s'emparer des nobles causes, et des hommes comme vous pour les défendre !

Presque aussitôt après, des plénipotentiaires furent désignés, par l'Autriche et par la France, pour rédiger un traité définitif. Leur réunion fut fixée dans une ville neutre, à Zurich.

Victor-Emmanuel enjoignit à Garibaldi de licencier ses volontaires. Ils protestèrent mais obéirent. La déconvenue de la légion hongroise en formation ne fut pas moindre. Napoléon III envoya à Kossuth un exprès muni d'une lettre autographe, avec mission de la lire à l'ancien dictateur et de la rapporter. Kossuth fut atterré. Il prit sa tête entre ses deux mains et demeura longtemps immobile ; puis il s'écria d'une voix brisée : « Cet homme s'est joué de nous ; il a déshonoré mes cheveux blancs ! »

Kossuth et Garibaldi ne furent pas les seuls à crier à la trahison. L'ingratitude éclata sans ménagement dans plusieurs villes italiennes. A Milan, à Turin, les portraits de Napoléon III furent arrachés par la foule qui leur substitua ceux de Mazzini et d'Orsini. L'Empereur, informé, donna au général de Béville, son aide de camp, l'ordre d'envoyer la

brigade de Bailliencourt à Turin, afin de protéger son passage à son retour.

Surpris par l'armistice comme par une bombe, Cavour avait perdu toute contenance et tout respect diplomatique. Victor-Emmanuel était revenu du quartier général de Valeggio, le visage soucieux. Après avoir mis bas son habit, et s'être assis dans une attitude soldatesque, il dit à une des quatre personnes présentes de lire tout haut un papier qu'il tira de sa poche. C'étaient les préliminaires de Villafranca. Cavour n'en pouvait croire ses oreilles. Il entra dans une colère telle que le Roi sortit, laissant à La Marmora le soin de le calmer[1]. Cavour courut chez l'Empereur qui lui répondit à peine et le congédia. Il revint chez le Roi ; il criait que le but de la guerre n'était pas atteint, que c'était une défaillance, une trahison. Le Roi se montra dur, mais profondément habile ; il lui dit très haut, de façon à être bien entendu de l'entourage : « La paix s'est faite sans moi ; je ne suis pas le plus fort : laissez-moi tranquille ! » Cavour tomba alors chez le prince Napoléon et là, comme on l'écoutait avec sympathie, quoique, aussi, avec résignation, il se laissa aller à une telle intempérance d'inutiles reproches que le prince dut lui répondre : « Modérez-vous : n'oubliez pas que vous parlez au gendre de votre Roi. » Alors il envoya au Roi sa démission de ministre. Le plus souple, le plus italien, nous l'avons dit, ce fut le Roi lui-même. S'il s'indignait comme les autres, c'était à huis-clos ; il sut cacher sa déconvenue sous ses grands airs habituels de soudard étranger à la politique ; il poussa la dissimulation jusqu'à imiter envers son ministre l'ingratitude de son peuple de Turin envers Napoléon. Dans une audience qu'il donna au général de Béville, aux généraux Suau et de Bailliencourt, il joua une comédie parfaite, que ce dernier nous a soigneusement conservée.

Messieurs, dit-il, je ne suis pas content... Je ne suis qu'un soldat, moi, je n'aime pas les avocats. Je tiens peu à un royaume, je n'aime

---

[1] Charles de Mazade, *Etude sur Cavour*.

que les batailles. J'avais bâti des châteaux en Espagne, je comptais faire la guerre pendant deux ans, on ne me la laisse faire que deux mois; j'espérais faire le tour du monde avec les soldats français. J'aurais voulu avoir quelques côtes cassées, à la condition de pouvoir continuer à combattre... Je n'aime pas les avocats! Ce Cavour, comblé par moi, arrive de Brescia pour me remettre sa démission. Je l'ai fort mal reçu. Il fait mieux, il va tenir des propos dans un café pour augmenter sa popularité... C'est égal, qu'il prenne garde à lui, j'aurai l'œil sur lui!

— Il a passé hier dans la nuit, interrompit le général de Béville; le gouverneur de Milan fut le complimenter au chemin de fer et le trouva profondément endormi.

— Il n'était donc pas malade? dit le Roi.

— Que Votre Majesté ne m'a-t-elle envoyé une dépêche? reprit le général de Béville; je l'aurais coffré.

— Il ne perdra rien pour attendre, ajouta Victor-Emmanuel, je lui ménage quelque chose.

— Sire, hasarda naïvement le général de Bailliencourt, il faut à tout prix clouer la bouche aux avocats et enrayer la révolution.

— Vous avez bien raison, général, conclut le Roi en fin diplomate qu'il était, quoiqu'il pensât exactement tout le contraire.

Peut-être, au fond, ce qui l'aidait plus que toute autre chose à faire gaîment le sacrifice d'une partie de ses ambitions, c'est que, connaissant bien le maître du moment, il gardait une invincible confiance de tout reprendre bientôt. Effectivement, raconte encore le général que nous venons de citer, ceux qui approchèrent alors Napoléon III crurent démêler dans cette physionomie toujours si maîtresse d'elle-même une pensée secrète qui peut se traduire ainsi : « Non, je n'ai pas rempli ma promesse : non, l'Italie n'est pas libre jusqu'à l'Adriatique! mais ceux qui m'ont arrêté au milieu de mes victoires pourront s'en repentir un jour! »

Cette hypothèse s'accorde admirablement avec la réflexion aussi profonde que pittoresque, énoncée un jour par un autre observateur, lord Palmerston : « L'empereur des Français n'abandonne jamais complètement ses idées; il en a la cervelle hantée comme une garenne; un lapin sort de son trou; s'il entend du bruit, s'il flaire un danger, il se terre; mais le calme revenu, on le voit reparaître et se mettre en campagne. »

L'Empereur quitta Turin le 16 juillet pour rentrer en France. Il prit la route du Mont-Cenis et se rendit directement à Mâcon, sans passer par Lyon. On ne put s'empêcher d'observer combien le retour était moins bruyant que le départ. A Turin et sur toute la route jusqu'à la frontière il n'y avait aucun drapeau aux maisons ; les seuls cris de vive l'Empereur ! étaient poussés par les soldats de l'escorte. « L'herbe de l'oubli croit plus vite dans les cœurs que sur les tombeaux », dit un proverbe qui mériterait d'être italien.

Aux grands corps de l'Etat qui le félicitaient de son retour (29 juillet), il expliqua sans forfanterie, mais non sans laisser entrevoir ses arrière-pensées pour l'avenir, les sérieuses raisons qui l'avaient engagé à conclure une paix si prompte ; la nécessité d'accepter la lutte sur le Rhin comme sur l'Adige, si l'on eût poursuivi la guerre, et la honte de se fortifier franchement et partout du concours de la Révolution.

Si je me suis arrêté, continua-t-il, ce n'est donc pas par lassitude ni épuisement, ni par abandon de la noble cause que je voulais servir, c'est parce que, dans mon cœur, quelque chose parlait plus haut encore : l'intérêt de la France.

Croyez-vous qu'il ne m'en ait pas coûté de retrancher ouvertement, devant l'Europe, de mon programme, le territoire qui s'étend du Mincio à l'Adriatique ? Croyez-vous qu'il ne m'en ait pas coûté de voir dans les cœurs honnêtes de nobles illusions se détruire, de patriotiques espérances s'évanouir ?

Pour servir l'indépendance italienne, j'ai fait la guerre contre le gré de l'Europe ; dès que les destinées de mon pays ont pû être en péril, j'ai fait la paix.

Il terminait en remarquant que « l'idée d'une nationalité italienne était désormais admise par ceux qui la combattaient le plus. » Et de cela il se félicitait. Rarement vit-on si naïve et si aveugle imprévoyance.

Le 14 août, dans un banquet splendide qui réunit aux Tuileries les chefs de l'armée victorieuse. Il prononça un autre discours remarquable par sa modestie mais encore aussi, comme le précédent, par les illusions qu'il décelait :

Messieurs,

La joie que j'éprouve en me retrouvant avec la plupart des chefs de l'armée d'Italie serait complète, s'il ne s'y mêlait le regret de la

séparation. Bientôt les éléments d'une force si redoutable, si bien organisée, vont se dissoudre.

Comme souverain, comme général en chef, je vous remercie encore de votre confiance. Il était flatteur pour moi, qui n'avais pas commandé d'armée, de trouver une telle obéissance de la part de ceux qui avaient une grande expérience de la guerre. Si le succès a couronné nos efforts, je suis heureux d'en reporter la meilleure part à ces généraux habiles et dévoués qui m'ont rendu le commandement facile, parce que, animés du feu sacré, ils ont sans cesse donné l'exemple du devoir et du mépris de la mort.

Une partie de nos soldats va retourner dans ses foyers ; vous-mêmes, vous allez reprendre les occupations de la paix ; n'oubliez pas néanmoins ce que nous avons fait ensemble. Que le souvenir des obstacles surmontés, des périls évités, des imperfections signalées, revienne souvent à votre mémoire ; car pour tout homme de guerre, le souvenir est la science même.

En commémoration de la campagne d'Italie, je ferai distribuer une médaille à tous ceux qui y ont pris part ; et je veux que vous soyez aujourd'hui les premiers à la porter. Qu'elle me rappelle parfois à votre pensée ; et qu'en lisant les noms glorieux qui y sont tracés, chacun se dise : Si la France a tant fait pour un peuple ami, que ne ferait-elle pas pour son indépendance !

Je porte un toast à l'armée !

On le voit, il ne parlait guères que pour mémoire des « imperfections signalées ». C'étaient des expériences perdues pour lui. Mais elles ne le furent pas pour tout le monde ; la Prusse les étudia avec un soin prodigieux. L'état-major prussien publia une relation de la campagne, où l'on put lire ces lignes menaçantes :

Ce qui nous fit suivre avec tant d'attention les évènements militaires au-delà des Alpes, c'était, en partie, notre vif intérêt pour le sort d'un Etat confédéré, et la politique n'attendait que le moment le plus efficace pour le secourir; en partie aussi le désir, certainement bien justifiable, d'observer la tactique et l'action guerrière d'une nation armée qu'il nous semblait réservé de rencontrer un jour sur le champ de bataille, à l'instar de nos pères... Nous avons été réduits à observer de loin; la courte durée de la campagne si inopinément terminée, a bientôt *déjoué* pour nous la perspective d'une participation à la guerre.

C'est dans cette campagne si brillante que le commencement de la décadence militaire de la France apparut au grand jour.

La mobilisation du début est compliquée, enchevêtrée, lente au point de mettre tout en péril si l'on avait eu affaire à un adversaire bien préparé et hardi. Le service des approvisionnements est défectueux ; l'armée n'est jamais éclairée sérieusement, on va de surprise en surprise, on gagne des batailles, mais ce sont les soldats qui les gagnent, non les chefs. Selon l'expression du général Trochu, toutes nos victoires frisent la défaite. Après le combat il n'y a pas de poursuite et les victoires ne sont certaines que le lendemain. Bref, le commandement est presque constamment plus heureux que prudent.

Et néanmoins, comme les *Te Deum* de victoires ne cessèrent pas de retentir sous les voûtes de nos cathédrales pendant ces deux mois de juin et de juillet 1859, on finit par croire, en France, que la guerre n'est pas une science, mais le prix d'une improvisation ; l'école africaine s'imagina qu'on peut battre les armées régulières de l'Europe comme on bat les tribus arabes qui n'ont point d'artillerie et qui avertissent de leur approche par leurs cris.

Il est des prières que Dieu n'exauce que dans sa colère ; et il est des victoires désastreuses, pires que des défaites. Telle fut celle de Solférino. Elle a engendré Castelfidardo et logiquement, de l'une et de l'autre, devait naître Sedan.

CHAPITRE XVI

L'Unification italienne. — Annexion de la Savoie a la France. — Traité de Commerce avec l'Angleterre. — Garibaldi en Sicile. — Gaëte.

Nous abordons ici un des chapitres les plus douloureux de l'histoire de France ; elle en compte d'aussi funestes, elle n'en a pas d'aussi déshonorant, d'aussi pénible pour le narrateur. En effet, rien ne répugne davantage à notre caractère national que la duplicité, l'hypocrisie, surtout si elles ont pour but l'immolation des faibles. Or, dans les évènements qui suivent la guerre d'Italie, ces hontes morales coulent à pleins bords. L'empereur des Français reprend peu à peu son rêve d'unification nationale italienne, resté inachevé ; à peine le traité de Zurich signé, il travaille sous main à le réduire à néant. Il aurait pu tout empêcher ; son unique préoccupation sera de paraître faible et dupe, alors qu'il est approbateur formel, pour ne pas dire inspirateur. Lâche ou fourbe, il faut choisir ; s'il n'est pas l'un, il sera l'autre.

Nous avons pu hésiter lorsque nous eûmes pour la première fois à démêler les ressorts cachés de sa ténébreuse politique [1]. On en était encore réduit aux conjectures, aux inductions, aux hypothèses. Mais la correspondance d'un des principaux

---

[1] *Pie IX, sa vie, son histoire, son siècle*, 1875.

acteurs a été publiée depuis, après la mort de ce dernier et par les soins de son fils[1]. Il est impossible d'imaginer publication plus démonstrative, plus lumineuse, plus foudroyante. L'Empereur fut sciemment complice et fourbe avec persévérance ; sa déloyauté va jusqu'à provoquer le malaise, le dégoût (le mot y est), chez les agents qu'elle emploie.

Durant la seconde moitié de 1859, Parme, Modène et la Toscane avaient été envahies par les bandes piémontaises ; leurs souverains étaient expulsés. Dans les Légations, l'autorité pontificale était de même remplacée par un gouvernement provisoire, que présidait un Piémontais, le marquis d'Azeglio, envoyé de Cavour ; c'étaient des Piémontais aussi, le baron Ricasoli, qui présidait à Florence, et M. Farini, à Modène. Le traité de Zurich avait pour but de rétablir les choses sur l'ancien pied, sauf en ce qui concerne Parme, que Napoléon III livrait au Piémont. La souveraine de ce petit duché n'avait pris, il est vrai, aucune part à la guerre ; elle avait même, de l'aveu de tous, le gouvernement le plus sage de la péninsule et elle était absolument populaire, puisque, chassée une première fois par les Piémontais, ses sujets l'avaient rappelée ; mais pour Napoléon III elle était la sœur du comte de Chambord, et François-Joseph la sacrifia, comme étrangère à la maison d'Autriche.

Le Pape non plus n'avait pas été belligérant. Les vainqueurs n'avaient donc nul droit de lui imposer l'abandon, même simplement administratif, d'une partie de son petit Etat et, naturellement, il se défendit. C'était pour lui une question de principe : une fois sa souveraineté entamée à Bologne, ne le serait-elle pas à Ancône ? Ne le serait-elle pas à Rome ?

L'apologie du gouvernement pontifical était facile, du reste, sous le doux et paternel Pie IX ; elle avait été faite tout récemment par M. de Rayneval, ambassadeur de France à Rome, dans un rapport célèbre que le gouvernement français,

[1] *Le secret de l'Empereur,* correspondance de M. Thouvenel ; 1887.

après l'avoir demandé, voulut supprimer parce qu'il le trouva trop favorable, mais que des journaux anglais publièrent. Et puis Pie IX ne venait-il pas de faire dans les Romagnes un voyage aussi triomphal, pour le moins, que celui de Napoléon en Bretagne ?

Les feuilles révolutionnaires signalèrent comme un symptôme sans réplique une inscription qui se lisait sur tous les murs des grandes villes et qui, effacée, reparaissait toujours : *Viva Verdi !* Ce cri d'enthousiasme ne s'adressait évidemment pas au célèbre musicien, mais bien au Roi piémontais, le nom de Verdi étant l'anagramme de *Vittorio Emmanuele Re D'Italia*. Mais l'ubiquité de cette ingénieuse combinaison de lettres signifiait peu de chose ; il suffisait, pour qu'elle se reproduisît partout, que trente personnes se fussent entendues à cette fin. Quant au fameux « cri de douleur » dont Victor-Emmanuel s'était fait l'écho retentissant dans un de ses discours, les témoins étrangers, plus désintéressés que lui, en parlaient d'une manière bien différente. Ainsi le duc de Gramont, successeur du comte de Rayneval à l'ambassade de Rome, écrivait de cette capitale à M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères à Paris :

Comédie que tout cela, comédie des plus grossières... comédie qu'on ne saurait empêcher, car il y aura toujours quelqu'un qui parlera au nom des Romains et demandera justice pour cette population opprimée, sans que celle-ci s'en doute ou s'y intéresse le moins du monde... Est-il possible de parler sérieusement de la nécessité de soustraire ces populations au joug qui pèse sur leurs destinées ! Elles nous riraient au nez si elles nous entendaient leur tenir ce langage et je vous réponds que plus d'un Italien s'égaie avec son voisin de la bonne foi avec laquelle nous avons accepté pour véritable l'Italie qu'ils nous ont inventée, ou plutôt la Rome qu'ils nous dépeignent !

Une autre lettre, écrite de Vienne par le même duc de Gramont, après qu'il eût quitté Rome, est encore plus pittoresque :

Je vais vous dire une énormité... Les Italiens accepteront *tout, tout, tout* ce qui sera décidé. Rome ou la mort : feu de paille ! Rage, désespoir, fureurs extrêmes ! des mots ! Dans les journaux peut-être,

chez quelques garibaldiens qui se sont fait une seconde nature à l'exemple de leur chef, peut-être encore ; mais la masse italienne se résignera avec une souplesse qui vous émerveillera. Je suis pour mon compte aussi sûr de cela que si je le voyais de mes propres yeux. C'est que, moi, j'ai vécu neuf ans dans ce pays-là, je connais la véritable Italie et les vrais Italiens, je sais quels sont les sentiments et les habitudes de ces êtres passifs et sensitifs, qui, comme de subtils échos, répètent et enflent tous les sons qu'on leur fait répéter, pourvu qu'on ait la force de crier ferme devant eux. J'ai vu naître aussi et se façonner, sous mes yeux, l'Italie factice, l'Italie d'opéra-comique, dont on s'est servi dans ces derniers temps. Il y a même plusieurs de ses chefs, Ratazzi, entre autres, qui peuvent difficilement me regarder sans rire, comme les augures d'autrefois...

Par exemple je ne saurais vous dire avec quelle tristesse j'ai tenu dans mes mains le prix vénal de tous les journaux ; ce qu'on paye de Turin au *Constitutionnel*, au *Siècle*, etc., etc. ; ce que demandait la *Presse*, ce qu'elle a fini par recevoir ; ce qui a été refusé à la *Patrie* (qui vient de contracter récemment sur une autre base), et enfin le singulier marché de l'*Indépendance belge*, dont le hasard m'a livré les détails...

Les agents de Mazzini, lorsqu'ils voulaient être sincères, ne s'exprimaient pas autrement que les diplomates. C'est ainsi que, huit ans plus tard, alors que le bonheur prétendu des provinces pontificales annexées aurait dû modifier déjà le sentiment public, M. Celestino Bianchi, chargé de faire au grand agitateur, un rapport sur l'état réel des choses à Rome, lui écrivait (19 août 1867) :

... Les sentiments de la noblesse, vous les connaissez. Créés ou maintenus dans leurs positions par la papauté, ces messieurs ne peuvent penser un moment à être Italiens, et pour preuve, après le départ des Français, presque tous les fils de famille appartenant à la noblesse romaine sont entrés dans la milice papaline, répondant ainsi à l'appel d'Antonelli, qui voulait par cette démonstration, faire voir à l'Europe que toute la noblesse romaine aimait l'institution à laquelle elle devait ses richesses et ses titres. Quant au peuple, je dois vous annoncer avec douleur qu'à Rome, sauf quelques exceptions d'ouvriers intelligents, ou qui ont voyagé, il est jusqu'à présent à l'état de plèbe... Réclamez leur appui en cas d'une insurrection, et ces hommes vous riront au nez en haussant les épaules ; peut-être seulement une minime partie d'entre eux vous prêtera son concours, soit entraînés par une vague espérance qu'ils sentent et ne peuvent définir, soit poussés par un amour du désordre qui

anime presque toujours les populations ignorantes. Mais leur concours manquera de conviction... Je comprends votre immense douleur en recevant ces nouvelles ; mais je me suis proposé de vous dire non ce qui devrait être, mais ce qui est [1].

En se plaçant au point de vue purement français, c'est pour l'historien un problème véritable, et un problème insoluble, que celui-ci : comment un homme intelligent tel que Napoléon III, un homme qui venait de donner des preuves de sagacité et qui était dans la plénitude de sa maturité et de sa raison, a-t-il pu voir sans y rien comprendre l'unanimité des enthousiasmes italianissimes de tous les anciens républicains français non ralliés à l'Empire, l'unanimité aussi des répulsions de presque tous les impérialistes et du clergé, de l'épiscopat surtout, jusqu'alors si favorable à l'Empereur? Il est impossible, en effet, qu'il ait ignoré l'état de l'opinion publique si nettement partagée ; impossible qu'il n'ait pas vu, au moins en partie, le déluge d'articles de journaux et de brochures qui inondèrent alors le monde entier, pour ou contre le pouvoir temporel.

Plus d'une fois des représentations, des supplications s'élevèrent à lui, même en public, de telle sorte qu'il ne put prétexter ignorance. Le cardinal Donnet lui dit en le complimentant à son passage à Bordeaux, au retour d'une saison de bains à Biarritz :

Nous prions, Sire, nous prions avec une confiance qui s'obstine, avec une espérance que n'ont pu décourager des événements déplorables et de sacrilèges violences. Le motif de cet espoir, après Dieu, c'est vous, Sire, vous qui avez été et qui voulez être encore le fils aîné de l'Eglise, vous qui avez dit ces paroles mémorables : « La souveraineté temporelle du chef vénérable de l'Eglise est intimément liée à l'éclat du catholicisme, comme à la liberté et à l'indépendance de l'Italie. » Belle pensée, conforme aux sentiments que professait le chef auguste de votre dynastie, lorsqu'il disait de la puissance temporelle des Papes : « Ce sont les siècles qui ont fait cela, et ils ont bien fait. »

---

[1] Ce rapport se trouve en entier dans l'ouvrage garibaldien *Mentana*, par Celestino Bianchi.

Le tout-puissant Empereur répondit par un refus de répondre :

Je ne puis entrer ici dans les développements qu'exigerait la grave question que vous avez touchée ; je me borne à rappeler que le gouvernement qui a rétabli le Saint-Père sur son trône ne saurait lui faire entendre que des conseils inspirés par un sincère et respectueux dévoûment à ses intérêts ; mais il s'inquiète avec raison du jour, qui ne saurait être éloigné, où Rome sera évacuée par nos troupes ; car l'Europe ne peut permettre que l'occupation qui dure depuis dix années se prolonge indéfiniment. Mais quand notre armée se retirera, que laissera-t-elle derrière elle ? Voilà des questions dont l'importance n'échappe à personne. Mais croyez-le bien, à l'époque où nous vivons, pour les résoudre, il faut, au lieu d'en appeler aux passions ardentes, rechercher avec calme la vérité et prier la Providence d'éclairer les peuples et les rois sur le sage exercice de leurs droits comme sur l'étendue de leurs devoirs.

Le Piémont retira ses commissaires de l'Italie centrale. On respira, on crut que tout était fini, que tout rentrait dans l'ordre, et les conservateurs se reprochèrent un moment d'avoir été trop prompts à soupçonner Napoléon III ; ils admiraient déjà ce vainqueur imperturbable qui, d'un mot, rassérénait l'horizon aussi facilement qu'il l'avait troublé. Mais ce ne fut que la clarté d'un éclair. On apprit avec incrédulité d'abord, avec stupeur ensuite, que Cavour, avant de retirer ses commissaires, avait fait voter par la population des villes l'annexion de l'Italie centrale au Piémont, et qu'il les avait remplacés par un gouverneur général, piémontais également, M. Buoncompagni.

Tous les regards se tournèrent vers le vainqueur de Solférino. Arbitre absolu de la situation, qu'allait-il faire ?

Laisserait-il protester sa parole donnée à Villafranca, et sa signature donnée à Zurich ? Aurait-il assez peu de générosité pour faire exécuter le traité en tout ce qui était sacrifice consenti par l'Autriche, mais le laisser lettre morte en tout ce qui marquait des limites à ces sacrifices ? Ne donnerait-il pas au Piémont un ordre, un simple signe du doigt qui le ferait immédiatement rentrer dans ses frontières, élargies de toute

l'étendue de la Lombardie, ce qui était déjà un agrandissement assez honnête ?

Napoléon ne fit absolument rien, et bientôt il fut impossible de douter de son consentement tacite aux usurpations piémontaises.

Le duc de Gramont se raidissait contre les apparences. En honnête serviteur, il voulait croire à l'honnêteté de celui qu'il servait. Voyant l'Empereur sanctionner, en fait, tout ce qu'il réprouvait en paroles, il écrivit le 31 janvier 1860, à M. Thouvenel.

Jusqu'ici je me suis associé fidèlement et entièrement à la politique de l'Empereur ; je l'ai servi avec tout le zèle dont je suis capable et, je dirai plus, avec les sentiments que l'Empereur me connaît bien, et que je lui ai voués de cœur il y a bien des années. Par ses ordres, et d'après les instructions constantes et réitérées de son ministre des affaires étrangères, j'ai répété que l'Empereur ne serait jamais l'agresseur ni le spoliateur du Pape. Je l'ai dit au Pape et à ses ministres, je l'ai dit aux peuples de Bologne et de Rome, je l'ai dit aux chefs du gouvernement bolonais, à tout le Corps diplomatique. Si maintenant, en reconnaissant l'acte d'annexion, Sa Majesté sanctionne la prise de possession du gouvernement sarde, elle fait cause commune avec le spoliateur, elle prend sa part de responsabilité et de solidarité dans l'acte de saisie. Or, je vous le demande, mon cher ami, comment pourrai-je, après un tel démenti donné à toutes mes paroles, comment pourrai-je continuer à représenter Sa Majesté auprès du Saint-Siège ?... Dieu me garde de me donner ici une importance exagérée ; mais enfin l'Empereur lui-même est intéressé à ce que son ambassadeur conserve sa dignité personnelle et l'estime de tous ceux qui l'approchent. En écrivant ces lignes, je ne consulte que ma conscience et je sacrifie tous mes goûts et mes convenances personnelles ; je sacrifie jusqu'à mes sentiments, car je crains de blesser l'Empereur, auquel je suis profondément attaché ; mais j'écoute une voix intérieure qui me dicte ces paroles et qui ne m'a jamais trompé.

Aussi quel ne dut pas être l'embarras de M. de Gramont, lorsque, un mois et demi plus tard, le 12 février (c'est encore lui qui le raconte), Pie IX, qui n'était pas dupe, lui dit à brûle-pourpoint :

Eh bien, Monsieur l'Ambassadeur, la situation s'éclaircit de jour en jour. Je sais que je n'ai plus rien à attendre de l'Empereur. Il

me laissera prendre les Légations et les Romagnes et je ne puis, moi, l'en empêcher. On me prendra tout ce qu'il permettra de prendre; on me laissera ce qu'il me fera laisser. Il a la force, il est le maître!

L'idée d'un congrès européen fut lancée de nouveau, comme avant la guerre, et parut devoir tout concilier. Mais une nouvelle brochure d'inspiration impériale vint en rendre la réunion impossible par la prétention qu'elle exprimait de lui dicter ses décisions. Elle avait pour titre *Le Pape et le Congrès*. Elle admettait bien que le chef de deux cents millions de catholiques ne fût le sujet de personne, afin que sa voix pût s'élever toujours librement. Mais elle insistait, comme la première brochure et davantage encore, sur la difficulté d'établir l'union de la puissance spirituelle et de la puissance temporelle sans que celle-ci fût sacrifiée à celle-là. Conclusion : il fallait laisser un domaine à la Papauté, mais le plus petit possible. Le peuple du Souverain Pontife ne devait être qu'une grande famille groupée autour de lui, vouée aux arts et au recueillement; une sorte d'oasis où les passions de la politique n'aborderaient pas, et qui n'aurait que les douces et calmes perspectives du monde spirituel.

Le 2 janvier 1860, le *Moniteur* inséra une lettre de l'Empereur au Pape, en date de l'avant-veille, qui ne permettait plus de douter que la politique de la brochure ne fût celle du souverain auquel on en attribuait l'inspiration :

Très Saint-Père,

La lettre que Votre Sainteté a bien voulu m'écrire le 2 décembre m'a vivement touché, et je répondrai avec une entière franchise à l'appel fait à ma loyauté.

Une de mes plus vives préoccupations pendant et après la guerre a été la situation des Etats de l'Eglise, et certes, parmi les raisons puissantes qui m'ont engagé à faire si promptement la paix, il faut compter la crainte de tous les jours de voir la révolution faire de nouveaux progrès. Les faits ont une logique inexorable; malgré la présence de mes troupes à Rome, et malgré mon dévouement au Saint-Siège, je ne pouvais échapper à une certaine solidarité avec les effets du mouvement national provoqué en Italie par la lutte contre l'Autriche.

La paix une fois conclue, je m'empressai d'écrire à Votre Sainteté, pour lui soumettre les idées les plus propres, selon moi, à amener la pacification des Romagnes, et je crois encore que si, dès cette époque, Votre Sainteté eût consenti à une séparation administrative de ces provinces et à la nomination d'un gouvernement laïque, elles seraient rentrées sous son autorité. Malheureusement cela n'a pas eu lieu, et je me suis trouvé impuissant à empêcher l'établissement d'un nouveau régime. Mes efforts n'ont abouti qu'à empêcher l'insurrection de s'étendre, et la démission de Garibaldi a préservé les Marches d'Ancône d'une invasion certaine.

Aujourd'hui le Congrès va se réunir. Les puissances ne sauraient méconnaître les droits incontestables du Saint-Siège sur les Légations ; néanmoins, il est probable qu'elles seront d'avis de ne pas recourir à la violence pour les soumettre. Car si cette soumission était obtenue à l'aide de forces étrangères, il faudrait encore occuper les Légations militairement pendant longtemps. Cette occupation entretiendrait les haines et les rancunes du peuple italien, comme la jalousie des grandes puissances : ce serait donc perpétuer un état d'irritation, de malaise et de crainte.

Que reste-t-il donc à faire? car enfin cette incertitude ne peut pas durer toujours. Après un examen sérieux des difficultés et des dangers que présentaient les diverses combinaisons, je le dis avec un regret sincère, et quelque pénible que soit la solution, ce qui me paraît le plus conforme aux véritables intérêts du Saint-Siège, ce serait de faire le sacrifice des provinces révoltées. Si le Saint-Père, pour le repos de l'Europe, renonçait à ces provinces qui, depuis cinquante ans, suscitent tant d'embarras à son gouvernement, et qu'en échange il demandât aux puissances de lui garantir la possession du reste, je ne doute pas du retour immédiat de l'ordre. Alors, le Saint-Père assurerait à l'Italie reconnaissante la paix pour de longues années, et au Saint-Siège la possession paisible de l'Etat de l'Eglise.

Votre Sainteté, j'aime à croire, ne se méprendra pas sur les sentiments qui m'animent. Elle comprendra les difficultés de ma situation. Elle interprêtera avec bienveillance la franchise de mon langage, en se souvenant de tout ce que j'ai fait pour la religion catholique et pour son auguste chef.

J'ai exprimé sans réserve toute ma pensée, et je l'ai cru indispensable avant le Congrès. Mais je prie Votre Sainteté, quelle que soit sa décision, de croire qu'elle ne changera en rien la ligne de conduite que j'ai toujours eue à son égard.

En remerciant votre Sainteté de la bénédiction apostolique qu'Elle a envoyée à l'Impératrice, au Prince impérial et à moi, je lui renouvelle l'assurance de ma profonde vénération.

De Votre Sainteté, le dévot fils,

NAPOLÉON.

Cavour, dès qu'il eut connaissance de cette lettre, n'hésita pas à rentrer au ministère, et il déclara en plein Parlement à Turin, « qu'elle était aussi importante pour la question italienne que la bataille de Solférino ». Ce fut aussi, en France, l'opinion du comte Walewski, ministre des affaires étrangères, qui donna sa démission et fut remplacé par un homme plus dépendant, M. Thouvenel.

La lettre impériale fut tout particulièrement un baume pour les Anglais, qui n'avaient pas encore pardonné Magenta et Solférino. Lord Palmerston fut acquis dès lors tout entier à la politique nouvelle et se montra plus hardi que jamais dans ses encouragements au Piémont. Les héritiers d'Henri VIII et d'Elisabeth étaient heureux de voir le Pape frappé au cœur dans sa puissance temporelle et frappé par un prince jusques-là réputé catholique. C'était pour eux une revanche de ce qu'ils avaient appelé « l'agression papale », quand Pie IX créa chez eux un archevêque catholique de Westminster, avec douze évêques suffragants.

Un des chefs de l'Eglise de France, le plus écouté peut-être parce qu'il était le plus calme, le plus pondéré, Mgr Pie, évêque de Poitiers, n'hésita pas à intervenir comme évêque et, par conséquent, juge au spirituel de toutes les doctrines fausses et de tous les écrits publics qui préconisaient ces doctrines. Il évoqua à son tribunal la brochure *Le Pape et le Congrès*, et déclara que « nulle puissance terrestre n'a autorité pour opérer ou sanctionner, en tout ou en partie, la sécularisation du patrimoine apostolique et la déchéance temporelle du Pape. » Le mandement de Poitiers se terminait par une page magistrale, dégageant avec une clarté terrible la responsabilité du principal auteur de tout ce qui s'était fait ou se préparait encore. Cette page appartient à l'histoire ; nous devons la citer en entier :

Dans le jugement du Christ, tout dépendait du gouverneur romain Ponce Pilate... Voyant qu'il ne gagnait rien, mais qu'au contraire les exigences croissaient et devenaient plus impérieuses autour de lui et qu'après avoir vainement cherché à arracher le Juste à la multitude, il allait être entraîné à un acte de suprême faiblesse,

Pilate ordonna qu'on lui apportât de l'eau. Il se lava les mains devant le peuple et dit : « Je suis innocent du sang de cet homme. » Cela fait, après avoir flagellé Jésus, il le livra aux Juifs pour qu'ils le crucifiassent.

La postérité a-t-elle ratifié l'absolution que se donna Pilate, et le lavement de ses mains l'a-t-il innocenté devant les siècles à venir ? Ecoutez :

Depuis dix-huit siècles il est un formulaire en douze articles, que toutes les lèvres chrétiennes récitent chaque jour. Dans ce formulaire de notre foi, rédigé avec tant de concision par les Apôtres, figurent, en outre des trois noms adorables des personnes divines, le nom mille fois béni de la femme qui a donné la naissance humaine au Fils de Dieu, et le nom mille fois exécrable de l'homme qui lui a donné la mort. Or, cet homme ainsi marqué du stigmate déïcide, cet homme ainsi cloué au pilori de notre symbole, quel est-il donc ? Cet homme, ce n'est ni Hérode, ni Caïphe, ni Judas, ni aucun des bourreaux juifs ou romains, cet homme c'est Ponce Pilate. Et cela est justice. Hérode, Caïphe, et les autres ont eu leur part dans le crime ; mais enfin rien n'eût abouti sans Pilate. Pilate pouvait sauver le Christ, et sans Pilate on ne pouvait mettre le Christ à mort. Le signal ne pouvait venir que de lui : *nobis non licet interficere*, disaient les Juifs.

Lave tes mains, ô Pilate ; déclare-toi innocent de la mort du Christ. Pour toute réponse nous dirons chaque jour, et la postérité la plus reculée dira encore : « Je crois en Jésus-Christ, le fils unique du Père, qui a été conçu du Saint-Esprit, qui est né de la Vierge Marie et qui a enduré mort et passion sous Ponce Pilate, *qui passus est sub Pontio Pilato*...

L'exactitude de la comparaison était d'une évidence telle que personne, parmi les adulateurs de l'Empire, n'osa la contester. Rien ne se fût accompli contre le Pape sans l'autorisation du vainqueur de Solférino ; lui-même parut s'appliquer à en fournir la preuve lorsque se produisirent, un peu plus tard, d'autres agressions, conséquences logiques de la première, mais qu'il n'autorisait plus. Garibaldi et les sociétés secrètes qui ne voulaient rien entendre, marchèrent alors tout seuls et n'allèrent pas loin. A Mentana le gouvernement italien n'osa bouger ; à Aspromonte il se chargea en personne de réprimer Garibaldi ; et s'il reprit ses projets pour consommer enfin la spoliation, ce ne fut qu'après la chute, bien constatée, de Napoléon III.

Pour l'instant, le monde officiel resta comme étourdi par ce coup de crosse qui était un coup de massue. Le courage de l'évêque avait dépassé les bornes de la vraisemblance ; on l'admirait, mais avec stupeur ; aucun journal n'osa applaudir tout haut ; la plupart même feignirent d'ignorer le mandement de Poitiers. C'est ce qu'aurait dû faire, lui aussi, le Pilate impérial. Mal conseillé par la toujours bouillante intempérance du prince Napoléon, il commit la lourde faute de découvrir sa blessure en s'accordant la satisfaction d'une vengeance. Le ministre des cultes, M. Rouland, déféra Mgr Pie au conseil d'Etat. Ce conseil étant nommé par l'Empereur et présidé au nom de l'Empereur, la condamnation était certaine, mais l'aggravation du scandale l'était plus encore. L'évêque se défendit. Il demanda comment on pouvait l'accuser d'irrévérence envers le chef de l'Etat pour avoir daubé sur des brochures signées de M. de la Guéronnière. M. de la Guéronnière n'était-il qu'un homme de paille, chargé de recevoir les horions ? Et les rieurs se mirent du côté de l'évêque, en plus des admirateurs de son courage. Ce fut bien pis après le jugement, prononcé en vertu d'une jurisprudence antérieure à 1789. Mgr Pie, condamné comme d'abus, reçut notification de la sentence le samedi-saint.

J'ai reçu, répondit-il au ministre, l'ordonnance royale que Votre Excellence a cru devoir m'envoyer. Je l'ai reçue dans un temps de l'année où l'Eglise retrace à notre souvenir les appels comme d'abus qui frappèrent la doctrine du Sauveur, et les sentences du conseil d'Etat de l'époque contre cette doctrine...

On n'est pas plus maladroit que n'avaient été le potentat et ses ministres, et, malgré le proverbe qu'en fait de maladresses les plus courtes sont les meilleures, celles-ci se prolongèrent jusqu'à la fin de l'Empire, par une série de tracasseries mesquines. Non seulement Mgr Pie, mais Mgr Dupanloup, coupable, un peu plus tard, d'avoir prononcé l'oraison funèbre des vaincus de Castelfidardo, Mgr de Dreux-Brézé à Moulins, Mgr Plantier à Nîmes et en général tous

ceux des évêques qui s'associèrent avec un certain éclat aux protestations de Pie IX, furent mis officiellement au ban de l'Empire ou, comme on le disait dans le public malin, en pénitence. Les parquets des diverses cours impériales transmirent aux fonctionnaires des instructions où il était dit : « ... Justement blessé de cette attitude, le gouvernement, faisant appel au patriotisme et au dévouement des fonctionnaires, leur demande de cesser tous rapports privés avec l'évêque de..., espérant que l'isolement dans lequel ils laisseront ce prélat, lui inspirera de salutaires réflexions et le ramènera à une conduite plus conforme aux convenances et au respect pour le gouvernement de l'Empereur, dont les hauts dignitaires du clergé doivent être les premiers à donner l'exemple. » Ces instructions, il est vrai, étaient confidentielles ; on aurait voulu donner à cette réprobation sur commande les apparences de la spontanéité ; mais peut-on compter sur un secret partagé entre dix mille personnes ? On n'aboutit qu'à étaler une mauvaise humeur qu'il eût fallu dissimuler, dès lors qu'elle était impuissante ; et elle l'était par le fait de l'inamovibilité épiscopale et de la fermeté de Pie IX.

Mais déjà le Congrès était abandonné. « Les brochures ont leur importance, disait lord John Russell dans une dépêche à lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre à Paris ; la brochure intitulée *Le Pape et le Congrès* a eu pour résultat d'empêcher ce congrès et de faire perdre au Pape la moitié de ses Etats. » En effet, le comte de Rechberg, premier ministre d'Autriche, par une note du 17 février 1860, avait signifié aux puissances que l'Empereur, son maître, ne pouvait se prêter à des délibérations qui déplaçaient les bases du traité de Zurich. Pie IX, d'autre part, avait répondu à la lettre de Napoléon III en date du 31 janvier 1859, par une revendication absolue de ses droits dans les Romagnes.

Il disait ne pouvoir céder ce qui ne lui appartenait pas, ce qui appartenait au Saint-Siège et à tous les catholiques ;

trop évidemment, du reste, s'il cédait dans les Légations, il encouragerait la Révolution à recommencer le même jeu dans les autres provinces qui lui resteraient. Il rappelait ensuite que Sa Majesté « n'ignorait point par quelles personnes et avec quel argent avaient été bouleversées Bologne et Ravenne »; allusion à l'audace révolutionnaire du marquis Pepoli, cousin de Napoléon III et dictateur des Légations, qui a reconnu depuis, en pleine Chambre des députés, à Turin, qu'il n'aurait rien pu faire de durable si le roi Victor-Emmanuel ne lui eût ouvert un crédit illimité sur sa cassette particulière. Pie IX terminait par ces lignes pathétiques :

Je réfléchis à cette phrase de Votre Majesté que, si j'avais accepté ce projet, j'aurais conservé mon autorité sur les provinces, ce qui semble vouloir dire qu'au point où nous en sommes, elles sont perdues pour toujours. Sire, je vous prie, au nom de l'Eglise, et aussi au nom de votre propre intérêt, de faire en sorte que mon appréhension ne soit pas justifiée. Certains mémoires, que l'on dit secrets, m'apprennent que l'empereur Napoléon I[er] a laissé aux siens d'utiles avertissements, dignes d'un philosophe chrétien qui, dans l'adversité, ne trouva que dans la religion des consolations et des apaisements.

Il est certain que tous nous devons comparaître devant le tribunal suprême pour rendre un compte sévère de tous nos actes, de toutes nos paroles et pensées. Tâchons donc de comparaitre devant ce grand tribunal de Dieu de manière à éprouver les effets de sa miséricorde, et non ceux de sa justice.

Je vous parle ainsi en ma qualité de Père, laquelle me donne le droit de dire la vérité toute nue à mes fils, quelque élevée que soit leur position dans le monde. Du reste, je vous remercie de vos expressions bienveillantes à mon égard et de l'assurance que vous me donnez de vouloir continuer la sollicitude que vous dites avoir toujours eue pour moi. Il ne me reste plus qu'à prier Dieu de répandre sur vous, sur l'Impératrice et sur le Prince impérial l'abondance de ses bénédictions.

Du Vatican, le 8 janvier 1860.

Pie P. P. IX.

La lettre impériale avait été communiquée aux journaux, par le gouvernement français ; la lettre pontificale fut tenue secrète. Ce que voyant, Pie IX ne jugea pas devoir souffrir que le public, constitué en quelque sorte juge par l'une

des deux parties, restât dans l'ignorance des arguments de l'autre. Il adressa donc, le 19 janvier, à tous les patriarches, archevêques et évêques et à tous les fidèles l'encyclique commençant par ces mots *Nullis certé verbis* ; il s'y déclarait prêt à souffrir les dernières extrémités plutôt que de trahir la cause de la justice et de la vérité, et, bien loin de rien dissimuler de ses inquiétudes, invitait toute la chrétienté à prier en union avec lui « pour que Dieu se lève et juge sa cause. »

C'était justement ce que l'Empereur ne voulait pas. Toujours chimériques et désireux de concilier l'inconciliable, il prétendait gagner les acclamations des sociétés secrètes sans perdre celles des catholiques. Par son ordre le ministre de l'intérieur, M. Billault, ayant appris que M. Louis Veuillot, rédacteur en chef de l'*Univers*, avait reçu une copie de l'encyclique *Nullis certé verbis*, fit appeler ce publiciste intrépide et lui signifia que, s'il l'insérait, ce serait l'arrêt de mort de son journal. « Nous ne saurions mourir plus noblement », répondit Veuillot. Il publia le lendemain, 29 janvier, le document pontifical avec la traduction en regard, et dès le soir l'*Univers* fut supprimé par décret. Deux autres feuilles catholiques, la *Gazette de Lyon* et la *Bretagne* de Saint-Brieuc, eurent bientôt après le même sort, et l'on s'arrangea pour que toutes les autres, sans exception, reçussent deux avertissements successifs ; or, d'après la législation en matière de presse, les avertissements étaient comme l'apoplexie : on mourait à la troisième attaque. Les journaux favorables au pouvoir temporel n'avaient donc plus qu'une existence précaire, subordonnée à la chute de ce terrible troisième avertissement, toujours suspendu sur leurs têtes comme une épée de Damoclès. Le ministère de l'intérieur donna en même temps l'autorisation de créer à Paris un nouveau journal, ce qui ne s'était vu qu'une fois depuis huit ans, et cette deuxième exception fut faite, comme la première, en faveur d'un organe maçonnique, le *Parti national*, sous l'inspiration du prince Napoléon.

L'Empereur s'étonnait, après cela, des alarmes croissantes des catholiques. La surprise qu'il manifestait paraît tellement étrange, lorsqu'on y réfléchit, qu'on est tenté de la mettre sur le même pied que la piété de cet autre maître fourbe, le « galant homme » pour lequel la France tirait alors les marrons du feu.

La comédie de la brouille avec les avocats avait pris fin complètement, à la cour de Turin, dès qu'on y avait acquis la conviction que Cavour gardait son ascendant sur Napoléon III et que le traité de Zurich ne serait qu'un chiffon de papier. Pie IX, le 3 décembre 1859, alors que lui-même reculait encore devant cette conviction, avait écrit de sa main à Victor-Emmanuel pour lui rappeler ses devoirs et l'engager à défendre au sein du Congrès annoncé les droits du Saint-Siège. Le Roi de Sardaigne lui répondit, le 6 février 1860, qu'il n'aurait pas manqué de le faire si le Congrès s'était réuni ; car, « fils dévoué de l'Eglise, descendant d'une race très pieuse, jamais il n'eut la moindre intention de manquer à ses devoirs de prince catholique. » Il protestait donc « n'avoir rien fait pour provoquer l'insurrection et, la guerre terminée, avoir renoncé à toute ingérence dans les Légations. » Seulement, ajoutait-il, « c'est une chose avérée, et que j'ai eu soin de vérifier par moi-même, que dans ces provinces naguère si intraitables, les ministres du culte sont actuellement respectés et protégés, les temples de Dieu plus fréquentés qu'auparavant. » Le pieux prince espérait donc que le Pape n'aurait garde de venir troubler ce bonheur, l'intérêt de la religion ne demandant que paix et tranquillité. Bien plus, il comptait que le bon et saint Pie IX, non content de ne plus réclamer les Romagnes, n'hésiterait pas, très prochainement, à lui remettre encore, à lui, Victor-Emmanuel, les Marches et l'Ombrie afin qu'elles pussent jouir de la même prospérité. Là-dessus, il parlait de nouveau de « son franc et loyal concours, de son cœur sincère et tout dévoué » à Pie IX, dont il finissait par demander « la sainte bénédiction. »

De ces dérisions insolentes, où se peint si bien le roi galant homme, nous voulons retenir seulement la première révélation et la preuve de l'accord intervenu entre lui et son impérial protecteur, dès le 6 février, pour une aggravation d'usurpation par l'annexion des Marches et de l'Ombrie. Sans cet accord secret, jamais il ne se serait avisé de s'attribuer gratuitement une pensée dont le seul énoncé, fait par un autre, eût été considéré comme une supposition odieuse et une suprême injure. Le comte de Cavour, réinstallé officiellement, le 20 janvier 1860, à la tête du ministère, dépêcha à Paris d'abord le chevalier Nigra, ensuite le comte Arese, ami toujours intime de Napoléon. Après quelques jours de négociations, Arese annonça à Cavour, qu'il allait recevoir « un ultimatum à l'eau de rose. » En effet, le 24 février, l'Empereur notifiait au Piémont qu'il lui abandonnait les duchés, et qu'il cédait également sur les Légations, à condition que Victor-Emmanuel n'y prendrait que le titre de vicaire du Pape et lui paierait un tribut ; il résistait encore pour la Toscane, tout en consentant à en faire un royaume séparé sous un prince de la Maison de Savoie, et si ces conditions étaient refusées... eh bien ! alors l'alliance ne serait pas brisée, et il laisserait le Piémont s'arranger à ses risques et périls, comme il pourrait.

Cependant, l'Angleterre qui commençait à comprendre, elle aussi, le but et les conséquences de ce qui se faisait en Italie, imagina un principe nouveau, appelé principe de non-intervention, d'après lequel les grandes puissances s'engageaient à ne point se mêler des affaires italiennes. Comme cet engagement ne concernait point le Piémont, ni le but, ni les résultats de sa mise en pratique ne pouvaient être douteux. C'était dire au Piémont : « Faites ce que bon vous semblera » ; à l'Autriche : « Résignez-vous, le traité de Zurich ne sera exécuté qu'à votre préjudice » ; et à Naples, à l'Espagne ou autres puissances catholiques qui auraient été tentées d'intervenir pour le Saint-Siège : « Halte-là ! nous sommes intervenus quand il nous a semblé bon, à Magenta

et à Solférino ; mais comme désormais les choses marchent d'elles-mêmes dans le sens qui nous convient, et que vous pourriez leur imprimer une direction qui ne nous conviendrait point, vous vous abstiendrez. »

La France officielle et révolutionnaire accepta avec empressement ce principe de non-intervention et Victor-Emmanuel, tout aussitôt, prononça l'incorporation de la Toscane, de Parme, de Modène et des Légations à ses Etats héréditaires.

L'Empereur prit texte de cette solution pour ne présenter aux Chambres selon son habitude, que des perspectives de paix. Il annonça comme accomplie la fédération de l'Italie nouvelle, avec le Pape pour chef et le roi de Sardaigne pour vicaire. Cette expresion, employée par le discours du Trône, valut aussitôt à Victor-Emmanuel, dans la presse parisienne, le surnom de Vicaire savoyard. Seulement, ainsi que M. de Falloux le prédit à l'Empereur, dans la visite qu'il lui fit pour lui annoncer l'élection du Père Lacordaire à l'Académie française, « voilà un vicaire qui ne s'entendra pas longtemps avec son curé. »

L'Empereur sourit et profita de cette visite d'un ancien ministre du temps de sa présidence pour se livrer à d'amères récriminations sur les attaques des catholiques. M. de Falloux répondit avec franchise : « Sa Majesté me permettra de lui dire que c'est Elle-même qui a posé toutes les questions et pris toutes les initiatives... Dans ces conflits, l'Europe ne voit que la France , et la France ne voit que l'Empereur.

— Vous vous trompez, répliqua Napoléon III. J'ai fait beaucoup d'efforts, mais personne ne veut me seconder. Vous êtes libre, vous, M. de Falloux, moi je ne le suis pas...

— Sire, dit l'ancien ministre, si Votre Majesté avait tourné contre le Roi de Sardaigne la centième partie des efforts qu'Elle se plaint d'avoir perdus auprès du Souverain Pontife et de l'empereur d'Autriche, toutes les difficultés en Italie seraient terminées depuis longtemps.

L'entretien se prolongea; il a été raconté par M. de Falloux lui-même, qui alla jusqu'à parler à l'Empereur de l'avenir de son fils : « Sire, vous avez depuis un an déplacé la base de votre dynastie ; après l'avoir posée au centre du parti conservateur, vous l'avez laissé transporter au parterre de la Porte Saint-Martin [1]. » L'Empereur ayant écouté avec un sourire triste et comme stéréotypé sur ses lèvres, invoqua itérativement comme excuse des difficultés secrètes qu'il mentionnait sans les préciser. Mais au sortir des Tuileries, M. de Falloux, rencontrant deux députés catholiques notables, ralliés l'un et l'autre depuis longtemps à l'Empire, leur recommanda la vigilance : « Pendant que l'Empereur me parlait, dit-il, la tête d'Orsini m'apparaissait au-dessus de la sienne ; croyez-le : c'est à Orsini que nous avons affaire au moins autant qu'à Napoléon III. »

Toutefois, il était impossible que la puissance du nouvel Etat, déjà grossi de la Lombardie, ne frappât point les yeux les plus prévenus. L'opinion publique, en France, réclama une compensation et l'Empereur crut devoir exiger ce qui avait été convenu avec Cavour à Plombières, puis abandonné en présence du déchaînement de haine et d'imprécations qui avait suivi la paix inattendue de Villafranca : nous voulons parler de l'annexion de Nice et de la Savoie à la France.

Si l'on en croit une dépêche du duc de Gramont à M. Thouvenel, les « façons » que fit Napoléon III lorsqu'il se laissa forcer la main pour l'étendre sur la Savoie n'étaient, comme tout le reste, que pur artifice. Dès le mois d'août 1859, Victor-Emmanuel avait annoncé au Pape qu'il se voyait forcé de s'agrandir à ses dépens. L'ambassadeur cite même à cet égard des paroles textuelles du Roi de Sardaigne qui prouveraient que le marché au préjudice d'un tiers était conclu depuis longtemps entre l'Empereur

[1] Allusion au drame de M. Mocquard, *La Tireuse de cartes*, qui se jouait alors à la Porte Saint-Martin et où Pie IX était directement insulté. Il ne faut pas oublier que M. Mocquard était secrétaire de l'Empereur.

et lui. Voici le passage capital de cette dépêche ; elle est adressée à M. Thouvenel :

J'ai remarqué entre autres la mention d'une lettre que le Roi aurait écrite au mois d'août dernier au Saint-Père et dans laquelle il lui disait : « Que ce n'était pas pour ses beaux yeux que l'Empereur avait fait la campagne d'Italie, ni par sympathie pour l'Italie, mais parce qu'il voulait *prendre certaines provinces de ses Etats*, et que par conséquent lui, Victor-Emmanuel, était obligé de s'agrandir sous peine de se trouver *plus petit après la campagne qu'avant.* » Pour être plus sûr de ce que j'avais entendu, j'ai démandé une seconde fois à Sa Sainteté si le Roi lui avait fait dire ou écrit cela, et le Saint-Père m'a répété : « Il me l'a écrit au mois d'août dernier. »

Une rectification de frontières fut donc formellement demandée par l'Empereur le 20 mars 1860. Victor-Emmanuel trouva la proposition fort dure mais n'hésita pas un instant. Le traité se signa quatre jours plus tard, le 24, ce qui prouve qu'on était d'accord d'avance. Pendant qu'on en faisait la lecture, Cavour écoutait, le front penché, en se promenant d'un pas fiévreux. Mais lorsque, à la suite de sa signature, M. de Talleyrand y eut apposé celle de la France, Cavour se releva et, retrouvant toute sa bonne humeur : « Maintenant, Messieurs les Français, s'écria-t-il, vous voilà officiellement nos complices ; je vous défie de rien empêcher de ce qui nous conviendra en Italie. » Ce n'était que trop vrai : prendre Nice et la Savoie en échange de la Lombardie que Napoléon avait payée du sang et de l'or de la France et que, dès lors, il n'avait peut-être pas le droit de transmettre en pur don à un ami, c'eut été un acte honorable et régulier. Mais ceux qui croient à la morale éternelle regrettèrent que ces deux petites provinces françaises revinssent à la France comme prix de son adhésion à la spoliation d'autrui, et pour ainsi dire comme sa part des dépouilles de la veuve et de l'orphelin de Parme et du vieillard du Vatican [1].

---

[1] L'auteur de cette histoire a le droit de parler ainsi sans qu'on suspecte son patriotisme. Le premier en date et non le dernier par le zèle. il avait réclamé l'annexion savoisienne dès le mois de juillet 1859, au lendemain de Solférino,

L'annexion fut sanctionnée par le vote des populations, vote qui ne pouvait être douteux, le souverain qui s'en allait et celui qui prenait possession lui étant également favorables. En Savoie il y eut 132,000 votants, dont 232 seulement se prononcèrent contre. Dans le Comté de Nice on ne compta que 160 opposants sur 26.000 suffrages exprimés. M. Thouvenel qui, le 5 janvier, avait remplacé M. Walewski aux affaires étrangères, fit aisément accepter les résultats du plébiscite par les puissances signataires des traités de 1815. Les Anglais seuls, grands partisans du principe des nationalités, jugèrent ce principe détestable du moment qu'il tournait au bénéfice d'une puissance rivale. On ne pouvait cependant contester que les Savoisiens, par leur langue et par leur situation géographique, n'appartinssent au versant occidental des Alpes, et l'on n'ignorait point qu'ils étaient obligés de s'exprimer dans un idiôme étranger, lorsqu'ils faisaient partie d'un groupe italien.

Le prince Albert tenta personnellement des démarches pour faire excepter de l'annexion le Chablais et le Faucigny. Mais l'Europe resta indifférente, sauf la Suisse qui espérait se faire adjuger ces deux petites provinces ; et encore le grand Conseil de Berne ne s'échauffa-t-il que modérément, ne désirant pas voir renforcer au sein de la Confédération les éléments de langue française. En Angleterre même, M. Bright s'écria en plein Parlement : « Périsse la Savoie plutôt que l'entente cordiale entre la France et l'Angleterre ! » Ce cri eut du retentissement dans le pays et Napoléon III acheva d'apaiser les Anglais en leur accordant deux faveurs auxquelles ils attachaient beaucoup de prix : la suppression

---

dans un journal nullement hostile à l'Empire, la *Charente napoléonienne*, d'Angoulême ; mais lorsqu'il vit couronner ses vœux d'une manière aussi peu glorieuse, il osa exprimer ses regrets publiquement, et dans les termes mêmes qu'il vient de transcrire. Si on lui permet d'ajouter qu'il était alors non pas journaliste de profession, mais fonctionnaire des télégraphes de l'Etat, et qu'il signait ses articles, on reconnaîtra qu'il lui fallait un certain courage, et l'on excusera plus volontiers la franchise et la sévérité de ses appréciations actuelles. (Note de *Pie IX, sa vie, son histoire, son siècle*, par J.-M. Villefranche, p. 174.

des passeports et surtout un traité de commerce, dont nous reparlerons.

Mais, avant de quitter cette petite affaire savoisienne, si grosse aux yeux des Anglais, donnons la parole à un de leurs hommes d'Etat, lord Malmersbury, qui, dans ses *Mémoires*, jette un jour très vif sur la conduite tenue. La conversation qu'il va raconter eut lieu aux Tuileries, entre lui et l'Empereur, le 6 avril 1860 :

L'Empereur me dit que mon parti (le parti tory) avait montré contre lui beaucoup d'hostilité. Je rejetai la faute sur l'ambassadeur de France, M. de Persigny, avec lequel, pendant les quinze mois que j'avais été au ministère, je n'avais jamais eu l'occasion de m'entendre... Quant à organiser une coalition allemande contre l'Empereur, je lui dis que mes dépêches avaient été imprimées, qu'elles étaient là pour prouver que c'était nous qui avions empêché la Prusse et les Etats germaniques de s'unir à l'Autriche quand lui et son allié avaient franchi le Tessin. Il parut très frappé de mes remarques et dit : « Voilà ce que c'est de s'en rapporter aux ministres qu'on a dans les petites cours, comme le mien à Weimar. » J'en conclus qu'il avait ignoré ma circulaire.

Il s'appesantit ensuite sur la haine que lui portaient l'aristocratie et la presse de la Grande-Bretagne, bien qu'il pensât que le peuple ne partageait pas ce sentiment. Il s'emporta contre nos craintes soupçonneuses et contre nos préparatifs militaires inutiles. Je répliquai qu'un homme ne pouvait pas étonner le monde, comme il l'avait fait récemment par ses exploits en Italie, sans l'effrayer en même temps, et que nous nous étions mis simplement sur la défensive...

Il avoua qu'il ne savait que faire avec le Pape qui, bien que protégé et défendu par lui, abritait ses ennemis sous son drapeau. (Il voulait parler des royalistes français.) Puis il se plongea dans l'histoire de la guerre de Lombardie et de ses résultats : « Quand je vis Cavour en 1858, et que je décidai de soutenir les Piémontais, au cas où l'Autriche franchirait le Tessin, il fut convenu entre nous que la France chasserait les Autrichiens de *tout le nord* de l'Italie et que le Piémont payerait les frais de la guerre. Il fallut y renoncer. Après Solférino, la victoire me laissa à court de munitions, ayant perdu dix-sept mille de mes meilleurs soldats; à cent cinquante milles de ma base d'opération, et avec la fièvre qui, plus redoutable que l'ennemi, sévissait dans nos rangs. Je ne pouvais pas avancer et j'aurais été obligé d'opérer ma retraite à travers un pays hostile, car les paysans italiens de l'est de Milan étaient tous en faveur des Autrichiens. Heureusement pour moi et pour les débris de l'armée italienne, j'obtins la paix de Villafranca.

« Mais Cavour qui n'est pas soldat et qui ne comprenait pas la situation, ou ne voulait pas la comprendre, se mit en fureur, et déclara que puisque je n'avais pas conquis la Vénétie, le Piémont n'était pas tenu de payer les frais de la guerre. Il m'obligeait à retourner à Paris, après avoir perdu cinquante mille de mes soldats, et à demander aux Français de payer trente millions de livres sterling, sans équivalent. Etait-ce possible ? Des équivalents, j'en aurais trouvé un dans la gloire, dans l'influence politique de mes victoires, si le Piémont avait payé les frais de la campagne ; mais puisqu'il s'y refusait, je suis obligé de prendre une compensation matérielle en annexant la Savoie que la France pouvait considérer comme représentant le prix des pertes qu'elle avait subies, en hommes et en argent. » Telle fut l'explication que l'Empereur me donna de cette importante transaction. Il n'est pas douteux que le gouvernement piémontais trouva plus aisé de payer en territoire qu'en argent, et qu'au fond il fut enchanté du marché.

Pendant ce temps, les nouveaux attentats que Victor-Emmanuel avait audacieusement annoncés à Pie IX au mois d'août précédent, ou que tout au moins il lui avait fait pressentir par sa lettre du 6 février, se tramaient dans le centre et le midi de l'Italie.

Le général de Goyon, commandant en chef du corps français d'occupation, ayant annoncé à ses officiers, avec une droiture toute militaire, que « la Révolution, si elle s'avisait de bouger, aurait affaire à lui, et qu'il n'était à Rome que pour cela », ses paroles furent répétées avec empressement par la *Gazette du Midi*, de Marseille. Mais aussitôt (29 mars), le télégraphe fit défense à la presse de reproduire l'allocution du général. Trois jours après (1er avril) l'interdiction fut étendue à « toute bulle ou bref du Pape qui viendrait à paraître sans l'autorisation du gouvernement et sans enregistrement au Conseil d'Etat ». Le 1er mai elle engloba en outre « tout avis, prospectus et annonces de souscriptions que pourrait faire le gouvernement pontifical avant l'autorisation du gouvernement français ».

Non seulement on cessait de défendre le Pape, mais on entravait sa défense. Pie IX comprit qu'il ne devait plus compter que sur lui-même. Il offrit le commandement de son armée au général Lamoricière, et de tous les points de l'Eu-

rope accoururent sous ses drapeaux de nombreux volontaires, appartenant souvent aux meilleures familles.

L'Empereur fut blessé du choix fait par Pie IX. Lamoricière était toujours pour lui un des proscrits de Décembre; de plus, on ne l'avait prévenu, lui l'Empereur, d'une manière officielle, qu'après la nomination faite. Pour bien marquer son ressentiment, il exigea que la nomination fût rapportée ; après cela elle reçut son approbation. Il ne cessait de répéter à Rome : « Mettez-vous en mesure de vous passer de mes soldats » ; la recommandation se retrouve encore dans une dépêche du 14 avril, de M. Thouvenel à M. de Gramont. Mais ces assurances, contredites par les actes, n'empêchèrent point les inquiétudes de redoubler lorsqu'on apprit qu'il avait signifié au commandant du corps d'occupation d'avoir à défendre la ville de Rome sans s'occuper des provinces.

Qu'allait-il donc se passer dans les provinces ? L'explication ne se fit pas longtemps attendre.

Le 8 mai, Garibaldi débarquait en Sicile.

Cette nouvelle entreprise du roi galant homme sur les domaines de ses voisins avait été sournoisement préparée par Cavour qui, à cet effet, avait pris en main l'intérim des ministères de la guerre et de la marine, ajoutés aux affaires étrangères qu'il dirigeait déjà. Cavour tenait à être seul au gouvernail.

Les ministres de Napoléon III n'étaient point dans le secret. M. Thouvenel, illuminé par un éclair de bon sens politique, venait même d'écrire au duc de Gramont : « L'unité de l'Italie nous déplait autant qu'au Pape et au roi de Naples. » Le duc, de son côté, dans une autre dépêche, trouvait des paroles très justes et en quelque sorte prophétiques :

Notre politique à l'égard du Saint-Siège doit être inspirée par nos intérêts et non par le plus ou moins de mérite personnel du Pape et des cardinaux. Je crois que l'*Italie une est une chose détestable pour la France* et que si, par malheur, l'Empereur se prête à cette combinaison, la France lui en demandera un jour, à lui et à ceux qui auront coopéré avec lui, un compte sévère.

Dès le 7 mai, M. Thouvenel, avait donc signalé à M. de

Cavour ce fait anormal « que quatorze cents hommes, recrutés ouvertement dans toutes les villes du royaume subalpin, avaient pu s'embarquer impunément à Gênes dans un but hostile à un gouvernement qui n'était en guerre avec aucune puissance. » Cavour, pour gagner du temps, commença par nier. Par une circulaire à tous ses agents diplomatiques, il informa l'Europe « que les préparatifs dont on se plaignait n'existaient pas, que d'ailleurs le gouvernement du Roi veillait et non seulement mettrait obstacle à une semblable expédition de flibustiers, mais emprisonnerait les rebelles qui voudraient la tenter. » Et le même jour, avec la même plume, Cavour écrivait confidentiellement à Garibaldi : « L'affaire pour l'argent et les vapeurs est arrangée ; embarquez au plus vite. »

Le gouvernement français insista et fournit les indications les plus précises sur ces quatorze cents hommes qui, pour la plupart, étaient des soldats de l'armée régulière du Piémont et des marins de sa flotte. Cavour, ne pouvant plus nier, n'hésita point à les déclarer déserteurs, sauf à ne pas réprimer leur désertion et à favoriser sous main quiconque voulait les imiter. Il fit annoncer, en même temps, dans la *Gazette de Turin* du 17 mai 1860 « que la flotte royale avait reçu ordre de poursuivre Garibaldi et de s'opposer à son débarquement ». Il poussa l'impudence jusqu'à en aviser officiellement le Roi de Naples par une note du 20 mai. Or, il avait écrit à l'amiral piémontais, Persano, qui depuis a divulgué cette lettre : Cherchez à naviguer entre Garibaldi et les vaisseaux napolitains ; j'espère que vous m'avez compris. » A quoi Persano répondit avec finesse : « Parfaitement ; j'ai compris que si je m'y prends maladroitement, vous me ferez pendre. »

Du reste, à quoi bon se gêner quand on est sûr de l'impunité? Deux vaisseaux anglais se trouvèrent à Marsala, sur la côte de Sicile, juste à point pour couvrir le débarquement, et les vaisseaux napolitains n'osèrent pas tirer sur Garibaldi, de peur d'atteindre le pavillon de la Grande-Bretagne. C'est

ainsi qu'on pratiquait, au besoin, le fameux principe de non-intervention.

Garibaldi, qui avait reçu deux millions d'Angleterre, put payer comptant la trahison des états-majors de la flotte napolitaine ; ce fut sa première victoire. Un autre million, apporté du cabinet de Victor-Emmanuel par les députés sardes Brottero et Casalis, l'aida à en gagner de nouvelles. Un commodore américain, nommé William de Rohan, lui amena un renfort de 3.400 hommes, sur le navire le *Washington* ; et comme il manquait d'argent, le docteur Bertani, ami intime de Garibaldi, prit l'express de Gênes pour Turin et s'adressa au Roi en personne. Le Roi demanda à consulter Cavour. Une heure après Bertani recevait pour le commodore la lettre ci-après :

27 juin 1860.

COMMANDANT,

Je vous renvoie ci-inclus les deux lettres de Medici... J'ai déjà donné trois millions à Bertani. Partez sans retard pour Palerme. Dites à Garibaldi que je lui enverrai Valerio en place de La Farina ; mais qu'il s'avance immédiatement sur Messine, Francesco (le roi de Naples) étant sur le point de donner une Constitution aux Napolitains.

Votre ami, VICTOR-EMMANUEL.

L'or était donc la meilleure arme de Garibaldi. Persano écrivait de Naples, le 31 août 1860, au comte de Cavour :

J'ai dû distribuer encore de l'argent. Vingt-cinq mille ducats à Devincenzi, deux mille ducats au comte Fasciotti, sur l'ordre du marquis de Villamarina, et quatre mille ducats au Comité. Bien que tout cela soit exécuté d'après les mesures que j'ai établies, sans qu'un seul sou passe par nos mains, cette question d'argent a cependant fini par me fatiguer. En vérité ce n'est pas mon affaire. J'ai été contraint de me disputer avec Devincenzi en présence de Villamarina. Il me demandait plus de vingt mille ducats, et je ne voulais pas même lui en donner autant.

La trahison du général napolitain Nunziante fut payée quatre millions ; il est vrai que Nunziante s'était chargé d'entraîner, à ses frais, d'autres généraux ou colonels de toutes armes. Nunziante avait accepté l'entreprise en bloc.

Ce fut par de tels moyens que Garibaldi parvint, à peu près sans coup férir, jusqu'à Naples et s'empara de ces belles mais indolentes et passives provinces que l'histoire nous montre vouées éternellement à la conquête, car il est inouï qu'un envahisseur les ait attaquées sans les prendre ; la difficulté n'existe que pour les conserver.

Cependant une résolution virile, quoique tardive, du jeune roi de Naples, François II, eut pour cette fois la gloire de prolonger la défense napolitaine plus longtemps qu'à l'ordinaire ; elle dura neuf mois.

François II, trahi de tous côtés, jusques dans sa famille, s'était adressé à Napoléon III en implorant de lui à la fois conseils et secours. Le secours lui fut refusé. Comme conseil il lui fut répondu de prendre le drapeau tricolore, de donner une Constitution. Il obéit et ne s'en trouva que plus faible, sans être moins menacé. Son premier ministre lui-même, l'avocat Liborio Romano, introduisit l'ennemi dans Naples et resta chef du cabinet de Garibaldi, sans avoir la pudeur de donner sa démission au moins quelques jours, afin de sauver les apparences. Alors François II jura, s'il devait succomber, de forcer au moins son cousin et prétendu ami, le roi félon, à se démasquer. Il appela à lui quelques serviteurs fidèles et les soldats débandés, abandonnés de leurs chefs et, s'appuyant sur Capoue et Gaëte, se retrancha derrière la ligne du Volturne et attendit Garibaldi.

La bataille se livra à San-Angelo-*in-formis*. Elle fut chaude ; les bandes étrangères commencèrent à plier dès le milieu du jour, et les Napolitains allaient enregistrer une victoire, si l'ambassadeur de Victor-Emmanuel, le comte de Villamarina, prévenu à temps, n'eût envoyé au secours de Garibaldi quelques régiments réguliers piémontais : infanterie, cavalerie et artillerie.

Il n'était plus possible, après cela, au roi « galant homme » de continuer à jouer l'innocent ; aussi renonça-t-il à ce rôle pour frapper à visage découvert celui qu'il frappait déjà depuis longtemps sous le masque. Lui-même, Victor-Emmanuel,

lui qui protestait naguères contre l'expédition de Garibaldi et lançait une flotte à sa poursuite, voyant maintenant Garibaldi en danger d'échouer misérablement, il envoya toutes ses forces à son secours ; lui-même, en personne, il bombarda durant quatre mois dans Gaëte, un parent avec lequel il n'était pas en état de guerre.

François II, réduit à tout subir, même à demander l'alliance du Piémont, sollicita la médiation de Napoléon III. « Il est trop tard, lui répondit l'Empereur ; c'est à Victor-Emmanuel qu'il faut vous adresser ; je vous appuierai à Turin. » C'était ajouter l'insulte à la cruauté. Le pauvre Roi continua à se défendre de son mieux, et non sans quelques succès. Tout ce que Napoléon lui concéda, ce fut la neutralité de la mer. Une flotte française vint bloquer le port de Gaëte afin d'en écarter les vaisseaux piémontais.

Pour être désespérés, les appels du pauvre jeune Roi à celui qui, d'un signe, aurait pu le sauver, ne manquèrent pas de dignité et rencontrèrent parfois des accents prophétiques. Ainsi il lui écrivait :

Gaëte, décembre 1860.

... Vous savez, Sire, que les Rois qui abandonnent leur trône y remontent difficilement.

Votre Majesté, qui est un excellent juge en semblable matière, peut décider, mieux que personne, si, en me retirant sans m'être assuré de l'insuffisance de mes ressources, j'aurais accompli mon devoir comme soldat.

Je puis mourir, je puis être fait prisonnier, cela est vrai ; mais les princes doivent savoir mourir comme il faut, et François Ier de France a été prisonnier. Il ne défendait point, comme je le fais, un royaume et un peuple, et malgré cela, ses contemporains et l'histoire ont raconté combien il a exposé sa personne et comment il a supporté ses souffrances dans la captivité...

Si je dois succomber par suite du départ de votre flotte, je prie sincèrement Dieu que Votre Majesté n'en ait point de regret et pour qu'*au lieu d'un allié reconnaissant et fidèle, vous ne rencontriez point une Révolution hostile et un souverain ingrat.*

Mais ces appels s'adressaient à un sourd et ces avertissements à un halluciné.

A la place d'un roi de Naples éloigné et sinon toujours

« allié fidèle », du moins indifférent et hors d'état de nuire s'il l'eût voulu, Napoléon III tenait absolument à se donner le voisinage d'un roi d'Italie qui, fatalement, ayant des frontières communes avec la France, serait en compétition constante d'intérêts avec elle et disposerait d'un million de soldats.

Confondant deux choses fort distinctes : l'indépendance et l'unité, il disait qu'après avoir donné le sang de ses soldats pour l'indépendance de l'Italie, il lui était impossible de faire tirer le canon contre cette même indépendance.

N'oublions pas que tous les francs-maçons qui, depuis, lui ont jeté la pierre, le poussaient, le couteau sous la gorge, à cette politique insensée.

Il faut rendre cette justice aux cabinets européens qu'ils ne restèrent pas tous impassibles et que de nombreuses réclamations se firent entendre. A Vienne, à Berlin, on ne parlait de rien moins que de faire revivre l'alliance des Cours du nord pour protéger le droit des gens contre « l'ambition piémontaise » ; la Russie déclarait que, si sa situation géographique ne s'y opposait, elle n'hésiterait pas à intervenir par les armes pour défendre les Bourbons de Naples ; l'Angleterre et la France protestaient de leur côté, au moins pour la forme. Mais il y avait à Turin un ministre sans entrailles, qui manœuvrait au milieu de tous ces obstacles avec la plus froide dextérité, poussant les flibustiers, tout en les accompagnant de grands gestes désespérés pour exprimer sa douleur d'être incapable de les retenir. Il avait maintes fois éprouvé ce que valent les protestations devant un fait accompli et il a lui-même formulé le problème qu'il s'était posé : « Aider la révolution dans les Deux-Siciles, mais faire en sorte que devant l'Europe elle ressemble à un acte spontané ; cela étant, la France et l'Angleterre sont avec nous. »

Mais d'autres évènements vinrent détourner les regards de l'Europe, attachés sur le rocher de Gaëte, et les reporter sur le nord de l'Italie. Il était écrit que le Roi galant homme, sous l'égide de l'empereur des Français, serait galant homme jusqu'au bout.

CHAPITRE XVII

Consommation de l'Unification italienne. — Chambéry. — Castelfidardo. — Ancone. — Gaëte

Tandis que les Napolitains et les Piémontais étaient aux prises sur les bords du Volturne et que Lamoricière travaillait de son mieux à organiser l'armée pontificale, Napoléon III visitait les deux nouvelles provinces récemment réunies à son empire et se proposait de pousser jusqu'en Algérie.

Il se trouvait, le 4 septembre, à Chambéry. Le général en chef de l'armée sarde, Cialdini, et M. Farini vinrent l'y saluer au nom de Victor-Emmanuel. Ils avaient consulté, sur la conduite à tenir, le docteur Conneau qui les avait encouragés à tout oser.

L'Empereur présidait à un grand dîner à la préfecture. Il paraissait préoccupé et ne toucha pour ainsi dire à aucun des mets qui furent servis. Il était naturellement sobre et souvent, lorsqu'il mangeait chez autrui, il poussait la précaution jusqu'à dîner à part, une demi-heure auparavant, avec ce que lui préparait son cuisinier particulier. Sitôt qu'on lui eût annoncé la présence des envoyés piémontais, il se leva de table, où il ne reparut plus, et passa avec eux en conférence une moitié de la nuit.

Cette conférence est restée fameuse. En se séparant, les trois interlocuteurs eurent l'imprudence de laisser traîner dans la cheminée de la chambre une carte de l'Etat pontifical

qui fut recueillie et sur laquelle on put constater, avec stupéfaction, quelques jours après, que l'armée piémontaise suivait exactement les lignes tracées par eux à la main. Napoléon dit en se levant, pour terminer : « Ah ! ce sera un morceau dur à faire avaler à beaucoup de Français ! — Mais Votre Majesté compte-t-elle pour rien l'éternelle gratitude des Italiens ? » répliqua Cialdini. — Enfin, reprit l'Empereur, le sort en est jeté ; faites, mais faites vite ! »

L'authenticité de cette dernière parole est parfois contestée. Qu'elle ait été dans la pensée de celui auquel on l'attribue, les faits subséquents le démontrent ; mais fut-elle vraiment formulée en ces termes précis qui, rappelant trop bien Judas, auraient dû faire frissonner l'Empereur ? Une chose certaine, c'est qu'elle fut répétée aussitôt après, non dans les journaux, dont les uns n'étaient pas libres, les autres appartenaient à la Révolution, mais dans l'entourage des deux souverains, et en particulier dans celui de Victor-Emmanuel qui, sur ce point, avait presque autant d'intérêt à parler que la cour des Tuileries en avait à se taire [1].

---

[1] Le fait suivant, raconté par Mme la maréchale Randon, ne permet plus aucun doute. C'était peu de semaines après l'entrevue de Chambéry, et le maréchal Randon était alors ministre de la guerre :

« Il fut invité à déjeuner à la maison du Diable, située sur les bords si pittoresques du lac du Bourget ; il s'y trouva avec un aide de camp de Victor-Emmanuel, le général Savoiroux. D'ordinaire silencieux, le maréchal s'animait lorsqu'une question l'intéressait vivement. La conversation roula sur les évènements politiques. Prenant la parole, le maréchal se montra justement sévère pour le roi de Sardaigne. Il taxait de félonie la conduite du souverain qui, au mépris du droit des gens et de l'équité, envahissait sans déclaration de guerre le patrimoine d'un autre souverain que sa faiblesse et son caractère devaient faire doublement respecter. « Votre Excellence est bien sévère pour nous, dit le général « Savoiroux, lorsqu'il put prendre la parole ; nous sommes peut-être moins « coupables qu'elle ne paraît le penser ; qu'elle me permette de lui rappeler « qu'on nous avait dit : *Allez et faites vite !* » (*La Conversion d'un maréchal de France*, p. 73.)

La maréchale Randon ajoute qu'elle ne sait si le maréchal ignorait cette triste parole ou s'il affectait, par dignité, de l'ignorer.

Mais on possède un témoignage encore plus autorisé, en quelque sorte officiel ; nous le trouvons dans la correspondance de M. Thouvenel ; le 6 octobre M. de Gramont lui écrivait :

« Voici quelques détails pour vous seul que je vous envoie confidentiellement.

Il reste encore, après tant d'années, des amis fidèles à la mémoire d'un Empereur si bon, si généreux, qui ne peuvent se résigner à le trouver non seulement nébuleux et faible, mais positivement fourbe.

Qu'ils lisent la lettre de M. de Cavour, en date du 12 septembre, huit jours après l'entrevue de Chambéry, lettre qui se trouve au quatrième volume de sa correspondance publiée à Turin ; et qu'ils continuent à se persuader, s'ils le peuvent, que l'Empereur a été calomnié :

Il va de soi, écrit le terrible révélateur posthume des trahisons faites en commun avec Napoléon III, il va de soi que le gouvernement français tient absolument à éviter l'apparence d'être notre complice dans cette entreprise.

Comme Garibaldi parle sans cesse de marcher sur Rome, de lancer ses bandes sur Venise ou Nice, je suis forcé de précipiter l'exécution du projet que Farini a communiqué à Napoléon à Chambéry. L'Empereur a fort goûté notre plan, en a pesé les chances de réussite ; il a même délimité le terrain des opérations de notre armée. Ce moyen

---

« Lorsque le corps d'armée cerné à Lorette a dû capituler, l'officier envoyé en parlementaire était un Français, M. de R., qui est rentré en France, il y a trois jours. Il a raconté de la sorte son entrevue avec Cialdini : « Comment, lui a-t-il « dit, pouvez-vous vous avancer aussi loin ? La France qui garde le Pape, et qui « vous a blâmés ouvertement, ne le permettra pas ! — La France ! répondit le « général, l'Empereur, ah ! par exemple ! Mais vous croyez donc que nous au« rions été assez fous pour nous engager de la sorte sans être sûrs d'être « approuvés ? Non seulement l'Empereur ne s'oppose pas à notre marche, mais « il l'approuve, je vous en donne ma parole d'honneur ; il me l'a dit lui-même à « Chambéry, et quand M. Farini et moi l'avons quitté, voici ses dernières « paroles : *Bonne chance et faites vite !* Ses vœux nous accompagnent, et c'est « pour lui obéir que nous faisons vite. » Cialdini a répété mot pour mot la même chose au prince de Ligne qui était prisonnier et qu'il avait invité à sa table. Il aurait seulement ajouté pendant le dîner : « Ah ! vous croyez les articles « du *Moniteur* et les dépêches de Thouvenel, vous autres ; mais voilà longtemps « cependant que vous devez voir que tout se décide entre Cavour et l'Empereur ; « l'Empereur est plus Italien que Français, il va plus vite que nous-mêmes ! » Le prince de Ligne a répété cela textuellement au Pape, au cardinal Antonelli, à Mgr de Mérode, et publiquement le soir, dans un salon, devant près de cinquante personnes.

« Le comte Lévis de Mirepoix, qui est venu ici pour l'enterrement de M. de Pimodan, a eu une attitude parfaite, bien qu'il appartienne à l'opposition. Il est venu me voir pour régler quelques questions de détails relativement à la sépulture, et il m'a confirmé mot pour mot le récit du prince de Ligne, comme l'ayant entendu aussi. Vous devez vous figurer l'effet que produit ici la phrase : — *Bonne chance et faites vite !* »

de paralyser les conspirations légitimistes et cléricales et d'en finir avec les menaces de Lamoricière lui a beaucoup plû.

Maintenant, si le gouvernement français fait ostensiblement semblant de nous désapprouver, c'est que M. Thouvenel, bien qu'il connaisse les vues secrètes de l'Empereur, croit nécessaire de séparer d'une façon tout à fait marquée la politique officielle de la France de celle que les circonstances nous imposent.

Etonné autant que personne de la pleine autorisation qui lui était donnée, et craignant qu'elle ne lui fût retirée, le commandant en chef des troupes piémontaises ne perdit pas une minute pour mettre le fait accompli du côté des ambitions de son maitre. Il sauta à cheval dès le matin du 5, et entre sa conférence avec l'Empereur et l'entrée de ses troupes sur le territoire pontifical, il s'écoula juste le temps de faire le trajet en utilisant le premier chemin de fer qui se rencontra après la traversée des Alpes.

Soixante-dix mille hommes l'attendaient, tout prêts à marcher s'il rapportait l'autorisation désirée, et déjà le général Fanti, chef d'un autre corps d'armée, avait signifié, le 7, à Lamoricière, que si les troupes pontificales s'avisaient d'employer la force pour comprimer un soulèvement quelconque dans les Marches ou l'Ombrie, lui, Fanti, occuperait aussitôt ces deux provinces « afin de garantir aux populations la liberté d'exprimer leurs vœux. »

C'était dire assez clairement qu'on comptait sur une insurrection. L'Empereur la désirait plus que personne. Ses conseillers ordinaires s'inquiétaient de le voir seul dans le voisinage de cette Italie qui le fascinait et loin de tous ceux qui auraient pu le préserver des grosses incorrections diplomatiques ; aussi M. Thouvenel insistait-il pour venir le rejoindre. L'Empereur lui répondit de façon à le tranquilliser et à s'épargner à lui-même l'ennui de ses remontrances probables : « J'aurais été charmé de vous voir à Marseille, mais je crois que les questions sont si claires qu'elles n'ont pas besoin d'un long examen. Je désire écrire ceci au roi de Piémont : si, comme l'a dit M. Farini, vos troupes n'entrent dans les Etats du Pape qu'après une insurrection et pour y rétablir

l'ordre, je n'ai rien à dire ; mais si, pendant que mes soldats sont à Rome, vous attaquez le territoire de l'Eglise je suis forcé de retirer mon ministre de Turin et de me placer en antagoniste. » Et M. Thouvenel télégraphia à Rome cette résolution d'apparence si claire.

L'insurrection ne vint pas ; on s'en passa. Le 10 septembre la frontière pontificale fut franchie par quatre armées piémontaises à la fois, tandis que l'Empereur, après avoir rendu la sécurité à ceux qu'il s'agissait d'endormir, se dérobait pour quelques jours et allait disparaître derrière la Méditerranée, afin de laisser au brigandage le temps de s'accomplir en son absence.

La proclamation que lança Victor-Emmanuel à cette occasion mérite d'être conservée ; c'est un chef-d'œuvre du genre vertueux dans lequel excellait M. de Cavour :

Soldats, vous entrez dans les Marches et l'Ombrie pour restaurer l'ordre civil dans les villes désolées, pour donner aux peuples la liberté d'exprimer leurs vœux. Vous n'avez pas à combattre des armées puissantes, mais seulement à délivrer de malheureuses provinces italiennes de la présence de compagnies d'aventuriers étrangers. Vous n'allez pas venger des injures faites à moi ou à l'Italie, mais bien empêcher que les haines populaires ne se déchaînent contre les oppresseurs.

Vous enseignerez par votre exemple le pardon des offenses et la tolérance chrétienne à ceux qui comparent l'amour de la patrie italienne à l'islamisme. En paix avec toutes les grandes puissances, éloigné de toute provocation, j'entends faire disparaître du centre de l'Italie une cause continuelle de trouble et de discorde ; je veux respecter le Siège du Chef de l'Eglise, à qui je suis toujours prêt à donner, d'accord avec les puissances alliées et amies, toutes les garanties d'indépendance et de sécurité que ses aveugles conseillers ont espérées en vain du fanatisme de la méchante secte qui conspire contre son autorité et contre la liberté de la nation.

Soldats ! on m'accuse d'ambition. Oui, j'ai celle de restaurer les principes d'ordre moral en Italie, et de préserver l'Europe de dangers continuels de révolutions et de guerres.

L'Empereur, pendant ce temps, continuait tranquillement son voyage. A Avignon, où il passa une nuit, l'archevêque, Mgr Debeley, prélat de caractère ferme et de grand air, l'attendait, crosse en main et mitre en tête, sur le seuil de la

cathédrale ; il laissa percer dans son allocution de bienvenue une poignante angoisse. L'Impératrice, à droite du souverain, écoutait affaissée et comme effacée. L'Empereur resta imperturbable et fit une réponse vague. « Monseigneur, toutes les fois que j'entre dans une église, je demande à Dieu d'éclairer et de fortifier ma foi. » Le lendemain, pour donner satisfaction aux uns et le change aux autres, il fit afficher un décret tendant à la restauration du palais des Papes et affectant à cette œuvre quatre millions qui n'y furent jamais appliqués. Ensuite il partit pour Marseille et s'y embarqua pour Alger.

Lamoricière s'attendait, surtout depuis le message de Fanti, à une insurrection fomentée par l'argent garibaldien, d'autant que l'on avait annoncé cette insurrection pour le 8 ; mais il ne s'attendait nullement à une invasion. Il avait en conséquence dispersé ses troupes, afin de n'être pris au dépourvu nulle part. Lorsque l'idée lui vint de la possibilité d'une agression du dehors, il consulta le cardinal Antonelli, premier ministre de Pie IX, et celui-ci fit part de ses inquiétudes au duc de Gramont, ambassadeur de France, dont la parole était appuyée de la présence d'une armée française. L'ambassadeur tranquillisa pleinement et à plusieurs reprises le cardinal, en l'invitant à rassurer Lamoricière, qui a consigné le fait dans son rapport sur les opérations. Si l'ambassadeur s'était proposé de pousser Lamoricière dans les pièges de Cialdini, il n'eût pas agi différemment ; mais il était de bonne foi : il ignorait encore ce qui s'était tramé à Chambéry.

Dès que l'invasion cessa d'être douteuse, Lamoricière, surpris, se hâta de concentrer ses garnisons disséminées. Sa résolution fut rapide et digne de son coup d'œil exercé. Trop inférieur en forces pour faire face de tous côtés à la fois, il résolut de se jeter dans Ancône, la seule ville fortifiée de l'Etat romain. Là il comptait pouvoir tenir une quinzaine de jours ; c'était tout ce qu'il fallait pour donner à la France et aux autres nations civilisées le temps d'accourir. Mais Ancône était loin, il fallait y arriver avant Cialdini qui marchait dans la même direction.

Le duc de Gramont télégraphia au vice-consul de France à Ancône, en langage clair et non chiffré, la dépêche suivante :

L'Empereur a écrit de Marseille au roi de Sardaigne que, si les troupes piémontaises pénètrent sur le territoire pontifical, il sera forcé de s'y opposer. Des ordres ont été donnés pour embarquer des troupes à Toulon ; ces renforts vont arriver incessamment. *L'Empereur ne tolèrera pas la coupable agression du gouvernement sarde.* Comme vice-consul de France, vous devez régler votre conduite en conséquence.

M. de Courcy, le vice-consul auquel s'adressait cette dépêche, accourut avec elle chez M. de Quatrebardes, gouverneur civil d'Ancône ; puis, en regrettant de ne pouvoir la porter lui-même à cause de son grand âge, il se hâta de l'envoyer à Cialdini par un agent du consulat. Tout le monde était persuadé que les Piémontais allaient s'arrêter net, à la vue de ce papier au bas duquel était la signature de la France. Cialdini le lut et le mit dans sa poche en disant : « J'en sais plus long que vous, je sors d'avec l'Empereur. » Et comme l'employé réclamait un reçu, il le signa sans difficulté en disant : « Vous mettrez cela avec les autres papiers diplomatiques. » Puis il continua sa marche en avant [1].

Ici il nous faut citer une des lettres révélées dans le *Secret de l'Empereur*, par le fils de M. Thouvenel. Le 16 octobre M. de Gramont écrivait au ministre des affaires étrangères :

Laissez-moi vous raconter sans commentaires ce qui vient de se passer au Vatican... Le Pape a reçu le général Lamoricière qui a répété à Sa Sainteté les propres paroles du général Cialdini, savoir : *On assure chez vous que l'empereur Napoléon nous désapprouve ; c'est complètement faux. Il approuve tout ce que nous faisons ; c'est concerté avec lui. C'est à moi-même qu'il a parlé, et il m'a dit en me quittant : Allez et faites vite ! Il a même corrigé lui-même mon plan de campagne.*

On comprend bien que, devant des assertions aussi nettes et des témoignages aussi irrécusables, le duc de Gramont ne

---

[1] M. de Quatrebarbes, *Souvenirs d'Ancône.*

pouvait plus, quelle que fût sa bonne volonté, garder la moindre illusion sur le fond des choses. Il n'aurait pas non plus gardé sa place, s'il avait eu plus de caractère. Aussi écrit-il à M. Thouvenel avec une sincérité consternée :

Je dois avouer que je croyais à ce que j'écrivais ; que je pensais que l'Empereur empêcherait les Piémontais de s'avancer; que je pense encore qu'il le pouvait, sans coup férir, et que, s'il l'avait fait, il en serait sorti une solution qui l'aurait honoré et glorifié : la Confédération italienne ! Aujourd'hui, je ne sais plus ce qu'il adviendra, mais nous regretterons plus d'une fois d'avoir eu foi dans les mots au lieu de parler par des actes. J'ai positivement été trompé par le langage de l'Empereur...

On se demande, après cela, comment le duc de Gramont put ne pas donner sa démission et dégager ainsi, devant l'histoire, sa part de responsabilité d'une politique qui se faisait en dehors de lui et malgré lui, qui passait tout entière par dessus sa tête. En effet, en rassurant le Pape par ordre supérieur, en affirmant à Lamoricière que les Piémontais ne l'attaqueraient point, qu'il s'alarmait à tort, qu'il prenait des précautions inutiles, M. de Gramont avait commis un véritable guet-à-pens ; il avait de ses mains tendu un piège pour y faire tomber un ami.

De Paris MM. Thouvenel et Billault, ne comprenant plus rien aux nouvelles d'Italie, envoyaient télégrammes sur télégrammes à l'Empereur qui les avait laissés sans instructions. Voici le texte de l'un d'eux :

La résolution attribuée au gouvernement sarde (l'invasion des Marches) est d'une gravité extrême. Elle atteint le principe même de notre occupation à Rome et constitue la violation la plus flagrante et la moins justifiable des droits de la souveraineté. Je supplie l'Empereur de considérer que l'Europe ne comprendra pas qu'un attentat pareil puisse avoir lieu sans notre assentiment et que nos rapports avec toutes les puissances du continent, y compris la Russie, en seront altérés.

L'Empereur répondit enfin de Marseille en chargeant M. Thouvenel de répéter au roi de Sardaigne : « Intervention à la suite d'une insurrection et pour rétablir l'ordre ! »

Ce langage plein de sous-entendus et de faux-fuyants bouleversa le ministre, qui écrivit au duc de Gramont :

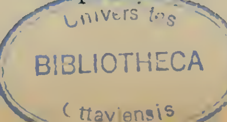
Je n'ai jamais, je crois, éprouvé dans ma vie une pareille indignation. Une si complète violation de tous les droits, colorée de sophismes si impudents, dépasse ce que je pouvais imaginer !... Je vais tenter une nouvelle démarche auprès de l'Empereur. Une députation des Marches est déjà partie pour aller implorer la protection de Victor-Emmanuel. Ne serait-ce pas une conséquence de la concession beaucoup trop large faite par l'Empereur à M. Farini ? On aurait créé le désordre pour avoir le droit de créer l'ordre...

Chaque jour qui s'écoule sans apporter au genéral de Goyon l'ordre de leur barrer le passage, fait éclater plus vivement le rôle de compère assumé par Napoléon III. M. de Gramont écrit encore à M. Thouvenel, le 15 septembre :

Vous me dites que l'Empereur a jugé sévèrement les faits, mais cette opinion n'est pas, ici ni ailleurs, partagée par tout le monde. On discute la valeur et l'étendue du sens qu'il faut donner aux expressions de Sa Majesté : « Je serai forcé de m'y opposer, de me placer en antagoniste. » On se demande si les troupes de l'Empereur vont marcher contre les Piémontais pour les forcer à rétrograder. Tout le monde, depuis le Pape et les cardinaux, jusqu'aux chefs de toutes les missions accréditées à Rome, me font cette même question. Le Pape m'a dit qu'elle vous avait été posée par le Nonce et que vous n'aviez pas cru pouvoir y répondre nettement. *Les Piémontais soutiennent qu'ils sont d'accord avec nous pour ce qui concerne les Marches et l'Ombrie et qu'ils agissent en conséquence.* Leurs parlementaires l'ont positivement affirmé aux officiers pontificaux avec lesquels ils ont été en rapport, entre autres, au général Schmidt. Cela s'est vu surtout au sujet d'Orvieto, qui a été évacué par les Piémontais après avoir été pris, sous prétexte que cette ville était trop près de Rome, et placée dans le cercle ou rayon *réservé* par l'Empereur. Ils ont donné la même raison pour ne pas attaquer une petite ville de la Comarca...

Pendant que les ministres et les ambassadeurs de Napoléon III échangeaient ce que Cialdini appelait si dédaigneusement des papiers diplomatiques, Cialdini lui-même et Lamoricière échangeaient des coups de canon.

Ne pouvant attendre la complète concentration de ses troupes, sous peine d'être coupé de la route d'Ancône, le commandant en chef des forces pontificales se mit en mar-



che sur cette route avec une poignée d'hommes : cinq mille six cents en tout. Il y rencontra le général en chef sarde qui en avait quarante-cinq mille. Il ne craignit pas de l'attaquer.

Malgré l'excessive disproportion des forces, on se battit, le 18 septembre, de 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Mais les pontificaux, outre qu'ils voyaient presque tous le feu pour la première fois, manquaient de cohésion. Il se trouvait en outre parmi eux de terribles éléments de désordre, entre autres certains agents que le Piémont avait réussi à glisser dans leurs rangs avec la consigne de semer la défiance contre le commandement, de crier au moment opportun. « Sauve qui peut! » et, s'ils en trouvaient l'occasion, de tirer sur les chefs. Un de ces misérables, nommé Biambilla, saisissant le moment où le général pontifical marquis de Pimodan s'élançait contre une colonne piémontaise, le tua d'un coup de fusil dans le dos [1]. Les Suisses, qui formaient la réserve, lâchèrent pied ; aussitôt plusieurs bataillons italiens les imitèrent et la cavalerie entière tourna bride.

Les Franco-Belges, ainsi que des bataillons irlandais et quelques Autrichiens, rachetèrent par leur héroïsme la honte de leurs compagnons d'armes. Ils tinrent tant qu'ils eurent des munitions et se sacrifièrent pour protéger la retraite. Ils furent tous tués, ou presque tous. Lamoricière accomplit avec son escorte seulement et une centaine d'hommes le projet qu'il avait voulu exécuter avec toutes ses troupes. Il atteignit à 5 heures Ancône, qu'une escadre piémontaise bombardait déjà [2].

---

[1] Ce Biambilla avait été introduit à Rome dans l'armée pontificale par Carlotti, ami intime de Cavour, investi alors des fonctions de chef de la police dans les Romagnes et les deux Siciles. Désabusé plus tard, Carlotti a écrit des *Mémoires* qui ont été imprimés à Florence par les soins du directeur du *Contemporaneo*. Quant à Biambilla, arrivé au camp piémontais, il fut nommé maréchal des logis dans les carabiniers et il était en garnison à Milan au moment où Carlotti faisait connaitre ses exploits.

Nous devons ajouter toutefois que, en dépit des affirmations si précises de Carlotti, quelques écrivains soutiennent que Pimodan fut frappé par devant, d'une balle piémontaise.

[2] Cialdini eut l'indignité de dire dans son bulletin de victoire que « Lamoricière

Rien ne lui semblait perdu : tout en organisant la défense avec les débris qui lui restaient, il calculait le temps qu'il faudrait au général de Goyon pour arriver à son secours, et cherchait à l'horizon sur la mer, chaque matin, la fumée des vapeurs de la flotte autrichienne. La confiance de son état-major égalait la sienne ; il croyait, comme tout le monde, à une rupture formelle et déjà accomplie entre la France et le Piémont. Avant de s'enfermer dans la ville assiégée, il avait eu connaissance d'une dépêche de M. Thouvenel, adressée à M. de Talleyrand, ministre de France à Turin, et ainsi conçue :

« L'Empereur a décidé que vous quittassiez immédiatement Turin, afin de témoigner ainsi de sa ferme volonté de décliner toute solidarité avec des actes que ses conseils, dictés par l'intérêt de l'Italie, n'ont malheureusement pu prévenir. »

Le texte, remarquable par son incorrection grammaticale autant que par sa vigueur et sa précision, fit immédiatement le tour des journaux et des chancelleries de l'Europe. Il n'a jamais été contesté, et les commentateurs qui, sur le moment, auraient hésité à lui attribuer une portée décisive, eussent été honnis. Et pourtant il ne signifiait rien. La question n'est pas même encore tranchée de savoir s'il émanait réellement de l'Empereur ou de ses ministres. On a prétendu que ce fut M. Thouvenel qui le rédigea, interprêtant les sentiments de son maître, qui d'Alger, ne pouvait lui envoyer des instructions immédiates, car le télégraphe s'arrêtait alors à Marseille. M. Thouvenel, d'après le témoignage déjà cité de M. de Cavour, n'ignorait point l'existence d'une pen-

---

s'était enfui du champ de bataille. » Il reçut quelques jours après le billet suivant dont il négligea d'accuser réception :

« Vous dites que vous avez fait fuir un général français ; vous connaissant comme je vous connais, je vous sais parfaitement incapable de pareille chose ; mais votre mensonge acquiert d'autant plus de gravité et de ridicule qu'il s'adresse à un général qui est la bravoure même. Je ne veux pas achever cette rectification ici, je me réserve de le faire avec ma botte, si jamais je vous rencontre comme en Crimée. Signé : Maréchal Pélissier. »

sée politique secrète, mais jamais il ne l'eut crue si différente de la pensée officielle.

L'Empereur, moins tranquille et moins glorieux qu'il ne voulait le paraître, n'avait pu supporter longtemps le spectacle oiseux des fantasias arabes et des grandes réceptions. Il ne resta que trois jours en Algérie et se rembarqua pour la France. Battu par la tempête, il vint échouer à Port-Vendres. Ce fut à Tarascon qu'il connut le coup de Castelfidardo. Il en apprit les détails avec plus de chagrin que de plaisir. Il eût certainement préféré que tout se fût terminé sans effusion de sang ; toutefois, l'humiliation de Lamoricière et de ses compagnons, dont un bon nombre appartenaient aux grandes familles légitimistes de France, ne lui déplaisait point. Il accorda, en présence du maréchal Pélissier, quelques paroles de pitié méprisante à « cet imbécile d'ancien ministre de Cavaignac, qui était allé là-bas terminer sottement une carrière brillante. — Sire, répondit le rude maréchal, j'aimerais mieux être dans la peau de Lamoricière que dans celle de Goyon. Goyon a assisté l'arme au bras à l'égorgement d'une poignée de braves qui, après tout, sont des Français ; c'est lui qui est à plaindre ! » L'Empereur garda le silence, quoiqu'il sentît bien que le reproche remontait jusqu'à lui, puisque c'était lui qui donnait la consigne à Goyon.

La plupart des cours de l'Europe, dupées par les apparences, unirent leurs protestations à celles de Napoléon III et prirent parti d'avance contre les spoliateurs dans le conflit qui paraissait ouvert. M. de Schleinitz écrivait, le 13 septembre, au nom du gouvernement prussien, à M. Brassier de Saint-Simon :

Tous les arguments de cette pièce (Memorandum justificatif du roi de Sardaigne du 12 septembre) aboutissent au principe du droit absolu des nationalités. Certes nous sommes loin de contester la haute valeur de l'idée nationale. Elle est le mobile essentiel et hautement avoué de notre propre politique, qui en Allemagne aura toujours pour but le développement et la réunion, dans une organisation plus puissante et plus efficace, des forces nationales... Mais nous ne saurions admettre, avec le memorandum sarde, que tout doive

céder aux exigences des aspirations nationales... Cette maxime est diamétralement opposée au droit des gens...

Appelés à nous prononcer sur de tels actes et de tels principes, nous ne pouvons que les réprouver profondément et sincèrement, et nous croyons remplir un devoir rigoureux en exprimant de la manière la plus explicite et la plus formelle notre désapprobation et des principes et de l'application qu'on a cru pouvoir en faire.

Je vous invite, Monsieur le comte, à donner lecture de la présente dépêche à M. le comte de Cavour et à lui en laisser copie...

Les cours de Bavière, d'Espagne et de Russie allèrent plus loin et, à l'exemple de la France, retirèrent leurs ambassadeurs. Le tsar Alexandre II, par l'organe du prince Gortschakoff, s'exprima ainsi :

Au milieu de la paix la plus profonde, sans avoir reçu aucune provocation, sans faire même une déclaration de guerre, le gouvernement sarde a donné à ses troupes l'ordre de franchir les frontières des Etats romains ; il a pactisé ouvertement avec la Révolution par la présence des troupes piémontaises et par celle des hauts fonctionnaires qui ont été mis à la tête de l'insurrection sans cesser d'être au service de Victor-Emmanuel...

La nécessité où il (le gouvernement sarde) prétend se trouver de combattre l'anarchie ne le justifie pas, puisqu'il ne fait que marcher avec la Révolution pour recueillir son héritage et non pour arrêter ses progrès et réparer ses iniquités. Des prétextes de ce genre ne sont pas admissibles... C'est une question qui se rattache directement à ces lois éternelles sans lesquelles ni l'ordre, ni la paix, ni la sécurité ne peuvent exister en Europe.

S. M. l'Empereur juge qu'il est impossible que sa légation puisse résider plus longtemps dans un lieu où elle peut avoir à être témoin d'actes que sa conscience et ses convictions réprouvent. S. M. se voit donc forcée de mettre fin aux fonctions que vous remplissez à la cour de Sardaigne.

Les divers ambassadeurs ou chargés d'affaires, en quittant Turin, furent accompagnés des plus chaudes et des plus cordiales démonstrations de la part de ceux pour lesquels ils étaient persuadés que leur départ était une déclaration de guerre collective. M. de Talleyrand s'y trompa comme les autres. Cavour le comblait d'attentions, en s'efforçant de prendre un air désolé, ce à quoi il réussissait mal. Rentré chez lui, le rusé meneur ne pouvait s'empêcher de dire avec

un peu de honte à son ami M. Massimo d'Azeglio, ces paroles que l'amiral Persano nous a conservées : « N'importe, si nous faisions pour nous-mêmes ce que nous faisons pour l'Italie, nous serions de vrais brigands : *se facessimo per noi quel che facciamo per l'Italia, saremmo gran balossi* [1].

L'étonnement général fut à son comble lorsqu'on apprit que Napoléon III se rendait à Varsovie, où il devait rencontrer les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse, et que le but de cette visite n'était nullement de solliciter leur neutralité dans sa prochaine campagne contre la Sardaigne et la Révolution, ni de leur proposer une participation quelconque dans la répression des brigandages internationaux. Bien au contraire, il leur présenta un *memorandum* par lequel il s'engageait à abandonner la Sardaigne à la juste indignation de l'Autriche dans une éventualité assurément fort peu probable, et à laquelle personne ne s'attendait : le cas où Venise serait attaquée ; mais « il présupposait, ajoutait-il, que les puissances allemandes se renfermeraient, elles aussi, dans une attitude d'abstention », et ne fourniraient aucun prétexte à une agression italienne contre l'Autriche. Ainsi, non seulement il laissait le champ libre aux Piémontais, mais il allait au devant de la répression que l'Europe pouvait être tentée d'accomplir sans lui ; il la désarmait par ses cajoleries, en même temps qu'il la contenait par la terreur de ses armes.

Napoléon III cherchant à se faire pardonner par le roi de Prusse cette unité italienne qui allait être le point de départ de l'unité allemande ! Nous doutons que l'histoire nous présente un autre tableau d'une ironie plus vengeresse et plus instructive.

L'entrevue de Varsovie eut lieu le 25 septembre. Pendant ce temps le bombardement d'Ancône continuait. Une brèche ayant été ouverte dans les remparts par l'artillerie piémontaise, Lamoricière se rendit le 29. A quoi eût pu servir du

---

[1] *Diario privato* de l'amiral Persano, p. 125.

reste une défense plus longue? Le brigandage concerté à Chambéry était consommé.

L'œuvre révolutionnaire accomplie, Victor-Emmanuel ne négligea rien pour lui donner au moins l'apparence d'une sanction, par le vote des populations annexées. Sur ce dernier acte de la comédie nul n'est mieux en état de nous renseigner que celui qui en fut le principal agent, Carlotti, ami et chef de la police politique, dans les Romagnes et les Deux-Siciles. Carlotti, que nous avons déjà cité, dit dans ses *Mémoires* :

Nous nous étions fait remettre les registres des paroisses pour dresser la liste des électeurs. Nous préparâmes tous les bulletins, pour les élections des parlements locaux, comme plus tard pour le vote de l'annexion. Un petit nombre d'électeurs se présentèrent pour y prendre part; mais, au moment de la clôture des urnes, nous y jetions les bulletins, naturellement dans le sens piémontais, de ceux qui s'étaient abstenus; non pas tous pourtant, cela va sans dire; nous en laissions un certain nombre suivant la population du collège. Il fallait bien sauver les apparences, du moins vis-à-vis de l'étranger, car sur les lieux, on savait à quoi s'en tenir.

Qu'on ne se récrie pas; je n'exagère rien, tout cela est de la plus scrupuleuse exactitude. Eh! mon Dieu! en France, où le peuple est habitué au fonctionnement électoral, où la formation du bureau est à peu près sérieuse, de semblables altérations de scrutins n'ont pas été rares et ne le sont pas encore. On s'explique donc sans peine la facilité avec laquelle ont pu réussir de telles manœuvres dans des pays tout neufs à l'exercice du suffrage universel, et dont l'indifférence et l'abstention servaient merveilleusement la fraude en faisant disparaître tout contrôle. Nous nous y prenions du reste de façon à rendre parfaitement illusoires les garanties de publicité et les moyens de surveillance. Dès avant l'ouverture du vote, des carabiniers encombraient les salles du scrutin et leurs abords. C'était toujours parmi eux que se choisissaient le président du bureau et les scrutateurs. Nous n'étions donc pas gênés de ce côté là. Dans certains collèges, cette introduction en masse, dans l'urne, des bulletins des absents — nous appelions cela compléter le vote — se fit avec si peu d'attention que le dépouillement du scrutin donna plus de votants que d'électeurs inscrits. On en fut quitte pour une rectification au procès-verbal.

Nous nous reprocherions de ne pas citer encore cette anecdote du même Carlotti :

A mon retour de Rome, Farini me chargea, en sa qualité de

ministre de l'intérieur, d'aller préparer la réception du roi, qui devait visiter officiellement « ses nouvelles provinces ». Je partis quelques jours avant la cour, avec cinquante carabiniers habillés à la française. Je crois fort inutile d'entrer dans les détails de ce voyage ; on a pu les lire tout au long dans les journaux de l'époque, dont les récits sont à peu près exacts, si l'on tient compte de l'illusion théâtrale. Et qu'on ne s'imagine pas que ces derniers mots ne fassent allusion qu'à nous-mêmes, humbles, mais utiles comparses, qui figurions le peuple dans ces représentations officielles ; les principaux rôles eux-mêmes étaient parfois tenus par des personnages qui n'étaient rien moins qu'officiels. Ainsi, à Bologne, l'archevêque, Mgr Viale-Prelà, s'étant obstinément refusé à laisser chanter le *Te Deum* qu'on lui demandait, et ayant pris, pour couper court aux dispositions plus modérées du chapitre, le parti énergique de suspendre tous les membres à *divinis*, trois aumôniers de régiments et douze élèves du séminaire de la Sapienza prirent la place du clergé épiscopal, et, précédés de bannières pontificales qu'on s'était fait livrer par la sacristie, ils vinrent recevoir le roi sous le porche de la cathédrale de San-Pétronio.

L'indignation de Pie IX, longtemps contenue, éclata enfin. Dans une audience donnée à des Français, il déclara sans détour qu'il ne pouvait plus souffrir la politique de Napoléon III, pas plus envers le Saint-Siège qu'envers les autres princes victimes, comme lui, de ses menées tortueuses. Il s'écria :

Votre Empereur est un menteur, un fourbe ; je ne crois plus à sa parole. Qu'il me laisse tranquille avec toutes ses propositions de réformes, avec tous ses encouragements à mes ennemis et ses excitations révolutionnaires habilement déguisées sous forme de conseils à mon gouvernement. Que peut-il sur le Pape ? Rien. Sur Mastaï, tout. Eh bien ! j'irai me réfugier dans le tombeau des Apôtres. Là il me fera prendre sous ma tiare pontificale ; mais il saura ce que c'est que de toucher à cette tiare. Pour lui le jour de la justice viendra. Dites-lui de ma part que je n'ai pas d'autre réponse à lui faire, si ce n'est que l'épée de Dieu est prête à le frapper par la main des hommes, non plus par la mienne !

L'Empereur connut cette foudroyante apostrophe [1]. S'il fut ému de cette malédiction d'un vieillard, d'un père, il n'en

---

[1] Elle était contenue dans une lettre que l'abbé Cabanis, un des témoins auriculaires, adressait à M. de Lourdoueix, directeur de la *Gazette de France*, lettre qui fut interceptée, ouverte au cabinet noir et communiquée à Napoléon III en personne.

montra rien, non plus que d'une autre menace à lui adressée, plus diplomatiquement, par une longue lettre de Pie IX, le le jour de Noël 1860 ; cette lettre se terminait ainsi : « Malgré la pensée de miséricorde de la grande fête de ce jour, je n'en répète pas moins : *Væ hominibus illis per quos scandalum evenit !* »

Cependant tout n'était pas encore terminé dans les Deux-Siciles. Victor-Emmanuel fit son entrée à Naples le 7 novembre, accompagné de Garibaldi. Mais François II continuait à se défendre bravement. Capoue ne se rendit qu'après quarante-deux jours de siège. Gaëte, où le jeune Roi combattait en personne, pouvait tenir plus longtemps encore. Il y avait là douze mille hommes qui avaient résisté à toutes les séductions de l'or piémontais et de la phraséologie révolutionnaire au bout de laquelle se trouvait la perte de la nationalité napolitaine, et la citadelle passait pour une des plus fortes de l'Europe. M. de Gramont écrivait de Rome, le 6 octobre, à M. Thouvenel :

Je vous envoie des nouvelles de Naples : le roi de Sardaigne va s'y rendre. C'est la même comédie que pour les Marches et l'Ombrie, car, d'après ce qui se passe, Garibaldi tombe chaque jour et le roi François II reprend l'avantage : il remonterait sans doute sur son trône sans l'intervention piémontaise.

L'Empereur approuve-t-il l'agression de Victor-Emmanuel contre le roi de Naples ?...

De tout cela il ressort un fait curieux : c'est au nom du principe de non-intervention, ou plutôt sous le bénéfice de ce principe, que le Piémont aura pris au Pape ses provinces et au roi de Naples son royaume. Je ne pense pas que l'Europe le permette, cela me semble impossible...

L'Europe, nous l'avons vu, c'était à ce moment-là l'Empereur des Français, et lui tout seul. Il parut avoir honte un instant d'accabler un jeune roi et une jeune reine auxquels on n'avait rien à reprocher et que leur courage rendait sympathiques à leurs plus cruels ennemis. Deux lettres de M. de Gramont à M. Thouvenel sont caractéristiques à ce propos. La première est du 13 octobre :

Il parait avéré aujourd'hui que les troupes du roi de Naples bat-

taient les Garibaldiens au Volturno si Villamarina n'avait pas fait marcher les Piémontais au secours des chemises rouges...

Quant au sentiment des populations, toutes les nouvelles de Naples s'accordent pour représenter ce pays comme décidément rebelle à l'annexion piémontaise et fort peu soucieux de l'unité italienne. On chasse les autorités révolutionnaires, on rétablit les armes de François II. Les Piémontais, avertis par les autorités chassées, envoient des colonnes assez fortes qui, après quelques fusillades, mettent les habitants en déroute et emmènent pour les juger et les fusiller les soi-disants ennemis du mouvement qui leur sont dénoncés. A peine les Piémontais partis, les habitants reviennent ; ils prennent ceux qui ont appelé les Piémontais et les mettent à mort. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que ces choses se passent dans des localités qui sont censées avoir voté à l'unanimité pour Victor-Emmanuel.

La seconde lettre est datée du 3 novembre :

Nous assistons aux derniers efforts de ce malheureux roi de Naples ; il va périr dans quelques heures, victime de l'acte le plus odieux qu'il soit possible de concevoir. Vous ne pouvez vous imaginer tout ce qu'il y a de pénible à se voir, bon gré malgré, mêlé aux souffrances de cette agonie, refusant un bout de corde au noyé qui s'enfonce sous l'eau, ou plutôt la balançant au-dessus de sa tête, trop courte pour qu'il puisse la saisir. Excusez-moi si je vous parle à cœur ouvert ; ce n'est pas au ministre que j'écris, c'est à mon ami, à mon ancien collègue qui, je le sais instinctivement, pense comme moi...

Napoléon III avait longtemps refusé au général Cialdini, qui dirigeait les travaux du siège par terre, l'autorisation de se faire aider par son collègue l'amiral Persano, qui commandait la flotte piémontaise. Il voulait que la mer demeurât libre. Une escadre française commandée par l'amiral Le Barbier de Tinan, resta donc pendant quatre mois devant Gaëte, afin d'en empêcher le blocus. Mais lorsqu'il vit que cet obstacle aux assiégeants allait devenir le salut de François II, il se laissa persuader par l'Angleterre que la présence des Français en un pareil moment était contraire au fameux principe de non-intervention. L'amiral Le Barbier de Tinan reçut ordre de s'éloigner, et Persano qui, lui, paraît-il, n'intervenait point, eut toute facilité de croiser ses bombes

et sa mitraille avec celles de Cialdini sur la tête de François II et de ses fidèles Napolitains.

Accablé par le nombre, le malheureux Roi capitula le 13 février 1861 ; moins malheureux toutefois que ses vainqueurs, puisque seul des trois il n'avait rien à se reprocher et pouvait s'éloigner la tête haute. La félonie du roi de Sardaigne le rendait méprisable chez toutes les nations civilisées; quant à l'Empereur, si la conscience publique fut moins sévère pour lui, ce fut uniquement parce qu'on n'a connu que plus tard tout l'odieux de sa participation aux infamies de Castelfidardo et de Gaëte.

Un dernier emprunt à la correspondance du ministre des affaires étrangères à Paris et de l'ambassadeur de France à Rome sera la confirmation et comme le résumé de tout ce que nous venons de raconter. Ces deux intermédiaires désolés, mais faibles et finalement résignés, des turpitudes diplomatiques d'une année funeste, avaient assez de courage pour se renseigner franchement l'un l'autre, mais pas assez pour encourir une disgrâce en éclairant complètement leur maître. M. de Gramont écrit à M. Thouvenel :

Je vous préviens, pour votre information personnelle, que Villamarina, à Naples, a déclaré à plusieurs de ses collègues du corps diplomatique, que l'entrée des Piémontais, malgré le rappel de M. de Talleyrand, se faisait d'accord avec l'Empereur... Convenez que ma position n'est pas commode !

Je ne vous cacherai pas non plus que notre armée se sent profondément humiliée d'avoir à tolérer l'arme au bras un voisinage de ce genre ; mon avis est qu'il y aurait de l'imprudence à lui faire subir trop longtemps une pareille épreuve. Il ne faut pas nous faire d'illusion, jamais nous n'avons été jugés aussi sévèrement que nous le sommes aujourd'hui. Peut-être ne voyez-vous pas cela à Paris aussi clairement qu'on peut le voir du dehors, mais la vérité est qu'il n'y a personne qui ne soit entièrement convaincu de notre complicité avec les Piémontais. Le rappel de Talleyrand n'a fait aucun effet ; c'était prévu, cela devait faire partie de la mise en scène. Je ne puis vous peindre à quel point je souffre pour l'Empereur et pour moi-même de cette atmosphère de mépris et de répulsion qui commence à monter autour de nous... Si nous devons continuer, j'en serai réduit à me cacher, car il n'y a pas moyen de se soumettre à ce que suis exposé à voir et à entendre...

Une préoccupation professionnelle et en quelque sorte personnelle, ajoutait à l'embarras et à l'exaspération de M. de Gramont. Il se trouvait ridicule d'être si peu informé, lui qui aurait dû l'être avant tout le monde à Rome, et ne pouvait se faire à cette pensée que Napoléon III agissait en dehors de lui et entretenait avec la cour de Turin des relations occultes.

J'apprends avec tristesse, écrivait-il encore, que le comte Vimercati sert d'intermédiaire entre l'Empereur et le roi de Sardaigne. Rien n'est plus fâcheux et plus dangereux. Mais, je le connais de longue date, et je parle avec la certitude de ne pas me tromper ..

Voici une anecdote qui vous intéressera. La comtesse Alfieri, qui est une nièce du comte de Cavour, aurait écrit à une de ses compatriotes et amies, actuellement à Rome, que « son oncle, ne s'alarmait en aucune façon de la rupture des relations diplomatiques avec la France, du rappel de M. de Talleyrand ; qu'au contraire il y gagnait en réalité de n'avoir plus entre l'Empereur et lui des intermédiaires gênants, comme Talleyrand et Thouvenel ; qu'il était toujours sûr de s'entendre avec l'Empereur *parce qu'il le tenait par un lien que l'Empereur ne pouvait rompre*, etc., etc.

(Vient ensuite une *monstruosité* que ma plume se refuse à écrire.)

M. Thouvenel, désolé, lui aussi, mais déjà en quête d'excuses et d'accommodements, lui répond :

L'Empereur s'était persuadé que ses menaces suffiraient ; le fait a trompé ses prévisions... Sa Majesté, toutefois, ne juge pas qu'il lui soit possible de procéder à une intervention militaire dans l'Ombrie et dans les Marches.

Et, curieux quoique navré, il ajoute en post-scriptum :

Quel est donc ce lien avec M. de Cavour que l'Empereur ne saurait rompre ? *Monstruosité* est quelquefois bonne à connaître pour se diriger. Que votre plume fasse donc un effort.

Par malheur pour la postérité, avide de connaître les petites causes des grands évènements, l'effort de plume que M. Thouvenel demandait au duc, celui-ci ne jugea pas à propos de le faire, ou du moins il n'en existe pas de trace dans la suite de la correspondance et la *monstruosité* reste une énigme...

A moins que, quittant la correspondance de Thouvenel, on ne cherche la solution dans celle de Cavour.

Je vous avertis, écrivait celui-ci, le 20 janvier 1856, au chevalier Cibrario, que j'enrôle dans la file de la diplomatie la très belle comtesse Di..., en l'invitant à coqueter et à séduire, s'il le faut, l'Empereur... Je cherche à stimuler le patriotisme de notre très belle comtesse... [1]

Cinq jours après la capitulation de François II (18 février 1861), un Parlement italien se réunissait pour la première fois à Turin. Le traité de Zurich était réduit à néant, puisque l'unité se trouvait de fait substituée à la fédération. Le 14 mars le fait fut consacré par la langue officielle : Victor-Emmanuel II prit le titre de roi d'Italie. Il aurait dû, comme tel, s'intituler Victor-Emmanuel Ier ; mais il préféra rester dans la série des rois de Sardaigne et dispenser ainsi les chancelleries d'un acte de reconnaissance formelle qui répugnait à la plupart d'entre elles.

De toutes les puissances, l'Angleterre fut la première à reconnaître le nouveau royaume ; après Napoléon III, c'était elle qui avait le plus contribué à le former, quoique sans dépenser dans ce but un homme ni un écu. Les Etats-Unis, le Maroc, le Portugal, la Belgique et la Turquie le reconnurent aussi en 1861. Quant à l'Empereur des Français, il était fort embarrassé. L'unité italienne s'était créée en apparence malgré lui ; il avait protesté maintes fois contre les actes de piraterie de ses auteurs, jusqu'à rompre avec eux ses relations diplomatiques ; comment s'y prendrait-il pour les amnistier et proclamer son alliance avec eux ? La mort inopinée de

---

[1] L'éditeur du *Secret de l'Empereur* pense également, d'après les plus sérieux indices, qu'il s'agit d'une intrigue politico-galante qui avait pour héroïne une noble étrangère à laquelle on a attribué, depuis, le rôle d'agent secret du comte de Cavour. Les *Mémoires* du comte de Vieil-Castel, toujours à consulter quand il s'agit de la chronique scandaleuse de l'époque, renferment sur ce sujet des indications qui coïncident parfaitement, quant aux dates, avec l'hypothèse dont il s'agit.

Ce serait donc une intrigue galante nouée par Cavour qui aurait perdu Napoléon III. Rien n'est plus conforme aux faiblesses humaines. Toutefois nous avouons que cette explication d'un phénomène autrement inexplicable ne nous satisfait qu'à moitié, car si la passion a pu produire l'aveuglement chez l'Empereur elle n'a pas duré dix ans ; or l'aveuglement n'a cessé qu'avec le règne.

Cavour lui fournit une occasion d'attendrissement ; il en profita.

L'habile homme d'Etat piémontais, grand homme assurément si l'on pouvait être grand sans être honnête, fut enlevé le 6 juin 1861 par une courte maladie. Les Italiens le regrettèrent ; c'est naturel ; mettons-nous à leur place, supposons-nous livrés comme eux aux aspirations nationales, au désir ardent de ressaisir dans le monde une part d'influence et de grandeur pour une patrie qui jadis le gouverna : nous serons éblouis par le résultat et peut-être, nous aussi, nous éviterons, comme le firent quelques-uns des meilleurs d'entre eux, de regarder de trop près aux moyens employés. Lorsque le nouveau royaume fut proclamé, une foule passionnée entourait le palais Madame, à Turin, où se trouvaient réunis les députés de toute la péninsule, moins Rome et Venise. Le vieux Manzoni, malgré son âge et ses sentiments de justice et de piété bien connus, était venu à la cérémonie. On le vit sortir du palais en s'appuyant au bras de Cavour. Les applaudissements éclatèrent : « Voilà pour vous ! » dit en souriant le ministre au poète ; mais aussitôt Manzoni, retirant vivement son bras, se mit lui-même à battre des mains en montrant Cavour, et comme le tonnerre d'acclamations redoublait : « Eh bien ! monsieur le comte, voyez-vous maintenant pour qui sont les applaudissements ? »

La morale éternelle, qui est au-dessus des intérêts et des passions, réprouvera toujours les parjures et les brigandages à main armée d'où est sortie cette unité italienne, car il est impossible de donner d'autres noms au complot de Plombières, puis à l'envahissement en pleine paix du royaume des Deux-Siciles et de l'Ombrie. Frédéric II de Prusse ne fit pas mieux lorsqu'il envahit la Silésie sous prétexte de sauvegarder les droits de Marie-Thérèse à qui il la volait. Mais en laissant de côté les questions morales, si l'on ne considère que la petitesse des moyens jointe à la grandeur des résultats, Cavour est le plus grand homme d'Etat des temps modernes.

C'est lui qui fut le premier auteur des transformations que notre époque à vues s'accomplir dans la carte de l'Europe. Son continuateur Bismarck n'aurait probablement osé en concevoir même l'idée si Cavour n'eût pris l'initiative. L'un et l'autre, dans tous les cas, se fussent agités dans le vide s'ils n'eussent rencontré un levier étranger possédant la force qui manquait à leurs souverains respectifs. Ce levier était Napoléon III. Ils se l'asservirent tous deux par la flatterie et Bismarck le brisa dès qu'il se sentit assez fort pour s'en passer; mais c'est Cavour qui, par une intuition de génie, devina le parti qu'on en pouvait tirer; c'est Cavour qui lança l'Empire français dans la voie du suicide au profit d'autrui.

Seulement, pour revenir à notre sujet qui est Napoléon III, comment le qualifier, lui, le complice responsable, le principal créateur de l'unité italienne, lui qui n'était pas italien, mais français !

Quand on se mêle de diriger une nation, surtout si l'on s'est imposé à elle et si l'on n'a pas l'excuse de régner sans l'avoir désiré, au moins faudrait-il comprendre les principes les plus élémentaires de la politique internationale, celui-ci, par exemple, que si l'on a le bonheur d'avoir à sa frontière des états faibles parce qu'ils sont petits et divisés, le premier devoir est de ne pas s'en faire des rivaux redoutables en les grossissant par l'unification. Les anciens rois de France, qui ne furent pas tous des esprits supérieurs, étaient restés unanimes sur ce point. Tous s'étaient appliqués, comme de concert, à donner à leur empire, depuis les Alpes jusqu'aux embouchures du Rhin, cette prudente ceinture de voisins faibles. L'ambition du premier Bonaparte, qui, se croyant éternel, s'imaginait ne détruire qu'à son propre profit, et ensuite les stupides rêveries du second, qui cependant n'était pas un idiot, ont détruit à plaisir, en quelques années, ce travail de huit siècles. Il y a là un phénomène qui déconcerte l'historien.

Le fils de M. Thouvenel, dans les additions dont il a annoté la correspondance paternelle, nous a conservé un tableau de

la séance du conseil des ministres où fut décidé l'acte du suicide de la France.

Sur les ordres précis de l'Empereur, M. Thouvenel (non sans avoir passé plusieurs nuits blanches avant de sauter le fossé, comme il en fait confidence à M. de Gramont, le 16 juin 1861), M. Thouvenel avait préparé le rapport destiné à justifier devant l'opinion publique la reprise des relations diplomatiques avec l'Italie. L'Empereur, qui connaissait les sentiments de l'Impératrice et qui craignait ses récriminations, avait demandé à son ministre des affaires étrangères d'apporter à chaque conseil ce rapport dans son portefeuille, mais de n'en donner lecture que sur une invitation directe de sa part. Le temps s'écoulait, et le rapport ne sortait pas de sa cachette. Enfin, un matin, l'Empereur dit à M. Thouvenel : « Monsieur le Ministre, veuillez, je vous prie, renseigner le Conseil sur l'état de nos relations avec l'Italie. » M. Thouvenel tira de son portefeuille et commença à lire le rapport concerté avec Napoléon III, qui concluait à la reprise des relations. L'Impératrice, selon son habitude, assistait au conseil des ministres. Au milieu de la lecture, Sa Majesté se leva brusquement avec des signes de la plus violente agitation. Des larmes même jaillirent de ses yeux, puis elle quitta le salon, laissant les ministres stupéfaits. L'Empereur, après un assez long et pénible silence, dit alors avec son impassibilité habituelle, au maréchal Vaillant, ministre de sa maison : « Mon cher maréchal, veuillez suivre l'Impératrice, et occupez-vous d'Elle. » Puis, le conseil poursuivit ses travaux. Et la dépêche suivante fut envoyée, le 15 juin, par le ministre au chargé d'affaires de France à Turin, car la France n'avait plus auprès de Victor-Emmanuel qu'un simple chargé d'affaires, depuis la comédie du rappel de M. de Talleyrand :

« Le roi Victor-Emmanuel s'est adressé à l'Empereur pour lui demander de le reconnaître comme roi d'Italie... L'Empereur est disposé à accéder aux vœux du Roi, d'autant plus que notre abstention, dans les circonstances présentes, pourrait être mal interprétée... Toutefois, il ne faut pas que cette reconnaissance reçoive une signification inexacte... Le gouvernement de l'Empereur n'a caché en aucune circonstance son opinion sur les évènements qui ont éclaté l'année dernière dans la Péninsule. La reconnaissance de l'état de choses qui en est résulté ne pourrait donc en être la garantie, de même qu'elle ne saurait impliquer l'approbation rétrospective d'une politique au sujet de laquelle nous nous sommes constamment réservé une entière liberté d'appréciation. Encore moins, l'Italie serait-elle fondée à y trouver un encouragement à des entreprises de nature à compromettre la paix générale. D'autre part, nous n'entendons nullement affaiblir la valeur des protestations formulées par la cour de Rome, etc... »

L'ambassadeur de France à Rome, en fait d'abnégation, ne le céda pas à son chef. Il tâcha de se consoler par une réflexion politico-philosophique. « Je crois, écrivit-il à M. Thouvenel, que l'unité italienne sera une combinaison anti-française ; mais comme je suis convaincu qu'elle ne durera pas, je n'ai pas une répugnance absolue à en consentir l'épreuve transitoire. »

Quant au nouveau roi d'Italie, s'il eût gardé quelque chose des vertus de ses aïeux les ducs de Savoie, il eût grandement souffert, dans son honneur et sa fierté, de toutes les réserves et désapprobations dont on le flétrissait diplomatiquement. Mais il aspirait à l'impunité, non à l'estime. Comme tout autre « galant homme » surpris à dévaliser une maison et à « s'annexer » un porte-monnaie, il disait simplement : « Qu'on m'appelle du nom qu'on voudra, cela m'est égal, pourvu qu'on me laisse faire. »

La Prusse et la Russie ne consentirent à reconnaître l'honnête opération comme définitive qu'une année et demie après qu'elle se fut accomplie ; encore ne cédèrent-elles que par condescendance pour Napoléon III, qui le leur demandait comme un service personnel. L'Espagne et la Bavière se firent prier pendant cinq ans ; l'Autriche ne céda qu'après sa défaite de Sadowa.

Les répugnances trahies au Conseil par l'Impératrice attestent en elle plus de flair politique et plus d'honneur que n'en avait son mari ; mais ces révoltes du bon sens n'étaient, chez elle, qu'intermittentes, et presque toute la cour était gagnée à l'illusion italienne, tant par l'ascendant du prince Napoléon et de la Franc-Maçonnerie, que par le désir de plaire au maître. Ce malheureux Empereur, dans sa toute puissance, trouvait autour de lui fort peu d'hommes de caractère. M. Fould, ministre des finances, disait un jour au maréchal Randon : « Nous ne sommes, au Conseil des ministres, que deux défenseurs du Pape : vous, qui êtes protestant et moi qui suis israélite. — C'est exact et le Pape serait bien mal inspiré de chercher à nous convertir, répondit le maré-

chal (qui ne se convertit pas moins à la fin de sa vie) : il affaiblirait notre crédit en faveur de sa cause. »

Au point de vue des intérêts français, on ne saurait trop redire aux lecteurs âgés de moins de cinquante ou soixante ans que tous les journaux et tous les hommes politiques qui prônent aujourd'hui la laïcisation et accablent de leurs insultes la mémoire de Napoléon III prônèrent avec le même zèle la politique chère à son cœur, sur la question italienne et la question allemande. Les catholiques seuls s'y opposèrent avec ensemble. Sauf quelques rares courtisans, il n'y eut pas d'aveugles parmi les catholiques ; mais il y eut des clairvoyants dans les rangs des non catholiques. On aime à se rappeler l'indépendance dont firent preuve, vis-à-vis des Sociétés secrètes et des aberrations du souverain, MM. Thiers, Guizot, Proudhon, Lamartine.

Lamartine, qui n'était certes pas un incrédule, mais qui se tenait alors pratiquement en dehors de toute religion, écrivait à son ami Dargaud, le 9 janvier 1861 : « Vous savez ma pensée sur l'unité italienne, prélude de l'unité allemande, deux stupdités et deux trahisons... Dans deux ans, sauve qui peut !... »

Le grand poète orateur ne se trompait que sur la date.

M. Proudhon était prophète aussi dans sa brochure : *La Fédération et l'unité en Italie.*

Je comprends à merveille l'insistance avec laquelle l'Angleterre poursuit la formation de l'unité italienne, et je ne lui en veux pas.; je comprends également que Anglais, Belges, Autrichiens, Russes même applaudissent à cette politique, et je ne les en blâme point. Chaque peuple a le droit de rechercher ce qui sert le mieux ses intérêts ; et si la France, la première puissance militaire de l'Europe, la plus favorisée par sa position, inquiète ses voisins par le progrès de ses armes et l'influence de sa politique, pourquoi leur ferais-je un crime de chercher à l'amoindrir et de l'entourer d'un cercle de fer ? Ce que je ne comprends pas, c'est l'attitude de la presse française.

Il est manifeste que la constitution de l'Italie en une puissance unitaire, avec une armée de trois cent mille hommes, amoindrirait l'empire français de toutes les façons.

Politiquement, le conseil amphictyonique de l'Europe, jusqu'à présent composé des représentants de cinq puissances, va s'augmenter

d'une sixième, dont la voix naturellement nous sera contraire. Nous sommes trop voisins de l'Italie, nous avons trop de ressemblance avec elle, *nous lui avons rendu de trop grands services pour qu'elle nous aime.* L'ingratitude, en politique, est le premier des droits et des devoirs.

Stratégiquement, pendant que l'Espagnol nous menace à dos ; l'Angleterre, la Belgique, la Hollande de front ; l'Allemagne, l'Autriche et la Russie de flanc ; *l'Italie va nous tirer aux jambes* et nous pousser *la baïonnette dans le ventre*, du seul côté par lequel nous pouvions nous croire à l'abri. La coalition contre la France compte désormais un membre de plus. La parenté n'y fait rien : souvenez-vous de Joachim Murat et de sa femme Caroline.

Socialement, au point de vue de la religion et des idées, notre influence diminue, d'une part de tout ce qu'aura perdu notre puissance politique et militaire ; en second lieu, de tout l'avantage que nous assurait le titre de première puissance catholique, protectrice du Saint-Siège, soit que le Pape, dépouillé de ses Etats, se rallie à Victor-Emmanuel, soit qu'il s'exile de l'Italie. Protestants et anglicans le comprennent, et par avance s'en réjouissent ; ce n'est pas pour la gloire d'une thèse de théologie qu'ils combattent le pouvoir temporel.

Enfin, on entendra bientôt la prédiction de M. Thiers à la tribune : « Aujourd'hui que l'Italie a besoin de nous, qu'elle ne peut exister sans nous, oh ! oui, elle nous sera fidèle, *mais sa fidélité aura tout juste la durée de sa faiblesse.* »

Comme pour clore par une justification d'ensemble l'œuvre révolutionnaire maintenant accomplie, Napoléon III avait écrit à Pie IX en janvier 1861 :

Très Saint-Père,

La lettre de Votre Sainteté en date du 25 décembre me donne l'occasion de lui exprimer toute ma pensée. J'ai toujours regardé comme indispensable au bonheur des peuples catholiques l'accord des souverains avec le chef de la religion, car, lorsque cet accord existe, tout s'aplanit, et les questions d'amour-propre ou de droit strict disparaissent devant une entente amicale et des concessions réciproques. Mais lorsque de malheureuses circonstances ont fait naître la défiance et presque l'hostilité entre des pouvoirs créés par Dieu pour vivre dans la concorde, tout devient difficile. Les moindres divergences d'appréciation dégénèrent en embarras graves et en causes incessantes d'antagonisme. Ce qui se passe depuis dix-huit mois en est la preuve évidente.

Dès que les évènements exploités par les partis ont pu faire douter de mes sentiments à Votre Sainteté, l'esprit de défiance a remplacé

l'ancienne harmonie, et, à Rome comme à Paris, tout ce qui vient d'un des deux pays est suspect dans l'autre.

Cependant, au milieu des embarras créés par des conjonctures graves, ma conduite a toujours été nette dans les actes, pure dans les intentions.

Quand, il y a bientôt deux ans, je partis pour la guerre d'Italie, je déclarai à Votre Sainteté que j'entreprenais cette guerre avec deux sentiments profondément enracinés dans mon cœur : l'indépendance de l'Italie et le maintien de l'autorité temporelle du Saint-Père ; que je ne me faisais pas illusion sur la difficulté de concilier les intérêts de ces deux causes ; que je réunirais tous mes efforts pour y parvenir. Je suis resté fidèle à cette promesse, autant que les intérêts de la France me le permettaient. Les faits parlent d'eux-mêmes.

A la paix de Villafranca, j'ai souhaité que le Pape fût à la tête de la Confédération italienne, afin d'accroître sa puissance et son influence morale. Lorsque la révolution s'est développée contre mes désirs, j'ai proposé aux puissances catholiques de garantir au Saint-Père le reste de ses Etats. Quoique Rome fût devenue le centre de réunion de tous les ennemis de mon gouvernement, je n'en ai pas moins maintenu mes troupes à Rome. La sûreté de Votre Sainteté a été plus menacée, j'ai augmenté la force du corps d'occupation.

De quelle manière, cependant, ma conduite a-t-elle été appréciée? On m'a signalé comme l'adversaire du Saint-Siège ; on a ameuté contre moi les esprits les plus exaltés du clergé de France, on est allé jusqu'à solliciter l'archevêque de Paris de donner sa démission de grand-aumônier, on a voulu faire des évêques et de leurs subordonnés une administration étrangère, recrutant des hommes et de l'argent en dépit des lois du pays. Enfin Rome s'est faite un foyer de conspiration contre mon gouvernement, et cependant j'ai autorisé l'homme qui avait le plus ouvertement agi en qualité de partisan de la République à devenir le chef de l'armée du Saint-Père.

Tant de démonstrations hostiles n'ont rien changé à ma ligne de conduite. J'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour maintenir l'autorité du Pape, sans compromettre les intérêts de la France. On trouve néanmoins que je n'en ai pas fait assez. Je le conçois, mais je réponds : malgré ma juste vénération pour le chef de l'Eglise, jamais mes troupes, à moins que l'honneur de la France ne soit engagé, ne deviendront un instrument d'oppression contre les peuples étrangers. Et puis, après avoir fait la guerre avec le Piémont pour la délivrance de l'Italie, il m'était absolument impossible, le lendemain, de tourner mes armes contre lui, quelque blâme sévère qui pût d'ailleurs s'attacher à ses résolutions.

Dans l'état actuel des choses, je regrette vivement que nos rapports ne soient plus animés de cet esprit de conciliation qui m'aurait permis d'accepter les propositions de Votre Sainteté. Si elle engage l'archevêque de Paris à continuer ses fonctions, je ne doute pas que

ce prélat, recommandable à tant de titres, ne se conforme à sa volonté. Si néanmoins il persiste à se retirer, je chercherai parmi les évêques celui qui me paraîtra le mieux satisfaire aux exigences religieuses et aux convenances politiques.

Je fais des vœux bien sincères pour que le malaise et l'incertitude dans lesquels nous sommes aient bientôt un terme, et qu'ainsi je retrouve toute la confiance et toute l'amitié de Votre Sainteté.

NAPOLÉON.

Sans être persuadé par ces apologies intéressées, Pie IX tint cependant compte du mélange de faiblesse et de demi-sincérité qu'elles trahissaient. Dépositaire du patrimoine ecclésiastique et n'ayant pour le défendre que des armes spirituelles, il lança l'excommunication majeure contre les spoliateurs mais sans les désigner par leurs noms. Voici les termes de la sentence :

Nous déclarons que tous ceux qui ont pris part à la rébellion, à l'usurpation, à l'occupation et à l'invasion criminelle des provinces susdites de nos Etats, dont Nous Nous sommes plaints dans l'allocution du 20 juin et du 26 septembre de l'année dernière, de même leurs commettants, fauteurs, aides, conseillers, adhérents ou autres quelconques ayant procuré, sous quelque prétexte et de quelque manière que ce soit, l'exécution des choses susdites, ou les ayant exécutées par eux-mêmes, ont encouru l'excommunication majeure et autres censures et peines ecclésiastiques portées par les saints canons et les constitutions apostoliques, par les décrets des conciles généraux, et notamment du concile de Trente (Sess. XXII, chap. XI, *De la réforme)*, et au besoin, nous les excommunions et anathématisons de nouveau.

Il n'était pas possible d'en douter, Napoléon III se trouvait atteint, au moins comme « fauteur, aide, conseiller, ayant concouru à l'exécution ». Lui-même laissa voir son inquiétude, par le soin jaloux qu'il prit de supprimer la bulle, autant qu'il dépendait de lui. L'insertion d'une bulle précédente avait coûté la vie à l'*Univers* ; aucun journal catholique n'eût donc osé publier celle-ci. Le public complaisant s'imagina pourtant en avoir connaissance. Le *Siècle* et l'*Opinion nationale*, compères ordinaires beaucoup plus qu'opposants du gouvernement, se chargèrent d'amuser les cabarets aux dépens du texte inconnu ; ils le remplacèrent par un autre,

forgé de toutes pièces dans les ateliers maçonniques, et où les extravagances les plus réjouissantes, mêlées à des phrases odieuses, furent présentées sous la signature fausse de Pie IX. Les évêques voulurent rétablir la vérité, mais un décret, on s'en souvient, avait interdit à leurs communications l'accès des journaux.

Ce qu'il aurait fallu prévenir, c'était non la divulgation mais l'existence de l'anathème. Napoléon III, comme son oncle Napoléon Ier, fut atteint, au faîte de sa puissance, par cette foudre que les sages affectent de mépriser, cette foudre que lance un vieillard sans armée : *telum imbelle sine ictu.* On s'en égaya fort ; mais à partir du jour où ils furent touchés, ni à l'oncle ni au neveu plus rien ne réussit. « Le Pape pense-t-il faire tomber les armes des mains de mes soldats ? » demanda Napoléon Ier ; et il n'était qu'à trois ans de distance des tempêtes de neige qui allaient joncher de ces armes les steppes moscovites. « Dites de ma part à Napoléon III que l'épée de Dieu est prête à le frapper par la main des hommes, non par la mienne ! » s'écria Pie IX ; et quelques mois à peine après cette menaçante apostrophe, montait sur un trône secondaire un homme qui devait, dix ans plus tard, recevoir sur un champ de bataille l'épée de Napoléon III, et lui prendre sa couronne impériale.

CHAPITRE XVIII

Expéditions de Cochinchine, Chine, Syrie. — Traité de Commerce. — Amnistie. — Rétablissement de la Tribune parlementaire. — Discussions. — Aspromonte.

Afin de présenter sans interruption le grand drame de la création de l'unité italienne, nous avons réservé pour un chapitre spécial d'autres évènements simultanés qui marquèrent les trois années de 1858 à 1861, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Nous devons les reprendre maintenant.

Les relations de la France avec l'empire d'Annam remontent à Louis XVI, et celles avec le Siam à Louis XIV, qui reçut une ambassade de ces lointaines contrées. Mais Louis XVI est le premier qui y ait fait sentir effectivement notre action. Il aida une dynastie renversée à reconquérir l'Annam et, pour prix de cette assistance, se fit céder le port de Tourane, situé au fond d'une baie, non loin de la capitale de Hué.

Ces relations avaient été interrompues par la Révolution française et les guerres qui la suivirent. La Restauration essaya vainement de les renouer et de rentrer en possession de Tourane ; l'Annam resta fermé. Toutefois les anciennes missions furent reprises aussitôt après le rétablissement de la paix générale en Europe ; les difficultés qui arrêtaient les marchands ne furent pas un obstacle pour le zèle des apô-

tres, et un noyau sans cesse grossissant de catholiques se forma, au travers de persécutions intermittentes.

En 1858, l'empereur d'Annam, qui se nommait Tu-Duc, avait juré d'exterminer le nom chrétien. Il fit mettre à mort plusieurs prêtres français et espagnols, répandit à flots le sang de leurs néophytes et repoussa toutes les réclamations tant de la France que de l'Espagne. Il alla jusqu'à faire placarder, après le départ de l'envoyé français, cette inscription injurieuse : « Les Français aboient comme des chiens et fuient comme des chèvres. »

On était alors en guerre avec la Chine où une première expédition anglo-française était en train d'imposer le respect dû aux pavillons européens. Les amiraux Seymour et Rigault de Genouilly bloquaient Canton, qu'ils finirent par attaquer, ne trouvant aucun mandataire du gouvernement chinois avec qui s'expliquer. La ville prise, des plénipotentiaires se montrèrent enfin et un traité de paix et de commerce fut signé à Tien-Tsin par lord Elgin et le baron Gros (juin 1858).

Aussitôt que ce traité eut rendu disponible la petite escadre de l'amiral Rigault, celui-ci vint mouiller, le 1er octobre, dans la baie de Tourane, qu'on avait de tout temps signalée comme le point vulnérable de l'empire d'Annam, et le seul de la côte qui fût bien connu des navigateurs. Mais on avait eu beau débarquer dans une presqu'île, s'y retrancher, y créer à grands frais des magasins, des camps, des parcs, des batteries, et y soutenir de brillants combats, du moment qu'on n'en sortait pas pour pénétrer dans l'intérieur et marcher sur Hué, l'empereur Tu-Duc n'avait guère à en souffrir et ne laissait pas percer le moindre désir de traiter sérieusement.

C'est pour échapper à cette impuissance, résultat de la nature des lieux, que Rigault de Genouilly se décida à frapper ailleurs un coup plus efficace. Laissant l'ennemi concentré devant Tourane, il fit voile au Sud avec une partie de ses forces, pénétra dans l'embouchure du fleuve Donnaï, et le remonta jusqu'à Saïgon dont, le 17 février, par un heureux coup de main, il s'empara. C'était une pensée féconde que

celle d'établir ainsi un centre d'action au cœur de la plus riche province annamite ; néanmoins, l'amiral dépourvu de ressources suffisantes et pressé par des considérations plus fortes que sa volonté, dut renoncer à occuper la ville elle-même ; il la ruina et laissa quelques centaines d'hommes établis dans un petit poste qui n'en était séparé que par un cours d'eau. Les Annamites restaient solidement retranchés devant eux dans la plaine immense de Ki-Hoa, à quatre kilomètres seulement de Saïgon.

Pendant deux ans, une poignée de Français tint héroïquement, bloquée, en Cochinchine. On avait dû l'y abandonner. L'amiral Rigault de Genouilly était rappelé vers l'embouchure du Peï-ho, que les plénipotentiaires européens, revenant avec la ratification du traité de Tien-Tsin, avaient trouvée barrée. L'amiral anglais James Hope avait même subi un échec en voulant forcer le passage et perdu près de cinq cents hommes (juin 1859). Un petit détachement de soixante marins français avait eu quatre tués et dix blessés. La guerre avec la Chine était à recommencer.

Napoléon III et le gouvernement britannique voulurent que, cette fois, elle fût sérieuse et définitive. Quatorze mois après (20 août 1860), une puissante flotte combinée apparut devant Takou, à l'endroit même où avait eu lieu la violation du traité de Tien-Tsin. Sir Hope Grant amenait vingt-trois mille soldats anglais et le général Cousin-Montauban dix mille Français. C'était beaucoup en apparence, mais peu en réalité. Il fallait laisser plusieurs détachements en arrière pour assurer les communications, en sorte que les alliés n'avaient guère plus de vingt mille soldats pour attaquer un empire qui compte, dit-on, quatre cent millions d'âmes.

La correspondance du général Montauban avec le maréchal Randon prouve que, de même qu'au Liban l'année suivante, les principales difficultés à vaincre ne vinrent pas de l'ennemi, mais de la jalousie anglaise.

L'Angleterre tenait à conserver, dans l'expédition, la supériorité que lui donnait son commerce, bien plus important

que celui de la France. Sa grande préoccupation semblait être de faire considérer les Français comme des auxiliaires et, en quelque sorte, des subalternes. Elle avait donc réclamé et obtenu que le contingent de son alliée, qui devait être d'abord égal, fût notablement abaissé ; il est vrai que presque tous les Français étaient des combattants réels, tandis que les officiers anglais ou officiers de cipayes, avec leurs bagages et leurs cuisiniers, changeaient en non-valeurs la moitié de leurs soldats[1].

Les deux flottes prirent Takou, défendu par soixante-dix mille Tartares et remontèrent ensemble le fleuve, en enlevant successivement toutes les positions fortifiées. Quand les Français arrivaient les premiers, ils attendaient les Anglais; quand c'étaient les Anglais, la réciproque n'avait pas toujours lieu.

Les alliés marchèrent résolument sur Pékin. Leur principal effort eut lieu à Palikao[2]. Là ils rencontrèrent soixante mille Tartares, dont trente mille cavaliers, retranchés derrière un canal qu'il fallait franchir en face d'une artillerie nombreuse. La lutte dura cinq heures et se termina par la débandade de l'ennemi (21 septembre 1860).

Le surlendemain, le frère aîné de l'Empereur de Chine, le prince Kong se présenta en négociateur, demandant la paix. On exigea avant tout la remise des prisonniers et l'on apprit avec horreur que dix-neuf d'entre eux avaient été lâchement mis à mort. Cette nouvelle exaspéra les alliés ; elle excuse, jusqu'à un certain point, les pillages qui sui-

---

[1] Le général raconte qu'un jour, après avoir pris Tang-Kho, gros village fortifié sur la rive droite du Peï-ho, ils s'arrêtèrent en pleine victoire et firent arrêter les Français, au lieu d'attaquer immédiatement le fort de Yiv-Kia-pou, qui n'était qu'à deux kilomètres : il était onze heures et l'on n'avait pas déjeuné!

Montauban avait quitté la France le 22 janvier 1860 ; il arriva le 12 mars au rendez-vous où se trouvaient déjà les chefs de l'expédition anglaise. Ceux-ci qui, partis de l'Hindoustan, avaient beaucoup moins de chemin à faire, voulaient ouvrir les hostilités dès le 15 avril ; on eut beaucoup de peine à obtenir qu'ils ne fissent rien tout seuls.

[2] Plus correctement *Pali-Kiao*.

virent, mais dont il est juste de signaler les véritables auteurs.

Nous étions convenus, le général Grant et moi, raconte Montauban, d'occuper Yuenn-ming-yuen, palais d'été de l'Empereur, à quatre lieues au nord de Pékin. Le pays est tellement coupé de routes, de bois et de cours d'eau, que le général Grant s'est perdu avec son armée et que nous nous sommes trouvés tout seuls devant le palais gardé par des Tartares. Malgré une longue et assez pénible marche, j'ai fait occuper le palais à 7 heures du soir ; cette occupation ayant eu lieu de vive force, j'ai eu quelques hommes blessés, dont deux officiers. Mais j'ai fait placer aussitôt des sentinelles partout et désigné deux officiers d'artillerie, les capitaines Schelcher et de Brives, pour veiller à ce que personne ne pût pénétrer dans les appartements et que tout fût conservé intact jusqu'à l'arrivée du général Grant. A onze heures, il entra avec lord Elgin. Tous deux purent constater que rien n'avait été touché.

Des commissaires appartenant en nombre égal à chacune des deux nations procédèrent au choix et au partage des objets dignes d'être envoyés à Paris et à Londres.

Les choses ne s'étaient point passées ainsi quelques jours auparavant, à Chang-Kian-wan, où les Anglais avaient fait des prises importantes sans en rien dire. Nous ne faisons pas la guerre pour le butin ; chez eux, au contraire, les hommes pillent par corvées que conduisent des officiers ; et c'est un spectacle affligeant que de voir l'âpreté qui préside à ces tristes opérations, dans lesquelles se distinguent surtout les 6.000 coolies, sikhes ou cipayes employés comme domestiques par nos alliés.

Les Français ne furent cependant pas très chevaleresques non plus dans cette occasion, il faut le reconaître. Ils bivouaquèrent dans les édifices destinés aux femmes de l'Empereur de Chine. Là, les chevaux eurent pour litière un demi-pied de soie jaune impériale ; le soldat déchira, brisa, foula aux pieds tout ce qu'il ne pouvait emporter, jetant l'argent à cause de son poids. Plus d'un troupier donna un lingot d'or pour une bouteille d'eau-de-vie. Une armure portant au cimier une perle grosse comme un œuf fut offerte à Napoléon III ; on prétend que la perle se perdit en route. Le général Cousin-Montauban fait cet aveu : « Il eut été impossible de tout emporter, nos moyens de transport étaient trop bornés. » Mais au retour de l'expédition Paris se scandalisa de voir étaler,

à l'hôtel des ventes, des richesses et des curiosités dont nos mœurs, à défaut des lois de la guerre, ne justifiaient point le pillage.

Quand les Anglais se virent hors d'état de mettre complètement à sac ces immenses bâtiments qui se succédaient sur une étendue de quatre lieues, ils prirent la résolution la plus capable, selon eux, de diminuer leurs regrets. Lord Elgin fit mettre le feu à ce fameux palais d'été et ses soldats entretinrent l'incendie, pour le simple plaisir de détruire et de rendre à l'ennemi la défaite plus cuisante.

Ils se conduisaient en barbares vis-à-vis de barbares ; c'est la manière anglaise, et elle réussit. Effectivement, à la vue des ruines de cet édifice réputé inviolable et sacré, les Chinois accordèrent tout ce qu'on voulut.

La paix a été signée hier 24 octobre, par les Anglais, écrit encore le général Montauban ; notre tour arrivera aujourd'hui. Lord Elgin est entré en chaise, entouré de dix-huit porteurs (dix de plus que l'Empereur n'a droit d'en avoir) et avec deux heures de retard voulu et dont il ne s'est pas excusé. Il s'est montré méticuleux sur le cérémonial. Il a exigé que le prince Kong vint au devant de lui. Celui-ci n'y a consenti qu'avec une certaine répugnance. Ils se sont salués très froidement. Il y a eu quelques difficultés pour savoir qui se lèverait et s'asseoirait le premier ; enfin ils sont tombés d'accord de se lever et de s'asseoir tous deux en même temps, chaque fois qu'il y aurait lieu de le faire. M. Benton, photographe anglais très habile, a saisi l'ensemble du groupe, composé du prince Kong, d'un ministre chinois et des mandarins assis d'un côté de la table, et de lord Elgin assis de l'autre côté avec le général Grant et deux autres généraux anglais. On a remarqué que le prince, en prenant congé de lord Elgin, lui a lancé un regard chargé de ressentiment [1].

Le 25, neuf heures du soir. Je rentre de la signature ; tout est terminé. Le prince Kong a été fort gracieux pour M. Gros et pour moi. C'est un jeune homme de vingt-deux à vingt-cinq ans, d'une figure douce et spirituelle. Il semble un peu fatigué du lourd fardeau dont son auguste frère s'est déchargé sur lui.

Ces deux esquisses rapides de deux cérémonies identiques

---

[1] Qui sait si la Chine ne vengera pas un jour, à Calcutta et peut-être à Londres, l'humiliation de cette signature de traité ? L'hypothèse paraît invraisemblable à l'heure actuelle, mais quand la Chine aura conscience de sa force, l'Europe pourra éprouver bien des surprises.

ne montrent-elles pas bien le contraste de deux nations voisines mais si dissemblables : l'Anglais pratique, dur aux vaincus et plus exigeant en fait de chinoiseries que les Chinois eux-mêmes ; le Français imprévoyant, léger, aimable, insouciant, toujours prêt à l'oubli et ne voyant dans le vaincu d'aujourd'hui que l'ami possible du lendemain ?

Le général français fut créé comte de Palikao par Napoléon III.

Sauf une extension du droit de commercer et un peu de terrain à Shangaï pour bâtir chacune son quartier dans cette ville, les deux nations victorieuses n'exigèrent aucune cession territoriale. C'était la deuxième fois que semblable désintéressement était pratiqué par l'Angleterre ; mais elle dut en passer par là afin de ne pas laisser aux Français l'île de Chusan, qui leur avait servi de base d'opérations, et que le général Montauban proposait instamment de garder. Napoléon III tenait trop à l'alliance anglaise pour tirer parti malgré elle d'une expédition cependant assez coûteuse.

Il se dédommagea de son excessive générosité envers l'Angleterre par une générosité beaucoup moindre envers l'Espagne.

Ce fut en effet en revenant de cette campagne de Chine que l'amiral Charner, successeur de l'amiral Rigault de Genouilly, fit voile pour la Cochinchine et débloqua les braves de Ki-Hoa, avec le concours des Espagnols qui envoyèrent des renforts des Philippines et ne reçurent comme indemnité, que des remerciements et de l'argent.

Charner, le 23 février 1861, emporta les camps de Ki-Hoa, dissipa l'armée annamite et reprit définitivement possession de Saïgon. Les amas de riz incendiés par Rigault de Genouilly avant son départ brûlaient encore ; vingt-quatre mois n'avaient pu les éteindre.

Les Annamites se retirèrent à Mytho, sur le Cambodge et concentrèrent là toutes leurs forces. Charner les y suivit et s'empara de Mytho (avril 1862). Son successeur, le contre-amiral Bonard, prit possession de Vinlong, où l'on se battit

sept heures, et successivement du cours de toutes les rivières ou canaux qu'il faut remonter pour transporter le riz à Hué ; Tu-Duc se vit forcé de faire la paix (5 juin 1862).

L'Empereur des Annamites cédait à la France en toute propriété les provinces de Saïgon, de Bien-Hoa et de Mytho, et s'engageait à cesser toute persécution contre les chrétiens. Il ouvrit en même temps trois ports du Tonkin au commerce et promit de payer une indemnité pour les frais de guerre.

Deux ans après, la France étendit sa domination à trois nouvelles provinces ; la Cochinchine tout entière fut occupée, et ainsi commença ce vaste empire colonial de l'Indo-Chine française qui, par l'addition successive du Cambodge, du Tonkin et de l'Annam, a fini par se constituer entre deux empires plus grands encore : la Chine et l'Indoustan anglais. Ces deux voisins formidables mais qui, heureusement, ne peuvent guère s'entendre, le laisseront-ils subsister, si jamais il est coupé de la mère-patrie et abandonné à ses propres forces ?... Quoi qu'il arrive, la France ne doit pas oublier qu'elle doit cet empire à la prévoyance de Napoléon III, comme aussi elle doit à son imprévoyance et à son funeste principe des nationalités les dangers mortels qui la menacent elle-même sur les Alpes et sur les Vosges et qui peut-être ne lui permettront pas, au jour des grandes luttes inévitables, de songer à ses colonies lointaines.

La France fit, vers le même temps, une autre expédition pleinement désintéressée et qu'inspira l'humanité seule.

Il existe en Syrie, depuis le temps des Croisades, deux populations juxtaposées dans les campagnes, mêlées dans les villes, mais animées l'une contre l'autre d'une haine opiniâtre : les Druses et les Maronites. Les premiers sont musulmans, ont des habitudes guerrières et un caractère féroce ; les seconds sont catholiques, et, de plus, de mœurs patriarcales, comme toutes les tribus vouées à l'agriculture. En avril 1860, les Druses s'unirent aux Bédouins et aux Kurdes qui partageaient leur fanatisme et, avec la complicité des

Turcs, se jetèrent sur les chrétiens, après avoir incendié leurs maisons et brûlé leurs récoltes.

Il s'accomplit des actes d'une sauvagerie à peine croyable. En beaucoup de familles les hommes et les jeunes garçons furent hâchés en morceaux, les femmes outragées, puis égorgées, les jeunes filles emmenées pour être vendues. Deux mille de ces dernières disparurent ainsi de la seule ville de Damas. Les vieillards furent épargnés, mais on leur cassait les membres, on les criblait de blessures et on ne leur laissait intacts que les yeux pour voir et pour pleurer. Cent cinquante villes ou villages furent brûlés, seize mille chrétiens exterminés et soixante mille réduits à errer sans asile. A Damas, sans la généreuse intervention d'Abd-el-Kader, les Musulmans auraient tout détruit. Les massacres ne cessèrent qu'au milieu du mois de juin.

Dès qu'ils furent connus en France et en Europe, il n'y eut qu'un cri pour demander qu'on allât y mettre fin. Napoléon III fut le premier souverain qui prit des mesures dans ce but. Son appel fut entendu et compris partout, excepté en Angleterre, où l'annexion de la Savoie ne lui était point pardonnée. Malgré les objections du *Foreing office*, un petit corps expéditionnaire de douze mille hommes fut formé, sous le commandement du général de Beaufort d'Hautpoul. L'Empereur lui adressa, au camp de Châlons, la proclamation suivante :

Soldats, vous partez pour la Syrie, et la France salue avec bonheur une expédition qui n'a qu'un but, celui de faire triompher les droits de la justice et de l'humanité. Sur cette terre lointaine, riche en grands souvenirs, vous ferez votre devoir et vous vous montrerez les dignes enfants de ces héros qui ont porté glorieusement dans ce pays la bannière du Christ. Vous ne partez pas en grand nombre ; mais votre courage et votre prestige y suppléeront, car aujourd'hui, partout où l'on voit passer le drapeau de la France, les nations savent qu'il y a une grande cause qui le précède, un grand peuple qui le suit.

Il suffit, en effet, de montrer le drapeau de la France, tant

elle était alors redoutée et respectée, pour que l'ordre se rétablit dans le Liban. Mais à la vue des crimes froidement accomplis, un châtiment, au moins celui des chefs, fut jugé indispensable pour prévenir le retour de telles atrocités. La ville de Deir-el-Kamar, pour ne parler que de celle-là, fut trouvée absolument vide de créatures humaines. Entre les murs des maisons, noircis et croulants, on ne rencontra que des chiens et des vautours acharnés sur des cadavres. Dix-huit cents de ceux-ci gisaient encore, sans sépulture, là où le fer les avait couchés. Il s'en exhalait une odeur insupportable. A chaque pas les soldats heurtaient des débris humains à demi-rongés ; les chevaux se cabraient devant les exhalaisons des putréfactions entassées ou des mares de sang que le soleil avait mal séchées. Non loin du Conak, ou palais du gouverneur, on remarqua un trou percé à hauteur d'homme dans une muraille toute souillée de sang. On se demandait ce que ce pouvait bien être, lorsqu'une masse de mains restées en tas d'un seul côté de la muraille, juste au-dessous du trou, donna l'explication de l'énigme. Les Druses, amenant leurs victimes devant cette ouverture, les avaient obligées à y passer la main et s'étaient amusés à la leur trancher.

Les survivants, qui n'avaient pas osé reparaître en ces lieux maudits, y revinrent à la suite de notre armée ; c'était une pitié de les voir reconnaître et baiser les restes de leurs parents. Les maisons commencèrent à se relever par les mains des soldats et avec l'argent français. Les Druses s'étaient enfuis. Quant aux chefs et administrateurs turcs, leurs complices, le commissaire général Fuad-Pacha, nommé par le sultan, en fit fusiller deux, ainsi que huit hommes du menu peuple. Le reste s'échappa, ou bien les peines prononcées contre eux furent commuées.

Pour ménager les susceptibilités de l'Angleterre, il avait été convenu que l'occupation française ne durerait que six mois. Ce temps n'ayant pu suffire pour rassurer complètement les Maronites, l'expédition fut prolongée jusqu'au 5 juin 1861. Alors les troupes du général d'Hautpoul s'em-

barquèrent, accompagnées sur le rivage par les acclamations de la reconnaissance, et aussi par les cris d'angoisse des populations. Mais la flotte française continua à croiser longtemps en vue des côtes, pendant qu'une conférence travaillait à donner au Liban une constitution offrant plus de sécurité que le caprice des Turcs. Maronites, Druses et autres furent réunis sous un même gouverneur, qui doit être chrétien et qui, tout en reconnaissant la suzeraineté de la Porte, concentre dans ses mains les pouvoirs nécessaires pour assurer la tranquillité publique. Près de quarante années se sont écoulées depuis cette institution, due en grande partie à l'initiative de Napoléon III. Les critiques n'ont pas manqué, les difficultés non plus ; mais l'institution, en définitive, paraît avoir donné d'heureux résultats, et lorsque le fanatisme musulman s'est réveillé de nouveau, en 1895 et 1896, l'explosion n'a presque pas atteint le Liban. On a pu voir aussi, à cette dernière époque, combien la France, depuis ses malheurs, manque à la civilisation. L'Angleterre n'a pas cessé d'être libre de ses mouvements, et plus que jamais elle est maîtresse des mers. La Russie est à quatre journées de Constantinople par mer, et à huit ou dix par terre. Qu'ont-elles fait pour les chrétiens arméniens ? Des papiers diplomatiques ; rien de plus.

Malgré les expéditions communes en Chine, les Anglais nous boudaient toujours. Le plus sûr moyen de les ressaisir était de les prendre par leurs intérêts. C'est ce que fit l'Empereur en leur offrant un traité de commerce mentionné déjà à l'occasion de l'annexion de la Savoie.

Ce traité, élaboré d'une part par MM. Richard Cobden et Bright, de l'autre, par MM. Rouher et Michel Chevalier, fut surtout l'œuvre du premier de ces quatre hommes d'Etat. Sans établir, comme on l'a dit, le libre échange absolu entre la France et l'Angleterre, il supprimait entre elles toutes les prohibitions commerciales et les remplaçait par des droits protecteurs ne pouvant plus excéder d'abord 30 0/0 puis 25 0/0 de la valeur des objets importés. Il souleva les plus vives

clameurs dans l'industrie française sur qui il éclata comme un coup de foudre, et qui voyait ainsi ouvrir à la concurrence anglaise son propre marché ; mais il faut bien convenir qu'il était assez singulier de voir des industriels français maintenir leurs produits en France, grâce à la prohibition qui les y délivrait de toute concurrence, à des prix plus élevés que ceux auxquels ils les vendaient sur les marchés étrangers, malgré les frais de transport et les droits de douane qu'ils avaient à supporter.

Chose qu'on a peine à croire aujourd'hui, le ministère anglais ne parut désirer que fort peu ce triomphe sur le continent des doctrines de l'école de Manchester, dont Cobden était le grand promoteur. Il ne se préoccupait que des projets de descente qu'il prêtait à la France et il se montrait plus disposé à la guerre qu'à la paix. Gladstone seul ne cessait d'encourager Cobden.

Celui-ci, arrivé à Paris en octobre 1859, sans caractère officiel, s'était mis d'abord en rapport avec l'économiste Michel Chevalier et avec le ministre du commerce Rouher. Il avait obtenu par leur entremise une première entrevue, le 27, avec l'Empereur. Il l'avait trouvé fort perplexe, mais sut lui représenter avec chaleur les heureux résultats que la levée des prohibitions aurait pour les ouvriers français. Cette raison, toute de sentiment, paraît avoir été celle qui eut le plus de prise sur le cœur du souverain. Comme Cobden lui rappelait l'inscription gravée sur le piédestal de la statue de Robert Peel : « Il améliora le sort des classes laborieuses et souffrantes par l'abaissement du prix des denrées de première nécessité », Napoléon, ému, lui répondit : « De toutes les récompenses, c'est celle-là que j'envierais le plus. »

Néanmoins, il n'était que faiblement persuadé et renvoya le solliciteur au ministre d'Etat Fould qui, par amour de la paix, finit par se laïsser entraîner. Cobden rédigea avec Rouher et Fould un projet de traité ; mais il fallut, pour décider l'Empereur à signer, que l'ambassadeur Persigny

vint tout exprès de Londres lui dire qu'il s'agissait de la paix et du salut de sa dynastie.

Ses hésitations recommencèrent lorsqu'il dut révéler le secret du projet aux autres membres du cabinet ; Cobden réussit à convertir le ministre des affaires étrangères Walewski, comme il avait converti Fould ; mais le ministre des finances Magne, le ministre de l'intérieur Billault élevèrent les plus vives objections, et l'intervention de Persigny, au nom de la paix européenne, fut encore nécessaire pour déterminer l'Empereur à passer outre. Enfin, il prit son parti, et le 23 janvier le traité fut signé par les plénipotentiaires anglais et français.

La différence des institutions politiques se manifesta nettement dans cette occasion ; l'Empereur « s'engageait » et par suite engageait la France en vertu de son droit constitutionnel de conclure des traités de commerce sans l'intervention du pouvoir législatif qu'il se serait bien gardé de consulter, sachant qu'il y eût rencontré une opposition décidée ; la Reine s'engageait « à recourir à son Parlement pour être autorisée à exécuter les engagements qu'elle contractait. »

Le traité était fait pour dix ans, sauf à continuer ensuite, d'année en année, tant qu'il ne serait pas dénoncé. Le gouvernement anglais avait joué en tout cela un rôle absolument passif, laissant Cobden agir tout seul ; et le plus curieux, c'est que, tout en acceptant le traité, il ne cessa pas d'armer, et que pendant l'année 1860, la paix entre la France et l'Angleterre continua à courir les plus sérieux périls ; l'intervention de Cobden et la modération du gouvernement français réussirent seules à les conjurer.

Les négociateurs avaient posé en principe le droit absolu à exonération de ce qu'on appela les matières premières ; principe en lui-même fort contestable, car l'extraction du minerai ou du charbon, par exemple, ou la production de la soie dans une magnanerie ou celle de la laine sur le dos des moutons constituent aussi une industrie, et il n'existe pas, à

proprement parler, d'autres matières premières que la terre, les fleuves et la mer.

Le traité fut pour la France un véritable coup de théâtre ; cause de ruine pour quelques branches de l'industrie nationale, particulièrement dans la principale de toutes, qui est l'agriculture ; cause de bénéfices et de développements pour quelques autres ; mais secousse énergique qui les réveilla toutes en les mettant subitement en présence de la concurrence étrangère. L'industrie des soieries, celle des transports maritimes, les vins, les eaux-de-vie profitèrent tout particulièrement des nouveaux tarifs, et sans se préoccuper des industries minières ou agricoles plus ou moins sacrifiées, elles attribuèrent tout à l'Empereur [1].

Le seul reproche qui lui fut adressé à peu près unanimement dès le début, c'est que rien n'avait préparé le pays à une aussi forte secousse. Suivant une juste comparaison, la France était brusquement jetée, avec un vieux fusil à pierre, dans l'arène où l'Angleterre l'attendait avec des armes perfectionnées. Mais ces coups de théâtre étaient dans les habitudes de Napoléon III ; il se plaisait ainsi à démontrer à lui-même et aux autres sa toute puissance.

Toutefois, afin d'amortir le choc et de faciliter la transition, le Corps législatif donna au gouvernement la faculté de racheter les canaux, pour abaisser les prix des transports ; les travaux de construction des chemins de fer reçurent de toutes parts une impulsion nouvelle ; la Compagnie générale transatlantique fut fondée ; on eut des lignes nationales et régulières de paquebots allant de Bordeaux, Nantes, Mar-

---

[1] Mgr Thomas, évêque de La Rochelle (depuis archevêque de Rouen et cardinal), qui n'avait jamais été enthousiaste de l'Empire, causait un jour, après les désastres de 1870, avec un paysan saintongeais resté bonapartiste malgré tout, comme la masse de ses compatriotes. « Eh bien, lui disait-il, vous voyez où il nous a menés, votre Empereur ! — C'est vrai, Monseigneur, répondit le paysan ; pour la guerre il n'y entendait rien ; mais pour la vente des cognacs il n'avait pas son pareil ! » Cette appréciation du Saintongeais, en 1862, eût bien étonné en ce qui concernait la première partie ; mais pour la seconde elle était et resta celle d'une foule de commerçants à Lyon, à Marseille, à Bordeaux et ailleurs.

seille, au Brésil, aux Antilles et aux Etats-Unis ; quarante millions, restant non dépensés de l'emprunt de cinq cents millions pour la guerre d'Italie, furent mis à la disposition des industriels pour le perfectionnement de leur outillage. Inutile d'ajouter qu'ils échurent uniquement à ceux qui étaient en bons termes avec le gouvernement ; il en va toujours ainsi, sous tous les régimes.

On abrogea en même temps le pacte colonial ; les colonies françaises purent commercer avec l'étranger librement et sans aucune entrave.

La boucherie, à Paris, avait été déclarée libre par un décret du 24 février 1858. Le vent de libéralisme qui soufflait emporta aussi les entraves administratives mises au développement de certaines professions qu'on limitait jadis dans l'intérêt de la moralité ou de la santé publique, et de la dignité de ceux qui les exerçaient ; ainsi, par exemple, l'imprimerie et la pharmacie.

Un affranchissement plus incontestablement malheureux fut celui de la boulangerie. Après de longues discussions aux Tuileries et au conseil d'Etat, cette industrie fut déclarée libre en septembre 1863, et les boulangers de Paris cessèrent d'être obligés d'avoir constamment en réserve un approvisionnement de farines suffisant pour assurer pendant un an la nourriture de la capitale. La liberté commerciale et industrielle était à la mode ; les Parisiens ne trouvaient pas assez d'applaudissements pour son généreux promoteur Napoléon III ; ils étaient loin de prévoir que, sept ans plus tard, bloqués par l'ennemi, ils seraient obligés de se rendre, faute d'avoir conservé cette gênante mais prévoyante réglementation de la boulangerie.

On eût dit qu'une fatalité moqueuse se jouait de la sagesse impériale ; du moins si on ne le voyait pas alors, on l'a compris après coup. Au même temps où, sous prétexte de liberté, il préparait la famine et la capitulation de sa capitale, le vainqueur de Solférino ordonnait la refonte de ses monnaies et s'y faisait couronner de lauriers. Vaine et trom-

peuse couronne ! Du jour où il se l'attribua, il cessa de la mériter.

La période qui nous occupe fut encore marquée par deux graves mesures, d'ordre purement politique, dont les conséquences tournèrent franchement au préjudice de leur auteur ; nous voulons parler de l'amnistie et du rétablissement de la publicité des débats au Parlement.

L'amnistie fut publiée le 15 août 1859, fête de l'Empereur, au lendemain même du défilé triomphal des troupes revenant d'Italie à Paris. Elle était pleine et entière et s'appliquait « à tous les individus condamnés pour crimes et délits politiques ou qui avaient été l'objet de mesures de sûreté générale ». Elle ne fit guère que des ingrats. Plusieurs la refusèrent avec dédain, entre autres Victor Hugo, qui s'était fait de son exil un piédestal assez en vue pour qu'il pût craindre de n'en pas descendre sans se diminuer. Fidèle à un beau vers des *Châtiments*, que la plupart des lettrés connaissaient quoique la circulation en fût interdite en France :

Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là !

il écrivit fièrement : « Je partagerai jusqu'au bout l'exil de la Liberté ; quand elle rentrera, je rentrerai ».

Ceux mêmes qui acceptèrent l'amnistie se donnèrent la satisfaction de protester contre elle. M. Schœlcher écrivit : « M. Bonaparte n'a pas plus qualité pour nous accorder une amnistie qu'il n'en a jamais eu pour nous envoyer en exil... Depuis quand les violateurs de la loi sont-ils autorisés à pardonner à ses défenseurs ? » Et le colonel Charras : « Le criminel pardonne à ses victimes ; il devait emprunter ce nouveau trait aux Césars de Rome dégénérée. Devant l'opinion, devant l'histoire, je ne veux pas me prêter à ce changement de rôle... Moi, représentant du peuple que vous avez violenté, emprisonné, banni ; moi, officier que vous avez spolié, moi que vous avez persécuté sur la terre d'exil, je ne vous amnistie pas ! »

Enfin Louis Blanc :

On nous rouvre la France : tant qu'elle ne s'appartient pas, pourquoi en prendrions-nous le chemin ? Pour compléter la victoire de la force sur le droit ? pour achever de mettre le despotisme impérial au-dessus de tout contrôle ? Pour éteindre les quelques phares qui, entretenus par des mains françaises, peuvent encore briller dans le lointain aux yeux de notre infortuné pays ? Pour vivre esclaves parmi les esclaves ? Mieux vaut rester sur une terre libre, là où être exilé, c'est être un homme.

On raconte que dans la Révolution de 1789, à la première grande fête du Champ-de-Mars, on remarqua une cinquantaine d'Anglais qui portaient sur la poitrine une médaille avec ces mots : *Ubi libertas, ibi patria*. Sans prétendre ni juger ni blâmer ceux qui ne partageraient pas à cet égard ma façon de voir, je crois pouvoir dire que telle est la devise de quiconque a un sentiment exalté de la dignité de sa nature...

La plupart des proscrits se réservèrent de rentrer quand bon leur semblerait, en vertu de leur droit de citoyens, sans tenir compte du bon plaisir de Louis-Napoléon, et de rentrer pour y faire leur devoir contre lui ; car, disait Ledru-Rollin qui seul n'était pas compris dans l'amnistie, « tout républicain qui revient en France sans s'être dégradé est, en dépit de tout, un foyer rayonnant de lumière et un soldat prêt pour le jour prochain. »

L'opposition anti-dynastique se trouva donc non pas désarmée, mais renforcée dans ses moyens d'action. Ni la gratitude qui accompagne ordinairement la clémence, ni le temps écoulé depuis le coup d'Etat, ni la politique italienne de l'Empereur si complètement favorable aux vœux des républicains, n'avaient ramené les intransigeants de gauche. Le gouvernement s'en aperçut encore mieux après un deuxième décret qui, annulant tous les avertissements donnés aux journaux, rendit à la presse un peu de liberté, et surtout après le sénatus-consulte rétablissant la publicité des débats des Chambres et modifiant, par conséquent, un des articles les plus autocratiques de la Constitution.

Le discours de la Couronne (4 février 1861) indiqua à grands traits la réforme projetée. L'Empereur y comparait

habilement l'esprit qui avait dirigé les gouvernements avant et après la révolution de février :

J'ai décidé, disait-il, que tous les ans un exposé général de la situation de l'empire serait mis sous vos yeux, et que les dépêches les plus importantes de la diplomatie seraient déposées sur vos bureaux.

Vous pourrez également, dans une adresse, manifester votre sentiment sur les faits qui s'accomplissent, non plus comme autrefois par une simple paraphrase du discours du Trône, mais par la libre et loyale expression de votre opinion.

Cette amélioration initie plus amplement le pays à ses propres affaires, lui fait mieux connaître ceux qui le gouvernent comme ceux qui siègent dans les Chambres, et, malgré son importance, n'altère en rien la Constitution.

Autrefois, vous le savez, le suffrage était restreint. La Chambre des députés avait, il est vrai, des prérogatives plus étendues ; mais le grand nombre de fonctionnaires publics qui en faisaient partie donnait au gouvernement une action directe sur ses résolutions. La Chambre des pairs votait aussi les lois ; mais la majorité pouvait être, à chaque instant, déplacée par l'adjonction facultative de nouveaux membres. Enfin, les lois n'étaient pas toujours discutées pour leur valeur réelle, mais suivant la chance que leur adoption ou leur rejet pouvait avoir de maintenir ou de renverser un ministère. De là, peu de sincérité dans les délibérations, peu de stabilité dans la marche du gouvernement, peu de travail utile accompli.

Aujourd'hui, toutes les lois sont préparées avec soin et maturité par un conseil composé d'hommes éclairés, qui donnent leur avis sur toutes les mesures à prendre.

Le Sénat, gardien du pacte fondamental, et dont le pouvoir conservateur n'use de son initiative que dans les circonstances graves, examine les lois sous le seul rapport de leur constitutionnalité ; mais, véritable cour de cassation politique, il est composé d'un nombre de membres qui ne peut être dépassé.

Le Corps législatif ne s'immisce pas, il est vrai, dans tous les détails de l'administration ; mais il est nommé directement par le suffrage universel et ne compte dans son sein aucun fonctionnaire public. Il discute les lois avec la plus entière liberté : si elles sont repoussées, c'est un avertissement dont le gouvernement tient compte ; mais ce rejet n'ébranle pas le pouvoir, n'arrête pas la marche des affaires, et n'oblige pas le souverain à prendre pour conseillers des hommes qui n'auraient pas sa confiance.

Telles sont les différences principales entre la constitution actuelle et celle qui a précédé la révolution de février...

Epuisez Messieurs, pendant le vote de l'adresse, toutes les discussions, suivant la mesure de leur gravité, pour pouvoir ensuite

vous consacrer entièrement aux affaires du pays : car, si celles-ci réclament un examen approfondi et consciencieux, les intérêts, à leur tour, sont impatients de solutions promptes.

Les journaux retrouvèrent le droit, perdu depuis le Coup d'Etat, de rendre compte des séances parlementaires ; seulement, par une sage précaution que justifiaient malheureusement les abus de l'esprit de parti, ils ne purent insérer que des comptes-rendus succincts, rédigés par le secrétariat officiel, et les mêmes pour tous ; il ne fut donc pas possible de faire dire à un orateur autre chose que ce qu'il avait dit, ni d'enfler les discours des amis, ni de réduire à rien et de ridiculiser ceux des adversaires. Au surplus, le *Moniteur* du lendemain donnait *in extenso* les débats sténographiés et, à la condition de les reproduire en entier, tout journal pouvait les lui emprunter.

Un deuxième décret institua des ministres sans portefeuille, chargés de défendre devant les deux Chambres la politique et les projets du gouvernement. MM. Baroche, président du conseil d'Etat, Billault — que M. de Persigny remplaça au ministère de l'intérieur — et Magne, qui eut pour successeur aux finances M. Forcade de la Roquette, reçurent le titre de ministres sans portefeuilfe. Le plus remarquable de ces avocats politiques d'office fut M. Billault, ancien républicain, parole souple, jamais embarrassée, extrêmement habile à colorer du feu d'une émotion spontanée toutes les thèses de commande. Il est vrai que son antagoniste le plus habituel, dans l'opposition républicaine, ne jouissait pas d'une considération beaucoup plus grande. Il y a du comédien dans tout orateur ; mais chez ces deux hommes on croyait en voir beaucoup trop et si, d'une part, Billault était surnommé couramment le faux témoin de Sa Majesté, de l'autre, parodiant un mot de Cicéron, la malignité des habitués du barreau définissait Jules Favre : « *Vir malus dicendi peritus*, un méchant homme habile à parler. »

Le ministère d'Algérie et des colonies, à la tête duquel

M. de Chasseloup-Laubat avait remplacé le prince Napoléon, fut définitivement supprimé. M. de Chasseloup prit à la Marine la place de l'amiral Hamelin, nommé grand-chancelier de la Légion d'honneur; un nouveau ministère fut créé sous le nom de ministère de la Maison de l'Empereur et donné au maréchal Vaillant.

Notons aussi au passage un évènement extérieur qui, en France, demeura presque inaperçu, comme un simple fait divers. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV était mort le 27 janvier 1861; son frère lui succéda et prit le titre de Guillaume Ier. Le jour de son couronnement il dit aux chefs de son armée, avec hauteur, qu'il tenait de Dieu sa couronne, qu'il n'entendait pas qu'elle fût un jouet et qu'il comptait sur eux pour la défendre. Mais ce Guillaume Ier était déjà un vieillard. Il avait assisté aux batailles de 1814; on ne supposait pas qu'il pût en voir d'autres.

Il fut probablement assez surpris de recevoir, à peine couronné, une pressante invitation de se rendre à Compiègne. Il accepta; c'était le premier témoignage de complète et franche courtoisie donné par un monarque du Nord au parvenu des bords de la Seine que ni le Tsar, ni l'Empereur d'Autriche n'avaient encore visité chez lui. Napoléon III en fut charmé et comme ébloui. Il eut la naïveté de répéter de vive voix à son hôte une parole qu'il lui avait déjà fait transmettre, en 1858, par le marquis Pepoli: « A ses yeux la Prusse représentait l'avenir en Allemagne, tandis que l'Autriche représentait le passé; en s'attachant à l'Autriche, la Prusse se condamnait à l'immobilité; or elle était appelée à de hautes destinées; c'est d'elle que l'Allemagne attendait les progrès de l'avenir, et elle pouvait tout, en s'aidant des sympathies de la France. »

Guillaume Ier n'en pouvait croire ses oreilles. Il se demandait si l'élu du plébiscite ne lui tendait pas une amorce grossière autant que perfide, ou s'il était vraiment capable d'oublier à ce point les intérêts français. Mais la conduite tenue en Italie rendait absolument vraisemblable la sincérité

des désirs exprimés concernant l'Allemagne. L'unité allemande serait-elle moins périlleuse pour la France que l'unité italienne ? Or celle-ci était un fait accompli, accompli par la volonté du vainqueur de Solférino ; pourquoi l'unité allemande n'en deviendrait-elle pas un à son tour ?...

Guillaume Ier ne pouvait refuser sa voile au vent si inattendu mais si favorable qui se levait ; il résolut de l'y livrer avec réserve et il choisit aussitôt, pour surveiller ce bon vent, qui paraissait encore si douteux et si mal assuré, le pilote le plus prudent et en même temps le plus hardi que la Prusse eût rencontré depuis de longues années.

Le comte de Bismarck fut nommé ambassadeur à Paris, mais n'anticipons point ; cet homme mérite, à lui seul, un chapitre spécial.

Les concessions politiques de Napoléon III, quoique inattendues, étaient à peine enregistrées qu'on en demanda de plus grandes. Pour avoir droit d'être présentée et discutée publiquement, toute motion, toute proposition de loi devait être signée d'au moins cinq députés. Ce petit groupe d'opposants n'existait pas dans le premier Corps législatif ; il se rencontra dans le second et bientôt il va grossir dans le troisième. Les cinq de 1858 à 1863 étaient MM. Jules Favre, Emile Ollivier, Ernest Picard, Darimon, Hénon. En dépit de leur nombre minuscule, leur audace, leur ténacité, leur cohésion, comme aussi les encouragements du prince Napoléon, et même parfois ceux de l'Empereur dont ils servaient la politique étrangère, leur valurent une influence étonnante et qui alla en grandissant. Au vote ils ne comptaient pas ; mais dans l'opinion ils l'emportaient fréquemment sur la majorité ; or, en définitive, dans un pays comme le nôtre, c'est à l'opinion qu'appartient le dernier mot.

Le rétablissement de la liberté de la tribune ne fut donc nullement favorable à son auteur. C'est le châtiment et la faiblesse des pouvoirs fondés par la violence, qu'on ne puisse les discuter sans les ébranler. Pour que les hommes d'âge mûr achevassent d'oublier l'irrégularité de la naissance de

l'empire, pour que les générations nouvelles, dans les lycées et les écoles, l'ignorassent ou n'y fissent que peu d'attention, il aurait fallu la soustraire, longtemps encore, aux débats de la tribune et de la presse. L'autorité issue du parjure et de la force était condamnée à rester absolue ou à cesser d'être. En vain les apologistes plaidaient la légitimation, à défaut de la légitimité première ; en vain rappelaient-ils que le peuple est le juge unique et suprême, d'après les principes de la Révolution française, et qu'il avait tout amnistié, tout consacré, tout sanctifié : on sait que les partis, et même les plus chaudement révolutionnaires, n'acceptent les sentences du suffrage universel qu'autant qu'elles leur sont favorables. Dans le cas contraire, ils n'hésitent pas en appeler du peuple abusé au peuple mieux informé, et c'est ce que firent les vaincus du deux Décembre, avec un succès croissant, dès qu'on leur eut rendu la parole.

« Epuisez toutes les questions suivant la mesure de leur gravité » avait dit l'Empereur. Les membres du Parlement obtempérèrent si bien à cette invitation que la tribune française, muette depuis dix ans, se retrouva du premier coup vibrante et écoutée, surtout sur la plus grave des questions du moment : la question italienne.

Découverte plus précieuse encore, et presque aussi inattendue, la France apprit, par ces mémorables débats, qu'il lui restait non pas seulement des hommes éloquents, mais des hommes de caractère. Les deux plus grands orateurs de l'ancien parti catholique, MM. de Montalembert et de Falloux n'étaient plus là pour défendre, comme en 1849, la Papauté ; une coalition du gouvernement avec les républicains les avait écartés de la tribune, où ils n'ont plus reparu ; mais les droits violés sous la haute protection de l'Empereur trouvèrent d'intrépides champions parmi les meilleurs amis du chef de l'Etat.

Au Sénat le duc de Padoue, l'amiral Romain-Desfossés, le vicomte de Suleau, M. Le Verrier, M. de Heeckeren prirent successivement la parole pour flétrir les attentats commis ou

signaler les dangers de l'unité italienne. Rappelé à l'ordre par le président, le général Gémeau s'écria : « Quand je tombai sur le champ de bataille de Waterloo, j'obéissais à ma conscience de soldat ; aujourd'hui j'obéis à ma conscience de chrétien ! » Personne ne démontra avec plus de calme et de netteté que M. Barthe, premier président de la Cour des comptes, la nécessité du pouvoir temporel, garantie de l'indépendance du pouvoir spirituel et, en outre, intérêt français de premier ordre :

Devant l'Europe entière, dit-il, je vous demande de quel droit, quand un souverain est encore sur le trône, vous lui signifiez d'avance qu'il faut qu'il parte et que son trône vous appartient ? Mais, dit-on, de quoi vous mêlez-vous ? est-ce que cela vous intéresse ? Si cela nous intéresse ! Oui, et grandement ; cela intéresse le gouvernement d'un pays qui a trente-cinq millions de catholiques, et je vais vous dire comment. Nous avons proclamé en France la liberté de conscience : je la veux pour les cultes dissidents, non seulement pour les églises reconnues, mais encore pour toutes celles qui ne blessent pas l'ordre et qui demandent à manifester librement. La liberté, je la veux tout entière, mais je la veux aussi pour l'Eglise catholique, et je ne veux pas que cette liberté puisse être attaquée, ni même soupçonnée dans le chef de la catholicité. Or, comment voulez-vous qu'un souverain sans souveraineté établisse sa défense, qu'il soit protégé, qu'il ait la liberté des communications ? Quelle sera sa dignité ? Vous voulez l'enterrer, le cantonner dans une partie de Rome ; vous mettez autour de lui une ceinture de pouvoirs, parlementaires, militaires, révolutionnaires, et, dans cet emprisonnement, vous déclarez qu'il est souverain ! Mais il n'aura pas même de communications avec la Méditerranée.

Gardien des principes, l'Empereur ne voudra pas que le Pape, chef de la catholicité, soit le sujet et comme l'investi d'un autre souverain.

Dans ces paroles de M. Barthe « l'absence de communications avec la Méditerranée » était une allusion et une réponse à un autre discours, celui-là d'un prince et qui paraissait refléter la pensée secrète, la pensée « de derrière la tête » du chef de l'Etat. Le prince Napoléon, en effet, n'avait pas craint de se prononcer hautement, à la tribune du Sénat, pour les théories révolutionnaires et toutes leurs

conséquences, y compris l'invasion de Rome par son beau-père, le nouveau roi d'Italie :

Jetez, dit-il, les yeux sur un plan de Rome. Le Tibre divisant cette ville, sur la rive droite, vous voyez la ville catholique, le Vatican, Saint-Pierre ; sur la rive gauche, vous voyez la ville des anciens Césars, vous voyez le mont Aventin, enfin tous les grands souvenirs de la Rome impériale. Il y aurait possibilité, je ne dis pas de forcer le Pape, mais de lui faire comprendre la nécessité de s'y restreindre. Il y aurait possibilité de lui garantir son indépendance temporelle dans ces limites. La catholicité lui assurerait un budget propre à la splendeur de la religion et lui fournirait une garnison. — On pourrait lui laisser une juridiction spéciale et mixte pour des cas contestés ; on pourrait lui laisser son drapeau ; toutes les maisons qui sont dans la partie de la ville que j'indiquais, pourraient lui être données en toute propriété. L'histoire nous donne un exemple de cette neutralité : Washington, cette ville fédérale qui a fait longtemps l'objet du respect de tout le continent américain. — Vous auriez ainsi une oasis du catholicisme au milieu des tempêtes du monde. On traitera cela de chimère. Mais que de choses traitées d'abord de chimères ont été réalisées !

Le prince demandait l'unité de l'Italie avec Rome pour capitale ; il prétendait que « le catholicisme n'aurait qu'à gagner à voir le Pape dans une grande et honorable retraite, d'où il dominerait tout le monde et ne dépendrait de personne. » Et poussant jusqu'à la folie la bonne opinion qu'il avait de son jugement propre, il conseillait la sagesse au chef de l'Eglise, et la résignation chrétienne au souverain qu'il voulait déposséder de son patrimoine !

Le retentissement de ce discours étrange s'accrut encore du luxe inusité de télégrammes par lequel le ministère crut devoir le signaler à l'attention de tous les préfets et sous-préfets. Habituellement il n'y avait qu'un télégramme circulaire chaque matin, résumant le contenu du *Moniteur officiel* qui venait de paraître et mentionnant, à l'occasion, mais sans les analyser, les débats de la veille dans les Chambres. Cette fois il y en eut trois, coup sur coup, dans l'après-midi et pendant la séance du Sénat. Le premier annonçait que le prince Napoléon prenait séance ; le second qu'il était à la tribune et captivait l'attention de tous ses

collègues; le troisième que son discours, fréquemment et énergiquement applaudi, avait produit sur les auditeurs une impression si forte que la séance était restée forcément suspendue ; suivait l'ordre d'afficher ce discours dans toutes les communes de France; ce qui fut exécuté le lendemain. L'Empereur était-il informé de ces flagorneries ministérielles à l'adresse de son cousin ? Nous ne saurions le dire ; mais ce que nous n'avons pas oublié c'est que le ministère, interrogé par un membre du Corps législatif sur la signification et la portée exacte de ces trois télégrammes, en nia effrontément l'existence. L'interpellateur possédait les textes ; il les étalait en parlant, mais il n'en aurait pu démontrer l'authenticité qu'en laissant voir de quelle main indiscrète il les tenait ; il demeura coi. Tels étaient les procédés de certains ministres de l'Empire, très dignes, en vérité, de collaborer avec Victor-Emmanuel [1].

M. Billault, ministre sans portefeuille, autrement dit ministre de la parole, fut ému de la réprobation générale qui, jusques chez les impérialistes les plus prononcés, avait accueilli le discours du prince jacobin. Il chercha donc à dégager la responsabilité impériale et à n'attribuer qu'au Prince tout seul le projet de relégation du Pape dans le jardin du Vatican. Il rappela ensuite avec emphase les services éclatants rendus par l'Empereur à la Papauté, « la croix catholique relevée par ses armes jusqu'aux extrémités de l'Orient, les chrétiens protégés par lui en Syrie, le Pape choisi pour parrain de son fils. » Son argumentation revenait à ceci : « L'Empereur a fait du bien au Pape et à l'Eglise, donc il a droit de leur faire du mal. » Elle n'en ramena pas moins la majorité sénatoriale hésitante, qui attendait qu'on

[1] L'auteur de ces lignes était alors chef de la station télégraphique de Chaumont (Haute-Marne) ; il reçut les trois télégrammes et en porta lui-même au moins un au préfet de la Haute-Marne, M. Rostan d'Ancézune. Aussi ne fut-ce pas sans indignation qu'il lut ensuite les dénégations du ministre, M. de Persigny. Jamais il ne lui en coûta autant de garder le secret professionnel, qu'il croit pouvoir rompre aujourd'hui.

lui fournit non une conviction, c'eût été demander trop, mais une apparence de prétexte pour ne pas se prononcer contre le gouvernement. Toutefois la minorité, au scrutin, compta cinquante-neuf voix contre soixante-seize. Dans une assemblée tout entière choisie par l'Empereur et habituée à des votes ministériels unanimes, un pareil verdict équivalait à une réprobation formelle.

Les choses se passèrent à peu près de même au Corps législatif. MM. de Flavigny, Kolb-Bernard, Plichon, le comte de Ségur-Lamoignon, le vicomte Anatole Lemercier, et surtout M. Keller qui fit alors avec éclat ses premières armes oratoires, rivalisèrent de courage civique et de bon sens.

Qu'on ne cherche pas à rapetisser ce grand débat, s'écria M. Keller, qu'on ne vienne pas évoquer l'ombre des anciens partis. Nous ne sommes pas les soldats de je ne sais quelle patrie autrichienne, cachée sous le manteau de la religion.

La lutte est, comme en 1848, entre la foi catholique, en même temps française et romaine, et la foi révolutionnaire ; elle est entre des hommes qui, de part et d'autre, déploient ouvertement leur drapeau, et qui, à leurs idées mettent, quand il le faut, le sceau de leur sang. La France a été franchement révolutionnaire en 1793, franchement conquérante sous le premier Empire, franchement conservatrice en 1848 et en 1849.

Mais vous qui avez eu l'imprudence de rouvrir cette arène sans en mesurer l'étendue, qui êtes-vous et que voulez-vous être ? Etes-vous révolutionnaires ? Etes-vous conservateurs ? ou bien êtes-vous simplement spectateurs du combat ? Jusqu'à présent, vous n'êtes ni l'un ni l'autre, car vous avez reculé devant Garibaldi, en même temps que vous vous disiez son plus grand ennemi, car vous envoyiez à la fois une aide efficace au Piémont et de la charpie au roi de Naples ; car vous avez fait écrire dans les mêmes pages l'inviolabilité du Saint-Père et la déchéance du Saint-Père. Dites donc ce que vous êtes.

MM. Billault et Baroche répondirent avec habileté.

M. de Morny, qui présidait, usa de tous ses moyens d'influence et de séduction, en laissant entendre que ceux qui ne voteraient pas avec le gouvernement seraient traités résolûment en ennemis, fussent-ils des amis de la plus vieille date ; et l'on verra que sur ce point le gouvernement

tint parole. La politique impériale en Italie n'obtint que cent soixante et une voix (dont les cinq anti-impérialistes), contre quatre-vingt-onze, toutes impérialistes.

Quatre-vingt-onze mécontents au Corps législatif jusques-là si docile, et cinquante-neuf au Sénat, plus docile encore, il y avait de quoi donner à réfléchir. Evidemment le pays n'était pas avec les destructeurs du pouvoir temporel et les unificateurs de l'Italie. Renouvelées tous les ans, et toujours avec des minorités imposantes, jusqu'à la fin de l'Empire, ces protestations auraient dû éclairer l'Empereur. Une autre manifestation bien faite aussi pour lui ouvrir les yeux, c'est celle de l'opposition républicaine qui, non pas au Sénat, où elle n'existait pas, mais au Corps législatif, glorifiait chaque année Victor-Emmanuel et Garibaldi, et réclamait qu'on retirât les troupes françaises de Rome. Les auteurs de cette motion périodique étaient des ennemis jurés de l'Empire; nul ne l'ignorait et eux-mêmes ne s'en cachaient pas ; comment donc l'Empereur pouvait-il pencher de leur côté ? Au vote ils étaient cinq ; comment pouvait-il supposer que sa popularité fût intéressée à leur donner satisfaction ?

Non seulement dans les Chambres, mais à la Cour, la plupart des fidèles de l'Empire, qui avaient plus ou moins applaudi d'abord à la politique italienne, trouvaient maintenant qu'on était allé trop loin. Le docteur-sénateur Conneau, incorrigible jusqu'au bout, écrivait à son ami et confrère en carbonarisme, le comte Arese, le 7 mars 1863 :

« Mon cher ami, tu as su combien est grande l'hostilité qui s'est révélée ici contre notre pauvre Italie. Sauf l'Empereur, Mocquart, Persigny, Fleury et moi, tous lui sont hostiles. »

L'aveuglement de Napoléon III a donc quelque chose de mystérieux ; la suite nous fournira encore plus d'un trait de ce délire inexplicable. Confiant dans sa propre sagesse et dans sa fortune, seul ou presque seul, il marchait imperturbable dans ces trahisons italiennes où les autres spectateurs voyaient pour lui un mirage ; mais lui il croyait que c'énit le mirage qui était la réalité. Etrange renversement d'une

intelligence pourtant richement douée, ou plutôt châtiment fatidique du mépris affiché pour les lois éternelles de la morale, et leçon formidable pour ceux qui seraient tentés de l'imiter.

Le Ministre de l'intérieur, M. de Persigny, ne réussissant pas à intimider les catholiques, s'en prit à leurs institutions charitables, à la Société de Saint-François-de-Sales, à celle de Saint-François-Régis, et plus particulièrement à celle de Saint-Vincent-de-Paul. Il voulut priver cette dernière de sa pleine autonomie, et quoiqu'il ne l'accusât point de faire de la politique, comme il craignait qu'elle ne fût tentée d'en faire, il lui proposa de se laisser choisir un président général par le gouvernement. Celui-ci, dans le même temps, donnait un grand'maître à la Franc-Maçonnerie dans la personne du maréchal Magnan. Le nom de l'archevêque de Paris fut mis en avant pour la société de Saint-Vincent-de-Paul. Les diverses conférences qui la composaient, consultées, refusèrent. M. de Persigny prononça alors la dissolution de la Société ; toutefois, les conférences purent continuer à subsister isolément.

M. Fould, ministre des finances, apportait aux Tuileries des conseils meilleurs et donnait à la politique générale une plus sage direction. L'Empereur lui ayant exprimé ses inquiétudes au sujet du déficit qui allait toujours croissant dans les caisses de l'Etat : « Sire, lui dit le ministre, il y a un peu de notre faute à tous ; députés, sénateurs, chambellans, soit par bonté d'âme, soit pour nous rendre populaires, nous sommes sans cesse à puiser dans ce pauvre budget ; mais le plus coupable de tous, oserai-je le désigner à Votre Majesté ? — Parlez, dit l'Empereur. — Eh bien, c'est Votre Majesté elle-même : Elle ne sait rien refuser à personne. » L'Empereur sourit et demanda au ministre s'il connaissait un remède. — Oui, sire, mais il serait héroïque. — Dites toujours. — Il faudrait que Votre Majesté se liât les mains, qu'elle renonçât au droit d'ouvrir des crédits extraordinaires dans l'intervalle des sessions du Corps législatif. — Je le

ferai, dit l'Empereur, je veux me forcer à l'économie. » En 1861, un sénatus-consulte modifia la Constitution en ce sens que les crédits extraordinaires ou supplémentaires ne pourraient plus être accordés à l'avenir qu'en vertu d'une loi. Règle très sage, mais qui ne fut pas toujours rigoureusement observée ; elle ne l'est, du reste, sous aucun régime.

Les fêtes d'inauguration du boulevard Malesherbes et de plusieurs autres, la réception des ambassadeurs siamois, les visites princières du roi de Suède, du nouveau roi de Prusse, Guillaume Ier, du roi des Pays-Bas, endormaient la vigilance de Napoléon III sur les dangers plus ou moins éloignés dont sa politique ouvrait l'ère pour la France. Il n'avait d'autres soucis, pour le moment, en dehors des plaisirs qui commençaient à devenir peu séants pour son âge, que de soulager les nombreuses victimes de la crise du coton, née du traité de commerce, et d'écrire l'*Histoire de César*, à laquelle il se livrait avec ardeur.

Le monde politique était à l'apaisement ; Napoléon III, en Italie, jugeait que ses protégés venaient d'avaler d'assez gros morceaux pour que, dans l'intérêt même de leur existence, ils ne songeassent qu'à digérer en paix. Victor-Emmanuel et surtout Garibaldi se montrant toujours insatiables, il leur signifia nettement sa volonté.

Garibaldi n'en tint compte. Prenant pour cri de guerre : « Rome ou la mort! » il réunit quatre mille volontaires et annonça qu'il allait délivrer ce qu'il restait d'Italiens « sous le joug du Pape ». Victor-Emmanuel laissait faire, paraissant tout ignorer. Napoléon III lui fit signaler, par M. Thouvenel, les agissements de Garibaldi. « Je n'y suis pour rien, je les désavoue », répondit avec empressement le nouveau roi d'Italie. Et l'on crut que la comédie des annexions allait avoir une répétition. Il n'en fut rien. L'Empereur répliqua en homme qui veut être obéi : « Garibaldi est sujet italien ; s'il trouble l'ordre, arrêtez-le, et si les moyens vous manquent, je suis prêt à vous aider. » Comme, selon le proverbe, c'est

le ton qui fait la chanson, Victor-Emmanuel comprit que, cette fois, c'était sérieux. Il s'exécuta.

Le colonel Pallaviccini, à la tête de deux mille quatre cents bersagliers ou fantassins de l'armée régulière italienne, reçut ordre d'arrêter les bandes garibaldiennes. Il les poursuivit, les enveloppa en Sicile, mais elles lui échappèrent en partie ;. Garibaldi s'empara d'un bateau à vapeur, y monta avec un millier d'hommes, tenta de surprendre Reggio et se jeta dans les montagnes de la Calabre. Les Italiens l'y suivirent.

La rencontre eut lieu à Aspromonte, le 29 août 1862. Le combat dura peu, Garibaldi ayant reçu, dès le début, une balle au pied droit. Il y eut douze morts et cinquante blessés.

Les combattants suspendirent la lutte, à la nouvelle que Garibaldi était tué ; puis, bientôt ils se mêlèrent et s'embrassèrent. Eh quoi, se disaient-ils, nous battre les uns contre les autres, nous qui, l'an dernier, marchions si bien ensemble à Capoue et à Gaëte ! Le monde est donc bien changé ! « — Il n'y a rien de changé en Italie, dit Garibaldi qui, assis, fumait un cigare tandis qu'on sondait sa blessure ; le Pape est toujours un tyran et Victor-Emmanuel un roi galanthomme ; mais de l'autre côté des Alpes tout est changé ; on ne peut rien sans ce Bonaparte, il nous paiera un jour sa défection ! »

La balle de Garibaldi ne put être extraite que plus tard, et non sans peine, par le docteur Nélaton. Le chef des chemises rouges fut emprisonné pour la forme, le 2 septembre, au Varignano, dans le golfe de la Spezzia, puis amnistié et relâché dès le 15, avec tous ses compagnons d'armes. Le monde entier fit écho à sa plainte ; car si Garibaldi était un fanatique, un énergumène, du moins il était sincère. Le service que Napoléon III venait de rendre à la cause de l'ordre européen fut donc de ceux qui n'attirent la reconnaissance de personne. La Révolution s'en montra exaspérée et les conservateurs trouvèrent à Aspromonte la pleine justification de leurs griefs : « Voilà, se disait-on, voilà comme les choses se

seraient passées à Castelfidardo et à Gaëte, si l'Empereur des Français l'avait voulu ! »

La série des annexions piémontaises se trouvant décidément enrayée et l'achèvement de l'unité italienne ajourné à des temps plus favorables, il ne restait à Napoléon III, avant de clore la première période d'exécution, qu'à remercier ses principaux collaborateurs. M. de Gramont, le premier, reçut la récompense de ses constantes capitulations dans la question romaine. On lui donna l'ambassade de Vienne qu'il convoitait depuis longtemps, non seulement comme poste plus élevé, mais comme un repos. En lui transmettant cette bonne nouvelle, le Ministre des affaires étrangères lui écrivit avec mélancolie :

On est bien malheureux, mon cher duc, lorsqu'on ne l'a pas désiré, de se trouver mêlé à la question romaine, et si j'ai eu la bonne chance de vous tirer de la tempête, plaignez-moi d'être resté exposé à ses fureurs... Les perplexités de mon esprit, je n'ose dire de ma conscience, sont grandes ; je voudrais être plus vieux de deux ou trois mois.

C'est le 26 août 1862 que M. Thouvenel jetait ce cri de malaise. Les deux mois désirés ne s'écoulèrent pas complètement sans qu'il reçut, lui aussi, sa récompense, mais sous une autre forme. Le 15 octobre, l'Empereur lui signifia brusquement son congé par un billet de dix lignes :

Saint-Cloud. 15 octobre 1862.

Mon cher Monsieur Thouvenel,

Dans l'intérêt même de la politique de conciliation que vous avez loyalement servie, j'ai dû vous remplacer au ministère des Affaires étrangères ; mais en me décidant à me séparer d'un homme qui m'a donné tant de preuves de dévouement, je tiens à lui dire que mon estime et ma confiance en lui ne sont nullement altérées.

Je suis persuadé que, dans toutes les positions que vous occuperez, je pourrai compter sur vos lumières comme sur votre attachement et je vous prie de croire, de votre côté, à mon amitié sincère.

Napoléon.

Il le remplaçait par M. Drouyn de Lhuis, homme complètement et résolument honnête, qui n'eût jamais prêté les

mains aux répugnantes besognes des deux années précédentes.

Thouvenel avait bu le calice et, comme on dit en style figuré, avalé les couleuvres ; on l'éloignait comme un témoin désagréable à rencontrer ; on le repoussait comme on repousse un remords [1].

---

[1] Le duc de Gramont, bien abrité dans son ambassade de Vienne, en attendant de devenir à son tour ministre des affaires étrangères et de rencontrer là une expiation beaucoup plus terrible, envoya à M. Thouvenel ses condoléances affectueuses. Celui-ci lui répondit au bout de trois mois :

« J'ai sur la conscience, mon cher duc, dirai-je le regret ou le remords, de n'avoir pas, malgré votre appel amical, continué avec vous une correspondance qui m'était si précieuse. Je vous dois à ce sujet une explication et je profite d'une occasion pour vous la donner. Pendant les premiers mois qui ont suivi ma retraite, les nombreuses lettres que j'ai reçues des divers coins du monde me sont parvenues portant des traces visibles d'effraction ; j'ai su que mes réponses avaient eu le même sort et j'ai pris, à partir de ce moment, le sage parti du silence. Je n'en garde pas moins le souvenir, etc. »

On savait déjà, par les papiers découverts aux Tuileries après le 4 septembre 1870, que le cabinet noir n'était pas une fiction sous l'Empire, et dix-sept lettres du général Félix Douai à son frère, interceptées à la poste et trouvées en copie sur le bureau de l'Empereur, témoignèrent de la vigilance de la police secrète. Mais on aurait pu croire que les hauts dignitaires échappaient à ce contrôle avilissant. On voit, par le cas de M. Thouvenel, qu'il n'en était rien. Dans ce monde de conspirateurs on n'avait les uns pour les autres que l'estime et la confiance qu'on devait avoir.

CHAPITRE XIX

EXPÉDITION DU MEXIQUE ; PUEBLA. — INSURRECTION DE POLOGNE. — ÉLECTIONS DE 1863

Le fameux axiôme « l'Empire c'est la paix » était bien loin désormais. Dans ses dix premières années, Napoléon III avait fait la guerre en Russie, en Italie, en Chine, en Cochinchine et déjà il était engagé dans une nouvelle expédition non moins lointaine mais beaucoup plus grave : en Amérique.

La pensée-mère de cette expédition aurait fait honneur à la politique impériale, si le coup d'œil et la décision dans l'exécution avaient répondu à la haute prévoyance de la conception. L'Empereur paraît s'être proposé de dresser une barrière, dans le Nouveau-Monde, entre la race anglo-saxonne et les races latines sans cesse refoulées par elle. Ce n'est point pour le consoler de son échec, ni par flatterie, qu'on lui a attribué une aussi sage pensée. Il écrivait au général Fleury, de Fontainebleau, le 20 mai 1862 : « Si le Mexique conserve son indépendance et l'intégrité de son territoire, si un gouvernement stable s'y constitue, nous aurons rendu à la race latine, de l'autre côté de l'Atlantique, sa force et son prestige. »

C'était bien ainsi que le comprenait, de son côté, le chef de la race anglo-saxonne, le président Lincoln, lorsqu'il soutint Juarez avec une si indomptable énergie.

Les circonstances étaient favorables. La grande République

du Nord s'était scindée en deux moitiés sensiblement égales qui luttaient l'une contre l'autre avec une telle ardeur, et de telles alternatives de succès et de revers, qu'il était difficile de prévoir de quel côté pencherait la victoire. Si la France, à ce moment, avait jeté résolûment son épée dans la balance, comme sous Louis XVI, les Confédérés de Richmond l'auraient certainement emporté sur les Fédéraux de Washington et la scission restait définitive ; l'immense Amérique du Nord serait aujourd'hui partagée en quatre grands Etats indépendants, dont un de race hispano-indienne, un autre de race française — en partie du moins : le Mexique, le Canada, la République anglo-saxonne confédérée et la République anglo-saxonne fédérale. Napoléon hésita, attendit, comptant que les armées du président Davis battraient toutes seules celles du président Lincoln. L'évènement trompa son attente, et alors il fut trop tard. Les vainqueurs lui signifièrent dédaigneusement qu'il eût à se retirer du Mexique, et cette expédition qui devait empêcher Mexico et Guatemala, Lima et la Havane, Montevideo et Buenos-Ayres d'avoir le sort de la Floride et de la Louisiane, du Texas et de la Californie ; cette expédition faite pour conjurer les dangers que pourra courir un jour l'indépendance de la vieille Europe elle-même, n'aboutit qu'à rendre plus forte et plus menaçante la formidable unité anglo-américaine.

Le prétexte principal et l'entrée en matière furent beaucoup moins nobles que le projet. Un banquier, nommé Jecker, avait prêté quatre à cinq millions au gouvernement de Miramon, président contesté de la République mexicaine. Miramon ayant été vaincu et chassé par son compétiteur, l'indien Benito Juarez, Jecker n'en réclama pas moins le remboursement, produisit un mémoire qui décuplait le montant de sa créance et y intéressa le duc de Morny en lui offrant trente pour cent sur ses recouvrements.

Il était Suisse, ce ne fut pas un obstacle ; on le naturalisa Français et la France prit sa cause en mains.

Comme le Mexique était en pleine anarchie, que les étran-

gers y étaient alternativement rançonnés et pillés par les deux partis, et que Juarez venait de suspendre le paiement d'indemnités dues à des Français, à des Espagnols et à des Anglais, Napoléon III entraîna l'Espagne et l'Angleterre dans une alliance ayant pour but unique la demande au gouvernement mexicain de l'exécution des obligations contractées par lui envers les sujets des trois puissances. Un traité dans ce but fut signé à Londres le 30 novembre 1861.

Le 7 janvier de l'année suivante, six mille Espagnols, trois mille Français et mille Anglais débarquèrent à la Vera-Cruz. En même temps les commissaires des trois puissances adressèrent à la nation mexicaine un manifeste. « Ils vous trompent, disaient-ils, ceux qui prétendent que, derrière de justes réclamations, les alliés cachent des plans de restauration et d'intervention dans vos affaires intérieures. »

Juarez, trop faible, négocia. Le général Prim, commandant en chef espagnol, qui était un soldat de fortune plutôt qu'un diplomate, conclut, au grand étonnement de l'Europe, le 19 février 1862, un traité, qui a reçu le nom de convention de la Soledad, et qui stipulait que, pendant la durée des négociations, les forces alliées, afin de se soustraire aux fièvres du littoral, occuperaient les trois villes de Cordova, Orizaba et Tehuacan avec leurs rayons, mais qu'elles se retireraient loyalement sur leurs positions premières, en avant de la Vera-Cruz, si les négociations n'aboutissaient pas.

Les trois gouvernements furent unanimes à blâmer cette convention. Toutefois ils ne purent tomber d'accord sur leurs obligations respectives et l'interprétation du traité de Londres. Une rupture s'en suivit ; l'Angleterre et l'Espagne rappelèrent leurs soldats. Les Français, restés seuls, reçurent un renfort de trois mille cinq cents hommes, et avec eux le général mexicain Almonte et d'autres émigrés qui ne cachaient point leur but : le renversement de Juarez, champion des libéraux et des démagogues. C'était, selon Almonte, le seul moyen de rétablir l'ordre au Mexique et d'obtenir les satisfactions demandées. Cette manière de voir était parta-

gée à Paris par le duc de Morny, l'Impératrice et l'Empereur.

Dans la séance du 13 mars, au Corps législatif, M. Jules Favre exprima des craintes sur l'extension du projet primitif et avoué. « Est-il vrai, demanda-t-il, qu'on se propose d'établir un empire mexicain ? On désigne même, comme empereur futur, l'archiduc Maximilien, frère de l'Empereur d'Autriche. » M. Billault répondit : « C'est là un simple propos d'officier ; avant vous, lord Cowley s'en étant ému, notre ministre des affaires étrangères lui a dit textuellement que cela n'est pas vrai, J'affirme donc que jamais une telle combinaison n'est entrée dans la pensée du gouvernement. Quand on insinue de pareilles suppositions, on devrait au moins avoir quelques preuves ; or ici on n'en a pas l'ombre. »

M. Billault était-il de bonne foi en lançant cette affirmation ? Il paraît difficile qu'il ignorât les négociations engagées depuis plusieurs mois déjà entre Maximilien et Napoléon. M. de Kératry affirme qu'elles avaient abouti dès la fin de 1861, et que dès lors la France et l'archiduc étaient liés l'un envers l'autre[1]. Mais les preuves manquaient à l'opposition, et, pour une fois que Jules Favre avait raison, la majorité hua Jules Favre.

Le gouvernement français commit un autre acte d'indélicatesse qui lui fut amèrement et justement reproché. Sous prétexte que nos malades n'auraient pas été en sûreté si on les eût laissés seuls à Orizaba, nos soldats, à la reprise des hostilités, ne rétrogradèrent point en masse sur la Vera-Cruz, quoique ce fût une des conditions des préliminaires signés à la Soledad. Des rapports inexacts avaient fait croire au général en chef, comte de Lorencez, que Mexico, las de Juarez, n'attendait que la présence des Français pour se déclarer en leur faveur. On marcha sur Mexico.

On avait franchi le défilé de Las-Cumbres et l'on débouchait sur un plateau élevé de douze cents mètres, où sont

---

[1] Comte de Kératry. *L'Elévation et la chute de Maximilien.*

situés d'abord Puebla, ensuite Mexico, lorsqu'on se trouva en vue de la première de ces deux villes, très grande, très riche, peuplée de soixante-quinze mille à quatre-vingts mille âmes. C'était, disait-on, la ville du monde qui avait été le plus souvent assiégée, tellement qu'elle allait l'être pour la cent cinquantième fois. On ignorait que toute l'armée de Juarez s'y était concentrée.

Le 5 mai, au matin, des colonnes de zouaves et de chasseurs furent lancées à l'assaut des forts de Guadalupe et de Loreto qui dominent la ville ; mais au lieu de ne rencontrer qu'un semblant de résistance, comme on l'avait annoncé, elles allèrent se heurter contre un couvent massif transformé en forteresse, défendu par une garnison de deux mille hommes, protégé par une artillerie énergiquement servie et par tout un système de feux combinés. Quelques-uns des plus intrépides assaillants arrivèrent, sous un déluge de fer, jusque dans les fossés du fort, se hissèrent sur les murs et s'y firent tuer ; le reste échoua au pied. On s'était présenté sans matériel de siège, avec une artillerie de campagne insuffisante pour faire brèche, et on s'était précipité sur des fortifications défendues par de l'artillerie et un triple étage de mousqueterie.

La ville étant imprenable avec les moyens dont on disposait, il fallut reculer jusqu'à Orizaba, juste au moment où la *Revue des Deux-Mondes* écrivait (1er juin) : « A l'heure qu'il est, nos soldats ont sans doute bravement planté notre drapeau à Mexico. » On ne voulait pas croire encore en France, à la fin de juin, aux dépêches américaines qui annonçaient l'échec de Puebla.

Cet échec eut les plus graves conséquences. L'honneur militaire se trouvait engagé, et on allait être obligé, pour le réparer, de porter par des envois successifs notre corps expéditionnaire jusqu'à trente-cinq mille hommes avant de pouvoir reprendre la marche en avant ; disons cependant que c'était encore un bonheur qu'il se fût produit à Puebla ; que fût-il arrivé, en effet, si nous l'eussions rencontré plus loin dans l'Ouest, et séparés par une distance plus grande

encore de notre base d'opérations ? D'un autre côté, il donna à Juarez le prestige d'une victoire, en exaltant l'instinct de résistance de ses partisans et en réduisant au silence tous ceux qui attendaient un succès de nos armes pour se tourner vers nous. Le général Lorencez préserva ses troupes d'un désastre complet en opérant sur Orizaba une retraite aussi habile que périlleuse, à travers trente lieues d'un pays boisé, inondé et dominé par des collines que couronnaient les tirailleurs mexicains. Zaragosa, lieutenant de Juarez, prit position sur le mont Borrégo, à quatre kilomètres d'Orizaba. De là il fit faire des propositions d'accommodement à Lorencez qui, pour toute réponse, envoya un détachement le déloger de ses retranchements. Il suffit de deux compagnies pour enlever ce mont Borrégo, qu'on disait imprenable et mettre en fuite trois mille hommes. Deux cent cinquante Mexicains furent tués ou blessés, trois cents pris, et le reste dispersé. Cela n'empêcha point Zaragosa d'être comparé, comme son nom s'y prêtait si bien, au défenseur de Saragosse, et quand il mourut subitement quelque temps après, on transporta son corps à Mexico, au milieu des plus grands honneurs, et on mit à ses pieds un drapeau français.

Le corps expéditionnaire, cantonné entre Orizaba et la Vera-Cruz, eut beaucoup à souffrir des maladies ; mais le 22 septembre le général Forey arriva avec une armée de trente mille hommes. Lorencez retourna en France. Forey transféra son quartier général à Cordova, où ses troupes hivernèrent. Ce fut seulement après la saison des pluies qu'il put s'occuper de réparer l'échec de l'année précédente. Le 8 mars 1862 il investit Puebla.

Juarez n'avait pas non plus perdu son temps. Ses troupes avaient encore augmenté leurs moyens de défense ; neuf forts garnis de cent quarante pièces de canon croisaient leurs feux autour de la place ; d'immenses approvisionnements avaient été réunis ; des quartiers entiers, les maisons, les édifices avaient été barricadés avec un art singulier, tous les couvents changés en magasins ou arsenaux, les carrés de

maisons entre lesquels la ville est divisée convertis en espèces de redans communiquant entre eux souterrainement, toutes les terrasses crénelées ; chaque pâté nécessitait un siège régulier, et les assiégeants, obligés d'enlever la ville morceau par morceau, n'emportant chaque ouvrage qu'au prix des plus énergiques efforts, ne progressaient que lentement, échouant quelquefois.

Cependant toute ville assiégée est perdue si elle n'est secourue, et les Mexicains ne faisaient une si belle résistance que parce qu'ils attendaient du secours. Ce fut le général Comonfort, ministre de la guerre, qui, manœuvrant entre Mexico et Puebla, se présenta avec son armée pour la secourir. Surpris et vigoureusement attaqué sur les hauteurs de San-Lorenzo, par le général Bazaine qui protégeait le siège, il fut mis le 8 mai en complète déroute. Les Français firent après la bataille une constatation qui aurait pu les éclairer sur les vrais sentiments des Mexicains ; ils trouvèrent parmi les morts des *Soldaderas*, espèce de bataillons féminins qui, du moins à cette époque, remplaçaient l'administration militaire mexicaine, et accompagnaient les soldats, portant sur leur dos ou sur leur tête les ustensiles de ménage et les provisions de la journée, et parfois dans les bras un enfant.

La dispersion de l'armée de secours et l'impossibilité de se faire jour à travers nos lignes enlevaient désormais toute espérance aux défenseurs de Puebla ; leur brave chef, le général Ortega, demanda à capituler ; Forey exigea une reddition sans conditions, ne s'engageant à rien si la garnison attendait l'assaut. Le 17, Ortega lui adressa la lettre suivante :

Comme il ne m'est plus possible de continuer à défendre la place, faute de munitions et de vivres, j'ai dissous l'armée sous mes ordres et détruit l'armement, y compris l'artillerie (et les drapeaux). La place est donc à votre discrétion et vous pouvez la faire occuper... Je me constitue prisonnier de guerre avec les officiers généraux, supérieurs et subalternes, qui sont réunis sur la place du gouvernement ; si je pouvais continuer la défense plus longtemps, croyez bien que je le ferais.

C'est ainsi qu'après une très belle défense la ville de Pue-

bla tomba enfin en notre pouvoir avec vingt-six généraux, trois cent trois officiers supérieurs, mille cent soixante-dix-neuf officiers subalternes et onze mille hommes de garnison.

Napoléon éleva le général Forey à la dignité de maréchal de France et félicita vivement ses troupes ; il écrivit :

Je déplore amèrement la perte de tant de braves, mais j'ai la consolante pensée que leur mort n'a été inutile ni aux intérêts et à l'honneur de la France, ni à la civilisation. Notre but, dites-le bien autour de vous, n'est pas d'imposer aux Mexicains un gouvernement contre leur gré, ni de faire servir nos succès au triomphe d'un parti quelconque. Je désire que le Mexique renaisse à une vie nouvelle et que bientôt, régénéré par un gouvernement fondé sur la volonté nationale, sur les principes d'ordre et de progrès, sur le respect du droit des gens, il reconnaisse, par des relations amicales, devoir à la France son repos et sa prospérité.

Les Français à leur entrée dans Puebla, furent accueillis comme des libérateurs, et de même à Mexico, où ils arrivèrent le 10 juin. Les autorités provisoires et les principaux habitants de cette capitale allèrent au devant d'eux pour leur en offrir les clefs. Forey écrivit au ministre de la guerre :

Nous avons été littéralement écrasés sous les couronnes et les bouquets dont l'entrée de l'armée à Paris, le 14 août 1859, en revenant d'Italie, peut seule donner une idée. J'ai reçu au palais du gouvernement les autorités qui m'ont harangué. Cette population est avide de liberté, d'ordre, de justice. Je leur ai promis tout cela au nom de l'Empereur.

Les Français connaissaient mal la ténacité de Juarez, et Napoléon III fermait volontairement les yeux sur la sourde hostilité des Etats-Unis qui, impuissants jusqu'alors, commençaient, à ce moment-là même, à se ressaisir, grâce aux victoires du Nord sur le Sud.

Le maréchal Forey organisa un gouvernement provisoire. Il créa une junte supérieure composée de trente-cinq membres pris parmi les citoyens les plus honorables du Mexique, et cette junte choisit trois hommes qu'elle investit du pouvoir exécutif. Ce furent le général Almonte, l'archevêque Labastida et le général Salas (24 juin). De plus, une assem-

blée des notables, comprenant deux cent quinze membres élus par le pays, fut appelée à statuer sur la forme définitive du gouvernement.

Il fallait s'y attendre : les préférences du peuple mexicain furent consultées avec moins d'empressement que celles du souverain victorieux ; et celui-ci songea encore, dans cette circonstance, à cette fatale Italie qui obsédait son esprit et qui dominait toute sa politique. Offrir un trône au jeune frère de l'empereur François-Joseph, c'était un moyen de rendre moins amers à l'Autriche les sacrifices qu'il lui avait imposés et ceux qu'il méditait de lui imposer encore.

L'assemblée des notables mexicains prit les trois résolutions suivantes : 1° La nation mexicaine adopte pour forme de gouvernement la monarchie modérée, héréditaire, avec un prince catholique ; 2° le souverain prendra le titre d'Empereur du Mexique ; 3° la couronne impériale est offerte à Son Altesse I. et R. le prince Ferdinand-Maximilien, archiduc d'Autriche, pour lui et ses descendants. »

Une députation alla porter cette décision au château de Miramar, où résidait l'Archiduc. En chemin elle avait ordre de s'arrêter à Paris pour offrir à Napoléon III l'expression du respect et de la reconnaissance du Mexique.

Elle arriva à Trieste le 1er octobre et fut reçue à Miramar par l'Archiduc entouré de toute sa maison en grand apparat. L'acceptation ne fut pas un instant douteuse. Maximilien était jeune, loyal, froidement résolu ; il comptait sur son étoile, et aussi sur celle de Napoléon III, si brillante jusqu'alors. Sa femme, Charlotte de Saxe-Cobourg, fille du roi des Belges, enthousiaste aussi et dans tout l'éclat de sa beauté, ne le découragea point. Ils prirent le titre d'Empereur et d'Impératrice, puis, dans la ferveur de leurs premières illusions, se rendirent à Rome pour demander la bénédiction du Pape Pie IX, et de là à Paris afin de rendre leurs devoirs à la famille impériale de France. Ils étaient bien faits l'un et l'autre pour ouvrir les longues prospérités et n'entrevoyaient que des espérances sans limites. Napoléon III était fier de

faire des empereurs, bien qu'il s'en défendît officiellement ; l'impératrice Eugénie rayonnait; M. Rouher proclamait l'expédition du Mexique « la grande pensée du règne » ; les Chambres françaises applaudissaient et l'Europe regardait avec une curiosité sans malveillance et une surprise voisine de l'admiration.

Maximilien et Charlotte débarquèrent à la Vera Cruz dans les derniers jours de mai 1864 ; la frégate autrichienne *La Novarra* les y avait amenés. Le 10 juin ils firent leur entrée à Mexico en grande pompe et furent grisés par ces démonstrations populaires qui ne manquent jamais à des souverains nouveaux. Ils recueillirent ou inventèrent, mais en tous cas firent répandre la légende d'une vieille tradition d'après laquelle un prince aux yeux bleus devait venir relever le sceptre des Aztèques, multiplièrent les largesses et les bienfaits autour d'eux, lâchèrent dans les bois, comme un harmonieux présage, plusieurs douzaines de rossignols, qu'ils avaient apportés, ces oiseaux étant jusques-là inconnus au Mexique, et crurent leur Empire fondé et leur dynastie acclimatée dans le Nouveau-Monde.

La résistance n'avait pourtant point cessé. Les troupes françaises, aidées de quelques régiments mexicains reconstitués à la hâte, firent flotter l'étendard impérial jusques dans les provinces septentrionales qui touchent aux Etats-Unis ; on occupa, au nom de Maximilien, San-Luis-de-Potosi, Monterey, Matamoros à l'embouchure du Rio Bravo del Norte et Mazatlan, Guaymas à l'ouest sur le Grand-Océan. Juarez errait, avec quelques débris de ses forces, sur la frontière du Texas ; mais il restait le chef du parti républicain, seul complètement national désormais, et il avait derrière lui la grande République anglo-américaine.

Chez Napoléon III, la soif des aventures, qu'on lui avait toujours connue, était maintenant compliquée d'un esprit d'irrésolution et d'imprudence qu'on ne lui connaissait pas. On voyait poindre cet esprit dans l'expédition mexicaine ; il se montra plus encore dans les affaires de Pologne.

Coupée depuis un siècle en trois tronçons et plusieurs fois noyée dans son sang, la Pologne s'obstinait à ne pas mourir. Ellè eut, de 1861 à 1864, une nouvelle convulsion occasionnée, comme les précédentes, par la persécution religieuse qui n'a jamais cessé depuis l'avènement de Nicolas Ier. Le mirage lointain des victoires de la France en Italie y contribua également ; certains patriotes polonais inconsidérés avaient le vague espoir que le libérateur de Milan affranchirait Varsovie. Ils oubliaient que les serments de jeunesse du conspirateur couronné avaient été prêtés à la seule révolution italienne et que la bombe d'Orsini n'était pas une bombe polonaise. En 1861, le 25 février, ils eurent l'idée de célébrer pacifiquement un anniversaire national glorieux, celui de la bataille de Grochow (à quelques lieues Est de Varsovie) où, en 1831, les Polonais avaient pendant trois jours disputé la victoire à l'armée russe. Le jour s'était levé brumeux et sombre ; on devait aller prier pour les morts jadis tombés dans la bataille, et dès le matin une passion spontanée jeta la population dans les rues. Une procession immense se forma, marchant sans désordre, précédée d'un drapeau à l'aigle blanc, et chantant l'hymne : « Dieu saint, Dieu puissant, ayez pitié de nous, daignez nous rendre notre patrie ! Sainte Vierge Marie, reine de Pologne, priez pour nous ! » Le gouverneur de Varsovie, prince Gortschakoff, l'ancien défenseur de Sébastopol, n'avait rien fait pour empêcher la manifestation, lorsque tout à coup le chef de la police lança deux escadrons de gendarmes sur cette masse épaisse, et on vit ce spectacle sublime d'une foule se mettant à genoux, continuant à chanter, et se laissant sabrer par les soldats sans résister. Plus de quarante victimes furent relevées mortes ou blessées ; le prince Gortschakoff était atterré, il jurait n'avoir donné aucun ordre, les officiers russes eux-mêmes se montraient indignés du rôle de bourreaux qu'on semblait leur préparer ; dès le lendemain la ville entière prit le deuil, et dès le surlendemain une scène semblable recommença.

Le 8 avril, les Cosaques maltraitèrent encore la population

de Varsovie sans parvenir à la faire soulever. Le 15 octobre, une foule immense s'étant réunie dans les églises pour fêter l'anniversaire de Kosciuzko, on la laissa faire et, quand elles furent pleines, les troupes reçurent ordre de les cerner et d'arrêter tous les hommes présents, parmi lesquels on choisirait les plus compromis pour les déporter en Sibérie. La foule put s'échapper de quelques églises, mais dans la cathédrale de Saint-Jean elle prit la résolution de ne pas sortir tant que l'armée serait là. Pendant tout le jour on resta en présence, les soldats campant aux portes, le peuple s'obstinant à demeurer à l'intérieur, malgré les exigences de la faim. A huit heures du soir, un premier parlementaire vint offrir amnistie à la foule. La grâce fut repoussée, aucun délit n'ayant été commis. On allume les cierges d'un catafalque dressé pour les funérailles de l'Archevêque, et on chante des hymnes. A deux heures du matin, second parlementaire, nouveau refus de demander grâce. Enfin, à quatre heures du matin, le 16 octobre, après dix-sept heures de blocus, les troupes russes reçurent l'ordre d'envahir l'église et d'en chasser de force la foule ; elles pénétrèrent violemment dans le lieu saint et y saisirent plus de deux mille personnes qu'il fallut conduire à la citadelle. En réponse à cette violation, le chapitre métropolitain fit fermer toutes les églises ; le grand rabbin et les pasteurs protestants en firent autant pour leurs temples et synagogues. Depuis un an, toutes les écoles étaient fermées en Pologne, les théâtres aussi.

L'insurrection existait donc, mais purement morale. Lois, coutumes, langue, habillements même, tout ce qui rappelait la Pologne était proscrit ; plus de trois cent mille individus avaient été arrachés au foyer natal ; la plupart étaient morts sur les chemins de l'exil. Un ukase avait incorporé comme enfants de troupes tous les orphelins de sept à seize ans et bon nombre d'enfants pauvres ; on vit des mères se jeter sous les chariots qui emportaient leurs fils pour servir les tyrans. D'autres ukases donnaient les églises catholiques aux schismatiques appelés officiellement orthodoxes, défendaient

d'en bâtir de nouvelles et de restaurer les anciennes, interdisaient aux pères de famille de faire élever leurs enfants, même chez eux, par des maîtres non approuvés par l'Université russe de Charkow. La Pologne endurait tout et n'opposait que la résistance passive des anciens martyrs. L'archevêque de Varsovie, Mgr Felinski, ayant osé demander pitié pour son peuple, par une lettre à Alexandre II, fut enfermé dans une forteresse et de là transporté en Sibérie où il est resté plus de vingt ans[1]. Mais les Polonais ne se rendaient pas. Parmi eux toutes réjouissances ou affaires étaient mises de côté pour le relèvement national. Les hommes se privaient de tabac et de tout ce qui pouvait enrichir le trésor russe; les femmes se vêtirent de noir. M. de Montalembert fit lire en France des pages poignantes sur ce deuil étrange de toute une nation.

Enfin, le 15 janvier 1863, une tentative nocturne d'enlèvement de toute la jeunesse masculine pour être incorporée dans l'armée russe, fit prendre les armes à cette jeunesse exaspérée. Tout dormait dans Varsovie; les soldats seuls étaient sur pied. Vers une heure du matin ils envahirent les demeures, enfoncèrent les portes qui ne s'ouvraient pas, appelèrent les victimes, leur lièrent les mains derrière le dos et les poussèrent vers la citadelle, par groupes de vingt à vingt-cinq. Plusieurs brisèrent leurs liens, délivrèrent ce

---

[1] Il y eut, on peut le dire, de véritables martyrs. Saisi par une troupe de *raskolniks* ou vieux croyants russes, le jeune comte Plater fut condamné à mort et exécuté le 8 juin. La veille, il obtint la faveur de faire ses adieux à sa mère et à ses sœurs, mais non à ses frères, prisonniers comme lui. Sa dernière entrevue fut mémorable par la dignité des femmes et le courage du jeune homme. Ces créatures d'élite s'entretinrent du ciel et dédaignèrent les larmes; leurs yeux ne se mouillèrent qu'à l'heure des adieux suprêmes. Le comte Plater mourut le sourire sur les lèvres. Sa mère voulut être témoin de sa mort; aucune lamentation ne décela sa présence. Rentrée dans sa maison, elle trouva ses filles et ses petites-filles inconsolables : « Imitez-moi, mes enfants, leur dit-elle; voyez si je pleure ! Oh ! si mon fils eût tremblé devant les balles moscovites, je pleurerais. Mais je l'ai vu dans la prison, je l'ai vu sur la place du supplice, ferme et confiant en Dieu. J'ai prié avec lui, je l'ai béni, je l'ai vu mourir en homme de cœur et en chrétien. Ne pleurons pas la victoire du martyr; imitons son courage et restons dignes de lui. «

qu'ils purent de leurs camarades et coururent sus aux sentinelles. Tout le peuple se leva comme un seul homme.

Alexandre II n'attendait que cela, mais ne l'attendait pourtant pas sans inquiétude. L'Europe se montrait sympathique pour le malheur, et lorsqu'on connut les premiers coups de fusil échangés entre Cosaques et Polonais, la question était devenue internationale. La France, l'Angleterre, l'Autriche elle-même, adressèrent à Saint-Pétersbourg des notes comminatoires.

Ce fut un grand malheur, car ces notes ne pouvaient aboutir à rien, personne n'ayant l'intention de les appuyer d'une déclaration de guerre. Elles ne furent donc, pour la Pologne, qu'un coupable et stérile encouragement à une révolte sans espoir.

Milutine, le principal conseiller du Tsar, le même personnage qui conçut et exécuta les terribles ukases du 2 mars 1864, se trouvait alors à Paris, chez son oncle, l'ambassadeur comte de Kisseleff. « Tâchez donc de voir le sphinx, lui écrivait la princesse Hélène, tante d'Alexandre II ; il faut que vous le voyiez et que nous sachions à quoi nous en tenir. » Ce sphinx, c'était le souverain tout-puissant de qui l'Europe entière attendait les obscures énigmes. Le sphinx se tut. Il ne sut ni secourir franchement les opprimés, ni leur dire qu'ils ne devaient pas compter sur lui, mais se soumettre pour éviter des calamités plus grandes. Là encore, comme dans la guerre de sécession des Etats-Unis d'Amérique, il se livrait au hasard, attendant que la Fortune le servît sans qu'il l'aidât.

Lorsque le Sénat s'en rapportant, selon sa coutume, à la sagesse du gouvernement, passa à l'ordre du jour sur de nombreuses pétitions en faveur des Polonais, le prince Napoléon s'écria : « L'Empereur fera quelque chose, j'en suis sûr ! » Voici ce qu'il fit, et il faut convenir que ce fut lui qui en eut l'initiative. Il obtint de l'Angleterre et de l'Autriche qu'elles s'uniraient à la France pour proposer au Tsar, dans une conférence européenne, d'abord une amnis-

tie, puis une autonomie administrative de la Pologne, dans le genre de celle de la Galicie, la liberté du culte catholique, le rétablissement de la langue polonaise dans les administrations, enfin un système de recrutement régulier et légal.

La proposition était tardive et ne fut remise qu'à la fin de juin. Le prince Gortschakoff l'écarta en déclarant, le 14 juillet, que la Russie ne négocierait qu'avec l'Autriche et la Prusse, puissances co-partageantes. Alors Napoléon III s'adressa, par lettre autographe, à la générosité d'Alexandre II, en l'invitant à rétablir un royaume de Pologne sous le sceptre de son frère le grand-duc Constantin. Nouveau refus. Enfin, il pria le Pape Pie IX d'unir ses instances aux siennes pour attendrir le cœur de l'Empereur d'Autriche, un des co-partageants, et obtenir de lui qu'il s'entendît avec la Russie et la Prusse pour rétablir la nationalité polonaise. Le Pape s'empressa de répondre à ce désir et François-Joseph lut avec attendrissement la lettre de Pie IX. Rien de plus ; le Pape seul alla jusqu'à rompre ses relations avec l'ambassadeur du Tsar ; mais cela ne tirait pas à conséquence, le Pape n'ayant pas cinq cent mille hommes à aligner au bout de ses brefs ou de ses encycliques.

Quant à l'Angleterre, toujours disposée à aller de l'avant quand il n'y a pas de danger, sa reculade est restée célèbre. Nul plus qu'elle n'avait jeté feu et flammes ; elle avait adressé à la Russie des notes irritantes, essayant d'ameuter l'Europe, mais ne s'engageant pas elle-même à fond.

Après la réponse dédaigneuse et péremptoire du prince Gortschakoff, on crut qu'elle relèverait le gant et que la guerre allait recommencer dans les mêmes conditions qu'en Crimée. Lord John Russell prononça, dans un banquet, à Blairgowrie, le 26 septembre 1863, un discours où il déclara que la Russie n'ayant pas rempli les obligations du traité de 1815 qui lui avait livré la Pologne, était déchue de tout droit à la détenir ; puis il proposa à la France et à l'Autriche de se joindre à lui pour signifier à la Russie, dans des notes identiques et officielles, la même appréciation. La France accepta

immédiatement ; l'Autriche demanda, contre les conséquences faciles à prévoir, des garanties qu'elle ne put obtenir. Alors elle se récusa. Mais John Bull semblait parti en guerre, et, après s'être assuré que l'ambassadeur de France avait reçu mission d'appuyer sa déclaration solennelle à Saint-Pétersbourg, le ministère britannique rédigea sa dépêche, la fit approuver par la Reine et l'expédia, en faisant aviser le prince Gortschakoff qu'il allait recevoir « une communication importante. »

Ce bel accès d'énergie ne dura pas longtemps. Le courrier porteur de la dépêche brûlait les étapes en Allemagne, quand un coup de télégraphe le rattrapa ; lord John Russell ressaisit sa dépêche et au lieu de la « communication importante », le prince Gortschakoff reçut une lettre datée du 20 octobre où lord John Russell déclarait « avoir reçu avec *satisfaction* l'assurance que l'empereur de Russie *continuait* d'être animé d'intentions *pleines de bienveillance* à l'égard de la Pologne ». Or, il y avait quinze mois que cette bienveillance se manifestait par des massacres et que lord Russell protestait.

Qu'avait-il fallu pour inspirer à John Bull cette subite satisfaction ? Simplement l'avis signifié de Berlin que non seulement la Russie, mais aussi la Prusse considérerait sa dépêche comme un *casus belli*. Lord Russell abandonna la Pologne aussi résolument qu'il l'avait encouragée ; des flots de sang que ses imprudentes manifestations avaient fait couler et allaient faire couler encore en Pologne, il n'avait cure, son intérêt le lui défendait. Quant à l'honneur anglais, qui dut ce jour-là « couler par tous les pores », comme jadis à Quiberon, nul doute aussi qu'il se tînt pour satisfait.

Les Polonais furent écrasés, et, comme conséquence et conclusion de leur soulèvement, la noblesse, la bourgeoisie et le clergé catholique, c'est-à-dire les classes éclairées, se virent déportées en masse et dépouillées de leurs biens. Non seulement dans une même nuit tous les moines, religieux et religieuses, éveillés en sursaut au milieu des ténèbres et habillés à la hâte, durent quitter leurs maisons et se rendre



THIERS

sous escorte dans les quelques couvents temporairement conservés comme asiles ; non seulement sur cent quatre-vingt-treize couvents existants on en supprima cent cinquante-neuf, en dispersant les habitants des autres ; non seulement enfin on supprima le dernier évêché grec-uni qui eût été épargné encore et l'on enregistra d'office tous ses fidèles dans des diocèses du culte dit orthodoxe, sauf à maintenir dans l'orthodoxie, par le knout, ceux qui ne s'y trouveraient pas bien ; mais Milutine, pour créer entre l'aristocratie et les paysans un antagonisme permanent, ne recula pas devant une transformation violente de l'état social et l'abaissement systématique du niveau intellectuel de la nation vaincue. D'un seul coup tous les propriétaires furent dépouillés de ce qu'ils ne cultivaient pas personnellement et leur propriété entière fut transférée à leur trois cent trente mille fermiers. La spoliation ne s'arrêta pas aux fermes exploitées par les fermiers, elle s'étendit à tout bâtiment ou établissement industriel quelconque ; ceux qui les habitaient, domestiques ou locataires, étaient déclarés propriétaires. Bien plus, on ressuscitait à leur profit ou on maintenait les servitudes foncières, comme celles de pâturage ou d'affouage sur les terres restant à l'ancien propriétaire, quoiqu'elles n'eussent plus pour justification le paiement des redevances ou les corvées, de sorte qu'on allait voir des propriétaires obligés de réduire leurs troupeaux pour ne pas nuire au pâturage, sur leurs propres terres, des troupeaux de leurs anciens fermiers. Pour cette immense spoliation on leur promettait, il est vrai, une indemnité, mais elle était dérisoire ; on les frappait d'un impôt spécial pour la payer.

A cette mesure était jointe une réorganisation communale calculée de manière à déposséder de toute influence tout ce qui était riche et intelligent, en l'excluant des élections locales et en le mettant à la merci des paysans, avec droit donné aux gouverneurs, pour plus de sûreté, de casser au besoin l'élection.

C'était, comme on le voit, une véritable jacquerie légale,

assez mêlée de vague et d'obscurité pour laisser toute latitude à l'arbitraire des Russes, chargés de juger les difficultés, et, en même temps, un mélange de radicalisme autoritaire et révolutionnaire et d'une sorte d'idéal de socialisme et de communisme.

La conséquence fut fatale à la Russie. Ces doctrines de démocratie violente qu'on appliquait à la malheureuse Pologne étaient prônées et appliquées par des Russes ; elles ne tardèrent pas à germer en Russie, où les universités rationalistes allemandes les avaient semées déjà. On vit bientôt l'athéisme envahir les mœurs, la littérature, la bureaucratie, les écoles ; le devoir, les vieilles notions morales, les convenances sociales furent traitées comme des inventions aristocratiques et des raffinements d'une civilisation décrépite ; les attaques à la propriété, à la famille, au mariage, les excitations au communisme se répandirent et se multiplièrent ; bref, la Pologne bien inconsciemment, se vengea et retourna contre son oppresseur l'arme dont il l'avait percée. A y regarder de près, on trouverait que la bombe qui mit en pièces Alexandre II, le 13 mars 1881, n'était pas seulement chargée d'explosibles, mais aussi des principes que les ukases du 2 mars 1864 avaient si imprudemment posés.

Napoléon III connut toutes ces horreurs et ces iniquités ; il en résulta une froideur momentanée entre lui et le Tsar. Ce fut tout : le moment d'agir était passé. Il faut être juste : l'Angleterre s'était dérobée avant lui et plus que lui. Pouvait-il marcher seul contre la Russie et la Prusse ? Les Polonais ne purent donc que maudire la stérile et décevante pitié des puissances occidentales. C'était le deuxième Napoléon qui les avait trompés ; la France, disaient-ils, s'était servie d'eux sur tous les champs de bataille, mais ne les avait jamais servis eux-mêmes avec sincérité. L'amertume de cette trop juste constatation contribua plus que tout le reste à leur ôter leurs dernières illusions ; on peut dire que, sans le vouloir ni le savoir, Napoléon III a peut-être plus fait que Nicolas Ier et Milutine pour la russification définitive de la Pologne.

Seul, dans ces douloureuses circonstances, le duc de Morny, toujours sympathique aux Russes, eut le courage de son opinion. Il présidait le Corps législatif un jour que Jules Favre déblatérait à la tribune moins pour la Pologne que contre le Tsar. Il se leva, annonça qu'il revendiquait son titre de simple député afin de pouvoir parler librement, tout comme un autre, et on le vit se dresser debout, le visage calme, sans que rien trahît en lui la moindre émotion, mais avec un regard droit, indice d'une résolution indomptable. Il céda sa place à un vice-président et, lentement, descendit à la tribune. Le discours, en partie improvisé, qu'il y prononça à la louange de la Russie qu'il venait d'apprendre à connaître comme ambassadeur ; de la Russie dont il avait admiré l'esprit d'obéissance, de discipline, de respect pour l'autorité, et où il avait trouvé la compagne de sa vie, produisit une vive impression. A la façon dont les mots étaient scandés, on se sentait en présence non d'un prestidigitateur comme Billault, ou d'un déclamateur comme Jules Favre, mais d'un homme de volonté, qui dit ce qu'il sait et qui sait ce qu'il dit ; et plus d'un auditeur, dévoué à l'Empire, chuchota à son voisin : « Dieu garde longtemps à l'Empereur le duc de Morny ! »

Le duc de Morny, en effet, est la dernière figure d'homme d'Etat qui, en France, ait eu cette allure séduisante et cavalière, aristocratique et familière à la fois, et cette audace tranquille sans lesquelles on ne devient jamais complètement populaire. Seul parmi les familiers des Tuileries, il aurait pu éventer les pièges de Cavour et de Bismarck, si ses habitudes d'élégance, son amour excessif des plaisirs et son égoïsme ne l'eussent détourné d'un travail ardu et persévérant.

Le Corps législatif, renouvelable tous les cinq ans, arrivait en 1863 à l'expiration de son mandat. Il y eut des élections générales le 31 mai. Elles furent conduites avec plus de zèle que de prudence.

M. de Persigny, ministre de l'intérieur, se préoccupa surtout de faire échec aux adversaires de la politique impériale

en Italie. M. Thiers, candidat à Paris, et M. Plichon, candidat dans le département du Nord, furent combattus par lui comme des ennemis personnels. Il disait dans une circulaire :

En face de cette France qui n'est devenue si glorieuse et si prospère que depuis que M. Thiers et les siens ne sont plus aux affaires, le suffrage universel n'opposera pas à ceux qui l'ont tiré de l'abîme ceux qui l'y avaient laissé tomber.

Combattre ainsi des adversaires honorables, c'était révéler imprudemment la terreur qu'ils inspiraient, c'était les désigner d'autant plus sûrement à l'opposition grandissante.

M. Plichon fut élu, et avec lui plusieurs des quatre-vingt-onze : MM. Ancel, Kolb-Bernard, de Grouchy, marquis d'Andelarre, comte de Chambrun, de Grammont. La plupart succombèrent : MM. Keller, de Carayon-Latour, de Blosseville, de Chazelles, de Cuverville, Duclos, de Flavigny, Garreau, de Jouvenel, Anatole Lemercier, de Mortemart, Hallez-Claparède, de la Cheisserie. D'autres, se voyant repoussés par le gouvernement, avaient renoncé à se représenter : MM. de Ségur-Lamoignon, de Reiset, de Tauriac, Pérouse ; d'autres enfin, ayant fait leur paix, furent élus malgré leur indépendance, comme candidats officiels : comte de Champagny, Larrabure, Brame, de Boigne, de Ravinel, de Saint-Hermine, etc.

Mais M. Thiers fut nommé à Paris, avec huit autres mécontents plus dangereux que les quatre-vingt-onze, car ils en voulaient, eux, non à la politique impériale, mais à l'Empire. Les élus de Paris étaient MM. Thiers, Ollivier, Picard, Jules Favre, Pelletan, Guéroult, Darimon, Havin et Jules Simon. M. Havin, directeur du *Siècle*, était en outre nommé dans la Manche, Jules Favre et Hénon dans le Rhône, Marie et Berryer à Marseille, Lanjuinais à Nantes, Magnin à Dijon, Dorian dans la Loire, Glais-Bizoin dans les Côtes-du-Nord. M. Havin ayant opté pour la Manche et M. Jules Favre pour Lyon, furent remplacés à Paris le 31 mars par MM. Carnot et Garnier-Pagès, deux anciens mem-

bres du gouvernement provisoire de 1848. En résumé l'opposition plus ou moins anti-dynastique, de cinq membres, se trouva portée à trente-cinq. Symptôme plus alarmant encore : parmi les opposants qui avaient échoué, trente-trois avaient réuni de dix mille à quinze mille voix chacun, et le total des suffrages donnés à l'opposition, qui n'arrivait pas à six cent mille en 1857, atteignait maintenant un million neuf cent mille.

Au premier vote de la nouvelle Chambre sur la question romaine, quand même la gauche ennemie de l'Empire se rangea en entier, moins M. Thiers, du côté du gouvernement, il se trouva encore quatre-vingt-quatre voix pour blâmer les faiblesses envers la Révolution. De plus, un certain nombre d'impérialistes, dont MM. le comte Le Hon et Granier de Cassagnac, firent savoir aux Tuileries, où ils avaient leurs entrées, que si leur bulletin de vote restait fidèle aux ministres, leur sentiment politique intime était avec les quatre-vingt-quatre, et qu'ils avaient appuyé le ministère uniquement par crainte d'ébranler le gouvernement[1].

L'Empereur eut enfin une vague idée que, sur la question italienne, l'accord n'existait plus entre lui et la nation. Il s'en prit à son ministre et regretta de lui avoir laissé carte blanche : « A qui me fier! dit-il mélancoliquement; mes meilleurs conseillers sont cléricaux, l'Impératrice est légi-

---

[1] Un supérieur de grand séminaire nous a raconté que le comte Le Hon, député de Bourg, alors tout-puissant dans l'Ain, étant venu lui demander sa voix et celle de ses professeurs et élèves électeurs, pleura en s'entendant reprocher ses votes obstinément favorables à la politique italienne : « Oui, dit-il, je ne le sais que trop, le gouvernement fait fausse route ; mais voulez-vous que je contribue à le déconsidérer, à ébranler l'Empire ? J'aime l'Empereur, et que deviendrions-nous sans lui ?...

— Si vous l'aimez, ayez le courage de lui dire qu'on le trompe, insista le vieux prêtre ; en l'éclairant vous contribuerez à raffermir son pouvoir ! »

Et il avait raison. C'est la réponse que, à vingt et trente années de distance de cette époque, nous avons faite nous-même, plus d'une fois, à propos de la politique de concessions indéfinies et de non résistance recommandée aux catholiques au nom d'une autorité vénérée ; et c'est la conduite que nous avons tenue, comme publiciste. Les amitiés et les intérêts ont pu en souffrir; la conscience est sauve.

timiste, Morny orléaniste, Billault républicain ; il n'y a que Persigny qui soit bonapartiste, et il est fou ! » Persigny, quand on lui rapporta ce propos, répliqua : « Et lui, il passe ses journées à écrire la *Vie de César !* Il ferait bien mieux de travailler à la sienne... »

Mécontent, Persigny renvoya son portefeuille ministériel et se retira presque complètement de la politique active. Il était très irritable, comme tous les esprits de courte portée ; il ne reparut même plus aux réunions du Conseil privé, à moins d'y être convoqué par invitation expresse de l'Empereur.

Sa démission entraina un remaniement ministériel. M. Duruy fut nommé à l'instruction publique ; M. Rouher eut la présidence du Conseil ; M. Billault, toujours ministre sans portefeuille, fut l'homme prépondérant de la nouvelle combinaison ; mais il mourut peu de mois après. Des funérailles nationales lui furent faites et M. Rouher resta seul chargé du fardeau de plus en plus difficile de la défense du gouvernement devant les Chambres.

M. Rouher était incontestablement un habile avocat. Doué d'une figure imposante et d'un esprit délié, il était souple, tenace et pratique comme toute cette forte race d'Auvergne dans laquelle il était né ; mais rarement une pensée généreuse élevait son intelligence. Il devait réussir et réussit dans les traités de commerce, mais les questions d'affaires, à ses yeux, comme à ceux d'un autre fils adoptif de l'Auvergne, M. de Morny, primaient les questions de justice et de patriotisme. Ces deux hommes admiraient sans réserve, parmi leurs compatriotes illustres, Blaise Pascal, promoteur du progrès des sciences physiques, et M. Rouher y ajoutait Cujas ; mais ni l'un ni l'autre n'étaient capables de comprendre Vercingétorix.

Le discours de rentrée de M. Thiers à la tribune, après douze ans de silence, roula sur les libertés nécessaires. Il eut un immense retentissement. On le trouva modéré, conciliant, et, d'autant plus gênant, puisqu'on avait un parti-pris

contre la politique nationale et conservatrice qu'il conseillait.

D'autres peuvent considérer comme le point culminant de la carrière de M. Thiers le temps où il fut président de la troisième République. Pour nous, c'est dans les sept années de 1864 à 1870 que nous aimons surtout à nous le représenter. Jamais il ne fut plus clairvoyant, plus dédaigneux d'une fausse popularité, plus éloquent, plus homme d'Etat en un mot. Il eut des intuitions de génie politique et jeta de tels éclairs sur les abîmes où l'on courait si follement, que pour ne pas les voir, il fallut être volontairement aveugle ou providenliellement aveuglé, aveuglé par un châtiment du ciel.

Qu'il s'agît du gaspillage des finances ou de l'expédition du Mexique, de la question romaine ou du Danemark, ou de l'Allemagne, ceux qui le virent alors à la tribune, ou qui seulement le lisaient le lendemain, n'oublieront jamais l'émotion pénétrante qui, à sa voix, allait remuer les fibres les plus profondes du patriotisme trop justement alarmé. Ceux qui l'avaient entendu jadis à l'Assemblée constituante, à l'Assemblée nationale, à la rue de Poitiers, retrouvaient chez lui toute la vivacité de l'âge mûr, mais avec un accent d'autorité qui n'appartient qu'aux vieillards. Il s'était guéri (on le croyait du moins) de son penchant pour la Révolution. Il parlait de la Papauté et de l'ancienne France comme auraient pu faire Berryer ou Montalembert ; il allait jusqu'à conseiller de se rallier à l'Empire. « Faisons l'économie d'une révolution », disait-il avec la spirituelle bonhomie d'un vieillard dont la jeunesse n'avait pas été aussi parcimonieuse. En vain, lorsqu'il parlait ainsi, ses amis de la gauche, les Jules Favre et les Ernest Picard, faisaient chorus contre lui avec les orateurs officieux ; en vain les publicistes des *Débats* et du *Siècle* s'unissaient au *Constitutionnel* pour le traiter de clérical, — mot nouveau récemment inventé en Belgique ; — en vain allait-on jusqu'à lui faire entrevoir que son indépendance empêcherait sa réélection : il aimait mieux diriger

l'opinion publique que la suivre. N'est-ce pas lui, d'ailleurs, qui venait d'écrire :

Je ne suis point, je ne serai jamais le flatteur de la multitude. Je me suis promis au contraire de braver son pouvoir tyrannique, car il m'a été infligé de vivre en des temps où elle domine et trouble le monde. Toutefois, je lui rends justice ; si elle ne voit pas, elle sent et, dans les occasions fort rares où il faut fermer les yeux et obéir à son cœur, elle est, non pas un conseiller à écouter, mais un torrent à suivre [1].

La multitude resta aveugle et sourde jusqu'au bout, comme le pouvoir. Mais nous, catholiques ou simplement conservateurs réfléchis, nous avions, grâce à M. Thiers, à M. Keller, à M. Chesnelong et à quelques autres, la vision des fautes commises, au moment où elles se commettaient, aussi clairement que si ces fautes eussent déjà porté leurs fruits amers. Rien n'était irréparable, il suffisait de s'arrêter ; nous le disions, nous le criions, et nous ne pouvions rien empêcher. Nous étions comme ce voyageur seul clairvoyant dans une voiture conduite par un cocher ivre, et pleine de voyageurs tous aveugles, qui s'irritent de ses avertissements, ou s'amusent à lui lier les bras en riant de ses terreurs.

On vient de rencontrer, parmi les nouveaux ministres, un nom jusqu'ici inconnu, mais qui mérite de nous arrêter, le mouvement des idées étant pour nous plus intéressant encore que ceux des armées ; nous voulons parler de M. Duruy. Napoléon III a eu bien d'autres ministres de l'instruction publique, tous discutables et discutés, chacun ayant son système à lui que démolissait le successeur. Mais aucun n'a été maintenu aussi longtemps ; c'est que les réclamations qui s'élevaient contre M. Duruy partaient des rangs des évêques, devenus importuns à cause de l'Italie. Aussi a-t-il pu tracer dans l'enseignement officiel du pays un sillon profond et, selon nous, malheureux.

Au point de vue académique, ses œuvres principales,

---

[1] *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome IX.

l'*Histoire des Romains* et l'*Histoire des Grecs*, placent M. Victor Duruy à côté des Victor Leclerc, des Patin, des Nisard, des Gaston Boissier, des Perrot, parmi les représentants universitaires les plus distingués de cette brillante érudition française, moins solide, moins approfondie que l'allemande, mais plus littéraire et plus vivante. Ce sont là, en quelque sorte, ses titres extérieurs et secondaires. Mais ce qui le distingue surtout, ce qui fait sa renommée et sa responsabilité, c'est d'avoir été l'initiateur du mouvement de laïcisation scolaire qui, depuis, s'est épanoui avec la troisième République. Chez lui l'historien avait préparé le grand maitre de l'Université.

Bien qu'il ait fini en chrétien, M. Duruy longtemps ne crut pas au christianisme. Il ne l'avait même pas vu dans l'histoire, ou plutôt il l'y voyait le moins possible. Ainsi, il trouva moyen d'écrire pour la jeunesse un volume d'*Histoire moderne*, allant de la fin du Moyen-Age à 1789, sans y mentionner ni les luttes des chevaliers de Malte contre l'Islamisme, ni la délivrance de Vienne par Jean Sobieski.

Pour lui, l'établissement de l'Evangile, dont il ne méconnaissait point la beauté morale, avait marqué un temps d'arrêt dans le développement normal de la civilisation antique. Il était Grec d'affection, Romain de tempérament. Son idéal, c'était la philosophie de Platon, la politique de César et d'Auguste, la sagesse de Marc-Aurèle. Il croyait qu'il n'en fallait pas plus pour gouverner les hommes et faire une société policée. Dans la marche de l'humanité, le christianisme lui paraissait une superfétation, presque une entrave.

Il avait la conception d'une société fondée sur la morale indépendante, la morale de la pure raison. C'est à ce point de vue qu'il avait étudié l'histoire; c'est à ce point de vue aussi qu'il voulut régir l'enseignement public en France.

Césarien et démocrate comme Napoléon III, il plut au maître par ses idées de réforme scolaire démocratique. Il eut toute permission de les appliquer. Son dessein principal était de fonder un pur enseignement d'Etat affranchi de toute

influence de l'Eglise. A cet objet se rapportent les diverses innovations qui marquèrent son long passage au ministère. Telles furent, dans l'enseignement secondaire, la réorganisation des cours de philosophie, l'adjonction au programme de l'étude de l'histoire contemporaine; puis la création des cours publics de jeunes filles, prélude des lycées féminins, l'institution des écoles professionnelles et des études spéciales de français ; par-dessus tout, la faveur ouverte accordée à la ligue maçonnique de l'enseignement et la première réalisation, par la loi, de l'instruction gratuite, obligatoire et laïque.

Sous l'Empire, toutes ces innovations, où les esprits clairvoyants voyaient poindre le principe de la déchristianisation de l'enseignement, causèrent une émotion qui contraste avec la facilité postérieure à en accepter les conséquences. Les véhémentes attaques de Mgr Dupanloup, de Mgr Pie, de Mgr Parisis, les vives polémiques de l'*Univers* et autres journaux religieux empêchèrent l'accomplissement intégral du plan de M. Victor Duruy ; elles finirent par obtenir le remplacement du ministre de l'instruction publique. Mais l'Empereur comprit trop tard l'erreur commise.

Le ministère de M. Duruy fut, lui aussi, « la grande pensée du règne » et il le fut plus obstinément que l'expédition du Mexique. C'est sous lui que commencèrent les premières taquineries contre les congrégations religieuses enseignantes, que se firent les premières extirpations de l'idée religieuse dans les livres scolaires. Le principe de la laïcisation, la philosophie séparée régna en maîtresse dans les programmes universitaires. Tout cela, c'est pour beaucoup son œuvre, et par conséquent celle de Napoléon III.

Quant à l'idée principale, c'est-à-dire à l'extension de l'instruction populaire, elle était certes avouable, et même impérieusement commandée par la constitution politique de la France. Comment admettre des électeurs, desquels tout dépend, et qui ne savent pas lire ? Mais ce but avouable n'a eu, en fait, avec le but longtemps inavoué, qu'une relation

assez peu étroite. L'impulsion donnée aux écoles primaires et à leur fréquentation date de la loi Guizot (1833) ; elle n'a été ni arrêtée ni accélérée par les secousses législatives subséquentes, pas plus par la loi Falloux (1850), religieuse et moralisatrice que par la loi Ferry (1882), libre-penseuse et émancipatrice et qui compléta l'œuvre de M. Duruy. En consultant les statistiques établies sous forme de graphiques, on voit dès 1834 la courbe du nombre des élèves monter brusquement de plus d'un million ; puis l'ascension continue régulière et normale, d'année en année, sans qu'on la voie même sensiblement osciller après 1850, 1867 et 1882. Les seules choses qui aient fortement oscillé après les lois Duruy et Ferry, c'est le coût de l'instruction par tête d'élève et la morale de la jeunesse. Les réformes Duruy et Ferry n'ont pas développé l'enseignement primaire ; cet honneur appartient surtout à la loi Guizot ; elles l'ont simplement rendu trois fois plus coûteux et infiniment moins civilisateur.

Dans le système de bascule devenu une nécessité pour l'Empereur depuis que la question romaine lui avait aliéné le clergé, chaque acte de mauvaise humeur envers celui-ci avait pour contre-coup un retour de bienveillance plus marqué envers la Franc-Maçonnerie. La Grande Maîtrise de Lucien Murat ayant suscité de graves embarras financiers dans cette société secrète qui, du reste, par prudence, faisait alors très peu de politique et cherchait plutôt à se faire oublier, ce fut l'Empereur qui lui désigna un nouveau Grand-Maître dans la personne du maréchal Magnan, le 11 janvier 1862[1].

---

[1] Magnan était étranger à l'Ordre. « Il me dit en riant, raconte le F.·. Viennet, Grand-Maître du Rite écossais (*Réponse à la circulaire de Son Exc. le maréchal Magnan, Grand-Maître du Grand-Orient de France*, p. 22), qu'il ne savait pas le premier mot des choses maçonniques, qu'il avait résisté plus d'un mois à la volonté de l'Empereur, qu'on lui avait donné le matin même les trente-trois grades de la Maçonnerie, et que le soir il serait installé comme Grand-Maître. » Ce qui ne l'empêcha pas d'adresser aux Ateliers, dès le 16 janvier, une circulaire que le journal le *Franc-Maçon* trouve « pleine de sentiments maçonniques ». (Le *Franc-Maçon*, mai 1862, p. 4.)

Il paraît que le maréchal Magnan ne fut choisi que faute de mieux. Canrobert a

A la session maçonnique de 1864, Magnan annonça à l'assemblée que, sur sa demande, l'Empereur rendait à la Maçonnerie française le droit d'élire son Grand-Maître. Il fut confirmé dans ses fonctions; mais à sa mort, l'année suivante, on dut pourvoir à son remplacement. Un député à l'assemblée constituante du Grand Orient de France écrivait le 5 juin 1865 au journal le *Franc-Maçon*, cette phrase caractéristique :

Nous allons nommer un Grand-Maître, c'est-à-dire, selon les uns, donner à l'Etat la caution agréée qui répond de nous, garantît notre autonomie et nous soustrait aux conséquences des lois sur le droit de réunion [1]. Selon d'autres, nous allons, aux termes de droits sacrés et imprescriptibles, faire acte d'indépendance, de souveraineté, — nommer, quand même, le chef qui nous conviendra, sans nous demander comment il s'y prendra pour consigner la loi civile à la porte de notre petit Etat maçonnique.

---

raconté que Persigny se fit annoncer chez lui un matin et lui dit : « Monsieur le Maréchal, Sa Majesté veut vous donner une grande preuve de confiance ; Elle vous a désigné comme Grand-Maître de la Franc-Maçonnerie. »

Et comme le Maréchal, qui était un catholique notoire, faisait un geste d'étonnement, le Ministre lui exposa longuement tous les services qu'il pourrait rendre en endiguant, sous apparence de la diriger, une association puissante et dangereuse.

— Mon cher, répondit le Maréchal, veuillez dire à l'Empereur que je le remercie, mais que je ne suis qu'un soldat et que je ne veux pas être autre chose.

Le lendemain avait lieu au ministère de la guerre une réunion présidée par Magnan. Celui-ci arriva en retard : « Excusez-moi, dit-il à ses collègues, j'ai été retenu aux Tuileries. L'Empereur vient de me donner une grande preuve de confiance. Il m'a désigné comme Grand-Maître de la Franc-Maçonnerie. et ce qui ajoute du prix à son choix, c'est qu'il a bien voulu me dire qu'il ne voyait que moi à qui confier une mission aussi délicate. »

Chacun de féliciter le nouveau titulaire ; Canrobert ne fut pas le dernier. Il fit ressortir les services que pouvait rendre au gouvernement un Grand-Maître « endiguant, sous apparence de la diriger, une association puissante et dangereuse; » bref, il répéta tout ce que Persigny lui avait dit à lui-même la veille pour le décider.

Magnan était ébahi : « C'est étonnant, dit-il, comme vos idées, et même vos expressions, mon cher collègue, s'accordent avec celles de l'Empereur; je le lui dirai, cela lui fera plaisir. »

Il lui en parla en effet et, à la réception qui suivit, aux Tuileries, l'Empereur s'approcha de Canrobert : « Eh bien, Monsieur le maréchal, que pensez-vous du choix que j'ai fait de Magnan pour présider à la Franc-Maçonnerie? » Mais aussitôt il sourit et, sans attendre la réponse, il se tourna vers d'autres personnes.

[1] La Franc-Maçonnerie contrevient en effet, d'une façon flagrante, à l'article 291 du Code pénal et à la loi du 10 avril 1834 sur les Associations politiques.

Ces dispositions presque contradictoires marquent l'existence, dans la Franc-Maçonnerie, de deux courants d'opinions distincts : l'un qui veut dominer l'Etat par l'adresse et les moyens légaux, l'autre qui tend à saisir le pouvoir par la violence. Ce dernier parti était encore en minorité ; ce ne fut pas lui qui triompha, puisque le F.·. Mellinet, général de division, sénateur, commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, fut proclamé Grand-Maître de l'Ordre Maçonnique, le 9 juin, par 142 voix sur 200 votants.

Il ne faut pas perdre de vue que Napoléon III, vers la même époque, laissait Persigny dissoudre la Société de Saint-Vincent-de-Paul, parce qu'elle ne voulait pas accepter un président général, pas même le cardinal-archevêque de Paris, des mains du gouvernement.

Comme compensation offerte aux catholiques, l'Empereur appuya durement sur l'autre côté de la balance des opinions et des partis, lorsque parurent la *Vie de Jésus* de M. Renan, et la *Justice* de M. Proudhon.

Ce dernier ouvrage fut supprimé et le cours de M. Renan fermé à l'Institut de France.

Moins justifiable fut la saisie d'une mordante *Lettre sur l'Histoire de France*, adressée au prince Napoléon par le duc d'Aumale [1], et moins généreuse encore la saisie de l'*Histoire de la maison de Condé*, du même royal écrivain. Toutefois,

---

[1] Après avoir, par droit de représailles, rappelé les bienfaits dont les Bourbons avaient comblé les Bonapartes, le duc d'Aumale relevait en ces termes une menace du prince Napoléon : « Que des légitimistes, avez-vous dit à la tribune du Sénat, que des légitimistes ou des républicains exaltés (vous avez oublié les orléanistes, mais je vous fais grâce de l'omission, que je tiens pour purement accidentelle) essayent donc de faire, avec mille ou quinze cents hommes, une descente sur nos côtes, nous les ferons bel et bien fusiller. » Or, sous le gouvernement de mon père, il y eut une incursion à Strasbourg et une descente à Boulogne ; personne ne fut fusillé. Grave faute, sans doute. Eh bien, ces d'Orléans sont incorrigibles et ce serait à recommencer que je crois vraiment qu'ils seraient aussi cléments que par le passé. Mais pour les Bonapartes, quand il s'agit de faire fusiller, leur parole est bonne. Et tenez, prince, de toutes les promesses que vous et les vôtres avez faites ou pouvez faire, celle-ci est la seule sur l'exécution de laquelle je compterais. »

Quand la police arriva chez l'éditeur pour s'emparer de cette brochure, il n'en

l'interdiction de circuler n'empêcha nullement la *Lettre sur l'Histoire de France* de trouver l'entrée de tous les salons de Paris.

Mais l'attention générale était aux questions étrangères plus qu'aux affaires intérieures.

---

restait pas un seul exemplaire. Mais l'éditeur et l'imprimeur furent condamnés à l'amende et à la prison.

Un commissaire de police pénétra dans la maison du duc Victor de Broglie, dont on annonçait un ouvrage intitulé : *Vues sur le gouvernement de la France*, et il emporta le manuscrit.

Louis Veuillot, se rendant à Rome, fut *filé* par un autre commissaire qui fit, en ami, le voyage avec le journaliste sans journal, et saisit ensuite tous ses papiers, y compris le papier blanc.

CHAPITRE XX

Convention de Septembre. — Spoliation du Danemark. — Bismarck a Biarritz. — Premiers Symptomes de la Maladie de Napoléon III.

On apprit vaguement, à la fin de septembre 1864, que le cabinet de Turin et celui des Tuileries venaient de conclure, le 15, une Convention. Quel en était le but? Les interprétations se partagèrent, même quand le texte fut connu. « Les hautes parties contractantes ont résolu de faire une Convention », disaient les premières lignes ; ce préambule était discret et peu compromettant. Par l'article premier, Victor-Emmanuel s'engageait à ne pas attaquer le territoire actuel du Saint-Père et à empêcher, même par la force, toute attaque extérieure. Par l'article deuxième, la France s'engageait à retirer ses troupes de Rome dans un délai de deux ans. Par un protocole additionnel, Victor-Emmanuel s'engageait à transporter sa capitale de Turin à Florence avant six mois.

On s'étonna que le Saint-Père n'eût pas été consulté et que la Convention du 15 septembre ne fût parvenue à sa connaissance que par le bruit public. Cette circonstance donna de l'inquiétude aux catholiques. Leurs alarmes furent amplement justifiées par les commentaires du Parlement piémontais, qui déclara que l'Italie s'interdisait seulement d'aller à Rome par la force, et non d'y aller « par les moyens moraux ». La translation de la capitale à Florence fut votée moyennant cette explication, le 19 novembre, par 317 voix contre 70. Le

marquis Pepoli, un des signataires de la Convention, disait de même publiquement à Milan : « Le traité du 15 septembre ne porte aucune atteinte au programme national de l'Italie : il brise seulement le dernier anneau qui unissait la France à nos ennemis. »

Le gouvernement français, il faut lui rendre cette justice, entendait les choses, pour cette fois, autrement que le Cabinet piémontais ; il le montra depuis. Mais il commit la faute d'exécuter la Convention, en ce qui le concernait, quand même l'Italie faisait connaître à tous, officiellement, que pour sa part elle n'entendait point l'exécuter. Ou plutôt, Napoléon III eut un autre tort plus grave, ainsi que le démontra avec une entraînante éloquence Mgr Dupanloup, dans une brochure qui a été peut-être la plus lue de toutes les brochures du XIXe siècle : ce fut de signer un traité quelconque avec Victor-Emmanuel. Comment compter sur la parole du violateur du traité de Zurich, de l'homme de Gaëte et de Castelfidardo ?

M. Thiers, au Corps législatif, pulvérisa toute cette politique insensée dont il montra les conséquences terribles et peut-être prochaines, plus terribles et plus prochaines que ni lui ni personne ne l'eût pu croire. Nous ne pouvons malheureusement qu'abréger ce chef-d'œuvre d'intuition, mais il en faut donner quelques passages, à la honte de Napoléon III qui dut enfin comprendre ses erreurs, et qui y persévéra.

J'ai été contraire à la guerre d'Italie, parce que j'étais convaincu que cette guerre amènerait immédiatement une tentative d'unification qui, dans ma pensée, n'était pas du tout désirable pour la France, et à peine désirable pour l'Italie. Parlons d'abord de l'intérêt français.

Les yeux fixés sur ce grand livre de l'histoire, où l'on apprend tout ce qui intéresse la sûreté et la grandeur des états, je cherche l'exemple d'une puissance s'appliquant à élever à sa frontière, à ses portes, une puissance presque égale à la sienne, et avec laquelle il faudra, tôt ou tard, ou lutter ou compter. Eh bien, cet exemple, je le cherche et ne le trouve pas ; je trouve même partout, dans l'histoire, des exemples contraires...

Lorsque la Russie, au commencement du dix-huitième siècle, veut devenir grande puissance européenne, qui est-ce qui s'y oppose? Sa voisine la plus proche, la Suède. Vous connaissez tous la lutte héroïque de Pierre-le-Grand contre Charles XII... Vous savez aussi quels efforts l'Angleterre (aidée de notre Richelieu), a faits pour rompre l'annexion du Portugal à l'Espagne, et ceux, plus récents, qu'elle a faits contre nous pour nous empêcher de conserver les Pays-Bas...

Ainsi les exemples abondent et surabondent. On me dira, il est vrai, que c'est là de la vieille politique. Je le sais; mais, permettez-moi de vous le dire, je souris quand j'entends, à propos de ces sujets, parler de vieille et de nouvelle politique. La politique, du moins la politique étrangère, c'est éternellement la vigilance, la prudence, les yeux fixés sur l'éternelle divergence des passions et des intérêts...

On dira que l'Italie va être pour nous une puissance utile, dévouée. Je n'en crois rien. Aujourd'hui que l'Italie a besoin de nous, qu'elle ne peut exister sans nous, oh oui! elle nous sera fidèle; mais *sa fidélité aura tout juste la durée de sa faiblesse.* Quand elle sera forte, elle voudra être indépendante, et elle aura raison. Il serait inique de vouloir créer une puissance pour qu'elle fût éternellement votre dépendante. Cela ne se pourrait pas... D'ailleurs, l'histoire future de l'Italie est écrite dans l'histoire de la maison de Savoie qui, à toutes les époques, entre la France et l'Autriche, a usé de la politique la plus raffinée, et qui s'est toujours décidée suivant l'intérêt du jour. Quand il s'agira de questions maritimes, l'Italie tiendra le balancier politique entre la France et l'Angleterre; et comme les ports de Trieste, de Naples, de Gênes, jalouseront non pas Liverpool, mais Marseille, le parti qu'elle prendra est presque indiqué d'avance.

Mais ce sont là des vues d'avenir; parlons du présent. Eh bien! pour tous les esprits politiques éclairés, je crois qu'il est démontré aujourd'hui que l'unité italienne fausse toute notre politique. Quelle est la situation de l'Europe, pour ceux qui l'étudient avec soin et clairvoyance? Certes personne ne veut la guerre, tout le monde heureusement veut la paix. Ce n'est pas qu'il n'y ait sur l'horizon plus d'un nuage; ce n'est pas qu'il ne puisse, dans un temps plus ou moins prochain, s'élever plus d'un danger. Je vais vous en indiquer trois.

Il y en a un qui peut et qui doit inquiéter l'Europe : c'est l'ambition de la Prusse. L'exemple de Victor-Emmanuel a de quoi tenter; et il est évident aujourd'hui que cet exemple a frappé la Prusse. Du reste, elle n'en avait pas besoin, car les idées que cet exemple a suscitées chez elle sont déjà anciennes. Et, pour moi, l'un des griefs les plus grands contre l'unité italienne, c'est *qu'elle est desti-*

née à être la mère de l'unité allemande. Et le jour où la Prusse réunirait dans ses mains quarante millions d'Allemands, et qu'au port de Dantzig, qu'elle a déjà, au port de Kiel, qu'elle va créer, elle joindrait ceux de Hambourg et de Brême, ce jour-là, très vraisemblablement, appuyée sur l'Angleterre, elle *nous ferait courir les plus grands dangers que la France ait courus dans son histoire*.

Il y a un autre danger, d'une nature toute différente, dont le caractère singulier est quelquefois de paraître alarmant comme s'il allait éclater, et puis peu à peu de s'évanouir, de sortir des esprits, comme s'il n'existait plus. Ce danger, c'est celui que l'on appelle la question d'Orient. Heureusement, aujourd'hui, il est bien loin de nous. Mais j'ai remarqué depuis bien des années que l'Europe avait eu un tort : c'était quelquefois d'y trop croire, et quelquefois de n'y pas croire assez. Eh bien ! Messieurs, ce danger, s'il venait à reparaître, serait justement alarmant : car il ferait couler des torrents de sang, et pour la France il serait bien à craindre que son issue ne fût malheureuse, car il changerait l'équilibre des puissances de l'Europe, et il le changerait au profit des puissances du Nord...

S'attaquant ensuite à la pensée génératrice de la Convention en question, l'orateur disait :

On s'est proposé le problème que voici : faire quelque chose qui close la guerre d'Italie et ses conséquences, mais de manière qu'au-delà des Alpes, aux yeux des Italiens, on paraisse avoir donné Rome, et qu'en deçà des Alpes, aux yeux des catholiques français, on paraisse ne l'avoir pas donnée, voilà le problème !

... Vous dites : « Mais non, nous n'avons pas donné Rome, et si les Italiens refusent de comprendre, nous avons sauvegardé l'avenir, nous nous sommes réservé notre liberté d'action. » Est-ce bien sérieusement que vous dites cela ? Est-ce que si, après le départ de nos troupes, une révolution se produit à Rome, est-ce que vous y retournerez ? Ah ! expliquez-moi ce mystère. Comment ! vous quittez Rome pour respecter le droit de non-intervention ; et vous y retourneriez au mépris du droit de non-intervention ? Ah ! de grâce, expliquez-moi ce mystère. Et ce n'est pas tout : aujourd'hui, pour garder Rome, il ne faudrait qu'y rester ; et plus tard il vous faudrait, pour y rentrer, un second siège de Rome. Quoi ! est-ce que, pour réserver l'avenir, vous ferez la guerre à l'Italie ? Non, Messieurs, non, non ! Ne nous dites pas qu'après avoir quitté Rome volontairement aujourd'hui, vous y retournerez plus tard par la force.

Vous avez dit, dans une autre enceinte, que vous ne renonciez pas à une réconciliation entre Rome et l'Italie ; entre l'Italie qui veut Rome, qui la veut absolument, qui vous le dit dans tous les langages, et le Pape, qui pourrait abandonner une province, mais qui

ne peut pas rendre Rome sans descendre du trône pontifical, sans livrer un intérêt capital, celui du gouvernement temporel, qu'il a prêté serment, en montant sur le trône, de toujours maintenir. Et vous nous proposez, comme une chose possible dans l'avenir, une réconciliation entre Rome et l'Italie ! entre l'Italie qui veut Rome, et le Pape qui ne peut pas l'abandonner ! Ah ! Monsieur le Ministre, vous nous traitez sans ménagements, souvent...

Une pareille logique ne pouvait être réfutée. M. Rouher eut le bon sens de ne pas essayer une réponse directe ; il se rabattit sur la personne politique de M. Thiers, et lui reprocha d'avoir commis des fautes, étant ministre. M. Thiers protesta contre cette échappatoire et, revenant à la charge :

... Vous alléguez, dit-il, le principe des nationalités ; est ce un principe vrai, digne d'être invoqué par un gouvernement non révolutionnaire ? Voyez, en effet, où nous conduirait ce principe puéril de réunir politiquement tous ceux qui parlent une même langue. Que n'aurions-nous pas à réclamer, nous Français, et que ne viendrait-on pas nous demander ? Tout le monde ne parle pas français chez nous, et vous savez aussi que, hors de France, il y a des gens qui parlent français.

Quand on prétend que les petits Etats n'importent pas, je dis que l'on n'a aucune notion de l'histoire du monde, et qu'on ignore, en particulier, la carte de l'Europe. Les petits états sont d'une nécessité indispensable : quand ils auront disparu, il n'y aura plus que de grands états, qui se heurteront à chaque instant ; vous aurez des guerres continuelles ; les grands états subsisteront seuls ; l'un d'eux finira par dévorer les autres, et vous en arriverez à la monarchie universelle, ce qui est tout simplement l'asservissement de tous les peuples. Mais je laisse là cette digression, et je rentre dans mon sujet.

Les Romains ont le droit de changer leur gouvernement, de le modifier, de l'améliorer, je reconnais cela; mais ils n'ont pas le droit de changer de maître arbitrairement, parce qu'ils doivent quelque chose à l'Europe. En présence du droit des Romains, il y a le droit de l'Europe ; il y a le droit de la chrétienté, qui a fait de Rome sa capitale, qui a assuré aux Romains l'indépendance et des charges militaires et financières presque nulles ; il y a enfin le droit de la France. Comment ! la France a versé son sang pour les Italiens, elle a sacrifié cinquante mille hommes, elle a perdu cinq cents millions ; et elle n'aura pas le droit de dire aux Romains qu'elle a affranchis : Vous exigez de moi que je m'expose à une coalition religieuse, que j'éloigne à jamais de moi les catholiques, que je bouleverse, en un mot, toute ma politique ? Non ! je ne le ferai pas. Quoi ! la France

n'aurait pas le droit de tenir ce langage ? Ah ! si vous ne le tenez pas nettement, résolument, vous désertez les droits les plus sacrés de la patrie.

Quant à Pie IX, il ne dit que cette simple parole : « Je plains la France ! » Il ne voulut rien savoir des indemnités financières que la convention de septembre avait prétendu lui ménager comme compensation des spoliations qu'elle confirmait et rendait définitives.

Une autre occasion de mésintelligence entre Rome et les Tuileries fut la publication par Pie IX, le 8 décembre 1864, de l'encyclique *Quantâ curâ*, et celle d'un résumé ou *Syllabus* des principales erreurs modernes. Ces enseignements n'étaient point une innovation. Ils sont en quelque sorte l'œuvre collective de la Papauté depuis plus d'un siècle, depuis le Concile de Pistoie, le Fébronianisme et le Joséphisme ; ils se bornent à affirmer la surbordination de l'homme à Dieu et l'indépendance de l'Eglise, dans son domaine spirituel, vis-à-vis de la société civile. Napoléon III, qui n'était point théologien et n'avait nulle prétention de l'être, se départit de sa docilité habituelle sur ces questions. Excité par le prince Napoléon, qui ne voulait de religion d'aucune sorte, par M. Dupin, M. Bonjean et autres légistes gallicans, qui avaient pour idéal la subordination de l'Eglise et considéraient les évêques comme de simples fonctionnaires, il défendit, le 1er janvier 1865, la publication de l'encyclique et du *Syllabus*. Il fit même poursuivre et condamner comme d'abus l'archevêque de Besançon et l'évêque de Moulins, pour avoir lu l'encyclique du haut de la chaire. On eût pu croire, au zèle qu'il y mit, que c'était de ce côté là que son trône était menacé.

Mais déjà aux points noirs qu'il ne réussissait pas à dissiper en Italie, d'autres qui se formaient dans le Nord, venaient s'ajouter, et tous ensemble, en grossissant et se réunissant, allaient envelopper la France et emporter l'Empire. C'était bien mal à propos que, pris d'un accès de vaine gloire, Napoléon III se félicitait, dans un discours du trône,

que son drapeau flottait ou avait flotté sur les plus célèbres capitales du monde : Constantinople, Athènes, Milan, Pékin, Rome, Mexico; les yeux clairvoyants ne tardèrent pas à démêler à l'horizon les nuages qui s'avançaient comme l'ombre avant-courière d'orages prochains et formidables.

Le roi de Danemark, Frédéric VII, était un grand buveur. Au commencement de novembre 1863, un petit bouton lui poussa sur le nez. Il le gratta, le mal s'envenima, un érysipèle se produisit, et à l'âge de cinquante-cinq ans, le 15 du même mois, Frédéric VII mourait à Glücksbourg, sans héritier direct, au moins pour les duchés de Lauenbourg et de Holstein. L'héritier légitime de ces derniers était le duc d'Augustenbourg, prince aimable, populaire, mais sans armée pour faire valoir ses droits. D'autre part, les grandes puissances avaient garanti à Frédéric VII, par un traité signé à Londres en 1852, l'intégrité de son héritage pour le nouveau roi de Danemarck, Christian IX.

Vers le même temps, le 5 novembre 1863, à l'ouverture de la session législative, Napoléon III s'exprima ainsi :

Les traités de 1815 ont cessé d'exister; la force des choses les a renversés ou tend à les renverser presque partout.

... Quoi donc de plus légitime et de plus sensé que de convier l'Europe à un congrès où les amours-propres et les résistances disparaîtraient devant un arbitrage suprême ?

La base de l'équilibre politique en Europe se trouvait, par ces paroles, mise en question.

« — C'est trop fort ! s'écria Alexandre de Russie en lisant ce discours.

« — C'est un impertinent ! » déclara la reine Victoria.

L'Empereur d'Autriche tourna ses yeux du côté de la Vénétie et craignit de payer les frais de l'arbitrage. Seul le Roi de Prusse se réjouit, sans trop le faire paraître, d'une menace qui jetait dans ses bras l'Autriche tremblante; il entrevit la possibilité de saisir pour son propre compte les duchés danois contestés.

Il ne se trompait pas : Napoléon III, contre l'opinion de ses conseillers officiels et celle de la majorité du pays, continuait à tout sacrifier à la perspective encore nuageuse et lointaine de compléter l'unité italienne.

La Diète de la Confédération germanique, qui avait l'Empereur d'Autriche pour président et le Roi de Prusse pour vice-président, se saisit de la question et malgré le traité de 1852, pourtant si formel, envoya une armée de Saxons et de Hanovriens occuper en son nom le Holstein et le Lauenbourg. Le roi Maximilien de Bavière, le plus puissant des petits princes allemands, s'était mis à la tête de ce qu'on appelait « la troisième Allemagne » ; il s'efforçait de faire contre-poids aux deux grands potentats de la Confédération ; mais sa sagacité politique était des plus bornées ; c'était lui, avec le roi de Saxe, qui avait soulevé l'injuste querelle.

Tout d'un coup, le 14 janvier 1864, la Prusse et l'Autriche signifièrent à leurs confédérés qu'elles se chargeaient, à elles deux, de l'exécution. Ce n'était rien moins qu'un coup d'Etat qui évinçait la Diète du bénéfice de ses propres décisions, sous couleur de les mieux remplir. La surprise et l'indignation furent grandes dans les petits états ; elles allèrent si loin que l'Autriche n'osa faire passer par la Saxe ni par la Bavière les troupes qu'elle envoyait en Danemark. Elle dut emprunter pour cela le territoire prussien, et l'on put se demander un instant si l'armée fédérale qui occupait le Holstein n'allait pas s'opposer par la force à l'entrée des Austro-Prussiens. Il n'en fut rien ; elle céda la place, et les deux complices non seulement occupèrent le Holstein, mais s'emparèrent par la violence du Sleswig, essentiellement danois. Le prétexte de cette nouvelle usurpation fut la résistance du Danemark. Ce petit royaume, en effet, ne recula point devant une lutte absolument disproportionnée. Les Danois résistèrent bravement, durant cinq jours, dans les lignes du Danewirke, puis dans les fortifications de Duppel (février et avril 1864), mais les Prussiens s'étant emparés de



BISMARCK

l'île d'Alsen et menaçant Copenhague, le droit dut s'incliner devant la force.

Le roi de Bavière réunit les petits Etats en une conférence à Wurtzbourg ; mais la terreur inspirée par la Prusse et l'Autriche était devenue telle que, devant la Diète de Francfort, le 3 mars, quand il s'agit de se déclarer formellement contre l'usurpation austro-prussienne, la débandade fut complète et la Bavière se trouva seule avec Bade pour refuser sa sanction. Le roi Maximilien ne put survivre à cette honte ; il tomba malade de chagrin et de douleur, et mourut deux jours après, le 10 mars, d'autant plus affligé qu'il laissait la couronne à un artiste demi-fou, Louis II, qui n'avait aucune des qualités sérieuses réclamées par la gravité des circonstances.

La Prusse et l'Autriche, par une convention signée à Gastein, se partagèrent les duchés danois, comme jadis la Pologne, sous Marie-Thérèse et Frédéric II. La Prusse eut le Lauenbourg et le Sleswig, qui étaient à sa porte ; l'Autriche le Holstein qui était pour elle d'une défense impossible en cas de guerre. L'opinion européenne accueillit mal cet acte de piraterie. M. Drouyn de Lhuis, ministre des affaires étrangères de France, insinua au ministre de Prusse à Paris, M. de Goltz, que l'arrangement n'était évidemment que provisoire et qu'il y avait des pays voisins de la France qui pourraient servir à des combinaisons ultérieures et plus générales. M. de Goltz répondit qu'un roi de Prusse ne pourrait céder un seul village de territoire allemand sans se perdre dans l'esprit et le cœur de toute l'Allemagne, mais qu'il y avait effectivement d'autres combinaisons possibles. M. Drouyn de Lhuis, flairant un piège, rédigea, le 27 août 1865, une circulaire diplomatique où perçaient le mécontentement et la défiance. Napoléon III, qui était à Fontainebleau, approuva cette circulaire. Elle fut rendue publique, le 8 septembre, par l'*Emancipation belge* et l'émotion fut vive à Berlin.

M. de Bismarck, le principal conseiller du nouveau roi

Guillaume Ier, se trouvant tout dérouté par les contractions qu'elle révélait entre le langage prêté à l'Empereur par M. de Goltz et celui de la diplomatie française, conçut l'idée d'aller chercher lui-même les lumières qui lui manquaient, et partit pour Biarritz, où se trouvait Napoléon.

Ni Napoléon, ni Biarritz n'étaient nouveaux pour M. de Bismarck. Il avait été délégué par la Prusse au Congrès de Paris en 1856 ; c'est même à la suite de cette transaction diplomatique qu'il fut créé comte, et il avait passé quelques jours en touriste à Biarritz en 1862, au moment où la cour de France s'y trouvait. Partout il avait laissé de son esprit une impression très flatteuse ; contraste absolu avec la plupart de ses prédécesseurs dans la diplomatie prussienne. Homme du monde, bonhomme cependant et presque sans raideur, spirituel, insinuant à volonté, primesautier, avec une pointe d'excentricité et d'apparente franchise, déjà il avait fait, comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, les délices de l'aristocratie russe ; les salons de son ambassade, jusques-là réputés supérieurement ennuyeux, étaient devenus, grâce à lui, des plus fréquentés. Les courtisans disaient : « Bismarck, c'est un drôle d'homme, aimable quoique Allemand, brillant mais point sérieux. » Mais personne ne l'avait percé à jour, sauf peut-être M. le marquis de Moustiers qui lui dit, en 1855 : « Songez-y, votre politique pourrait vous conduire à Iéna ! — Pourquoi pas à Leipzig ou à Waterloo ? répliqua audacieusement le Prussien, qui se hâta ensuite de rentrer dans le rôle qu'il s'était fixé, et de ramener son mot menaçant aux proportions d'une boutade d'homme impatienté, mais incapable d'arrière-pensée et jouant cartes sur table. Bref, il était tout à fait *persona grata* en Russie comme en France lorsqu'en 1862 il quitta son poste de ministre à Saint-Pétersbourg, pour venir représenter Guillaume Ier à la Cour des Tuileries.

Cette mission ne dura que quelques mois. La Prusse subissait une crise de trouble et d'agitation intérieure. Le Roi voulut avoir auprès de lui l'homme dont il avait déjà

éprouvé le dévouement et les talents supérieurs. Il le rappela brusquement et lui confia la place dirigeante que l'audacieux ministre a gardée trente ans.

Sa première préoccupation, une fois chargé de tout, avait été de réorganiser les troupes et de renouveler tout l'armement. Il eut à vaincre pour cela, dans le refus de concours du Parlement, des difficultés qui auraient effrayé tout autre que lui. Napoléon III eut la bonté de s'en alarmer et de lui exprimer la crainte qu'il ne jouât à Berlin le rôle du prince de Polignac à Paris. Bismarck rassura l'Empereur : « Soyez tranquille, Sire, personne en Prusse ne songe à faire une révolution ! » S'il eut dévoilé le fond de sa pensée, il aurait ajouté que seul il méditait d'en faire une, mais en Europe et contre la France. Que de fois il dut triompher en lui-même de se voir si peu deviné ! L'hypocrite mielleux, patelin, onctueux, n'est guère qu'un personnage de comédie ; si on le rencontre dans la vie réelle, c'est un grotesque et un niais, parfaitement inoffensif. Le tartuffe vraiment fort et redoutable, c'est le faux brave homme bourru et brusque par calcul, parlant haut, faisant craquer les doigts de la main qu'il serre, affectant de n'avoir jamais de secret parce qu'il serait incapable d'en cacher.

Tel fut Bismarck. On appela bientôt chancelier de fer cet homme souple comme le jonc, insaisissable comme la couleuvre. La mine martiale, la forte moustache et le casque à pointe cachaient le plus insinuant et le moins scrupuleux de ces professionnels que les Anglais nomment pick-pockets.

Le peuple allemand ne le devina pas non plus tout de suite. Le génie de cette nation est pénétrant mais lent et confus ; les idées y entrent en grand nombre, mais y séjournent longtemps avant d'arriver à la précision ; on dirait ces amas de feuilles de broussailles mouillées qui fument indéfiniment avant de flamber ; il est vrai qu'une fois allumées tout est dévoré en peu de temps. Napoléon III avait aussi quelque chose d'allemand ; on peut même dire qu'il fut plus lent que les masses allemandes à démêler le

but vers lequel marchait imperturbablement le créateur de la suprématie prussienne.

M. de Bismarck se rendit donc de nouveau à Biarritz, en octobre 1865 ; il y devint l'hôte de la villa Eugénie, agreste palais, élevé au milieu des rochers abrupts de ce coin sauvage des grèves de Gascogne.

Chaque matin on le voyait au port vieux, avec sa haute stature, son allure militaire, lorgnant les baigneuses, se mêlant aux groupes des pêcheurs de crevettes, dont il suivait avec curiosité les évolutions ; ou bien, s'arrêtant tout à coup, il scrutait les horizons immenses, de son regard ferme et droit, à demi voilé, comme celui des oiseaux de proie, par le double pli de la paupière retombante.

Sa grande habileté fut dans la hardiesse avec laquelle il découvrit des prétentions spoliatrices qui parurent alors tellement exorbitantes, qu'on ne put se défendre de chercher par quels détours l'habile homme d'Etat voulait masquer ses réels projets.

L'Empereur partageait, au fond, le mépris du droit des gens que M. de Bismarck a pratiqué, durant sa rude carrière, avec une indépendance absolue. Mais il ne lui convenait plus de le montrer. Il prêta une oreille attentive aux propositions du ministre de Prusse, sans les repousser ni les accueillir.

En 1865 comme en 1862 et toujours, tant qu'il en eut besoin, Bismarck épuisa sa parole colorée, artificieuse, à s'assurer si réellement les ambitions prussiennes ne trouveraient pas d'obstacle à Paris et à les présenter comme inoffensives, comme avantageuses même pour la France. « Pourquoi s'inquiéter des agrandissements territoriaux que la nécessité imposait absolument ? La Prusse avait une configuration absurde. Elle manquait *de ventre* du côté de la Hesse et de Nassau ; elle avait *l'épaule démise* du côté du Hanovre ; tant qu'elle resterait dans cette situation, elle serait dépendante de la Russie mécontente, disposée à venger ses récentes défaites, et de l'Autriche, éternelle ennemie du progrès moderne dont la personnification la plus brillante est à Paris.

Une fois satisfaite et plus libre, elle pourrait mieux suivre ses instincts qui la portent, elle aussi, nation jeune, du côté du progrès. »

Napoléon III écoutait, silencieux, ce tentateur vers lequel ses ressentiments invétérés contre l'Autriche l'inclinaient d'avance. Bismarck reconnut assez vite que la réputation de profondeur faite au souverain de la France n'était due qu'à une idéologie vague ; que « de loin c'était quelque chose et de près moins que rien » ; qu'en deux mots c'était « une grande incapacité méconnue ». Ainsi énonçait-il brutalement, non certes en ce temps-là, mais plus tard, les découvertes qu'il fit pendant les nombreuses audiences que lui accorda l'Empereur. Mais, une fois la première stupéfaction passée, il se décida à se lancer franchement vers l'inconnu, sur la foi des observations qu'il venait de préciser et que lui avait jadis fait pressentir confidentiellement, dit-on, un autre glorieux brigand politique, M. de Cavour.

Puisque ces deux noms se retrouvent ensemble sous notre plume, arrêtons-nous auprès d'eux encore une fois.

On attribue ce mot à M. Thiers : « Napoléon III a suscité deux grands hommes d'Etat. » — Lesquels ? demandèrent avec empressement des auditeurs heureux d'en faire leur cour à M. Rouher, ou à M. de La Vallette, ou à tout autre. — « Le comte de Cavour et le comte de Bismarck » répliqua M. Thiers.

Il avait raison, car ce sont ces deux hommes qui, mis en relief par Napoléon III, ont été les artisans de sa ruine.

Le parallèle à la manière de Plutarque a été plusieurs fois établi entre ces deux ministres, si opposés de caractère et de tempérament, et qui créèrent l'un et l'autre l'unité de leur patrie.

Cavour était l'Italien du Piémont, tenant de la dissimulation florentine et de la bonhomie gauloise ; insinuant, simple en apparence, toujours jovial, myope et sans prétention, une sorte de notaire de campagne. Bismarck, bien qu'éloquent au besoin, n'a rien de parlementaire, aucune

grâce spontanée ; lui aussi affecte la rondeur, mais il la cherche ordinairement dans l'exagération de ses défauts, dans le sans-gêne un peu brutal d'un homme incapable de tromper et qui sait par là même dissiper toute défiance ; insinuant avec les forts, cassant avec les faibles, mais plus souvent hautain et dur qu'aimable ; bref, un hobereau poméranien. Tous deux entreprirent une œuvre analogue et en apparence irréalisable ; tous deux la menèrent à bien, grâce au bonheur qu'ils eurent de rencontrer la même dupe ; mais l'Italien eut besoin de beaucoup plus de finesse et d'une plus longue obséquiosité, parce que son petit pays ne pouvait rien que sous l'égide protectrice de la France, tandis que le Prussien trouvait déjà dans sa patrie, ce Piémont d'Allemagne, une forte et solide armée qui lui permit de marcher tout seul aussitôt après sa première victoire. En compensation, Bismarck eut plus d'obstacles à vaincre autour de lui, tant de la part d'un parlement qui répugnait à la guerre contre des confédérés, que de la part de son roi, ambitieux mais longtemps honnête ; Cavour, au contraire, s'appuyait sur un peuple révolutionnaire et sur un roi dépourvu de tout scrupule. Bismarck joua aussi une plus grosse partie et eut besoin de plus d'audace ; car le Piémont vaincu n'eût pas été annihilé, l'Europe ne l'eût pas souffert ; mais la Prusse battue à Sadowa serait redevenue la Prusse du lendemain d'Iéna ; de plus, elle eût été maudite de l'Allemagne entière pour son ambition fratricide, et Bismarck n'aurait pas osé rentrer à Berlin où les mères, il l'a dit lui-même, « l'auraient déchiré de leurs mains et mis en pièces ».

A Biarritz, du 3 au 10 octobre, il eut avec Napoléon III une série d'entretiens confidentiels, rappelant le fameux complot de Plombières. A l'issue de ces entretiens, l'Empereur et son hôte rejoignaient les autres personnes présentes à la villa. On montait en break pour visiter les environs ou bien, réunis sur la terrasse, située si près du rivage que, parfois, la vague venait mourir aux portes des salons, on admirait ces rochers, ces flots, ces grands blocs de granit aux formes fantastiques,

et le phare tout voisin, perché sur la pointe d'une roche qui s'avance au milieu de la mer.

La conversation alors devenait générale, et M. de Bismarck, s'abandonnant à sa prétendue simplicité, montrait un esprit jovial, plein d'à-propos, et une rude et loyale franchise, comme celle du paysan du Danube. Il faisait assaut de verve et de finesse avec un académicien réputé très spirituel, M. Mérimée, qui se trouvait parmi les invités des souverains, et souvent c'était au Poméranien que les courtisans eussent adjugé le prix.

Les entretiens de Napoléon III et de Bismarck à Biarritz ont été résumés dans une lettre de celui-ci au roi de Prusse, datée du 11 octobre ; lettre dont M. de Sybell a reçu communication pour son *Histoire de la fondation de l'empire allemand*. En voici les passages principaux :

Arrivé à Paris, j'ai vu d'abord M. Rouher ; il est bien disposé pour nous, ce à quoi j'attache une importance particulière, car il possède plus que M. Drouyn de Lhuis la confiance de l'Empereur. C'est de lui que j'ai appris positivement que l'Empereur avait lu et approuvé la circulaire... Dès le lendemain de mon arrivée à Biarritz je fus reçu par l'Empereur. Il me parut ne pas savoir que j'étais informé de l'approbation donnée par lui à la circulaire ; il ne pouvait pas, me dit-il, s'occuper de tous ces détails et n'intervenait que dans les circonstances graves... Il me demanda ensuite, avec quelque solennité, si nous n'avions pas donné de garanties à l'Autriche pour la Vénétie. Je lui affirmai que non, en mettant également, dans cette affirmation, toute la solennité dont je fus capable... Il me dit qu'il ne fallait pas chercher à faire naître les évènements, mais les laisser mûrir. Ils s'en produirait certainement qui fourniraient la preuve que la Prusse et la France sont les deux Etats de l'Europe qui, en raison de leurs intérêts, ont le plus besoin l'un de l'autre... Il me demanda par quelle voie nous espérions nous entendre avec l'Autriche pour l'éconduire du Holstein. Je lui déclarai ouvertement que nous pensions acquérir ce territoire à prix d'argent ; Sa Majesté n'y fit aucune objection, déclarant être d'accord avec moi pour repousser les appréhensions de M. Drouyn de Lhuis, touchant un agrandissement de la Prusse sans compensation pour la France...

Cet entretien fut repris, avec de légères variantes, dans une autre longue conversation que j'eus avec l'Empereur après mon déjeuner. Cette fois il fut question des provinces danubiennes. Je devinai qu'elles pourraient bien servir un jour de compensation à l'Autriche

pour l'abandon de la Vénétie ; c'est ce que M. Lefebvre m'avait déjà laissé entrevoir. Je répondis que le concours de Votre Majesté sur ce terrain serait subordonné à la nécessité de ne pas entrer en conflit avec la Russie au sujet d'une question peu importante pour la Prusse... L'Empereur approuva ma manière de voir...

D'après tout ce que j'ai pu remarquer, je peux qualifier les sentiments de la cour de France de favorables à notre égard. Le comte de Goltz et M. de Radowitz, qui retournent demain à Paris, jouissent de toute la faveur de l'Impératrice et sont les seuls étrangers admis tous les jours dans son cercle intime...

Les autres pièces que M. de Sybell a reproduites font ressortir nettement l'assentiment de Napoléon III à l'annexion des duchés par la Prusse. L'Empereur allait même, dans la bienveillance des conseils qu'il donnait, jusqu'à s'enthousiasmer pour ce canal de Kiel, projeté pour augmenter la force défensive de la Prusse contre ses voisins du nord.

L'Empereur repartit le 12 pour Saint-Cloud. M. de Bismarck le suivit, toujours plus agréable et plus agréé, et fut reçu en audience, à son passage pour retourner en Allemagne. Napoléon III approuva l'annexion des duchés, laissant seulement entendre qu'il serait bon de la faire sanctionner par un plébiscite. Il revint sur la nécessité de ne pas précipiter les évènements, mais d'en attendre le développement pour y adapter sa conduite. M. de Bismarck observa que cette réserve de l'Empereur répondait non seulement à ses propres désirs, mais encore à la volonté du Roi, son maître, désireux de ne pas se lier.

Lorsque, le 7 novembre, il rentra à Berlin, il put se réjouir de n'avoir pas perdu ses vacances. Tout lui réussissait. D'un côté il montrait à François-Joseph la main de la France toujours prête à lui arracher le peu qui lui restait de l'Italie, et cette obsession ôtait à l'Autriche son libre arbitre ; de l'autre il avait obtenu que Napoléon III ne songeât, par une autre obsession, qu'au moyen de se concilier la Prusse et d'écarter ainsi l'obstacle qui avait arrêté sa marche après Solférino.

En réponse aux remerciements de M. de Bismarck, Napoléon écrivit à cet hôte si digne de toute sa confiance, — et ce

n'est pas le document le moins étonnant de ceux qu'a publiés M. de Sybell.

Dites au Roi qu'il peut toujours compter sur mon amitié. En cas de guerre entre l'Autriche et la Prusse, je garderai une neutralité absolue ; mais je n'ai pas besoin de vous redire de quel côté sont mes sympathies... Ne prêtez donc point attention aux bruits des journaux sur un rapprochement entre Vienne et Paris ; même des déclarations en ce sens d'un de mes ministres n'auraient aucune importance ; moi seul sais quelle politique extérieure la France doit avoir.

Mais le miroir où vient se refléter le plus fidèlement la politique du premier ministre de Prusse, durant ces trois années, est la correspondance abondante qu'il entretient avec M. de Goltz. L'Autriche fait-elle un pas dans la voie des concessions amicales à la Prusse, les avances de Napoléon III sont accueillies à Berlin avec une politesse glaciale. Des nuages s'amassent-ils, au contraire, du côté de Vienne, M. de Bismarck se montre empressé vis-à-vis de la France. C'est ainsi que l'Autriche, qui s'était préoccupée tout d'abord et avant tout de sauvegarder l'intégrité du Danemark, fut amenée, pas à pas, à cette série d'iniquités dont on ne l'eût point crue capable, consistant à occuper les duchés simultanément avec la Prusse, à déclarer la guerre à Christian IX et à passer la première l'Eider. M. de Sybell convient que ce fut grâce au bon vouloir de Napoléon III et aux tergiversations de sa diplomatie, dont il parle avec une certaine raillerie, que la Prusse a pu entraîner ainsi l'Autriche, quitte à la frustrer plus tard.

Comme nous n'entendons pas lâcher prise, disait M. de Bismarck à M. de Roon, ministre de la guerre, il se peut que nous ayons contre nous l'Angleterre, la Russie, peut-être la France. Nous ne pouvons donc pas nous séparer de l'Autriche. Un contre trois serait une mauvaise affaire ; deux contre deux, ou même deux contre trois, cela peut aller.

Sur ces entrefaites une conférence se réunit à Londres. « Le représentant de la France louvoya, dit encore l'historien allemand ; lord Palmerston, de son côté, déclara que la question était tellement embrouillée, que personne ne s'y

reconnaissait ; le délégué du Danemark, se retranchant dans son droit, se montrait intraitable ; en somme, la conférence ne produisit aucun résultat. Le roi Guillaume seul savait ce qu'il voulait ; il avait décidé depuis longtemps de s'en tenir à ce mot de son aïeul Frédéric II : Nous nous donnerons le luxe d'être justes quand nous serons les maîtres ! »

On assure que Bismarck ne se glorifie de rien tant que de son action diplomatique dans la querelle des duchés. Il y fut clairvoyant, décidé, prompt, et lorsqu'il eût amené le partage de ce petit pays, sous les yeux de l'Europe irrésolue et rougissant d'elle-même et de sa condescendance, il se fit la part du lion, en attendant de prendre tout. Ce fut une des fraudes les mieux conduites de l'histoire. L'Autriche s'y laissa complaisamment imposer, avec la naïveté d'un bourgeois facile à tromper, le rôle de celui qui tire les marrons du feu et se les voit arracher des doigts au moment de les manger. La France, l'Angleterre et la Russie, qui pouvaient empêcher le festin, se contentèrent de regarder avec curiosité ce féroce et cynique appétit, qui n'était qu'un commencement.

Cependant les avertissements ne manquèrent point. M. Thiers anxieux monta à la tribune du Corps législatif ; il y fut admirable de raison et de patriotisme. Ce n'était plus, ce jour-là du moins, l'ennemi irréconciliable, complotant avec tous les partis la chute de Napoléon III ; on eût dit qu'il voyait l'épée de la Prusse s'allonger au nord pour frapper ensuite au midi et atteindre au cœur du côté de l'ouest. Il adjura le gouvernement de l'arrêter dans sa première invasion. Il disait en substance : « Ne laissez pas la Prusse commettre cette iniquité ; pour cela vous n'avez pas besoin de recourir à la force ; exprimez seulement votre pensée avec netteté ; dites que vous n'approuvez pas, cela suffira ! »

Toutefois on doit reconnaître que Napoléon ne fut pas le seul, ni peut-être le principal responsable de cette première faute commise dans les affaires du Danemark. Lord Malmesbury écrit dans son journal :

Le comte de Flahaut (qui avait remplacé M. de Persigny comme

ambassadeur de France à Londres) fait beaucoup d'embarras et se montre très irrité contre nous. Il dit que l'Angleterre est obligée plus que tout autre pays à soutenir le Danemark, parce que le traité de 1852 a été signé chez nous. Toutes nos sympathies en effet sont pour les Danois et l'empereur Napoléon serait prêt à déclarer la guerre aux Allemands, si nous voulions marcher avec lui. Mais, à mon avis, ni son armée ni la nôtre ne seraient à la hauteur d'une pareille entreprise, parce que ni l'une ni l'autre n'ont le fusil à aiguille dont les Prussiens sont armés.

Il en fut donc en Danemark comme en Pologne. Les plus coupables ne furent ni la France, ni l'Autriche ; ce fut l'Angleterre ; et cependant, l'Angleterre est la seule qui n'ait pas expié. Mais la logique des évènements n'a pas dit son dernier mot et il est impossible que les Anglais ne regrettent pas un jour d'avoir laissé une grande puissance continentale prendre pied à la fois sur la Baltique et sur la mer du Nord.

Plusieurs autres évènements méritent d'être notés, avant que nous prenions congé de l'année 1865. Le premier fut la mort d'un des principaux acteurs du Coup d'Etat ; le second, le voyage en Algérie, puis le discours d'Ajaccio, enfin l'épidémie cholérique, et surtout les premières atteintes de maladie de Napoléon III.

Le brillant duc de Morny mourut le 10 mars, plus envié qu'estimé. On lui fit, aux frais de l'Etat, des funérailles magnifiques. Les Parisiens les virent passer avec une admiration gouailleuse ; ces honneurs rendus surtout à une origine maintenant avouée, connue de tous, étaient un outrage et à la mémoire de la mère de l'Empereur et à la morale publique.

Le mot suivant courut les boulevards : « Pauvre Empereur ! il s'en va par morceaux ; il a perdu le bras en perdant Saint-Arnaud, la langue en perdant Billault ; il perd la tête en perdant Morny ! »

Dans les affaires algériennes comme partout, les chimères se mêlaient chez Napoléon III aux idées pratiques. Il rêvait d'un royaume arabe. Devant cette menace de ruine, les braves colons algériens organisèrent un pétitionnement monstre. Des tables furent apportées dans les rues ; la foule y faisait queue. En peu de jours 25.000 signatures furent recueillies et

envoyées au Sénat. L'Empereur, d'abord stupéfait de tant d'audace, recula, malgré sa toute puissance, devant les clameurs de la colonie. Mais il résolut d'aller se rendre compte de la situation par lui-même, ce à quoi le maréchal de Mac-Mahon, successeur du maréchal Pélissier comme gouverneur général, ne cessait de l'inviter.

Il débarqua à Alger le 3 mai 1865, passa un mois dans la colonie et y donna la mesure des illusions de son esprit autant que des bonnes intentions de son cœur. Aux musulmans il promettait une augmentation de bien-être et une participation plus grande dans l'administration du pays. — « Reconnaissez, leur disait-il, reconnaissez avec le Coran que celui que Dieu dirige est bien dirigé. » Afin de plaire aux catholiques il s'entendit avec Pie IX pour l'érection du siège épiscopal d'Alger en archevêché, et pour la création de deux évêchés suffragants, Oran et Constantine. Il revint charmé de son voyage, beaucoup plus que de celui de 1860, accompli à la hâte et distraitement, pèle mêle avec les trahisons de Castelfidardo [1].

Le prince Napoléon avait été chargé, pendant cette excursion en Algérie, de présider à Ajaccio une érection de statues à Napoléon Ier et à ses frères. L'occasion était trop belle pour quelque incartade ; le prince révolutionnaire ne

---

[1] Un biographe de M. de Sonis a fait une vive description de ce voyage de 1865 :

« Le séjour d'une semaine, que l'Empereur fit à Oran, est un de mes plus vifs souvenirs d'enfance : ces cent-un coups de canons partant de tous les forts à la fois pour annoncer l'arrivée de l'*Aigle* ; le quartier de la « Marine » admirablement pavoisé ; le trouble du maire, voyant l'Empereur tendre la main pour prendre le manuscrit de la harangue qu'il venait de lui débiter, et croyant que le souverain lui offrait bourgeoisement une poignée de mains, tout comme M. Carnot... Et l'arrivée dans les rues, — bondées de spectateurs haletants de curiosité, — du chasseur précédant la voiture impériale, splendide dans un costume vert, rutilant d'or ; la population, éblouie, crut que c'était le souverain en personne ; son délire éclata, mais les derniers vivats étaient finis lorsque parut une calèche contenant plusieurs généraux... on voit tant de généraux sur la terre algérienne que personne ne fit attention à ceux-là : on les prit pour la suite.

« Et le coup d'œil féerique de cette pittoresque ville, qui s'illuminait comme par enchantement dès que la nuit tombait brusquement, sans crépuscule, ainsi que cela se passe dans ces régions ; ces minarets enflammés, cette belle promenade Létang sillonnée de cordons de lumières. Je vois encore l'Empereur, déjà malade,

manqua point de la saisir. Il exposa une sorte de programme démocratique, conforme sur plus d'un point à la politique réelle de Napoléon III, mais en contradiction générale avec les grandes lignes avouées de cette politique. Ce fut un scandale européen. L'Empereur, à son retour, ne crut pas pouvoir garder le silence sans assumer la responsabilité du discours. Il adressa à son cousin et fit insérer au *Moniteur* une lettre qui le blâmait et le rappelait à la discipline sévère établie par Napoléon Ier dans sa famille d'abord, dans son gouvernement ensuite. » Le prince irrité répondit par sa démis- de membre du conseil privé et par celle de président de l'Exposition universelle, qui se préparait pour 1867. Il parla même de se retirer à Turin, dans la famille de sa femme ; mais son beau-père Victor-Emmanuel parvint à le calmer, pour le malheur de l'Empire et de la France : on était à la veille de la fatale année 1866.

La cour se trouvait à Biarritz lorsqu'on apprit, à la fin du mois de septembre 1865, que le choléra venait d'éclater à Paris et que les terribles souvenirs de 1849 affolaient la population. Devançant aussitôt l'époque habituelle du retour, l'Empereur et l'Impératrice décidèrent qu'on rentrerait à Saint-Cloud.

---

s'y promenant appuyé au bras du général Fleury, un ancien officier du 2e chasseurs d'Afrique, que tout le monde connaissait à Oran. Puis cette revue sur le champ de courses, suivie d'une merveilleuse fantasia ; au retour, un vent du sud souleva soudainement des tourbillons d'une poussière rouge et impalpable, qui eut bientôt poudré d'une teinte pourpre brillants uniformes et fraîches toilettes.

« Et ce simulacre de la prise de Mers-el-Kébir, avec le débarquement de la flotte ; tableau grandiose, resté ineffacé dans mes yeux d'enfant ! je les contemplais blotti dans les bras d'un ambassadeur mexicain, qui me comblait de friandises enfouies dans le capuchon de son manteau… »

L'Empereur avait exprimé le désir d'attacher à sa personne un officier distingué, connaissant également bien le pays, la langue et les mœurs arabes. Le commandant de Sonis était d'autant plus désigné que le souverain l'avait remarqué pendant les fêtes militaires données en son honneur, lors de son premier voyage. Le maréchal lui fit donc cette flatteuse proposition : c'était la fortune qui s'offrait à lui. Pourtant Sonis n'hésita pas à refuser. C'est qu'il était légitimiste ; il était surtout un fils dévoué de l'Eglise et il craignait d'avoir à approuver des actes ou des paroles qui froisseraient sa conscience. Il retourna donc à son poste de Saïda et y resta dans la solitude pendant que le pays était en fête.

L'épidémie avait été foudroyante au début ; puis il y eut une sorte d'accalmie, et l'on pouvait croire que le mal était enrayé, lorsque, vers le milieu d'octobre, une nouvelle recrudescence vint augmenter la panique. La population ouvrière était particulièrement éprouvée. On citait des familles décimées. Les hôpitaux ne désemplissaient pas. Tous ceux qui pouvaient quitter Paris s'éloignaient.

Le 21 octobre, l'Empereur, accompagné du général Reille, son aide de camp, et d'un seul officier d'ordonnance, alla visiter l'Hôtel-Dieu. Avec sa bonté, son calme habituels, Napoléon III encouragea les malades, parlant à chacun. En se retirant, il laissa une somme de cinquante mille francs prise sur sa cassette et destinée à venir en aide aux victimes du fléau.

L'Impératrice n'avait pas été prévenue de cette visite. Au retour elle en exprima ses regrets.

— Je pensais bien que tu aurais voulu venir, lui dit l'Empereur. Mais tu es enrhumée et beaucoup trop souffrante pour sortir ; c'est pour cela que je ne t'ai pas prévenue.

L'Impératrice, en effet, était atteinte d'une sorte de bronchite à laquelle elle était assez sujette et qui la fatiguait beaucoup. Mais le surlendemain, elle déclara qu'elle se trouvait mieux et, sans admettre les observations du docteur Conneau, elle quitta Saint-Cloud à neuf heures du matin, dans un grand landau attelé en poste, pour venir à son tour visiter les hôpitaux de Paris. Elle était accompagnée de sa jeune lectrice, Mlle Bouvet, du marquis de la Grange, son écuyer, et de M. Charles Duperré, officier d'ordonnance de l'Empereur. A l'hôpital Beaujon les malades étaient fort nombreux. L'Impératrice passa dans chaque salle, s'approcha de tous les cholériques, leur parla longuement avec sa grâce souriante. L'un d'eux, convulsé par la souffrance, était près d'expirer. L'Impératrice lui prit les mains, l'encourageant à avoir confiance en la miséricorde divine. Pensant que c'était une des religieuses de l'hôpital qui l'exhortait ainsi, cet homme porta à ses lèvres la main qui pressait sa main.

— Je vous remercie, ma Sœur, murmura-t-il.

Une des religieuses, qui accompagnait l'Impératrice, se pencha vers lui et lui dit :

— Vous vous trompez, mon ami. Ce n'est pas moi. C'est notre bonne Impératrice qui vous parle.

— Laissez, ma Sœur, reprit l'Impératrice ; il ne peut me donner un plus beau nom.

Ces paroles furent dites spontanément, avec la plus parfaite simplicité. Depuis, on les a citées et paraphrasées pendant quatre ans, dans un nombre incalculable de discours, de sermons, de poésies, même de chansons.

La visite à Beaujon s'était prolongée au-delà de midi. L'Impératrice revint aux Tuileries, où un déjeuner sommaire l'attendait ; puis, jusqu'à la nuit, elle continua ses visites, allant à l'hôpital Lariboisière, à Cochin, à l'hôpital Saint-Antoine. Là, un des médecins se trompa et la fit entrer dans une salle remplie de malades atteints de la petite vérole. S'apercevant aussitôt de sa méprise, il pria l'Impératrice de se retirer.

— Pourquoi donc ? dit-elle, ceux-ci souffrent aussi, je veux les voir aussi bien que les autres.

Et elle leur parla à tous.

L'Impératrice était encore dans tout l'éclat de sa beauté, comme de la puissance de son époux. Quand la nouvelle de sa visite se fut répandue dans ce quartier populeux, un rassemblement considérable se forma à la porte de l'hôpital et, à sa sortie, l'Impératrice fut saluée par des acclamations frénétiques. Les femmes surtout se montraient fanatisées. Elles portèrent Sa Majesté jusqu'à sa voiture et l'escortèrent en courant, autant que leurs forces le leur permirent.

En rentrant à Saint-Cloud, l'Impératrice s'aperçut, avec une douce émotion, que sa robe avait été coupée en morceaux. Les femmes du peuple se les étaient distribués comme des reliques.

Quelques mois plus tard, l'épidémie cholérique se déclarait à Amiens. M. Cornuau était préfet de la Somme. Mme Cornuau,

frêle et charmante jeune femme, très appréciée à la Cour, avait une peur horrible du choléra. Néanmoins, elle ne voulut pas s'éloigner de son mari. Elle prit ses dernières dispositions, reçut les sacrements et, persuadée qu'elle n'échapperait pas à la contagion, fit le sacrifice de sa vie. On la vit alors au chevet de tous les malades, se multipliant, stimulant tous les dévouements par son exemple, par la sérénité avec laquelle elle affrontait le fléau, se portant de préférence vers les endroits les plus infestés, dans les bas quartiers populeux où les ravages furent terribles.

Informée de l'héroïsme de cette jeune femme qui affrontait tant de périls, tout en avouant ingénuement qu'elle se mourait de peur, l'Impératrice résolut d'aller à son aide. Déjà familiarisée avec le fléau, elle quitta Paris, accompagnée de la comtesse de Lourmel, sa dame du Palais, et du marquis de Piennes, son chambellan. Cette visite eut du retentissement dans l'Europe entière ; et l'accueil émouvant des habitants paya bien la souveraine de sa sollicitude.

La municipalité d'Amiens, voulant exprimer ses remerciements de cette auguste visite par un témoignage durable, décida qu'un grand tableau, placé dans le musée de la ville, en consacrerait le souvenir. Ce tableau fut exécuté. Il représentait l'Impératrice au chevet des malades, entourée des personnes qui l'accompagnaient, et parmi lesquelles on reconnaissait, au premier rang, Mme Cornuau.

En 1867, dans un voyage officiel où l'Empereur et l'Impératrice visitèrent le nord de la France au milieu d'un enthousiasme indescriptible, on inaugura le musée d'Amiens en présence de Leurs Majestés. Le tableau y occupait la place d'honneur. Après la chute de l'Empire, une municipalité républicaine le fit disparaître ; mais une autre municipalité mieux inspirée l'a réintégré, en 1892, à la place que lui avait assignée la reconnaissance d'une population entière.

Mais une maladie plus grave, bien qu'elle n'atteignît qu'un homme, fut celle dont les premiers symptômes se révélèrent vers le même temps chez cet homme et commencèrent à

paralyser une activité et une intelligence qu'une nation imprudente avait substituée trop complètement à la sienne propre.

Ce fut au camp de Châlons, en 1865, que se manifesta la maladie. Madame Carrette, née Bouvet, lectrice de l'Impératrice, a laissé des renseignements très précis sur cet évènement, comme sur beaucoup d'autres.

Un matin, le barron Larrey, médecin en chef des armées, vit arriver vers sept heures Léon, le valet de chambre de confiance de l'Empereur, qui venait lui-même le chercher.

Le barron Larrey se rendit immédiatement au pavillon impérial. L'Empereur était couché.

— J'ai passé une nuit très pénible, mon cher Larrey, lui dit l'Empereur, en lui faisant le récit de ses souffrances et des manifestations spéciales dont elles avaient été accompagnées.

Le docteur Larrey conseilla certains soins et, ayant reconnu une maladie de la vessie, déclara qu'une opération chirurgicale immédiate s'imposait.

L'Empereur se récria : « Nous en reparlerons plus tard, mon cher Larrey, » et il lui ordonna de ne révèler à personne ce qui venait de lui être confié.

« Je vous prie expressément de n'en pas dire un mot à l'Impératrice, » ajouta Napoléon III.

L'Empereur connaissait très bien la sollicitude de l'Impératrice. Il savait qu'en lui révélant la nature de la maladie dont il souffrait, l'Impératrice aurait insisté de façon à ce que tous les moyens fussent mis en œuvre pour que l'Empereur fût traité et guéri. Le Prince, qui eut toute sa vie un si grand mépris de la mort, éprouvait une appréhension nerveuse et presque féminine pour les souffrances occasionnées par la maladie.

L'Empereur était d'une génération où l'on croyait peu à la médecine ; surtout il avait horreur des moyens chirurgicaux qui, il y a trente ans, ne s'imposaient pas avec la même certitude qu'aujourd'hui.

Le 14 août, continue Mme Carette, l'Impératrice, accompagnée de la princesse Anna Murat et de la comtesse de Montebello, arrivait à Châlons. J'avais également l'honneur d'accompagner Sa Majesté.

Le lendemain, 15 août, nous assistions à une messe dite en plein air, au milieu du camp.

Après la messe on amena les chevaux, et l'Empereur ayant à ses côtés l'Impératrice, nous-mêmes et tout l'état-major, passa une grande revue des troupes. Il était impossible, à sa mine, à son attitude, de soupçonner qu'il venait d'être souffrant.

Le 16 août, nous partions pour Arenenberg, où l'Empereur n'était pas retourné depuis la mort de sa mère.

Ce voyage fut un enchantement. Jamais l'Empereur ne s'était montré aussi gai, aussi satisfait.

Revenant en excursionniste dans ces belles contrées où s'était écoulée sa jeunesse, il y retrouvait mille impressions douces et joyeuses. Depuis les premières heures de la matinée jusqu'à la nuit, nous parcourions le pays en chemin de fer, en bateau, dans de simples voitures de louage.

L'Empereur ne prenait aucune autre précaution que de se garantir du froid, qu'il redoutait extrêmement.

Cet agréable voyage eut un dénouement dramatique. A Neuchatel, les chevaux de la voiture dans laquelle nous étions, et qui suivait celle de l'Empereur, s'emportèrent en quittant la gare, au milieu d'une foule considérable accourue pour voir Leurs Majestés. On ne pût les maîtriser. Notre voiture, dépassant celle de l'Empereur, fût brisée. La princesse Anna Murat, Madame de Montebello et moi, nous fûmes très grièvement blessées. On crut que j'allais expirer sur l'heure. Profondément bouleversé, l'Empereur cherchait à nous secourir, à nous ranimer ; ses yeux étaient remplis de larmes en voyant nos souffrances.

J'ai su depuis que, dans la nuit qui suivit, l'Empereur avait eu un nouvel accident de santé. Il l'avait soigneusement caché à la sollicitude de l'Impératrice, qui nous avait veillées la nuit entière.

Cependant le lendemain, sans laisser paraître aucune fatigue, l'Empereur rentrait à Paris, tandis que l'Impératrice nous soignait avec ce dévouement de sœur de charité qu'un moribond saluait en elle, peu de mois après, lors de ses visites aux cholériques des hôpitaux de Paris et d'Amiens.

CHAPITRE XXI

Sadowa

Le partage des pays danois entre la Prusse et l'Autriche ne pouvait être que provisoire. L'Autriche proposa de livrer ces pays à la Confédération germanique. Mais la Prusse professait que ce qui est bon à prendre est bon à garder. Le Prussien est très pieux, c'est le champion de la Bible et du Décalogue, sauf qu'il a une Bible et un Décalogue à lui : tout ce qui profite à la Prusse est licite. Grâce à cette heureuse disposition de conscience, le pieux roi Guillaume Ier fit savoir à ses bons alliés qu'il avait cru, la veille, comme toute l'Allemagne, que le Holstein et le Lauenbourg appartenaient à la patrie allemande ; mais que, depuis la conquête, sa conscience, bourrelée de scrupules, avait soumis la question aux légistes de Berlin et que ceux-ci venaient de découvrir, à son grand étonnement, que le Holstein et le Lauenbourg appartenaient réellement au Danemark.

La conclusion, pour un casuiste vulgaire, eût été qu'il ne restait qu'une chose à faire : s'excuser auprès du Danemark, lui rendre son bien et rentrer chez soi.

Seulement la Prusse a une logique spéciale. Elle démontra que les duchés, n'ayant jamais appartenu de droit à l'Allemagne et n'appartenant plus de fait au roi de Danemark, devaient être annexés à la Prusse. Le Slesvig de même, par droit de conquête et comme indemnité de guerre, quoiqu'il ne fût allemand qu'à moitié et n'eût jamais été l'objet d'une revendication allemande. Si l'Autriche réclamait, on ne lui refuserait pas une compensation en argent.

L'Autriche s'étonna, comprit confusément qu'elle était jouée et porta la main à la garde de son épée.

L'heure arrivait de la partie suprême. Bismarck redoubla avec Paris d'obséquiosités et de sous-entendus pleins de promesses, afin d'isoler l'Autriche et d'obtenir la complicité de la France, de laquelle dépendait pour lui le concours de l'Italie ; car l'Italie ne pouvait bouger sans la permission de la France.

Napoléon était l'arbitre forcé, le maître indiscutable de la paix ou de la guerre. Deux partis s'offraient à son choix : ou bien s'entendre avec la Prusse et se faire sa part de butin dans l'expédition de grand chemin qu'elle méditait et qu'elle ne pouvait mener à bien s'il s'y opposait ; ou bien faire savoir à la Prusse que, si elle voulait rompre l'équilibre de l'Europe, il se mettrait avec l'Autriche, et signifier à l'Italie que, si elle s'avisait d'aider la Prusse, les troupes françaises qui étaient encore à Rome allaient être renforcées et marcher sur Florence.

Il ne se décida ni pour l'une ni pour l'autre de ces résolutions; il garda inébranlée sa foi robuste aux fallacieuses avances de Bismarck, le laissa armer à son aise, désorganiser la Confédération, violenter ses plus proches voisins pour les empêcher de secourir l'Autriche et conclure avec l'Italie tous les arrangements qu'il voulut. Chose plus invraisemblable encore, mais qui est racontée par le général La Marmora dans son ouvrage intitulé *Un peu plus de lumière*, l'alliance de la Prusse et de l'Italie se fit par l'empereur Napoléon et malgré les avis de son clairvoyant ministre des affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuis. On ne sait qu'admirer le plus ou de la stupide hallucination de ce rêveur, ou du bonheur insolent de Bismarck [1].

Napoléon était tellement persuadé que la Prusse travaillait

---

[1] M. le marquis de Villeneuve a raconté, à ce propos, une entrevue de tous points caractéristiques entre Bismarck et le prince Napoléon ; deux cyniques ensemble, on va le voir.

pour lui autant que pour elle, et qu'elle lui réservait les plus abondantes compensations sans qu'il eût besoin de se donner l'odieux de les prendre, qu'à peine la guerre devenue certaine, il se rendit à l'exposition d'Auxerre et là, dans un discours officiel, annonça à la France et au monde que les traités de 1815 avaient vécu et que, par conséquent, il trouvait toutes naturelles les ambitions de quiconque voudrait les déchirer.

Je vois avec bonheur, dit-il, que les souvenirs du premier Empire ne sont pas effacés de votre mémoire. Croyez que, de mon côté, j'ai hérité des sentiments du Chef de ma famille pour ces populations énergiques et patriotes qui ont soutenu l'Empereur dans la bonne

---

Le prince Napoléon ayant rapporté l'entretien en présence de plusieurs amis, M. de Villeneuve le transcrivit et demanda au prince s'il pouvait le publier.

« Peut-être, répondit-il... mais après ma mort. Un prince ne doit jamais être indiscret de son vivant. »

Voici le récit de M. de Villeneuve :

C'était en 1866. Bismarck vint au-devant du visiteur, lui présenta un siège et se jeta lui-même dans un grand fauteuil à côté d'une table sur laquelle étaient des verres et un énorme broc de bière. Il reprit la pipe entamée en disant du bout des lèvres :

— Vous permettez, prince ?

Et il tira une longue spirale de fumée.

Le prince alluma une cigarette, et comme l'atmosphère étouffante puait le tabac, il alla à la fenêtre et l'ouvrit. Bismarck le laissa faire, prit une casquette et l'enfonça sur son crâne chauve en disant :

— Faites comme moi, prince, vous allez vous enrhumer... et maintenant causons.

— C'est vous que je viens voir, monsieur le comte, commença le prince Napoléon.

— Je le savais, riposta Bismarck. L'Empereur veut connaître mes projets. Eh bien ! avec vous, je puis causer, car vous êtes capable de me comprendre.

Et alors, en vingt minutes, avec une verve incomparable, il développa le plan suivant : l'Allemagne s'unifiait, s'alliait à la France, et ces deux nations, étroitement serrées, rejetaient la Russie dans ses steppes, ouvraient à la Hongrie devenue le pivot de l'empire autrichien, la route de Constantinople, enlevaient à l'Angleterre ses colonies qui seraient le déversoir du trop-plein de l'Allemagne et de la France, réduisaient l'Espagne, l'Italie et les pays scandinaves au rôle de satellites. Il conclut par ces mots :

— Je vois bien votre pensée. Vous dites : M. de Bismarck prend l'Allemagne ; que nous donne-t-il ? Eh bien, voulez-vous Genève ?

— C'est trop peu.

— Le Luxembourg ?

— Ce n'est rien. A prendre, il faut quelque chose qui en vaille la peine. Nous voulons la frontière du Rhin.

— Ah ! le Rhin ? Je m'en doutais. Eh bien ! cela je ne puis pas vous le donner

comme dans la mauvaise fortune. J'ai, d'ailleurs, envers le département de l'Yonne, une dette de reconnaissance à acquitter. Il a été un des premiers à me donner ses suffrages en 1848 ; c'est qu'il savait, comme la grande majorité du peuple français, que ses intérêts étaient les miens et que je détestais comme lui ces traités de 1815 dont on veut faire aujourd'hui l'unique base de notre politique extérieure.

Je vous remercie de vos sentiments. Au milieu de vous, je respire à l'aise, car c'est parmi les populations laborieuses des villes et des campagnes que je retrouve le vrai génie de la France.

L'Europe entière, particulièrement l'Autriche, vit dans ce discours la révélation d'un accord formel entre la France et la Prusse. En réalité Napoléon III se disposait à faire ce

---

Comprenez bien. Moi, peu m'importerait ; je ne tiens pas au Rhin. Je ne suis pas un Allemand, je suis un Prussien, un Wende. Il ne faut pas me confondre avec un professeur d'Heidelberg. Mais je ne suis pas le maître en cette question Jamais l'opinion n'admettrait la cession d'un village allemand. Cherchons ailleurs. Voulez-vous la Belgique ?

— On pourrait en causer Mais l'Angleterre ?...

— L'Angleterre, me dites-vous ! Ah ! si j'étais cotonnier américain ou rajah des Indes, je m'inquiéterais fort de ce que pensent les Anglais. Mais je suis une grande puissance continentale et je me f... de l'Angleterre. Voyons, que peut-elle ? Elle embarquera 80.000 hommes, 100.000 ; mettons 150.000 si vous voulez. Elle ne peut pas en mobiliser davantage. Eh bien, ne sommes nous pas de force tous deux à les jeter dans la Manche ?

— Tout cela peut faire l'objet de négociations sérieuses. Mais ne pensez-vous pas qu'il serait utile de jeter ces idées sur le papier, de faire un mémorandum qui serait mis sous les yeux de l'Empereur ?

Bismarck se leva, prit une nouvelle pipe, la bourra, l'alluma, et regardant bien en face le prince :

— Vous voudriez un traité secret avec des signatures ? Eh bien, non ! A quoi bon, d'ailleurs ? Si le pacte m'est avantageux, je l'exécute sans qu'il soit écrit. Dans le cas contraire...

Un geste acheva la phrase.

— Pourquoi n'avez-vous pas parlé à l'Empereur aussi nettement qu'à moi ?

— Votre Empereur ! Mais c'est une femme. Je lui propose mille avantages. Il hésite, il parle de son amour pour la paix, de la justice, des droits des peuples... des niaiseries ! Je lui pousse le genou sous la table et il fait semblant de ne pas comprendre. Je ne puis cependant pas lui dire que j'ai envie de coucher avec lui !

La conversation était terminée. Le prince Napoléon se leva :

— Monsieur le comte, je vais répéter notre entretien à l'Empereur. Voulez-vous savoir en quels termes ?

— Dites donc, prince, dites !

— Sire, M. de Bismarck nous propose une grande filouterie. Pouvons-nous l'empoigner et le mener chez le commissaire ? Je crois que non. Eh bien, alors, volons avec lui.

Un grand éclat de rire du prince de Bismarck mit fin à la conversation.

qu'on appelle un saut dans l'inconnu ; mais personne ne pouvait le croire.

M. Thiers, du haut de la tribune, lors de la discussion récente sur les affaires danoises, avait énoncé cette prophétie :

Messieurs, prenez garde ! La population de la Prusse ne dépasse pas, à l'heure actuelle, quatorze millions. Si la guerre lui est heureuse. elle s'emparera de quelques-uns des Etats de l'Allemagne du nord, et ceux dont elle ne s'emparera pas, elle les placera dans une Diète qui sera sous son influence.

Le 13 juin, à la même tribune, M. Rouher donna lecture d'une lettre que l'Empereur avait adressée, deux jours auparavant, à M. Drouyn de Lhuis, ministre des affaires étrangères ; lettre qui démontre et son obstination à compter sur des compensations qui viendraient toutes seules, et sa bienveillance pour la Prusse et l'Italie :

... Nous ne pourrions songer à l'extension de nos frontières que si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance, et si les provinces limitrophes demandaient, par des vœux librement exprimés, leur annexion à la France ..

Le conflit qui s'est élevé a trois causes : la situation géographique de la Prusse, mal délimitée ; le vœu de l'Allemagne demandant une reconstitution politique ; la nécessité pour l'Italie d'assurer son indépendance nationale...

Nous désirerions, en ce qui nous concerne, pour les Etats secondaires de la Confédération, une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important (*approbation*, d'après le *Moniteur*) ; pour la Prusse plus d'homogénéité dans le Nord ; pour l'Autriche le maintien de sa grande position en Allemagne (*très bien, très bien !*)

Nous aurions voulu en outre que, moyennant une compensation équitable, l'Autriche pût céder la Vénétie à l'Italie (*très bien ! très bien !*) car si, de concert avec la Prusse et sans se préoccuper du traité de 1852, elle a fait au Danemark une guerre au nom de la nationalité allemande, il me paraissait juste qu'elle reconnût en Italie le même principe en complétant l'indépendance de la Péninsule. (*Approbation.*)

Telles sont les idées que, dans l'intérêt du repos de l'Europe, nous aurions essayé de faire prévaloir. Aujourd'hui il est à craindre que le sort des armes seul en décide. En face de ces éventualités, quelle est l'attitude qui convient à la France ? Devons-nous manifester notre déplaisir parce que l'Allemagne trouve les traités de 1815

impuissants à satisfaire ses tendances nationales et à maintenir sa tranquillité ?

Dans la lutte qui est sur le point d'éclater, nous n'avons que deux intérêts : la conservation de l'équilibre européen et le maintien de l'œuvre que nous avons contribué à édifier en Italie (*très bien ! très bien !*) Mais pour sauvegarder ces deux intérêts, la force morale de la France ne suffit-elle pas ? Pour que sa parole soit écoutée, sera-t-elle obligée de tirer l'épée ? Je ne le pense pas. (*Nouvelles marques d'approbation*).

Si, malgré nos efforts, les espérances de paix ne se réalisent pas, nous sommes néanmoins assurés par les déclarations des cours engagées dans le conflit que, quels que soient les résultats de la guerre, aucune des questions qui nous touchent ne sera résolue sans l'assentiment de la France. (*Très bien ! Très bien !*)

Restons donc dans une neutralité attentive, et forts de notre désintéressement, animés du désir sincère de voir les peuples de l'Europe oublier leurs querelles et s'unir dans un but de civilisation, demeurons confiants dans notre droit et calmes dans notre force. (*Applaudissements prolongés.*)

Sur ce, Monsieur le ministre, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

Napoléon.

Bismarck conclut de cette lettre, lorsqu'il la connut, qu'il allait pouvoir s'arrondir dans de très grandes largeurs, mais qu'il faudrait partager. Il y était absolument résigné en principe : déjà son interprète à Paris, le comte de Goltz, en mars 1866, s'était cru acculé à la nécessité de parler clair, et avait demandé expressément à Napoléon ce qu'il lui fallait pour sa part. M. de Goltz montra la Prusse prête à céder à la France le pays compris entre la Sarre, la Moselle et le Rhin, et une partie du Palatinat, s'il en était fait une condition absolue et de nécessité. Bismarck, il est vrai, personnellement, n'avait jamais précisé à ce point, du moins il s'est souvent défendu de l'avoir fait ; mais il a tout avoué depuis, implicitement, dans une conversation avec le roi Louis II de Bavière. Comme celui-ci, un moment distrait de ses préoccupations musicales, causait avec lui, en 1871, des récents évènements qui avaient fait du roi de Prusse un empereur, et lui exprimait avec un peu d'amertume sa surprise des concessions qu'il avait cru devoir accorder en

principe, aux dépens du territoire allemand, si Napoléon avait su mettre à propos la main dessus : « Que voulez-vous? répondit Bismarck ; il fallait en passer par là ou rester la petite Prusse impuissante dans l'Allemagne divisée. Mais soyez tranquille, ce que j'aurais donné nous l'aurions repris, et quelque chose avec. »

Le doute est moins possible encore lorsqu'on a lu le rapport que le général Govone, qui représentait alors l'Italie à Berlin, adressa le 3 juin à son gouvernement :

Pour une seule chose, m'a dit Bismarck, il m'aurait plû de me rendre à Paris, jaurais voulu m'aboucher avec l'Empereur afin de connaître le *maximum* des concessions qu'il désire de nous.

J'ai demandé alors si, en dehors du Rhin, il y avait quelque partie du pays où un vote pour l'annexion à la France pût en partie réussir. — Aucune, répondit Bismarck ; les agents français eux-mêmes, qui ont parcouru le pays pour connaître les dispositions des populations, rapportent tous qu'aucune votation qui ne fût pas fictive ne pourrait réussir. Personne n'aime son propre gouvernement ni la dynastie régnante de son propre territoire, mais tous sont et veulent rester Allemands, de sorte qu'il ne resterait qu'à indemniser la France avec la partie française de la Belgique et de la Suisse. Je lui expliquai alors que cela était extrêmement difficile, mais que si on ne pouvait faire valoir la volonté populaire, peut-être pourrait-on mettre en avant quelqu'autre principe, comme par exemple, celui des *confins naturels*, et, m'empressant d'ajouter que je n'entendais pas parler de *toute* la rive gauche du Rhin, n'y-a-t-il pas, ajoutai-je, quelqu'autre ligne géographique qui pourrait convenir à la France? A quoi Bismarck répliqua : « Si, il y aurait la Moselle. Je suis, a-t-il ajouté, moins Allemand que Prussien, et je n'aurais aucune difficulté à souscrire à la cession à la France de tout le pays compris entre le Rhin et la Moselle, c'est-à-dire le Palatinat. Le roi ne s'y déciderait que dans un moment suprême, lorsqu'il serait sur le point de tout perdre ou de tout gagner (et certes, il y était,), mais de toute manière, pour *travailler* son esprit en vue d'un arrangement quelconque avec la France, il serait nécessaire de connaître la limite des prétentions de celle-ci, parce que s'il était question de *toute* la rive gauche du Rhin, Mayence, Coblentz et Cologne, le Roi aimerait mieux s'accommoder avec l'Autriche que de s'y décider jamais.

Ainsi il est bien clair que ce jour-là, pour s'assurer notre simple neutralité, Bismarck était prêt à nous donner le

Palatinat, qui appartenait à la Bavière alliée de l'Autriche, c'est-à-dire la limite du Rhin jusqu'à Manheim, et en outre la partie de la province prussienne rhénane située au sud de la Moselle. La France n'avait qu'un mot à dire pour l'avoir ; ce mot, l'Empereur ne le dit pas.

Mais déjà les combattants étaient en marche. La Prusse, qui ètait prête, armée jusqu'aux dents, somma l'Autriche de désarmer et, avant même d'attendre la réponse, appela à elle les contingents du Mecklembourg, de l'Oldenbourg, des petits duchés de Saxe qui, la touchant de trop près pour lui échapper, avaient pris son parti. La Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, la Bavière, Nassau, la Hesse, s'étaient rangés du côté de l'Autriche.

La Prusse négligea ces petits adversaires, sauf le Hanovre, qu'elle surprit en pleine mobilisation. Les Hanovriens se défendirent courageusement, à Langensalza ; leur vieux roi Georges, aveugle, se fit conduire sur le champ de bataille pour les encourager, mais ils succombèrent sous le nombre.

Le chef de l'armée bavaroise, secrètement gagné, s'arrangea pour arriver trop tard à leur secours ; le roi de Bavière Louis II, tenait moins à sa couronne qu'à la musique de Wagner. Sur la frontière de France deux ou trois régiments prussiens, dix mille hommes au plus, circulaient bruyamment comme des figurants de théâtre, qui sortent par une porte et rentrent par l'autre ; ils se multipliaient pour cacher l'absence des garnisons.

L'Autriche fut moins bien inspirée. Elle voulut faire face des deux côtés à la fois et commit la faute d'envoyer son meilleur général, l'archiduc Albert ,contre les Italiens. Elle se donna le plaisir de les battre sur terre et sur mer. Sur terre, l'archiduc les rencontra le 24 juin à Custozza et, quoiqu'ils fussent une fois plus nombreux, les mit en pleine déroute. Sur mer l'amiral Tegethoff battit l'amiral Persano, le 20 juillet, à la hauteur de l'île de Lissa, et coula plusieurs de ses gros navires cuirassés. L'Europe ne s'attendait pas à

trouver une telle supériorité de manœuvres et de solidité dans la vieille flotte en bois, formée et longtemps commandée par le malheureux archiduc Maximilien. Mais à quoi bon ces victoires sur l'ennemi secondaire si l'on était battu par l'ennemi principal ? Or ce fut ce qui arriva, le 3 juillet dans les plaines de la Bohême.

L'Autriche n'avait à opposer sur sa frontière du nord qu'une armée légèrement inférieure en nombre (205.000 hommes contre 215,000), et très inférieure sous le rapport de l'armement. Le fusil à aiguille doublait les moyens et la confiance de l'ennemi.

Des erreurs de stratégie furent commises des deux côtés. Les Prussiens envahirent la Bohême en trois armées, convergeant toutes sur le même point. Le maréchal hongrois Benedeck les y attendait. Il avait sur elles un avantage, un seul, mais capital : celui de la concentration. Il pouvait accabler ces trois armées l'une après l'autre. Il n'en fit rien ; il s'installa sur le plateau de Sadowa, voulant, disait-il, en finir d'un coup. La bataille s'engagea entre lui et deux armées prussiennes seulement. A deux heures du soir les Prussiens pliaient de toutes parts ; Benedeck, comme jadis Mélas à Marengo, annonçait sa victoire, quand arriva la troisième armée prussienne qui changea tout. Benedeck eut 40.000 hommes tués ou blessés, rétrograda en désordre sur Kœniggraetz et demanda un armistice. Les Prussiens ne perdirent que 20.000 hommes.

Le coup de foudre de Sadowa surprit et consterna l'Europe. Seules les sociétés secrètes, les Juifs et la Franc-Maçonnerie triomphèrent bruyamment. Une hausse folle se produisit le 5 juillet sur toutes les valeurs et dans tous les marchés financiers, sans en excepter celui de Vienne. C'est ainsi que l'Autriche était récompensée de ses tendresses pour les Rothschild et pour tant d'autres gros financiers qu'elle a faits barons et qu'elle autorise, un peu partout, comme consuls, à couvrir de son drapeau leurs maisons de commerce.

Ce fut dans la matinée du 4 que le comte de Goltz, ambassadeur de Prusse à Paris, alla porter la nouvelle à St-Cloud, où se trouvait la Cour. Napoléon III était loin de s'y attendre ; il avait pensé que les chances étaient plutôt en faveur de l'Autriche et que, dans tous les cas, la guerre serait longue. M. de Goltz observait avec attention et non sans inquiétude les visages des hommes d'Etat français ; quelques-uns rayonnaient, la plupart devenaient sombres. M. de Goltz se retira peu rassuré sur les résolutions qui allaient être prises.

C'était en effet, pour la France, l'instant décisif. Une résolution prompte pouvait tout sauver encore. Le maréchal Randon, ministre de la guerre, et M. Drouyn de Lhuis, ministre des affaires étrangères, passèrent toute l'après-dinée à stimuler l'Empereur, que son cousin le prince Napoléon cherchait au contraire à rassurer; M. Walewski, le maréchal Niel, M. Fould, appuyaient les deux ministres; M. Rouher et M. de Persigny aidaient le prince. A leurs yeux, le duel de l'Autriche et de la Prusse représentait, comme aux yeux du *Siècle* et de *l'Opinion Nationale*, la lutte du libéralisme contre l'Eglise.

Le prince Napoléon ne craignit pas de dévoiler toute sa tendresse béate pour la Prusse, dans un discours qu'il prononça quinze jours avant Sadowa, à la suite d'un festin, et qui fut reproduit, sans désaveu de sa part, dans tous les journaux du temps :

... On a eu trop d'hésitation et de prudence ; on aurait dû franchement s'allier à la Prusse et à l'Italie depuis un an. L'empire, c'est le triomphe de la démocratie moderne, de la Révolution ; or, quel est le programme de cette Révolution? C'est d'abord la lutte engagée contre le catholicisme, lutte qu'il faut poursuivre et clore ; c'est la constitution des grandes unités nationales, sur les débris des Etats factices et des traités qui ont fondé ces Etats ; c'est la démocratie triomphante ayant pour fondement le suffrage universel, mais qui a besoin pendant un siècle, d'être dirigée par la forte main des Césars; c'est la France impériale au sommet de cette situation européenne ; c'est la guerre, une longue guerre, comme condition et instrument de cette politique.

Or le premier obstacle à vaincre, c'est l'Autriche. L'Autriche est

le plus puissant appui de l'influence catholique dans le monde [1] elle représente la forme fédérative, opposée au principe des nationalités unitaires ; elle est le repaire du catholicisme et de la féodalité ; il faut donc l'abattre et l'écraser. L'œuvre a été commencée en 1859 ; elle doit être achevée aujourd'hui.

La France impériale doit rester l'ennemie de l'Autriche ; elle doit être l'amie et le soutien de la Prusse, la patrie du grand Luther, et qui attaque l'Autriche par ses idées et par ses armes ; elle doit soutenir l'Italie, qui est le centre de la Révolution dans le monde, en attendant que la France le devienne, et qui a la mission de renverser le catholicisme à Rome, comme la Prusse a pour mission de le détruire à Vienne. Nous devons être les alliés de la Prusse et de l'Italie, et nos armées seront engagées dans la lutte avant deux mois...

Ainsi s'exprimait un jacobin qui n'était français, catholique et prince, que par le hasard de la naissance.

Le roi Guillaume marchait sur Vienne, mais en regardant du côté de Paris. Bismarck l'encourageait avec une sorte d'exaltation : « Sire, victoire complète ici et bonnes nouvelles d'Italie ! — Comment, d'Italie ? Mais l'Italie est battue... — Heureuse défaite, Sire. Si l'Italie s'était montrée capable de se tirer d'affaire toute seule, son tuteur s'occuperait moins d'elle et d'avantage de nous. — Enfin est-il possible qu'il nous laisse faire jusqu'au bout ? — Sire, tout est possible, et nous savons que lui et son cousin ont des idées à eux. »

S'il arrivait à Guillaume d'exprimer sa surprise de tant de chances favorables échues à ses ambitions : « Sire, affirmait Bismarck, vous êtes l'élu de Dieu ! » Et le mystique monarque, le pontife éperonné du piétisme protestant, citait quelque verset biblique et ressentait une vertueuse et croissante ardeur pour dépouiller tous ses parents et voisins, et pour abattre les Philistins que Dieu lui livrait.

La maison de Hohenzollern, en effet, s'est toujours considérée comme le boulevard du protestantisme dans le nord et son épée dans le midi.

---

[1] Où le prince Napoléon avait-il donc étudié l'histoire de son pays ? Il attribue ici à l'Autriche un rôle que le monde entier reconnait avoir été, depuis trois siècles, et être encore, celui de la France.

Si elle parut tolérante durant les soixante-dix premières années de ce siècle, ce fut à cause du plan qu'elle poursuivait contre l'Autriche, qu'elle visait à expulser de l'Allemagne. Il fallait garder le masque, a dit le député Lasker, un des chefs de cette politique, « tant que l'édifice de l'empire allemand ne serait pas arrivé sous toit ». M. de Bismarck lui-même est moins étranger qu'on ne pense aux passions religieuses[1].

Mais sur cet instant psychologique de la déchéance nationale de la France, il faut laisser la parole aux témoins occulaires, seuls capables de nous expliquer l'inexplicable. Citons d'abord le maréchal Randon :

On invoqua une raison, qui depuis a été souvent reproduite, pour justifier notre abstention dans un moment où la nécessité d'une action énergique devait être reconnue par tous les patriotes clair-

---

[1] Un personnage politique important, membre du Reichstag, mais qui préfèrerait infiniment siéger à la Chambre des députés français (on devinera pour quel motif il désire n'être pas désigné autrement au public) écrivait en 1879, à propos de *Pie IX, sa vie, son histoire, son siècle*.

« M. Emile Keller a eu parfaitement raison de dire que M. Villefranche est trop indulgent envers la Prusse. Ignore-t-il donc que la haine de l'Eglise catholique est la principale tradition des Hohenzollern? C'est par eux que des professeurs prussiens ont envahi peu à peu toutes les universités de l'Allemagne catholique; its ont cherché surtout à s'emparer des chaires d'histoire, et ils y ont réussi ; par eux aussi l'hérésie a circonvenu et perdu le vaniteux Döllinger, et séduit plusieurs des Hohenlohe. On va jusqu'à affirmer que le roi Maximilien de Bavière fut corrompu systématiquement, durant un séjour de deux semaines à la cour de Berlin, au moment où il devait épouser une princesse d'Autriche.

« L'histoire de la reine douairière de Prusse, morte en 1873, donne une juste idée des sentiments intimes de la famille des Hohenzollern. Cette princesse était bavaroise, et par conséquent catholique ; elle répugnait beaucoup à épouser un protestant dans la personne du prince royal de Prusse, frère et prédécesseur de Guillaume Ier. Enfin, après de longues négociations, le mariage eut lieu, à la condition expresse que la future reine ne serait point gênée dans l'exercice du culte où elle était née. Or, quoique son royal époux fût le plus tolérant des Hohenzollern, à peine fut-elle arrivée à Berlin qu'on s'arrangea pour qu'elle ne pût *jamais* se rendre publiquement à une église catholique. On lui permit de transformer en chapelle la pièce la plus reculée du palais ; c'est là qu'un vicaire de Sainte-Hedwige vint lui dire la messe, pendant quelque temps ; mais elle était obligée d'assister tous les dimanches, avec la famille royale, au prêche protestant du Dôme. On renvoya en outre , peu à peu, son entourage bavarois, pour ne laisser auprès d'elle que des protestants. La pauvre femme résista quelques années à cette pression, puis elle finit par cesser d'être catholique.

« Quant à Bismarck il appartient au protestantisme orthodoxe; sceptique et

voyants. On prétendit que le ministre de la guerre avait formellement déclaré à l'Empereur que nous n'étions pas prêts. Si le Maréchal a prononcé ces paroles, il n'aura fait qu'accomplir un devoir rigoureux de sa charge et affirmer une vérité élémentaire : qu'on ne passe point du pied de paix au pied de guerre en vingt-quatre heures. Mais ce qui est d'une exactitude absolue, c'est qu'il assura pouvoir en un mois réunir sous les drapeaux quatre cent cinquante mille hommes, défalcation faite des armées d'Afrique, du Mexique, de Rome, et qu'il mettrait *immédiatement* en marche quatre-vingt mille hommes. A quoi le ministre des affaires étrangères, parfaitement renseigné sur l'épuisement momentané de la Prusse, répondit : Quatre-vingt mille hommes, c'est trop ; quarante mille suffisent ; des gardes-champêtres suffiraient. » Ces derniers mots n'étaient pas l'expression d'une jactance ridicule, mais l'affirmation de ce fait que la seule déclaration de la France d'intervenir dans le débat, et, au besoin d'y intervenir les armes à la main, aurait suffi pour tout changer.

---

brutal en politique, c'est avec passion qu'il a servi les haines à la fois sectaires et maçonniques de Guillaume Ier, jusqu'à ce que l'un et l'autre rencontrassent sur leur chemin la résistance invincible des consciences catholiques.

« Le 14 avril 1874, dans les débats sur la loi qui suspendit le traitement du clergé catholique, le comte de Malzahn, député conservateur protestant, ayant déclaré qu'il voterait pour cette loi, parce qu'elle n'atteindrait que les catholiques sans toucher aux droits du culte évangélique, Bismarck répondit : « Je dois exprimer la joie profonde que me cause la déclaration de l'honorable préopinant ; si, dès le début du conflit religieux, le parti conservateur s'était placé sur ce terrain, s'il eut appuyé le gouvernement au nom du culte évangélique, je ne me serais jamais trouvé dans la douloureuse nécessité de me separer du parti conservateur.

« La séance du 5 décembre 1874 fit encore mieux ressortir l'absence de scrupules et la profondeur de la haine dans ce cœur ulcéré. Il s'agissait d'obtenir la suppression du budget de la légation prussienne près le Saint-Siège. Bismarck osa accuser la cour de Rome d'avoir été l'alliée de la France et, qui est pis, de la Révolution dans la guerre de 1871 ; il prétendit que si le concile avait été clos si brusquement, c'était pour laisser toute liberté d'action à Napoléon III ; et, comme il fallait des faits à l'appui de cette singulière assertion, il prêta à Mgr Méglia, alors nonce à Munich, cette parole mensongère : « Nous n'avons plus d'espoir que dans la Révolution. » Au moment où le chancelier proféra cette odieuse calomnie, un saisissement étrange s'empara de sa personne. On le vit pâlir, balbutier, recourir quatre ou cinq fois à son verre d'eau avant de retrouver une contenance et les mots qu'il cherchait. De grosses gouttes de sueur perlaient sur son front ; nous tenons ces détails de témoins oculaires. Tout le parlement en fut frappé : mais l'abbé Majunke, directeur du journal catholique la *Germania* fut le seul qui se permit d'en entretenir le public. Aussi M. Majunke, qui se trouvait sous le coup d'une condamnation pour offenses envers le tout puissant chancelier, fut-il mandé immédiatement au bureau de police, d'où il passa à la prison, malgré son inviolabilité de député et les protestations du *Reichstag*. »

Une intervention française eût fait courir à la Prusse de sérieux dangers ; car les 120.000 Autrichiens victorieux de Custozza allaient, en huit jours, être rendus à Vienne, et une grande partie de l'Allemagne, dans le sud, en Saxe, sur le bord du Mein et dans le Hanovre, était exaspérée contre l'agression prussienne. Mais on ne voulait pas à Paris de cette intervention, et pour expliquer une inaction inexplicable, on prétendit que l'état de nos forces ne permettait pas une politique aussi résolue. Le public, les cours étrangères elles-mêmes, furent trompés par cette assertion erronée, et l'on resta sur cette opinion parce que le Maréchal a été condamné à garder le silence pour couvrir d'autres responsabilités [1].

Le meilleur témoignage en faveur de la justesse de vue des ministres de la guerre et des affaires étrangères, c'est celui qui leur a été donné par Bismarck lui-même, après nos désastres de 1870. Il a dit devant le parlement allemand :

Après la bataille de Sadowa, l'empereur Napoléon fit entrevoir son immixtion ; l'apparition de la France sur le théâtre de la guerre nous eût exposés à perdre nos succès. Bien que la France eût alors peu de forces disponibles, l'addition d'un corps français eût suffi à faire des nombreuses troupes de l'Allemagne du sud, qui avaient un matériel excellent, mais sans organisation, une très bonne armée, qui nous aurait aussitôt forcés à couvrir Berlin et à renoncer à tous nos succès en Autriche.

Le comte de Beust a ajouté à cet aveu le curieux récit d'une conversation qu'il eut avec Guillaume Ier lui-même en

---

[1] Toutes ces assertions du maréchal Randon sont corroborées par celles que l'on trouve dans l'ouvrage de M. le comte Bernard d'Harcourt : *Les quatre ministères de M. Drouyn de Lhuis*, et dans les mémoires de M. le comte de Beust, alors premier ministre de Saxe, intimement mêlé, lui aussi, à ces grands évènements.

Avant de livrer à la publicité les *Mémoires* du maréchal Randon, la maréchale, jalouse de conserver exempte de tout reproche la réputation de l'époux qu'elle venait de perdre, soumit à M. Drouyn de Lhuis, pour savoir ce qu'il en pensait, les passages de ces mémoires se rapportant à l'année 1866. M. Drouyn de Lhuis, après les avoir lus, les approuva entièrement, les reconnut parfaitement conformes à la vérité, et fit seulement modifier quelques expressions qui ne lui paraissaient pas suffisamment énergiques. Comment donc, alors, pourrait-on croire au langage qui lui a été prêté récemment par un sénateur, lui faisant dire qu'il aurait voulu une intervention, mais que le général ministre de la guerre avait déclaré à l'Empereur que l'armée n'était pas en état de fournir quatre-vingt mille hommes, et que le ministre des finances n'avait pas d'argent pour subvenir en ce moment à une pareille démonstration ?

1871, et qu'il a consignée, à cette époque, dans un rapport officiel à l'empereur d'Autriche.

La pensée de Sa Majesté (Guillaume Ier) est que la France a consommé sa ruine dès 1866, attendu que Napoléon pouvait et devait attaquer l'armée prussienne par derrière. En 1866, lui, roi de Prusse, ne voulait pas croire à la vraie neutralité de la France, et ce n'était qu'après une longue résistance qu'il avait consenti à dégarnir la frontière rhénane. Aussi avait-il toujours conservé, disait-il, beaucoup de reconnaissance à Napoléon III.

Il y parut à Sedan !

Cependant l'ardeur de conviction des deux ministres finit par entraîner la plupart des quelques hésitants, et par fixer les irrésolutions de l'Empereur. Il fut décidé que l'ordre de la mobilisation serait lancé, qu'une armée d'observation de 80.000 hommes se réunirait sur le Rhin, sous le commandement du maréchal de Mac-Mahon, que le Corps législatif serait convoqué, et que toutes ces résolutions seraient annoncées au pays par le *Moniteur* du lendemain.

Rassurés dans leurs inquiétudes, les deux ministres se retirèrent et l'on peut croire qu'ils dormirent peu. Le lendemain à leur réveil, chacun de son côté, ainsi que l'un et l'autre l'ont dit, ils demandèrent, non sans émotion, mais avec pleine confiance, le *Moniteur universel*, l'ouvrirent et n'y trouvèrent rien.

Ils coururent aux Tuileries, exprimèrent leur surprise et leur douleur. L'Empereur garda le silence, ou balbutia de nouveau que peut-être on n'était pas prêt ; mais ils surent que, dans la soirée, très tard après le conseil des ministres, le prince Napoléon était revenu, accompagné de MM. Rouher et de La Valette, et que leurs communes instances, aidées des secrètes et obstinées complaisances du souverain pour sa chère Italie, avaient obtenu que le décret fût retiré de l'impression.

« Sire, s'écria le Maréchal avec amertume, en apprenant ce revirement, ce n'est pas l'Autriche qui a été battue à Sadowa, c'est la France ! » — Pour moi, ajouta M. Drouyn

de Lhuis, dans ces conditions je ne puis plus rester aux affaires ! » Il se retira effectivement quelques semaines après, mais non sans avoir fait de nouvelles tentatives.

Cinq jours plus tard, le 11 juillet, il remit à l'Empereur, sur les réformes fédérales proposées par la Prusse, un mémoire où il démontrait que, si ces réformes s'accomplissaient, l'Allemagne entière se trouverait absorbée par la Prusse.

L'empereur François-Joseph, ne recevant rien de Paris, céda à ses malheureuses habitudes de découragement. Dès le 6 juillet au matin, il se détermina à demander la paix. Toutefois un des vaincus, le comte de Buol, qui possédait sa confiance, obtint un sursis afin de tenter un dernier effort. Il partit en qualité de négociateur confidentiel. Il dit dans ses mémoires :

Napoléon était alors très souffrant de sa maladie de la prostate ; son aspect et même ses dispositions intellectuelles accusaient son état. Il ne cessait de balbutier comme un enfant : « Je ne suis pas prêt à la guerre... »

Ce fut en vain que je lui adressai les paroles suivantes : « Je ne demande pas, Sire, que vous fassiez la guerre ; il ne s'agit pas de cela. Vous avez cent mille hommes à Châlons : dirigez-les sur la frontière ; faites partir une escadre pour la mer du Nord ; c'est tout ce qu'il faut. La ligne d'opération de l'armée prussienne est déjà trop étendue pour que celle-ci ne soit pas obligée de faire halte ; à Vienne, à Munich, à Stuttgard, on reprend courage et l'Allemagne vous accepte avec reconnaissance comme médiateur. Si vous ne faites pas cela, vous aurez peut-être vous-même la guerre avec la Prusse dans cinq ou six ans, et alors je vous promets que toute l'Allemagne marchera avec elle contre vous. »

M. Lefèvre de Béhaine, notre chargé d'affaires à Berlin, écrivait de son côté :

M. de Dalwigk, chef du cabinet de Darmstadt, me dit que la France devrait entrer dans le Palatinat et les provinces rhénanes ; il m'a assuré que nous n'y trouverions ni haines, ni préjugés nationaux si difficiles à surmonter. Il m'a parlé de l'immense effet que produirait une démonstration hardie de la France sur l'esprit de ces populations du Midi, qui ne sont encore aujourd'hui qu'étourdies et stupéfaites par les victoires de la Prusse. J'ai demandé à M. de Dalwigk s'il n'exprimait pas une opinion personnelle. M. de Dalwigk

m'a affirmé que son collègue de Bavière, M Von der Pfordten, jugeait la situation absolument comme lui. L'entrée immédiate de troupes françaises dans le Palatinat rendrait aussitôt aux populations le courage de résister à la Prusse.

On apprenait vers le même temps que les Prussiens étaient décimés en Bohême par le choléra et la fièvre, que 40.000 des soldats autrichiens de Custozza arrivaient à Vienne, que l'archiduc Albert allait prendre le commandement en chef et que les Autrichiens qui évacuaient l'Italie, s'étant retournés pour modérer la marche en avant de Victor-Emmanuel, lui avaient infligé un nouvel échec à Visco.

Rien de tout cela n'eut la puissance de prévaloir contre le prince Napoléon, qui disait dans une note datée du 14 juillet :

Dans sa précipitation à rédiger sa précédente note à l'Empereur sur la situation actuelle, le prince Napoléon croit ne pas avoir insisté assez sur la situation fâcheuse que ferait à l'Empereur une politique pouvant amener une rupture avec la Prusse et l'Italie. Avec l'Italie, ce serait la négation de toute la politique impériale, ce serait défaire ce que l'Empereur a si glorieusement fait en 1859, ce serait rejeter l'Italie à moitié mutilée et exaspérée aux pieds de l'Autriche. Cette politique serait désastreuse. Vis-à-vis de la Prusse, la question est beaucoup plus délicate. Sans doute, une partie de l'opinion publique serait très facilement entraînée à une guerre avec les Prussiens, mais d'un autre côté il faut s'attendre à ce que M. de Bismarck, menacé sérieusement sur ses derrières par la France, jouerait son va-tout et, cessant d'être Prussien, se faisant tout à fait Allemand, ferait un appel aux passions militaires de toute l'Allemagne. Quelles conséquences terribles entraînerait un tel acte ! Sans doute la France est forte, et l'Empereur peut beaucoup obtenir d'elle, mais, en envisageant froidement la situation, quel serait le motif de la guerre contre la Prusse et toute l'Allemagne ? Ce serait au nom de l'équilibre européen que l'Empereur marcherait contre un peuple qui ne veut rien nous prendre, qui ne veut que s'organiser à *l'intérieur* comme il l'entend. Ce serait donc une guerre contre le principe des nationalités, contre les principes libéraux, contre la volonté de l'Allemagne de s'organiser *intérieurement*.

Pour ceux qui rêvent pour l'Empereur le rôle de la réaction et du cléricalisme européen à faire triompher par la force, ils doivent pousser à une alliance avec ce cadavre autrichien et à une guerre contre l'Allemagne, la Prusse et l'Italie ; mais ceux qui voient dans

Napoléon III non le modérateur de la Révolution, mais son chef éclairé, ne désertant jamais les grands principes de nationalité et de liberté qu'il a pour mission de faire triompher en Europe, et qui seront sa véritable grandeur dans la postérité, ceux-là seraient bien inquiets le jour où il entrerait dans une politique qui, même dût-elle triompher par la force, serait le renversement de la véritable grandeur et de la gloire de Napoléon III.

Quant à M. Rouher, il ne faut pas chercher les motifs de ses préférences dans des considérations d'ordre supérieur : il ne voulait pas déplaire au prince Napoléon et à quelques autres amis ; rien de plus. On a parlé des relations d'affaires du ministre d'Etat avec les principaux financiers de cette époque ; mais les suppositions malveillantes paraissent ici mal justifiées [1].

---

[1] Sans doute M. Rouher rencontrait à chaque pas sur sa route les occasions de faire en toute sécurité une immense fortune. Mais il vivait simplement et en bon père de famille au milieu des siens, qui avaient pour lui autant d'admiration que de tendresse. Quelques rares et très sûrs amis pénétraient seuls dans son intimité; cette vie modeste lui permit de grossir, par l'épargne, son patrimoine de famille. M. Rouher était arrivé anisi à une honorable aisance qui fut, on peut l'affirmer, le fruit de son travail et la conséquence naturelle d'une bonne gestion.

En France, à Paris surtout, les impressions furent vives et contradictoires comme à la cour.

L'histoire doit être impersonnelle ; le narrateur de celle-ci évite donc de se mettre lui-même en scène ; cependant les anecdotes ont leur prix.

Modeste chef d'un bureau télégraphique à Paris, en juillet 1866, j'étais de ceux qui entrevoyaient avec une clarté saisissante les conséquences désastreuses de l'alliance italo-prussienne, bien que je fusse loin, assurément, de les prévoir aussi terribles. Après la nouvelle de Sadowa, je restai trois nuits sans pouvoir fermer les yeux. J'avais des camarades qui ne dormaient pas toujours non plus : ils firent un punch en l'honneur de la Prusse.

Le 5, au moment où la Bourse montait si effrontément, je rencontrai Louis Veuillot, chez le libraire Palmé, rue Saint-Sulpice.

— Est-il vrai, me demanda-t-il, que l'Empereur consent à la victoire de la Prusse ?

— Hélas ! répondis-je.

— L'Empereur trahit son fils, reprit avec énergie Louis Veuillot.

— Et il trahit aussi les nôtres, ajoutai-je, car il va falloir changer tout notre système de recrutement.

Mais que pouvions-nous sur la marche des évènements ? Le journal de Louis Veuillot était supprimé, et moi j'étais loin de supposer que je serais journaliste un jour. Nous pouvions à peu près ce que peut le souffle des spectateurs sur la marche d'un ballon qui passe à mille mètres en l'air.

Néanmoins la chaleur des angoisses patriotiques du grand écrivain ayant

Le *Moniteur* annonça donc que l'Autriche se déclarait prête à traiter. La note officielle était conçue en ces termes :

Un fait important vient de se produire.

Après avoir sauvegardé l'honneur de ses armes en Italie, l'empereur d'Autriche, accédant aux idées de l'empereur Napoléon dans sa lettre adressée, le 11 juin, à son ministre des affaires étrangères, cède la Vénétie à l'empereur des Français et accepte sa médiation pour amener la paix entre les belligérants.

L'Empereur, s'empressant de répondre à cet appel, s'est immédiatement adressé aux rois de Prusse et d'Italie pour amener un armistice.

Ainsi non seulement Napoléon III consentait à sa propre déchéance, mais il y présidait. Bien plus, pourrait-on le croire si cela ne résultait de documents officiels ? — il proposait

---

exalté les miennes, j'allai trouver le soir même le seul homme politique en place que je connusse un peu : c'était un conseiller d'Etat, directeur de l'imprimerie impériale, M. Anselme Petetin :

« Souffrez, lui dis-je, que je vous expose une considération dont je suis obsédé et que je vous supplie de la soumettre à l'Empereur. Elle est très simple. La Prusse, n'ayant pas vingt millions d'habitants, a pu mettre en ligne une armée égale à celle des puissances qui en ont quarante ; comment cela ? parce que chez elle tout le monde est soldat. Si on la laisse se doubler en population, son armée sera double de la nôtre, à moins qu'elle ne renonce à son système militaire ; peut-on espérer d'elle cette renonciation ?

— Non, répondit M. Petetin, c'est grâce à ce système qu'elle a vaincu.

— Peut-on la lui imposer ?

— Encore moins ; ce serait la guerre.

— Alors il ne nous reste à nous mêmes qu'à accepter la suprématie de la Prusse, à moins que nous n'adoptions, à notre tour, le service militaire universel. Cherchez une autre alternative... Moi je n'en découvre point. Mais croyez-vous que la France accepte sans murmurer ce fardeau écrasant du « tout le monde soldat ? » Croyez-vous que la popularité de l'Empereur lui-même soit assez forte pour y résister ?

M. Petetin, très frappé de ces conséquences évidentes et immédiates de l'agrandissement excessif de la Prusse, me dit qu'il devait voir Sa Majesté le lendemain, qu'il avait à lui porter des épreuves de l'*Histoire de César*, et qu'il en profiterait pour aborder la question qui nous préoccupait tous.

Il tint parole.

Je revins le surlendemain 7, et demandai des nouvelles.

— J'ai vu l'Empereur, raconta M. Petetin ; j'ai même pu lui parler. Il m'a écouté avec sa bienveillance, mais aussi avec son impassibilité ordinaire. J'avais fini, j'attendais une réponse, lorsque Son Altesse impériale le prince Napoléon est entré, l'air radieux et la main tendue. Je me suis levé, on ne m'a pas retenu ; j'ai pu seulement surprendre un geste de Sa Majesté qui semblait dire : Tant pis ! j'ai mon étoile !

pour l'Autriche des conditions plus dures que celles dont se contentaient la Prusse victorieuse et l'Italie vaincue. Ici il faut citer, malgré sa longueur, la dépêche expédiée de Vienne le 17 juillet par le duc de Gramont, ambassadeur de France, à M. Drouyn de Lhuis, sur la nécessité et la possibilité de s'opposer aux envahissements de la Prusse ; cette dépêche est trop importante, trop décisive pour que nous n'en donnions pas la plus grande partie :

... M. Benedetti est arrivé hier du quartier général prussien... Je lui ai communiqué ce matin le télégramme de Votre Excellence daté d'hier soir et il va repartir pour le quartier général où il pressera l'acceptation des préliminaires de paix. D'après ce que nous croyons savoir ici, ces préliminaires dépasseraient en quelques points ce que la Prusse demande et il serait possible d'obtenir pour l'Autriche des conditions moins désavantageuses. Si, comme il est permis de le croire, le Cabinet de Vienne est informé que la Prusse exige pour faire la paix moins que ce que nous lui offrons, il ne faudrait pas s'étonner qu'il fît quelque difficulté au premier abord, mais il sera toujours facile dans le cours de la négociation d'arriver à la limite réelle des condition prussiennes.

En ce moment, il se fait des deux côtés des mouvements de troupes assez considérables. L'armée autrichienne qui était à Olmutz et présente environ un effectif de 112 mille hommes (d'après les rapports qui m'ont été cités) se replie sur Vienne, dans le but d'opérer sa jonction avec les corps de l'armée du Sud qui arrivent ou qui vont arriver. Il y a déjà 30 mille hommes à Saint-Polten, et comme on a organisé de 10 à 12 trains par jour, on pourra en avoir environ 80 mille, avec le matériel correspondant, dans quatre jours. Des divisions de cavalerie observent la marche des Prussiens, et on disputera le passage du Danube. Il est également probable qu'il se livrera une bataille entre Vienne et Presbourg...

Tout ce que la Prusse possède de forces militaires est engagé dans cette campagne, en sorte que les derrières de l'armée commencent à se dégarnir à mesure qu'elle avance et c'est une cause d'affaiblissement qui devient d'un certain poids, surtout si la guerre se prolonge encore quelque temps. De telle sorte qu'en ce moment on peut dire avec raison que si la Prusse tient l'Autriche, l'Autriche aussi, de son côté et sous un autre point de vue, tient la Prusse; car jamais la Prusse n'a été et ne sera plus désarmée chez elle et sur le Rhin qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cela est si vrai que les Prussiens en conviennent eux-mêmes et que, du Rhin à Berlin, il n'y aurait pas quinze mille hommes à rencontrer.

Si j'insiste sur ce point et si j'appelle l'attention de Votre Excel-

lence sur cet état de choses exceptionnel qui ne se représentera peut-être plus d'ici à longtemps, c'est qu'avec les informations que j'ai et la conviction qui m'anime, je croirais manquer à mon devoir et me reprocherais comme une faute de ne pas faire ressortir aux yeux de mon gouvernement les avantages incalculables qu'il recueillerait d'une simple démonstration militaire vers les provinces rhénanes pour appuyer sa médiation.

La guerre contre nous est complètement impossible. Le cabinet de Berlin ne peut à aucun prix en risquer les chances, car il ne peut se placer entre deux armées comme celles de la France et de l'Autriche. Une démonstration militaire, l'envoi d'un corps d'armée sur le Rhin est positivement une mesure que l'Empereur peut exécuter sans le moindre danger et dont l'effet est certain. Je crains, Monsieur le Ministre, et Votre Excellence me pardonnera de lui parler avec cette franchise que la solennité du moment peut seule excuser, je crains que les préliminaires de paix proposés à la Prusse ne portent pas à un degré suffisamment voisin de la réalité le sentiment de la force que les circonstances donnent à la médiation de la France. J'ai des raisons sérieuses de croire qu'en faisant une démonstration militaire, sans même lui donner un caractère agressif, l'Empereur sera étonné de l'effet qu'elle produira, et qu'à l'instant même il ne tiendra plus qu'à lui de dicter les conditions de la paix au lieu de s'y soumettre. Je ne parle pas de prendre les Provinces Rhénanes, ce qui peut se faire en ce moment sans coup férir, et ce qui pourra se faire encore de même pendant quelques semaines, mais seulement d'en faire naître l'idée, et je le répète, sans guerre, sans combat, sans danger et sans perte, la médiation de l'Empereur, aujourd'hui hésitante et presque compromise, devient triomphante et efficace.

Je suis frappé de ce fait que de tous les côtés on critique nos efforts de pacification, les uns parce qu'ils se plaignent d'être arrêtés et gênés dans leur essor, les autres parce qu'ils se voient abandonnés à leur destin ; notre œuvre de paix accomplie dans de telles conditions ne nous laissera pas un ami et cela me fait croire qu'il y aurait quelque avantage à la modifier dans le sens que j'ai pris la liberté d'indiquer. Il va sans dire que je n'ai pas la prétention d'être à l'abri des erreurs dans mes appréciations générales, mais je le répète, de même qu'il y a quelque temps, j'affirmais devant Sa Majesté que l'Autriche céderait la Vénétie avant la guerre, ce qu'elle a fait réellement par la convention secrète du 12 juin ; de même j'affirme avec la même confiance aujourd'hui qu'une démonstration militaire sérieuse est nécessaire pour appuyer la médiation de l'Empereur, et lui donner l'autorité dont, à vrai dire, elle paraît manquer depuis qu'elle s'est produite.

J'ajoute aussi, et c'est là le point le plus important, qu'il est absolument impossible que la Prusse s'expose à une guerre avec nous,

que M. de Bismarck n'admet pas même cette éventualité, qu'il est bien résolu à l'éviter à tout prix, et que par conséquent la démonstration militaire est sans dangers ultérieurs.

Les préliminaires de paix furent signés à Nicholsbourg, le 26 juillet. M. de Bismarck, pendant ces négociations, se faisait encore tout petit. Il ne niait pas que des compensations dussent nous être accordées ; il était prodigue du bien d'autrui ; la France et la Prusse, d'accord, n'étaient-elles pas, disait-il, en état de remanier la carte de l'Europe ? Mais l'honneur de Sa Majesté l'Emperenr des Français ne souffrait pas qu'on discutât ces choses en ce moment. Lui, le négociateur, l'arbitre de la paix, allait-il s'abaisser à stipuler pour lui-même ? Chaque chose en son temps ; avant tout il fallait rendre aux peuples le bienfait du désarmement.

Le premier projet d'annexions à faire à la Prusse, présenté à Paris par M. de Goltz, portait sur un maximum de 4.500.000 habitants, et encore, dit M. de Goltz à M. Drouyn de Lhuis, on était disposé à le réduire, s'il le fallait absolument, jusqu'à un minimum de 300.000. M. Drouyn de Lhuis refusait tout, en fait d'annexions prussiennes, même le minimum. M. de Goltz courut à Saint-Cloud, et c'est le maximum qu'il en rapporta.

Mais chaque jour qui s'écoulait ajoutait à la difficulté de la reprise des hostilités et à la force, à la confiance de la Prusse. Bientôt ce fut Bismarck qui dicta les conditions. L'existence du Hanovre, celle de la Hesse, de Nassau, furent biffées d'un trait de plume ; les duchés danois restèrent également à la Prusse ; toutefois Napoléon III ayant déclaré que les Slesvigois, n'étant pas tous Allemands, devraient être consultés par un vote, Bismarck accéda en souriant à cette marotte plébiscitaire, et dans l'article 6 du traité à intervenir, promit cette consultation, mais sans préciser quand ni comment.

Napoléon III écrivit joyeusement à Victor-Emmanuel :

Monsieur mon Frère,

J'ai appris avec plaisir que Votre Majesté avait adhéré à l'armistice et aux préliminaires de paix signés entre le roi de Prusse et l'em-

pereur d'Autriche. Il est donc probable qu'une nouvelle ère de tranquillité va s'ouvrir pour l'Europe. Votre Majesté sait que j'ai accepté l'offre de la Vénétie pour la préserver de toute dévastation et prévenir une effusion de sang inutile. Mon but a toujours été de la rendre à elle-même, afin que l'Italie fût libre des Alpes à l'Adriatique. Maîtresse de ses destinées, la Vénétie pourra bientôt, par le suffrage universel, exprimer sa volonté.

Votre Majesté reconnaîtra que, dans ces circonstances, l'action de la France s'est encore exercée en faveur de l'humanité et de l'indépendance des peuples.

Je vous renouvelle l'assurance des sentiments de haute estime et de sincère amitié avec lesquels je suis,

De votre Majesté,

Le bon frère,

NAPOLÉON.

Saint-Cloud, le 11 août 1866.

L'Italie lui faisait perdre complètement de vue la France. Avec un cérémonial solennel, un Commissaire français procéda à la remise, qui fut faite successivement, des villes et forteresses de la Vénétie, par les Autrichiens hautains comme des victorieux ; ce Commissaire transmit ensuite, séance tenante, tous ces territoires aux Commissaires italiens battus et rebattus, mais qui n'avaient rien perdu de leur forfanterie. Il y eut là quelque chose de burlesque et en même temps de profondément triste. Napoléon III rappela ce personnage de comédie qui tient la chandelle pour éclairer des compères qui lui volent son honneur et sa caisse.

Le traité fut signé le 23 août à Prague. L'Autriche ne perdit pas un pouce de territoire et la Bavière seulement 300.000 âmes ; mais il fut interdit désormais à l'Autriche d'intervenir dans les affaires d'Allemagne. La Prusse forma au nord du Mein, avec les Etats qu'elle ne s'annexait pas, une confédération de 30.000.000 d'âmes. Les Etats allemands du sud demeuraient autonomes ; mais, sans en prévenir Napoléon III qui aurait bien dû s'en douter et prendre ses précautions, la Bavière, Bade, Wurtemberg et la Saxe liaient avec la confédération du nord des conventions militaires secrètes qui tenaient lieu d'alliances. M. de Bismarck

les leur arracha en leur dénonçant les convoitises de la France sur la rive gauche du Palatinat; en sorte que désormais, en cas de guerre avec la Prusse, la France aurait quarante millions d'Allemands sur les bras. Ainsi Napoléon III venait de présider à la réalisation de l'unité allemande. Mais l'Italie avait son unité, elle aussi, et la promesse faite en 1859, avant Solférino : « L'Italie sera libre jusqu'à l'Adriatique » était accomplie. Tout était donc pour le mieux.

L'ambassadeur de France, M. Benedetti, avait assisté à ces négociations plutôt qu'il n'y était intervenu. En somme, il s'était borné à renseigner très exactement le gouvernement impérial, s'appliquant surtout, et avec insistance, à le détourner de demander à la Prusse victorieuse aucune cession de territoire allemand. Sur ce point, ne cessait-il d'écrire, M. de Bismarck est de plus en plus intraitable. Et malgré ces avertissements, c'est précisément cela que la France allait réclamer imprudemment; imprudemment, disons-nous, parce que maintenant, c'était trop tard.

Le 7 août 1866, M. Benedetti se présentait à M. de Bismarck et demandait, au nom de l'Empereur, la cession de Mayence et du Palatinat.

Il y eut une scène très vive — « Vous savez très bien, lui répondit Bismarck, que nous ne pouvons pas vous donner cela. — Mais ce n'est pas un pays prussien, c'est un pays bavarois, observa M. Benedetti. — Bavarois ou prussien, il n'importe, si nous vous le donnions, ce serait la banqueroute de notre politique, en dépit de nos victoires. Trouvez autre chose, nous nous entendrons peut-être ; Mayence, jamais !

— Cependant, mon cher comte, vous nous disiez il y a un mois... — Depuis un mois j'ai réfléchi, les évènements ont marché... — Alors quoi ? que nous offrez-vous ? — Tout ce que vous voudrez, mais pas de terre allemande. Et n'insistez pas, car ce serait la guerre. — La guerre ? — Oui, la guerre entre vous et toute l'Allemagne. — Mais, mon cher comte, vous n'y pensez pas ! — Pardon. J'y pense parfaitement, puisque vous m'y forcez, et je vais préciser ma pensée. Nous

ferons immédiatement la paix avec l'Autriche, sans condition; nous proclamerons la constitution révolutionnaire de 1849, nous rallierons les Etats du Sud, nous passerons le Rhin avec 800.000 hommes et nous prendrons l'Alsace. Nos armées sont mobilisées. Les vôtres ne le sont pas. Réfléchissez. »

Napoléon III recula. Il allégua un malentendu et cinq jours après, le 12 du mois d'août, il acceptait la démission de son ministre des affaires étrangères; le marquis de la Valette, l'ami intime de M. Rouher, remplaçait M. Drouyn de Lhuis, par intérim, en attendant M. de Moustier, ambassadeur à Constantinople, désigné comme titulaire définitif.

A peine installé, M. de la Valette revint à la charge, le 18 août, et ordonna à M. Benedetti de réclamer à Berlin une simple rectification de frontière, c'est-à-dire Landau et la Sarre supérieure, territoires très anciennement français que les traités de 1814 nous avaient laissés et que ceux de 1815 nous avaient enlevés. — C'est peu de chose, disait-il, c'est bien peu ; mais il nous faut cette petite consolation pour satisfaire le sentiment national qui, chez nous, commence à s'émouvoir. — Et le nôtre donc, le comptez-vous pour rien ? répliqua Bismarck. Terre allemande, vous dis-je, terre allemande, nous n'y pouvons toucher, nous soulèverions contre nous toute l'Allemagne ! » M. Benedetti se retira l'oreille basse.

L'Empereur ne pouvait se résigner. Avec une persévérance digne d'un meilleur sort, il cherchait toujours une solution aux « trouvez autre chose ! » de M. de Bismarck. Econduit sur la question de la rive gauche du Rhin, il avait espéré le trouver plus traitable sur les pays non allemands.

La lettre suivante de M. Benedetti, datée du 4 juin, c'est-à-dire avant Sadowa, avait déjà paru offrir un terrain de transaction.

M. de Bismark me disait hier, en me témoignant ses inquiétudes sur nos intentions, qu'il aurait bien voulu vous pressentir avant l'ouverture de la guerre, pour le cas surtout où la Prusse, comme il en manifeste la confiance, remporterait de grands succès.

J'ai relevé de ce qu'il m'a dit que le Roi se refuse toujours à

admettre qu'il pourrait être conduit à céder une portion du territoire actuel de la Prusse. Suivant Sa Majesté, au dire du moins de M. de Bismarck, les compensations qu'il pourrait y avoir lieu d'offrir à la France devraient être prises partout où on parle français sur sa frontière... Cependant, sans que je l'aie pressé en aucune façon de s'expliquer davantage, il a indiqué qu'il ne croyait pas impossible de décider le Roi à nous abandonner les bords de la haute Moselle (la province de Trèves, sans doute, qu'il n'a pas nommée), qui jointe au Luxembourg, où la réunion à la France serait favorablement accueillie, redresserait notre frontière de manière à nous donner toute satisfaction.

Je me suis borné à lui rappeler que le Luxembourg n'est pas plus une propriété sans maître que la Belgique, ou certains cantons de la Suisse ; ne voulant pas, d'ailleurs, accepter la discussion sur ces éventualités, ni lui laisser supposer que ses combinaisons pouvaient avoir quelques chances d'être examinées à Paris, j'ai rompu l'entretien sur ce sujet.

Je ne saurais dire si M. de Bismarck, en s'ouvrant à moi à cet égard, sans que rien lui en fournît le prétexte, a voulu me pressentir ou vous faire connaître dès à présent, par mon intermédiaire, les concessions qu'il pourrait nous offrir et celles que nous devrions nous abstenir de lui demander, mais je n'en serais pas surpris, ces sortes d'expédients lui étant généralement habituels...

Renonçant donc aux nobles scrupules, M. Benedetti, après en avoir causé avec l'Empereur et M. Rouher, mais sans consulter M. Drouyn de Lhuis, reprit cet entretien qu'il avait vertueusement rompu deux mois auparavant. Il tenta de négocier avec Bismarck un acte secret stipulant, moyennant la reconnaissance des faits accomplis et à accomplir en Allemagne, alliance offensive et défensive avec la Prusse, son concours diplomatique pour donner à la France le Luxembourg et son concours armé pour le jour où la France jugerait opportun de s'emparer de la Belgique. Bismarck ne déclina nullement la proposition ; il mit plutôt de l'empressement à y donner suite et reçut des mains de Benedetti ou lui fit même écrire, en cinq articles, dans son cabinet et sous sa dictée, la minute du traité qu'il demandait ; il y proposa quelques changements qui furent soumis à Paris et acceptés ; puis quand il n'y eut qu'à mettre au net le traité et à le signer, il souleva tout à coup quelques objections blessantes sur

l'usage qu'on pouvait en faire pour le brouiller avec l'Angleterre, et on n'en entendit plus parler.

Quant à lui, voici l'usage qu'il avait déjà fait et qu'il fit plus tard des ces deux pièces si imprudemment laissées à sa discrétion.

Dès le 6 août, il avait envoyé M. de Manteuffel communiquer le premier document à la Russie, alors fort irritée contre la Prusse, en alléguant que les exigences territoriales de la France, dont ladite pièce était la preuve, avaient seules empêché la Prusse de consentir au Congrès que la Russie proposait ; puis, en le montrant aux Etats allemands du Sud, il s'était posé comme leur défenseur vis-à-vis de la France, et leur avait ainsi arraché (du 17 au 22 août) les traités d'alliance offensive et défensive qui les liaient à la Prusse, et qui les lancèrent sur nous à sa suite en 1870. C'est après avoir obtenu ces traités que, sûr désormais de sa force, il avait subitement refusé de signer le traité sur la Belgique, avec lequel il avait jusque-là amusé Napoléon.

Quatre ans après, le 29 juillet 1870, après la déclaration de guerre, une circulaire fameuse de Bismarck vint dénoncer à l'Europe les ambitions de la France en lui révélant les deux projets de traité secret dont la rive gauche du Rhin et la Belgique avaient été l'objet, et dont il avait les minutes, écrites de la main de Benedetti ; il n'oublia de dire qu'une chose, c'est que c'était lui-même qui le premier les avait proposées et provoquées, mais il n'en produisit pas moins l'effet qu'il cherchait.

Napoléon III songea à détruire, dès qu'il la connut, la légende créée et exploitée par Bismarck. Il était trop tard.

La légende est restée ; voici la lettre tardive adressée à M. de Gramont :

Metz, le 28 juillet 1870.

MON CHER DUC,

En partant ce matin, j'ai oublié de vous dire qu'il serait bien important de faire le plus tôt possible une dépêche à Lavalette afin de rejeter sur qui de droit l'initiative et la responsabilité du prétendu traité.

Voici ce que m'a rappelé mon cousin Napoléon et ce qui est d'accord avec mes souvenirs. M. de Bismarck a dit au prince Napoléon à Berlin : « Vous cherchez une chose impossible ; vous voulez prendre les provinces du Rhin qui sont allemandes et qui veulent le rester. Pourquoi ne pas vous adjoindre la Belgique où existe un peuple qui a la même origine, la même religion et parle la même langue ? J'ai déjà fait dire cela à l'Empereur ; s'il entrait dans ces vues, nous l'aiderions à prendre la Belgique ; quant à moi, si j'étais le maître et que je ne fusse pas gêné par l'entêtement du roi, cela serait déjà fait.

Ceci est authentique, car Goltz me l'avait déjà dit. Aussi, lorsque, à l'époque de l'exposition, le roi des Belges parla à Napoléon de ses inquiétudes sur mes intentions, mon cousin lui répondit : « Vous devriez être très reconnaissant à l'Empereur, car Bismarck lui a offert la Belgique et il l'a refusée. » En un mot, c'est la Prusse qui a fait l'offre, et c'est nous qui avons éludé de répondre.

J'ai fait bon voyage. L'enthousiasme est une belle chose, mais bien fatigante et souvent de bien mauvais goût.

Croyez à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Lorsque M. Benedetti avait représenté à M. de Bismarck les exigences de l'opinion publique en France et les périls que pouvait courir la dynastie napoléonienne, il avait escompté la chaude affection officiellement étalée par le diplomate pour l'Empereur et le culte chevaleresque et tout juvénile que le vieux Guillaume I[er] professait pour les grâces et les perfections de l'Impératrice. Un jour on apprit que cette dernière, à la suite d'une violente altercation avec son auguste époux, avait quitté brusquement les Tuileries, pour se réfugier solitairement dans la petite station balnéaire de Schwalbach. Aussitôt le roi de Prusse, qui se trouvait à Bade, quitta sa cour pour courir seul ou presque seul, lui aussi, faire compagnie à la belle exilée. Cela ne tirait point à conséquence, sous le rapport de l'intimité, car il avait près de quatre-vingts ans ; mais quel appoint pour les enjôlements diplomatiques ! L'Impératrice, flattée jusqu'au fond de l'âme, acceptait avec conviction ces pittoresques dévouements de chevalerie errante ; elle croyait, selon l'expression populaire, que « c'était arrivé. » Elle ne devait comprendre qu'un peu plus tard quel maigre empire exerçaient en réalité sur le

chancelier de fer et sur son évangélique maître, les agréments de sa personne et les intérêts de sa famille.

M. de Bismarck cependant ne laissa pas tomber l'argument du salut dynastique. Se voyant pressé trop vivement, il dit aux négociateurs français : « Faites observer à S. M. l'Empereur qu'une guerre, en présence des excitations révolutionnaires, pourrait bien être moins funeste aux dynasties allemandes qu'à celle des Napoléon. » Il les ramenait par ces paroles au sentiment de la faiblesse d'une dynastie trop neuve, trop dépourvue de racines et obligée d'être constamment heureuse pour durer ; faiblesse qui n'était un secret pour personne, mais que les diplomates français avaient eu la maladresse d'évoquer les premiers.

On ne pouvait cependant jouer éternellement le rôle de mendiants, ni se résigner publiquement à s'avouer dupés. L'Empereur prit son parti en brave ou, pour mieux dire, en fataliste. « Sire, lui dit M. de La Valette, quand on n'a pas ce que l'on aime, il faut aimer ce que l'on a. La politique de S. A. le prince Napoléon, poussée au point où nous la voyons s'accomplir, dépasse nos prévisions et peut-être nos vœux ; mais nous nous rendrions ridicules si nous paraissions avoir des regrets, maintenant que nous ne pouvons plus rien empêcher. Je demanderai donc à Votre Majesté l'autorisation d'écrire en son nom que nous sommes pleinement satisfaits. »

L'Empereur y consentit et, le 16 septembre 1866, fut envoyée à tous nos agents diplomatiques à l'étranger une circulaire stupéfiante, à laquelle avaient travaillé et M. de la Valette, et M. Rouher et le cousin démagogue, gendre du roi d'Italie. Cette circulaire célébrait l'unité allemande et l'unité italienne comme un double bienfait pour la France et comme une condition de sécurité pour l'avenir. Elle disait que « les grandes agglomérations sont le résultat d'une loi providentielle qui condamne les Etats secondaires à disparaître ; que la Prusse agrandie assurait l'indépendance de l'Allemagne, et que la satisfaction donnée au sentiment national de celle-ci, qui la poussait vers l'unité à laquelle la France était

arrivée, éteignait ses inquiétudes et ses inimitiés et était un pas qui la rapprochait de nous, bien loin de l'en éloigner ; qu'il ne fallait pas subordonner à des sentiments jaloux les principes de nationalité que la France professait ; que la dissolution de la Confédération germanique, c'était pour la France la liberté des alliances (comme si l'existence de la Confédération nous avait empêchés de faire la guerre à la Russie et à l'Autriche !) ; que la France débarrassée des traités de 1815, entourée de nations satisfaites et certaine de leur reconnaissance, n'aurait plus désormais qu'à se consacrer avec une quiétude absolue au développement de sa prospérité intérieure...

... En résumé, du point de vue élevé où le gouvernement considère les destinées de l'Europe, l'horizon lui paraît dégagé d'éventualités menaçantes. Des problèmes redoutables, qui devaient être résolus parce qu'on ne les supprime pas, pesaient sur les destinées des peuples ; ils auraient pu s'imposer dans des temps plus difficiles ; ils ont reçu leur solution naturelle sans de trop violentes secousses et sans le concours dangereux des passions révolutionnaires. Une paix qui reposera sur de pareilles bases sera une paix durable.

Toutefois (conclusion qui ne sortait guères des prémisses), la circulaire informait « qu'en face des graves enseignements de la dernière guerre, il y avait nécessité de songer à la défense du territoire et de réorganiser l'armée sans délai. »

On reste confondu en présence d'un pareil langage et la circulaire La Valette est demeurée célèbre, dans les annales diplomatiques, comme un triste exemple de la condescendance à laquelle peut s'abaisser un courtisan.

L'opinion publique ne fut point dupe. On a su depuis combien de patriotes, amis de l'Empereur, gardèrent leur sang-froid et leur franc-parler. M. Magne écrivait le 7 août à M. Waleswski, et sa lettre mérite d'être citée, à cause de sa perspicacité et d'un portrait intéressant de Bismarck :

C'est probablement parce que je n'entends rien à la politique que j'aime à politiquer. Il faut être juste, Bismarck est un véritable homme d'Etat, et un caractère. L'avenir pourra détruire son œuvre, mais combien de grands hommes n'ont pas cessé d'être grands, parce que leur œuvre ne leur a pas survécu ! Quoi qu'il arrive, Bismarck fera figure dans l'histoire. Son roi a un mérite singulier. C'est de

l'avoir soutenu à travers tous les obstacles. Si, après avoir approuvé le plan de son ministre et autorisé sa mise en pratique, le Roi l'avait lâché et renié au premier échec, le Roi et la Prusse ne seraient pas ce qu'ils sont.

Ce que j'admire dans la conduite de ces deux personnages, c'est qu'ils ont su concevoir un système, le méditer à fond dans toutes ses parties, préparer lentement et sûrement les moyens d'exécution, bien déterminer leur but, et le moment d'agir étant venu, le poursuivre, résolument, avec précision et constance, sans se laisser intimider, ni décourager par rien.

On pourra blâmer, au fond, cette partie, personne ne pourra dire qu'elle n'a pas été jouée de main de maître. Bismarck, le Roi ont eu le grand mérite de diriger les évènements au lieu de se laisser conduire par eux. La Prusse a grandi, c'est justice.

Quant à la France, ce que je vois de plus clair, en ce moment, c'est que les Prussiens y sont détestés. Leur orgueil blesse, leur conduite à Francfort révolte, mais surtout leurs succès, leur ambition, leur agrandissement ne sont pas vus chez nous sans une vive pointe de jalousie nationale. En province, comme à Paris, je vois ce sentiment se produire avec énergie ; c'est ce qu'il importe que l'Empereur sache. Pour ma part, je l'ai dit et écrit peut-être trop crûment, la France, malgré son vif désir de la paix, ne se résignerait pas platoniquement, comme l'Autriche, à perdre sa situation, à descendre du premier rang de puissance militaire au second rang. On ne pardonnerait pas à l'Empereur de n'avoir tiré de son intervention officieuse, ou provoqué de ses conseils, de son influence, d'autres résultats que d'avoir attaché à nos flancs deux puissants voisins.

Eh bien ! de deux choses l'une :

Ou bien, dans les arrangements qui vont suivre, la Prusse par une abnégation qui n'est guère dans la nature humaine, dans la sienne surtout, fera à la France une part telle que son rang, sa sécurité, sa puissance relative, sa prépondérance actuelle seront équitablement ménagés ; dans ce cas, l'Empereur aura triomphé sans combattre. La voix des amis de la paix et celle des patriotes se confondront pour célébrer sa sagesse ; jamais il n'aura été si grand. Jamais les villes n'auront été pavoisées et illuminées avec un entraînement plus sincère, telles sont mes conjectures et mes espérances.

Mais si le contraire arrive... Oh ! alors préparons-nous ! N'être pas préparé ne peut servir deux fois d'excuse.

La guerre est une chose abominable. Mais lorsqu'elle est dans la nature des situations, il n'y a qu'un moyen de l'éviter. C'est de ne pas la craindre. Je voudrais que l'on comprît bien que laisser la Prusse faire, comme on dit, son lit toute seule et à sa guise, c'est absolument prendre d'avance l'engagement de la déloger par la force un peu plus tard.

C'est là, sans contredit, une des plus belles lettres qu'ait écrites et pensées M. Magne. Il s'y révèle homme d'Etat véritable, quoiqu'il affirme n'entendre rien à la politique.

Une lettre de M. de Banneville, alors à la légation de Berne, est à reproduire aussi : elle prévoit les haines de races, les armements à outrance en pleine paix et, en cas de guerre, les tueries abominables, conséquences des rêveries humanitaires des deux cousins :

Paris, 17 septembre 1866.

... Pour mon compte, voici le résumé d'une conversation, que j'ai eue hier avec mon seigneur intérimaire (M. de La Valette) :

« Ce que je reproche surtout à ce qui se fait, c'est de n'être pas français. Vous me dites que l'Empereur vous a répété que *si les peuples* étaient contents, heureux, satisfaits, il ne voulait pas autre chose...

Ne le dites pas trop haut. L'Empereur n'a pas charge DES *peuples*, il a charge DU *peuple français* et tenez pour certain que celui-ci ne tiendra pas son souverain quitte envers lui, quand on lui aura expliqué que le peuple allemand et le peuple italien sont pleinement satisfaits. Cela lui est entièrement indifférent et cela cesse de lui être indifférent pour lui devenir souverainement désagréable quand on lui démontre que la satisfaction de ces deux peuples étrangers provient de ce qu'ils sont devenus aussi puissants que lui.

Je soutiens ceci : c'est que les gouvernements qui sont des êtres de raison plus ou moins éclairés, peuvent bien se combattre, mais ne se haïssent pas. Ce qui se déteste et s'exècre, ce sont les peuples, *les races* surtout, parce qu'elles obéissent à des instincts en quelque sorte physiques et qu'elles ne raisonnent pas, tandis que les gouvernements raisonnent même leurs sympathies et leurs antipathies.

« Le jour où vous aurez constitué les races européennes dans les grands groupes que vous rêvez, vous ferez bien d'avoir votre million de soldats disponible, car vous aurez en perspective, au premier choc, des guerres abominables... »

CHAPITRE XXII

UN HOHENZOLLERN A BUCHAREST. — ANNEXION DU LUXEMBOURG MANQUÉE. — CATASTROPHE FINALE AU MEXIQUE. — L'ARMÉE FRANÇAISE RÉORGANISÉE SUR LE PAPIER. — EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867.

Au moment même où, pour la première fois peut-être, le cabinet de Berlin concevait l'idée qu'il serait possible de duper à fond Napoléon III, celui-ci encore tout puissant dans les affaires générales de l'Europe, donnait une importante preuve de bienveillance à la maison de Hohenzollern, dont le roi de Prusse était le chef.

Une révolution avait éclaté à Bucharest, capitale de la Valachie et de la Moldavie, réunies sous le gouvernement du prince Couza. Elle eut pour origine une discussion sur les biens des couvents grecs. Malgré la Russie qui appuyait les réclamations des moines, Couza sécularisa tous ces biens, offrit une idemnité de cent cinquante millions de francs aux dépossédés, et rendit l'Eglise roumaine indépendante du patriarche de Constantinople, comme l'étaient déjà les églises de Russie et de Grèce. C'était créer un schisme dans un schisme ; cette révolution religieuse souleva de graves mécontentements. Couza eut beau modifier la Constitution et faire consacrer cette modification par un plébiscite où le pays lui donna une énorme majorité (713.000 oui contre 50.000 non), une conspiration militaire se forma et, dans la nuit du 23 février 1866, Couza, surpris dans son palais, fut enlevé, forcé d'abdiquer et disparut de la scène politique.

L'Assemblée législative roumaine, après avoir inutilement

offert la succession de Couza à un frère du roi des Belges, appela au trône le prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, cousin du roi de Prusse. Il y eut un plébiscite, naturellement favorable (20 avril 1866). Mais la conférence, assemblée à Paris, déclara ce choix contraire aux traités (3 mai) ; et le prince Charles hésitait fort à se rendre à Bucharest, lorsque Napoléon III, qui croyait aux plébiscites, lui donna ce conseil : « Laissez la conférence paperasser ; partez pour la Roumanie ; afin de sauver les apparences, arrivez-y incognito, mais que cet incognito soit rompu dès votre arrivée, et qu'il ne vous empêche pas de recevoir des ovations, puis de prêter serment à la Constitution ; quand vous aurez pour vous le fait accompli, le temps se chargera du reste, car personne n'est disposé à recommencer la guerre d'Orient à propos des Principautés. »

Le prince comprit, se fit acclamer à Bucharest (22 mai 1866) et resta à la tête de ces provinces, sous le titre de Charles Ier, prince de Roumanie, qu'il devait bientôt échanger contre celui de roi.

Avant de quitter ces pays d'Orient dans lesquels notre sujet ne nous ramènera plus, notons une autre méprise politique, un peu antérieure et beaucoup plus grave, commise par Napoléon III en Bulgarie.

Le peuple bulgare, exploité et méprisé par le clergé grec, s'était détaché du siège patriarcal, dit orthodoxe, de Constantinople et projetait de retourner en masse à l'unité romaine.

Une telle perspective ne pouvait que déplaire extrêmement à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Le testament de Pierre Ier ne permet pas aux tsars de détourner leurs yeux de Constantinople ; or une Bulgarie ou une Roumanie catholique seraient un sérieux obstacle entre eux et cette future capitale de leur immense empire ; ils ne sauraient donc les tolérer, moins par zèle religieux que par ambition nationale.

Les mêmes considérations auraient dû rendre, au contraire, très favorables aux progrès du catholicisme le long des Balkans et du Danube la Turquie, l'Angleterre, l'Autriche et la

France, dont les vues étaient sur ce point directement opposées à celles de la Russie, puisque toutes elles se proposaient de lui barrer le chemin de Constantinople. Mais la Turquie n'osait rien faire toute seule ; en Angleterre, les préjugés protestants obscurcissaient la clairvoyance politique ; en France, Napoléon III ne voulut pas contrecarrer, pour une question d'apparence secondaire, la politique de la Russie ; il lui laissa donc carte blanche.

Mgr Sokolski, sacré à Rome comme évêque des Bulgares unis, était à peine de retour dans sa patrie qu'il fut enlevé nuitamment, transféré en Russie, et enfermé dans la forteresse de Kiew. Le mouvement religieux bulgare avorta ; de trois millions, le nombre des Uniates tomba à quelques dizaines de milliers, qui seuls persévérèrent. On put ainsi constater une fois de plus un état d'âme très général en Orient. La recherche de la vérité pour elle-même y est chose à peu près inconnue ; les questions de religion sont avant tout des questions de nationalités.

Le pape Pie IX fit vainement appel à la bienveillante intervention des souverains catholiques, particulièrement de François-Joseph et de Napoléon. Il n'obtint que de vagues promesses, et la cause de la justice et de la liberté religieuse fut sacrifiée, aussi bien que la prévoyance politique. Les princes catholiques avaient assez d'affaires présentes et pressantes pour se croire dispensés des prévisions à échéances lointaines.

Au printemps de 1867, Napoléon III se crut enfin au moment de toucher le prix de tant de complaisances envers les Hohenzollern ; satisfaction d'amour-propre plutôt que compensation sérieuse ; mais il se faisait plus modeste de jour en jour et retranchait sans cesse de ses exigences de la veille. Il s'agissait de l'annexion, volontaire et sans violences, du grand-duché de Luxembourg.

Cette compensation même lui fut refusée.

Le Luxembourg ne faisait pas partie de la Hollande. Son unique rapport avec elle était d'avoir pour souverain, sous

le nom de Grand-Duc, le même prince qui portait en Hollande le titre de Roi. Il faisait partie de la Confédération germanique. La forteresse de la ville de Luxembourg était forteresse fédérale ; en cette qualité elle était occupée par une garnison prussienne. Quand la Confédération germanique se trouva dissoute par la victoire de la Prusse, le Luxembourg, ainsi que le Limbourg, — deux provinces à moitié françaises par la langue et les souvenirs historiques, — se considérèrent comme dégagés du lien fédéral allemand. La chose allait de soi pour le Limbourg, qui était en réalité néerlandais, trop éloigné de la France et sans valeur stratégique pour la Prusse. Mais pour le Luxembourg la situation était différente.

L'empereur Napoléon fit représenter confidentiellement à Guillaume III, roi de Hollande et Grand-Duc, quelle source d'embarras pourrait être un jour pour lui et pour son peuple l'installation armée sur son territoire d'un voisin aussi puissant et aussi dépourvu de scrupules que l'était le roi de Prusse. Guillaume III se laissa aisément persuader ; il jugea prudent de céder, moyennant indemnité, ce qui infailliblement lui serait enlevé un jour par la force ; le peuple hollandais ne répugnait pas non plus à se séparer du Luxembourg, pour échapper aux complications dont il se sentait menacé à cause de lui. Quand tout parut réglé en principe, au mois de janvier 1867, comme on ne pouvait rien conclure sans la Prusse, Bismarck fut informé officiellement par les deux principaux intéressés. Avisé déjà officieusement, il avait déclaré qu'il ne se mêlerait point de ce qui se tramait à la Haye ; que, le fait accompli, il ferait de son mieux pour le faire accepter par son souverain, mais que jusques-là il importait que le roi de Hollande s'abstînt de consulter son cousin de Berlin. Il recommanda aussi la discrétion vis-à-vis du public jusqu'à la clôture du Reichstag. « Ne me mettez pas, dit-il, en lutte avec les idées étroites du parti féodal. »

Mais en même temps il préparait sous main une manifestation énergique contre le projet.

Son bonheur extraordinaire le servit encore, dans cette circonstance, et lui assura tous les profits de sa duplicité sans lui en donner l'apparence et l'odieux.

A la Haye, tout marchait à souhait. On avait fini par persuader complètement le roi Guillaume des Pays-Bas, en lui affirmant qu'on était d'accord avec Berlin. Déjà des agents politiques parcouraient le grand-duché pour préparer les populations et constituer des comités de propagande française ; l'Empereur avait écrit au Roi et on allait aboutir, quand les Chambres se réunirent à Paris.

L'inévitable et fatal rhéteur qui avait nom Jules Favre demanda à interpeller sur les bruits qui couraient à propos du Luxembourg. L'interpellation ne fut pas autorisée, mais il n'en fallut pas davantage pour attirer l'attention de l'Allemagne et de l'Europe. Comme à un signal de trompette, toute la presse allemande entama aussitôt une violente campagne contre la France et, au Parlement de l'Allemagne du Nord, M. de Bennigsen demanda s'il était vrai que le roi de Hollande, prince d'Orange-Nassau et grand-duc allemand, eût, avec le consentement du Roi de Prusse, trafiqué à prix d'argent d'une forteresse allemande, occupée, en vertu du droit européen, par une garnison prussienne. Bismarck répondit d'une façon évasive :

Je pense, dit-il, qu'on ne prétend pas forcer le gouvernement du Roi à divulguer ses intentions. Le Roi et ses confédérés espèrent qu'aucune puissance étrangère ne portera préjudice aux droits incontestables d'aucun Etat allemand, d'aucune population allemande. Ils croient être assurés de pouvoir défendre ces droits par le moyen de négociations pacifiques, sans jeter l'Allemagne dans une guerre nouvelle.

L'incident parlementaire fut clos, mais l'émotion publique s'en accrut, et un moment on pensa que la guerre allait être déclarée. Le roi de Hollande, épouvanté, retira ses promesses. Napoléon hésita à accepter ce retrait; il dépensa fiévreusement près de cent cinquante millions en armements. La crainte de faire échouer l'Exposition universelle qui allait s'ouvrir l'arrêta, non moins que la certitude de n'être pas

aidé par l'Autriche, tout occupée à panser ses trop récentes blessures. D'autre part, Bismarck ne tenait pas à faire la guerre à cette époque, ni pour ce motif. Il ne se dissimulait pas que le prétexte serait mal choisi, qu'il ne pouvait sérieusement contester au roi de Hollande le droit de soustraire le Luxembourg aux obligations d'un pacte fédéral que la Prusse elle-même avait brisé, et qu'il aurait contre lui, sinon les gouvernements, au moins l'opinion publique de toute l'Europe.

Napoléon, bien désabusé cette fois sur l'amitié du roi de Prusse et les protestations de son ministre, comprit que le plus sage était de réduire ses prétentions au seul point indiscutable : l'évacuation de la forteresse par la garnison prussienne. Là-dessus toutes les puissances furent immédiatement d'accord avec lui ; toutes étaient décidées à reconnaître le droit du roi de Hollande de n'être pas forcé de conserver chez lui des troupes étrangères, sous prétexte qu'il avait existé autrefois une Confédération germanique. Sur la demande officielle de Guillaume III, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, l'Italie, la Belgique, la France et la Prusse se firent représenter à une Conférence qui se réunit à Londres le 7 mai 1867. Le 11, les plénipotentiaires signèrent un traité qui déterminait définitivement la situation du Luxembourg et même celle du Limbourg. L'union personnelle du Luxembourg avec la Hollande fut maintenue et sa neutralité fut placée sous la garantie des puissances signataires du traité ; la forteresse devait être évacuée par la garnison prussienne aussitôt après l'échange des ratifications, puis démantelée, mais le Grand-Duché fut maintenu dans le Zollverein. Quant au Limbourg, il fut déclaré partie intégrante de la monarchie hollandaise et placé définitivement en dehors de la Confédération germanique.

La guerre était évitée, c'était le point important pour tout le monde. Aux deux motifs mentionnés plus haut, qui firent reculer le gouvernement français, il faut ajouter la divulgation que fit Bismarck, les 19 et 23 mars 1867, des traités secrets

conclus, par la Prusse, sept mois auparavant, avec les Etats allemands du Sud. L'Empereur, auquel ces Etats s'étaient adressés l'année précédente afin d'avoir son appui dans leurs négociations avec la Prusse, avait cru jusqu'alors qu'ils n'attendaient qu'un signe de lui pour joindre leurs troupes aux siennes. M. de Bismarck tint à le désabuser.

Les journaux officieux des Tuileries ne manquèrent pas d'exalter la victoire de la diplomatie impériale, mais ils se gardèrent bien de rappeler combien elle coûtait de millions dépensés en armements inutiles, cette victoire toute platonique. Ce qui était plus grave encore, c'était que la malencontreuse affaire du Luxembourg, en surexcitant la fibre patriotique en Allemagne, avait désarmé l'opposition du Reichstag contre les envahissements du militarisme prussien. « Si l'étranger veut profiter de nos luttes intérieures pour changer sa situation vis-à-vis de nous, s'était écrié M. de Bennigsen, il n'y a plus d'Allemands du Nord ni d'Allemands du Sud, toute l'Allemagne est debout derrière son chef armé, qui est le Roi de Prusse ! »

Mais un fait inexplicable, un fait où le vrai cesse d'être vraisemblable et, ajouterons-nous au risque de faire sourire ceux qui ne croient pas comme nous à la justice de Dieu s'exerçant dans les choses humaines, un fait en quelque sorte surnaturel, c'est que Napoléon III sachant, désormais, comme tout le monde, que la guerre était seulement retardée, qu'elle ne pourrait être évitée un peu plus tôt ou un peu plus tard, et qu'il aurait alors sur les bras toute l'Allemagne organisée à la prussienne ; c'est que Napoléon III, disons-nous, n'ait pas immédiatement concentré tous ses soins, toutes les ressources de l'Etat, sur la préparation de cette guerre, et qu'il l'ait déclarée sans s'être assuré aucune alliance.

Vers le même temps les journaux belges et allemands avaient annoncé l'heureuse nouvelle du mariage du comte de Flandre, héritier présomptif du trône de Belgique, avec la princesse Marie de Hohenzollern. Le roi Léopold, averti du

projet de traité proposé par la France à Berlin pour l'annexion de la Belgique, s'était hâté de placer sa dynastie sous l'égide personnelle du roi de Prusse.

Retournons au-delà de l'Atlantique, où nous avons laissé le nouvel empereur du Mexique, Maximilien, se livrer, ainsi que l'impératrice Charlotte, à des songes d'or.

Leur enchantement ne pouvait être de longue durée, une fois les Confédérés de Richmond vaincus et la grande République des Etats-Unis reconstituée dans sa force. Dès l'installation de Maximilien, M. Corwin, ministre plénipotentiaire des Etats-Unis au Mexique, avait pris un congé. Son départ décelait une hostilité qui ne fut plus douteuse lorsque la Chambre des représentants à Washington eut voté, à l'unanimité, « son opposition à la reconnaissance d'une monarchie au Mexique ». Le président Abraham Lincoln écrivait dans le même temps à Juarez, l'intraitable champion du parti républicain : « Tenez ferme ; quoique nous ne soyons pas en guerre avec la France, comptez sur nous, sur notre argent, sur nos munitions et sur les enrôlements militaires que nous favorisons. »

Dans ces conditions, la pacification d'un pays déjà si divisé en lui-même était difficile. La bonne grâce des nouveaux monarques y échoua. La sévérité déployée par le général Forey, les contre-guérillas qu'il organisa, les pointes fréquentes qu'il faisait pousser jusqu'aux frontières ne réussirent pas mieux. Juarez échappait toujours. Le trésor public était vide ; le clergé, spolié de ses biens par Juarez et ses prédécesseurs, réclamait avec instances contre les actes accomplis et contre la législation, qui ne pouvait être revisée sans opposition ; la division régnait entre les troupes auxiliaires, belges, suisses, autrichiennes ; elle s'était glissée jusque dans l'état major français. Napoléon III rappela Forey, en le nommant maréchal. Il le remplaça par un des chefs les plus populaires de l'armée, par un homme qui, parti simple soldat à vingt ans, en 1831, était prêt à justifier dans sa personne, à cinquante-quatre, le proverbe si encourageant qui

veut que « tout soldat français porte dans sa giberne le bâton de maréchal ».

La plume frissonne entre les doigts de l'historien traçant ici pour la première fois son nom fatal : Bazaine.

Voici le portrait qu'un compagnon d'armes de Bazaine a donné de lui en se reportant à cette époque :

Il avait les faveurs de l'opinion publique ; il avait aussi les bonnes grâces et la confiance du souverain. Sous des allures de bonhomie auxquelles se prêtaient un corps un peu replet et une bonne grosse figure éclairée par des yeux très intelligents, mais qui ne s'ouvraient jamais qu'à demi, il cachait un esprit très délié et très fin, trop fin peut-être. Dans sa longue pratique des affaires arabes, il avait appris non pas les secrets de cette grande diplomatie qui voit les choses de haut et les buts de loin, mais ceux d'une rouerie qui consiste à se mouvoir au milieu des intrigues, pour s'en servir sans paraître s'y mêler. Il possédait un courage universellement connu et imperturbable, conservant une impassibilité absolue au plus fort du danger et affectant, en quelque sorte, la coquetterie de l'indifférence...

Avec sa grande taille de tambour-major, sa mâchoire puissante, indice d'énergie et aussi d'entêtement, ses façons rébarbatives et violentes, le général Forey devait succomber dans cette lutte entre un lion et un renard pourvu lui-même du courage du lion[1].

Bazaine, en résumé, manquait non de courage, ni d'intelligence, mais de sens moral. Le sentiment du devoir et de l'honneur lui était inconnu ; il l'a bien montré à Metz, et plus encore peut-être à l'île Sainte-Marguerite, en se refusant à comprendre une trop juste et trop bénigne condamnation et en s'évadant comme un vulgaire malfaiteur.

Grâce à un siège habilement conduit et à l'énergique coopération des généraux mexicains Marquez et Mejia, il enferma dans Oajaca le principal général juariste, Porfirio Diaz, avec toute son armée et l'obligea à se rendre. Mais les Autrichiens chargés de garder ce prisonnier important le laissèrent échapper. On crut savoir que l'empereur Maximilien, mû par une générosité imprudente, avait prescrit de faciliter l'évasion. Porfirio Diaz reprit la campagne et devint bientôt

[1] Général du Barail, *Souvenirs*.

plus redoutable qu'auparavant. Maximilien confia la direction supérieure des troupes mexicaines à un Autrichien, le comte de Thun. Des mésintelligences éclatèrent entre celui-ci et les Français. Bazaine mécontent ne s'occupa presque plus que d'intrigues ou de ses affaires personnelles; il épousa une riche héritière et fit restaurer un château reçu de Maximilien en cadeau de noces. Sa conduite devint tellement inexplicable qu'on lui supposa le dessein secret de perdre Maximilien afin de se faire nommer empereur à sa place. Si étrange qu'elle paraisse, cette opinion s'accrédita dans le corps expéditionnaire[1].

Cependant les Etats-Unis reconstitués se trouvaient plus puissants qu'ils ne l'avaient jamais été, puisque, au lieu d'une force armée tout juste suffisante pour faire la police, ils avaient maintenant à leur disposition, à la suite de la guerre civile, des armées de plusieurs centaines de mille hommes. Aussi était-ce avec une audace à peine diplomatique qu'ils exprimaient leur hostilité envers l'Empire mexicain, et qu'ils adressaient à Paris notes sur notes pour faire rentrer la France dans la politique de non-intervention. Seulement, comme les Piémontais en Italie, ils entendaient par là écarter qui il leur plaisait, mais non pas eux-mêmes et leurs amis. Le ton devenait agressif, presque insolent. M. Seward écrivait le 12 février 1866 à M. Drouyn de Lhuis :

Les Etats-Unis n'ont aucune preuve satisfaisante que le peuple mexicain ait parlé, et qu'il ait établi ou accepté le prétendu empire qu'on dit avoir été fondé dans sa capitale. Un pareil assentiment ne pouvait être librement donné en présence de l'armée française d'invasion... Sans doute l'Empereur des Français est fondé à adopter un autre point de vue; mais celui que je présente n'en est pas moins celui que l'Union a adopté. L'Union ne reconnaît au Mexique, que l'ancienne République...

---

[1] Dans uns lettre écrite en janvier 1866, le général Douay, après avoir parlé des rapines éhontées qu'on imputait à Bazaine, ajoute : « Tout ce que je pourrais te raconter en fait d'anecdotes sanglantes ne serait que de l'orgeat en comparaison de ce qui se dit tout haut dans les petites comme dans les grandes réunions d'officiers. »

A ne considérer que le point sur lequel notre attention n'a cessé de se concentrer, savoir notre délivrance des embarras du Mexique sans troubler nos rapports avec la France, nous serons charmés, lorsque l'empereur nous donnera, soit par la voie estimée de votre correspondance, soit de toute autre manière, l'avis définitif de l'époque à laquelle finiront les opérations militaires de la France au Mexique.

Les rôles étaient désormais intervertis : les Etats-Unis commandaient. Maximilien fut sacrifié. Napoléon III envoya le baron Saillard en mission à Mexico pour préparer l'évacuation progressive de nos troupes, évacuation inévitable tôt ou tard et que le traité de Miramar avait prévue.

Dans une note du 31 mai 1866, le gouvernement français servait à Maximilien toutes sortes de bonnes raisons et de belles phrases qui auraient gagné beaucoup à être produites cinq ans plus tôt :

L'Empereur Napoléon a conscience d'avoir aidé à l'œuvre commune. C'est au Mexique désormais qu'il appartient de s'affirmer. La tutelle étrangère, en se prolongeant, est une mauvaise école et une source de dangers : au dedans, elle habitue à ne pas compter sur soi-même et paralyse l'activité nationale ; au dehors, elle suscite des ombrages, elle éveille des susceptibilités. Le moment est venu, pour le Mexique, de répondre à tous les doutes, et d'élever son patriotisme à la hauteur des circonstances difficiles qu'il traverse. Au dedans comme au dehors, les attaques dirigées contre la forme des institutions qu'il s'est données s'affaibliront sans doute graduellement quand il sera seul à les défendre, et demeureront impuissantes contre l'union des peuples et de son souverain cimentées par les épreuves courageusement acceptées et supportées en commun. Ce sera l'honneur de S. M. l'empereur Maximilien et de la nation mexicaine d'avoir ainsi accompli l'œuvre civilisatrice que nous serons toujours fiers d'avoir encouragée et protégée à son début.

La cour de Mexico resta frappée de stupeur. Maximilien s'écria en présence de son entourage : « Je suis joué ! Il y avait, entre Napoléon et moi, une convention formelle sans laquelle je n'aurais jamais accepté le trône ; elle me garantissait le concours des troupes françaises jusqu'à la fin de l'année 1868. »

Napoléon, voulant prévenir un désastre inévitable, envoyait

en même temps un ami commun, le général Castelnau, pour dissiper les illusions que Maximilien pouvait garder encore, et le supplier de s'embarquer avec Bazaine. Maximilien faillit céder. Le 7 juillet il tenait une plume pour signer son abdication ; sa femme l'arrêta, lui dit qu'elle voulait tenter un dernier effort, franchir elle-même les mers et aller plaider sa cause à Paris et à Rome : à Paris la prolongation de l'occupation et un secours financier, à Rome l'obtention d'un concordat ecclésiastique. Si elle échouait, l'Empereur viendrait la rejoindre en Europe.

L'Impératrice du Mexique dédaigna de demander l'hospitalité à Napoléon III. Elle descendit au Grand-Hôtel ; mais dès le lendemain elle se rendit à Saint-Cloud où la cour se trouvait. L'entrevue fut tragique et douloureuse.

Après avoir énuméré ses griefs, la fille du roi Léopold s'emporta au point d'accuser l'Empereur d'accomplir sur elle une basse vengeance, par haine de famille : « J'ai eu tort, dit-elle, d'oublier que j'étais du sang des Bourbons et petite-fille du roi Louis-Philippe ; mais vous n'avez pas oublié, vous, que vous êtes du sang des Bonapartes. » Le soir, sa raison parut l'abandonner tout à fait. Elle se trouvait dans le grand salon du château, entourée de l'Empereur, de l'Impératrice Eugénie et des intimes de la cour ; elle faisait peine à voir, selon l'expression d'un témoin, dans son attitude de veuve prématurée, lorsque, tout à coup, elle se dressa et, dans un geste égaré, demanda à boire.

L'Empereur, tristement, profondément désespéré de ne pouvoir venir en aide à la malheureuse, se leva et avec empressement lui apporta un verre d'eau mélangé de sirop d'orgeat. Charlotte, saisissant le verre, le regarda, tourna ses yeux vers celui qui le lui avait offert et, le rejetant avec effroi, eut par tout le corps un long frémissement. Puis, reculant, elle se prit à repousser des spectres imaginaires et murmura, cherchant à fuir, dans un accent de terreur :

— Ils veulent m'empoisonner... ils veulent m'empoisonner !

On lui donna des soins et, le lendemain, elle ne garda nul



BAZAINE

souvenir de cette démence passagère. Mais à Rome, au Vatican, la même scène se renouvela ; Pie IX dut goûter, devant la malheureuse princesse, les aliments qui lui étaient servis, pour qu'elle se décidât à y toucher.

Puis, une nuit, elle sortit, s'en alla droit au palais pontifical et voulut forcer la porte du cardinal Antonelli. Le prélat, averti, la fit reconduire ; mais depuis lors, sa raison a fait un naufrage définitif. Ramenée auprès de son père, elle erre depuis plus de trente ans, ombre lamentable mais inconsciente, cherchant son époux, maudissant les traitres et remplissant de sa morne désolation le palais de Laeken.

Son voyage eut un résultat plutôt contraire au but qu'elle s'était proposé. Napoléon III céda à une irritation trop naturelle, car on s'irrite aisément des reproches qu'on sent mériter. D'autre part, les Etats-Unis menaçaient, et l'évènement de Sadowa en Europe ne permettait pas de concevoir la moindre idée de résister à leurs injonctions. Le général Castelnau reçut par télégraphe, le 13 décembre 1866, l'ordre de rapatrier la légion étrangère et tous les Français, soldats ou autres qui désiraient rentrer, ainsi que les légions autrichienne et belge, si elles le demandaient.

Cette dépêche était une violation de la Convention de Miramar, qui stipulait ceci par son article 2 : « La légion étrangère au service de la France, composée de 8.000 hommes, demeurera encore six années au Mexique, après que toutes les autres forces françaises auront été rappelées. » Bazaine parut très affligé. Il expliqua à Maximilien qu'après le rappel de la légion étrangère qui enlevait à Sa Majesté tout espoir de retraite en cas de défaite, rester serait une folie. « D'ailleurs, ajouta-t-il, du moment que les Etats-Unis sont contre vous, votre trône est éphémère, eussiez-vous cent mille Français. »

L'évacuation fut complète à la fin de mars 1867. Maximilien crut de son honneur de ne pas la suivre, quoi qu'il ne conservât guère d'illusions. C'était un sentimental et, comme on l'a dit, un poétique. Il était trop généreux pour consentir à

abandonner ceux des Mexicains qui s'étaient fiés à sa fortune. Tout en réorganisant à la hâte ce qu'il lui restait de troupes, en les confiant à Miramon, à Méjia, à Marquez, et en les envoyant contre Porfirio Diaz qui maintenant avançait rapidement, il tenta un arrangement avec Juarez. Il lui proposa de se démettre tous les deux, provisoirement, puis de consulter la nation et de terminer ainsi la guerre civile. Ni Juarez, ni son ministre M. Lerdo de Tejada, dont il invoqua l'intermédiaire, n'eurent le cœur assez haut pour accepter.

Ne recevant aucune réponse et comprenant qu'il négocierait beaucoup mieux les armes à la main, Maximilien se rendit au quartier général de Queretaro, ville située à soixante lieues de Mexico. Là il se trouvait à la tête de 8.000 hommes, force encore respectable, lorsqu'il fut vendu par un traître, le colonel Lopez, pour une somme d'argent. Le fort de la Cruz fut ouvert la nuit à Porfirio Diaz.

Maximilien, surpris pendant son sommeil, ainsi que Miramon et Méjia, fut livré à un conseil de guerre qui les condamna tous les trois à mort.

Ici nous ne saurions mieux faire que d'emprunter au général Thoumas la dramatique relation qu'il a publiée sous ce titre : *Trois belles morts :*

Maximilien écrivit plusieurs lettres d'adieux. Croyant qu'après sa mort la vengeance du parti républicain ne poursuivrait plus son cadavre, il demandait au baron de Lago, le ministre d'Autriche, de faire conduire son corps sans pompe et sans accompagnement solennel à Vera-Cruz, et de le faire enterrer à côté de sa femme qu'il croyait morte, d'après la fausse nouvelle qui lui avait été donnée. Au docteur Jileck, qui s'était montré toujours dévoué pour lui, il adressa le seul objet dont il pût disposer, un volume dépareillé de l'*Histoire universelle* de César Cantu, qu'il lisait dans sa prison, et sur lequel, en regard du titre, il écrivit ces mots : « A mon ami le docteur Jileck, Maximilien, Queretaro, prison de las Capuchinas, 17 juin 1867. » Il avait déjà écrit au capitaine Pierron, qui avait été son secrétaire :

« Queretaro, 15 juin 1867.

« MON CHER CAPITAINE PIERRON,

« A ma dernière heure, je pense à votre bonne amitié si cordiale et aux services que vous m'avez rendus avec tant de loyauté ; je

profite de ces derniers instants pour vous envoyer un suprême adieu. Je veux vous remercier de nouveau de votre franchise, de votre attachement et du dévouement que vous m'avez montré en toute occasion. Cet épanchement est cher à mon cœur. J'espère que vous conserverez mon souvenir après ma mort, et je fais des vœux pour que vous viviez heureux et tranquille. N'oubliez pas celui qui a été, jusqu'à son dernier soupir.

« Votre tout affectionné, « MAXIMILIEN. »

Enfin, il crut devoir écrire à Juarez une dernière lettre qu'il ordonna de n'expédier qu'après son exécution, et qu'il data du 19 :

« MONSIEUR BENITO JUAREZ,

« Sur le point de subir la mort pour avoir essayé si de nouvelles institutions pouvaient mettre un terme à la guerre sanglante qui, depuis tant d'années, désole ce malheureux pays, je donnerai ma vie avec joie, si ce sacrifice peut contribuer à la paix et à la prospérité de ma nouvelle patrie. Profondément convaincu que rien de durable ne peut être fondé sur un terrain arrosé de sang, secoué par les plus violentes agitations, je vous conjure de la façon la plus solennelle, avec la sincérité que comporte le moment auquel je suis arrivé, que mon sang soit le dernier versé. Consacrez à poursuivre ce but la persévérance que vous avez mise à défendre la cause que vous venez de faire triompher, persévérance que j'ai reconnue même dans la prospérité. Réconciliez les partis et rendez, par des principes solides, une paix durable à ce pays.

« MAXIMILIEN. »

Mejia, toujours malade, s'occupait de léguer à sa femme et à son fils le peu de biens qu'il possédait, une maison de briques sèches dans la sierra, et un troupeau de dix-huit vaches. Miramon écrivait à sa femme, la veille de l'exécution : « Il est huit heures du soir, toutes les portes sont fermées, excepté celle du ciel. Je suis résigné, et ce n'est qu'à cause de toi que je regrette le monde... Pense quelquefois à celui qui t'a tant fait souffrir, mais qui t'a beaucoup aimée... » Et le matin, il lui écrivait encore ce mot :

« MA CONCHA ADORÉE,

« Je viens de recevoir Dieu et je suis plein de confiance en sa miséricorde. Je t'ai bénie, ainsi que mes enfants. Ma dernière pensée sur la terre sera pour toi, et si Dieu le permet, je prierai dans le ciel pour vous. Je t'en prie, résigne-toi et pardonne à ceux qui te causent un si grand malheur. Fais prier pour le repos de mon âme et veille sur nos chers enfants.

« Ton époux, MIGUEL,
« *En partant pour l'échafaud.* »

Depuis quelques jours, en effet, les condamnés recevaient les

secours de la religion. Un digne prêtre, le P. Soria, entendit les dernières confidences de Maximilien et l'entretint des choses éternelles. Un autre prêtre, M. Ladron de Guevara, assista Miramon. Une lettre de lui, adressée à l'infortunée veuve du général, fait assez connaître dans quels sentiments mourut le brillant officier qui avait été le soutien le plus ferme du parti conservateur.

Maximilien s'était endormi vers neuf heures, le 18 au soir, après avoir lu, pendant une heure environ, l'*Imitation de Jésus-Christ.* On le réveilla à onze heures pour lui annoncer la visite du général Escobedo, qu'il avait fait demander. L'entrevue eut lieu sans témoins et ne dura qu'un quart d'heure : sans doute, Maximilien avait voulu recommander au général en chef de l'armée républicaine l'exécution de ses dernières volontés. Il se rendormit ensuite, s'éveilla de lui-même à trois heures et demie et reçut son confesseur. Le P. Soria célébra la messe, à laquelle assistèrent les trois condamnés. Maximilien prit un léger repas, remit son anneau de mariage au docteur Bosch et lui recommanda de porter à sa mère son scapulaire qu'il gardait sur lui.

Le soleil se levait et brillait de tout son éclat : « Quelle belle journée ! dit Maximilien, c'est ainsi que je l'aurais choisie pour le jour de ma mort. » Une sonnerie de clairon se fit entendre ; Maximilien demanda à Miramon : « Miguel, est-ce pour l'exécution ?

« — Je ne saurais vous renseigner, Sire, c'est la première fois qu'on me fusille. » Cette réponse fit sourire Maximilien. A six heures et demie, le colonel Palacios, qui s'était toujours montré plein d'égards pour les condamnés, vint les chercher. Ils montèrent chacun dans une voiture, accompagné du prêtre qui l'assistait. Le lieu choisi pour l'exécution était le Cerro-de-las-Campanas. Le trajet pour s'y rendre était long : une foule énorme se pressait respectueuse et attendrie, sur le passage du lugubre cortège. Des cris de commisération éclataient de temps en temps dans cette foule sympathique aux condamnés ; mais ce qui excitait la compassion générale, c'était la femme de Mejia, qui, son enfant suspendu à la mamelle, s'attachait aux roues de la voiture qui emmenait son mari et criait : « Grâce ! grâce ! » Et lui, le soldat brave entre les plus braves, le héros de San-Luis et de Matehuala, qui avait tant de fois affronté la mort sans sourciller, il faiblissait en entendant ces cris de douleur et d'amour. En approchant du lieu de l'exécution, Miramon dit au prêtre Ladron de Guevara : « Mon père, voilà l'échafaud : l'heure a sonné. Je vous prie de remettre ce portrait et cette montre à ma femme », et reprenant le crucifix : « Mon Dieu ! je t'offre mon sang pour l'expiation de mes péchés et le bonheur de mon pays. »

Il était un peu moins de sept heures, lorsque les trois voitures arrivèrent au Cerro-de-las-Campanas, cet ancien quartier général de l'empereur Maximilien. Quatre mille hommes, sous les ordres du

général Jésus Garcia de Léon, formaient le carré autour du cerro. Les trois condamnés, saluant la foule dans laquelle ils retrouvaient des figures connues et amies, descendirent de voiture, s'acheminèrent jusqu'au milieu du carré et s'adossèrent à un massif de cactus. Le général Garcia fit lire aux troupes un ordre du jour condamnant à mort ceux qui tenteraient de s'opposer à l'exécution; l'officier commandant le peleton d'exécution s'approcha de Maximilien et lui demanda pardon pour l'ordre qu'il allait exécuter; Maximilien lui répondit qu'un soldat doit obéir à sa consigne et distribua plusieurs onces d'or aux soldats du peleton, en leur recommandant de ne pas lui tirer au visage, afin qu'il ne fût pas défiguré lorsqu'on rapporterait son corps à sa mère. Puis il embrassa Mejia et Miramon; il dit ensuite à Miramon : « Un vaillant comme vous a droit à la place d'honneur. Passez à ma droite. » Maximilien, promenant alors son regard sur ceux qui l'entouraient, dit d'une voix assurée :

« Mexicains, je vais mourir pour une cause juste : celle de l'indépendance et de la liberté du Mexique. Que mon sang soit le dernier versé pour la rédemption de ce malheureux pays. Vive le Mexique ! »

Miramon à son tour, avec un calme superbe et tout l'éclat de sa voix, comme lorsqu'il commandait sur le champ de bataille, lut quelques lignes préparées à l'avance :

« Mexicains, je proteste contre l'accusation de traître qu'on m'a lancée au visage pour excuser mon exécution. Je meurs innocent de ce crime : je pardonne à mes meurtriers, dans l'espoir que Dieu me pardonnera, et que mes compatriotes éloigneront de mes enfants une si vilaine tache. Vive le Mexique ! Vive l'empereur ! »

Méjia tenant à la main un crucifix, leva les yeux au ciel. « Très sainte Marie, dit-il, je te prie que ton fils pardonne mes péchés, comme je pardonne à ceux qui vont me sacrifier[1]. »

L'officier commanda le feu : les trois condamnés tombèrent en même temps : quand la fumée se dissipa, on aperçut Maximilien se tordant au milieu d'une mare de sang et gémissant : *Hay, hombre !* Il fallut le coup de grâce pour l'achever.

Le cadavre de Miramon fut recueilli par sa famille; le frère de Mme Miramon se présenta avec un linceul et les objets nécessaires pour le transport. Les corps de Maximilien et de Méjia furent relevés par des soldats.

Maximilien et Miramon n'avaient pas trente-cinq ans; Méjia, leur doyen, en avait cinquante-deux. Il fallut six mois de négociations pour obtenir de Juarez, implacable comme tous les gens qui ne

[1] Maximilien avec sa haute taille, était debout entre les deux autres et leur donnait la main; il avait été autorisé seul à faire face au peleton d'exécution; les deux autres avaient dû tourner le dos, étant censés fusillés comme traîtres.

s'exposent pas aux dangers que d'autres affrontent pour eux, que les restes de Maximilien fussent rendus à son pays natal.

L'horreur de cette vengeance inutile, précédée du marché infâme qui seul l'avait rendue possible, souleva l'indignation universelle. On avait admiré le patriotisme et la ténacité de Juarez, on ne vit plus en lui qu'un banal sauvage, un Indien frotté d'un peu de civilisation. Quant à Lopez, son nom s'inscrivit à côté de celui des Judas et des Deutz. Qui eût dit que quatre années ne s'écouleraient point sans que le général en chef de l'armée française allât prendre place dans cette ignoble compagnie [1] ?

Sur la conception même de l'aventure mexicaine, nous avons exprimé déjà une appréciation différente de celle qui a généralement cours. Il est facile de juger après coup et de dire d'une entreprise, si elle a échoué, qu'elle était insensée, si elle a réussi, qu'elle fut sage, opportune et bien conduite. Mais une semblable méthode est moins équitable que commode. Veut-on être vraiment juste ? Il faut oublier les résultats et se placer au point de vue des auteurs de l'entreprise, qui ignoraient l'avenir.

En agissant ainsi pour la campagne malheureuse dont nous venons de retracer le dénouement, il est permis de lui trouver une inspiration de sagesse prévoyante : arrêter l'expansion de la race anglo-saxonne. Alors la parole de M. Rouher : « Le Mexique, la plus grande pensée du règne ! » si elle paraît encore emphatique, cesse d'être ridicule.

Seulement, pour réussir, il fallait s'engager à fond, recon-

---

[1] A quelque distance d'eux, cependant, car on ne saurait admettre que Bazaine ait vendu l'armée de Metz *pour de l'argent*.

Au retour du Mexique, lorsqu'il débarqua à Toulon, l'Empereur était si peu content de Bazaine qu'il lui fit refuser les honneurs militaires. On se demande après cela par quelle aberration il put lui confier, en 1870, la direction suprême de la dernière armée de la France. Il est vrai qu'à ce moment-là l'Empereur n'était plus le maître que de nom. Il obéit à la pression de l'opinion parisienne, toujours prête à s'emballer sans bien savoir pourquoi ! Jules Favre applaudit chaleureusement à la nomination de Bazaine (séance du 9 août au Corps législatif).

naître officiellement les Etats confédérés, négocier une alliance entre eux et le Mexique et donner aux uns et aux autres l'appui des armes françaises.

Que si les sacrifices exigés pour un acte aussi audacieux étaient jugés trop grands pour la France isolée, ou le succès trop incertain, ou l'effort trop disproportionné avec le but à atteindre, il fallait s'abstenir.

L'Empereur espérait être plus heureux en France où sa politique des années précédentes lui laissait entrevoir aussi des erreurs à réparer. Il lui fallait gagner l'affection des Francs-Maçons et des républicains, puisque les affaires d'Italie lui avaient aliéné les catholiques. Dans ce but, il proposa, le 9 janvier 1867, toute une série de réformes longtemps réclamées. Il les annonça sous forme de lettre au ministre d'Etat. Les principales consistaient dans le rétablissement du droit d'interpellation au Parlement, dans la création du droit de réunion, sous certaines garanties administratives, et dans le rétablissement de la liberté de la presse. La préparation et le vote de ces lois occupèrent deux législatures.

Dès l'ouverture de la première, M. Thiers fit entendre à nouveau sa grande voix de plus en plus attristée, mais ne voulant pas désespérer encore. Le 14 mars 1867, après avoir rappelé comment le Danemarck, origine occasionnelle des conquêtes prussiennes, s'était vu sacrifier par la faute de la France, il disait :

J'arrive aux grands événements de l'été dernier, et je suis tenté de m'écrier avec notre immortel orateur : « Un homme s'est rencontré ! » Non pas, Messieurs, qu'en rappelant cette parole de Bossuet je veuille établir aucune comparaison entre Cromwell auquel il l'applique et le ministre hardi qui conduit si rapidement la Prusse dans les voies de la grandeur. Non, Messieurs, pas de similitude pareille : ce serait calomnier M. le comte de Bismarck, et aussi le grandir. (Mouvement prononcé. Rires sur quelques bancs.)

Mais en voyant combien cet illustre personnage a été approprié à la circonstance, je ne puis m'empêcher de dire : Oui, un homme s'est rencontré, d'une sagacité rare, et d'une audace d'exécution plus rare encore. Ce personnage dans lequel son pays doit reconnaître un grand patriote, ce personnage devait être épouvanté à l'idée d'atta-

quer, avec la Prusse qui comptait 19 millions de sujets, l'Autriche qui en comptait 36 et, en ajoutant ses confédérés, près de 50.

Et, en effet, la Prusse l'accusait de folie ; cette Prusse, si fière aujourd'hui de sa grandeur, ne la voulait pas !

Mais M. de Bismarck a parfaitement jugé la situation ; il a vu que cette Autriche, qu'il accusait d'être si préparée, ne l'était point. (Mouvement.)

Il a vu, ce qui était plus important, il a vu qu'elle ne pourrait opposer à l'armée prussienne que la moitié de ses forces ; que l'autre moitié serait occupée à faire face aux Italiens. Il a vu, ce qui était plus important encore, que non seulement l'Italie diviserait les forces de l'Autriche, mais qu'elle paralyserait les forces de la France par les liens dont elle avait enlacé la politique française.

C'est sur ces vues si justes que M. de Bismarck a fait reposer toute sa politique. Hélas ! que n'avons-nous jugé aussi bien ! La pensée si vraie de M. de Bismarck serait devenue une pensée fausse, et peut-être son triomphe un désastre. Il fallait discerner que dans aucun cas la guerre ne pouvait être heureuse pour nous. En effet, si l'Autriche eut été victorieuse, elle pouvait être tentée de rétablir le Saint-Empire à son profit, elle pouvait poursuivre et écraser l'Italie vaincue et nous obliger à prendre part à la guerre pour couvrir notre frontière des Alpes...

Les événements ont eu une autre issue ; il en est sorti la grandeur de la Prusse, plus périlleuse encore pour nous que la grandeur de l'Autriche...

On nous dit que la Prusse a déployé des qualités qu'on ne soupçonnait point. D'abord un gouvernement est chargé de connaître ce qui se passe dans les pays étrangers, on lui en donne les moyens... mais soit ! La Prusse, dit-on, a déployé des qualités qu'on ignorait, elle avait un armement qui a exercé une grande influence. — Il fallait connaître cet armement ; mais soit encore ! Est-ce que ce sont les qualités incontestables de l'armée prussienne, est-ce que c'est l'arme nouvelle dont elle était pourvue qui ont décidé des événements ? Non, il y a une autre cause, aujourd'hui de notoriété publique, c'est que jusqu'à deux heures de l'après-midi, la bataille de Sadowa était gagnée par l'Autriche. Qu'est-ce qui a empêché qu'elle ne fût gagnée jusqu'à la fin du jour ? Le savez-vous? Il fallait 40 à 50 mille hommes à la droite de l'armée autrichienne pour contenir le prince royal de Prusse qui arrivait à marches forcées, et qui, une heure plus tard, serait arrivé trop tard. (Mouvement.)

Et ces 40 ou 50 mille hommes, où étaient-ils ? A Custozza ! Et ce n'était pas seulement 40 ou 50 mille hommes, mais 130 à 140 mille que l'Autriche avait dû envoyer entre le Mincio et l'Adige.

Eh bien, concluez : c'est que cette Italie qui au début a donné à la Prusse, pour marcher vers l'unité, la puissante impulsion de

l'exemple, lui a en outre donné, au dernier moment, le secours matériel qui lui manquait, et qu'elle a elle-même décidé des destinées de l'Europe.

Ainsi, la vérité tout entière, la voici : « L'unité italienne a fait l'unité germanique, et c'est nous qui avons fait l'unité italienne. » (Mouvement.)

L'orateur étudie ensuite la situation nouvelle, assurément très grave ; il montre la paix plus menacée que jamais, ni l'Italie, ni la Prusse n'étant encore satisfaites, et il examine la conduite à tenir. Il conseille d'accepter ce qui est fait, et ce qu'on ne peut plus empêcher, mais de déclarer hautement qu'on ne permettra pas d'aller plus loin, et pour cela de chercher des alliés, de donner la main à l'Autriche pour la relever, de se faire une clientèle de tout ce qui reste de petits Etats, et surtout de renforcer nos cadres militaires afin d'être plus sûrs de pouvoir maintenir la paix. Cette politique est modeste, ajoute-t-il, elle ne vous obtiendra pas les applaudissements que vous obteniez quand vous parliez naguères d'aller délivrer l'Italie et la Pologne ; « mais si je vous la conseille, c'est que je la crois bonne et que, pour mon compte, je n'en suis jamais une autre ».

Je n'examine pas, en effet, si la question de la papauté, si la question des nationalités sont des questions populaires ou non ; je les envisage au point de vue de l'intérêt du pays, et je me rallie toujours à cet intérêt.

Si un individu seul, sans parti, sans appui, même dans la presse, peut tenir une sembable conduite, un Gouvernement qui a dans ses mains toutes les forces du pouvoir peut la suivre bien plus facilement et plus sûrement pour lui-même.

En finissant, Messieurs, je vous supplie, pour vous et pour le pays, de vous rattacher complètement à cette politique que j'appelle la politique du bon sens ; car, je vous le déclare, *il n'y a plus une faute à commettre.* (Mouvement prolongé en sens divers.)

Cette phrase : « Il n'y a plus une faute à commettre », fut répétée d'un bout à l'autre du pays, mais sans être comprise, ni du gouvernement, ni des officieux des centres, ni des avocats de la gauche.

Le maréchal Niel, ministre de la guerre, mit à l'étude et

porta devant le Parlement la réorganisation de l'armée. Il y avait urgence, mais le gouvernement n'osait pas le dire. L'aveuglement des chefs de l'opposition égalait pour le moins celui de la plupart des ministres. Si les uns fermaient volontairement les yeux sur les conséquences de l'unité italienne et sur le doublement des forces militaires de la Prusse, les autres en étaient encore à la légende de la toute puissance du chant de la *Marseillaise* pour un assaut. Un amendement fut déposé par eux à la tribune, en 1867, tendant à la suppression absolue des armées permanentes et à leur remplacement par les gardes nationales.

M. Jules Simon, le plus pondéré des membres de l'opposition, s'écriait à la tribune (19 décembre 1867) :

Je ne suis pas partisan des armées permanentes, ni surtout des armées nombreuses...

Il n'y a pas un seul de vous, Messieurs, qui ne pense avec moi que, le danger étant imminent pour le pays, ce n'est pas seulement la garde mobile qui doit aller sur le champ de bataille offrir sa poitrine à l'ennemi, que ce ne sont pas seulement les hommes de 25 à 30 ans, mais tous les citoyens, les vieillards, les magistrats, que nous tous, nous devons marcher à la frontière...

Le moyen de faire de nos soldats les premiers soldats du monde, si vous ne le savez pas, moi je le sais. — (Voix nombreuses : Ah ! ah !)

Oui, Messieurs, je le sais.

Ce qui fait le soldat indomptable, c'est la cause qu'il soutient.

Voilà les événements de Sadowa qui, l'année dernière, ont trompé les prévisions des plus habiles généraux...

Je suis allé sur les lieux étudier les causes morales de la victoire, et en voici une que je vous rapporte : c'est qu'il y avait, dans certaines parties de l'armée autrichienne, comme un sentiment inconscient de l'utilité pour elles d'être vaincues. (Réclamations et rumeurs.)

Et quand je leur ai dit : « Vous paraissez vous plaindre de n'avoir pas été assez battus à Sadowa », il y en a qui m'ont répondu : « Oui ! » (Nouvelles rumeurs : Quels patriotes ! »

Vous me dites que ce sentiment est inintelligible pour un Français. Oui, certes !... Mais ceux dont je parle voyaient d'une part la patrie autrichienne et de l'autre la patrie allemande ; ici, la maison de Habsbourg, là, les espérances de liberté.

Ne le niez pas : ce qui a fait la force de l'armée française autrefois, et sa plus grande puissance, c'est la cause sacrée qu'elle avait à défendre, une cause qui était un objet d'envie pour ceux qui se

battaient contre nous, et pour nous la source puissante et féconde de l'enthousiasme...

Oui, Messieurs, il n'y a qu'une cause qui rende une armée invincible, et malheureusement cette cause n'est pas celle que nous défendons en ce moment ; cette cause, c'est la liberté !

Ah ! comme M. Jules Simon, patriote sincère et honnête homme, a dû cruellement souffrir, avec de semblables opinions sur la guerre entre les peuples, quand il assista, si tôt après, en qualité de membre du gouvernement de la Défense nationale, à l'écrasement des défenseurs de la France par les armées allemandes ! Et comme il a dû regretter aussi sa thèse soutenue à la séance du 23 du même mois, contre l'inutilité et le danger de « l'esprit militaire », quand il a constaté que cet esprit qu'il repoussait était la base de toute discipline et que les innombrables levées improvisées dans le pays se trouvaient surtout impuissantes par le manque de cet esprit militaire !

M. Pelletan disait de son côté :

Le militarisme est une plaie... Je comprendrais les pompiers armés pour le cas d'une invasion ; mais une invasion est-elle possible ? On s'indignerait si je formulais une prévision semblable, et on aurait raison.

Garnier-Pagès, Crémieux, Magnin, Ernest Picard n'étaient pas moins dédaigneux pour le militarisme ; Jules Favre renchérissait sur tous :

Qu'est-ce que je lis dans les documents officiels ? Qu'il faut que la France soit armée comme ses voisins ? Ma conscience, Messieurs, se révolte contre une pareille proposition. Nos véritables alliés sont les idées... La nation la plus puissante est celle qui peut désarmer ; donc rapprochons-nous sans cesse du désarmement.

Il faut citer encore les paroles de cet homme funeste lors de la discussion des crédits demandés en 1868 par le maréchal Niel pour l'artillerie de campagne.

Nous n'avons, disait le maréchal Niel, que deux pièces par mille hommes, tandis que les autres puissances en comptent trois et davantage. Au moment actuel, il serait souverainement imprudent de descendre au-dessous d'une artillerie nécessaire. Je vous en supplie, Messieurs, ne me forcez pas à vous avouer en public notre insuffisance...

A cette supplication, à cet aveu que la Prusse recueillait religieusement pour en faire bientôt son profit, Jules Favre répondait :

Ayez donc confiance dans le patriotisme de la population... Les militaires sacrifient tout à un point de vue spécial et oublient trop par quelle force supérieure la France serait défendue si jamais elle était au moment du danger.

Et M. Emile Ollivier s'écriait, pour compléter la pensée de son ami :

Que la France désarme et les Allemands sauront bien contraindre leurs gouvernements à l'imiter[1].

Une voix ayant crié qu'il ne fallait pas faire de la France une vaste caserne :

Prenez garde, répliqua le maréchal Niel, prenez garde d'en faire un vaste cimetière !

Il n'est pas jusqu'à M. Thiers dont la sagacité habituelle ne fut en défaut dans cette longue discussion. Certes M. Thiers était loin de réclamer le désarmement, mais il se trompait sur les forces de la Prusse lorsqu'il prononça les aphorismes suivants, applaudis d'abord par les tribunes, ensuite par l'immense majorité des journaux :

La Prusse, selon M. le ministre d'Etat, nous présenterait 1.300.000 hommes. Mais je le demande, où a-t-on vu ces forces formidables ? De tels chiffres sont parfaitement chimériques... La Prusse, combien d'hommes a-t-elle portés en Bohême en 1866 ? 300.000. C'est que, Messieurs, il ne faut pas se fier à cette fantasmagorie de chif-

---

[1] Deux ans après, M. Emile Ollivier, devenu, d'opposant, président du conseil des ministres, consentait à lancer la France, mal armée sinon désarmée, contre l'Allemagne supérieurement armée, et Jules Favre, quand il fut chargé de nos affaires étrangères, lui qui avait combattu le vote des crédtis demandés pour nos fortifications et notre artillerie, pleurait sur les désastres causés par l'insuffisance de nos canons, et déclarait que nous ne céderions pas une pierre de ces forteresses dont l'ennemi s'emparait presque partout avec la plus grande facilité tant elles étaient mal armées.

Ce n'est pas un enseignement banal ni sans haute signification que cette obligation imposée par les événements à certains hommes politiques de faire à leurs dépens la dure expérience de leurs erreurs.

fres... ce sont là des fables qui n'ont aucune espèce de réalité. Donc, qu'on se rassure, notre armée suffira pour arrêter l'ennemi ; derrière elle, le pays respirera et aura le temps d'organiser ses réserves.

Et les ministres, de leur place, approuvaient aussi l'orateur par des sourires pleins de fatuité qui semblaient dire : « Soyez tranquilles ; nous avons l'œil à tout ! »

La loi ne fut votée qu'à une deuxième session, le 1er février 1868, tant furent abondants et l'éloquence des députés qui tenaient à se faire une réputation d'indépendance, et les amendements ou sous-amendements proposés. Le travail de la commission fut remanié plusieurs fois, sous la pression de l'opinion publique. Le courage manqua aux uns, la clairvoyance aux autres, pour déclarer tout le monde soldat, comme en Prusse. L'Empereur doit-il être rangé parmi ceux qui ne comprenaient point, ou parmi ceux qui n'osèrent pas ? Quelle que fût sa pensée secrète, il ne se sentait plus assez fort pour s'exposer aux justes récriminations de ses sujets en leur avouant que la France était en péril, désormais.

La loi de 1832 avait fixé à sept ans la durée du service militaire pour les jeunes soldats désignés par le sort pour faire partie du contingent, mais elle n'avait pas organisé de réserve, et l'armée se composait tant de la portion de chaque contingent annuel effectivement entretenue sous les drapeaux, que de l'autre portion que des nécessités budgétaires obligeaient soit à laisser dans ses foyers, soit à y envoyer en congé, et qui, jusqu'à l'expiration de ses sept ans, pouvait toujours y être appelée ou rappelée ; tout ce qui était en dehors du contingent annuel était définitivement exempté.

La nouvelle loi ramena à cinq ans la durée du service pour tous les jeunes gens faisant partie des deux portions ci-dessus du contingent, mais en même temps elle créa une réserve où ils entraient à l'expiration de leurs cinq ans, pour y rester pendant quatre ans, et d'où en temps de guerre un simple décret suffisait à les rappeler à l'activité, de sorte qu'en réalité la durée du service militaire se trouva être de neuf ans au lieu de sept, et que l'effectif total de l'armée,

ramené en temps de paix à cinq contingents, put se retrouver en temps de guerre élevé à neuf par un décret d'appel des réserves, c'est-à-dire au chiffre d'environ 800.000 combattants.

De plus, la nouvelle loi créa une garde nationale mobile destinée à concourir, comme auxiliaire de l'armée en temps de guerre, à la défense des places fortes, côtes et frontières, et ne pouvant être appelée à l'activité que par une loi ; elle se composa de tous les jeunes gens non compris par leur numéro de tirage dans le contingent annuel, ou exemptés, ou remplacés. Le service dans la garde nationale mobile était organisé par départements ; il était de cinq ans à partir du 1er juillet de l'année du tirage au sort ; il se composait d'exercices dans le canton, et de réunions par compagnie ou bataillon dans la circonscription de la compagnie ou du bataillon, chaque exercice ou réunion ne pouvant donner lieu à un déplacement de plus d'une journée, ni se répéter plus de quinze fois par année. Grâce à cette création on comptait pouvoir mettre en ligne à l'intérieur, derrière les 800.000 hommes de l'armée active et de réserve, un soutien de 3 à 400.000 hommes de 20 à 29 ans.

Telle était la nouvelle organisation militaire sortie principalement des conceptions du maréchal Niel. Celui-ci espérait relever ainsi notre puissance militaire, remettre la France en équilibre avec son formidable voisin. Mais il fallait pour cela du temps, de l'argent, et une certaine crânerie consistant à dire aux populations : « Eh bien oui, nous avons été trompés par les événements et le pays doit s'imposer des sacrifices nouveaux ! » Toutes ces choses manquèrent à Napoléon III, malade et affaibli. Les nouvelles gardes mobiles ne furent nulle part exercées et, le maréchal Niel étant mort, l'organisation qui était son œuvre resta sur le papier ; si bien que lorsqu'éclata la guerre fatale, beaucoup de nos jeunes mobiles durent affronter le feu des Allemands sans avoir jamais chargé un fusil.

S'il suffisait de fermer les yeux sur un danger pour le

supprimer, on peut dire que tout péril disparut pour Napoléon III en 1867. Ce fut l'année de sa deuxième grande Exposition universelle ; lui et sa cour s'étourdirent dans les fêtes et les hommages trompeurs du monde entier.

Lorsque, le 1er avril, jour de l'inauguration, l'Empereur et l'Impératrice arrivèrent en Daumont devant la grande entrée, il y avait là, pour les attendre, non seulement la famille impériale, la cour et le corps diplomatique, mais aussi un délégué de chacun des grands Etats de l'Europe. Pour l'Angleterre c'était le prince de Galles, pour la Russie le prince de Leuchtenberg, pour l'Italie le duc d'Aoste, pour la Belgique le comte de Flandre, pour la Hollande le prince d'Orange.

Puis vinrent les rois eux-mêmes, après leurs frères et leurs cousins. Le premier fut l'empereur de Russie, Alexandre II. Napoléon III, en l'embrassant avec effusion, oublia le sang polonais dont il était couvert.

Ce furent ensuite le sultan Abdul-Azis, puis l'empereur François-Joseph d'Autriche. On ne comptait alors que ces trois empereurs en Europe ; Napoléon III faisait le quatrième. La Prusse n'avait qu'un roi. Il vint aussi, de même que les rois de Bavière, de Portugal, de Belgique, de Wurtemberg, le vice-roi d'Egypte, le prince de Montenegro.

Napoléon alla lui-même recevoir le roi de Prusse à la gare du Nord, en cortège de gala. On put voir derrière eux, dans la deuxième voiture, le vieux maréchal de Moltke et dans la troisième le comte de Bismarck, qui fut même sifflé au sortir de la gare. Le roi Guillaume logea au pavillon de Marsan, aux Tuileries. Il dit à Napoléon, en passant sous l'arc de Triomphe du Carrousel. « Comme vous avez fait ici de belles choses depuis la première fois que j'y ai passé ! » La première fois, c'était en 1814, et à peine installé aux Tuileries, Guillaume Ier s'empressa de conduire les officiers de sa suite sur le point culminant des Buttes-Chaumont et de leur faire là une conférence dans laquelle il leur expliqua, en allemand, les points occupés en 1814 par l'armée d'invasion dont il était un des chefs.

Bismarck venait rendre à la France, encore puissante, un dernier hommage. « Sans la France nous pouvons peu de chose, et contre elle rien en ce moment », avait-il dit un jour au général italien Govone. Il redevint donc le flatteur d'un prince que, dans son for intérieur, il méprisait. Il y séduisit de nouveau tout le monde par son affectation d'un franc parler qui était chez lui le comble de l'habileté. M. de Persigny a consigné dans ses mémoires le récit typique d'une visite reçue de lui pendant l'Exposition :

M. de Bismarck porta lui-même la conversation sur la récente affaire du Luxembourg. Si nous étions affectés de l'issue de cette maudite affaire, il l'était bien davantage, dit-il. En n'obtenant pas la cession de cette petite province, nous avions peu de chose à regretter, tandis que lui, au contraire, y avait perdu l'occasion unique, peut-être, de consolider l'œuvre de Sadowa, en donnant, par cette compensation territoriale du Luxembourg, satisfaction aux griefs réels ou imaginaires de la France.

— J'ai amèrement regretté, ajoutait-il, l'échec de cette négociation. C'était pour la Prusse un avantage énorme, une fortune inespérée, que de trouver, après la tournure qu'avaient prise les événements, une occasion de donner satisfaction à la France et de calmer ses susceptibilités ; car c'était écarter de nous des périls dont je ne me dissimule pas la gravité...

M. de Bismarck alla encore au-devant des questions que je me proposais de lui faire sur l'Allemagne.

Il me dit tout d'abord que, sans pouvoir s'expliquer entièrement la politique de l'Empereur dans ce qui avait précédé et suivi Sadowa, il n'avait pas trouvé dans la conduite de ce prince la netteté de vues à laquelle il s'était attendu. Pour tirer la Prusse de la fausse situation où elle était, M. de Bismarck aurait été personnellement disposé à bien des sacrifices. Il se sentait capable des plus audacieuses résolutions, et était très désireux de s'entendre avec l'Empereur. Mais l'attitude de Sa Majesté avait paralysé ses dispositions et étouffé ses aspirations vers une politique franco-germanique...

Et comme je m'étonnais de ces paroles et que je lui demandais si, en effet, il n'y avait pas eu, à Biarritz, des engagements contractés de part et d'autre, ainsi que toute l'Europe l'avait cru, il m'assura qu'il n'y en avait d'aucune espèce ; que bien loin de là, il avait vainement essayé de deviner la pensée de l'Empereur et de pénétrer dans son for intérieur, pour y chercher les éléments d'une entente entre les deux gouvernements ; qu'il en avait toujours été éconduit par le ton d'une conversation vague ou indécise, dont il lui avait été

impossible de percer le mystère. La seule allusion faite par l'Empereur à des combinaisons politiques avait été relative aux frontières du Rhin, mais pour ajouter aussitôt que celles-ci, désirées par la France, étaient énergiquement refusées par l'Allemagne, et seraient d'ailleurs si difficiles à gouverner par les Français, qu'il était impossible d'y songer sérieusement. L'Empereur avait, en outre, affecté un désintéressement si complet vis-à-vis de la Prusse que, dans son étonnement, lui, M. de Bismarck, n'avait pu y ajouter foi.

Or, comme il ne pouvait supposer qu'une attitude pareille cachât chez un homme comme l'Empereur une absence de vues ou de résolutions, il ne s'était expliqué cette attitude que par une pensée secrète, enfouie dans les profondeurs de l'âme de ce prince, et qui, naturellement, n'était pas faite pour lui donner, à lui Bismarck, une grande tranquillité d'esprit. Il en était secrètement troublé.

Pour le moment, le mot d'ordre, en France, paraissait être : « A demain les affaires sérieuses ! »

Paris fut tellement le centre du monde en 1867, que les serviteurs du souverain y prenaient une place peu inférieure à la souveraineté, en recevant les augustes étrangers. M. Haussmann fit grandement les honneurs de « sa capitale ». Le tsar, le sultan, l'empereur d'Autriche tinrent à juger par eux-mêmes des merveilles réalisées, afin de les reproduire chez eux. Le roi de Prusse ne dédaigna point de visiter les égouts et les travaux souterrains de canalisation. M. Haussmann le reçut au réservoir de Ménilmontant, puisa de l'eau à la source et la présenta dans une coupe d'or. Le roi porta la coupe à ses lèvres, et les personnes qui l'accompagnaient voulurent suivre son exemple. Le vieux maréchal de Moltke, qui était du nombre, ayant bu, lui aussi, peut-être plus consciencieusement que les autres, fut sérieusement incommodé, et conserva, pendant plusieurs jours, un souvenir assez désobligeant de l'eau de Paris. M. Haussmann se plaisait à raconter en souriant cette petite mésaventure.

Une fête qui eut lieu à l'Hôtel-de-Ville, avec un éclat extraordinaire, valut au baron Haussmann, dans les journaux anglais, la qualification de « magnifique préfet de la Seine ». Le couvert impérial et royal était dressé dans le salon de la Paix. La foule se pressait autour des souverains et rien ne pouvait avoir raison de l'obstination des jolies curieuses qui vou-

laient voir défiler ce cortège imposant. « Pardon, mesdames, dit le baron Haussmann en s'avançant, le sourire aux lèvres ; mais vous savez qu'à Paris nous aimons les larges voies ! » Et, précédant ses augustes hôtes, le préfet de la Seine, armé de sa bonne grâce et de sa courtoisie, put enfin les faire arriver jusqu'à la salle du festin.

Guillaume I[er] dit à M. Haussmann, en lui serrant la main avec effusion : « Mon cher baron, jamais nous ne pourrons rendre à la ville de Paris une aussi royale hospitalité. » Moins de quatre ans s'écoulèrent ; le pieux et loyal prussien, ayant encore le même sourire aux lèvres, rendit des bombes incendiaires aux Parisiens et à leurs monuments.

Le 6 juin, une fête militaire eut lieu sur le champ de courses de Longchamps. L'empereur de Russie, le roi de Prusse et le prince de Bismarck y assistaient. Elle fut splendide.

Jamais, dit le général du Barail dans ses *Souvenirs*, jamais armée n'avait été aussi bien habillée, n'avait présenté une collection plus variée d'uniformes qu'en ce jour du 6 juin 1867 l'armée française, et, dans l'armée, la garde impériale ; et, dans la garde impériale, la cavalerie, qui semblait sortir de l'imagination d'un costumier de théâtre.

A l'heure dite, le maréchal Canrobert débouchait sur le champ de courses pour prendre son commandement, et, presque aussitôt, un fracas immense, où se confondaient les acclamations des foules, les commandements, le bruit des armes, les accords de toutes les musiques militaires et les salves du canon du Mont-Valérien, annonçait l'arrivée des souverains.

Je les vois encore s'avancer tous trois sur la même ligne : l'Empereur Napoléon, en costume de général français, tranquille, simple, un peu affaissé sur son cheval ; l'Empereur de Russie, superbe, élancé, serré dans un habit vert, coiffé d'un claque emplumé, et enfin le Roi de Prusse, véritable statue équestre de guerrier germain, imposant sous le casque.

Ils marchaient au pas, échangeant entre eux quelques paroles brèves, et les hôtes de l'Empereur épuisaient, à son adresse, toutes les formules de l'admiration et de la louange pour exprimer les impressions que leur causait le spectacle. Derrière eux, un véritable escadron où se trouvaient représentés tous les uniformes militaires du globe. En avant et en arrière, un peloton de Cent-gardes fulgurant comme les dieux de la Fable.

Quand ils eurent ainsi parcouru toutes les lignes, ils allè-

rent saluer l'Impératrice dans la tribune impériale et se placèrent en face d'elle, pour assister au défilé, qui se termina par un immense mouvement en avant de la cavalerie, chargeant en ligne sur les souverains et leur escorte et s'arrêtant brusquement, à quelques pas d'eux, le sabre haut et, sur les lèvres, le cri de : « Vive l'Empereur ! »

Il y eut là, dit encore le général du Barail, une minute inoubliable, dans laquelle acteurs et spectateurs conçurent l'idée d'une confiance inébranlable et d'une force irrésistible, qui devait, trois années plus tard, encore vivante, expliquer notre enthousiasme, notre délire et nos illusions.

Le 1er juillet, à la distribution des récompenses, Napoléon III avait à ses côtés le sultan Abdul-Azis et son fils et héritier Mehemmed-Mourad, les princes de Prusse, de Galles, d'Orange, de Saxe, les ducs d'Aoste et de Cambridge, le prince royal Humbert d'Italie et une foule d'autres Altesses impériales ou royales. Après la lecture du rapport, par M. Rouher, l'Empereur prononça un discours où il disait :

Les poètes de l'antiquité célébraient avec éclat des jeux solennels où les différentes peuplades de la Grèce venaient se disputer le prix de la course. Que diraient-ils aujourd'hui, s'ils assistaient à ces jeux olympiques du monde entier, où tous les peuples luttant par l'intelligence, semblent s'élancer à la fois dans la carrière infinie du progrès, vers un idéal dont on approche sans cesse, sans jamais pouvoir l'atteindre ?

De tous les points de la terre, les représentants de la science, des arts et de l'industrie sont accourus à l'envi, et l'on peut dire que peuples et rois sont venus honorer les efforts du travail, et par leur présence les couronner d'une idée de conciliation et de paix.

En effet, dans ces grandes réunions qui paraissent n'avoir pour objet que des intérêts matériels, c'est toujours une pensée morale qui se dégage du concours des intelligences, pensée de concorde et de civilisation. Les nations, en se rapprochant, apprennent à se connaître et à s'estimer ; les haines s'éteignent, et cette vérité s'accrédite de plus en plus, que la prospérité de chaque pays contribue à la prospérité de tous.

L'Exposition de 1867 peut, à juste titre, s'appeler *universelle ;* car elle réunit les éléments de toutes les richesses du globe. A côté des derniers perfectionnements de l'art moderne, apparaissent les produits des âges les plus reculés, de sorte qu'elle présente à la fois le génie de tous les siècles et de toutes les nations. Elle est universelle ;

car, à côté des merveilles que le luxe enfante pour quelques-uns, elle s'est préoccupée de ce que réclament les nécessités du plus grand nombre. Jamais les intérêts des classes laborieuses n'ont éveillé une plus vive sollicitude. Leurs besoins moraux et matériels, l'éducation, les conditions de l'existence à bon marché, les combinaisons les plus fécondes de l'association ont été l'objet de patientes recherches et de sérieuses études. Ainsi toutes les améliorations marchent de front. Si la science, en asservissant la matière, affranchit le travail, la culture de l'âme, en domptant les vices, les préjugés et les passions vulgaires, affranchit l'humanité.

Félicitons-nous, Messieurs, d'avoir reçu parmi nous la plupart des souverains et des princes de l'Europe et tant de visiteurs empressés. Soyons fiers aussi de leur avoir montré la France telle qu'elle est, grande, prospère et libre. Il faut être privé de toute foi patriotique pour douter de sa grandeur, fermer les yeux à l'évidence pour nier sa prospérité, méconnaître ses institutions, qui parfois tolèrent jusqu'à la licence, pour ne pas y voir la liberté.

Les étrangers ont pu apprécier cette France jadis si inquiète et rejetant ses inquiétudes au-delà de ses frontières, aujourd'hui laborieuse et calme, toujours féconde en idées généreuses, appropriant son génie aux merveilles les plus variées et ne se laissant jamais énerver par les jouissances matérielles...

Malheureusement deux incidents, aussi contraires aux lois de l'hospitalité qu'à la prudence politique, vinrent détruire, pour celui des souverains dont la France avait le plus besoin en ce moment, la bonne impression qu'aurait dû laisser une réception aussi magnifique. Un jour, comme le tsar Alexandre II visitait le palais de Justice, un insolent se permit de s'arrêter devant lui, de le regarder en face et de lui jeter ces mots :

« Vive la Pologne, Monsieur ! »

Vive la Pologne pouvait passer, à la rigueur, pour une protestation courageuse en faveur d'un peuple martyr ; mais *Monsieur*, venant après, au lieu de *Sire*, était la négation de la dignité impériale : c'était une simple polissonnerie.

Le personnage qui s'était permis cette grossièreté n'avait qu'un but : s'afficher à l'attention de la foule. C'était un avocat, de plus un chef des Loges. Il s'appelait Floquet. Petit, tout rond, l'air d'un matador, gilet à la Robespierre, dandinement à la Saint-Just, gestes farouches de Marat, rugissement de Danton, c'est ainsi que l'homme a été peint

en quelques mots par son ami Gambetta. Inconnu auparavant, quoiqu'il atteignît la quarantaine, il fut célèbre dès le soir. Le boulevard l'acclama, les Parisiens firent de lui un député. Et Bismarck, qui disposait ses batteries, dans l'ombre, se frotta les mains sans rien dire.

Pour surcroît de mésintelligence entre Paris et Saint-Pétersbourg, survint l'attentat du 6 juin. Une grande revue de 60.000 hommes venait de finir sur le champ de courses de Longchamps. Napoléon III ramenait, dans sa voiture à la Daumont, le tsar et ses deux fils. L'Impératrice faisait, de son côté, les honneurs au roi de Prusse ; suivaient des voitures portant quatorze princes ou altesses.

En arrivant dans la route un peu étroite que l'on monte à gauche de la grande cascade, on vit un jeune homme d'une vingtaine d'années sortir du haut de la cascade, à travers le bois, et tirer deux coups de pistolet, presque à bout portant, sur l'Empereur de Russie. Le cheval de M. Raimbaux, écuyer de l'Empereur des Français, qui caracolait à la portière, reçut une balle dans la mâchoire ; M. Raimbaux annula le second coup en abattant le canon de l'arme, qui éclata et emporta un des doigts de la main de l'assassin. Les deux Empereurs conservèrent tout leur sang-froid, ainsi que les deux jeunes grands-ducs. Une clameur immense s'éleva de la foule ; le sang du cheval, projeté sur les roues et jusque sur les coussins, faisait croire à une blessure des augustes hôtes de la voiture. Napoléon III, se levant debout, dit à haute voix : « Messieurs, personne n'est blessé ! »

La foule émue applaudit, violemment secouée par l'émotion et aussi par l'indignation. Exaspérée, elle voulait faire justice sur place ; en un clin d'œil, le peloton des Cent-gardes et celui des Gardes de Paris entourèrent l'assassin : pour le protéger, ils durent mettre l'épée à la main. C'était un nommé Bérézowsky, natif de Volhynie, ancien soldat de l'insurrection polonaise. Deux cent mille voix protestèrent contre son crime en poussant, sur tout le parcours du bois de Boulogne aux Tuileries, une immense acclamation de « Vive

l'Empereur ! » ou « Vivent les Empereurs ! ». Le soir, il y eut bal à l'ambassade de Russie. Tous les souverains s'y rendirent, et la bonne harmonie ne parut point troublée. Tout semblait de nouveau à la joie, à la confiance la plus entière.

Malheureusement, l'incident n'était point clos. Le jury de la Seine, devant lequel fut jugé le régicide, agréa son système de défense, rejetant son crime sur le désir de venger son pays, et crut devoir admettre en sa faveur les circonstances atténuantes. Bérézowski ne fut condamné qu'aux travaux forcés à perpétuité.

Le Tsar partit ulcéré, irréconciliable ; Bismarck, dans une entrevue à Ems, cinq mois après, n'eut aucune peine à l'enguirlander. Et Alexandre II donna carte blanche à Guillaume Ier ; si, dans son ressentiment contre la France, il oublia les intérêts de la Russie pour ceux de l'Allemagne, comme Napoléon III, dans sa haine de l'Autriche, avait oublié naguère les intérêts de la France pour ceux de l'Italie, la faute en est à Floquet et aux Francs-Maçons parisiens.

Aussitôt après le départ des souverains, le 21 août, l'Empereur et l'Impératrice des Français allèrent à Salzbourg faire à l'Empereur et à l'Impératrice d'Autriche une visite de condoléances à l'occasion de la mort de Maximilien. Ils leur devaient bien ce témoignage de sympathie, après la part désastreuse qu'ils avaient eue dans la préparation du drame de Quérétaro. Cette entrevue émut beaucoup l'opinion. On y voyait la preuve d'une alliance secrète entre la France et l'Autriche, en vue d'une revanche prochaine. Il est bien certain, en effet, que la communauté des intérêts devait rapprocher ces deux pays, et leurs sentiments à l'égard de la Prusse n'étaient pas douteux. Mais en fait cette entrevue de Salzbourg ne produisit rien. Si les deux Empereurs y échangèrent leurs idées, il est prouvé, aujourd'hui, qu'ils n'arrêtèrent aucun plan pour l'avenir.

CHAPITRE XXIII

Mentana. — Discussions au Corps Législatif. — Couronnement de l'Edifice ; Ministère Ollivier ; Plébiscite. — Le Concile

---

Les illusions de Napoléon III, tout à fait dissipées du côté de l'Allemagne, commencèrent à disparaître aussi du côté de l'Italie, à la fin de 1867.

Il avait retiré ses troupes de Rome, en vertu de la Convention de septembre 1865 ; mais en s'éloignant, il avait autorisé la création, sous un chef désigné par lui, d'un corps de volontaires, pris en grande partie dans l'armée française, qui devait veiller auprès du Pape. Ce corps avait reçu le nom de légion d'Antibes, du nom de la ville où il s'était formé. Pie IX pouvait en outre compter sur l'armée romaine proprement dite, diminuée en nombre, mais épurée.

C'était beaucoup plus qu'il n'en fallait pour maintenir la tranquillité intérieure, à supposer qu'aucune agression ne vînt du dehors. Mais la révolution et les Piémontais, en transférant leur capitale à Florence, n'avaient jamais caché qu'ils ne voyaient là qu'un établissement provisoire et un acheminement vers Rome. Napoléon III n'ignorait point cette détermination ; elle avait été proclamée assez souvent et assez haut au Parlement italien; mais il feignait de l'ignorer, il comptait sur le temps, sur le hasard, pour arranger toutes choses, lorsque subitement Victor-Emmanuel parut manquer de patience et lança de nouveau son faucon de 1860 ;

c'est ainsi que M. Thiers, à la tribune française, qualifia spirituellement Garibaldi : Victor-Emmanuel chasse au faucon avec Garibaldi ; il le lance, il le rappelle, il le désavoue et le gronde, il lui arrache la proie; ce n'est que dans le cas d'extrême nécessité qu'il l'aide à la saisir ; mais il la garde.

Garibaldi se mit à ouvrir publiquement en Italie des souscriptions et des enrôlements. Les magasins du gouvernement étaient à sa disposition, comme autrefois pour l'aider à habiller et armer « les mille de Sicile » ; de nombreux officiers ou soldats de l'armée régulière s'engageaient parmi ses volontaires, sans même se donner la peine de changer leurs pantalons d'uniformes ni de cacher leurs armes d'ordonnance. Les municipalités votaient des subsides, les chemins de fer fournissaient des trains spéciaux ; on était revenu aux beaux jours de Marsala et de Gaëte ; Victor-Emmanuel, trompé sans doute par quelque faux renseignement de son gendre, croyait Napoléon III disposé à répéter : « Faites, mais faites vite. » Il lui fallut quelque temps pour se détromper.

Au milieu de ces actes manifestes de complicité, il envoyait à Paris protestations sur protestations. Il n'entendait nullement, disait-il, se dégager de la Convention du 15 septembre, et l'on pouvait s'en remettre à lui pour arrêter les agitateurs et réprimer, fût-ce par la force, toute violation du territoire pontifical. Il ne se contentait point de parler : il agissait comme il savait le faire. Garibaldi se vit interner dans son île de Caprera, mais il s'échappa au bon moment, à travers les sept vaisseaux qui le gardaient. Alors un mandat d'arrêt fut lancé contre lui ; on le chercha activement à Gênes, à Turin, partout, excepté à Florence où il haranguait la foule en pleine place publique, sous les fenêtres du roi ; puis, lorsqu'on s'avisa de l'arrêter à Florence, il se trouva qu'il venait de partir pour la frontière romaine, par train spécial, avec tout un état-major. On voulut user du télégraphe pour faire rétrograder le train ; mais le télégraphe se rompit : ces mésaventures là n'arrivent qu'à nous ! s'écria avec un plaisant désappointement le ministre italien Ratazzi. On envoya

un autre train à la poursuite du premier; ce train trouva la voie obstruée et dut rétrograder, peut-être par la faute d'employés indociles. Le gouvernement ne négligea pas d'ouvrir une enquête immédiate sur ce point, et jura de punir le coupable, s'il y avait lieu. Que pouvait-on lui demander de plus ?

Pendant cet échange de notes diplomatiques, dignes d'un vaudeville, Garibaldi et les siens pénétraient de tous côtés dans l'Etat pontifical. Battus sur quelques points, ils venaient se reformer derrière les Piémontais; vainqueurs sur d'autres, ils avançaient toujours. La terreur était dans Rome, où quelques-uns d'entre eux faisaient sauter la caserne Serristori. En France, le cri unanime de la conscience publique accusait l'Empereur. Un petit corps d'armée avait été rassemblé à Toulon. L'ordre arriva de l'embarquer et de le diriger sur Cività-Vecchia. Les catholiques respirèrent. Mais sur de nouvelles assurances calmantes venues de Florence, contre-ordre fut donné; l'embarquement était accompli, mais le débarquement fut suspendu. Victor-Emmanuel et Ratazzi donnaient purement et simplement une nouvelle représentation de la tragi-comédie de 1860, sans avoir pris la peine de revoir et de corriger le libretto de M. de Cavour; Victor-Emmanuel écrivit à l'Empereur :

Florence, 27 octobre 1867.

Du moment que Votre Majesté croit devoir occuper, malgré mes observations, Cività-Vecchia, l'état de choses établi par la Convention se trouve changé. En conséquence, j'ai donné ordre à mes troupes qui se trouvent à la frontière de s'avancer sur le territoire romain et d'y concourir au rétablissement de l'ordre et de la légalité. Comme Votre Majesté le reconnaît, cette intervention n'a rien d'hostile envers la France... Mes troupes éviteront tout conflit avec les vôtres... Mais si vous voulez arrêter le débarquement, je serai encore à temps moi-même pour contremander l'ordre que j'ai donné.

VICTOR-EMMANUEL.

La ruse était usée, pour avoir trop servi. En apprenant l'entrée de Cialdini et de 60.000 Italiens sur le territoire pon-

tifical, tous ceux qui avaient le moindre souci de probité et d'honneur français crurent que c'en était fait et se résignèrent, dans un sombre silence.

Les indifférents eux-mêmes étaient écœurés. A Paris, sur les boulevards, on ne s'abordait que pour se demander jusqu'où nous mèneraient « ces farceurs d'Italiens » ; on ne les nommait plus autrement. Les ennemis du Pape, qui ne l'étaient pas moins de l'Empereur, riaient, mais sous cape. Les députés, ou protestaient avec les catholiques, ou n'osaient se montrer ; les ministres se taisaient... L'armée de Toulon partit. Elle avait pour commandant en chef le général de Failly ; elle débarqua à Civitå-Vecchia, le 29 octobre.

Il était temps. La veille, Garibaldi, à la tête de 5.400 de ses aventuriers, avait enlevé, après trois jours de siège, la petite ville de Monte-Rotondo, défendue par 350 pontificaux, à cinq lieues seulement de Rome. Le général Kanzler partait pour la reprendre ; il avait avec lui 3.000 hommes de la légion d'Antibes. « Venez, dit-il aux généraux français de Failly et de Polhès, et à M. Emile Keller, venu pour organiser les ambulances, j'espère que nous n'aurons pas besoin de vous ; mais vous verrez qu'on ne se bat pas moins bien au cri de « Vive Pie IX ! » qu'à celui de « Vive l'Empereur ! »

Le lieutenant-colonel pontifical de Charette, un des vétérans de Castelfidardo, le même qui devait s'illustrer encore à Patay et au Mans, rencontra l'ennemi le 3 octobre et engagea l'action, à peu de distance du bourg de Mentana, l'ancienne Nomentum, qui donna jadis son nom à la voie Nomentane. Garibaldi avait maintenant de dix à douze mille hommes. Il les embusqua sur des mamelons couverts de bois ou les dissémina dans les haies. Les pontificaux tiraillèrent d'abord contre cet ennemi invisible ; puis voyant qu'ils n'avançaient à rien, se massèrent et s'élancèrent à la baïonnette.

De haie en haie et de mamelon en mamelon ils passaient comme un ouragan ; rien ne leur résistait, mais l'ennemi, trop supérieur en nombre, se reformait sur leurs côtés ou derrière eux. Arrivés devant la position centrale, marquée

par le château de Monte-Rotondo, jamais ils n'auraient pu l'enlever à eux tout seuls. Les Français, campés à quelques kilomètres de là, ne purent les voir plier et, sans ordre de leurs chefs, s'entraînant les uns les autres, ils se portèrent spontanément à leur secours et décidèrent de la victoire. Le colonel Saussier, du 29e de ligne, depuis général en chef de l'armée de Paris, les suivit plus qu'il ne les entraîna, mais fit bravement son devoir. Les chassepots partirent tout seuls. C'était la première fois qu'on s'en servait. Le général de Failly, dans son rapport, raconta « qu'ils avaient fait merveille »; phrase qui déplut fort au Palais-Royal, et même aux Tuileries, et qui fut vivement reprochée à son auteur.

Garibaldi et ses fils disparurent à la faveur de la nuit et repassèrent la frontière ; c'était l'important. Cialdini l'imita, dès qu'il fut certain que les chassepots avaient parlé, que ce n'était pas une simple menace.

La victoire avait peu coûté, grâce à la rapidité de l'élan. Les Français n'eurent que deux tués, et trente-huit blessés, dont deux officiers ; les Pontificaux perdirent cent quarante-trois hommes, tant tués que blessés. Les garibaldiens prisonniers furent tous remis en liberté au bout de quelques jours, ce qui produisit un singulier contraste avec les implacables vengeances des généraux piémontais dans les Romagnes et les Abruzzes. Deux hommes seulement furent exceptés de l'amnistie; ce furent les auteurs de l'explosion de la caserne Serristori, nommés Monti et Tognetti. Ils subirent la peine capitale et, une chose que la postérité aura de la peine à croire, c'est que, le lendemain, la Chambre des députés de Florence osa protester solennellement contre cette exécution, bien que le crime eût fait plusieurs victimes, et que les coupables eussent avoué, en demandant pardon à Dieu et aux hommes.

Les sociétés secrètes ouvrirent une souscription pour les veuves des suppliciés ; Victor-Emmanuel s'y associa, et l'on vit un roi glorifier ainsi les gens qui font sauter les casernes. Il est vrai que ce roi était le même qui, en vertu d'un décret

rendu par Garibaldi à Naples en 1861, pensionnait la veuve du régicide Agésilas Milano.

Pie IX entendait autrement les devoirs de la royauté ; il sentit que le forfait de Monti et de Tognetti réclamait un exemple, et il fut inexorable : « Un roi, disait-il, doit justice à tout le monde, à commencer par les honnêtes gens, et voilà pourquoi il ne faut pas que les assassins puissent compter sur l'impunité. »

Quinze jours après l'affaire de Mentana, rencontrant le général de Failly, un cardinal français, dom Pitra, crut devoir le complimenter : « Vous êtes arrivés bien à temps, lui disait-il. — Nous sommes arrivés beaucoup trop tôt ! » répondit avec humeur de Failly, qui était un brave soldat, mais viveur, et plus courtisan que général.

On fut plusieurs jours en France avant de connaître toute la vérité. On savait que Garibaldi avait été battu à Mentana, mais on ignorait si et dans quelle mesure l'armée française avait contribué à sa défaite. Il semblait que le gouvernement français redoutât de l'avouer. Lorsque, par la publication du rapport officiel du général, le doute cessa d'être possible, ce fut une explosion de rage dans le parti maçonnique. La Révolution avait jusque-là ménagé Napoléon III comme un instrument docile et précieux ; elle ne lui pardonna point Mentana. Mais la France honnête et loyale, la vraie France pensait autrement que les sociétés secrètes. Loin de regretter ce qui venait d'avoir lieu, elle craignait que ce ne fût trop peu. En effet, Cialdini avait pu ramener, piteusement mais tranquillement, les troupes italiennes sur le territoire italien, sans que personne demandât compte aux violateurs de la convention de septembre. Ratazzi, à la vérité, avait donné sa démission ; mais son sucesseur, M. Menabrea, avait débuté en affirmant plus que jamais les droits de l'Italie sur Rome. Les ministres français continuaient à parler de l'unité italienne avec la même complaisance que depuis huit ans, et les journaux de la démagogie, qui étaient en même temps ceux du prince Napoléon, se remettaient à réclamer le prompt

retour des troupes françaises de Rome, toujours en vertu de cette fameuse convention qui, paraît-il, obligeait la France sans obliger l'Italie.

Le Corps législatif s'émut. Non seulement les députés franchement catholiques, qui avaient l'habitude de se séparer du gouvernement sur la question romaine, mais nombre de ceux qui, plus ou moins hésitants en paroles, n'avaient jamais laissé paraître la moindre indocilité au moment du vote, résolurent de forcer enfin le gouvernement à formuler des résolutions nettes et précises.

Le 3 décembre, M. de Moustier, ministre des affaires étrangères, monta à la tribune et déclara que tout était heureusement terminé dans l'Etat pontifical, et que l'exécution ultérieure de la convention serait confiée à la loyauté du gouvernement italien. Une vive surprise, qui se trahit par des murmures, accueillit cette déclaration très inattendue.

M. Thiers lui répondit, le lendemain 4, et, dans un de ses plus beaux discours, il marqua impitoyablement du fer rouge de son ironie la conduite que le gouvernement de l'Empire avait tenue envers le Pape. Il le montra laissant constamment violer le traité de Zurich qui était son œuvre, et n'opposant jamais que d'impuissantes protestations aux envahissements successifs par lesquels le Piémont était arrivé à s'annexer toute l'Italie, sauf Rome et sa banlieue. Ce fut alors qu'il montra Victor-Emmanuel chassant au faucon avec Garibaldi, en lui permettant d'envahir des provinces et des royaumes en l'y aidant même, pour les lui prendre ensuite, sous prétexte de les arracher à la Révolution.

La France, dit-il, a tous les droits envers l'Italie qui, sans elle, n'existerait pas, et les plus grands devoirs envers la Papauté ; ses droits et sa force lui permettent de faire prévaloir ses conseils ; ses devoirs l'obligent à réparer le mal causé au Saint-Siège par sa politique. Le gouvernement français paraît avoir oublié ces deux choses ; ou s'il ne les a pas oubliés, il les intervertit. Cinquante mille hommes et quatre cents millions sacrifiés par nous pour l'Italie, au détriment de notre sûreté, de notre grandeur et du repos de nos descendants, ne nous ont valu ni la reconnaissance des

Italiens, ni la moindre autorité dans leurs conseils. Ils ont envahi malgré nous la Romagne, les Marches, l'Ombrie ; ils envahiront de même le peu qui reste au Pape. A chaque étape nous leur crions de s'arrêter. Ils répondent : Oui ! et ils continuent, et si nous apparaissons alors nous-mêmes, c'est pour les garantir contre toute pression étrangère qui aurait pour résultat de les faire repentir de ne nous avoir pas écoutés.

Enfin, après avoir énuméré les fautes commises, M. Thiers adjura le gouvernement, au nom du plus évident intérêt de la France, de n'y pas ajouter celle de consommer l'unité italienne, de ne pas abandonner la Papauté, dont la protection est un des éléments de notre force dans le monde, de ne pas achever de briser le cœur d'un auguste vieillard, qui jamais ne nous avait donné de sujet de plainte.

Jules Favre eut l'impudeur de développer une interpellation en sens opposé et de chercher à justifier l'Italie ; il plaignit les vaincus de Monte-Rotondo, « tombés comme les épis sous la faux du moissonneur » ; la question de provocation et de droit lui échappa complètement. Mais les sophismes du rhéteur ne trouvaient plus d'échos. Au contraire, la parole incisive, pressante, irréfragable de M. Thiers fut accueillie par une telle unanimité d'enthousiasme, qu'elle sembla avoir exprimé avec éclat les sentiments du pays. L'Empereur parut profondément contrarié, tellement que son visage ordinairement impassible, trahit son émotion. Résister semblait impossible ; il fallait rentrer dans le courant ; pour cela, un habile coup de barre était nécessaire ; M. Rouher, ministre d'Etat, fut chargé de le donner.

Le 5, il essaya de justifier le passé, dans un long discours où il repoussa les conclusions de l'un comme de l'autre des orateurs de la veille. Il s'enferma de nouveau dans cette incroyable chimère de ne sacrifier ni l'unité italienne à la Papauté temporelle, ni la Papauté temporelle à l'unité italienne. De nombreux murmures protestèrent contre l'injurieuse égalité qu'on mettait entre les droits de l'Italie et ceux du Pape, entre l'agresseur et la victime. M. Rouher sentit que la majorité allait lui fausser compagnie. Il se retourna

vers Jules Favre et lui déclara qu'il n'était d'accord avec lui sur aucun point. Ensuite, s'adressant aux conservateurs, il prononça ces paroles mémorables :

Nous le déclarons au nom du Gouvernement français, l'Italie ne s'emparera pas de Rome ! *Jamais* (voix nombreuses : Non, jamais, jamais !) *jamais* la France ne supportera cette violence faite à son honneur et à la catholicité ! Elle demandera à l'Italie l'*énergique* application de la Convention du 15 septembre, et si cette Convention ne rencontre pas dans l'avenir son efficacité, elle y suppléera elle-même. Est-ce clair ?

Pressé par Berryer et afin de dissiper toute équivoque, il remonta à la tribune et ajouta : « Quand j'ai dit Rome, j'ai parlé de la capitale et du territoire actuel, et je comprends dans la défense du pouvoir temporel du Pape le territoire actuel dans toute son intégrité. »

Des acclamations prolongées accueillirent cette déclaration, et le vote fut presqu'unanime. La volonté de la France s'imposait enfin à son despote ; trop tard, malheureusement, pour elle et pour lui.

On aurait pu croire que les autres discussions, une fois la principale tranchée, perdraient de leur intérêt. Il n'en fut rien, pas plus au Sénat, où le baron Dupin, le cardinal de Bonnechose et l'archevêque de Paris réfutèrent de haut les lieux communs de M. Rouland, qu'au Corps législatif, où M. Chesnelong, le comte de la Tour, le baron de Benoist et M. Lanjuinais montrèrent le danger des théories creuses de MM. Emile Ollivier, Jules Simon, Guéroult, Garnier-Pagès. La confusion établie par M. Emile Ollivier entre l'humanitarisme et la politique fit bondir M. Thiers sur son banc. Il demanda à l'orateur ce qu'il faisait des leçons de l'histoire :

Au Corps législatif, s'écria-t-il, on se montre tantôt Italiens, tantôt Allemands, jamais Français... Je vous demande pardon de mon émotion ; mais enfin, si en Allemagne, on était Français, si en Italie on était Français, je comprendrais que nous prissions fait et cause, en France, pour les Italiens et les Allemands ; mais comme en Allemagne on est Allemand, comme on est Italien en Italie, il faut être Français en France. Vous déchirez notre histoire !

Emile Ollivier n'en soutint pas moins qu'il fallait seconder l'aspiration des peuples vers l'indépendance et l'unité; il affirma que « s'il existe aujourd'hui en Italie et en Prusse un sentiment de colère contre la France, c'est précisément parce qu'on présente à ces deux pays une France jalouse, mesquine, inquiète, au lieu d'une France généreuse et libérale ». Il appela en témoignage, à l'appui de son sentiment, Henri IV et l'Assemblée constituante. Il n'avait pas fini que M. Thiers se présentait de nouveau à la tribune :

Je dois, dit-il, des excuses à M. Ollivier pour l'avoir interrompu. Je le prie de croire que, s'il s'était agi de moi, certainement je n'aurais jamais songé à l'interrompre ; mais j'ai entendu exprimer ici des idées que je combats depuis plusieurs années, et qui, selon moi, sont la cause de notre triste situation ; et quand je les ai entendu formuler à la tribune avec une grande bonne foi, mais avec une étrange inconscience, j'ai été saisi d'un tremblement dont je n'ai pas été le maître. Comment! on vient soutenir ici tantôt l'intérêt de l'Allemagne, tantôt l'intérêt de l'Italie, à ce point qu'on pourrait se croire au parlement de Berlin ou à celui de Turin ! N'y aurait-il donc de droits que pour l'Italie ou pour l'Allemagne? Si vos doctrines sont vraies, s'il suffit d'un prétendu vœu des peuples pour changer l'état du monde, demain le roi de Prusse peut détrôner un roi de plus, par exemple celui de Bavière, et vous n'avez pas une objection à élever ! Songez donc qu'en raisonnant ainsi vous désarmez la France; qu'il n'y a plus de ministère des affaires étrangères, plus de politique possible. Je ne blâme pas l'ambition chez les grandes nations ; ce que je blâme, c'est la sottise, la duperie des nations qui se prêtent à tout ce que méditent leurs ennemis.

— Dites la générosité ! interrompit M. Emile Ollivier.

— Je ne fais pas fi des sentiments de générosité, répondit l'illustre patriote ; mais ce que je vous déclare, c'est que, en politique, ce sont là des mots, et non des choses. Si les chrétiens qui habitent l'Orient venaient, en vertu de votre principe, se jeter dans les bras de la Russie, est-ce que vous y consentiriez ? Est-ce que l'Angleterre, l'Autriche y consentiraient? Si ce que vous dites a le moindre fondement, la Russie a le droit de prendre cent millions d'hommes en Europe, et d'étendre son empire jusqu'à Constantinople Je vous défie de nier cette vérité.

On eût dit que M. Thiers avait devant lui non plus M. Ollivier, mais l'impérial rêveur dont M. Ollivier adoptait trop spontanément les dangereuses chimères, et que sa voix,

à travers les murs du Palais-Bourbon, visait à retentir surtout au ministère du quai d'Orsay et aux Tuileries. Il s'arrêta quelques instants, comme accablé de tristesse à la vue des conséquences de ces erreurs prodigieuses qui avaient cours chez l'Empereur et chez ceux qui le servaient. Ensuite il reprit :

Oui, excusez mon émotion. Mais quand je vois la politique de mon pays défigurée, quand je la vois s'égarer dans des erreurs stériles, j'en suis indigné et désolé. Comment ! vous croyez continuer la politique de Henri IV, la politique de la Révolution. Mais tout est erreur dans cette appréciation, tout est erreur, entendez-vous ?...

Quelle est notre situation ? Nous sommes en présence de voisins sans scrupules, qui étendent la main sur toutes les couronnes moyennant qu'il y ait un prétexte quelconque, ou conformité de langue, ou conformité de territoire, ou conformité d'origine. Voilà où est le danger de la France et de l'Europe ! Voilà contre quoi il faut protester aujourd'hui.

Je proteste, quant à moi, et je protesterai jusqu'à l'extinction de mes forces contre cette politique déplorable, à laquelle nous devons notre situation présente : cette politique des nationalités, des agglomérations, que nous avons eu la folie de professer sans pouvoir l'appliquer, tandis que les autres, eux, la pratiquaient en la professant. Si vous êtes conséquents, le monde est perdu : car il y aura deux immenses Etats sur le continent, l'un de soixante-dix millions et l'autre de cent vingt millions d'hommes, lesquels vont absorber tous les petits. Ces idées sont déplorables. Nous en recueillons les tristes conséquences aujourd'hui, et nous les recueillerons bien plus largement plus tard. Je dis que le rôle vrai de la France, celui qui a fait sa gloire dans le monde, rôle vraiment généreux, c'est qu'elle a dans tous les temps soutenu les petits Etats, soit sur le continent, soit sur les mers, contre ceux qui voulaient les absorber. Et c'est cette politique que je viens réhabiliter devant vous...

Ai-je besoin de vous développer les résultats de la politique nouvelle suivie depuis quelques années ?... Nous en sommes à ne plus pouvoir avoir la paix qu'à la condition de tout souffrir ; la France n'est plus regardée dans le monde. Au Mexique nous nous sommes retirés sur la sommation des Américains ; et maintenant, devant l'Allemagne, qui vient d'accomplir la plus grande révolution des temps modernes, nous dirions : Faites ce qui vous conviendra ! Puis, placés en face de l'Italie, où il ne reste plus qu'un malheureux territoire qui peut à peine suffire à l'alimentation du Pape, pour ce petit territoire, que nous avons sauvegardé, que nous avons couvert de notre signature, nous dirions à l'Italie : « Faites, faites ce qu'il

vous plaira !... » Mais je vous le demande, que deviendrait la France si elle disait à tout le monde : « Faites ce qu'il vous plaira ? »... C'est là pour moi un sujet de douleur profonde, et c'est ce qui m'a arraché à mon banc, où j'eusse voulu demeurer tranquille, et ne pas vous faire entendre encore une fois ma voix brisée et presque éteinte par la fatigue.

Le vote de la loi sur la presse ne fut guère moins laborieux que celui de la réforme militaire. Le projet gouvernemental supprimait l'autorisation préalable et le régime des avertissements. Il fut habilement défendu par M. Pinard, qui avait succédé à M. de La Valette au ministère de l'intérieur, mais il eut à triompher et de la majorité, qui le jugeait trop libéral, et de l'opposition, qui le trouvait encore oppressif. Les bancs du centre applaudirent l'aphorisme formulé par M. Granier de Cassagnac : « Il y a incompatibilité entre la liberté de la presse et la stabilité des gouvernements ». Si l'orateur avait ajouté « des gouvernements fourbes et incohérents », tel que celui qu'il servait, sa thèse eût été l'évidence même.

L'avis de M. de Cassagnac était aussi celui de la plupart des ministres. Peu s'en fallut que le projet de loi ne fût retiré et qu'on ne s'en tînt au décret du 17 février 1852. Au Corps législatif, l'article premier fut voté par 276 voix contre 7. — « Les sept sages de la Grèce ! » s'écria M. de Cassagnac à qui son discours avait valu les félicitations de l'Empereur.

Aussitôt il se produisit dans les imprimeries une sorte de renouveau, une poussée de sève printanière. L'*Univers* et quelques feuilles supprimées jadis brutalement, s'empressèrent de reparaître ; d'autres, le *Rappel*, la *Marseillaise*, le *Courrier du Dimanche*, s'épanouirent au jour pour la première fois. Dans cette éclosion, il convient de noter à part le *Petit Journal* qui inaugura une révolution par le bon marché et aussi par sa tendance à mettre en relief des questions autres que celles de la politique. Timothée Trimm (de son vrai nom Léo Lespès), chroniqueur quotidien de cette feuille populaire, compta bientôt ses abonnés

par centaines de mille et fut l'écrivain de France le plus lu. Le *Siècle* perdit peu à peu, dans les boutiques et cabarets, le monopole dont il jouissait depuis quinze ans.

Le *Figaro* ressuscité se fit aussi une large place sur les boulevards et dans les cafés ; mais le succès le plus surprenant, le plus étourdissant fut celui d'un pamphlet périodique lancé, sous le titre de *la Lanterne*, par un jeune grand seigneur que ses premiers essais, purement fantaisistes, et même religieux [1] ne semblaient pas avoir préparé au rôle de Lucifer contemporain. Le marquis de Rochefort se lança dès le début dans les personnalités et prit pour ainsi dire corps à corps l'Empereur, sa famille, ses ministres. Laissant là son titre de marquis et jusqu'à la particule de son nom, il condescendit à se risquer dans la plèbe, et même à lui faire la cour, à la condition de rester à sa tête. Il a été quarante ans de toutes les oppositions, de toutes les révolutions et de toutes les amnisties; il a jonglé avec tous les programmes, à commencer par les siens, quand il lui arriva d'en formuler. Pour lui la politique consiste à crier fort et quelquefois juste, comme fait le gros public au théâtre, les jours de représentations gratuites. Comme Beaumarchais, comme Veuillot, comme Drumont, et plus qu'eux, il possède le don du mouvement. A l'instant précis il jette le mot opportun qui, dans les sphères sociales élevées, vole d'éclats de rire en éclats de rire et si, en bas, ce mot se résout en éclats de colère et en coups de fusil, il n'en a cure ; son parfait mépris pour le peuple, qu'il exploite, égale son parfait mépris pour la vérité. Ne lui demandez pas à quel gouvernement il se range, contentez-vous de lui en fournir un qui prête le flanc : puis admirez, s'il vous est possible d'oublier un instant la morale pour l'art.

---

[1] En 1854, l'auteur de cette histoire et M. Henri de Rochefort se trouvèrent parmi les concurrents des Jeux floraux, à Toulouse ; tous deux y furent distingués; l'un obtint le prix pour une fable, l'autre eut une mention honorable pour un sonnet à la Vierge, et l'auteur du sonnet était Henri de Rochefort. *(Voir Recueil de l'Acad. des Jeux floraux*, 1854.)

Le puissant sagittaire
Dont la flèche est au flanc de l'empire par terre.

Et écoutez Paris applaudir, charmé qu'il est de se décerner un hommage à lui-même en la personne du plus parisien des écrivains : spirituel, mobile, impétueux, protéiforme et, au fond, parfaitement sceptique ; bref, un amuseur qui s'amuse.

La *Lanterne* fut saisie dès son troisième numéro ; elle ne put plus ni s'imprimer ni circuler en France ; mais de Genève et de Bruxelles elle continua à arriver sous plis fermés comme les lettres, ou en ballots clandestins dont la valeur était doublée par l'attrait du fruit défendu. Elle pénétrait jusques dans le cabinet de l'Empereur.

On remarqua aussi beaucoup un ouvrage historique de M. Eugène Ténot sur le *Coup d'Etat*, ouvrage qui ne fut pas poursuivi et qui eut jusqu'à cinq ou six éditions ; c'était beaucoup alors. Il serait excessif de dire que la France ignorât en 1868 ce qui s'était passé en 1851 ; elle semblait en tous cas l'avoir oublié et les nouvelles générations ne possédaient que des données confuses sur des événements que, dans les écoles, on était obligé de glorifier ou de taire.

L'Empereur termina avec sagesse, vers la même époque, un conflit retentissant. Mgr Lavigerie, nommé archevêque d'Alger, n'avait pas craint d'entrer en lutte avec le système dit des bureaux arabes, système contraire à la fusion des races. Jusques-là, en effet, les indigènes étaient parqués, séparés des Européens par tous les moyens possibles. On interdisait tout prosélytisme et toute liberté religieuse parmi eux ; on alla jusqu'à rendre complètement mahométans malgré eux, par les écoles, les Kabyles qui conservaient encore de fortes traces de christianisme. Les bureaux les avaient catalogués mahométans, les bureaux ne voulaient pas s'être trompés ; on se serait cru en territoire russe. Le nouvel archevêque affirma les droits de la liberté, dans l'intérêt même du pays et sa parole trouva un écho dans la colonie. Seulement l'administration entière s'insurgea contre ce prélat

« qui se mêlait de ce qui ne le regardait pas », et le maréchal de Mac-Mahon, gouverneur général, prit fait et cause pour les bureaux arabes.

D'abord sourde et latente, la lutte éclata avec violence à propos de la terrible famine qui, dans l'hiver de 1867-68, décima la population indigène de l'Algérie.

Deux années de sécheresse et une invasion de sauterelles avaient épuisé toutes les ressources. Depuis plusieurs mois, un grand nombre d'Arabes ne vivaient plus que de l'herbe des champs ou du feuillage des arbres. Quand les froids sévirent, ces malheureux ne pouvaient plus résister; ils mouraient de faim et de froid. Presque nus, à peine couverts de haillons, ils erraient sur les routes, dans le voisinage des villes, qui les repoussaient impitoyablement; ils attendaient le tombereau qui déverse les immondices, pour se les disputer et les dévorer. Quelques-uns allèrent jusqu'à déterrer les animaux morts de maladie. Puis quand ils sentaient venir la mort, cette mort lente et affreuse qu'amène la faim, sans plainte, sans révolte, ils s'étendaient au bord du chemin, s'enveloppaient de leurs haillons, se couvraient la face et attendaient l'heure en murmurant le nom d'Allah !

Cent mille de ces malheureux périrent en ce fatal hiver. Un archevêque ne pouvait rester indifférent à ces misères, et en présence de l'apathie du gouvernement général, Mgr Lavigerie adressa à l'Europe chrétienne un appel d'une haute éloquence. Ce fut comme un coup de foudre qui réveilla l'opinion publique. Des comités s'organisèrent, des quêtes furent faites, qui atteignirent près de deux millions.

Mgr Lavigerie ne s'ingéniait pas seulement à donner du pain aux affamés; sa plus vive préoccupation était pour les orphelins. Il en avait recueilli dix-huit cents; pour eux il créa les orphelinats de Kouba et de Maison-Carrée. Ce zèle religieux parut à l'administration une critique, un blâme de son attitude, de son indifférence. Les bureaux arabes s'agitèrent. Le maréchal de Mac-Mahon, dans une lettre rendue publique, blâmait l'activité du prélat, et lui contestait, en

termes d'une courtoisie douteuse, le droit de s'occuper des indigènes « *même pour leur faire la charité !* »

En même temps et par une lettre particulière, il le prévenait qu'il déférait sa conduite à l'Empereur, comme pouvant troubler la colonie par les ardeurs du prosélytisme.

Napoléon III ne crut pas pouvoir désavouer le gouverneur général. A son tour, il écrivit à Mgr Lavigerie :

« Vous avez une grande tâche à remplir, c'est de moraliser les deux cent mille colons catholiques qui sont en Algérie. Quant aux Arabes, laissez au gouverneur général le soin de les discipliner et de les habituer à notre domination. »

C'en était trop à la fois. L'archevêque d'Alger se rebiffe et ne pouvant ou ne voulant pas répondre à l'Empereur, il envoie au Maréchal une vigoureuse protestation, rendue publique, elle aussi, et, il faut le reconnaître, d'un style incisif, plus apostolique que parlementaire :

Monsieur le Maréchal,

J'étais occupé des soins nombreux que me donnent les orphelins et les veuves indigènes, lorsque j'ai reçu votre lettre.

J'ai dû en relire à plusieurs reprises l'adresse et la signature pour bien me convaincre qu'elle était adressée à un évêque par le gouverneur d'un pays chrétien.

En regrettant, monsieur le Maréchal, l'absence d'une courtoisie à laquelle on m'avait partout accoutumé, je ne me permettrai pas d'imiter Votre Excellence ; je me souviendrai qu'elle est ici le représentant du souverain dont je suis le sujet, et que je suis moi-même le représentant du Dieu de la charité et de la paix...

Au fond, Votre Excellence m'adresse deux accusations et toutes deux seront le plus grand honneur de ma vie.

L'une est d'avoir soulevé le premier, et un peu trop, selon vous, le voile funèbre qui cachait aux yeux de la France les malheurs de l'Algérie. Si c'est un crime, il est le mien.

L'autre est d'avoir exercé et réclamé publiquement la liberté de l'apostolat chrétien en Algérie.

Si c'est là une faute, je l'ai commise, je la commets encore !

Je sais que je demande ainsi l'abolition du système suivi jusqu'à ce jour, que je demande de renverser ces infranchissables barrières qui nous séparent des Arabes !...

Ce langage énergique, éloquent, courageux (car il attaquait un ennemi bien puissant) eut un retentissement considérable.

L'opinion publique se prononça pour les droits du sacerdoce et de la charité contre une bureaucratie routinière. Mais il fallait une conclusion à ce débat solennel. L'appui de l'opinion, l'approbation du Saint-Père, ne pouvaient maintenir Mgr Lavigerie sur son siège africain. Sa retraite s'imposait, à moins que l'Empereur lui-même n'intervînt pour le couvrir de l'autorité souveraine.

Cette intervention personnelle de Napoléon III, qui était la condamnation des bureaux arabes et de tout un système administratif, Mgr Lavigerie l'obtint. Il vint trouver l'Empereur à Saint-Cloud. L'audience fut longue. Le maréchal de Mac-Mahon était un vieux serviteur qu'il fallait ménager. L'archevêque dut s'engager à reprendre une attitude déférente; mais, par une lettre publiée le 18 mai 1868 au *Journal officiel*, le ministre de la guerre, sur l'ordre de l'Empereur, reconnaissait formellement à l'archevêque d'Alger le droit de continuer et d'étendre ses œuvres.

Le maréchal de Mac-Mahon entra dans une violente colère et déclara que, puisque l'archevêque était en France, il s'opposait absolument à son retour à Alger, annonçant même que des troubles publics suivraient la rentrée du prélat.

Le ministre des cultes, M. Baroche, offrit un autre poste à Mgr Lavigerie. Il en obtint une réponse catégorique : « C'est mon déshonneur que vous me proposez, en me proposant de déserter un champ de bataille où j'ai été entraîné malgré moi. Mon devoir est de retourner dans mon diocèse; j'y rentrerai ! »

Nous devons ajouter que le retour de l'archevêque à Alger s'opéra sans manifestations autres que des manifestations sympathiques [1].

---

[1] Quant au Maréchal, il conserva longtemps le ressentiment de la défaite. Il était président de la République quand Mgr Lavigerie fut proposé par le Saint-Siège pour la pourpre cardinalice. L'approbation présidentielle était nécessaire; le Maréchal la refusa.

— Jamais, tant que je serai Président, s'écria-t-il !

Mgr Lavigerie dut attendre l'avènement de M. Grévy.

Cependant, malgré le dédain qu'on affectait autour de lui pour les succès de la *Lanterne*, l'Empereur ne se faisait pas illusion. Il sentait que, depuis l'époque des imprécations de Victor Hugo, qui certes ne le cédaient pas en éloquence à celles de Rochefort, mais qui glissaient sur l'épiderme sans pénétrer, il y avait quelque chose de changé en France. La désaffection pour sa politique et pour sa personne était donc devenue réelle ? Comment les esprits avaient-ils changé si vite, au point de passer de l'admiration au mépris, de la plus absolue confiance à la défiance et presque à l'aversion ? On était fatigué ; de qui ? de quoi ? Nul n'aurait pu préciser ; mais une révolution qui s'accomplit alors avec une étrange facilité dans le voisinage vint accroître les inquiétudes.

L'Empereur et l'Impératrice étaient à Biarritz. Pour se rapprocher d'eux, la reine d'Espagne Isabelle II se rendit à Saint-Sébastien. Elle avait avec elle un homme que toute l'Espagne abhorrait, son intendant Marfori, dont rien ne pouvait la décider à se séparer ; il lui prit fantaisie de visiter une frégate qu'on fit venir exprès de Cadix et sur laquelle elle se rendit fort bravement, en dépit de tous les conseils de prudence qu'on lui donnait. A un certain moment : « Votre Majesté sait-elle, lui dit gaîment le capitaine, que je n'ai qu'un ordre à donner pour l'emporter loin des côtes d'Espagne ! — Je le sais — Et Elle n'a pas hésité à venir ici ? — Non, car je te sais, toi, un *caballero* et je suis sûre que tu ne commettras pas un acte de déloyauté. — Allons, répliqua le capitaine, il ne sera pas dit que Votre Majesté se sera fiée à moi pour rien ; mais elle ne sait pas ce qui m'occupe en ce moment ! » Et en effet il était un des conjurés.

Le 18 septembre 1868, au moment où la Reine se disposait à partir pour Biarritz, une nouvelle foudroyante vint l'arrêter ; le matin même Cadix s'était réveillée au bruit des salves d'artillerie de l'escadre, qui se prononçait et entraînait la ville dans l'insurrection ; le général Prim, venant d'Angleterre, y était arrivé la veille, et le lendemain y arrivaient les généraux Serrano, duc de la Torre, et d'autres généraux exilés

avec lui aux Canaries. Ils s'étaient évadés le 15 sur un petit vapeur qu'un député-poète, exilé lui-même, avait frêté en secret et y avait envoyé pour les y chercher. En même temps l'escadre de l'amiral Topete, la garnison de Séville et l'armée d'Andalousie adhéraient au mouvement.

La royauté d'Isabelle s'effondra en quelques jours. La Reine ne voulait pas rentrer à Madrid sans Marfori ; or, y entrer avec lui était impossible. Elle avait envoyé le général Concha pour organiser la résistance. Le général Pavia, marquis de Novaliches, le rejoignit avec quelques milliers d'hommes rassemblés à la hâte ; mais les choses marchaient avec une telle rapidité que, comme la Reine exprimait l'impossibilité de céder devant les rebelles et de leur accorder ce qu'ils demandaient : « Votre Majesté se trompe, put lui répondre son interlocuteur, les rebelles ne lui demandent plus rien, que de s'en aller. »

Le 28 septembre, Concha fut battu et Pavia grièvement blessé au pont d'Alcoléa. Tout fut perdu ; il n'y avait plus même à songer à la lutte ; la Reine abandonnée n'eut que le temps de se rendre à la gare de Saint-Sébastien et de se réfugier en France, où à la première station elle fut reçue par Napoléon III.

Celui-ci ne se doutait guère que la chute d'Isabelle amènerait indirectement la sienne. Pour sortir du désordre où cette révolution l'avait jetée, l'Espagne chercha un roi ; elle s'adressa à un prince de Hohenzollern et ainsi ce fut elle qui fournit à l'Empereur l'occasion de « la dernière faute à commettre » selon l'expression prophétique de M. Thiers.

La force croissante de l'opposition parisienne se révéla tout particulièrement à la fin de 1868. Le journal le *Réveil* que dirigeait le citoyen Delescluze, avait inséré la note suivante, dont le sens n'avait pu échapper à personne :

Un journal annonce que, le 2 novembre, jour des morts, les cimetières de Paris seront fermés au public. Ce journal est évidemment mal informé. On ne peut empêcher un peuple de s'honorer lui-même en honorant la mémoire de ceux qui lui ont légué de grands exemples, de ceux qui, comme Godefroy Cavaignac, ont usé

leur vie aux luttes de la liberté, de ceux qui, comme Baudin, sont tombés martyrs en défendant la loi.

L'appel était assez clair et le rendez-vous assez précis ; aucun des irréconciliables n'y manqua. Fermer les cimetières, le gouvernement y songea bien quand parut cette convocation, mais il n'osa. Le 2 novembre, après midi, quelques milliers de citoyens se réunirent donc sur la tombe de Cavaignac où depuis longtemps on avait coutume d'aller chaque année. Delescluze conduisait la manifestation. Il demanda où se trouvait le tombeau de Baudin. Nul ne le savait.

— Il faut le chercher, dit Delescluze.

Les groupes se dispersèrent à travers la nécropole, fouillant chaque carré, écartant les herbes de chaque pierre ; le représentant Baudin avait été tellement oublié et de sa famille, et de ses amis et de tout le monde, que les gardiens du cimetière, interrogés, juraient qu'il n'existait de tombe de ce nom que celle de l'amiral Baudin. Enfin, un vieillard indiqua une pierre grise, à moitié rongée par la mousse, délaissée, lamentable, où avec peine on pouvait lire ces mots : « Alphonse Baudin, représentant du peuple, mort le 3 décembre 1851. » Les assistants se découvrirent. Un long silence plana dans la majesté du cimetière ; puis la voix passionnée de Delescluze retentit : « Comment a-t-on pu nous cacher pendant dix-sept ans la tombe de Baudin ? »

On aurait pu répondre à l'orateur que personne n'avait rien caché du tout. La preuve, c'est qu'on trouva dès qu'on se fut donné la peine de chercher. Quant au gouvernement, le mieux pour lui eût été de faire le silence sur cette petite manifestation, et d'imposer la même discrétion aux journaux, comme il le pouvait facilement encore. Le *Réveil* raconta l'incident le lendemain et ouvrit une souscription pour un monument funèbre à Baudin. Le ministère poursuivit les souscripteurs en police correctionnelle ; ce fut une première imprudence. Mais, erreur plus grave, faute inexcusable, il laissa publier le plaidoyer que présenta, pour les inculpés, un jeune avocat méridional, Léon Gambetta.

Gambetta n'avait rien à perdre et tout à gagner dans un scandale d'audience. Il s'écria, à la grande stupéfaction du tribunal qui ne l'arrêta point :

Oui, le 2 décembre, autour d'un prétendant, se sont groupés des hommes que la France ne connaissait pas jusque là, qui n'avaient ni talent, ni honneur, ni rang, ni situation ; de ces hommes qui, à toutes les époques, sont les complices des coups de force ; de ces hommes dont on peut répéter ce que Salluste a dit de la tourbe qui entourait Catilina, ce que César dit lui-même en traçant le portrait de ses complices, éternels rebuts des sociétés régulières : *Ære alieno abrupti et vitiis onusti :* un tas d'hommes perdus de dettes et de crimes, comme traduisait notre Corneille.

C'est avec ce personnel que l'on sabre depuis des siècles les institutions et les lois, et la conscience humaine est impuissante à réagir. Malgré le défilé sublime des Socrate, des Thraséas, des Caton, des Cicéron, des penseurs et des martyrs protestant au nom de la religion immolée, de la morale blessée, le droit est toujours écrasé sous la botte d'un soldat.

Mais ici il ne peut pas en être de la sorte ; quand nous venons devant vous, magistrats, vous nous devez aide et protection. Ces hommes ont prétendu avoir sauvé la patrie, il y a un moyen de savoir si c'est une vérité ou une imposture. Quand un pays traverse réellement une crise suprême, qu'il sent que tout va succomber, jusqu'à l'assiette même de la société, alors savez-vous ce qui arrive ? C'est que ceux que la nation est habituée à compter à sa tête, parce qu'ils se sont illustrés par leurs talents et leurs vertus, accourent pour la sauver. Si je compte, si je dénombre, si j'analyse la valeur des hommes qui ont prétendu avoir sauvé la patrie au 2 décembre, je ne rencontre parmi eux aucune illustration ; tandis que, de l'autre côté, je vois venir au secours du pays l'élite des partis les plus divers, par exemple notre Berryer, ce mourant illustre, qui, hier encore, nous envoyait cette lettre d'un homme de cœur, qui prouve que tous les partis se tiennent par la revendication de la morale.

Où étaient M. Thiers, M. de Rémusat, Charras, les représentants autorisés des partis orléaniste, légitimiste, républicain ? Où étaient-ils ? A Mazas, à Vincennes, tous ces hommes qui défendaient la loi. En route pour Cayenne, en partance pour Lambessa, ces victimes spoliées d'une frénésie ambitieuse. Voilà, messieurs, comment on a sauvé la France ! Après cela, pensez-vous qu'on ait le droit de s'écrier qu'on a sauvé la société, uniquement parce qu'on a mis la main sur le pays ?

De quel côté étaient le génie, la morale, la vertu ? Tout s'est écroulé sous l'attentat !...

A cette apostrophe superbe, lancée d'une voix vibrante,

l'auditoire, choisi d'avance, se souleva comme un seul homme. Les journaux amis du gouvernement s'indignèrent, les autres décernèrent aux hardiesses du jeune avocat toutes les louanges que la prudence permettait de donner. Quelques jours après, Gambetta était connu par toute la France ; et ce n'était plus un opposant aux erreurs politiques du régime, un opposant platonique dans le genre de M. Thiers ou des catholiques, c'était un ennemi du régime lui-même, un intransigeant, un irréconciliable. Les démolisseurs de l'Empire venaient de trouver un chef plus jeune, plus habile et moins déconsidéré que Jules Favre.

L'année suivante, lorsque revint l'anniversaire du Deux-Décembre, le gouvernement, instruit par l'expérience, jugea qu'il valait mieux prévenir les manifestations que les réprimer. Le cimetière Montmartre fut fermé à midi ; toutes les troupes étaient consignées et la journée se passa dans le plus grand calme. Malgré ce succès, le ministre de l'intérieur, M. Pinard crut devoir donner sa démission. Il fut remplacé par M. Forcade de la Roquette et donna un exemple de désintéressement et de fierté rare en tout temps, mais surtout sous Napoléon III ; au lieu d'aller s'asseoir au Sénat, comme c'était l'usage pour quiconque quittait un ministère, il dédaigna et le fauteuil et la dotation qui y était attachée et préféra solliciter des électeurs le titre de député.

En avril 1869 l'Empereur fit abolir le livret des ouvriers, afin de les relever, dit-il, à leurs propres yeux, et aussi, ce qu'il ne disait pas, afin de se les attacher. Il y réussit fort peu. Les mauvais ouvriers étaient irrévocablement acquis au désordre, les bons regrettèrent un certificat qui était pour eux un titre d'honneur et qui les distinguait des autres.

Les élections législatives, le mois suivant, montrèrent combien le calcul impérial avait été erronné. Les villes firent partout les choix les plus hostiles. Paris dédaigna même les opposants qu'il avait élus jusques-là ; Thiers et Jules Favre, trop modérés, ne furent élus qu'au ballottage. On vit arriver au premier plan Gambetta avec 21.734 voix contre 9,552

données à M. Carnot. Mais comme Gambetta était élu également à Marseille, et qu'il opta pour cette dernière ville, Paris le remplaça par Rochefort. L'opposition se trouva forte de cinquante-quatre députés ouvertement irréconciliables, sans compter l'appoint que devaient lui fournir, à certains jours, un nombre au moins égal d'indécis.

Le Corps législatif se réunit le 28 juin. Le marquis de Talhouët, MM. Buffet, Brame, Emile Ollivier, Latour-Dumoulin, le marquis d'Andelarre et d'autres, au nombre de cent seize, demandèrent à interpeller le gouvernement sur la nécessité de donner satisfaction la plus complète aux sentiments du pays, en l'associant davantage à la direction de ses affaires et en constituant un ministère responsable. Il n'y avait que deux moyens d'enlever aux auteurs de cette proposition le bénéfice de leur initiative : c'était de les faire échouer, en les combattant à outrance, ou de les dévancer dans la voie libérale. Les ministres tinrent plusieurs conseils à ce sujet. M. Rouher fit prévaloir un parti moyen ; il se présenta au Corps législatif, le 12 juillet, avec un message impérial annonçant que le Sénat serait convoqué pour examiner l'opportunité des réformes qui, selon l'Empereur, seraient le couronnement de l'édifice.

Ces réformes furent adoptées, malgré le prince Napoléon qui trouvait que c'était trop peu. Un sénatus-consulte du 8 septembre 1869 ouvrit aux députés le ministère, leur fit partager avec l'Empereur l'initiative des lois, concéda à tout sénateur ou député le libre droit d'interpellation avec ordre du jour motivé, créa un conseil des ministres délibérant en commun, ce qui entraînait pour eux la solidarité, et les déclara responsables tout en continuant à ne dépendre que de l'Empereur, ce qui voulait dire que si l'Empereur refusait de s'en séparer après un blâme de la Chambre, il devrait faire, par voie de plébiscite, appel à la nation envers laquelle il restait responsable lui-même et qui trancherait la question. C'est dans ces conditions que, le 2 janvier 1870, le ministère Ollivier prit le pouvoir. Mais avant de clore l'année 1869, qui

fut relativement une des plus calmes du règne, une mention doit être donnée au canal de Suez et au voyage que fit l'Impératrice en Egypte, au mois de novembre.

Le canal de Suez peut être mis au nombre des grandes entreprises qui doivent leur achèvement à Napoléon III. Sans lui l'hostilité de l'Angleterre eût triomphé bien des fois de la persévérance de M. Ferdinand de Lesseps ; car celui-ci, au demeurant, n'était pas ingénieur, comme il l'a bien montré à Panama et, sans le dire, il ne faisait qu'exécuter à Suez les plans dressés par Linant-Pacha. En 1886 ses caisses étaient vides, on ne payait plus les intérêts des actionnaires, les travaux allaient cesser. M. de Lesseps demanda audience à l'Impératrice et fit appel à son patriotisme.

Il existait alors un procès interminable entre la compagnie du canal et le vice-roi (ou khédive) Ismaïl-Pacha. La concession faite par Saïd, le prédécesseur de celui-ci, portait comme clause le concours obligatoire de 20.000 ouvriers fellahs. Ismaïl, en montant sur le trône, avait supprimé toute obligation de travail par corvées ; c'était son cadeau de joyeux avènement à son peuple.

M. de Lesseps s'empara de ce manquement aux conventions pour réclamer du gouvernement égyptien 60 millions d'indemnité. Il ajouta à sa réclamation 14 millions pour des terrains concédés et repris, qui étaient en bordure du canal, et 10 millions pour la vente du domaine d'Ouaddy, concédé à la Compagnie par Saïd, ce qui faisait un total de 84 millions.

L'Empereur proposa à Ismaïl-Pacha son arbitrage dans ce procès, qui suspendait tous les travaux. Le khédive y consentit et M. de Lesseps vit la décision de l'Empereur, qui maintenait le chiffre de 84 millions, acceptée par le gouvernement égyptien. Ismaïl s'exécuta de bonne grâce. Il aliéna, sous forme d'obligations, les intérêts à échoir sur les 176.000 actions non souscrites par le public et qui étaient restées sa propriété ; par cet emprunt déguisé, il remplit à nouveau les caisses de la Compagnie. On peut donc dire que ce qui a manqué à M. de Lesseps pour réussir au Panama aussi bien

qu'à Suez, ce n'est ni l'aptitude professionnelle, qu'il ne possédait pas plus dans une affaire que dans l'autre, ni la confiance et la ténacité, dont il a fait preuve dans toutes les deux : c'est l'empereur Napoléon III.

Le canal de Suez, d'après les devis primitifs, devait coûter deux cents millions avec voie double ; exécuté sur une seule voie, il en a coûté plus de quatre cents ; mais il existe et, relativement aux services qu'il rend et aux revenus qu'il rapporte, il est loin d'être trop cher. L'heureuse pression exercée par Napoléon III établit entre Paris et le Caire des relations plus étroites ; beaucoup de Français furent appelés par le khédive et la prépondérance française en Egypte paraissait un fait acquis au moment où eut lieu l'inauguration du canal. Toute l'Europe fut convoquée à cette fête. L'Impératrice Eugénie s'y rendit et, en quelque sorte, y présida. Le Khédive n'avait d'yeux que pour elle ; tous les princes, amiraux et diplomates présents rivalisaient d'attentions pour la plus gracieuse des souveraines, qui était en même temps la compagne du souverain réputé encore le plus puissant [1].

Bien que la volonté et l'activité eussent visiblement faibli chez Napoléon III, ses discours aux Chambres étonnaient toujours par cette lucidité et cette fermeté si souvent admirées aux débuts de l'Empire. Il disait en ouvrant la session législative : (29 novembre 1869).

La France veut la liberté, mais avec l'ordre. L'ordre j'en réponds ; aidez-moi, Messieurs, à sauver la liberté. Pour atteindre ce but, tenons-nous à égale distance de la réaction et des théories révolutionnaires. Entre ceux qui prétendent tout conserver sans changement et ceux qui aspirent à tout renverser, il y a une place à prendre. Lorsque j'ai proposé le sénatus-consulte de septembre dernier, j'ai entendu inaugurer résolument une ère nouvelle de conciliation et de progrès ; vous me seconderez dans cette voie, car vous ne voulez pas renier le passé, ni désarmer le pouvoir, ni ébranler l'Empire.

---

[1] Les choses ont bien changé en Egypte, depuis que l'Angleterre s'est emparée du pays militairement, grâce à l'imprévoyance de M. de Freycinet, et qu'elle a acquis la quasi-propriété du canal, en achetant les 176.000 actions du Khédive. Ce double coup de maître a fait tourner au profit de nos voisins et rivaux une entreprise réalisée contre eux et malgré eux.

Mais à une situation nouvelle il fallait des hommes nouveaux. Napoléon songea à Emile Ollivier, un rêveur comme lui, un de ceux qui, à force de désirer la conciliation de l'inconciliable, finissent par la croire possible. Ces deux esprits mal équilibrés exerçaient l'un sur l'autre une sorte de fascination. Emile Ollivier s'était plus d'une fois séparé de ses amis de la gauche, depuis quelques années, pour se rapprocher du gouvernement. Il reçut le billet suivant :

Palais des Tuileries, le 27 décembre 1869.

Monsieur le député, les ministres m'ayant donné leur démission, je m'adresse avec confiance à votre patriotisme pour vous prier de me désigner les personnes qui peuvent former avec vous un cabinet homogène, représentant fidèlement la majorité du Corps législatif et résolues à appliquer, dans sa lettre comme dans son esprit, le sénatus-consulte du 8 septembre...

Le *Journal officiel* du 3 janvier 1870 annonça la formation du premier cabinet de l'Empire libéral. M. Emile Ollivier était garde des sceaux, ministre des cultes et président du conseil ; M. Chevandier de Valdrôme dirigeait l'intérieur ; M. Napoléon Daru les affaires étrangères, M. Buffet les finances, le général Lebœuf la guerre, l'amiral Rigault de Genouilly la marine, M. Segris l'instruction publique, M. Louvet le commerce et l'agriculture, M. de Talhouët les travaux publics.

Avec la nouvelle année, qui s'annonçait parfaitement calme quelque part qu'on portât les yeux, tout semblait sourire au nouveau cabinet. 1870 s'ouvrait sous des auspices exceptionnellement favorables. Cependant, dès la deuxième semaine, une tragédie semi-politique vint troubler la paix publique et partager dans les foules la passion de curiosité qu'excitaient les forfaits récents et vraiment extraordinaires de l'assassin Troppmann.

Le prince Pierre Bonaparte, second fils de Lucien, était un démocrate en froid avec Napoléon III, car il avait épousé, malgré le souverain, une ouvrière du faubourg Saint-Antoine. Néanmoins il gardait, pour la mémoire de leur oncle commun, Napoléon Ier, un culte fort naturel qui le porta à provoquer

Rochefort et un rédacteur de la *Marseillaise* nommé Paschal Grousset. Deux témoins étant venus le trouver de la part de ce dernier, le prince se querella avec eux et en tua un, Iwan Salmon, dit Victor Noir, d'un coup de revolver. L'autre, Ulrich de Fonvieille, eut son paletot traversé par une balle mais put gagner la rue, en criant à l'assassin.

On devine quelle tempête occasionna, le lendemain, une interpellation soutenue par Rochefort. M. Schneider, président du Corps législatif, eut grand peine à maintenir l'ordre. La rue faillit voir une journée révolutionnaire lors des funérailles de Victor Noir. Cent mille personnes, chantant la *Marseillaise*, suivirent le char funèbre au cimetière de Neuilly. Rochefort marchait au premier rang, mais il n'avait pas le tempérament aussi vigoureux que la plume ; au lieu de donner le signal, il s'évanouit et les factieux manquèrent de chef. Le gouvernement, du reste, avait pris ses précautions et fait venir des troupes de Versailles et de toutes les garnisons voisines. Il y eut un semblant de résistance au retour de Neuilly, à la hauteur du rond-point des Champs-Elysées, que bordaient sur toute leur longueur des régiments en tenue de campagne, et qu'enfilait, de l'entrée des Tuileries, une batterie de canons. Pour faire évacuer la place, la police dut faire les trois sommations règlementaires. A la première, l'immense foule, immobile toujours, répondit par des vociférations, en brandissant les cannes à épée et quelques armes disparates ; une vive angoisse saisit soldats et manifestants ; on crut de part et d'autre toucher à la plus horrible catastrophe. Le deuxième roulement de tambours fut suivi d'un morne silence ; puis lorsque, après le troisième, la cavalerie s'ébranla pour charger, elle n'avait plus devant elle que le vide ; les Champs-Elysées étaient comme un vaste désert et les officiers se demandaient entre eux par quel miracle d'épouvante et de célérité l'évacuation complète avait pu se produire en moins de deux minutes. Il en fut de même sur les divers points des faubourgs où des tentatives de révolte isolées se produisirent.

Rochefort, à la suite d'un appel aux armes sur le papier, appel d'autant plus violent qu'il visait à faire oublier sa défaillance en plein air, fut condamné par défaut (22 janvier) à six mois de prison et écroué à Sainte-Pélagie.

Le meurtrier de Victor Noir, en sa qualité de prince, fut jugé deux mois après par la Haute-Cour de justice réunie à Blois. Il prétendit avoir été souffleté le premier et, comme il n'y avait qu'un seul témoin, bien que celui-ci affirmât le contraire, il fut acquitté. Des rumeurs accueillirent ce jugement. Un ouvrier mécanicien, nommé Mégy, tua d'un coup de pistolet un agent venu pour l'arrêter chez lui et fut applaudi par les clubs ; c'était, disait-on, la revanche de Victor Noir. Un paysan de la Nièvre, nommé Gambon, refusant d'acquitter l'impôt, le fisc vendit sa vache. Une souscription organisée par les ennemis du pouvoir le mit en mesure de la racheter. Gambon et sa vache devinrent des célébrités moitié sérieuses, moitié plaisantes. Mais l'ensemble de ces symptômes trahissait une situation pleine de périls.

L'Empereur, inquiet, eut l'idée de faire appel au peuple.

Le 21 mars il invita M. Emile Ollivier à s'entendre avec ses collègues pour lui soumettre un projet de sénatus-consulte comprenant toutes les réformes constitutionnelles utiles et applicables, « afin de mettre un terme au désir immodéré de changement qui s'était emparé de certains esprits. » Il se proposait de le soumettre ensuite, non au Sénat, mais à la sanction populaire.

Le projet fut rédigé par M. Rouher et légèrement amendé par une Commission. Il comprenait sept titres. Le premier confirmait et garantissait les principes de 1789, « base du droit public français. » Le deuxième concernait la dignité impériale et la régence. A défaut d'héritier légitime ou adoptif de Napoléon III, le prince Napoléon ou ses descendants hériteraient du trône et, si cette branche venait à s'éteindre, le peuple choisirait l'Empereur, mais toujours à l'exclusion des femmes et de leur descendance. Les membres de la famille de Napoléon III pouvant être éventuellement appelés à

l'hérédité formaient la famille impériale ; ils prenaient le titre de princes français et, sous peine de perdre leur droit, ne pouvaient se marier sans l'autorisation de l'Empereur. Ils étaient de droit membres du Sénat et du conseil d'Etat, après l'âge de dix-huit ans; ils ne pouvaient cependant y siéger sans l'agrément du souverain.

Les titres troisième et quatrième déterminaient la forme du gouvernement impérial. Les propositions de lois émanées de l'Empereur devaient être adoptées par le Sénat et le Corps législatif ; mais les lois d'impôt seraient portées en premier lieu devant le Corps législatif. L'Empereur, chef de l'Etat, était responsable devant le peuple français ; il faisait la guerre, la paix, les traités d'alliance et de commerce, commandait les forces de terre et de mer, nommait à tous les emplois, choisissait et révoquait les ministres.

Les titres cinquième, sixième et septième avaient trait au Sénat, au Corps législatif et au conseil d'Etat; ils consacraient les errements pratiqués pour la nomination ou l'élection de ces trois grands Corps et pour leur fonctionnement, avec toutes les mesures libérales récemment adoptées.

Lorsque Napoléon III parla de soumettre l'ensemble de ces dispositions au suffrage populaire, par *oui* ou par *non*, M. Ollivier, qui récemment s'était prononcé contre toute idée de plébiscite, fit un peu de résistance; mais il se soumit pour garder le pouvoir. Trois de ses collègues MM. Daru, Buffet et de Talhouët se montrèrent plus fermes. Ils furent remplacés respectivement par MM. de Gramont, Miège et Plichon.

Dans une proclamation comme il savait les faire, l'Empereur expliqua lui-même au peuple français le sens et la nécessité du plébiscite. Des modifications successives avaient altéré la Constitution; elle devait donc être soumise au peuple, afin de rendre définitifs les progrès accomplis ; car, c'était sa conviction, tout ce qui se fait sans le peuple est illégitime.

Le plébiscite eut lieu le 8 mai. Il obtint un succès sur lequel personne n'aurait osé compter : 7,358,886 *oui*, contre 1,571,939

non et 113,918 bulletins nuls. L'ombre à ce tableau brillant fut le vote de l'armée : 52,084 soldats par leurs bulletins négatifs, répudiaient l'Empire ; de plus, le recensement général apprenait à M. de Bismarck que la France n'avait pas plus de 361,500 hommes sous les drapeaux, dont 42,000 en Algérie.

Le 21, dans la grande salle du Louvre, l'Empereur, assis entre l'Impératrice et le Prince impérial, reçut des mains du président du Corps législatif les résultats du plébiscite. M. Schneider lui dit : « Sire, la France remet à votre dynastie une force et une autorité nouvelles. Sire, la France est avec vous ! » Napoléon III exprima sa gratitude envers la France, parla des passions à apaiser, des intérêts sociaux à sauvegarder, des fausses doctrines à dissiper, de l'instruction à répandre, d'une répartition plus équitable à rechercher dans les charges qui pèsent sur tous les contribuables, du ralliement des honnêtes gens de tous les partis autour de la Constitution que le pays venait de sanctionner. « Aujourd'hui plus que jamais, s'écria-t-il, nous devons envisager l'avenir sans crainte ! »

« Vive l'Empereur ! Vive l'Impératrice ! Vive le Prince impérial ! » répondirent avec enthousiasme, les mains ou les chapeaux en l'air, tous les assistants. Napoléon III venait de proférer quelque chose de semblable au cri de son oncle montrant du haut du balcon des Tuileries le petit roi de Rome : « L'avenir, l'avenir, l'avenir est à moi ! » A pas un de ceux qui l'entendirent ne vint en pensée, très probablement, la réponse du poëte :

> Non, l'avenir n'est à personne,
> Sire, l'avenir est à Dieu !

L'éclatant succès du plébiscite enivra l'Empereur [1] ; il

[1] L'Empereur eut pourtant occasion d'apercevoir l'infirmité de son cher suffrage universel, dans le plébiscite même. On conta devant lui plusieurs anecdotes qui auraient pu le faire réfléchir, mais dont il se contenta de s'amuser beaucoup.

acheva d'endormir la cour, les administrations, l'armée elle-même, dans la pleine satisfaction de chacun pour soi et dans la béate admiration de tous pour chacun. Il contribua aussi à accroître les exigences de la dernière intervention diplomatique d'un personnel prêt à disparaître ; intervention d'autant plus déplacée qu'elle s'exerça dans le domaine des consciences et de la foi, sur un concile.

Il s'agissait, entre autres questions dogmatiques posées à 767 évêques réunis en 1869 à Rome, de définir l'infaillibilité du pontife romain, successeur de Pierre, en tant que docteur s'adressant à l'Eglise entière. Sur la croyance elle-même, tout le monde était d'accord, sauf que les Gallicans réclamaient une sorte de garantie complémentaire : l'adjonction de l'autorité d'un concile à celle du Pape ; ils étaient du reste relativement peu nombreux, ne comprenant que des théologiens français, et encore pas tous. Mais sur la question d'opportunité de la définition, l'auguste assemblée parut d'abord se partager. Mgr Darboy, archevêque de Paris, était la tête de l'opinion négative, Mgr Dupanloup en était l'âme

---

Deux paysans des environs d'Evreux devisaient sur le bulletin « *oui* » qu'ils venaient de déposer. L'un dit : « Il voulait-z-être président, j' l'ons nommé président ; il voulait-z-être empereur, je l'on nommé empereur ; il voulait-z-être plébiscite, je l'ons nommé plébiscite. Quoiqu'i va demander à c't' heure ?

— P' t'être bein quéqu' nouveau grade...

— Alors quoi, c'est un ambitionneux !...

Un détachement d'infanterie, qui passait pour animé du meilleur esprit, s'était rendu à la salle de vote aux cris de « Vive l'Empereur ! » Au dépouillement on fut étonné de trouver dans l'urne un bulletin *non*. Le soir, à la cantine, les sous-officiers et soldats se montrèrent irrités.

— Je donnerais bien le montant de mon prêt prochain, dit un sous-officier, pour connaître le j...f... qui, en déposant ce *non*, a détruit la belle unanimité du bataillon.

— Sergent, répondit un sapeur chevronné, c'est moi qui ai mis le bulletin *non*, et il augmente l'unanimité, loin de la détruire.

— Toi ! ah ça, qu'est-ce qui t'a pris ?...

— Comment, ce qui m'a pris ? En allant voter, l'adjudant nous parlait politique. Il m'a dit : « Voyons, Balandier, veux-tu le renversement de l'Empereur ? — Non, que j'ai répondu, et turellement, j'ai voté comme je pensais, j'ai mis un bulletin *non*. Qui donc qui dira que je voulais renverser l'Empereur ?

On ne put pas lui faire comprendre qu'il aurait dû répondre à la question posée par l'Empereur, non à celle de l'adjudant.

(et l'on s'explique ainsi que ni l'un ni l'autre n'ait été cardinal).

Mais ce qui fit la principale force de cette opposition, ce fut l'appui séculier. Le prince de Hohenlohe, ministre de Bavière, poussé par le chanoine Döllinger, M. de Bismarck en Prusse, M. de Beust en Autriche, M. Ollivier en France, s'épuisèrent en intrigues contre le projet de définition. Pour bien marquer leur mécontentement, les ambassadeurs de toutes les puissances catholiques, moins l'Espagne, refusèrent de se joindre, selon l'usage, à la procession solennelle de la Fête-Dieu, la dernière qui devait être célébrée dans la Rome pontificale. La France alla plus loin. Le 20 janvier 1870, son ministre des affaires étrangères, le comte Daru, expédia au marquis de Banneville, ambassadeur à Rome, une dépêche dans laquelle il annonçait la résolution de s'armer des articles organiques pour interdire la publication en France des décrets conciliaires contraires aux maximes et libertés de l'Eglise gallicane. On affirma que M[gr] Darboy poussait la passion jusqu'à suggérer au gouvernement des Tuileries de renier le *jamais* de M. Rouher et de retirer ses troupes de Rome ; mais une dépêche de M. de Banneville a lavé la mémoire du prélat de cette lâcheté. M[gr] Darboy et M[gr] Dupanloup, tout au contraire, se prononcèrent hardiment et publiquement contre toute pression de cette nature. « Si Sa Majesté livre Rome à la Révolution, déclarèrent-ils à l'ambassadeur, immédiatement il fait parmi nous l'unité pour la défense du Pape. »

Le monde se trouvait, lui aussi, partagé en deux camps. L'ardeur était immense ; elle s'exprimait par des souscriptions, des adresses, des écrits de toutes sortes. Les incrédules et les hérétiques, non moins attentifs que les fidèles, s'étudiaient avec une joie secrète à envenimer la querelle. Leurs journaux, par une illumination soudaine, avaient découvert dans des prélats profondément ignorés d'eux ou même calomniés la veille, des trésors de science, de logique, de puissance intellectuelle, de noblesse d'âme ; tandis que les autres

restaient une mer morte de superstitions, d'ignorance, de fanatisme, de servilisme [1].

La définition fut votée, le 13 juin, à l'appel nominal, par 451 *placet* (oui), 88 *non placet* (non) et 62 *placet juxta modum* (oui, sous condition). La promulgation solennelle eut lieu à Rome le 18 juillet. Il est infiniment probable qu'elle allait être empêchée en France et que les décrets du concile n'auraient pu de longtemps franchir les frontières de l'Empire ; mais, le même jour, le même souffle divin qui les avait inspirés emportait l'obstacle.

---

[1] Les délibérations du Concile avaient lieu, naturellement, en latin. Un secrétaire lisant un de leurs comptes-rendus dit : *Omnes feré assenserunt.* Mgr Darbois feignit de comprendre *feræ* pour *feré* et se penchant vers son voisin : « traduction, dit-il : presque toutes les bêtes ont dit oui. »

Cependant dans la majorité se trouvaient Mgr Pie, de Poitiers et Mgr Manning, de Westminster, Mgr Dechamps, de Malines et Mgr Plantier, de Nîmes, etc. et à peu près tous les évêques italiens, espagnols, américains ou des missions.

CHAPITRE XXIV

CARACTÈRE & VIE PRIVÉE DE NAPOLÉON III. — L'*Histoire de César*. — LA COUR DANS LES DERNIÈRES ANNÉES DE L'EMPIRE. — ANECDOTES.

La bonté naturelle de Napoléon III et l'excellence de ses intentions ne sont contestables que pour les esprits prévenus. Régnant, il fut trop adulé ; déchu, il fut, sous bien des rapports, un méconnu, un calomnié.

Si la paix politique annoncée par lui à grand fracas : « L'Empire c'est la paix ! » ne fut de sa part qu'un leurre et une mauvaise plaisanterie, il paraît avoir désiré sérieusement et cherché la paix sociale.

Il enrichit les campagnes et s'imposa de gros sacrifices personnels pour l'assainissement des terrains insalubres ; nous ne pouvons oublier ces sacrifices, nous qui en avons profité, qui en profitons encore dans la Sologne, les Landes, les Dombes. Le fondateur de la Trappe de N.-D. des Dombes Dom Marie-Augustin (marquis de Ladouze) qui dessécha plusieurs centaines d'hectares d'étangs, fit à l'Empereur trois visites, toutes les trois fructueuses, pour obtenir son concours dans l'œuvre sanitaire de ce déssèchement. La première fois l'Empereur acquitta pour lui, sur sa cassette, 11,000 francs de droits : « Je ne puis vous en faire remise, dit-il, c'est la loi qui les règle et la loi doit être obéie ». A la seconde visite il lui remit 80,000 francs, toujours sur sa cassette. La troisième eut lieu en 1867. Dom Augustin se trouvait dans les vastes galeries de l'Exposition universelle, avec deux de ses reli-

gieux. Les machines agricoles absorbaient l'attention des moines agriculteurs, lorsque subitement un grand bruit vint du dehors. L'Empereur entrait, précédé et suivi d'une grande foule. Les moines en coule blanche veulent s'effacer devant tout ce monde ; mais l'Empereur les a vus, il reconnait Dom Augustin, va droit à lui, lui exprime toute sa satisfaction de le rencontrer et lui donne rendez-vous aux Tuileries pour le lendemain, afin d'être plus à l'aise pour causer. Là il lui remit encore 350,000 fr.

Il aima la classe ouvrière et chercha à l'émanciper, au-delà même de ce que la sagesse conseillait : (c'est ainsi que l'abolition des livrets mit sur le même pied les bons et les mauvais ouvriers). C'est lui qui décréta si inopportunément la liberté de la boulangerie, au moment où Paris bloqué allait être pris par la famine ; lui encore qui établit le droit à la grève. Arme à deux tranchants, ce droit, remis aux ouvriers, leur a servi parfois à limiter les bénéfices exagérés des patrons et à relever pour eux-mêmes des salaires insuffisants ; souvent aussi il les a blessés en détruisant certaines industries qui ne supportaient pas le chômage ou faisaient des bénéfices trop restreints.

Sous Napoléon III, toutes les associations en faveur du peuple furent largement encouragées, et lorsque l'initiative individuelle était impuissante, l'Empereur et l'Impératrice intervenaient. Non seulement la liberté des grèves et l'égalité du salarié et du patron devant la justice, mais la liberté de réunion et la plupart des sociétés coopératives, des caisses de retraite, de nos sociétés actuelles de secours mutuels, sont des legs du second empire. Napoléon III fut un socialiste avant la lettre, alors que ni le mot ni la chose n'étaient en honneur.

Dans une note écrite de sa main, en date du 3 juillet 1870, on trouve un projet pour mettre la vieillesse à l'abri du besoin, sans éteindre la prévoyance chez l'ouvrier et sans encourager la fainéantise ; l'auteur du moins se flatte d'éviter ce double écueil. Il propose de créer dans chaque départe-

ment une caisse de prévoyance dans laquelle serait versée, à la naissance de chaque enfant, une somme de 100 fr. qui, capitalisée à 4 1/2 pour cent, fournirait après soixante ans, à chacun de ceux qui arriveraient à cet âge, une rente annuelle et viagère d'un franc par jour. Et comme beaucoup seraient morts dans l'intervalle, et que d'autres renonceraient à toucher cette rente parce qu'ils n'en auraient pas besoin, l'impérial rêveur présume que la cotisation pourrait être abaissée à 50 fr., ajoutant que la commune devrait les fournir pour les nouveau-nés dont les parents seraient hors d'état de la verser ; à défaut de la commune, le département, et à défaut du département, l'Etat. Mais comme le bénéfice de cette organisation ne pourrait se faire sentir à la génération actuelle, on prélèverait dès aujourd'hui, en faveur des nécessiteux âgés de soixante ans et plus, un impôt de 12 fr. par an, sur tous les patrons, pour chaque homme ou femme qu'ils occupent à des travaux soit agricoles soit manufacturiers.

L'amélioration du sort du peuple l'occupa jusques dans son exil en Angleterre, pendant l'hiver de 1872 à 1873 ; on a trouvé dans son appartement un appareil de chauffage économique plusieurs fois modifié sur ses plans et qui était en construction lorsque la mort vint surprendre le constructeur. C'était peut-être un enfantillage, mais qui oserait en rire ?

Admirables fondations de la belle et charitable Impératrice, qu'êtes-vous devenues ?

Existe-t-il encore, cet hospice Eugène-Napoléon doté avec la somme que la ville de Paris destinait à l'achat d'un collier pour la jeune souveraine au moment de son mariage ? Et l'orphelinat du Prince impérial, créé en 1856 à la naissance du petit Prince ? Et l'hôpital Sainte-Eugénie, et celui de Berck-sur-Mer pour les scrofuleux, et les asiles de Vincennes, du Vésinet, de Falaise pour les convalescents, et la Société des prêts du Prince impérial au Travail, société destinée à faire des avances aux ouvriers et aux petits fabricants, et tant d'autres générosités louées à outrance alors qu'il y avait

profit à la louange, qui est-ce qui s'en souvient aujourd'hui? Est-il même bien sûr que parmi tant de filles de la Légion d'honneur dotées sans bruit par la liste civile, parmi tant d'officiers sauvés du déshonneur par le paiement de leurs dettes, parmi tant de faillis retenus au bord du précipice par l'intervention, aussi opportune que discrète, d'une main impériale, il ne s'en soit point trouvé qui ait dit, en voyant le bienfaiteur par terre : « Je ne connais pas cet homme-là ! »

Telle est la gratitude humaine ; elle dure tant que le donateur a quelque chose à donner.

Mais il n'en est pas moins vrai que, selon le calcul de M. Pinard, bien placé pour le faire exactement, le chiffre approximatif des sommes prélevées par la bienfaisance de Napoléon III sur la liste civile, s'élevait chaque année à 7 millions, c'est-à-dire à 19,000 fr. par jour.

Pendant dix ans et plus il recueillit les fruits de ses bienfaits. Le peuple croyait en lui, les foules étaient charmées par son aisance familière autant que par son nom et sa puissance, et l'on peut dire qu'il avait pénétré fort avant dans l'âme de la nation. Voici une petite anecdote à ce propos ; mais la vie des rois n'est elle pas, comme les autres, tissée de petits faits plus fertiles en révélations que les actes publics ?

A la suite de la campagne de Chine, on installa à Fontainebleau une sorte d'exposition des objets provenant du pillage du Palais d'Eté, exposition qu'on nomma le Musée Chinois.

Comme on inaugurait ce musée et que, les travaux terminés, on avait réuni à Fontainebleau les architectes et les ouvriers pour recevoir les compliments du souverain, un chambellan, très ému, s'en vint tout à coup trouver Napoléon III et lui dit :

— Sire, je crois devoir informer Votre Majesté que les ouvriers assemblés par ses ordres ne se montrent pas satisfaits.

L'Empereur regarda ce messager désagréable. — Et pourquoi, monsieur, demanda-t-il, pourquoi les ouvriers ne sont-ils pas contents ?

— Mon Dieu, Sire, l'incident est ridicule, sans doute, mais si ridicule qu'il soit, Votre Majesté doit le connaître : les ouvriers ont appris qu'on boit du champagne dans son entourage, tandis qu'on ne leur a offert que de la bière.

Napoléon III tordit sa moustache, ne répliqua rien et, lentement, s'achemina vers le groupe murmurant. A sa vue, il y eut un profond silence. L'Empereur s'avança et dit : « Bonjour, mes amis ! »

Et comme s'il ne voyait ni les verres remplis de bière, ni les bouderies, il donna l'ordre d'apporter du champagne, puis tous étant servis, ayant fait sortir des rangs le plus ancien d'âge de la troupe, il alla à lui, choqua son verre et reprit gaiement : » A la bonne franquette, n'est-ce pas, mes amis, et à votre santé ! »

L'enthousiasme de ces braves gens n'aurait pu se décrire. En cet instant, selon l'expression d'un témoin, ils se seraient fait casser la tête, sans hésitation, pour cet Empereur qui, non seulement leur donnait du champagne, comme aux *aristos*, mais buvait ce champagne avec eux.

Deux ans avant la loi du 25 mai 1864, par laquelle les ouvriers obtinrent le droit de coalition et de grève, l'Exposition universelle de Londres avait donné lieu à un acte caractéristique : une députation d'ouvriers que leurs camarades avaient élus par catégories de métiers (on n'osait pas dire par corporations, 1789 ayant aboli les corporations) furent envoyés en Angleterre ; un crédit de 40,000 francs leur fut ouvert pour ce voyage. Un d'entre eux, alors ouvrier ciseleur et depuis sénateur ultra-républicain, M. Tolain prit l'initiative d'applaudissements dans lesquels ne se glissait encore ni ingratitude contre le bienfaiteur, ni passion antireligieuse.

Longtemps en effet les ouvriers répugnèrent à se laisser enrégimenter par la bourgeoisie voltairienne, qui les exploite et les méprise. Le programme élaboré par les Mutualistes, en 1866, est résolument opposé à l'instruction obligatoire et sans religion, et à la confiscation des droits de la famille par l'Etat. Mais bientôt les aveugles complicités du prince Napoléon, de M. Duruy, du sénateur Sainte-Beuve qui se posait en « évêque du diocèse de la libre-pensée », de M. Mocquart, de M. de Persigny et de tant d'autres, sans en excepter l'Empereur lui-même, produisirent leurs conséquences inévitables. Elles furent favorisées par l'inattention des catholiques pour les questions sociales ; bref, comme la Franc-Maçonnerie avait repris courage et que l'Internatio-

nalisme faisait avec elle cause commune, elles aboutirent enfin. Dans les congrès de Londres et de Genève, de prétendus réformateurs transformèrent la souffrance populaire en haine et les aspirations vers le progrès en implacable impiété, en même temps qu'en défiance vis-à-vis d'un gouvernement qui, pourtant, le premier, avait rêvé d'arracher les masses à la servitude intellectuelle.

Napoléon III encourageait toutes les industries et protégeait les inventeurs. Ce fut son jeune fils qui inaugura, dans le jardin des Tuileries, en 1869, le sport du « cyclisme » qui depuis a conquis le monde, mais qui était alors dans l'enfance. Rochefort croyait rendre le Prince impérial ridicule en le surnommant « le prince Vélocipède ».

Avec ses amis, ses serviteurs et tous ceux qui réussissaient à l'approcher, Napoléon III était d'une bonté désespérante pour ses finances personnelles et celles de l'Etat ; il ne savait rien refuser. Que de fois il paya leurs dettes, dota leurs filles, laissa créer sciemment des sinécures pour eux ou leurs parents !

M. M..., jeune officier, ayant perdu au jeu 20,000 francs sans avoir le premier sou pour les solder, s'en fut bravement trouver Napoléon III et lui exposa sa situation, déclarant qu'il se tuerait plutôt que de vivre déshonoré. L'Empereur l'écouta, sans un mot, puis se leva, prit dans un portefeuille vingt billets de mille francs et les lui donna. Alors, seulement, avec un sourire, il lui dit :

— La vie d'un de mes soldats vaut plus que la somme dont vous avez besoin. Mais je ne suis pas riche et ne pourrais peut-être pas, une seconde fois, la racheter à ce prix. Allez et ne jouez plus.

Encore quelques anecdotes ; c'est par leur accumulation que se tracent les meilleures peintures d'un caractère. Un enfant de douze ans, M. d'Orgeval-Dubouchet, depuis magistrat, qui nous a raconté le fait, avait écrit sur le sable d'une allée du parc de Saint-Cloud : « Vive Henri V ! » Un garde s'en aperçut et, saisissant le malheureux, il l'entraînait déjà

malgré les supplications de son entourage. L'Empereur vint à passer et s'informa du délit. Il ordonna immédiatement de relâcher l'étourdi et ne fit que cette réflexion mélancolique : « Ce doit être un enfant de bonne famille. »

Autre anecdote. Il se promenait un matin au Bois de Boulogne en compagnie d'un officier d'ordonnance. Un jeune garçon s'avançait à sa rencontre, en faisant rouler un cerceau qu'il finit par lancer dans les jambes de l'Empereur. Napoléon III ramassa le jouet et le rendit à son petit propriétaire qu'il voulut embrasser. Mais le jeune enfant s'en défendit avec persistance. « Petit, laisse-toi faire, fit l'officier d'ordonnance, celui qui veut t'embrasser, c'est l'Empereur. — L'Empereur ? reprit l'enfant ; justement, alors, je ne veux pas l'embrasser. Papa dit que c'est un vilain ! — Que fait-il donc, ton papa ? demanda l'officier. — Il ne fait rien, répondit fièrement le jeune bavard, il est sénateur ! — Et comment s'appelle-t-il ? « poursuivit le compagnon de l'Empereur. » Mais à ce moment, Napoléon III s'interposa et, frappant sur l'épaule de l'indiscret : « Laissez, fit-il, la recherche de la paternité est interdite. »

Si l'on veut bien se rappeler que l'Empereur nommait lui-même les sénateurs, on devra reconnaître que ce mot de lui est singulièrement chevaleresque. Il ne savait absolument pas gronder ceux qui le servaient, ni se plaindre, dans leur service, du trop chaud ou du trop froid, du trop tôt ou du trop tard. Un soir, à dîner, comme on venait de servir un turbot, le maître-d'hôtel se trompa et mit en circulation, au lieu de la sauce hollandaise qui le devait accompagner, une crème anglaise à la vanille, destinée à un pudding. L'Impératrice fronça le sourcil ; elle faisait annoncer au malheureux maître-d'hôtel une prochaine et vigoureuse semonce, quand l'Empereur, éclatant de rire, expliqua l'erreur probable et décréta que le turbot à la crème vanillée était un mets exquis, une véritable découverte, que d'autre part la sauce hollandaise ne pourrait que relever avantageusement le pudding ; en même temps il quêtait de chaque convive une appréciation

qui, naturellement, renchérit encore sur la satisfaction par lui exprimée.

Envers ses ennemis il était si peu vindicatif que plus d'une fois il tendit la perche aux plus exaltés, tels que Victor Hugo, Montalembert, Rochefort lui-même. Jules Vallès qui avait été son prisonnier à Sainte-Pélagie, puisqu'il fut condamné pour insulte contre lui, écrivait plus tard : « Sainte-Pélagie est le coin de Paris où l'on était le plus libre ; il n'y avait-là qu'un seul véritable prisonnier : le directeur. » [1]

Après la fameuse apostrophe de Mgr Pie : » Lave tes mains, ô Pilate ! » après cette attaque véhémente, publique et en quelque sorte personnelle, certains conseillers, devançant les audaces pratiquées depuis par un autre gouvernement,

---

[1] Un ancien directeur de la Sûreté publique, M. Macé, a dépeint d'une façon amusante dans *Mes lundis en prison*, cette sorte de prison d'opéra-comique où les gens de lettres et hommes politiques étaient heureux d'aller faire un livre en paix, car ils y jouissaient de l'inestimable avantage d'avoir un gîte sans être troublés par la fâcheuse préoccupation du terme à payer.

M. Macé nous raconte l'histoire très amusante arrivée précisément à Jules Vallès. L'auteur des *Réfractaires* se présente un jour au greffe de la prison pour voir son ami Vermorel, détenu pour cause politique. Le futur membre de la Commune occupait la chambre la plus confortable du « Pavillon des Princes. » Mais sa qualité de prisonnier ne l'empêchait pas de se promener librement dans Paris. Au début, pour la forme, un agent de la sûreté, muni d'un ordre d'extraction, se présentait chaque matin au greffe, et rendait à la liberté, pour la journée, ce martyr de l'idée socialiste.

Le soir, l'agent attendait son détenu au coin de la rue Lacépède, l'accompagnait jusqu'à sa cellule et fumait avec lui un fraternel cigare. Peu à peu, en présence de l'exactitude exemplaire de Vermorel, on en était arrivé à supprimer l'agent. Et le pauvre directeur qui, lui, ne pouvait pas bouger, chargeait le prisonnier libre de ses menues commissions dans Paris.

Un jour, à trois heures, Vallès se présente, et demande à voir Vermorel. — Il est absent, répond le brigadier. — Pas possible ! Il m'a pourtant donné rendez-vous. — Il va peut-être revenir. Habituellement, ajoute l'admirable geôlier, *il vient prendre son courrier entre quatre et cinq heures (!!!)*

Vallès dissimula sa stupéfaction et dit : — Je vais aller voir à la bibliothèque Sainte-Geneviève. S'il rentre, priez-le de m'attendre.

Quand Vallès revint, Vermorel était de retour. Seulement, comme il manquait je ne sais quelle signature au permis dont Vallès était porteur, le brigadier, à cheval sur la consigne, lui refusa l'entrée.

Alors le visiteur eut une inspiration de génie : — Puisque je ne peux pas entrer, répondit-il, dites à Vermorel de sortir avec moi.

Le brigadier n'y vit pas d'inconvénient, et Vermorel assista le soir, avec son ami, à une première de l'Opéra-Comique !

proposèrent de supprimer le traitement du prélat. C'était-là, selon eux, une sanction naturelle et nécessaire de la condamnation « comme d'abus, » prononcée par le conseil d'Etat, condamnation qui, sans cela, restait vaine et ridicule. L'Empereur leur répondit que les traitements du clergé sont inscrits sans conditions au Concordat. « Pratiquons le Concordat loyalement tant qu'il existe, ajouta-t-il ; je ne veux pas me faire rappeler à l'ordre par Pie IX. » Il se refusa donc à toute autre mesure répressive. Il laissa son ministre de l'Intérieur se livrer à de mesquines tracasseries et mettre en interdit, pour les fonctionnaires, un certain nombre de palais épiscopaux ; mais lui il mit une sorte d'affectation magnanime à témoigner les mêmes égards et la même confiance qu'auparavant à des prélats éminents tels que ceux d'Orléans, de Moulins, de Nîmes, de Poitiers, qui avaient pu le froisser mais non perdre son estime. Lorsque Mgr Pie se rendait à Rome ou qu'il en revenait, l'Empereur le mandait chaque fois aux Tuileries pour s'entretenir avec lui des affaires du Saint-Siège et de celles de l'Eglise de France.

Il n'était pas insensible à la louange ; — quel homme y est insensible ? — mais il n'encourageait pas les flatteurs ; il préférait instinctivement les hommes qui lui disaient la vérité. Lorsqu'il s'agit de choisir un préfet de la Seine qui fût propre à exécuter ses grands projets pour la reconstruction de Paris, deux hommes lui furent présentés : M. le vicomte Siméon et M. Haussmann. M. Frémy dit à l'Empereur : M. le vicomte Siméon dira toujours oui à Votre Majesté, M. Haussmann quelquefois oui et quelquefois non. — Je prends M. Haussmann, dit l'Empereur.

Il fut aussi très longtemps capable de soutenir ceux qui possédaient son estime ; c'est seulement vers la fin de son règne qu'il faiblit au point de laisser flotter les rênes.

En 1854, l'évêché d'Evreux étant devenu vacant par la mort d'un prélat un peu mondain qui laissait, disait-on, du relâchement dans le clergé, il jeta les yeux, pour le remplacer, sur l'évêque de Carcassonne, jeune, instruit et ferme, Mgr de Bonnéchose (depuis archevêque de Rouen et cardinal). Apprenant qu'il hésitait à accepter,

par crainte des difficultés prévues, il lui écrivit une lettre toute de sa main pour vaincre son hésitation. Mgr de Bonnechose se rendit. Mais à peine installé à Evreux, il y trouva une opposition formidable, fomentée par le préfet, ou plutôt par la femme du préfet, furieuse de la suppression de certain privilège de siège à la cathédrale, ce qui la faisait rentrer, elle et d'autres dames de ses amies, dans le commun des fidèles. L'évêque apprit que le préfet voulait aller aux Tuileries demander qu'on l'envoyât dans un autre évêché. Il le prévint, arriva lui-même à Paris, obtint une audience et eut l'entière approbation de l'Empereur qui jugeait bien que les réformes commencées à Evreux étaient à l'avantage du bien public. Après avoir écouté il dit simplement : « C'est bien, je vais révoquer le préfet. — Non, Sire, dit l'évêque, contentez-vous de l'avertir. »

Le lendemain dimanche, arrive le préfet, qui se rend à la messe des Tuileries, à la suite de laquelle l'Empereur, en passant dans la galerie conduisant à son appartement, donnait quelques audiences. Il s'approcha de Sa Majesté et lui exposa l'impossibilité absolue, selon lui, pour Mgr de Bonnechose, de rester à Evreux. L'Empereur l'arrêta net : « Monsieur le préfet, vous étiez bien avec son prédécesseur qui était mal, vous êtes mal avec lui qui est bien ; il faut que cela change ! Je n'ai rien autre à vous répondre... pour le moment. » A ces paroles d'une précision vraiment napoléonienne, le préfet s'inclina, salua et sortit. Quelques heures après il était chez l'évêque à qui il faisait les protestations les plus humbles, en lui répétant les paroles de l'Empereur et lui promettant le concours le plus absolu. [1]

Le séjour à Biarritz fournit à Napoléon III l'occasion de faire preuve de bon sens et de respect pour la liberté des consciences. L'année 1858 est celle des apparitions de Lourdes. Elles donnèrent lieu à d'éclatantes polémiques, où Louis Veuillot signala, contre le *Siècle* et autres feuilles qui ne croyaient pas au surnaturel, sa verve mordante et sa puissante logique. Informé tardivement que les autorités locales avaient pris parti contre une croyance devenue, depuis, si populaire dans tout le monde catholique, et que des arrêtés préfectoraux et municipaux inflexibles barraient l'entrée de la fameuse grotte, l'Empereur fit tomber, par un télégramme, ces barrières ridicules : « Si les populations s'abusent il ne faut pas, dit-il, donner à leurs erreurs l'attrait du fruit défendu ; si ce qu'elles s'imaginent est vrai, il ne faut

---

[1] *Journal de Fidus*, IV, p. 27.

pas essayer de lutter contre Dieu, nous ne serions pas les plus forts ». Et il déplaça le préfet et le commissaire de police, qui s'étaient compromis imprudemment.

Entre l'université impériale et ses concurrents, laïques, jésuites ou autres, il tint toujours la balance égale. La concurrence, selon lui, était l'âme du progrès. Cependant sur la fin du règne les établissements libres furent tracassés ; on ne permit plus, sous aucun prétexte, qu'il en fût créé de nouveaux et l'on retira aux anciens le droit de s'appeler collèges ; ils durent prendre le nom d'écoles ; mais ces mesquineries étaient le fait du ministre de l'instruction publique, M. Duruy, plutôt que de l'Empereur. M. Pinard, ministre de l'intérieur, ayant cru devoir s'excuser auprès de Sa Majesté de ce qu'il avait mis son fils à l'école de Vaugirard, chez les Jésuites, et donné par là ce que plusieurs de ses collègues appelaient un mauvais exemple : « Ce n'est pas un mauvais exemple, répondit l'Empereur, c'est un droit. » Ainsi, sous l'Empire on parlait moins de liberté, dans les harangues officielles, qu'on ne l'a fait sous le régime qui a suivi, mais on la pratiquait mieux. Il est bon d'ajouter qu'on était forcé à cette pratique par une attitude plus virile de l'opposition et par une plus grande fermeté générale dans les caractères[1].

---

[1] Lors de la dissolution de la Société de Saint-Vincent-de-Paul par M. de Persigny, une petite conférence de province dont faisait partie l'auteur de ce livre, comptait sept fonctionnaires, lui compris. Un seul eut la faiblesse de se retirer ; les six autres ne furent pas autrement molestés. Lorsque la troisième république a non pas dissous la même société mais, tout en paraissant la laisser libre, fait connaître à ses fonctionnaires son déplaisir de les y voir, ça été une débandade universelle. Par contre, on s'est précipité dans les loges maçonniques.

Au moment même où nous écrivons, combien compte-t-on de fils et de filles de fonctionnaires ou d'employés dans les collèges ou écoles libres ? En beaucoup d'endroits pas un. Du cantonnier à l'ingénieur et du copiste de sous-préfecture ou de mairie au directeur de grande administration, tous se sont laissé imposer par l'Etat le choix des maîtres et de la méthode d'éducation pour ce qu'ils ont de plus précieux : leurs enfants. Et la plupart attendent d'être à la retraite pour se montrer ce qu'ils sont restés au fond, et retourner aux œuvres catholiques et à la grand'messe... à moins que l'habitude prise de subordonner la conscience à l'intérêt de carrière, et la crainte de compromettre dans son avancement un fils, un neveu ou un cousin esclave, lui aussi, de l'Etat, ne soient assez fortes pour faire ajourner jusqu'au lit de mort la profession publique de christianisme.

Au lieu d'imposer, de haute lutte, sa volonté lorsqu'il rencontrait une trop forte résistance, Napoléon III préférait louvoyer, ruser; il feignait même d'oublier, mais ce n'était que pour un temps; c'est pour cela que, tout petit, la reine Hortense l'appelait « mon doux entêté », et que lord Palmerston comparait sa cervelle à une garenne de lapins toujours prêts à se terrer au moindre bruit et à reparaître dès que le péril est passé. Il avait donc, dans beaucoup d'affaires, et c'étaient malheureusement les plus importantes, une politique personnelle en dissonance et quelquefois en lutte avec la politique officielle. « Que voulez-vous qu'on fasse, disait avec amertume M. Drouyn de Lhuis, dérouté par les audaces triomphantes des Cavour et des Bismarck, que voulez-vous qu'on fasse avec un prince qui a une diplomatie à lui, qui vous passe par-dessus la tête ? »

S'il ne s'agissait que d'affaires courantes, comme elles lui tenaient moins au cœur, les obstacles l'irritaient, mais il en prenait son parti. Lorsque commença la construction du

---

[1] Il en est de même pour les relations, les votes, les lectures et tout ce qui concerne le citoyen et l'homme privé. Jamais, sous l'Empire on ne s'est enquis de nos votes. Quant aux journaux, M. de Persigny avait fait dresser, timidement et comme honteusement, dans les bureaux de poste, la liste des fonctionnaires abonnés à telle ou telle feuille ; mais s'il en usa il ne s'en vanta point et nous avons vu, au bureau central télégraphique, rue de Grenelle Saint-Germain, à Paris, étaler sans crainte, dans les intervalles de loisir, depuis la signature de Louis Veuillot ou de Gustave Janicot, jusqu'à celle d'Henri Rochefort ou de Léonor Havin. Ceci était peut-être une exagération et un luxe de liberté; il en résultait parfois des échanges d'idées au lieu d'échanges de dépêches et plus d'une discussion politique qui, ébauchée au bureau, se continuait dehors. Aujourd'hui un employé ou fonctionnaire n'oserait recevoir directement, à son nom, un journal d'opposition ou réputé tel par le gouvernement. Il en est quitte, dira-t-on, pour le recevoir au nom d'un voisin. Pas toujours, car cette lâcheté réclame encore un certain courage : on court risque d'être trahi.

Les militaires seuls, soit dit à leur louange, ont réussi à se soustraire jusqu'ici à ce honteux esclavage moral des fonctionnaires; seuls ils maintiennent encore haut et ferme leur honneur personnel, leurs droits de pères de famille, leur dignité de citoyens d'une République libre.

Voilà, répétons-le, voilà ce que nous voyons et voilà ce que nous avons vu. Cela devrait rendre un peu plus indulgents pour leurs devanciers, et un peu plus modestes pour eux-mêmes, tant de fonctionnaires républicains qui ne manquent aucune occasion d'invectiver l'Empire.

chemin de fer de Vincennes, il demanda, pour motifs stratégiques, des modifications au tracé convenu. M. Jayr, ancien ministre des travaux publics sous Louis-Philippe[1], vint lui exposer, au nom de la Compagnie, qu'un grand surcroît de dépenses en résulterait pour elle; il réclamait une indemnité de six à sept millions. L'Empereur refusa. « Sire, dit M. Jayr, vous ne pouvez cependant pas exiger... — Ah ! je ne puis pas ! je ne puis pas ! s'écria, impétueusement et à plusieurs reprises, le souverain en tordant sa moustache, vous verrez si je ne puis pas !... » Mais après l'audience, ayant consulté ses ministres, il fit dire à M. Jayr qu'il ne serait pas donné suite au projet de modifications.

Les choses militaires étaient de sa part l'objet d'études constantes. C'est lui qui, le premier, eut l'idée de cuirasser, puis de blinder les navires de guerre. Il collabora avec M. Dupuy de Lôme pour la construction de la *Gloire* qui, devant Kimburn en 1856, offrit pour la première fois le speccle de batteries flottantes écrasant de leurs feux, sans être vulnérables elles-mêmes, les batteries terrestres. La *Gloire*, bien dépassée depuis, n'avait alors de rivale dans aucune autre flotte. Elle était comme un lion au milieu d'un troupeau de moutons. Napoléon III fut aussi, à la fin de son règne, un inspirateur de la construction des mitrailleuses. Il mit en elles, et toute la nation avec lui, une confiance exagérée, qui fut mal justifiée en 1870.

Comme écrivain, il ne renonça jamais à ses prétentions. Dans le secret de son cabinet, il élaborait, avec l'aide d'hommes de confiance, M. de la Guéronière, M. Clément Duvernois, le Dr Conneau, M. Rouher, des articles à sensation qu'on signait Boniface, Grandguillot ou tout autrement et dont l'origine était l'objet d'indiscrétions confidentielles calculées. Il s'abaissa jusqu'à utiliser le *Siècle* et M. Havin, pour préparer l'opinion publique. Si les ministres, dans leurs légitimes

[1] M. Jayr vit encore au moment où nous réimprimons (1898), et c'est lui qui nous a raconté cet incident.

appréhensions des résultats, cherchaient à amoindrir l'influence de ce cabinet occulte, ils devaient bientôt y renoncer. Le besoin de conspirer était comme inné dans cet homme ; après avoir passé sa jeunesse à conspirer contre les autres, il passait son âge mûr à conspirer contre lui-même.

M. Mocquart surtout fut pour lui un confident laborieux. Le travail accompli par ce secrétaire est inouï. Lettres, pétitions, documents de toutes sortes, il n'était pas un papier qui ne passât par ses mains et ne fût annoté et classé, avec la suite donnée à l'affaire.

L'Empereur, le plus souvent, dans les travaux qu'il réclamait de M. Mocquart ou d'un autre, donnait à ce collaborateur, verbalement ou dans une note rapide au crayon, le sujet, le résumé du discours qu'il devait prononcer, de l'article qu'il voulait que certains journaux insérassent, de la brochure ou du livre même qu'il souhaitait de faire. Et M. Mocquart se mettait à la besogne. Il écrivait et lorsque sa tâche était terminée, il la présentait à l'Empereur qui l'examinait et la discutait, car l'Empereur, au milieu des mondanités de son palais et des tracas qui se dressaient devant lui, ne se déroba jamais aux heures laborieuses de cabinet, tant que ses forces physiques lui permirent d'y faire face. Pour ceux qui aiment à regarder par le petit côté de la lorgnette, nous ajouterons qu'il travaillait sans aucun souci de l'apparat, vêtu simplement d'un veston, d'un pantalon large, en un mot, d'habits commodes, ayant à portée de sa main d'innombrables cigarettes qu'il plaçait soit dans un verre, soit éparses sur la table, soit dans ses poches mêmes et qu'il fumait sans interruption. Quoi qu'il eût beaucoup d'affection pour Persigny, il ne redoutait rien tant que l'entrée inopinée de cet ami grincheux, moins à cause des discussions qu'il entamait contre lui, que dans l'intérêt de ses cigarettes. Persigny, dans la chaleur du débat, les dispersait régulièrement ou les écrasait sur le tapis.

C'est ici le lieu de mentionner les travaux littéraires proprement dits de Napoléon III. Le principal fut l'*Histoire de*

César, publiée en 1866, après une élaboration de plusieurs années. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, l'œuvre est une apologie du Césarisme. L'impérial historien ne trouve rien à blâmer dans l'étroit et féroce égoïsme du démocrate romain qui confisqua la République et tout le reste ; cet homme lui apparaît comme une nécessité inéluctable et heureuse ; or, les élus du destin sont impeccables, presque autant qu'infaillibles.

Napoléon III parlait de César, mais il pensait à lui-même et à son oncle.

Le livre eut un succès immense, mais un succès de situation. Pas un journal officieux qui ne se fît un devoir de le porter aux nues ; pas un dissident qui ne se crût obligé tout au moins de l'annoncer, en ajoutant à l'annonce une critique très modérée, car le public, qui ne lut pas l'ouvrage, n'aurait pas manqué d'imputer à la jalousie toute appréciation un peu sévère. L'*Histoire de César* fut donc classée, de confiance, parmi les grands succès littéraires du temps, à côté de la *Vie de Jésus*, de M. Renan, des *Misérables*, de Victor Hugo, et fort au-dessus du dernier volume de l'*Histoire de l'Empire* par M. Thiers. Il ne s'en serait peut-être pas écoulé cent exemplaires si elle fût tombée d'un galetas dans les boutiques des libraires ; néanmoins les droits d'auteur, arrondis peut-être par quelque courtisan, ne furent pas à dédaigner et l'on raconte qu'après en avoir palpé le montant dont il disposa pour une œuvre de bienfaisance, l'impérial historien s'écria : « Et qui donc disait que, sous mon règne, un écrivain ne peut pas vivre de sa plume ? »

Oubliée aujourd'hui, l'*Histoire de César* possède toutefois d'incontestables qualités de style : clarté, chaleur, élégance, et de plus incontestables encore de haute érudition. Mais les premières furent attribuées par le public malin à M. Victor Duruy, qui avait dû à cette collaboration le ministère de l'instruction publique, et les qualités d'érudition à une pléaïde de savants, MM. Alfred Maury, Léon Renier, le colonel Stoffel, l'amiral Hamelin et beaucoup d'autres, tous empressés

de fournir des documents avant même qu'on leur en demandât. Leurs dissertations sur l'emplacement d'Alésia, sur les différentes armes romaines et sur quantité de questions topographiques, ont été classées et cataloguées par M. Soury ; elles forment à elles seules la matière d'une dizaine de volumes ; c'est là le profit le plus clair de l'*Histoire de César*.

L'opposition de gauche répondit à l'impérial écrivain par la plume de M. Auguste Rogeard qui, dans les *Propos de Labienus*, supposant une *Histoire de César* écrite par Auguste, prétendit user, pour flétrir l'un et l'autre, de la liberté de Décembre, c'est-à-dire de la liberté de carnaval qu'Horace appelle *Libertas Decembris*. Cette satire eut le plus grand retentissement, elle fut colportée partout en cachette.

Il convient de mentionner aussi, parmi les travaux littéraires de Napoléon III, une œuvre plus légère dont on a trouvé le canevas, tout de sa main, dans les papiers des Tuileries, après le 4 septembre 1870. C'est un roman de louange personnelle, écho des incessantes flagorneries qui l'abusaient, comme elles abusent tous les souverains. La chose avait pour titre : *Les étonnements de M. Benoît* ; elle sera facile à analyser en quelques lignes.

M. Benoît est un parisien, bourgeois vulgaire qui, ruiné dans son industrie sous le roi Louis-Philippe, a refait sa fortune en Amérique et revient après vingt ans, à la veille d'une grande Exposition universelle. Ses préoccupations commerciales l'ont tenu dans une heureuse ignorance de tout ce qui s'est passé en France durant son absence ; il n'a pas vu le coup d'Etat, jamais entendu parler de Cavour ni de Bismarck, ce sont des hommes et des choses qu'on lui laissera ignorer toujours ; mais il trouve dans son voyage, de Brest à Paris, un admirable panorama de progrès matériels et moraux accomplis : chemins de fer et canaux, armements militaires incomparables, parfait mécanisme du suffrage universel, une foule d'administrations « que l'Europe nous envie », les sociétés coopératives allant au devant du socialisme pour le désarmer, l'instruction dans le peuple, le bien-

être dans toutes les classes, etc., etc. Son admiration se change en éblouissement lorsqu'il arrive à Paris, qu'il contemple les Tuileries achevées et l'Opéra en construction, qu'il parcourt les boulevards de Strasbourg, Saint-Germain, Saint-Michel et l'avenue de l'Impératrice conduisant au bois de Boulogne. Partout l'élégance et l'abondance ; plus la moindre velléité d'émeute, des écoles à foison comme préparation et garantie de la perpétuité de cet âge d'or, des prisons tout juste assez pour que ce genre d'architecture ne se perde pas complètement ; et sur ce fond grandiose et réjouissant le bon M. Benoît voit se détacher la solennelle figure de Napoléon III souriant à son peuple et tendant aux nations étrangères, qui le craignent, le pacifique rameau d'olivier.

Tel était le plan. Il n'est pas probable que l'Empereur songeât à le remplir lui-même ; il en eût confié sans doute l'exécution à quelqu'un des habitués de Compiègne, dont l'imagination fertile l'eût relevé par quelques aventures romanesques ou situations pathétiques, faisant accepter ainsi le fond par le mirage de la forme.

Seulement qu'aurait-il dit, ce naïf M. Benoît, s'il eût retardé son voyage de deux ou trois ans ? Parti de France en 1847, il n'y avait pas vu d'Empereur ; rentrant à la fin de 1870 il n'en aurait pas trouvé non plus ; mais quel effondrement dans l'intervalle, que de ruines irréparables à la place de cette prospérité passagère, fondée sur des bases autres que celles de la justice ! *Les étonnements de M. Benoît*, quelque grands qu'on les suppose en 1868, eussent été beaucoup plus grands encore en 1871. Ils n'ont pu être égalés que par les étonnements réels de l'impérial rêveur, si, dans son exil de Chislehurst, son roman imaginé aux Tuileries lui est revenu en pensée. Et si nous les avons rappelés nous-mêmes, c'est à cause de ce contraste plein d'enseignements.

Une des révélations les plus piquantes de la correspondance de M. Thouvenel, publiée par son fils, est celle des jalousies et des rivalités qui divisaient les familiers de Napoléon III. Peu de hauts fonctionnaires y sont épargnés. M. de la Gué-

ronière y est appelé dédaigneusement « l'archi-brochurier » du régime et « robinet d'eau tiède ». M. de Persigny y est traité de braque, de fou, instinctivement hostile, comme parfois son maître, aux choses religieuses et qui disait avec cynisme : « Nous avons jeté dans la boue la calotte du Pape ; nous verrons bien si on pourra l'en tirer ! » C'est le duc de Gramont qui constate le propos[1].

Les généraux ne se détestaient pas moins cordialement entre eux, nous en verrons des preuves terribles en 1870. Il en est ainsi toutes les fois que le maître est trop débonnaire et que la faveur et l'intrigue sont les sources presque uniques de l'avancement.

Le maréchal Pélissier trahissait ces jalousies du haut état-major impérial lorsqu'il disait, avec sa grossièreté soldatesque mais souvent spirituelle : « Une fée maligne a choisi les prénoms que les maréchaux de France ont reçus au baptême ; ainsi Canrobert a été appelé Certain, lui qui est l'indécision même, Randon est un César, et moi, vous en seriez-vous douté, je suis Amable ! »

Quant au prince Napoléon, ce cynique ne ménageait personne, pas même son impérial cousin et bienfaiteur. Au cours d'une discussion, née d'une demande d'argent qui, au tort d'être par elle-même très forte, ajoutait celui de venir après beaucoup d'autres de date encore récente, il alla jusqu'à faire allusion aux mauvais bruits qui avaient cours, parmi les ennemis de l'Empire, sur la naissance de Napoléon III. « Vous n'avez rien de Napoléon Ier, lui dit-il. « Pardon, répliqua froidement l'Empereur, j'ai sa famille, et l'on ne peut pas dire que ce n'est rien ! »

Mais le mépris que le gendre de Victor-Emmanuel professait pour les autres, les autres le lui rendaient abondamment,

---

[1] Nous devons remarquer cependant que Persigny, au fond, n'était pas un impie. M. de Falloux raconte dans ses *Mémoires* qu'il lui demanda d'être le parrain de son fils, afin que cet enfant eût un parrain sérieusement chrétien. Persigny était, à proprement parler, un incohérent ; mais l'Empereur excusait tout en lui à cause de sa fidélité.

et s'il ne ménageait personne, personne ne le ménageait. On colporta, vers 1862, un bon mot qui eut un double succès, à cause de celui qui en était flagellé et de l'enfant précoce auquel on l'attribuait.

Plusieurs fois le jeune prince impérial avait confondu les expressions malheur et accident, qu'il employait indifféremment l'une pour l'autre. Afin de bien marquer la différence, l'Impératrice dit à son fils, qui avait six à sept ans : « Voyons, Louis, un exemple. Si ton cousin le prince Napoléon tombait à l'eau, ce serait un accident ; et si on l'en retirait ?... » — Ce serait un malheur, acheva avec vivacité l'enfant ; oh ! je comprends cette fois, je comprends ! [1]

Ce n'était pas seulement à la Cour que le respect se perdait. L'opposition royaliste avait repris possession du faubourg Saint-Germain, après en avoir presque complètement disparu de 1853 à 1859. On y commentait avec délices les bons mots colportés contre le régime : par exemple celui de Rochefort au début de la *Lanterne* : « L'Empereur qui a trente-six millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement » ; celui de M. Thiers à l'Impératrice : « Madame, quiconque mange du Pape en crève » ; ou l'aphorisme si vrai et si opportun attribué à un des 91 disgraciés après leur vote de 1861 : « Sire, on ne s'appuie que sur ce qui résiste ! » ; ou l'audace de M. Prévost-Paradol, comparant, la France à « une grande dame qui s'était sauvée avec un palefrenier » ; ou le calembour donné comme titre par Jules Ferry à une brochure : *Les comptes fantastiques d'Haussmann;* ou enfin ce parallèle entre l'Empereur et son cousin : « L'un est une franche canaille, l'autre une canaille qui n'est pas franche ». Ce dernier jeu de mots, aussi répandu que féroce, était un de ces mots à éclosion spontanée, partis on ne sait d'où mais que chacun répète dès qu'il les a entendus, tant ils répondent exactement à la situation. Dans une cérémonie solennelle de distribution de prix, le jeune Cavaignac, fils

[1] L'anecdote est racontée par le général de Baillicncourt. *Feuillets militaires.*

du général, ayant refusé d'aller recevoir une couronne des mains du Prince impérial, fut ostensiblement applaudi.

Peu à peu les journaux anti-dynastiques s'emparaient de la grande majorité des lecteurs, jusques dans les bureaux des administrations; on fredonnait dans presque tous les ateliers des couplets copiés à la main contre *Badinguet* et la *Badinguette*; pour un peu on en serait revenu à *Monsieur Veto* et à l'*Autrichienne*. Pendant ce temps les hommes de caractère, les meilleurs amis de l'Empire, se refroidissaient et s'éloignaient de la Cour. Le cardinal Morlot, en signe de protestation muette contre tant de choses qui l'affligeaient, voulut se démettre de tous ses titres : archevêque de Paris, sénateur, grand aumônier, membre du conseil privé, il n'aspirait qu'à redevenir simple prêtre. Une lettre de l'Empereur que nous avons citée déjà [1], a trait à cette négociation. Le Pape intervint, mais sans obtenir que Mgr Morlot renonçât à son idée, et si l'affaire n'aboutit point, ce fut uniquement parce qu'un cardinal, paraît-il, ne peut démissionner que s'il entre dans un ordre religieux.

L'impératrice Eugénie fut toujours irréprochable, mais souvent inconséquente dans sa conduite. Un des adversaires de l'Empire, M. Taxile Delord a tracé d'elle ce portrait assez juste :

> Elle était de son temps, elle en aimait les modes, les mœurs et les arts ; plus dévote que pieuse, elle avait plus de religiosité que de religion; la littérature à ses yeux se composait uniquement des chroniques, des romans et des pièces en vogue. Le Paris des petits théâtres était son Paris, et il lui témoignait une dangereuse reconnaissance : journaux, chroniques, revues de modes donnaient les détails les plus minutieux sur ses toilettes; la photographie, en l'exposant dans ses vitrines banales à côté de toutes sortes de femmes, imprimait à sa personne un cachet de vulgarité que le changement de costume ou de pose (on a trouvé aux Tuileries, le 4 septembre 1870, un album où elle était représentée sous une trentaine d'habits différents), ne parvenait pas à dissimuler. Elle était usée par la réclame et la publicité bien avant de l'être par l'âge.

---

[1] Voir p. 118.

S'il est un défaut qu'il serait injuste de reprocher au second Empire, c'est l'hypocrisie, c'est l'austérité de commande. Vive, enjouée, frivole, tenant à s'ingérer dans les affaires de l'Etat par vanité plus que par passion, l'Impératrice éprouvait le besoin de fréquents dérivatifs à la majesté du trône sur les marches duquel on sentait qu'elle n'avait pas été élevée. Une de ses familières, la princesse de Metternich, ambassadrice d'Autriche, qui semble avoir été pour elle un mauvais génie, se permit un jour une phrase méchante, mais typique. C'était à Fontainebleau. Mme de Metternich avait proposé une promenade aux environs, en jupes courtes, afin d'être libres comme de jeunes fillettes. L'Impératrice approuvait. Seule une dame un peu plus âgée trouva cette mise incorrecte pour une souveraine. « Il est, dit-elle, des choses admissibles pour nous qui ne le sont pas pour Sa Majesté. » Et croyant porter à l'opinion de l'ambassadrice d'Autriche un coup décisif, elle ajouta : « Enfin, ma chère Pauline, conseilleriez-vous à votre impératrice Elisabeth de sortir en jupes courtes ? — Oh ! répliqua insolemment, quoiqu'en *a parte*, Mme de Metternich, ce n'est pas la même chose ; mon Impératrice à moi n'est pas Mlle de Montijo ! »

L'Empereur, d'ailleurs, n'était pas dupe de la sympathie plus ou moins affectée de ces exotiques qui encombraient son antichambre et ses salons, et auxquels l'intimité des Tuileries était livrée malgré lui. Il eut une fois, à ce sujet, une explication assez vive avec l'Impératrice :

— Vous admettez dans la familiarité de votre vie, lui dit-il, un tas de gens qui ne nous veulent que peu de bien, qui sont ici autant d'espions. Nigra, Metternich et tant d'autres, ne vous font la cour que pour mieux surprendre vos secrets. Soyez certaine que chacune de vos paroles est répétée à Vienne ou à Turin.

Les évènements ont donné raison à ce discours.

L'Empereur était en lutte fréquente avec sa compagne, dans l'allure générale de sa vie de souveraine, et il ne put jamais lui imposer une ligne de conduite efficace.

L'Impératrice s'engouait des gens et se détachait d'eux avec une égale facilité ; elle se laissait parfois dominer par des amitiés peu dignes. Encore une anecdote :

Parmi ses confidentes se trouvait une ancienne femme de chambre espagnole appelée Pépa, qui monta peu à peu en grade et devint dame d'honneur. On n'imagine pas l'affection que lui témoignait l'Impératrice.

Un jour, Pépa distingue dans la Cour des Tuileries un sous-officier des Cent-Gardes, un homme superbe nommé Pollet, et manifeste le désir de l'épouser. Aussitôt le maréchal des logis Pollet est nommé sous-lieutenant, puis lieutenant, puis capitaine, puis chef d'escadron, puis colonel... Absolument comme le brigadier Fritz dans la *Grande-Duchesse de Gérolstein !* Pépa, devenue la colonnelle Pollet, implore de sa maîtresse la grâce d'être invitée aux fêtes des Tuileries, et celle-ci a la faiblesse d'y consentir ! Elle aborde un des plus graves fonctionnaires de l'Etat :

— Monsieur de... j'attends un service de vous : ma pauvre Pépa viendra au bal des Tuileries ce soir, et je réclame, pour elle, votre bras à son entrée dans les salons.

M. de... crut entendre mal et fit répéter la phrase. Alors, s'inclinant, il répondit :

— Je regrette fort, madame, de ne pouvoir offrir mon bras, ce soir, à Mme Pollet ; mais ma mère étant indisposée, je dois me rendre auprès d'elle. Je prie même Sa Majesté d'excuser mon absence à son bal.

La souveraine ne répliqua rien. Mais elle ne se découragea pas dans la recherche d'un cavalier pour son ex-caméristе et, le soir, en effet, celle-ci traversait les Tuileries, escortée par le général Rollin.

L'incident semblait terminé à la satisfaction des deux femmes lorsque soudain l'Impératrice aperçut M. de... qui causait au milieu d'un groupe. Elle le fit appeler et, quand il fut devant elle, elle lui dit, moitié railleuse, moitié courroucée :

— Madame votre mère est donc guérie, depuis cette après-midi, monsieur ?

M. de..., très froid, répliqua simplement :

— Ma mère, sans être guérie, est beaucoup mieux, madame, et je rends grâce au ciel de m'avoir préservé d'un chagrin.

La souveraine comprit, se pinça les lèvres et bouda pendant une semaine son familier.

Les débuts du règne furent marqués par une étrange épidémie morale ; le mot n'est pas excessif. Louis XVI et Marie-Antoinette avaient eu le magicien italien Cagliostro ;

Napoléon III et Eugénie eurent un évocateur d'esprits, l'Américain ou plus probablement l'Allemand Home.

Ce singulier personnage avait porté à sa plus haute puissance le mouvement qui, de 1853 à 1860, détourna toutes les attentions vers les tables tournantes et parlantes, à tel point que l'épiscopat crut devoir interdire ces consultations étranges. L'Empire, lui, les avait vues d'un œil complaisant ; elles étaient un excellent dérivatif aux ressentiments suscités par le coup d'Etat.

Home eut promptement ses entrées aux Tuileries. On racontait de lui des choses surprenantes, étourdissantes. On a prétendu qu'il était l'agent secret d'un Cabinet étranger, et qu'il cherchait à pénétrer d'autres mystères que ceux du monde surnaturel. Un soir, en 1858, il eut l'audace de faire tracer par le crayon mystérieux cette phrase caractéristique : « L'Empereur doit déclarer la guerre et délivrer l'Italie. » Quoi qu'il en soit, son charlatanisme non encore expliqué s'imposa à un Empereur dont l'Europe proclamait alors la sagesse, et à une souveraine, à une Cour dont l'esprit était proverbial.

Les femmes qui entouraient l'Impératrice « communiaient en Home », selon l'expression d'un ministre d'alors. C'était à qui se l'arracherait, à qui l'exhiberait dans ses soirées. Elles ne pensaient, ne parlaient, n'agissaient plus que par lui, et cet engouement devint tellement apparent et suspect, que le public ne l'ignora pas et que la presse française, ainsi que la presse étrangère, s'en occupèrent et le commentèrent sévèrement.

L'Empereur regardait, calme, attentif et silencieux. Lui-même, un soir que Home avait fait toucher par une dame qui demandait à serrer la main de son père, une main froide et humide dont le contact fit évanouir cette dame, lui-même avoua avoir senti une étreinte sur son épaule et comme un souffle lui passer sur le visage.

L'Impératrice, qui menait cette belle folie, fut vivement critiquée et, comme les choses menaçaient de prendre une

tournure peu digne pour elle et pour ceux qui supportaient ce scandale, des hommes d'Etat s'en vinrent trouver l'Empereur et lui firent part de leur mécontentement.

L'Empereur eût pu leur répondre, comme il faisait souvent, quand ils lui rapportaient quelque singularité de sa compagne, en levant les bras au ciel et en souriant énigmatiquement.

Mais, dans cette circonstance, il les écouta mieux et, prenant résolument en considération leurs doléances, il fit droit à leur requête. Home, sur un ordre secret, dut quitter la France où il ne revint jamais plus. Et avec lui disparut l'enchantement, le vertige mystique qui s'était emparé de la partie féminine de la Cour et qui, s'il eût duré, n'aurait point manqué de donner aux réunions des Tuileries et des principaux salons de l'époque l'aspect d'assemblées de convulsionnaires.

Sur la fin du règne, ce fut la présence de Térésa, la diva des cafés concerts, qui attesta que la vulgarité des goûts s'associait aux Tuileries avec les situations les plus distinguées.

On y mit aussi à la mode un nouveau genre de divertissements dont les charades costumées furent l'origine. Ces dernières étaient fréquentes dans les soirées de la Cour ; on en vit d'exécutées avec tant de vérité que les spectateurs en sollicitèrent la fixation et réclamèrent, en quelque sorte, un point d'orgue pour admirer un instant de plus, immobiles, les acteurs de telle ou telle scène.

« C'est un tableau vivant ! » Ce cri d'admiration donna naissance au genre. On oublia l'exercice d'ingéniosité attaché aux devinettes pour ne s'occuper que de l'exhibition plastique. Dès lors ce fut une fureur pour obtenir, aux Tuileries ou à Compiègne, un de ces rôles si bien dénommés muets. Leur mutisme même fut la principale cause du succès qu'ils obtinrent. Le talent d'acteur n'est pas donné à tout le monde ; le tableau vivant réclame surtout de belles formes, de l'expression, du goût ; il fut une compensation pour beau-

coup de jolies personnes qui n'avaient que ces dernières qualités.

Les petits jeux et les représentations théâtrales qui se donnaient à Fontainebleau, à Biarritz, à Compiègne surtout, étaient fort admirés, ou décriés, suivant qu'on y était invité ou non. Là brillaient les savants, les beaux esprits, les écrivains ralliés au régime ; tous charmants, mais tous d'ordre secondaire : Edmond About, Mérimée, Octave Feuillet, Jules Sandeau, Gustave Flaubert, l'architecte Viollet-Leduc, Sainte-Beuve ; encore ces derniers pouvaient-ils bien être comptés au nombre des ralliés ? Après la guerre d'Italie, lorsque la politique impériale s'était heurtée aux catholiques, Sainte-Beuve avait répudié avec éclat ses anciennes croyances et pris parti pour Victor-Emmanuel et il fut le premier qui parla de la « lèpre cléricale ». La récompense fut un siège au Sénat, obtenu en avril 1865, non sans difficulté, mais sur la garantie de la princesse Mathilde, sœur du prince Napoléon. L'orgueil de Sainte-Beuve avait été blessé de ces hésitations ; un éloge même de l'Empereur lui avait été cruel ; ne lui avait-il pas dit qu'il « le lisait avec intérêt au *Moniteur* », alors que depuis trois ans l'irascible critique écrivait au *Constitutionnel* ?[1]

---

[1] A peine nommé, Sainte-Beuve prit une attitude indépendante, bientôt même hostile, se faisant au Sénat « l'avocat de l'athéisme », donnant au prince Napoléon un dîner gras le jour du Vendredi-Saint, et finissant en 1869 par passer au *Temps*, journal d'opposition, ce qui fit grand scandale dans les régions officielles et le brouilla avec la princesse Mathilde.

Admirable talent, mais caractère bien méprisable que Sainte-Beuve ! L'habileté eut consisté à faire de lui éternellement un sénateur.. en expectative. Les sollicitations incessantes du Palais-Royal ne le permirent pas et à peine en possession des avantages positifs qu'assurait une haute situation officielle qu'il ne pouvait songer à dépasser, il chercha à les compléter par les agréments de la popularité qu'assure l'opposition.

Axiôme : On s'attache les hommes par l'espérance du bien qu'on leur fait attendre, non par le souvenir de celui qu'on leur a fait. Mettre le comble à leur gratitude, c'est exposer les trois quarts d'entr'eux à n'en avoir aucune.

Le premier dîner de Vendredi-Saint chez Sainte-Beuve n'avait pas eu d'abord, paraît-il, le caractère d'une bravade intentionnelle ; c'était une simple inadvertance dans le choix d'un jour auquel on avait dû se tenir ensuite, en raison des convenances du prince. Sainte-Beuve l'affirma au Président du Sénat.

Mais ensuite ?...

Les illustrations principales de l'époque, Lamartine, Lacordaire, Thiers, Guizot, Berryer, Louis Veuillot, Alexandre Dumas, Balzac, brillaient à la Cour à la façon de Hugo et de Mgr Dupanloup : par leur absence.

Les beaux jours des Tuileries et de Compiègne revivent dans la correspondance d'Octave Feuillet. Rien ne vaut, pour les peindre, les traits spontanés, colorés, tombés de la plume d'un ami mêlé à ce qu'il raconte au jour le jour. Citons quelques-unes de ces lettres. Elles sont adressées à Mme Octave Feuillet :

Paris, 1862.

CHÈRE PETITE,

J'ai passé, hier, aux Tuileries une aimable soirée. A sept heures et demie, je débarquais sous le pavillon de l'Horloge, grelottant dans mes bas de soie. J'ai toujours froid. Je monte l'escalier de gauche et je fais mon entrée à la suite de deux dames d'une belle laideur ; je salue la princesse d'Essling, ornée d'un toquet de velours à panache blanc. Il y avait un petit nombre de dames et de généraux. Sandeau et sa femme, à ma grande joie, sont arrivés peu de moments après moi et m'ont tiré de mon isolement. Vers huit heures, on annonce l'Empereur, puis l'Impératrice, suivie pas à pas par le prince impérial, digne et charmant. L'Empereur vient jusqu'à moi et me donne la main : « Je ne vous ai pas dit bonsoir », et il gagne la porte en se dandinant. L'Impératrice parcourait alors le front de notre ligne, s'inclinant par intervalle. Elle avait un diadème et un peigne en diamants d'où s'échappait un chignon à la Grecque.

Elle était éblouissante et fulgurante, vêtue d'un satin argenté et pareille à Diane, sœur du soleil.

On va dîner. La musique des Guides joue le *Barbier*. Je me place entre Sandeau et un chambellan aimable et gai. Il a pour voisin, de l'autre côté, un monsieur qui l'intrigue beaucoup. Il croit le reconnaître pour je ne sais quel loup de mer, et il l'appelle amiral pendant la moitié du dîner. Pendant l'autre moitié, il se rabat et il l'appelle docteur, ce qui m'amuse.

On sort de table à neuf heures. Je cause avec Mme Sandeau de la beauté de l'Impératrice ; cette souveraine vient à moi avec sa

---

A ses funérailles, en octobre 1869, aucun prêtre, aucune députation officielle, Les meneurs du quartier latin hésitèrent à se joindre au convoi. Il était sénateur, objectèrent les uns. Oh ! si peu, répliquèrent les autres. Cette dernière réflexion les décida.

marche de déesse sur les nues (Saint-Simon). Elle me parle de toi, ma chérie, de ta santé, avec une bonté exquise et détaillée. Elle me parle de Jacques : « Pourquoi ne me l'amenez-vous pas ? Il jouerait avec mon fils. — Si Votre Majesté le permet. — Certainement, c'est la génération de mon fils, il faut qu'ils apprennent à se connaître, à s'aimer. » Puis une longue conversation avec Sandeau et moi sur l'âge terrible des garçons, qu'elle appréhende déjà pour le sien, avec mille réflexions pleines de sens et d'esprit, car elle a de l'un et de l'autre à merveille. Elle nous quitte un moment, puis revient. — « Voulez-vous voir mon cabinet de travail ? Mme de Labédoyère va vous le montrer. »

Le cabinet particulier de l'Impératrice se compose de deux pièces réunies par une espèce d'arcade ; cela est un pur rêve, un nid de fée, de reine, d'oiseau bleu. Des tableaux, des fleurs, des merveilles d'art, des petits coins, des niches, des retraites, des grottes cachées dans des draperies, derrière des paravents de verdure et de fleurs, avec des lampes dans le feuillage. Partout en grand et en petit, sous toutes les formes, des portraits de la pauvre duchesse d'Albe, quelques-uns de la main de l'Impératrice. Une armoire-étagère où la marquise de Labédoyère me fait remarquer le chapeau de l'Empereur crevassé par la machine infernale de l'Opéra.

Je songeais à me retirer, déjà enchanté de ma soirée, quand l'Impératrice se lève, m'appelle et s'asseoit un peu à l'écart. « Comment trouvez-vous mon cabinet ? Vous avez vu les portraits de ma sœur, les trouvez-vous ressemblants ? Elle vous aimait. Elle m'avait laissé son album pour vous l'envoyer. Elle était si gaie à Compiègne, vous souvenez-vous ? » Tout cela avec un ton de mélancolie douce et un air d'intimité qui me touchaient profondément.

Puis elle revenait à toi, à nos chagrins, à ton état nerveux et à ton voyage de Nice. Elle me parlait de son voyage en Ecosse qu'elle comparait au tien. Elle me disait les impressions de sa douleur, ses révoltes, ses apaisements, et cela avec une élévation de pensées et de langage dont j'étais vraiment surpris. Bref, pendant plus de vingt minutes, elle m'a tenu sous le charme de sa parole, de sa beauté, de sa couronne. Tout à coup, elle s'est levée, me couvrant des feux de ses diamants comme si elle avait secoué une pluie d'étoiles ; elle m'a salué doucement, puis elle s'est retournée vers le public, a fait sa grande révérence et s'est retirée aussitôt.

Pour compléter cette bonne journée, Sandeau m'a appris que je pouvais compter à l'Académie sur quelques voix dont j'avais absolument désespéré.

Là-dessus, je t'envoie mon cœur.

Octave.

Fontainebleau, 1868.

Chère Enfant,

Hier, après t'avoir écrit, j'ai reçu la visite de Morio et de Marnézia. Ces messieurs m'ont entraîné dans le jardin anglais qui entoure l'étang et qui est le jardin particulier de Leurs Majestés. En sortant du salon chinois qui y mène, nous avons trouvé l'Empereur installé sur une pelouse et surveillant ses puits artésiens, dont l'application sera très utile aux armées en campagne. L'Empereur était assis dans un fauteuil de jardin, avec un chapeau rond, couleur d'amadou et une plume de je ne sais quel gibier passée dans le cordon. J'ai goûté de l'eau d'une des sources qui était fortement sulfureuse et je lui ai dit : « Cela doit être bien salutaire, Sire, car c'est bien mauvais. »

Puis, nous avons fait le tour de l'étang : c'est là que la tradition place la scène d'Henri IV relevant Sully : « On croirait que je vous pardonne. » Là, comme partout, des arbres gigantesques, à l'abri desquels les dames lisent et travaillent.

Point d'Impératrice au dîner d'hier. Elle souffre d'un gros rhume. Je me suis trouvé à table en face de l'Empereur, qui était en belle humeur. Il nous a conté le menu d'un dîner fait par Dumas et dans lequel figure une pieuvre rôtie. Le Prince impérial, qui était près de son père, s'est mêlé à la conversation et, se penchant tout à coup vers moi : « Monsieur Feuillet, dit-on des combats navals ou des combats navaux? — Autant que possible, ni l'un ni l'autre, monseigneur » ; et l'Empereur de rire de son bon rire d'enfant qui lui faisait sauter les épaules.

Comme on prenait le café, l'Empereur m'a appelé. — « Vous m'avez envoyé les mémoires de Pontis qui m'amusent beaucoup. — J'en suis enchanté, Sire. — Je voudrais placer ce livre-là dans les bibliothèques militaires. Ce Pontis était un brave officier. Il a même de petites ruses de guerre qui seraient encore bonnes aujourd'hui »; me parlant de Pontis, l'Empereur prenait un œil affectueux et caressant. Il m'a encore entretenu longuement d'un ouvrage de M. Champollion sur Fontainebleau et qui lui paraît excellent. Il a paru s'intéresser à quelques détails historiques que j'ai pu lui donner sur les fêtes de Louis XIV avec Henriette d'Angleterre et Mlle de La Vallière à Saint-Germain, Chambord et Versailles, et comme je lui parlais d'un vieux livre d'estampes qui reproduisait l'état des résidences royales sous le grand Roi, il m'a prié de le lui porter aujourd'hui.

J'étais au fumoir, en train de causer avec de Piennes, quand on est venu nous chercher pour jouer aux petits papiers. L'Empereur et le prince étaient déjà installés dans le second salon devant une table chargée de canifs et de crayons. Chacun avait pris place, les uns directement devant la table, les mystérieux en arrière. — Madame de Sancy, dit l'Empereur, venez vous mettre à côté de

moi. — Sire, je n'osais pas, dit Mme de Sancy, en quittant vivement la place qu'elle occupait près de ton mari.

— Tout le monde, reprend l'Empereur, se met à côté de M. Feuillet et on m'abandonne ! Puis il écrit ses questions en tirant sa moustache. Il y a eu de très jolies réponses de lui et des autres. Chaque fois que la réponse était un peu remarquable, le prince criait : Monsieur Feuillet ! et le public se tournait vers moi d'un air congratulateur ; mais chaque fois, c'était une erreur, car mes réponses étaient de la dernière insignifiance. On a joué aussi à la dictée. C'était M. de Montbrun qui dictait des mots impossibles. Chacun écrivait en se torturant l'esprit. L'Empereur a fait onze fautes. Moi, je ne sais combien j'ai pu en faire. C'est Mme de Sancy qui a remporté la victoire.

Après quoi, on est entré dans le salon chinois pour prendre le thé. Les curiosités sont magnifiques, pagodes d'or et d'émail, idoles énormes, vases gigantesques étincelant à la lueur des lustres et des girandoles.

Pendant qu'on était en train de savourer son thé, on a reçu la nouvelle de l'élection du Jura, qui est détestable. L'avocat Grévy, candidat républicain, nommé par 22.000 voix contre 11.000, remplace M. de Toulongeon, attaché à la personne de l'Empereur. Il y a là un symptôme inquiétant. Le gentil petit prince ne se préoccupe guère de tout cela et trouve la vie superbe. Je la trouverai superbe aussi quand je te reverrai.

OCTAVE.

Fontainebleau, 1868.

MA BIEN CHÈRE ENFANT,

Comme je passais cette après-midi dans la cour de la Fontaine, j'ai vu un groupe de messieurs dont quelques-uns me semblaient jouer au bouchon. J'ai reconnu l'Empereur dans le groupe. Je me suis esquivé, mais j'ai trouvé Sa Majesté deux minutes plus tard auprès de ses puits et de ses pompes qui paraissent l'intéresser beaucoup. Il y avait huit pompes à la file l'une de l'autre. L'Empereur s'est mis à pomper. L'Impératrice de même et tout l'entourage également, essayant de remplir le bassin qui est au-dessous. J'ai pompé comme les autres et j'avais du mérite, car je commençais un rhume et ces pompes bavaient fort. On pompait sur ses mains, sur ses pieds, sur son rhume, n'importe, on pompait toujours ; voilà les pompes de la Cour.

Je crois que cet exercice a mis l'Empereur en retard pour le dîner, aussi a-t-il été forcé de payer l'amende, comme cela se passe habituellement au château pour ceux qui manquent d'exactitude. L'amende est de cinquante centimes. Quand l'Impératrice est en retard, elle arrive avec sa pièce de dix sous dans un petit papier

qu'elle remet en entrant au général Lepic. Elle fait cela avec un grand sérieux, comme si elle accomplissait un devoir.

La soirée s'est terminée par une loterie en l'honneur des Aguado qui avaient passé la journée au palais. L'Empereur était allé lui-même acheter les lots. Il y en avait bien pour six à sept cents francs. C'était l'Empereur qui appelait les numéros d'une voix grave. Je n'ai gagné qu'un affreux porte-plume ; il y avait pourtant de jolis bibelots que j'enviais pour toi.

Nous avons fait hier vers quatre heures une nouvelle expédition aux Rochers. Elle a été fort rude et l'Impératrice y a laissé les derniers lambeaux de sa robe puce. Le prince était de la partie. Il est intrépide, très leste et très fort sur la gymnastique.

L'Impératrice avait réglé l'ordre de la marche. Corvisart en tête à cause de son talent pour découvrir les obstacles impossibles, Marie d'Albe ensuite comme la plus invincible des grimpeuses, puis le prince, puis moi et l'Impératrice. Le Prince a pour officier d'ordonnance en ce moment M. d'Espeuilles, beau garçon sympathique, franc, les cheveux en brosse, une belle tête militaire. Rien de plus amusant que de le voir avec son impérial baby. Il est impossible d'avoir l'air moins nourrice que M. d'Espeuilles, et ses soins pour son Prince, mêlés de rondeur, d'embarras et de délicatesse ont quelque chose de comique et de touchant.

L'Impératrice m'a paru un peu souffrante, et je crois qu'elle s'est trouvée à moitié mal sur le sommet des rochers. Elle s'est assise longtemps, silencieuse et l'œil vaguement fixé sur la ceinture sombre de la forêt. Mais elle ne se plaint jamais et on est forcé de deviner qu'elle souffre...

Fontainebleau, 1868.

Du cabinet de Diane (Signe de santé.)

Je dis signe de santé, parce que pour t'écrire du cabinet de Diane il faut que je me sois levé de bonne heure ; mais ce n'est pas du tout la faute de l'Impératrice si je jouis ce matin d'une santé de colibri. (Pourquoi de colibri) ?

Notre dernière excursion dans les rochers avait laissé çà et là des foulures et des courbatures, qui faisaient généralement désirer l'ajournement de toute fête analogue. Mais l'Impératrice, sollicitée par ses jeunes nièces, a résolu qu'on recommencerait cette expédition. Il avait plu tout le matin et le ciel, quand on s'est mis en voiture, était horriblement menaçant. N'importe. Sa Majesté Impériale ne recule devant rien. Elle jette même un regard tragique à ceux qui ont l'air de regretter que les voitures ne soient pas couvertes. On part. J'étais sur le premier banc de la seconde voiture, chargé de tourner la mécanique, et à côté de Mmes Redel et Le Breton. Derrière nous étaient Mlles d'Albe et Mlle de Larminat. Il faut te dire que

Nigra, l'ambassadeur d'Italie, était de la partie et qu'on attendait le soir à dîner l'ambassadeur d'Angleterre et le ministre des affaires étrangères, lord Stanley, et que le dîner était fixé à sept heures moins le quart. Le ciel devenait de plus en plus noir et la promenade en voiture ayant déjà plus d'une heure, nous commencions à nous flatter que l'Impératrice, occupée de sa conversation avec Nigra, avait oublié les rochers, d'autant plus que le temps nécessaire pour une escalade semblait maintenant nous manquer. Comme nous nous abandonnions à ces illusions, la pluie commence à tomber fort dru. Nous ouvrons les grands parapluies qui sont à poste fixe dans les courroies des voitures et nous voilà assez heureux. Bientôt le char à bancs de l'Impératrice s'arrête sous un gros arbre pour se mettre à l'abri. « — Croyez-vous, crie l'Impératrice, qu'il y en ait pour longtemps ? » On hoche la tête pour dire que cela paraît bien pris. Mme Le Breton tire sa montre et dit timidement : « — Je ferai observer à Votre Majesté qu'il est cinq heures, que nous avons mis une heure à venir et que le dîner est pour sept heures moins le quart. » Sur quoi l'Impératrice descend de voiture : « — Alors, nous n'avons pas de temps à perdre, mettons-nous en marche. » Et l'on se met en marche vers les rochers voisins, en regardant la pauvre Mme Le Breton qui n'a fait que hâter la catastrophe. Il pleut à verse. Les parapluies restent dans les voitures et l'escalade commence à travers les rochers ruisselants, les hautes herbes et les broussailles imprégnées de pluie. En quelques minutes, les robes, les habits n'ont plus figure humaine. Les chapeaux sont changés en gouttière, les bottines en galoches fangeuses, les gants en marmelade. On grimpe toujours. L'ambassadeur d'Italie suit gravement avec son beau chapeau noir lustré et défoncé par la pluie.

Cette pluie n'empêche pas la chaleur qui est accablante, et la sueur tombe de nos fronts avec l'eau du ciel. Je nageais dans mes bottines et, tout en prêtant la main à cette belle Impératrice, j'étais un peu tenté de ne pas la trouver aussi belle qu'à l'ordinaire.

Trois quarts d'heure de cette course folle, et juge dans quel état nous sommes revenus aux chars à bancs. On retourne les coussins changés en cuvettes, on s'enveloppe tout fumants dans les gros paletots d'hiver et on rentre au palais vers sept heures pour se mettre en grande toilette en l'honneur des Anglais.

J'ai pris mon temps, je t'assure, et il en fallait pour ôter mes vêtements collants et mes chaussures recroquevillées. Je me suis frotté des pieds à la tête comme si je sortais de ma douche et je suis rentré dans les salons illuminés. Sa Majesté est arrivée bientôt après, souriante et éblouissante en traîne et en diamants. Elle était à table entre lord Stanley, qui est un vigoureux milord blond, et lord Lyons, ambassadeur. Ces deux seigneurs paraissaient absolument sous le charme de Sa Majesté.

Un incident pénible a terminé la soirée. Corvisart a reçu de Saint-Cloud une dépêche qui le mandait en toute hâte auprès de son fils qui venait de faire une chute de cheval et s'était grièvement blessé. On mandait aussi Nélaton qui avait dîné en qualité de sénateur nouvellement promu. Le pauvre Corvisart était fou de douleur.

Adieu, ma chère petite, je vis de tes lettres.

Octave.

Fontainebleau 1868.

Encore une lettre gaie et heureuse de mon aimable femme, après une matinée gaie et heureuse que j'aurais voulu lui faire partager.

Il s'agissait d'une jolie promenade et d'une bonne action ; tu étais donc doublement appelée à cette petite fête.

Je t'ai dit que l'Empereur m'avait donné 600 francs pour un vieux curé. Ce curé est le curé de Beuvron. Je suis allé lui porter les 600 francs, à travers la forêt. Il faisait un petit temps d'automne frais et vif. La route était solitaire. Au bas d'une longue côte, je me suis trouvé dans la Vallée aux Cerfs, où j'ai cru voir passer Bas de Cuir et sa longue carabine, au milieu des clairières sombres rayées pourtant de jets lumineux. Bientôt j'ai aperçu le village noyé dans des pampres, la vieille église infirme et son presbytère à moitié ruiné. Le curé a reçu le don impérial en pleurant sur mes mains. « — Ah ! monsieur, disait-il, que l'Empereur est bon. Nous allons boire quelque chose à sa santé, n'est-ce pas, monsieur ? » J'ai consenti seulement à visiter son jardin et ses treilles de chasselas qui sont magnifiques. Il m'a donné un panier de raisins que j'offrirai aux Polignac....

Avant-hier les causeries se sont prolongées longtemps après minuit.

L'Impératrice était aimable, rieuse, charmante. Elle disait cependant : « — Je suis triste, c'est l'automne, car nous voilà en automne ! Je suis triste ! » Mais elle était gaie. Elle avait rencontré dans l'escalier, en venant dîner, un Monsieur qui s'était rangé en lui disant galamment : « Passez, mademoiselle ! » Puis, quand mademoiselle a passé, le monsieur galant a reconnu l'Impératrice et il court encore, disait-elle. Puis, elle répétait : « Passez, mademoiselle ! » en prenant un ton doux et avec une petite révérence.

Avant la causerie, nous avions fait une promenade en voiture avec postillons poudrés. Il y avait trois voitures. Dans la première, attelée de six chevaux, piaffant comme des diables : l'Empereur et l'Impératrice. Dans la seconde, Morio, Marnézia, Mlle Marion, Mme de Sancy et ton serviteur. Les petites d'Albe dans la troisième. Tout cela s'est ébranlé à grand bruit sur le pavé et sous les voûtes sonores. On franchit la grille. On bat aux champs et nous filons au grand trot le long de la treille célèbre. Nous sommes dans la campagne longeant les lisières de la forêt et des parcs, quelquefois traversant

de petits villages blancs. Les habitants accourent sur les portes, agitent leurs chapeaux et crient : « Vive l'Empereur !... »

Hier, l'Impératrice a organisé un feu d'artifice sur l'étang et sous les bosquets qui font face au salon chinois. Toute la population de la ville avait été conviée et il était même venu beaucoup de monde de Paris. Les cours, les parterres, les terrasses, les avenues qui bordent l'étang ont été envahis par une foule immense aussitôt que Leurs Majestés et leurs convives ont eu traversé la cour de la Fontaine pour se renfermer dans l'enceinte du jardin anglais. L'Impératrice, appuyée sur la balustrade qui sépare le jardin de la cour, a fait gaiement la conversation avec la population enchantée et elle a entrepris en particulier un petit garçon de la plus humble condition, qui était ahuri de tant d'honneur.

Des cris tumultueux de vive l'Empereur nous ont fait retourner. C'était le collège de Melun qui venait d'être admis tout entier dans le jardin réservé. L'Empereur lui-même a arrangé cette masse d'enfants, petits et grands, et les a fait asseoir sur le talus gazonné de l'étang, devant les salons. Puis la nuit étant tout à fait tombée, on a vu l'Empereur sortir de son cabinet avec une flamme bleue dans la main et un immense cri de : « Vive l'Empereur ! » est parti de toute cette foule perdue dans les ténèbres. Il s'est approché d'un poteau et a mis le feu à la fusée de signal qui s'est élevée majestueusement au-dessus des arbres. Au même instant tout le parc s'est illuminé de feux rouges, bleus, jaunes, argentés et des jets de feu, des cascades étincelantes ont jailli du sein même de l'onde, tout cela retombant en pluie d'or et de pierreries comme ces arbres fantastiques qu'on voit sur les laques du Japon. C'était vraiment le pays de la féerie. Des feux de Bengale brûlaient sans interruption dans les profondeurs des bosquets et y ouvraient des grottes enchantées, des perspectives aériennes. On y voyait passer sur l'étang, dans cette poussière de feu et dans ces nuages d'or, les petites barques des artificiers, habillés de blanc, pareils à des Génies. Les cygnes effarés apparaissaient comme de gros flocons neigeux, et toujours, sans intervalles, les explosions retombant en pluie d'étincelles, en laves bleuâtres, en cendres lumineuses.

L'Impératrice se détachait sur ce fond d'apothéose comme dans son élément. Elle était muette de plaisir, disant seulement à demi-voix : « On dirait les tableaux de Gustave Doré. » Un bouquet idéal a terminé ce spectacle vraiment royal, puis, tout de suite, un bruit de fanfare a éclaté et une légion de fantômes à cheval portant des torches a défilé dans l'avenue de Maintenon, se dirigeant vers le palais. C'était le régiment des dragons de l'Impératrice qui lui faisait la surprise d'une retraite aux flambeaux.

On s'est transporté aussitôt à travers les salons et les escaliers sur le haut du grand perron en fer à cheval. Les cavaliers armés

chacun d'une torche, la musique au milieu, ont débouché sous les voûtes et sont venus se ranger dans l'immense cour des adieux. Ils ont exécuté là une sorte de carrousel, pendant que les trompes de la vénerie et les fanfares du régiment jouaient alternativement. C'était étrange et superbe. Ces chevaux, ces lumières, ces casques se mêlant comme dans un tournoi donnaient l'illusion, avec le cadre de ce vieux palais, des fêtes magnifiques du temps des Valois.

Une belle soirée enfin et qui n'a eu pour moi qu'un point noir, c'était ton absence. Octave FEUILLET.

En un mot, ce qu'on peut reprocher à cette cour, ce n'est pas tant d'avoir manqué de vertu que d'avoir manqué de grandeur et de majesté. On s'amusait un peu, dans les salons impériaux, comme on s'amuse dans l'hôtel d'un parvenu archimillionnaire. Le luxe qu'on y déployait sentait le clinquant, et la reine des fêtes y ressemblait moins à une souveraine qu'à une jolie bourgeoise enivrée de sa fortune.

Il ne faudrait cependant pas croire que le solennel ennui fût inconnu à la Cour. D'après la description qu'en fait M. Verly, fils du commandant des Cent-Gardes, le cérémonial des Tuileries ne ressemblait pas au sans-gêne de Compiègne :

Il y avait grand dîner au 31 décembre tous les ans. Quand cette date tombait un vendredi, le menu était maigre.

A sept heures on pénétrait dans le salon Louis XIV, qui précédait la galerie de Diane. On se retrouvait là après s'être perdus de vue depuis l'année précédente et on échangeait les politesses banales obligatoires. Lorsque tous les invités étaient arrivés, Leurs Majestés, prévenues, faisaient leur entrée. Chacun avait les regards fixés sur la porte communiquant aux appartements particuliers de l'Impératrice. Enfin les deux battants s'ouvraient.

L'Empereur, ayant à son bras l'Impératrice, s'arrêtait quelques secondes sur le seuil, le temps de saluer et d'être salué de tous les assistants. Puis, quittant le bras de l'Empereur, la Souveraine allait ordinairement à M. Achille Fould ou à M. Rouher. L'Empereur disait un mot à une dame ou deux, les invités se divisaient des deux côtés du salon ; Leurs Majestés se retrouvaient à l'entrée de la galerie de Diane; on la traversait, chaque dame au bras du cavalier désigné, et l'on pénétrait dans la salle du couvert.

Les dîners des Tuileries étaient superbement ordonnés ; les mets soignés : le seul reproche à leur faire, c'est que les menus brillaient quelque peu par la monotonie. Du reste, Leurs Majestés ne paraissaient guère attacher d'importance aux plats qui se succédaient sur

la table. Le dîner ne durait jamais plus de trente-cinq minutes. Le café se servait dans le salon de Diane... et pendant une bonne heure et demie on y restait debout, chacun causant avec ses voisins ; en réalité on piétinait sur place.

Leurs Majestés faisaient en sens inverse le tour du salon, s'arrêtant devant chaque invité, disant un mot aimable. Les privilégiés du jour bénéficiaient d'une phrase au lieu d'un mot... L'Impératrice, en arrivant devant M. Rouher, causait ordinairement avec celui qu'on a si justement appelé le vice-empereur. Elle faisait signe aux dames de s'asseoir, puis, la causerie finie, les dames se levaient et elle continuait sa promenade... Vers dix heures Leurs Majestés rentraient dans leurs appartements... Elles n'avaient pas plutôt disparu, que c'était chez tous les assistants un « Ah ! » de soulagement discret, auquel succédait presque aussitôt une défilade générale ; on eut dit des écoliers prenant leur volée à l'heure de la récréation.

Le lendemain, 1er janvier, avaient lieu aux Tuileries, le matin la messe, puis à une heure la réception du corps diplomatique, etc... et, le soir, à 9 heures, celle des dames.

Leurs Majestés étaient debout devant le trône, entourées de la famille impériale et des grands officiers de la couronne. Dans le bout de la salle, en face du trône, une masse compacte d'hommes d'Etat et d'officiers. Sur le côté droit, dans un grand salon, les dames en manteau de cour, une aigrette de plumes dans la coiffure.

Les portes s'ouvraient sur un signe du maître des cérémonies et le défilé commençait.

Les dames s'avançaient une à une. Première révérence en entrant dans la salle du trône ; seconde révérence devant l'Impératrice ; troisième révérence devant l'Empereur ; enfin, en arrivant à la porte, quatrième et dernière révérence.

Le coup d'œil du salon de sortie était des plus curieux. Chaque dame, en y pénétrant, reprenait vivement de la main droite l'immense queue traînante de sa robe, la jetait sur son bras ou s'en couvrait les épaules; elle faisait aussitôt avancer sa voiture et se sauvait en disant à ses voisines : « Ouf ! à l'année prochaine ! [1] »

En apparence le couple impérial restait des plus unis. On rencontrait souvent Leurs Majestés se promenant aux Champs-Elysées, bras dessus, bras dessous, comme de simples particuliers. Néanmoins l'Empereur n'était point sans donner à sa compagne de fréquents sujets de plainte, tellement qu'elle fit une fugue de dépit en Ecosse [2], et une

---

[1] *De Notre-Dame au Zululand*, par Albert Verly.

[2] C'est le voyage dont il est parlé dans la première lettre d'Octave Feuillet.

autre à une toute petite station balnéaire allemande, où nous avons dit que le vieux roi de Prusse vint galamment et paternellement la consoler.

Les souverains tiennent avant tout à la fidélité de leurs serviteurs : néanmoins, par un contresens auquel bien peu échappent, ils négligent de leur donner l'exemple. Jeune, Louis-Napoléon fut longtemps captivé par une Anglaise, miss Howard. Il la créa comtesse, acheta pour elle la terre de Bellegarde, à Versailles, et fit des prodigalités excessives, si l'on en croit les notes trouvées aux Tuileries, dans le cabinet de l'Empereur, au 4 septembre[1]. Plus tard, il se livra à d'autres aventures. On a beaucoup parlé de la belle comtesse de Castiglione, entremetteuse de la politique de M. de Cavour, et d'une actrice nommée Marguerite Bellanger, dans l'intrigue de laquelle se serait compromis un magistrat, M. Devienne, qui fut récompensé de sa complaisance par les hautes fonctions de président de la Cour de cassation. Mais les lettres qu'on a fait courir à ce sujet comme ayant été trouvées dans les papiers secrets de l'Empereur sont à bon droit suspectes ; rien n'en garantit l'authenticité. Ces fameux papiers du 4 septembre, des adversaires politiques irréconciliables, et généralement peu scrupuleux, ont bien pu en grossir le stock ou en dénaturer le texte.

Napoléon III, quoique ne pouvant se dissimuler ses torts, se montrait parfois très maussade à la suite des justes reproches de l'Impératrice. Il disait un jour à M. de Nieuwerkerke, surintendant des beaux-arts, en lui montrant la

---

[1] Entre autres celle-ci :

Note des sommes payées à Miss Howard depuis le 4 mars 1854, jusqu'au 1er janvier 1856. — « J'ai donné :

	1.000.000	le 24 mars 1853, suivant reçu ;
	1.500.000	le 31 janvier 1854.
	1.414.000	en rente sur l'Etat.
	585.000	id.
	950.000	en paiement du mois.
Total...	5.449.000	

« Napoléon. »

Clytemnestre du Salon carré, au Louvre : « Voyez-vous, mon cher comte, les femmes, c'est l'idéal... en peinture ! »

L'avenir du jeune Prince impérial était, pour son père et pour sa mère, le sujet de trop justes préoccupations. Un incident rendu dramatique par les tendances de l'un et de l'autre à la superstition, remplit leurs âmes de sombres présages. L'Impératrice faisait exécuter pour la duchesse d'Albe, sa sœur, un tombeau en marbre. Aux quatre angles du monument, des anges veillaient sur la morte. Ils étaient représentés par les enfants de la duchesse et le Prince impérial. Or il arriva que la tête de l'ange, figurant le Prince, se détacha et roula sur le parquet. A cette vue l'Impératrice se recula et fut prise d'une crise nerveuse. L'Empereur se contint, mais il garda toujours le souvenir de cette scène. Il n'aimait pas qu'on la rappelât et, un jour qu'on en parlait devant lui et son fils, d'un geste instinctif il étendit son bras vers l'enfant, le ramena tendrement contre son cœur, comme pour le disputer à la mort, et ne reprit son calme qu'après avoir caressé longuement ses cheveux blonds.

Le jeune héritier de l'Empire était élevé assez virilement. Sa maison, bien plus restreinte que celle de ses parents, se composait d'un gouverneur, le général Frossard, qu'atteignirent bientôt de terribles revers ; d'un écuyer, le fidèle Bachon, et de quatre aides de camp dont deux, le commandant Charles Duperré et le lieutenant-colonel d'Espeuilles, ont parcouru une brillante carrière et sont devenus l'un général de division de cavalerie et commandant de corps d'armée, l'autre amiral. Pour précepteur, il avait un professeur de l'Université, M. Filon, agrégé des lettres.

L'Empereur, généralement, gâtait le jeune Prince. L'Impératrice, par contre, fut une mère sans défaillance. Elle affectait vis-à-vis de l'enfant une sévérité presque dure, mais salutaire dans un milieu amollissant.

Elle eut en cela bien du mérite, car il lui fallait lutter contre elle-même et contre tous. Un jour, aux Tuileries, à la suite de ses jeux le « petit Prince » passant devant le fac-

tionnaire de service, au bas du grand escalier, se permit en sa malicieuse gaieté de le tourner quelque peu en ridicule : — le pauvre diable n'osait remuer, confus, vexé, figé, bref faisant si triste mine que les assistants se tordaient.

Mais en haut, sur le palier, quelqu'un se tenait immobile, écoutant ; et quand le jeune prince eut franchi l'étage, toujours riant, toujours suivi de la troupe en gaîté, — tout à coup, levant les yeux, il resta comme pétrifié, lui et les autres. L'Impératrice était là, comme une apparition austère; droite, l'air plus que sévère...

Sans un mot, elle descendit, prit son fils par la main, et toujours à la muette, elle arrêta l'enfant devant le soldat, cette fois rouge et balbutiant. La main sur l'épaule de l'enfant, elle le fit plier, et à genoux, humblement s'excuser du chagrin involontaire qu'il venait de causer.

Ce fut une scène charmante en son auguste simplicité : le pauvre homme se précipita vers le Prince et tout pleurant le releva. Tout le monde était attendri. — L'Impératrice seule resta impassible.

Elle sut donc habituer le Prince au respect, au travail et le mettre en garde contre les mille séductions qui l'environnaient. Elle lui inculqua de tels sentiments d'honneur, de droiture, de piété éclairée, qu'elle fit de lui un homme, un homme de cœur et d'intelligence, dont la précoce disparition fut un deuil public aux yeux de tous ceux qui l'ont connu. Cependant, comme elle ne sut pas toujours avoir avec lui cet abandon maternel qui engendre non une irrespectueuse familiarité, mais la confiance et l'épanouissement, l'enfant resta triste et fut rarement heureux. Il avait l'âme fière et le cœur très aimant ; de là pour lui de fréquents mécomptes, aggravés encore, plus tard, par l'étroite dépendance et la gêne financière où le mit l'étrange testament paternel dont nous aurons à reparler. Ce fut ce qui le détermina à l'aventureuse et lointaine expédition dans laquelle il devait trouver la mort.

Une page d'un témoin, que nous avons cité déjà, achèvera

ce tableau de la famille impériale à la veille des catastrophes :

Le 16 mars 1870 réunit à la chapelle des Tuileries, la Maison et quelques invités. Le Prince accomplissait sa quatorzième année. Il entendit la messe avec un profond et remarquable recueillement.

Après la cérémonie, au lieu de rentrer dans leurs appartements, Leurs Majestés vinrent, avec une grande affabilité, dire quelques mots aimables à tous les assistants. L'Impératrice avait retrouvé son visage des jours riants ; elle pria toutes les dames de venir passer la soirée aux Tuileries, en ayant bien soin d'amener leurs enfants. N'était-il pas juste que le jour de naissance de Loulou, comme elle appelait encore le jeune Prince, fût aussi une fête pour tous ceux de son âge?

Le soir on joua des comédies, où Saint-Germain se surpassa, mais qui ne laissaient pas d'être d'un assez mauvais choix pour cet auditoire juvénile : *En wagon*, de Werconsin, et *Adélaïde et Verinousse*, du même auteur.

Ce fut une vraie « soirée bourgeoise », d'où la dignité et la correction étaient absentes ; le prestige du trône semblait affaibli ; et cependant on ne pouvait rien préciser, on ne pouvait mettre un nom ou un motif sur le sentiment pénible qui étreignait tous les esprits. On n'articulait aucune plainte sérieuse, mais on chargeait de tout cela le grand coupable, Emile Ollivier. On se disait tout bas : « La présence de cet homme près de l'Empereur est un grand malheur, sa place n'est pas aux Tuileries. On dirait toucher à un cataclysme !!! » Quant à l'Empereur, il n'était radieux que lorsqu'il s'entretenait avec son fils ; mais l'intimité entre eux était extrême, leur confiance réciproque excitait l'admiration.

Après le spectacle, on dansa dans le salon voisin. C'était joie de voir tous ces ravissants visages d'enfants, fillettes et garçons, courant de l'un à l'autre, embrassés au passage par les Dames du Palais, par l'Impératrice elle-même qui prenait les plus petits et les asseyait sur ses genoux en leur disant des gentillesses...

Il nous souvient que ce soir-là, pendant un entr'acte entre deux comédies, nous, les grands garçons, déjà de l'âge du Prince, nous nous trouvions groupés dans une embrasure de fenêtre sur la droite ; nous étions là, Conneau, Fleury, de Bourgoing, Mariani, l'auteur de ces lignes, et d'autres dont le nom nous échappe. L'Empereur vint à passer devant nous.

Le Souverain vieilli, visiblement fatigué, marchait d'un pas traînant et inégal ; il s'arrêta en considérant notre jeune groupe, il s'amusa à nous tapoter les joues.

« Quelle belle journée ! dit-il de sa voix lasse. — Jeunesse pour le Prince ! répartit le chambellan Mariani. — Qui sait ?... qui sait ?...

murmura Napoléon III. » Et nous avons encore en nos yeux la vision très nette des longs regards presque éteints du fils de la reine Hortense, s'égarant au-dessus de nos insouciantes têtes, et semblant chercher là-bas, tout là-bas, dans le sombre avenir.

Puis il repartit en sa marche nonchalante, et nous n'aperçûmes plus qu'un dos voûté, revêtu de l'habit bleu barbeau, ondulant à travers les vagues humaines de la cohue des courtisans.

A onze heures, une voix sèche et dominatrice s'adressant au prince Impérial scanda : « Loulou, il est onze heures, il faut se retirer ! » L'Impératrice avait ordonné, et le jeune Prince, après un adieu à chacun de nous, rentra dans ses appartements.

La fête était finie; le prochain anniversaire devait être célébré sur la terre d'exil [1].

---

[1] *De Notre-Dame au Zoulouland*, par Albert Verly.

CHAPITRE XXV

Guerre de 1870. — Causes & Responsabilités

On a vu combien paisible à l'extérieur et combien triomphante à l'intérieur s'annonça l'année 1870, année du plébiscite. Il n'y avait pour les courtisans qu'un seul point noir à l'horizon : la santé du maître.

— Comment va l'Empereur ? demanda un jour malicieusement à M. Emile Ollivier, devenu premier ministre, un de ses anciens amis, resté fidèle à l'opposition républicaine.

— Pas bien, répondit Ollivier, l'énergie baisse, l'intelligence tombe, il s'effraie de tout ; mais je lui ferai une vieillesse heureuse.

Le ministre, très envahisseur, avait pris ombrage de la haute influence que gardait le préfet de la Seine, « le grand préfet ». Il obtint de l'Empereur que sa démission lui fût demandée. M. Haussmann la refusa. « Sire, répondit-il, ma mission n'est pas finie, Paris est encore plein de chantiers municipaux ; cependant vous pouvez me révoquer. » L'Empereur fut désolé mais n'en signa pas moins un décret nommant M. Henri Chevreau préfet de la Seine, « en remplacement de M. Haussmann, relevé de ses fonctions [1] ».

---

[1] Il ne sera pas sans intérêt de connaître la dernière liste des sénateurs projetée par M. Emile Ollivier et agréée par Napoléon III. Elle comprenait dix-huit noms, savoir : MM. Pasteur, Anselme Petetin, duc d'Albuféra, Emile Augier, Darblay, Piétri, Emile de Girardin, comte de Lagrange, généraux de la Motte-

L'affaissement moral de Napoléon III allait de pair avec ses souffrances physiques, qui restaient toujours ignorées de l'Impératrice. Il se décida un jour, à Vichy, à se laisser faire par le docteur Conneau, son médecin de confiance, une très légère opération. Conneau eut le malheur de le blesser et de le faire souffrir. Aussi, lorsqu'il lui insinua d'accepter les soins d'un praticien éminent, le docteur Nélaton, l'Empereur repoussa-t-il la proposition bien loin.

Ce fut à cette époque que Napoléon III perdit, de cette même affection dont il était atteint, un de ses plus précieux serviteurs, le maréchal Niel. Cet homme de cœur et de bon sens fut emporté par le mal de la pierre vésicale au moment où il venait de créer laborieusement, au moins sur le papier, la landwehr française, appelée garde mobile. On l'a vu, l'hostilité du parti républicain, renforcée des hésitations de l'Empereur et du prince Napoléon, qui ne voulaient pas avouer leurs fautes, avaient empêché d'organiser dès le début et d'exercer cette réserve indispensable.

Le maréchal Niel souffrait beaucoup. Ses deux médecins, les docteurs Nélaton et Ricord, d'accord sur la nécessité de l'opération à faire, ne l'étaient pas sur l'opportunité de cette opération. Ricord la trouvait prématurée et tenait au moins à assister, dans cet instant critique, son collègue dont la main commençait à trembler à cause de l'âge. Appelé à Vichy par le vice-roi d'Egypte, Ismaïl-Pacha, Ricord avait demandé instamment à Nélaton de ne pas faire l'opération avant son retour. — Je serai ici dans quelques jours, lui avait-il dit ; donnez-moi votre parole de ne pas opérer le maréchal avant.

Nélaton avait promis. Mais Ricord fut retenu auprès du vice-roi plus longtemps qu'il ne l'avait cru, et quand il revint, l'opération était faite et le maréchal agonisait.

Quelques mois se passèrent pendant lesquels l'Empereur

---

rouge, d'Autemarre et de la Grandière, comte Foy, Barbet, Benoît-Champy, Leclerc-d'Osmonville, Rougé, Maxime Du Camp et Piou, premier président de la Cour de Toulouse. Mais le Quatre-Septembre survint au moment où les nouveaux nommés allaient commander leur habit brodé.

vit ses douleurs augmenter ; l'Impératrice, vaguement inquiète, fit appeler, sur le conseil de son amie, la duchesse de Mouchy, née princesse Anna Murat, le docteur Germain Sée, dont elle avait protégé les débuts et qui, déjà membre de l'Académie de médecine, était universellement apprécié. Le 20 juin 1870, Sée se rendit à Saint-Cloud, mais laissons ici la parole à Mme Carette, lectrice de l'Impératrice :

Le 15 novembre, jour de la Sainte-Eugénie, l'Empereur voulut que, malgré l'éloignement de l'Impératrice, sa fête fût célébrée comme à l'ordinaire. Le soir, après le feu d'artifice traditionnel, il adressa à l'Impératrice une longue dépêche collective où tous nos noms figuraient. Puis, il voulut nous faire danser, et pour terminer la soirée, afin de divertir le Prince, l'Empereur se mit à la tête d'une boulangère qu'il conduisit lui-même, faisant tourner la chaine des danseurs à travers l'enfilade des salons, des interminables galeries du Château. Les plus alertes demandaient grâce, tandis que l'Empereur nous entraînait toujours avec la vivacité, l'entrain d'un jeune homme. Il paraissait infatigable.

En juin 1870, sur les instances de la duchesse de Mouchy, l'Impératrice obtint que l'Empereur appelât auprès de lui l'éminent professeur Germain Sée. Après un examen minutieux, Sée demanda la réunion d'une consultation dans laquelle furent appelés avec lui les docteurs Nélaton, Ricord, Fauvel, Corvisart et Conneau. On conclut que l'Empereur était atteint de la maladie de la pierre et qu'une opération immédiate était indiquée. Cette consultation, rédigée par le docteur Sée et signée par lui seul, fut remise au docteur Conneau. Il la communiqua à l'Empereur qui croyait à une maladie catarrhale, et ne voulut pas entendre parler d'une opération.

Le docteur Sée fit donc deux visites à Saint-Cloud. A la première il fut, quoique fervent républicain, retenu à déjeuner par l'impérial malade qui, après le café, lui demanda à brûle-pourpoint : « En somme, docteur, quelle maladie me trouvez-vous ? Suis-je atteint d'une affection du cœur, ou même de la moëlle épinière, comme mes ennemis en font courir le bruit ?

— Sire, répondit le médecin, je suis heureusement doué d'une oreille très fine et je puis affirmer que Votre Majesté n'a aucune de ces affections, aucune. La vessie, voilà le siège unique de votre mal.

Après la consultation qui eut lieu lors de la deuxième visite du professeur Sée, celui-ci, appuyé de Ricord, eut avec Nélaton une altercation assez vive :

— Il y a longtemps, dit Ricord, que l'Empereur aurait dû être sondé ! En ce moment il pourrait être facilement opéré et guéri. — « Mais, dit Nélaton, il va bien pour l'instant ; à quoi bon le tourmenter et l'effrayer ? Laissons-lui passer la bonne saison ; il sera toujours temps de recourir aux moyens extrêmes au commencement de l'automne. — Cependant, insista le docteur Sée, si l'Empereur occupait, en qualité de malade ordinaire, un lit de votre salle d'hôpital, que feriez-vous demain matin à la visite ? — Je le sonderais, répondit Nélaton. — Pourquoi donc, ajouta Sée, ne le sondez-vous pas ?... — Mon cher confrère, répliqua Nélaton, vous êtes encore bien jeune ; vous ne savez pas qu'un souverain n'est pas un malade comme un autre : il faut savoir attendre et dissimuler quelquefois son diagnostic. »

Voici du reste, sur cette consultation, le récit laissé par Germain Sée lui-même :

Je prévins Nélaton, Ricord et les docteurs Corvisart et Fauvel, médecins ordinaires de l'Empereur. Le docteur Conneau devait assister à notre séance en témoin. Nous nous réunîmes chez lui le 1er juillet, à huit heures du matin. C'était sur le chemin de la Charité et, comme j'avais ma leçon ce jour-là, je m'étais dit que je pourrais ainsi faire d'une pierre deux coups... Je pensais que tout serait fini en une demi-heure... Cela dura trois heures.

— Messieurs, dis-je, je suis le plus jeune ; je demande la parole et je la prends. Mon diagnostic ne sera pas long : l'Empereur a la pierre.

Tous se récrièrent, Corvisart tenait pour un catarrhe ; Fauvel pour un abcès.

— L'Empereur a la pierre et je le prouve.

Je rappelai alors les hématuries, à la suite desquelles les urines étaient restées, pendant un an, muco-purulentes ; les douleurs dont souffrait l'Empereur, à cheval, en voiture, etc. ; l'inertie de la vessie. Je dis, enfin, toutes les constatations que j'avais faites au cours de mon examen du 20 juin et je conclus comme j'avais débuté :

— L'Empereur a la pierre et il n'a rien que cela.

Le docteur Fauvel retira son abcès et Corvisart rentra son catarrhe. Tous furent unanimes à se ranger à mon avis. Il ne restait plus

qu'une chose à faire : sonder l'Empereur. Mais Nélaton ne voulut pas en entendre parler. Et il eut pour lui Fauvel et Corvisart.

— Vous comprenez, disaient-ils, on ne peut agir avec l'Empereur comme avec un malade ordinaire.

Nélaton me prit à part et ajouta : — Comme vous y allez, mon petit ! Jugez quelle responsabilité nous assumons !

— Ça m'est égal. Il y a six mois qu'on aurait dû l'opérer. Il s'agit ici d'un malade qui présente des accidents menaçants : nous n'avons pas deux moyens à employer. Il n'y en a qu'un, et encore faut-il y mettre grande hâte.

Et Ricord reprit : Il faut le sonder demain 2 juillet. Je ne vous donne pas plus longtemps qu'après-demain.

On vota, Ricord et moi nous jugeâmes l'opération urgente. Les trois autres voulurent l'atermoiement. « Laissons passer l'été, dit Nélaton. Au mois de septembre, nous verrons. » J'eus beau supplier, insister sur le courage de l'Empereur dans la souffrance, rien n'y fit. Il y eut 3 voix contre 2. Le sondage, et par conséquent l'opération, tout était remis à plus tard... Quel malheur que M. Conneau n'ait pas tout au moins prévenu l'Impératrice !

Ce fut juste un an plus tard que Napoléon III connut tous ces incidents, c'est-à-dire au moment où le chirurgien anglais Thompson se mit en devoir d'entreprendre la lithotritie. Et de quelle façon, seigneur Dieu ! Ce sont les médecins anglais qui ont tué Napoléon III. On le tortura véritablement ; l'opération fut affreusement mal faite. Tandis que Nélaton l'eût conduite sagement, les Anglais furent de véritables bourreaux. Et comme il faut le côté gai, même aux choses les plus tragiques, c'est Corvisart qui, à Londres, découvrit que l'Empereur avait la pierre !

Voilà toute la vérité. Ne trouvez-vous pas le mot de Bossuet en situation ? A quoi tient le sort des peuples et des empires ? « A un grain de sable dans la vessie ! »

La véritable cause de l'opinion de Nélaton paraît avoir été que, encore sous le coup de son imprudence à l'égard du Maréchal, il ne voulait pas risquer une opération nouvelle. On peut donc comparer ce médecin-sénateur au prince Napoléon, pour le mal qu'il a fait à l'Empire. Lui qui devait sa fortune politique aux soins qu'il avait donnés au prince Impérial souffrant d'un mal de genou, il reste responsable de la mort de Niel pour une opération hâtive, et de celle de Napoléon pour une opération différée. Quoi qu'il en soit, le rapport du docteur Sée fut signé de lui, mais non des autres médecins, et laissé au docteur Conneau, dans les papiers

duquel il a été trouvé aux Tuileries le 4 septembre ; la vérité ne fut connue de l'Impératrice qu'en décembre, par la publication qu'on fit de ce rapport.

Citons aussi un témoin étranger, lord Malmesbury, dont les mémoires nous ont guidé souvent déjà.

Le duc de Gramont (cousin germain de lady Malmesbury), venait d'être nommé ministre des Affaires étrangères et le 19 mai, l'Empereur donna en l'honneur de l'installation du duc un dîner auquel il m'invita. Je le trouvai bien changé ; il y avait trois ans que je ne l'avais vu. Il me parut fort malade. Il me reçut avec sa bonté ordinaire et me fit asseoir pendant le dîner auprès de l'Impératrice, dont j'eus tout le loisir d'admirer les grâces. Elle avait à sa droite le duc de Gramont. Les autres convives étaient sir John et lady Stanley, née Talleyrand, et quelques invités français. Après le dîner l'Empereur invita les hommes à le suivre au fumoir.

Il me prit à part et j'eus avec lui une conversation remarquable. Je commençai naturellement par le féliciter des résultats du plébiscite, qui venaient d'être publiés. Mais je reconnus qu'il n'était point satisfait, parce que cinquante mille de ses soldats avaient voté non. Il atténua cette circonstance en expliquant que cela était arrivé dans des casernes où les officiers n'étaient pas aimés et où il y avait beaucoup de conscrits : il ajouta que trois cent mille soldats avaient voté pour lui. Ce fait me frappa comme étrange. Je croyais, en effet, que son armée comptait six cent mille hommes. Je lui en fis la remarque, mais il ne me répondit pas et parut soucieux et distrait. Plus tard, il me fit observer que l'Europe paraissait tranquille, et il était évident pour moi qu'il n'avait en ce moment aucun pressentiment de l'orage qui se préparait et qui allait éclater dans la première semaine du mois de juillet suivant. Son ton était plus calme, plus posé que celui que je lui avais vu naguère. Il ne s'abandonna à aucune spéculation, ne discuta aucun cas hypothétique, et je suis certain que l'idée qu'un Hohenzollern allait être proposé comme candidat au trône d'Espagne n'était point entrée dans son esprit. Le comte de Bismarck avait gardé un profond secret sur ses desseins, et cette grande discrétion, non moins que la soudaineté de la surprise, sont des preuves irréfragables de l'intention qu'il avait de chercher querelle à la France. L'Empereur ne me dissimula pas, dans le cours de la conversation, la déception qu'il éprouvait à l'égard de l'Italie, depuis qu'elle était devenue libre et placée sous le sceptre d'un seul souverain. Il reconnut qu'un grand nombre de ses sujets considéraient qu'il avait commis une grande erreur politique, en créant un royaume fort et susceptible d'agrandissements aux portes de la France et dans la Méditerranée. « Que fera l'Italie

pour montrer sa reconnaissance ? » demanda-t-il. Les événements, deux mois après, répondirent à cette question : « Rien. »

Et plût au ciel, ajoutons-nous, que ce rien eût été tout ! Mais on a vu depuis l'Italie s'empresser d'entrer dans l'alliance allemande contre la France ; on a vu les Lombards et les Vénitiens, à peine affranchis du joug allemand par le sang des Lorrains et des Alsaciens, se préparer à se battre pour maintenir les Lorrains et les Alsaciens sous ce même joug. Excès d'ingratitude qui ne peut être comparé qu'à l'excès de folie de celui qui rendit possible une semblable monstruosité.

Pour le moment l'orage s'amassait du côté de l'Allemagne sans que ni le gouvernement ni l'opposition y prissent garde le moins du monde. L'annexion manquée du Luxembourg, à l'occasion de laquelle il avait failli éclater, aurait dû cependant laisser les yeux ouverts.

La préparation de la guerre de 1870 par l'Allemagne est un des chapitres les plus intéressants des *Mémoires* de M. de Moltke. Tandis qu'en France on comptait sur la fortune et que toute la stratégie se résumait dans ces trois mots « savoir se débrouiller », chaque année et spécialement depuis l'expulsion de l'Autriche et l'accession de l'Allemagne du Sud à la Confédération du Nord, la mobilisation des forces de cette confédération avait été minutieusement élaborée et tenue à jour. Toutes les autorités civiles et militaires étaient au courant de ce qu'il leur importait de savoir à ce sujet ; les chefs d'Etat-major de Saxe et de Bavière, de Bade et du Wurtemberg venaient fréquemment à Berlin, et, dans des entretiens confidentiels, on avait réglé pour eux l'ordre d'entrée en campagne. Chaque corps d'armée, dit le Maréchal, connaissait les points de concentration, les lieux d'embarquement et de débarquement, les haltes, la durée des marches. L'idée maîtresse était qu'il fallait attaquer l'ennemi sans tarder, où qu'on le rencontrât, et masser les forces dès le début, de façon à l'écraser sous la supériorité numérique. Les dispositions ultérieures dépendraient des circonstances,

mais « la première marche en avant jusqu'à la frontière avait été réglée dans ses moindres détails. » Aussi, quand la guerre éclata, il suffit que le roi signât un ordre pour que cette vaste mobilisation suivît son cours, sans que rien pût l'entraver. Le grand stratégiste allemand ajoute ici une observation dont les nôtres peuvent faire leur profit, aujourd'hui que, passant d'un excès à un autre, ils semblent avoir remplacé le « débrouillez-vous » par une réglementation intense, extrême: « C'est une erreur de croire qu'il soit possible d'établir à l'avance un plan pour toute une campagne, mais on peut régler les débuts. »

En France, lorsque, le 30 juin 1870, le gouvernement demanda au Corps législatif les crédits et le contingent militaires indispensables pour maintenir simplement l'armée sur le pied où elle se trouvait, il eut de la peine à les obtenir. L'opposition dite libérale, qui avait tant contribué à créer le danger national, voulait réduire de dix mille hommes le contingent pour 1871, et M. Emile Ollivier avait l'imprudence d'y consentir. M. Garnier-Pagès disait au nom de ses amis :

Que « la première nécessité était de soulager les populations et que, ce sentiment on l'éprouvait en Allemagne, on l'éprouvait en France, on l'éprouvait dans toute l'Europe ; car cette situation de paix armée était en contradiction avec le progrès et la civilisation ! »

M. Thiers lui répondit avec son bon sens ordinaire :

Vous vous trompez en demandant la réduction du contingent:

Vous voulez la paix, et moi aussi. Mais soyez convaincus que ce qui maintient la paix, c'est l'opinion qu'on a du bon état de l'armée française. Si donc vous voulez la paix, croyez-moi, restez forts.

On dit, on répète tous les jours qu'en pleine paix nous sommes sur le pied de guerre. Messieurs, on est dans l'erreur ; nous sommes sur le pied de paix, et, quand on parle de désarmement, je trouve qu'on est bien imprudent. Le désarmement est actuellement une chimère, le désarmement est impossible en Europe. Pour ce motif, j'adjure chacun ici, en ne mettant en doute la bonne foi d'aucun, de bien réfléchir et de faire son devoir de bon patriote et de Français.

Si quelque vétéran des guerres du premier Empire était sorti de sa tombe, il aurait encore reconnu les soldats français, mais pas leurs généraux. L'école africaine régnait et

gouvernait. Formée à vaincre des Arabes qui annoncent leurs attaques par de grands cris, ou des Autrichiens lents et routiniers, elle dédaignait l'étude et faisait consister toute la science militaire dans le courage et l'improvisation.

On avait oublié, dit un éminent écrivain militaire, le mot de Kléber : « Qu'un bon général, à la tête d'une médiocre armée, vaut mieux qu'un général médiocre à la tête d'une bonne armée ; » et cet autre de Napoléon Ier : « Le général est la tête, le tout d'une armée ; ce n'est pas l'armée romaine qui a soumis la Gaule, mais César ; ce n'est pas l'armée carthaginoise qui faisait trembler l'armée républicaine aux portes de Rome, mais Annibal ; ce n'est pas l'armée macédonienne qui a été sur l'Indus, mais Alexandre ; ce n'est pas l'armée française qui a porté la guerre sur le Weser et sur l'Inn, mais Turenne... »

Ces vérités passaient, dans la France décadente, pour d'antiques préjugés... Les considérations de famille, les parentés ministérielles, et certaines allures admiratives conduisaient aux fortunes militaires. Chacun avait sa destinée écrite à la feuille des bénéfices, et nous connaissions d'avance les futurs maréchaux...

L'Empereur recevait tous les dimanches, après la messe des Tuileries, les officiers supérieurs et les officiers généraux des armées de terre et de mer. Sa Majesté passait dans le rang formé par ces officiers, s'arrêtait devant chacun d'eux, lui adressait une question et l'autorisait ainsi à exprimer quelque vœu ou bien à formuler une réclamation. Un certain air, une physionomie plus ou moins heureuse, quelque mot bien placé, parfois une hardiesse et le plus souvent l'art de plaire fondaient une réputation. Impressionnable par nature, fataliste, d'une bonté qui allait jusqu'à la faiblesse, l'Empereur faisait ainsi, chaque dimanche, sa collection de grands hommes. Il y avait aussi dans le rang les timides, les naïfs, les fiers et les dignes qui mettaient leur espoir dans le droit et croyaient à la justice ministérielle ; l'oubli les attendait.

Parlant d'ardeur et de courage, Napoléon Ier disait : « Il n'est aucun de nos généraux dont je ne connaisse ce que j'appelle son tirant d'eau. Les uns, disait-il, en s'accompagnant du geste, en prennent jusqu'à la ceinture, d'autres jusqu'au menton, enfin d'autres jusque par-dessus la tête et le nombre de ceux-ci est bien petit, je vous assure. » Napoléon III ne jouissait pas du même privilège, et ne connaissait nullement le *tirant d'eau* des uns et des autres. Aussi confiait-il des missions militaires importantes à des gens dont le tirant d'eau ne dépassait pas la cheville [1].

---

[1] Général Ambert, *Récits militaires*, tome I.

Cependant, avant qu'éclatât la grande guerre prévue de tous, même de lui, bien qu'il n'eût plus la force de s'y préparer, les avertissements ne lui avaient point manqué. Le colonel Stoffel envoya d'Allemagne, où il était en mission, des rapports terrifiants mais précis, capables de réveiller les endormis. Le général Ducrot, rude soldat, mauvais courtisan, qui commandait depuis le 25 septembre 1865 la sixième division militaire, à Strasbourg, faisait également connaitre les résultats des observations qu'il avait pu faire aisément ; elles étaient alarmantes. Le général Trochu venait de publier sur l'organisation de l'armée un mémoire dans lequel il n'avait pas craint, lui aussi, de montrer de l'audace ; mais ce mémoire avait vivement contrarié Napoléon III et surtout son entourage, et il avait entraîné la disgrâce de l'auteur. Le général Ducrot écrivait à Trochu, le 3 décembre 1866 :

Puisque tu es en train de faire entendre de bonnes vérités aux illustres personnages qui t'entourent, ajoute donc ceci : Pendant que nous délibérons pompeusement et longuement sur ce qu'il conviendrait de faire pour avoir une armée, la Prusse se propose tout simplement et très activement d'envahir notre territoire. Elle sera en mesure de mettre en ligne six cent mille hommes et douze cents bouches à feu, avant que nous ayons songé à organiser les cadres indispensables pour mener au feu trois cent mille hommes et six cents bouches à feu.

De l'autre côté du Rhin, il n'est pas un Allemand qui ne croie à la guerre dans un avenir prochain. Les plus pacifiques ne comprennent rien à notre inaction. Comme il faut chercher une cause à tout, ils prétendent que notre Empereur est tombé en enfance...

En vérité, je suis de ton avis, et je commence à croire que notre gouvernement est frappé de démence.

Dans chacune de ses lettres de 1866 à 1870, il revient sur les préparatifs de l'Allemagne, sur ses espions partout répandus, sur la certitude de notre défaite, que le gouvernement, d'après lui, ne fait rien pour conjurer, malgré ses avertissements et ses supplications. Le 25 septembre 1869, il écrit cette page désespérée et prophétique :

Eh bien ! moi je crois que les choses continueront à marcher comme elles marchent depuis trois ans : l'Impératrice se promènera, recueillera des triomphes, des ovations, fera dépenser beaucoup

d'argent à ses illustres hôtes, en dépensera beaucoup. Pendant ce temps l'Empereur fumera des cigarettes, se frisera la moustache ; Forcade de la Roquette se cramponnera à son portefeuille ; Rouher guettera un tour pour faire sa rentrée au pouvoir ; et un beau jour la Prusse mettra son talon sur nous et nous arrachera l'Alsace et la Lorraine, tandis que le désordre et l'anarchie bouleverseront le reste de notre pauvre pays.

Moins d'une semaine s'était écoulée depuis qu'Emile Ollivier, pour plaire à l'opposition, avait consenti à une réduction de 10.000 hommes sur le contingent, en assurant que jamais le maintien de la paix n'avait été plus certain, lorsqu'il reparut à la même tribune, le front courroucé plutôt que soucieux, et proférant des menaces hautaines.

Que s'était-il donc passé ?

L'Espagne, en révolution depuis le 30 septembre 1868, étant empêchée par l'empire d'offrir la couronne au duc de Montpensier, Prim l'avait offerte au prince Léopold de Hohenzollern, cousin du roi de Prusse, major dans l'armée prussienne, et au nom de celui-ci, son père le prince Antoine l'avait acceptée.

Ce n'était certes pas là une chose indifférente aux intérêts de la France, qui pouvait se voir placée entre l'Espagne et la Prusse comme, quatre ans auparavant, l'Autriche s'était trouvée prise entre la Prusse et l'Italie ; le gouvernement avait donc le devoir de s'y opposer, mais il avait aussi celui de le faire avec autant de prudence que de fermeté, car si la question était posée, elle n'était pas résolue. Léopold n'était encore ni élu en Espagne, ni officiellement autorisé par le roi de Prusse à accepter. Si donc on ne voulait pas la guerre, le recours à la force ne devait venir qu'après les efforts d'une sage diplomatie, et la prudence commandait de ne pas parler de guerre avant d'avoir tout fait pour maintenir la paix.

Le gouvernement fit tout le contraire. Comme pris de vertige au milieu de l'émotion que cet incident avait soulevée, fiévreusement, à la hâte, il apporta, le 6 juillet, au Corps législatif, en réponse à une interpellation imprudente de M. Cochery, une déclaration improvisée le matin même à

Saint-Cloud, dans une discussion entre ministres surchauffés. Au lieu de faire un exposé ne compromettant rien, il déclarait solennellement, devant le pays et devant l'Europe, qu'on ne « souffrirait pas qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, pût déranger à notre détriment l'équilibre actuel, et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France... » que si cette éventualité ne pouvait être détournée par « l'amitié du peuple espagnol et la sagesse du peuple allemand, forts de votre appui et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse. »

Sil était un moyen de rendre la guerre inévitable, c'était certainement de déclarer ainsi publiquement à un peuple fort et fier, qu'on la lui ferait s'il n'était pas sage, et il faut bien reconnaître que MM. Crémieux et Glais-Bizoin eurent raison, cette fois, lorsqu'à la frénésie subite de MM. Granier de Cassagnac, Dugué de la Fauconnerie et autres membres de la majorité, clamant au nom de l'honneur de la France, ils opposèrent ce cri d'alarme : « Prenez garde, c'est la guerre ! »

Emile Ollivier attesta sur l'honneur que le gouvernement désirait la paix « la paix sans arrière-pensée ». Rien n'autorise à croire que ce fût de sa part un mensonge formel et conscient. Mais que dire alors de l'état d'esprit de gens qui viennent tirer des coups de feu autour d'une poudrière, avec la conviction enfantine qu'ils la contraindront ainsi à ne pas sauter ?

Le 12 juillet on apprit la renonciation du prince Léopold au trône d'Espagne ; M. Ollivier présenta la dépêche à M. Thiers et lui dit, plein de joie : « Soyez rassuré, nous tenons la paix, nous ne la laisserons pas échapper. »

La Cour se trouvait en ce moment à Saint-Cloud. L'Empereur, très souffrant, venait de subir une médication douloureuse ; tout le palais était envahi par la forte odeur d'acide phénique qui sortait de sa chambre à coucher.

Il était à peu près minuit lorsqu'un huissier annonça M. de Olozaga, ambassadeur d'Espagne. L'heure n'était pas des

mieux choisies pour obtenir une audience de l'Empereur, mais M. de Olozaga y mit tant d'insistance, disant qu'il venait de Paris au grand trot de ses chevaux, qu'on mit Sa Majesté au courant.

Malgré son état de fatigue et ses souffrances, Napoléon III donna l'ordre d'introduire aussitôt l'ambassadeur. L'entrevue dura une heure. Lorsque M. de Olozaga prit congé, sur le seuil de son cabinet, l'Empereur dit à haute voix en l'embrassant : « Je n'oublierai jamais la preuve d'amitié que vous m'avez donnée ce soir ; merci pour la renonciation des Hohenzollern ! » Et l'ambassadeur rentra à Paris comme il était venu, dans sa voiture. Quant à l'Empereur, il se coucha, toujours souffrant mais radieux.

Tout paraissait terminé. Une démarche inutile, insolite, ranima la querelle. Non content d'avoir obtenu la renonciation, M. de Gramont, sans consulter l'Empereur, crut devoir réclamer du roi de Prusse, chef de la famille de Hohenzollern, qui se trouvait à Ems, l'engagement qu'il s'opposerait, à l'avenir, à toute candidature analogue. C'était froisser à plaisir l'amour-propre de ce vieux souverain ; n'avait-il pas accordé ce qu'on lui avait demandé d'abord, ce qui seul importait pour le moment ? Il répondit à l'ambassadeur, M. Benedetti, le 13, à 4 heures du matin, qu'il ne pouvait s'engager à rien. M. Benedetti crut devoir insister encore le même jour, à 9 heures. Le roi lui fit dire qu'il n'avait aucune communication nouvelle à lui faire. Il n'y avait là rien d'offensant. M. Benedetti télégraphia à Paris : « Sa Majesté m'a fait savoir qu'elle s'en référait aux considérations déjà exposées le matin. »

Mais alors intervint l'auteur véritable de la guerre, le faux ami qui avait si longtemps berné Napoléon III ; il n'hésita point à tromper l'Europe, à commettre un faux en écriture diplomatique afin de cimenter son œuvre d'unité par un conflit de toute l'Allemagne avec la nation qu'il appelait maintenant l'*Erbfeind*, l'ennemi héréditaire.

M. de Bismarck s'en est d'abord longtemps défendu. Il

avait à cela quelque mérite, le succès ayant si complètement répondu à ses manœuvres et la morale n'existant pour ainsi dire pas dans la diplomatie moderne. Quelques fois, non sans réserve, il se complut à exposer devant ses confidents avec une vaniteuse ironie, par quelle tactique générale, dilatoire tant que l'armée prussienne n'était pas prête, ensuite provocante dès qu'elle le fut, il avait conduit peu à peu les Français à l'exaspération, et par quel habile tour de main il avait converti le compte-rendu télégraphique de l'incident d'Ems du 13 juillet, en une insulte à laquelle la France devait forcément répondre par le canon. Mais lorsqu'il eut été disgracié par le deuxième successeur de Guillaume Ier, il eut un intérêt direct à se présenter à un maître ingrat et à des compatriotes oublieux comme le seul véritable auteur des évènements. Il reprit alors, dans sa retraite de Varzin, des retours confidentiels sur le passé :

Une de mes tâches, dit-il, dans des discours ou des conversations répétés aussitôt et commentés par tous les journaux de l'Europe, une de mes tâches était d'aplanir le chemin pour le glaive allemand... Et cela m'a réussi. Mon vieux souverain, âgé de 73 ans en 1870, n'avait pas grande envie de faire la guerre à la France ; cependant cette guerre était nécessaire pour créer l'empire allemand. *Il fallait absolument faire la guerre à la France, seulement nous devions attendre le moment où les Français perdraient patience, et nous faire déclarer la guerre au lieu de la déclarer nous-mêmes.* C'est ce que nous avons fait.

Il expliqua une autre fois comment il s'y était pris pour nous faire perdre patience :

Il est si facile, dit-il à l'un de ses interlocuteurs, de modifier complètement, sans le falsifier, le sens d'un discours, par des omissions et des ratures ! Je me suis essayé moi-même un jour dans cette partie, en qualité de rédacteur de la dépêche d'Ems que les socialistes me reprochent depuis vingt ans. Le Roi me l'envoya, avec instruction de la publier dans sa teneur intégrale *ou partielle*, et lorsque je l'eus « composée », après force ratures et coupures, Moltke, qui était chez moi, s'écria : « Auparavant c'était une chamade, maintenant c'est une fanfare ! »

Le récit détaillé et en quelque sorte officiel de cette

falsification, publié par M. Maurice Busch, secrétaire de M. de Bismarck, a été confirmé par M. de Bismarck lui-même. Le voici en substance :

Le chancelier était à Berlin. Il avait à dîner les comtes de Moltke et de Roon. Tous trois s'entretenaient des évènements du jour, et se communiquaient l'espoir que le procédé déraisonnable de la France et l'invitation inouïe adressée au roi de Prusse allaient amener le choc international secrètement redouté, mais encore plus désiré par chacun d'eux pour cimenter à jamais l'unité allemande.

Au milieu du dîner arriva la fameuse dépêche d'Ems. Bismarck en donna lecture. Roon et de Moltke, raconte Bismarck, laissèrent tomber, d'un même mouvement, couteaux et fourchettes sur la table et reculèrent leur chaise. Ils étaient profondément abattus et avaient le sentiment que « le torrent se perdait dans le sable ». Mais Bismarck regardant tour à tour dans les yeux ses deux convives :

« Mes amis, leur dit-il, notre armée est-elle réellement assez forte ? sommes-nous réellement prêts ?

— Oui, répondirent les deux maréchaux, tout ce qui se peut faire humainement pour la préparation d'une guerre, nous l'avons fait.

— Eh bien, alors, achevez tranquillement de dîner, mais laissez-moi seul un instant.

Bismarck s'assit à une petite table ronde en marbre qui était placée à côté de la grande. Il y posa la dépêche et en fit un extrait *au moyen de suppressions*, mais sans y introduire positivement aucun terme qui ne s'y trouvât. L'avant-dernière phrase était celle-ci : « Là-dessus Benedetti a dit se contenter, lui aussi, de cette réponse. » Bismarck la supprima ; puis il donna à la dernière phrase, celle qui autorisait la publication, un ton sec et rogue ; bref, il termina comme suit :

Après cela, Sa Majesté a refusé de recevoir de nouveau l'ambassadeur de France. Elle lui a fait dire par un aide de camp qu'Elle n'avait plus rien à lui communiquer, et je suis autorisé à le faire connaître aux cabinets de l'Europe.

Le chancelier lut cette rédaction à ses convives qui battirent des mains. — Bravo, s'écria l'un d'eux, d'une chamade vous avez fait une fanfare ! Bismarck donna l'ordre d'expédier sa dépêche à toutes les ambassades de Prusse et aux journaux. Puis le dîner s'acheva, dit-il, avec le meilleur appétit[1].

Mais à Paris lorsque, le 15 juillet, M. de Gramont lut cette dépêche à la tribune du Sénat, M. Duruy put s'écrier, aux applaudissements de toute l'assemblée : « C'est un défi ! » ; et M. de Gramont put conclure, sans paraître dire rien d'excessif, à l'impossibilité de négocier davantage à moins d'oublier notre dignité. L'outrage d'Ems ne consista donc pas, aux yeux du gouvernement français, dans l'acte du roi, qui n'avait en lui-même rien d'outrageant, mais dans l'intention qu'il plaisait à Bismarck de lui prêter. C'eût été à nous de contrôler son interprétation par celle de M. Benedetti, et si nos ministres avaient gardé leur sang-froid, ils auraient bien vite remarqué que, si le roi avait repoussé la demande de garantie pour l'avenir, c'était après l'avoir discutée le matin, et nullement par une impolitesse et un refus de toute discussion, comme Bismarck l'insinuait.

Que Bismarck cherchât la guerre, c'est un fait hors de doute ; mais qu'il ait réussi à se la faire déclarer à l'heure même où son roi venait de donner satisfaction aux légitimes

---

[1] Il y a plus. Après la mort de l'empereur Frédéric III, un publiciste allemand, M. Geffken avait fait paraître dans la *Deutsche-Rundschau*, un fragment du *Tagebuch* du prince défunt, Ce *Tagebuch* rapportait une conversation tendant à à prouver qu'après la renonciation du prince de Hohenzollern M. de Bismarck tenait la paix pour assurée et voulait retourner à Varzin. M. de Bismarck fit emprisonner M. Geffken et adressa à l'Empereur un rapport dans lequel il disait :
« *Des documents* établissent au contraire que S. A. R. savait déjà alors que « je considérais la guerre *comme nécessaire* et que je savais ne pouvoir retourner « à Varzin sans donner ma démission. »

Enfin ont paru à Berlin les *Mémoires du comte de Roon*. Dans ce livre, l'ancien ministre de la guerre de 1870 racontait l'altération qu'on avait fait subir à la dépêche d'Ems.

M. de Bismarck trouva sans doute que, dans ce récit, on ne mettait pas suffisamment sa personnalité en relief, et il fit écrire aux journaux de Berlin, par le fils du comte de Roon, une lettre dans laquelle étaient revendiquées hautement pour le seul M. de Bismarck l'idée et la responsabilité du faux commis.

intérêts français, il faut pour cela qu'il ait bien connu l'incroyable légèreté des hommes à qui était confié le pouvoir en France.

Dans la même soirée du 13, après avoir insidieusement annoncé à l'Europe que Guillaume Ier venait d'infliger à l'envoyé de Napoléon III une humiliation qui, en réalité, n'existait point, Bismarck s'adressa au sentiment public en Allemagne.

Parmi les journaux parus dans la soirée, raconte M. Benedetti, tous ceux qu'il inspirait poussèrent le même cri de guerre en des articles arrogants et enflammés. Ils disaient que le roi et la nation avaient été outragés et qu'il était du devoir du pays de se lever tout entier pour tirer vengeance d'une si mortelle offense.

Au lieu d'user de son autorité sur la presse pour apaiser cette irritation des esprits dont il faisait semblant de se préoccuper dans cette même soirée, en causant avec l'ambassadeur d'Angleterre, M. de Bismarck s'employa à exaspérer les susceptibilités nationales.

Dès le 13 au soir, ayant pris en main l'affaire, il rappela l'ambassadeur de Prusse à Paris, et la guerre fut inévitable.

Napoléon III, en apprenant de la bouche de M. de Gramont, en conseil des ministres, la dangereuse insistance faite en son nom auprès du roi de Prusse, avait exprimé son mécontentement et son inquiétude ; mais lui, qui ne savait plus désavouer ni désobliger personne, il eut le tort d'accepter la responsabilité de l'imprudence commise. Ni lui ni l'Impératrice ne voulaient la guerre. Malheureusement il ne dirigeait plus rien, il laissait flotter les rênes.

Au Corps législatif, dès que l'on connut, par le texte de la dépêche de M. de Bismarck, la prétendue injure faite au représentant de la France, presque tous les députés s'affolèrent. Le droit de déclarer la guerre appartenant à l'Empereur, eux avaient un moyen de l'empêcher : c'était de refuser les crédits nécessaires. Ils n'y songèrent même pas. Seul ou presque seul, M. Thiers usa ses forces à montrer qu'il était insensé d'exiger plus que la satisfaction obtenue :

Messieurs, s'écria-t-il, quand la guerre sera déclarée, personne ne sera plus empressé que moi de donner au gouvernement le moyen de le rendre victorieux (très bien) mais lui appartient-il de déclarer la guerre sans nous consulter ? (Interruption).

Messieurs, de la résolution que vous allez prendre peut résulter la mort de milliers d'hommes et dépend peut-être la destinée de notre pays. Pour moi, avant cette décision redoutable, je demande un moment de réflexion (nouveau bruit). Souvenez-vous du 5 mars 1866. Vous m'aviez refusé la parole, alors que je signalais les moyens... (exclamations). Ce souvenir devrait vous engager à m'écouter sans m'interrompre. Je suis très résolu à entendre vos murmures et à les braver (très bien ! — Assez, assez !)

La demande principale du gouvernement, celle qu'il a assuré être la seule qu'il eût faite, a reçu une réponse favorable (non, non !)Vous voulez rompre sur une question de susceptibilité ; l'Europe, loin de nous être favorable, dira que, lorsque le fond vous était accordé, vous avez fait verser, pour une question de forme, des torrents de sang (bruit prolongé).

Chacun ici ne doit accepter que la responsabilité qu'il lui convient de porter. Quant à moi, j'ai souci de ma mémoire, je décline toute responsabilité, et je ne suis pas le seul. (Interruption.)

M. Dugué de la Fauconnerie : « Vous êtes quatorze ! »

M. Thiers : Fussé-je seul, je demande, à la face du pays, qu'on nous fasse connaître les dépêches qui ont déterminé de votre part une résolution qui est une déclaration de guerre. Je regarde cette guerre comme très imprudente. J'ai été plus douloureusement affecté que personne des évènements de 1866 ; plus que personne, j'ai le désir d'une réparation, mais l'occasion est mal choisie. (Interruption. Très bien ! Très bien ! à gauche.)

Oui, lorsqu'on vous avait accordé la satisfaction à laquelle vous aviez droit ; lorsque la Prusse avait expié par un échec la faute grave qu'elle avait commise de sortir du terrain de l'Allemagne, où est sa force, et de préparer tout à coup sur nos derrières une candidature hostile ; lorsque l'Europe, avec un empressement qui lui fait honneur, avait déclaré que vous aviez raison, écouter des susceptibilités sur la question de forme, c'est s'exposer à regretter un jour sa précipitation (exclamations).

M. le marquis de Piré : « Vous êtes la trompette des désastres de la France. Allez à Coblentz ! (Bruits prolongés.)

M. Jérôme David : Votre langage n'est pas d'un bon citoyen :

M. Thiers : « Ceux qui ont fait du mal à la France, ce sont ceux qui, malgré mes avertissements, ont fait l'expédition du Mexique et laissé faire Sadowa (nouveaux bruits).

Quand vous vous dites prêts à accepter un régime libéral, pouvez-vous vous étonner qu'on discute des faits aussi graves ? Pouvez-vous traiter de mauvais citoyens ceux qui voudraient vous arracher à l'influence de passions généreuses, mais imprudentes ?... Le plus simple bon sens suffit pour prévoir que si, après une concession du roi de Prusse... (Interruption.)

M. Emile Ollivier : Il n'en a fait aucune.

M. Thiers : Comment ! Devant le monde entier le roi de Prusse retire ou laisse retirer (bruit) la candidature du prince de Hohenzollern, et ce n'est pas une concession ? Pouvez-vous le soutenir ? (Nouveaux bruits.)

Je vais plus loin. D'après les pièces lues tout à l'heure, le roi de Prusse a consenti à déclarer, par l'organe de son gouvernement, qu'il avait connu et approuvé le retrait de la candidature.

Vous voulez un nouvel échec à la Prusse ? Vous avez tort. (Mouvements divers.) Appelez-moi, si vous voulez, un ami de la Prusse, le pays jugera entre vous et moi. (Bruit.)

Je me borne à poser ces faits incontestables. La candidature a été retirée. C'est une chose déplorable que, l'intérêt de la France étant sauvegardé, on ait, par des excitations jetées dans le pays, rendu la guerre inévitable. (Bruit.) On s'est jeté dans des questions d'étiquette où l'orgueil des deux pays s'est rencontré.

Je vais descendre de cette tribune sous la fatigue que vous me faites éprouver en ne voulant pas m'écouter. J'aurai toutefois démontré que les intérêts de la France étaient saufs et que, si nous avons la guerre, c'est par la faute du cabinet. (Très bien à gauche. Bruyantes protestations sur un grand nombre de bancs. Cris divers : La clôture, la clôture !)

On fut obligé d'arracher M. Thiers de la tribune. Cependant il avait obtenu qu'on nommât une commission de neuf membres, qui examinerait la situation, pendant une suspension de la séance. M. de Kératry faisait partie de cette commission :

Je ne saurais jamais oublier, dit-il, les angoisses de cette séance secrète, tenue entre six et huit heures du soir, autour d'un tapis vert où allaient se jouer les destinées de la France ; pendant qu'au dehors retentissaient les clameurs d'une foule impatiente, nous étions là, tous les neuf, anxieux des demandes et des réponses qui allaient s'échanger entre nous et les trois ministres dirigeants.

Après connaissance donnée des effectifs militaires, la première explication attendue était celle de M. le duc de Gramont, ministre des affaires étrangères. En effet, MM. Buffet et Jules Favre, au nom du centre gauche et de la gauche, avaient exigé, durant la discussion publique, qui venait d'être close à six heures, que le cabinet communiquât à la commission, avant tout et sans réserve aucune, les dépêches de nos agents, comme la dépêche prussienne, notifiant d'Ems le refus royal de recevoir notre ambassadeur...

M. E. Ollivier restait silencieux. Le maréchal Le Bœuf se leva pour déclarer que « nous étions prêts et que nous avions vingt et un jours d'avance sur les Prussiens. »

— En ce cas, lui dis-je, nous passons le Rhin cette nuit ?

Le maréchal répondit « que le passage ne se ferait que sous trois jours, car l'Empereur éprouvait des scrupules à faire irruption dans un pays sans le prévenir de la déclaration de guerre. »

La discussion s'ouvrit sur les termes et sur le caractère injurieux de la dépêche d'Ems, sur les intentions révélées par la publicité immédiate donnée à celle-ci, tant à Berlin, où elle était déjà affichée, qu'à l'étranger, en dehors même de l'Allemagne du Sud.

Dès la nuit du 13 au 14, l'ordre de mobiliser les troupes de la Confédération du Nord avait été expédié de Berlin : la preuve en existait.

Le duc d'Albufera, président de la commission, exprima le désir des commissaires que le retour de M. de Benedetti, en route pour la France, fût attendu, de façon à permettre le contrôle de la dépêche d'Ems, par sa propre relation des faits.

Aussitôt le ministre de la guerre, aux lieux et place de l'amiral Rigault de Genouilly, fit observer avec grande vivacité que c'était compromettre, par un retard, toute la campagne projetée de l'escadre de la Manche prête à faire voile dans quarante-huit heures, en vue d'une descente armée sur les côtes de la Baltique. *Alea jacta erat.* Nous n'avions plus qu'à nous incliner devant les exigences de la Défense nationale ; pour ma part, je le fis avec d'autant plus de confiance que, deux mois auparavant, à propos du projet de réduction du contingent annuel de 90,000 proposé par M. Prax-Paris, le maréchal Le Bœuf avait bien voulu monter à mon banc et faire appel à mes sentiments de soldat pour que je persuadasse mes collègues qu'il y avait péril à voter cette réduction, en raison des nouvelles inquiétantes qu'il avait reçues de l'Est. Nous avions voté selon son désir, et nous avions le droit de penser que toute sa sollicitude était depuis longtemps déjà en éveil.

Pouvions-nous prévoir, sans avoir pu examiner à fond tous les ressorts de notre machine militaire, que l'infortuné et honnête maréchal Le Bœuf s'abusât et pût nous abuser à ce point !

Nous rentrâmes en séance publique à neuf heures et demie, l'âme inquiète, mais la conscience apaisée.

A la reprise de la séance, on savait — ou croyait savoir que la France avait été outragée avec préméditation, et qu'elle était en mesure de relever l'outrage. Le maréchal Le Bœuf dit que rien ne manquait à notre armée, *rien, pas même un bouton de guêtre !* M. E. Ollivier déclara qu'il acceptait la guerre *d'un cœur léger, sans crainte ni remords.*

La rue était aussi affolée que le Corps législatif, rien ne pouvait plus arrêter le mouvement, et des quatre coins de la capitale montait le même cri : A Berlin ! A Berlin !

On a prêté à l'Impératrice cette parole folle et cruelle : « Cette guerre sera ma guerre ! » Elle paraîtrait assez vraisemblable, si l'on s'en rapporte aux mémoires de lord Malmesbury. Le noble lord dit, en effet, tenir d'un des ministres présents au dernier conseil qui précéda la fatale résolution (c'était le duc de Gramont) que l'Impératrice déclara « que la guerre était inévitable si l'on voulait sauver l'honneur de la France », et que, se levant immédiatement après elle, le maréchal Le Bœuf jeta à terre son portefeuille et jura que « si l'on ne faisait pas la guerre il ne le reprendrait pas et renoncerait à son grade dans l'armée. » Mais d'autres documents attestent que la surexcitation de l'Impératrice était beaucoup moindre que celle de la population parisienne, dont on peut juger, même aujourd'hui, en relisant les journaux de toutes nuances du mois de juillet 1870.

Un historien peu bienveillant pour l'Empire, M. Rothan, dit que le soir du jour où venait de se décider le sort de la France et celui de la dynastie, l'Impératrice demanda à M. de Parieu ce qu'il pensait des résolutions prises : « Je pense, madame, répondit le président du conseil d'Etat, que si l'Angleterre pouvait trouver une formule qui nous permît d'éviter la guerre, elle aurait bien mérité de la France. »

— « Je suis bien de votre avis, répondit l'Impératrice. »

Par contre, quand la guerre fut irrémédiable, quand la proclamation en fut adressée à l'armée, à partir de ce jour-là, pour éviter désormais tout reproche de pusillanimité, elle tint à se montrer confiante.

Mais la légende de la guerre voulue par l'Empereur et par l'Impératrice ne saurait subsister après les deux récits suivants. Le premier est de M. Lara :

Dans la soirée, après la séance qui venait de produire sur nous une impression si profonde, le baron Jérôme David (un des députés les plus influents de la majorité), me dit : « Allons à Saint-Cloud, je veux voir l'Empereur et connaître ses intentions. »

Et nous partîmes. J'attendis le baron pendant plus d'une heure dans le salon des officiers de service. Lorsqu'il reparut il me sembla avoir perdu toute son assurance et être en proie à une vive perplexité. Il donna à son cocher l'ordre de nous suivre, nous des-

cendîmes à pied la grande avenue et, après un assez long silence, il me dit tout à coup : « Vous verrez que pour faire cette guerre, qui est inévitable et indispensable, il faudra forcer la main à l'Empereur ; il n'en veut pas ; il prétend que les Prussiens sont plus forts, plus nombreux, mieux disciplinés et même mieux armés que nous ! L'Empereur est évidemment très affaibli, il faudra bien cependant qu'il se mette à la tête des troupes, un Napoléon ne peut rester dans sa chambre quand on se bat à la frontière. Mais il espère encore que la guerre pourra être évitée. Il se trompe, il est trop tard. »

Je l'interrompis pour lui demander s'il avait vu l'Impératrice. — « Oui, me répondit-il, elle est nerveuse, elle a les yeux rougis par les larmes et l'Empereur lui a fait évidemment partager ses craintes. Ollivier est entré aussi dans le cabinet de l'Empereur. Je n'y comprends rien, lui aussi manque d'enthousiasme ; il parle de la puissante organisation de la Prusse, il considère que nous devrions nous contenter d'une demi-satisfaction. Est-ce possible ? Le pays est emballé, c'est à nous, députés de la majorité, à ne pas laisser le gouvernement s'engager dans une voie de concessions et de faiblesses. Tenez, entendez ces chants et ces cris ! Comment ferait-on accepter une reculade à ces gens-là ? »

Nous venions de traverser le pont de Saint-Cloud, la soirée était splendide et la nature semblait en fête. Sous cette « pâle clarté qui tombe des étoiles », nous apercevions, à travers le feuillage embaumé du Bois de Boulogne, les lumières de Paris. Les chants joyeux, les musiques d'orchestres, l'hymne de la *Marseillaise* et ce cri terrible : « A Berlin ! » arrivaient jusqu'à nous ! Quel contraste entre les manifestations de ce peuple frémissant d'enthousiasme et de confiance et les sombres pronostics qui avaient trouvé un écho dans les murs du palais que nous quittions !

Que de fois, en entendant dire que l'Empereur s'était jeté en aveugle dans cette tourmente, et en entendant attribuer à l'Impératrice cette parole : « C'est ma guerre à moi », je me suis souvenu de cette soirée !

La deuxième citation est de M. Henry Lapauze :

La déclaration de guerre avait eu lieu depuis quelques jours. L'effervescence était à son comble et on procédait à la mobilisation aussi promptement que possible lorsque, un jour, dans l'après-midi, l'Empereur me manda dans son cabinet. Sa Majesté me remettant une lettre adressée à lord Granville, ministre des affaires étrangères d'Angleterre, me dit de la porter le plus tôt possible à l'ambassade du Royaume-Uni. « Vous la donnerez, ajouta-t-il, en mains propres, au premier ministre, qui est en ce moment à Paris. »

Je partis à cheval et, quelques minutes après, j'étais à l'ambassade. L'huissier ne parut pas surpris de ma demande de voir lord Granville, de la part de l'Empereur ; mais, un quart d'heure après,

il revint avec un secrétaire d'ambassade, et il me fut alors répondu que, malheureusement, son Excellence était repartie le matin même par le train de onze heures.

Or, j'ai eu depuis la certitude que lord Granville n'avait pas quitté Paris à l'heure où je m'étais présenté à l'ambassade et, d'autre part, j'appris que l'Empereur tenait à le voir pour tenter un suprême appel auprès de l'Angleterre, qui aurait pu encore tout empêcher si elle l'avait voulu...

La France ne pouvait donc compter sur l'amitié de l'Angleterre, son alliée depuis quarante ans. Mais aurait-elle d'autres alliances? C'était la question capitale. M. de Gramont le donnait à entendre. Que l'Autriche, si cruellement humiliée par la Prusse en 1866, eût à cœur de reprendre sa prépondérance en Allemagne, nul n'en pouvait douter; que l'Italie fût désireuse de payer sa dette de reconnaissance à la France, on devait le supposer. L'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza, venait d'avoir tout récemment, en juin 1870, à Paris même, une longue conférence avec l'Empereur et avec le maréchal Le Bœuf. On était convenu, en principe, d'une action commune éventuelle. Mais l'Autriche avait besoin de trois semaines pour la mobilisation de ses troupes. Le comte de Beust, chancelier de l'Empire autrichien, prépara, en attendant, un traité séparé d'alliance entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, stipulant une neutralité armée et une action diplomatique commune entre les deux Etats.

Pourquoi le traité ne fut-il pas signé en temps utile? Parce que Napoléon III, c'est une justice à lui rendre, voulut sauvegarder la situation de la Papauté compromise par lui, mais surtout parce que, avant l'ouverture des hostilités entre la France et l'Allemagne, les chancelleries européennes furent averties que l'empereur de Russie, allié de la Prusse et toujours ulcéré des outrages reçus à Paris en 1867, avait résolu de sortir de la neutralité et d'intervenir pour la Prusse, si l'Autriche intervenait pour la France.

Voilà sommairement ce que raconte M. Nigra. D'après lui, l'Autriche et l'Italie n'étaient pas liées envers la France quand éclata la guerre; elles ne manquèrent à aucun engagement en ne venant pas à son secours.

Vainement M. le duc de Gramont a révélé qu'il y avait eu avant la guerre une entente secrète ; des projets ne sont pas un traité. Dès le 15 juillet, M. de Witzthum, ministre d'Autriche à Bruxelles, et M. Vimercati, attaché militaire d'Italie à Paris, partaient l'un pour Florence, l'autre pour Vienne, tous deux chargés d'un message verbal de Napoléon III, pour leurs souverains respectifs. Napoléon expédiait à la même date à Victor-Emmanuel une dépêche l'informant que, en raison de la guerre, il allait retirer la brigade d'occupation de Rome, mais qu'il confiait le sort de la Papauté « à l'honneur et à la loyauté » du roi. La réponse se fit attendre quelques jours. L'Empereur dut insister pour l'avoir. Elle vint avec une lettre confidentielle, l'une et l'autre marquées au cachet de la duplicité italienne.

Les projets parurent avoir abouti le 1er août. M. Vimercati revint à Paris avec une rédaction en quatre articles, par laquelle l'Autriche et l'Italie s'engageaient à placer leurs forces de terre et de mer sur le pied de neutralité armée devant se changer en concours effectif aussitôt que leurs préparatifs militaires seraient terminés. Il y avait en outre un article spécial, étrange de la part de l'Autriche, article par lequel celle-ci s'engageait à aider l'Italie dans ses revendications à Rome. Napoléon III se trouvait alors à Metz. Il demanda la radiation de cet article ; il insista également pour que fût fixé le moment où la médiation armée se changerait en concours effectif. En vain le prince Napoléon le pressait de signer en aveugle. Pour la première fois peut-être le prince parlait le langage de la raison ; est-ce pour cela qu'il ne fut pas écouté ? « Signez toujours, disait-il, ne regardez pas aux fautes d'orthographe. Avisez Vienne et Florence que vous avez signé, engagez vos alliés. Les modifications s'imposeront si nous sommes victorieux. Si nous sommes battus, vous aurez du moins un titre à invoquer ; mais pour Dieu, signez avant que le sort des armes ait prononcé ! »

Mais jamais la logique n'avait guidé l'Empereur dans sa déplorable politique italienne. D'une part, il entendait con-

server Rome au Pape et il avait mis cette ville à la merci du premier coup de main que Victor-Emmanuel tenterait sur elle. D'autre part, il acceptait le principe de l'unité italienne et il refusait à l'Italie la possession de sa capitale historique; il ne satisfaisait ni les uns ni les autres.

L'Empereur refusa donc de signer. « Si c'est l'entrée des Italiens à Rome qu'on me demande, c'est impossible », télégraphiait-il à M. de Malaret. Il envoya le 3 août au soir un nouveau télégramme décisif : « Je ne cède pas sur Rome, malgré les instances de Napoléon. »

Puis les évènements se précipitèrent, le canon de Reischoffen et de Forbach emporta tous ces papiers.

Rien ne prouve, après tout, que la signature du traité eût fait sortir l'Italie de sa neutralité effective. On ne s'allie pas à des vaincus. La convention de septembre n'était-elle pas un traité en bonne forme, bien plus, un traité non imposé de force mais sollicité par Victor-Emmanuel? Et n'était-ce pas pour être autorisé à la déchirer que ce même Victor-Emmanuel en négociait maintenant une nouvelle?

Vainement donc l'Empereur, inconséquent jusqu'au bout, accorda en fait à l'Italie ce qu'il lui refusait par écrit; vainement son armée, quittant Rome, s'embarqua à Civitâ-Vecchia le 4 et le 6 (dates qui furent précisément celles de nos premiers revers), vainement enfin le prince Napoléon partit pour Florence, le 17 août, avec des instructions résumées dans ces deux points : « Faites à Rome ce que vous voudrez, mais envoyez-moi les cent mille hommes promis verbalement! » Victor-Emmanuel fit la sourde oreille. Le 6 août, lorsque lui arriva la nouvelle du désastre de Reischoffen, il était au théâtre. « Pauvre Empereur! s'écria-t-il; mais f... je l'ai échappé belle! » C'était le cri du cœur. L'Italie révolutionnaire allait arriver à ses fins par les malheurs de la France plus aisément que par une alliance armée avec elle. Il ne fut plus question de rien signer.

Du reste Victor-Emmanuel, même avant nos revers, n'avait jamais songé qu'à ses propres intérêts. La preuve de ce fait

résulte des dépêches de lord Granville, premier ministre d'Angleterre. Celle-ci se bornait, quant à elle, à exiger le respect de la neutralité de la Belgique et déclarait qu'elle ne tirerait l'épée que contre celui qui violerait cette neutralité. Mais lord Granville écrivait en même temps, à la date du 10 août, à lord Lyons, son ambassadeur à Paris :

Le gouvernement italien désirerait *obtenir l'aide du gouvernement britannique pour résister à cette pression.* Sur la réponse que, quoique ce ne soit pas la politique actuelle de l'Angleterre de prendre des engagements pour une neutralité combinée, cependant elle serait disposée, si par là elle pouvait aider l'Italie à résister à cette pression extérieure, à s'entendre avec l'Italie, afin que ni l'une ni l'autre n'abandonnent la neutralité sans une échange d'idées et sans s'annoncer réciproquement tout changement de politique ; l'Italie a donné un chaleureux assentim nt à cet arrangement.

La Ligue des neutres était donc formée contre la France à l'instigation de l'Italie et par l'entremise de l'Angleterre.

Les archives de Berlin n'ont point livré leurs secrets. On saura sans doute plus tard que l'Italie négociait avec l'Allemagne en même temps qu'avec la France. Du moins tout autorise cette hypothèse. Durant les jours qui précédèrent l'assaut donné à Rome par les Piémontais, le comte d'Arnim, ambassadeur de Prusse auprès du Souverain Pontife, ne cessait d'aller du camp pontifical au camp italien et du camp italien au camp pontifical. Il semblait être au service de Victor-Emmanuel plus qu'à celui de Guillaume Ier, et lorsque les Italiens, victorieux enfin une fois à eux tout seuls (il est vrai qu'ils étaient ce jour-là sept contre un) forcèrent l'entrée de Rome, le 20 septembre, par la brèche de la porte Pia, le comte d'Arnim, seul de tous les diplomates étrangers, vint saluer publiquement la peu glorieuse invasion.

Les armées françaises et allemandes se trouvèrent en présence dans une mystérieuse anxiété et sans se voir encore, le 1er août.

L'ardeur était égale, mais combien différaient et le nombre des soldats et les dispositions prises ! Un mot sur le théâtre des opérations qui allaient s'engager.

La frontière française, couverte au sud de Huningue par la neutralité de la Suisse, au nord de Thionville par celle du Luxembourg et de la Belgique, était protégée de Huningue à Lauterbourg par le Rhin et les villes fortes de la rive gauche; à partir de Lauterbourg elle quittait le Rhin pour obliquer au nord-ouest, allait rejoindre la Moselle à Sierck, au nord de Thionville, et n'était sérieusement attaquable que de ce côté par une armée allemande arrivant soit en Alsace par la Bavière Rhénane entre Lauterbourg et Sarreguemines, soit en Lorraine par la Prusse Rhénane entre Sarreguemines et Sierck, sur une étendue de 35 à 40 lieues.

Les positions de l'armée française étaient au 1er août les suivantes, en commençant par le sud : Douay, à Belfort, avec 27.000 hommes; Mac-Mahon, à Strasbourg, avec 38.000; de Failly, de Bitche à Sarreguemines, avec 29.000; Frossard, à Forbach, avec 28.000; Bazaine, un peu en arrière, à Saint-Avold, avec 42.000; Ladmirault, à Thionville, avec 33.500; derrière Bazaine et Ladmirault, Bourbaki, à Metz, avec 23.000 hommes de la garde; à Lunéville, à égale distance des deux lignes frontières convergeant à Lauterbourg, une réserve de 7.000 hommes de cavalerie et de 3.500 d'artillerie; beaucoup plus loin en arrière, à Châlons, Canrobert, avec 40.000 hommes. C'était un total de 272.000 hommes, avec 144 mitrailleuses et 780 canons, échelonnés sur un développement de frontière de 80 lieues.

Ce même jour, les Allemands, après avoir passé le Rhin sur leur territoire, s'avançaient du nord vers notre frontière, entre le Rhin et la Moselle, en trois armées : leur armée de droite (Steinmetz, 61.000 hommes), débouchait de Coblentz par Trèves et Sarrelouis, le flanc droit abrité par la neutralité du Luxembourg; celle de gauche (Prince-Royal, 180.000 hommes), débouchait de Spire par Landau sur Wissembourg; celle du centre (Frédéric-Charles, 206.000), un peu en arrière encore, débouchait de Mayence et Manheim par Kaiserslautern : c'étaient 447.000 combattants aidés de 1.194 canons, arrivant en trois masses sur une frontière de 35 lieues,

défendue par des corps disséminés, et le nombre de ces envahisseurs allait se doubler par les réserves.

Chose remarquable, 459.000 hommes arrivaient sur le généralissime français, qui était Napoléon III, mais Napoléon ne savait pas où ils étaient ; on commençait seulement à se douter qu'ils pourraient bien prendre l'offensive, et on n'avait pas de cartes du territoire français où la guerre pouvait se trouver portée ; on sentait l'ennemi partout, et on ne le voyait nulle part, si ce n'est par les audacieuses patrouilles de cavalerie dont il se faisait précéder sur tous les points, et qui tendaient un rideau entre nous et lui. Le 1er août l'Empereur montra sur une carte, à un général, Saarbruck, où il se proposait d'aller ; le général crut à une offensive décidée ; quand il apprit qu'il s'agissait d'une simple démonstration, il se retira désolé. Quelques instants après, un ami le surprit à son bivouac, assis sur une valise, les yeux pleins de larmes : « Qu'avez-vous ? qu'y a-t-il ? — Ce qu'il y a ?... Nous sommes perdus ! »

A côté de ces paroles prophétiques, le fait suivant résume bien la précision merveilleuse avec laquelle, en Prusse, tout était organisé pour cette guerre soi-disant défensive. Quelqu'un aborde M. de Moltke : « Vous êtes accablé de travail ! — Non, certes, réplique le maréchal, tous les ordres sont partis ; je n'ai pour le moment rien à faire... qu'à attendre. Si l'ennemi passe le Rhin avant le 25, ne pouvant l'en empêcher, nous le repousserons graduellement du mieux que nous pourrons. Si le 1er août s'écoule avant qu'il ait passé le Rhin, nous le combattrons sur la rive gauche. Et s'il ne nous a pas envahis le 4, nous passerons la frontière ce jour-là. » Ce qui eut lieu, en effet.

CHAPITRE XXVI

Guerre de 1870 : De Désastres en Désastres. — Sedan. — Le Quatre-Septembre

---

Lorsque la France, après 1870, a refait son armée, elle est partie de ce principe qu'elle avait été écrasée par la supériorité numérique ; d'autres ont dit par l'instruction primaire plus répandue chez les Allemands, en d'autres termes par le maître d'école allemand.

Prises dans un sens absolu, ces deux vérités sont devenues une double erreur, et un danger pour l'avenir. La qualité dans une armée importe plus que la quantité, l'histoire l'atteste, depuis les victoires des Grecs sur les cohues armées de l'empire persan jusqu'aux campagnes de Frédéric II et de Bonaparte ; quant à l'instruction, ce n'est pas dans les soldats qu'elle est désirable ; le soldat est assez savant qui sait se battre, marcher, supporter les privations et qui a confiance en ses chefs ; même il peut arriver que trop d'instruction le rende raisonneur, défiant, indiscipliné, prompt à crier à la trahison.

La cause de nos défaites, en 1870, fut un peu dans l'infériorité du nombre, mais beaucoup plus dans l'impéritie du commandement. La France, au début de la campagne, manqua de général en chef. Si Mac-Mahon n'avait pas lancé son avant-garde à une distance telle qu'il ne pouvait la secourir, en cas d'attaque, le désastre de Wissembourg, qui

inaugura la série, n'aurait pas eu lieu. Si Bazaine, le même jour, à Forbach, était venu, avec les trois divisions dont il disposait, au secours de Frossard, Frossard tenait une victoire. Si Bazaine, qui en gagna une le 16 août, de l'aveu même des Allemands, l'eût complétée le 17 au matin, les Allemands eussent été jetés dans la Moselle. Si Bazaine, le 18, à deux heures de l'après-midi, eût envoyé l'admirable garde impériale, commandée par Bourbaki, au secours de Canrobert, le prince Charles n'eût pu investir Metz. Enfin, même après ces fautes, si, au lieu d'aller s'engouffrer à Sedan contre toutes les règles du bon sens et de l'art, on s'était replié sur Paris, en avant de la France se levant comme un seul homme, tout pouvait encore être réparé, et la fortune revenir sur nos drapeaux.

Il parait certain, et le fait mériterait d'être plus connu, qu'au moment de la déclaration de guerre, Napoléon III avait personnellement arrêté un plan d'opérations qui, rapidement exécuté, aurait modifié singulièrement les débuts de la campagne. D'après ce plan, il devait tout d'abord réunir 150.000 hommes à Metz, 100.000 à Strasbourg et 50.000 à Châlons, puis concentrer les deux premiers groupes en avant de Sarrebruck ou de Wissembourg; et cette masse de 250.000 soldats aguerris, remontant le Rhin, fut allée surprendre le passage du fleuve à Maxau, à quinze kilomètres de Lauterbourg; de là, tout en interrompant la mobilisation prussienne, elle eût pu marcher sur Wurtzbourg et couper la Prusse de ses alliés du Sud.

Mais dès le premier jour de l'exécution, on s'aperçut que l'artillerie n'avait pas d'attelages, que les convois seraient insuffisants, que les régiments n'avaient ni vivres, ni munitions. On réfléchit en outre que ces 250.000 hommes lancés hors de la frontière formaient les deux tiers de l'effectif militaire immédiatement disponible et que, s'ils subissaient un désastre, le territoire restait sans défense. Dès lors on renonça à prendre sérieusement l'offensive. Ce fut la première faute, la faute capitale, car il paraît certain que nous

avions sur l'ennemi, pour une attaque avant l'arrivée des réserves, une avance de douze à quinze jours.

Au moins, en se déterminant pour la défensive, rien n'empêchait de grouper les forces, de se concentrer en dedans de la frontière, de reculer au besoin jusqu'à ce que, bien compacts, on pût livrer bataille en nombre pas trop inégal. Malheureusement il fallait ménager l'opinion publique et les criailleries des journaux, qui n'eussent pas admis un mouvement de recul, même stratégique. L'Empereur qui devait tout conduire, comme en Italie, était malade ; il s'en remit à son étoile, et nos faibles corps d'armée furent éparpillés sur une longue ligne sans épaisseur, n'offrant aux armées allemandes bien serrées et beaucoup plus nombreuses qu'un voile léger facile à déchirer.

Les premiers coups de feu furent tirés le 26, où le 12e chasseurs, de la brigade de Bernis, reconduisit vigoureusement une reconnaissance de uhlans, qui s'était aventurée jusque près de Niederbronn, et lui enleva quelques chevaux et une vingtaine d'hommes.

Le 31 juillet, l'Empereur et le Prince Impérial assistèrent à l'office divin dans la cathédrale de Metz. Le prince Napoléon les attendit près de vingt minutes à la porte de l'église, où il dédaignait d'entrer. Les deux premiers se rendirent ensuite aux avant-postes, mais non le troisième, malgré son grade de général de division.

On pénétra sur le territoire prussien, à Saarbrück, le 2 août. L'Empereur télégraphia le soir à l'Impératrice que « Louis venait de recevoir le baptême du feu ; qu'il avait été admirable de sang-froid ; qu'il avait conservé une balle tombée près de lui, et que de vieux soldats avaient pleuré en le voyant si calme. Du reste, ajoutait-il, ce n'a été qu'un combat d'artillerie ; nous n'avons perdu qu'un officier et dix hommes. »

Ce que les dépêches officielles ne disaient pas, c'est que l'Empereur n'avait pu se maintenir à cheval jusqu'à la fin du combat. Il était tombé presque évanoui dans les bras d'un aide de camp.

Les Prussiens évacuèrent Saarbrück. La prise de cette petite place aurait pu avoir des suites si les Français en avaient profité pour pousser immédiatement à trois ou quatre lieues au nord, sur Neunkirchen, point d'intersection des chemins de fer et de concentration des armées prussiennes en formation. L'Empereur s'y refusa obstinément, en dépit des instances de Lebœuf. N'ayant plus la force de commander, il ne voulait pas qu'un autre commandât à sa place. Après avoir occupé Saarbrück pendant trois jours, Frossard se jugeant trop avancé en pointe, ce qui était vrai si les deux corps qui étaient en arrière sur ses ailes n'avançaient pas avec lui, évacua la ville le 5 et se replia sur Forbach et Spickeren, sans s'apercevoir qu'en voulant se dérober à un danger, il allait peut-être le provoquer : en abandonnant, en effet, les hauteurs de Saarbrück qui dominent la Sarre, il laissait libres les passages de la rivière et les hauteurs par où il pourrait être attaqué ; et c'est ce qui ne manqua pas d'arriver avant que 24 heures fussent écoulées.

Frossard était un général du génie, brave, mais peu habitué au maniement des troupes; sa qualité de précepteur du Prince Impérial avait suscité autour de lui de nombreuses jalousies. En entendant son canon, Bazaine se demanda d'abord ou feignit de se demander ce que cela pouvait être, et si ce n'était pas le tonnerre. Puis, après de longues heures perdues, tandis que les soldats de Frossard et de Bataille résistaient de leur mieux et mouraient à l' « éperon » de Spickeren, il finit par se mettre en route pour secourir un camarade débordé par l'ennemi. Mais pendant qu'un de ses divisionnaires, Castagny, qui croyait connaître le pays pour y avoir chassé autrefois, refusait de se laisser guider et se trompait de route; un autre, Montaudon, employait quatre heures pour franchir quinze kilomètres, et arrivait en vue du champ de bataille juste assez tôt pour prendre part à la retraite. Il faut avoir entendu leurs dépositions dans le procès de Bazaine, où ils parurent comme témoins; il faut avoir comparé ces deux généraux à ceux de l'ennemi ; il faut avoir constaté que tous

les Allemands qui se trouvaient à moins de sept lieues autour du général Von Kameke accoururent au bruit du canon avant la fin de la bataille, tandis que pas un des Français qui se trouvaient dans un rayon de quatre lieues autour de Frossard, n'arriva en temps utile ; il faut avoir mesuré cette incapacité, ce mauvais vouloir des généraux de Napoléon III, pour comprendre un désastre que l'imprudence de Kameke attaquant une position formidable sans l'ordre du généralissime prussien Frédéric-Charles, aurait dû changer en un échec pour lui. Nous avions perdu 4.000 hommes et les Allemands 5.000, mais la frontière de Lorraine était forcée.

Celle d'Alsace venait de l'être également. Le 4 août, à Wissembourg, la division Douay, forte de 4 à 5.000 hommes, avait résisté à une masse que des renforts incessants portèrent à 80.000. Deux jours après, le 6, Mac-Mahon en personne, avec 35.000 hommes, lutta depuis huit heures du matin jusqu'à la nuit, à Frœschwiller, contre 75.000 Allemands. Il perdit trente canons, 15.000 tués, blessés ou prisonniers, et les Allemands, 10.500. Les routes d'Haguenau et des Vosges s'encombrèrent de fuyards. Pour comble d'imprudence, Mac-Mahon, en se retirant, négligea de faire sauter le tunnel de Saverne, où des fourneaux de mine étaient préparés ; fatale négligence, qui livrait intact aux Allemands le chemin de fer de Strasbourg à Nancy et Paris.

L'Empereur était rentré à Metz. Frappé de stupeur, il ne savait plus à quoi s'arrêter. Les ordres les plus contradictoires se succédaient. Le 8 août, Emile Ollivier, s'érigeant en stratégiste, fit décider en conseil des ministres qu'on n'abandonnerait pas la Lorraine sans combat. Le résultat fut que les 40.000 hommes de Canrobert, jusque-là restés à Châlons, furent appelés à Metz, et l'incertitude était encore telle que, ce jour-là, une de ses divisions, arrivée en chemin de fer à Nancy, fut aussitôt renvoyée à Châlons. Le lendemain elle repartait et, le 12, le corps entier de Canrobert arrivait à Metz. Quant aux armées allemandes, un peu étonnées de leur succès, après la journée du 7 consacrée à se bien lier, elles

commençaient dès le 8, l'invasion méthodique par un vaste mouvement de conversion.

Quiconque a éprouvé l'émotion mêlée de stupeur qui s'empara de toute la France à la nouvelle des journées de Frœschwiller et de Spickeren, ne saurait l'avoir oubliée. On se réveillait dans la défaite après s'être endormi dans la sécurité. Le décousu des dépêches officielles ne laissait que trop deviner la réalité terrible. Le ministère affolé s'était hâté de rappeler le Corps législatif. Dès la première séance, le 9 août, il s'y vit exécuté sans pitié par cette même majorité qui, moins d'un mois auparavant, l'avait suivi dans la guerre sans vouloir même se laisser éclairer.

L'état-major français était vivement impressionné par la supériorité de l'artillerie allemande. « A 3.000 mètres, disait Mac-Mahon après Frœschwiller, ces artilleurs enverraient un obus éclater dans un chapeau. » Mais, à entendre l'homme « au cœur léger », la situation n'était pas compromise, aucune de nos défenses naturelles n'était entre les mains de l'ennemi, nos ressources immenses restaient intactes, et cependant il proposait « la levée en masse de tout ce qui était valide dans le pays » et jusqu'à l'incorporation des pompiers de Paris et des douaniers ! Il n'eut pas le loisir de discuter ces propositions ; de toutes parts les récriminations se soulevaient contre lui ; M. de Kératry les résuma toutes en disant : « Les ministres ont trompé le pays ; M. le ministre de la guerre, appelé dans le sein de notre commission le 15 juillet, a affirmé sur l'honneur que nous étions absolument prêts ; s'il nous eût laissé voir quelque hésitation dans son esprit, nous serions venus soumettre la situation à la Chambre, en l'éclairant sur la réalité des faits. » Le ministère tomba devant l'adoption d'un ordre du jour qu'il repoussait, et aux termes duquel la Chambre se déclarait « décidée à soutenir un cabinet *capable* d'organiser la défense du pays ».

Déjà, d'ailleurs, le glas de l'Empire sonnait ; on vit, dans cette séance tumultueuse, Jules Favre et l'opposition républicaine, faire voter « l'armement immédiat des gardes natio-

nales de France », ce qui devait, suivant les naïves illusions d'Ernest Picard, « nous donner en huit jours 500.000 soldats exercés ».

Le ministère Ollivier fut remplacé, séance tenante, par un autre que nomma l'Impératrice-Régente, et que présida le nouveau ministre de la guerre, Cousin-Montauban, comte de Palikao. Un deuxième décret incorpora dans la garde mobile tous les hommes valides âgés de moins de trente ans, et dans la garde nationale mobilisable tous les célibataires de trente à quarante. Le nombre se retrouve sous nos drapeaux; le courage n'avait jamais cessé d'y être, et la ténacité de notre défense illustra notre défaite; elle dépassa, par exemple, et de beaucoup, celle de la Prusse après Iéna. Malheureusement on ne pouvait improviser l'armement, ni l'équipement, moins encore la cohésion et l'esprit militaire; l'organisation de ces nouvelles forces, l'évènement l'a prouvé, ne pouvait se faire qu'à la longue, alors qu'il serait trop tard pour venir appuyer les armées de première ligne.

Le maréchal Lebœuf n'était donc plus ministre, mais il restait major-général, sous le commandement en chef de l'Empereur. L'insuffisance de cette double direction était devenue trop évidente. Les meilleurs amis de Napoléon III comprenaient sur ce point l'impossibilité de résister à la marée montante de l'opinion. Alors s'engagea entre Metz et les Tuileries un véritable drame télégraphique, plein de péripéties et d'émotions.

L'Empereur ne voulait comprendre ni cette prétention de lui enlever son major-général, ni rien de ce qui se passait à Paris, et il ajoutait mélancoliquement : « J'apprends avec peine que la Chambre s'est déclarée en permanence, c'est une violation manifeste de la Constitution; nous revenons au beau temps de la Révolution où l'on voulait faire conduire les armées par les représentants de la Convention. » De guerre lasse, l'Impératrice s'adressa à Lebœuf lui-même, le suppliant de se dévouer en donnant sa démission. De cette laborieuse diplomatie sortit une décision du 12 août qui

remplaça Lebœuf par Bazaine, non plus comme major-général, mais comme commandant en chef, c'est-à-dire que l'Empereur lui-même résignait tout commandement, acceptant l'humiliante situation d'un souverain qui, faute d'oser rentrer dans sa capitale, reste au milieu d'une armée qu'il ne commande plus, et pour qui sa seule présence est une gêne et un encombrement.

Le jour même de la déchéance parlementaire du ministère Ollivier, l'Empereur avait reçu, dans le grand salon de la préfecture de Metz, une visite qui l'avait impressionné, celle du général Changarnier, une des plus illustres victimes du coup d'Etat. Le vieux général était en costume civil ; leste, mince et droit, malgré ses soixante-seize ans, il fendit vivement, d'un pas sec, la tête haute, la foule des officiers présents et dit d'une voix claire, entendue de tous : « Sire, je me suis tenu à l'écart de votre bonne fortune, mais le malheur commun fait un devoir à tous les Français de se rallier autour du chef de l'Etat, c'est pour cela que je suis venu. » A ces mots, raconte le marquis de Massa, qui était présent, deux larmes roulèrent sur les joues flétries de Napoléon III et allèrent se perdre dans son épaisse moustache. Il saisit les deux mains du vétéran de l'armée d'Afrique et scella d'une accolade la réconciliation tardive. L'un et l'autre se retirèrent ensuite et causèrent de la situation. Napoléon fit rendre à Changarnier les insignes de général de division ; mais on ne songea point à lui donner un commandement effectif. On le laissa à Metz sans l'utiliser.

Qui avait imposé Bazaine comme général en chef, malgré sa conduite au Mexique et à Spickeren ? Nul doute à cet égard : c'était l'opposition, dont les illusions démocratiques se plaisaient à voir un sauveur dans un ancien simple soldat devenu maréchal. Il n'est que juste de reconnaître que l'armée elle-même le désirait : l'avenir allait montrer que, supposé qu'il n'y eût pas un meilleur choix à faire, il n'était guères possible non plus d'en faire un plus mauvais. Jamais, contre un général de capacité moyenne, le mouvement de

flanc pour envelopper Metz n'eut dû réussir. Les Allemands ne l'ont exécuté que par un concours extraordinaire de circonstances heureuses.

La terrible responsabilité qui pèse sur la mémoire de Bazaine oblige toutefois à dire que quand, le 12, à 4 heures de l'après-midi, il fut investi du commandement suprême des armées françaises, avec la mission impérative de se replier en Champagne, la situation dont il avait à sortir était terriblement compliquée, sans que jusque-là ce fût complètement par son fait.

Il était à Borny, sur la rive droite de la Moselle ; déjà la droite allemande (Steinmetz), arrivait sur le Nied, à trois lieues en face de lui, pendant que la gauche (Prince Royal) allait atteindre Nancy ; entre les deux, le centre (Frédéric-Charles) arrivait au sud de Metz pour passer la Moselle, dont les ponts n'étaient pas coupés, menaçant de venir se placer à l'ouest de Metz et de l'envelopper.

Ce n'était pas du génie qu'il fallait pour se tirer de là, tant le parti à prendre était clair, c'était une vue nette et une exécution rapide. Les heures valaient des journées, il fallait, sans en perdre une seule, abandonner Metz et se replier à l'ouest avant que la route de Verdun ne fût fermée. Bazaine pouvait encore le faire ; il ne le fit pas.

Nous n'hésitons point à le dire, a écrit un des généraux qui ont vu Bazaine à l'œuvre et qui ont laissé sur la guerre de 1870 une des pages les moins passionnées, nous n'hésitons pas à dire que la tâche qui incombait ainsi au Maréchal dépassait de beaucoup ses moyens et ses forces, et qu'il n'était à sa hauteur ni par l'activité physique, ni par les talents, ni par l'énergie morale. Pour une aussi grande mission il aurait fallu mettre en jeu tous les ressorts d'une grande âme, toute l'énergie d'un grand caractère ; il eût fallu des éclairs de génie, peut-être ! Le Maréchal n'appela à son aide qu'une somnolence égoïste, une sorte d'indifférence pour les intérêts généraux, un petit esprit et de petits moyens [1].

Le 14 août, Napoléon III quitta Metz dans l'après-midi, pour

---

[1] Le général Deligny, *Metz*, 1870.

aller coucher à Longeville, village distant de quatre kilomètres, sur la rive gauche de la Moselle. Il y était à peine installé que l'ennemi attaqua à Borny les corps restés sur la rive droite, afin de retarder ou d'empêcher leur passage. La bataille dura jusques bien avant dans la nuit. Elle fut pour les Français une victoire tactique : ils gardèrent toutes leurs positions, et perdirent 2.000 hommes de moins que les Allemands ; mais ce fut pour ceux-ci une victoire stratégique : ils atteignirent leur but, qui était de donner au prince Frédéric-Charles le temps d'arriver assez tôt à la route de Verdun.

Si Bazaine, en dépit des ordres reçus, est resté à Metz, c'est que, suivant la juste observation du général du Barail, il a voulu y rester ; c'est que Metz exerçait sur lui une double fascination. Il s'y accrochait parce que tout général médiocre s'accroche toujours, quand il le peut, à une forteresse qui le dispense de manœuvrer en rase campagne ; il s'y accrochait parce que, sous cet abri, il voulait conserver intacte une armée dont il connaissait la solidité, pour en faire l'instrument de rêves ténébreux qui, même, sont restés hypothétiques, puisqu'il ne parait pas en avoir tenté la réalisation.

Le 15 août fut un des jours les plus douloureux de cette douloureuse époque. Chaque année, une convocation officielle réunissait, à Paris, autour des souverains, leur maison et, après la messe solennelle, chacun venait leur offrir ses vœux. Ce jour-là, l'office habituel fut célébré dans la chapelle des Tuileries à peu près vide ; le palais tout entier ressemblait à un désert. La cour y était revenue précipitamment de Saint-Cloud le 7, mais nul n'avait songé à rendre aux appartements leur élégance accoutumée. Les tapissiers du garde-meuble n'avaient pas remis les rideaux, les tentures, les tapis qu'ils enlevaient chaque année vers la fin de juin, au départ de Leurs Majestés, ni ôté les enveloppes de gaze des candélabres et les housses en toile grise dont on recouvrait tous les meubles jusques vers le milieu de décembre, au retour de Compiègne. Ces vastes salles semblaient déjà vouées à l'abandon ; mais l'Impératrice ne permit pas qu'on y changeât rien

dans un pareil moment ; tout mouvement étranger aux préoccupations qui l'accablaient, l'eût importunée. Elle prenait ses repas seule, à la hâte, dans son cabinet, en lisant des dépêches ou dictant des réponses. Son visage avait étrangement pâli. Avec ses vêtements blancs, son voile léger, ses beaux traits amincis et rigides, elle passait comme une statue de marbre à peine animée. L'indifférence des Parisiens, coupée de quelques cris discordants, lui confirmait ses pressentiments que l'Empereur rentrerait victorieux dans la capitale ou qu'il n'y rentrerait pas.

A Metz, le maréchal Canrobert parut seul se souvenir que ce jour était celui de la fête impériale, « la Saint-Napoléon ». Il trouva l'Empereur au Ban-Saint-Martin, dans une petite auberge, assis, le front appuyé sur sa main et buvant distraitement une tasse de café noir. Napoléon demanda au Maréchal s'il lui apportait quelque nouvelle. « Non, Sire, répondit Canrobert, mais c'est aujourd'hui le 15 août et j'ai voulu, comme de coutume, apporter mes hommages à Votre Majesté. » L'Empereur secoua tristement la tête : « Je n'y avais point songé, mon cher Maréchal. Merci de vous en être souvenu. » et il retomba dans son silence.

Le Maréchal insista sur la nécessité d'un prompt départ. La situation était fort critique. On pouvait craindre que la retraite ne fût coupée. Le départ fut décidé pour le lendemain. Le Maréchal ne se trompait pas. A peine avait-il quitté le quartier impérial qu'un obus tombait au milieu de son état-major, tuant un colonel et un commandant.

Ce fut la dernière entrevue de l'Empereur et de Canrobert pendant la campagne.

La dernière avec Bazaine eut lieu le 16, à cinq heures du matin, au moment où l'Empereur et son escorte allaient prendre la route d'Etain, restée libre encore. Bazaine était à la portière de la voiture impériale : « Je vous confie la dernière armée de la France, songez au Prince Impérial ! » lui dit Napoléon III ; puis il partit, précédé des Cent-Gardes, ayant le Prince Impérial à sa droite et deux aides de camp en

face de lui. Le prince Napoléon suivait, dans une autre voiture, avec le général Lebrun et Piétri, le médecin en chef.

Nous n'avons pas à rendre compte des péripéties des deux terribles batailles de Rezonville (16 août), et de Saint-Privat (18 août) : Napoléon n'y assistait pas. Bazaine n'était préoccupé que d'une idée : ne pas être séparé de Metz ; or, le prince Frédéric-Charles ne songeait qu'à le rejeter dans cette ville. Après ces deux journées, qui coûtèrent ensemble trente mille hommes aux Français et autant aux Allemands, chacun des deux généralissimes avait atteint son but ; mais celui de Frédéric-Charles était seul sensé : Bazaine, immobilisé sous Metz avec son armée, allait bientôt épuiser les provisions de cette place de guerre ; la capitulation et de l'armée et de la place n'était qu'une question de temps. L'homme indigne qui déjà, à Spickeren, avait laissé volontairement écraser un camarade, et qui aurait dû passer le lendemain en conseil de guerre au lieu d'être investi du commandement suprême, ne concevait pas comme les autres officiers, les questions de patriotisme, de devoir et d'honneur. Le 18, chose à peine croyable, il jouait au billard quand il aurait dû être sur le champ de bataille et faire donner la garde afin d'achever la victoire. Ensuite il attendit, dans une paresse de corps et d'esprit absolument inexplicable. Qu'attendait-il ? Il n'a pas su le dire lui-même. Quant à une trahison formelle, pour de l'argent, elle est souverainement invraisemblable, en dépit de l'imagination populaire, d'abord parce que la Prusse n'eût pas été assez riche pour la lui payer, et ensuite parce qu'il est mort pauvre, aussi pauvre que méprisable et méprisé.

L'Empereur, après une halte à Etain, arriva à Verdun vers une heure. De là, il partit en chemin de fer pour Mourmelon, et il expédia ce télégramme étrange de la part d'un souverain qui, cinq jours auparavant, était encore général en chef :

L'Empereur au maire d'Etain

Quartier impérial, 17 août, 10 h. 28, mat.

Avez-vous des nouvelles de l'armée ?

Napoléon.

De son côté, Mac-Mahon télégraphiait le même jour, de Verneuilles : « Je n'ai plus ni cartouches ni munitions d'artillerie. » Sa retraite après Frœschwiller s'était exécutée dans le plus grand désordre. A Blesmes, écrit un officier, nous pûmes monter en wagon, mais notre train dut stationner sept heures en gare afin de laisser passer un immense train impérial qui portait voitures, chevaux et personnel des écuries, attirail de toilette, vaisselle, cuisiniers, conserves, vins et approvisionnements luxueux ; tout cela précédait le train de Sa Majesté et retarda de sept heures, pour nous affamés, épuisés, nos pauvres derniers vingt-cinq kilomètres. » Cet encombrement par les bagages impériaux se reproduira encore plus d'une fois dans la marche de Châlons sur Sedan. Qu'était devenu le temps de sa jeunesse où Napoléon III, rappelant les exemples de son oncle, se plaisait à répéter : qu'un souverain doit aller à la guerre en sous-lieutenant, avec une valise pour tout bagage ?

L'intelligence chez lui gardait encore sa clarté, mais la volonté avait perdu toute énergie. La maladie brisait le corps, le fatalisme affaissait l'âme. Il voulait rentrer à Paris avec l'armée de Châlons. L'Impératrice l'en dissuada : « Il ne faut pas, disait elle, qu'il reparaisse ici en vaincu et en fuyard ! » Effectivement, il eût reçu mauvais accueil dans Paris, ce Paris sensitif et mobile qui, un mois auparavant, avait crié « à Berlin ! » et qui, un mois plus tard, allait applaudir à la nouvelle de Sedan comme à une victoire républicaine capable d'effacer une catastrophe nationale.

Pour le moment, Paris et la France se laissaient encore amuser avec des récits fantastiques dont le ministre de la guerre se montra impudemment prodigue. Palikao disait un soir, d'un air de demi-confidence : « Ah ! si Paris savait ce que je viens d'apprendre, Paris illuminerait ! » Une autre fois, au Corps législatif, le 19 : « Voici un fait que je vous donne comme certain : le corps de cuirassiers blancs, commandé par Bismarck, a été anéanti ; il n'en reste pas un ». Or, ce fait était absolument controuvé. Enfin, après la bataille

de Gravelotte : « Trois corps d'armée prussiens ont été rejetés dans les carrières de Jaumont. » Et les journaux illustrés de publier aussitôt force gravures représentant cette catastrophe imaginaire des carrières de Jaumont, lesquelles étaient situées fort loin du choc des armées. On charmait de la sorte, pour un moment, les angoisses patriotiques ; ainsi un tempérament débile se surexcite par des boissons alcooliques frelatées, qui le laissent ensuite plus abattu que jamais.

Ce fut le prince Napoléon qui proposa à l'Empereur d'envoyer à Paris, comme gouverneur, le général Trochu, populaire dans la capitale autant que dans l'armée ; en même temps, Mac-Mahon serait investi du commandement en chef à Châlons, d'où il partirait, accompagné de Sa Majesté, pour aller délivrer Bazaine. Napoléon III, en présence d'une proposition qui ne lui laissait plus ni l'autorité militaire, ni l'autorité politique, murmura doucement : « En vérité, j'ai l'air d'avoir abdiqué. » L'exposé du prince étant fini, il demanda leur avis aux deux hommes, dont on lui proposait le concours. Mac-Mahon ne formula aucune objection ni aux mouvements indiqués des armées, ni au choix de sa personne. Il voulut seulement être subordonné au maréchal Bazaine. Puisque les deux armées allaient se joindre, une volonté unique devait les diriger, et Mac-Mahon, modeste et juste appréciateur de son mérite, se sentait fait pour les secondes places où, tout en commandant, on obéit encore ; en outre, sa réponse le donna à entendre, si c'était lui qui commandait, il n'était pas sûr que Bazaine consentît à obéir.

Trochu partit pour Paris et y trouva froid accueil de l'Impératrice, à qui il suffisait, pour éveiller sa défiance, que ce choix eût été proposé par le prince Napoléon. Lorsqu'il lui soumit sa proclamation rédigée en route et commençant ainsi : « L'Empereur, que je précède », elle exigea la suppression de ces trois derniers mots. « Il ne rentrerait pas vivant ! » s'écria-t-elle. Trochu avait pris sur lui, en outre, de ramener les gardes mobiles de Paris, au mépris des ordres formels du ministre de la guerre. Son concours

ne fut donc pas accepté sans mauvaise humeur, soit au ministère, soit aux Tuileries.

Mais laissons-le parler lui-même dans ses *Mémoires.*

A une heure du matin, conduit par M. Chevreau, j'arrivai au Palais...

Je fus introduit auprès de l'Impératrice. A côté d'elle se tenait le vice-amiral Jurien de la Gravière, aide de camp de l'Empereur et très avant dans l'intimité du souverain et de la souveraine, un homme distingué, bienveillant, officier de grand mérite, écrivain de grand talent, mais d'un caractère faible, impressionnable et incertain. De tout temps, j'avais eu avec lui les meilleures relations.

J'exposai à l'Impératrice l'objet de ma mission, mettant sous ses yeux les ordres dont j'étais porteur et cherchant à en compléter le sens par des explications qu'elle ne me laissa pas achever. Debout, l'œil ardent, nerveuse, les joues vivement colorées :

— Général, me dit-elle en me regardant fixément, et avec une inflexion de voix où se révélait l'ironie interrogative, je vous demande un conseil. Ne pensez-vous pas qu'en l'extrême péril où nous sommes, il conviendrait d'appeler en France les princes d'Orléans ?

Surpris au plus haut point, abasourdi, devrais-je dire, tout entier d'ailleurs à l'émotion du récit que j'avais commencé et à cent lieues, par conséquent, de me rappeler, en un tel moment, que l'Impératrice m'avait toujours considéré comme l'un des principaux agents de l'orléanisme, je ne saisis pas du premier coup ce que cette extraordinaire proposition avait d'insultant pour mon caractère, et je répondis naïvement :

— Madame, il m'est impossible d'apercevoir en quoi la présence des princes d'Orléans pourrait simplifier une situation qui est si périlleusement compliquée.

Mais l'amiral qui connaissait bien sa souveraine, avait compris avant moi. Il me connaissait aussi. Il voyait qu'à la réflexion, je ressentirais profondément cette injure, et pressentant cette explosion, il me poussa vivement vers l'Impératrice et me jeta littéralement dans ses bras en s'écriant :

— Mais vous êtes faits tous deux pour vous comprendre. Donnez, madame, toute votre confiance au général, il la mérite.

Telle fut, dans l'absolue vérité des paroles et des faits, vérité que j'atteste ici sur l'honneur, cette scène émouvante dont je retrouve dans mes souvenirs toutes les circonstances avec autant de netteté que si elle datait d'hier. Elle était pour moi l'avertissement et la préface des intolérables défiances, des amertumes de toutes sortes, que j'allais rencontrer dans mes rapports avec l'Impératrice-régente, avec tous ses conseillers de gouvernement, avec la plupart de ses conseillers de cour.

Trochu néglige d'ajouter, ce qui est attesté par l'Impératrice et par d'autres, qu'il protesta de son dévouement à Sa Majesté, déclara qu'il la défendrait, elle et son fils, et le jura « sur sa foi de catholique et de Breton ».

Le ministre de la guerre aurait désiré qu'on marchât de Châlons sur Verdun. Son plan, suivant les militaires allemands, présentait des chances de succès presque assurées, mais il ne pouvait réussir qu'à la condition d'être entrepris au plus tard le 21 et d'être poursuivi avec une infatigable rapidité. Pour qu'on le comprenne bien, disons d'abord que dès le 19 une armée allemande de 80.000 hommes avait été détachée, sous le prince de Saxe, de Metz investi, pour marcher à l'ouest, par Verdun et Sainte-Menehould, et coopérer avec l'armée du Prince Royal de Prusse qui s'avançait plus au sud, par Commercy et Bar-le-Duc, sur la route de Paris et qui, le 25 août, devait se trouver encore — et se trouvait effectivement — à Vitry-le-François, à vingt-cinq lieues sud-ouest de Verdun. Il s'agissait pour Mac-Mahon de partir du camp de Châlons le 21, en trois corps ; sa droite, par une marche directe, avait soixante-quatre kilomètres à faire, et arrivait à Verdun le 24 ; son centre, décrivant un arc de cercle vers le nord, en avait quatre-vingt-quatre et y arrivait le 25 ; sa gauche, décrivant un arc de cercle plus allongé par Vouziers, en avait cent quatre et pouvait y être rendue également le 25. Les étapes étaient fixées : la plus petite était de douze kilomètres, la plus longue de vingt-six. En fait, le prince de Saxe, arrivant le 24 devant Verdun, s'y serait trouvé seul le 25 en face de Mac-Mahon, à vingt-cinq lieues du Prince Royal, alors à Vitry-le-François. Alors, de deux choses l'une : ou il aurait accepté le combat et l'on pouvait bien croire que ses 80.000 hommes seraient écrasés par les 120.000 de Mac-Mahon, après quoi Frédéric-Charles se serait trouvé isolé sur Metz, entre Bazaine et Mac-Mahon ; ou bien le Prince Royal de Saxe aurait rétrogradé sur Frédéric-Charles, qui, abandonnant Metz, serait venu à son secours, et alors, Bazaine débloqué le suivant, les deux armées alle-

mandes, environ 200.000 hommes, se seraient trouvées entre deux armées françaises, l'une de 120,000, l'autre de 200,000, avant que le Prince Royal eût le temps d'arriver.

Mais l'heure était passée quand Mac-Mahon s'ébranla, le 23 seulement, après plusieurs journées perdues soit à délibérer, soit à mettre un peu d'ordre dans son armée improvisée de provenances diverses. Il supposait Bazaine en route pour Montmédy, et prit ce point pour objectif.

Cependant, le 20, Bazaine avait télégraphié à Mac-Mahon : « J'ai dû *prendre position* autour de Metz pour donner du repos aux soldats et les ravitailler ; l'ennemi grossit toujours autour de moi ; je suivrai *très probablement*, pour vous rejoindre, la ligne des places du Nord, et *vous préviendrai* de ma marche *si je puis toutefois l'entreprendre* sans compromettre l'armée. » Cette dépêche eût dû arrêter net la marche de Mac-Mahon sur Montmédy, puisque Bazaine n'était pas en route et qu'il annonçait devoir prévenir s'il s'y mettait ; malheureusement elle n'arriva pas à destination, ou plutôt elle arriva et cependant Mac-Mahon ne la connut pas ; pourquoi ? c'est un mystère qu'on n'a jamais pu éclaircir.

Plus heureux, l'état-major allemand, qui avait eu un moment d'incertitude, trouvait, le 25, dans un journal parisien, le *Temps*, la précieuse nouvelle que Mac-Mahon marchait vers la Meuse. L'indication était confirmée par les rapports des éclaireurs : l'indiscrétion du journal fixa les hésitations de M. de Moltke ; il prescrivit au Prince Royal de se porter de Vitry-le-François vers le Nord et de se placer sur les derrières de Mac-Mahon, s'il poursuivait son chemin.

Militairement parlant, cette marche des Français fut lamentable. Ordres et contre-ordres se succédaient. On vit, le 27, Mac-Mahon assis sur un banc, dans la principale rue du Chesne, au débouché de l'Argonne, froisser une carte qu'il avait trouvée à la mairie et la jeter par terre en disant : « Nous ne connaissons pas ce pays ; nous ne devions pas nous battre ici. » Et ce pays était le nôtre ! De Reims à Mouzon, sur la Meuse, il y a vingt lieues à vol d'oiseau.

Parti le 23, le premier corps ne passa la Meuse que le 29 et les autres le 30. Les Allemands marchaient tout autrement. Leur état moral était supérieur sous tous les rapports. Sur les champs de bataille, au soir des chauds engagements qui avaient lieu chaque jour, si l'on ouvrait les sacoches des officiers tombés, on trouvait deux choses dans celles des Allemands : une carte et un livre de prières, et dans celles des Français, quelques romans ou rien du tout.

Ayant traversé péniblement la forêt de l'Argonne, Mac-Mahon eut l'intuition des périls de la marche sur Montmédy et revint au projet que, personnellement, il eût préféré : marcher sur Paris. Il annonça le 27 qu'il obliquait sur l'ouest. « Je n'ai, disait-il, aucune nouvelle de Bazaine depuis le 19 ; si je me porte à sa rencontre, je serai attaqué de front, et en même temps par le Prince Royal qui me suit de près. » Mais le Ministre de la guerre ne lui en laissa pas la faculté. Il lui télégraphia : « Si vous abandonnez Bazaine, la révolution est dans Paris ! » Et, deux heures plus tard, le 28 août, à 1 heure 30 du matin : « Au nom du conseil des ministres et du conseil privé, je vous demande de porter secours à Bazaine, en profitant des 30 heures d'avance que vous avez sur le Prince Royal. »

Devant une pareille injonction, Mac-Mahon n'avait plus qu'à obéir. Ses corps d'armée étaient déjà en marche sur Mézières ; il les arrêta et perdit une journée entière à reprendre la direction de la Meuse, où l'attendait, quelques jours après, le plus épouvantable désastre dont l'histoire militaire fasse mention.

Le samedi 27 août, Napoléon III quitta Tourteron le matin, fit dix kilomètres à cheval et s'arrêta au Chêne-Populeux pour y déjeuner, tandis que Mac-Mahon examinait sur un banc la carte dont nous venons de parler. On mit plus de deux heures à décharger, sous les yeux des soldats affamés, la batterie de cuisine, les primeurs venues du midi, les conserves de toute espèce et les vins de Sa Majesté... On eût dit un roi de Perse, un Xerxès, ou un Darius, allant follement

se heurter contre un roi de Sparte ou de Macédoine tout bardé de fer. Cet attirail fut cause, plus d'une fois, de retards dans la marche si pénible et si lente. Les troupes devaient attendre, l'arme au pied et souvent le ventre vide, que les fourgons impériaux eussent défilé. On devine à quelles plaisanteries amères, à quelles malédictions leur impatience avait recours pour se soulager [1].

Personnellement, cette pauvre Majesté qu'on ballottait comme une épave, que Bazaine avait rejetée à Mac-Mahon et que Mac-Mahon ramenait à Bazaine, ne jouissait guère de toute cette abondance. Sa maladie s'était aggravée subitement, jusqu'à lui arracher des cris quand il était seul. Mais en présence de témoins il savait se contenir, autant par dignité que pour ne pas affliger ses amis inutilement. Il faisait encore bonne figure à cheval sur une grande route, s'avançant seul dans un grand espace libre, précédé de ses superbes Cent-gardes dont les cuirasses étincelaient au soleil, et suivi de son état-major resté correct et brillant. Mais déjà les acclamations sur son passage se faisaient rares ; lorsqu'il s'en élevait quelqu'une, Napoléon semblait s'éveiller d'une sorte de somnolence ou de contemplation vague, levait la tête, entrouvrait un œil vacillant, trouble, sans flamme, et répondait pas un faible sourire. Parmi les gens qui le regardaient passer, ceux qui réfléchissaient et qui cherchaient à remonter des effets aux causes se demandaient si c'était bien lui, le vainqueur de Solférino, le triomphateur de la récente Exposition universelle. « Ah ! se disaient-ils, quel grand crime

[1] Quel contraste avec l'énergie d'un autre souverain dont ce même pays rappelle le souvenir ! L'an 1118, le dimanche 25 octobre, le pape Calixte II, menacé d'être pris traîtreusement, comme son prédécesseur Pascal II, par l'Empereur allemand Henri V, venu près de Mouzon avec 30.000 hommes pour conférer avec lui, monta à cheval à Beaumont bien avant le jour, accompagné de quelques évêques et prêtres qui formaient toute sa suite. Il arriva à Reims à midi, assez à temps pour célébrer la messe pontificale au concile qui s'y tenait alors, et, dans la même journée, sacrer un évêque de Liège et donner audience à saint Norbert. Calixte II avait fait dans une matinée, et à jeûn, les vingt lieues qui séparent Beaumont de Reims.

faut-il donc qu'il ait commis pour, de si haut, être tombé si bas ! »

Dans les sous-préfectures ou les chambres d'hôtel où il s'arrêtait, toute parade cessant, il restait comme stupide et paralysé, ou bien s'en allait chancelant d'une fenêtre à une cheminée, ne trouvant de repos nulle part, silencieux et n'essayant qu'à peine de secouer sa torpeur. C'était lui-même alors qui ne se reconnaissait plus. Il se sentait accablé du contraste entre son impuissance présente et les étourdissantes réussites du coup d'Etat et des bouleversements italiens machinés à Plombières. L'heure de l'expiation était venue, il ne pouvait s'empêcher de la voir, bien qu'elle ne fit que commencer.

L'aile droite, avant-garde de l'armée française, était formée par le 5e corps, que commandait le général de Failly, le vainqueur involontaire de Garibaldi à Mentana. Ce favori de l'Empire semble avoir été choisi par la Providence pour donner, avec la mesure de l'intelligence et des vertus militaires de la fin de ce régime, celle de l'intelligence et des vertus militaires du vainqueur de Solférino. Qu'était-il devenu, ce César qu'un écrivain courtisan, M. Edmond About, appelait, après la campagne de 1859 « le grand capitaine français ? » On le voit à Beaumont, dans une incurie et une confiance telles que, pour trouver les pareilles dans l'histoire, il faut remonter jusqu'à Balthazar surpris par Cyrus au milieu de son festin.

Déjà, en passant à Chaumont, de Failly avait donné de sa négligence des preuves si manifestes qu'un décret daté du 17 l'avait remplacé à la tête du 5e corps. Mais ce général destitué était trop bien en cour ; on lui laissa son commandement douze jours encore, en face de l'ennemi, et ce fut seulement après ce que nous allons raconter que le général Wimpfen, arrivant d'Afrique, prit sa place.

Le 28, Napoléon fit treize kilomètres et coucha à Stone. Mac-Mahon décida qu'on passerait la Meuse à Stenay.

La cavalerie du général de Failly, chargée d'éclairer toute

l'armée en marche, s'était heurtée aux Prussiens dès le 27 et le 28 à Buzancy. Elle les rencontra encore le 29 à Bois-les-Dames et fut repoussée. Le passage de la Meuse à Stenay n'était donc plus possible ; il fallait le tenter un peu plus bas, à Mouzon.

De Failly marcha dans cette direction, mais laissa à droite Beaufort, où des provisions l'attendaient, et se dirigea sur Beaumont, ville épuisée de vivres par le passage d'un autre corps d'armée, la veille. C'étaient là des détails qui échappaient à l'attention du général. Ses troupes arrivèrent successivement dans la nuit du 30, sans ordre, affamées, après avoir marché cinq ou six heures pour faire, par d'immenses détours, les quatre ou cinq kilomètres qui les séparaient du champ de bataille du 29. De Failly en prenant gîte chez le maire de Beaumont, paraissait agité et se parlait tout haut à lui-même ; on l'entendit plusieurs fois répéter : « Ce n'est pas cela, ce n'est pas cela, c'est trop près ! » Mais ce trait de lumière ne fut qu'un éclair. Il négligea d'examiner la position et d'occuper les collines des Gloriettes qui, courant à l'est jusqu'à la Meuse sur une longueur de quinze cents mètres, sont la clef de Beaumont ; il se coucha, se persuada qu'il n'y aurait pas de bataille ce jour-là, et ne sut que dire ou faire dire aux divers généraux ou colonels qui demandaient où camper : « Cherchez par là, débrouillez-vous comme vous l'entendrez ! » si bien que tous s'entassèrent autour du monticule de Beaumont, au bas des pentes ou sur des plateaux voisins, déprimés et entièrement dominés par des hauteurs boisées, où l'on ne mit pas même de grand'gardes.

Le curé de Beaumont, qui a rendu compte de cette journée dans une brochure fort appréciée des militaires, supplia, dès le matin, un capitaine logé chez lui d'aller prévenir le général en chef des périls de la position :

Je la connais trop, disait-il, et je connais trop aussi l'activité de nos ennemis. Vous n'êtes pas à cinq kilomètres du théâtre du combat d'hier ; vous serez sûrement attaqués à l'heure du déjeuner, sinon plus tôt. A votre place, j'irais avertir le général en chef.

— Allez-y vous-même, répondit le capitaine.

— Moi ? On me dirait que je me mêle de ce qui ne me regarde point.

— Et moi donc ? croyez-vous qu'on se gênera pour me donner la même réponse ? Comment faire remarquer à mon chef qu'il est à la merci de l'ennemi sans lui montrer que je suppose ou qu'il l'ignore, ou qu'il n'en a cure ? Je serais mal reçu et mal noté ; je n'y vais point. »

Et tous deux, le prêtre et l'officier, firent une réflexion sur la duperie de ces fameuses conquêtes de 1789, qui ne permettent pas à un inférieur informé de sauver, sans se compromettre, son supérieur qui ne l'est pas...

A 8 heures du matin, le mardi 30, Mac-Mahon arriva de Mouzon à Beaumont, et conféra une demi-heure avec de Failly. Le départ du 5e corps pour Mouzon fut fixé à midi et demi. Mac-Mahon repartit pour Mouzon vers 10 heures. L'Empereur y arrivait. Dans le même moment l'armée allemande, masquée par les bois, prenait paisiblement position à six cents mètres des campements français et se déployait tout autour sur les collines. Elle comptait plus de 100,000 hommes. [1]

Paysans et paysannes des environs accoururent donner l'alarme ; on les laissa dire. Un cultivateur, nommé Jurion, rencontre un général : « Mon général, les Prussiens sont à la Tuilerie, à deux kilomètres d'ici ! — Vous en avez menti, répliqua le général ». Et ce fut toute son enquête. Le curé de Beaumont avait à déjeuner au presbytère un chirurgien-major, un sous-intendant, deux aumôniers militaires et cinq ou six autres personnes. On vint annoncer que plusieurs habitants de Sommhaute accouraient disant qu'on pillait leur village. C'était le roi de Prusse en personne qui s'installait sur cette haute montagne pour jouir du spectacle de la surprise de Mouzon. Mais cédons de nouveau la parole au témoin déjà cité :

Quelques minutes après, la salle à manger du presbytère s'ouvrit brusquement et, sans saluer, une voix nous jeta ces paroles : « Messieurs, les Prussiens sont sur vous ! » C'était la fondatrice d'un petit hospice neuf, situé à cinq minutes de la Tuilerie. Un court silence lui répondit. Je le rompis : « Madame, allez chez Monsieur le Maire, où déjeunent le général en chef et son état-major ; faites ce que vous

---

[1] *L'armée de Mac-Mahon et la bataille de Beaumont*, par M. Defourny, curé de Beaumont en Argonne; p. 37.

venez de faire ici, entrez sans vous faire annoncer, répétez les mêmes paroles avec le même accent et criez leur : Messieurs, les Prussiens sont sur vous ! » Elle sortit, vola chez le maire et fut empêchée d'entrer par trois factionnaires. Alors, quoique très douce de caractère, elle s'élança vers une fenêtre et donna dessus un fort coup de poing. Le bruit attira l'attention. On la laissa entrer dans le corridor, d'où elle se précipita dans la salle à manger. Un aide de camp la saisit par le bras et la fit reculer. Mais le général de Failly ordonna qu'on la laissât parler. Il lui demanda où elle habitait, prit une carte de la mairie, lui dit d'indiquer l'endroit où elle prétendait avoir vu les Prussiens. Elle le fit, salua et sortit.

Un quart d'heure après, un coup de canon retentissait, tiré à quatre cents mètres de nos premiers campements... L'ennemi avait traversé la vallée et construit quatre ponts volants pour son artillerie sur le ruisseau de Wamme, sans avoir été vu. Il fallut le canon, tiré à cette distance, pour convaincre le général en chef et son état-major, les généraux, les colonels qui déjeunaient en ville et dont plusieurs, avant de courir aux armes, demandèrent encore une crême au dessert, alléguant qu'ils n'en avaient pas eu depuis quatre jours...

Ce premier coup de canon fut tiré par ordre du capitaine d'artillerie prussienne Wermelskirsch, excellent homme qui, dans les trois semaines qu'il passa depuis comme blessé au presbytère de Beaumont converti en ambulance, en a fait le récit plusieurs fois en des termes que doit enregistrer l'histoire :

Voyant la sécurité et l'insouciance du camp français, nous étions chagrins de tirer sur eux sans les avertir. La proposition de leur annoncer notre présence fut même faite. Mais on observa que surprendre un ennemi est parfaitement conforme au droit de guerre, et que c'est un avantage dont on doit profiter. Je commandai donc de tirer. Il est impossible d'exprimer l'impression que produisit le premier coup et les mouvements douloureux qui en résultèrent parmi les Français. J'en fus vraiment bouleversé et, comme par instinct, pour secouer cette peine, je fis faire à mon cheval un demi-tour de gauche à droite autour de ma batterie. C'est alors que je reçus une première balle de chassepot dans la jambe... »

Un court silence, une immense clameur, un pèle-mêle effroyable de soldats, de chevaux, de caissons, d'attelages, d'hommes, de femmes et d'enfants courant affolés sans savoir où, tel fut l'effet produit par ce premier coup de canon. La batterie d'avant-garde d'où il était parti tira seule d'abord, mais au bout d'un quart d'heure elle fut appuyée par d'autres,

et quarante pièces ne cessèrent, pendant plus d'une heure, de vomir le fer et le plomb sur les premiers campements français, placés au bas et au midi de Beaumont. Plus de quarante mille fusils à aiguille accompagnaient, de divers points plus ou moins rapprochés, cette terrible canonnade. Les Français étaient cinq mille, sans artillerie, sauf deux canons vers la fin.

Le colonel du 68e passait heureusement une revue. Son régiment soutint le premier choc avec une bravoure au-dessus de tout éloge ; c'est autour de lui que se rallièrent les soldats complètement surpris des autres régiments. Lui-même fut tué. Le commandement de la division fut pris, en l'absence des généraux, par le colonel du 11e, M. de Behagle, qui ne tarda pas à être blessé mortellement. Le 46e, le 11e et le 68e firent des prodiges sans ordre régulier, presque sans commandement, chacun avec son inspiration, dans un sublime délire qui tint lieu d'ensemble. Les pertes de l'assaillant furent importantes ; mais après une heure et demie de cette héroïque résistance, ce qui restait de ces hommes valeureux ainsi sacrifiés par l'incurie de leurs chefs, dut se replier, sous peine d'être enveloppés. Voici le tableau de ce début de la bataille de Beaumont, fait par un colonel prussien :

Les Français, campés au sud de Beaumont, n'avaient aucune idée de l'orage prêt à fondre sur eux. Les soldats faisaient leur soupe, les chevaux étaient en partie à l'abreuvoir, quelques vedettes seulement veillaient, mais de trop près. Il en résulta que nos 7e et 8e divisions, sortant de la forêt et se précipitant sur le camp distant d'environ trois mille pas, les surprirent de la manière la plus complète. Les obus prussiens et saxons donnèrent l'alarme en éclatant au milieu d'eux. Tous alors coururent aux armes ; mais déjà notre infanterie avait pénétré au milieu des tentes et dispersait les détachements isolés qui cherchaient à se réunir. L'artillerie française n'avait pas eu le temps d'atteler ses pièces, qu'elle se voyait forcée d'abandonner. Toutes les tentes, tous les bagages et de nombreux approvisionnements restaient au pouvoir des vainqueurs [1].

---

[1] *Campagne de 1870-71* par le colonel A. Borbstædt, rédacteur du *Militar Wochenblatt* ; traduit de l'allemand par le capitaine Costa de Cerda ; Paris, Dumaine, 1872.

La retraite, par le dévouement des soldats et de la plupart des officiers de second ordre, fut digne du combat. Il était 2 heures quand les masses prussiennes victorieuses tournèrent à droite et à gauche de Beaumont et se portèrent au nord contre les douze ou treize mille combattants de la division Labadie. Ceux-ci les attendirent de pied ferme et le sort de la journée pouvait être changé encore, si vingt mille hommes de Mac-Mahon, sortant de Mouzon, fussent apparus au nord, ou si le corps de Douay, qui se repliait vers l'ouest, fût accouru au canon. Mais les temps fortunés de Magenta étaient passés. L'Empereur, qui voyait la bataille des hauteurs de Baybel, manda Mac-Mahon et lui cria : « La division Lacretelle ! » en montrant les troupes de Labadie aux prises avec l'ennemi. La division Lacretelle sortit de Mouzon, puis, soit contre-ordre ou ineptie de quelque chef, elle y rentra. Labadie ne put soutenir longtemps, tout seul, sa retraite offensive, où l'armée allemande, quatre ou cinq fois supérieure, mit une heure et demie à le faire reculer de deux kilomètres, et tout le 5e corps fut en pleine déroute.

Il était environ trois heures un quart. On se battit encore, çà et là, jusqu'à la nuit, sur tout le parcours de Beaumont à Mouzon. Mais ce n'étaient que des haltes dans la défaite. A six heures du soir Mac-Mahon se décida enfin à quitter Mouzon et à se porter au devant de l'ennemi. Il était trop tard. Les fuyards, les caissons, les équipages encombraient toutes les routes. Les troupes fraîches ne purent avancer. Il se fit un tumulte indescriptible et l'on eut quelque peine à rentrer dans la ville par le pont étroit de la Meuse. Les Allemands réussirent même à s'installer dans le faubourg, de l'autre côté du pont. Les deux armées ennemies passèrent ainsi la nuit face à face, chacune d'un côté de la rivière [1].

---

[1] Le détail suivant donnera la mesure de la démoralisation d'une partie du corps des officiers :

A Mouzon, pendant qu'on se battait à une heure et demie de là, trois officiers supérieurs prenaient le café dans un salon ; l'un d'eux était au piano ; le redoublement de la canonnade ne lui fit point interrompre le morceau commencé; il

Chose qu'on aurait peine à croire si elle n'était attestée par de nombreux témoins, l'Empereur était si abattu, si incapable d'apprécier, et son entourage toujours si adulateur et si optimiste, qu'il ne comprenait pas encore ce qui se passait sous ses yeux. Chevauchant sur la route de Mouzon à Carignan et apercevant de loin les débris du corps de Failly qui fuyaient par tous les chemins, il dit : « Tout va bien ! » et personne n'osa lui répondre : « Non, Sire, c'est une déroute et, si l'on ne se hâte, nous allons être tous pris dans la souricière de Sedan ! »

L'Empereur tourna bride vers Carignan pour faire à Montmédy la jonction de Mac-Mahon avec le toujours invisible Bazaine. Mais le lendemain, reconnaissant enfin que cette jonction était impossible et que Bazaine ne s'y prêtait point, il dut se résigner à reprendre la route de Paris, non moins redoutable pour lui que celle par laquelle arrivait le roi de Prusse. Ordre fut donné, en conséquence de passer la Meuse, et de se hâter. Mais il se trouva que l'ennemi avait déjà occupé tous les ponts, et qu'on l'avait laissé faire. C'était le 31 août ; on ne pouvait plus éviter Sedan. Il semblait que, désespéré, on voulût en finir par un suicide vertigineux, ou qu'une main invisible et inexorable guidât, ralentît, précipitât tous les mouvements pour les faire converger tous sur un point indéfendable et les y engloutir.

---

ne cessa que sur la prière ferme, pour ne pas dire impérative de son hôtesse. « Votre place n'est plus ici, lui dit-elle, mais là où l'on se bat. — Nous n'avons pas d'ordres », répondit l'officier.

L'hôtesse, dame polie, mais énergique, insista plus d'une fois dans l'après-dînée pour les déterminer à rejoindre au moins leur campement. Ce fut en vain. A trois heures, perdant patience et entendant la rumeur croître dans la ville, elle sortit et s'avança jusqu'à la rue de l'Eglise. Là elle vit un général à cheval, qui revenait du champ de bataille. Elle agita son mouchoir pour attirer son attention et lui dit : « Il y a chez moi trois officiers supérieurs qui ne veulent pas sortir ; ne devraient-ils pas être à leur poste ? — Quel malheur ! répondit ce général. Elle revint et dit aux officiers : « Si vous ne sortez à l'instant de chez moi, je vais ouvrir ma fenêtre et crier de toutes mes forces : « Il y a des officiers supérieurs qui se cachent dans ma maison ! » Ils sortirent ; mais les jambes de l'un d'eux fléchissaient sous lui et il se cramponnait, en descendant, à la rampe de l'escalier. (L'abbé Defourny, p. 132).

La nécessité commandait de traverser Sedan au plus vite et de marcher ou sur Montmédy ou sur Mézières sans perdre une minute. Mac-Mahon voulait aller à Montmédy. Blessé, il tombe de cheval et remet son commandement au général Ducrot qui ordonne d'aller à Mézières. Wimpfen, quoique arrivé de la veille, chargé du 5e corps depuis une heure seulement et ne connaissant rien ni de la situation générale, ni des projets de Mac-Mahon, se prévaut d'un degré d'ancienneté sur Ducrot, lui enlève le commandement et fait tout refluer de la route de Mézières sur celle de Montmédy. « Ce n'est pas une retraite que je veux, c'est une victoire ! » dit-il. Ah! répliqua tristement Ducrot, nous serons bien heureux si la retraite nous reste encore ouverte ce soir ! »[1] Pendant ce temps l'ennemi, surpris à son tour, mais charmé de ce piétinement sur place, ferme paisiblement la souricière en couronnant toutes les hauteurs qui la dominent. Telle fut, en quelques traits, la bataille de Sedan.

Elle fut acharnée surtout sur le plateau de Bazeilles, dernier passage resté libre pour gagner Mézières. Il fallait conserver ce passage à tout prix et, dès l'aube du 1er septembre, un combat qui y avait débuté la veille reprit avec un redoublement de fureur. Seulement, après avoir lutté quatre heures, dans le premier engagement pour reprendre le pont sur la Meuse, les Français obligés de céder à des forces par trop supérieures, oublièrent, en abandonnant de nouveau ce pont, de le faire sauter. Pareilles négligences étaient habituelles dans cette fatale guerre.

Le village de Bazeilles fut héroïquement défendu ; les mitrailleuses firent dans les rangs des Bavarois de la division von der Thann des ravages effroyables ; mais les masses profondes affluaient sans cesse par le pont et, plus on en couchait par terre, plus il y en avait, tandis qu'aucun renfort

---

[1] Le châtiment de l'outrecuidant général Wimpfen fut de mettre sa signature au bas d'une capitulation inouïe. Son rapport au comte de Palikao, ministre de la guerre, commence par une sanglante ironie qu'il s'inflige à lui-même en parodiant un mot de César : *Je suis venu*, écrit Wimpfen, *j'ai vu, j'ai été vaincu.*

n'arrivait de Sedan, où nul ne savait exactement qui commandait en chef. Le colonel, depuis général Brière de l'Isle, fit des prodiges à la tête du premier régiment de marche d'infanterie de marine. Ses soldats, barricadés dans les maisons se firent tuer presque jusqu'au dernier, et l'on sait avec quelle fureur sauvage, quand le commandant Lambert eût brûlé ses dernières cartouches, les Bavarois se vengèrent sur le village et sur ses habitants. Ils mirent le feu aux maisons, en y rejetant les enfants et les femmes, et ce feu ils l'entretinrent longtemps après la bataille.

Un peu avant une heure du soir, l'Empereur était monté à la citadelle, sur la plate-forme du donjon. De là, avec les généraux de la Moskowa, Reille, Castelnau et le marquis de Massa, il suivit attentivement les mouvements de l'ennemi. On distinguait très bien, à la lorgnette, les casques à chenille des Bavarois qui, repoussés de Bazeilles, s'étaient mis en batterie de l'autre côté de la Meuse, sur la colline des Noyers, pour faire pleuvoir l'incendie sur le malheureux village.

Descendu de la citadelle et rentrant à pied de la sous-préfecture, le petit groupe fut rencontré par le général Douay qui poussa vivement son cheval vers l'Empereur : « Quoi, Sire, vous restez ici ! Mais demain nous serons cernés de trois côtés et vous ne pourrez plus vous éloigner qu'en passant en Belgique ! — Je suis décidé à ne pas séparer mon sort de celui de l'armée, répondit simplement l'Empereur. »

Sur un autre point, le même jour, la division Margueritte essaya vainement, à Balan et au calvaire d'Illy, de briser le cercle de fer qui enserrait peu à peu nos troupes. Son chef tué fut aussitôt remplacé par le général de Gallifet. La valeur de nos soldats arracha des cris d'admiration au roi de Prusse qui, assis commodément à l'ombre, sur une colline, considérait le carnage de loin. « O les braves gens ! les braves gens ! » s'écria-t-il. Mais cette tentative de sortie n'eut d'autre résultat que de joncher le terrain de cadavres d'hommes et de chevaux. Les généraux Wolff et Carteret luttèrent jusqu'à la fin de la journée et rentrèrent blessés. La division Lartigue défendit

pied à pied les hauteurs de la Mamelle et le village de Daigny; elle fut écrasée par des forces sans cesse renouvelées; son chef fut blessé cruellement; le colonel d'Andigné fut laissé pour mort; une foule d'autres officiers supérieurs étaient morts ou mourants. Le 12e chasseurs à pied, moins héroïque mais mieux commandé, parvint à gagner Mézières. Le général Vinoy venait d'y arriver avec sa division. Il recueillit à la hâte ces débris de Sedan et, par une rapide marche de nuit, reprit le chemin de la capitale et conserva à la France son dernier noyau d'armée.

La journée avait été horrible pour l'Empereur. Sorti à cheval, il ne parvint à s'y tenir qu'en s'appuyant des deux mains sur le pommeau de sa selle et en comprimant stoïquement les douleurs qui le torturaient. Mais c'est à peine si les plis de son front trahirent son mal; aucune plainte ne s'échappa de sa bouche. Quand il arrive qu'on révoque en doute son courage, il ne s'agit ni de l'endurance physique, ni de ce courage militaire dont bien peu d'hommes sont dépourvus; il en avait donné lui-même assez de preuves. Le courage dont nous parlons, c'est le caractère ou cette intrépidité froide et hardie qui dédaigne les bombes des conspirateurs autant que les boulets de l'ennemi; c'est le courage qui procède d'une bonne conscience, habituée à suivre la ligne droite du devoir.

Lorsque Napoléon eut compris que tout était perdu, il eut une demi inspiration de ce qu'exigeaient, dans une telle extrémité, son honneur, l'avenir de son fils et le salut de sa dynastie. Se redressant de son mieux, les moustaches fortement cirées, un peu de vermillon relevant, à ce qu'on affirme, la pâleur de son visage, il dirigea son cheval entre Sedan et Bazeilles, sur la route découverte que l'artillerie allemande continuait à balayer de fréquentes décharges, afin d'empêcher les renforts de passer, car elle ne supposait pas que le général en chef de l'armée française pût s'abstenir d'en envoyer. L'Empereur resta là pendant plus d'une heure. Son état-major et les Cent-Gardes, sur un geste de lui, s'arrêtèrent

derrière une briqueterie. Lui-même, sur un point culminant où étaient placées les batteries de réserve du commandant de Saint-Aulaire, il s'avança seul, au pas, écrasé sous le poids de ses fautes autant que de la maladie, et maintenu debout en selle uniquement par les regards de ceux qui l'avaient suivi. Il marchait comme dans un rêve, au-devant d'un boulet libérateur. A une centaine de mètres, il s'arrêta et attendit. Un obus éclata et le couvrit de terre, mais sans le toucher.

Son officier d'ordonnance, le capitaine Le Sergent d'Hendecourt qui, avec le général Pajol, son aide de camp de service, n'avait pas voulu obéir à son geste et le laisser seul, tomba raide mort à vingt pas de lui. Au bout d'un moment, toujours du même air de fataliste résigné, l'Empereur revint tranquillement. C'était assez pour que nul ne pût dire qu'il avait fui la mort. Toutefois, s'il l'eût sérieusement et impérieusement désirée, comme il semble que les circonstances le lui commandaient, il l'eût cherchée un peu plus loin, au milieu même des ennemis. Là, ou bien il eût reçu une balle, ou bien il eût été fait prisonnier à bras le corps et en frappant de l'épée, comme jadis le roi Jean et François Ier qui pouvaient écrire le lendemain : « Tout est perdu, fors l'honneur ! »

La défense de Sedan était impossible ; la place n'avait que de vieux canons, sans munitions, sans vivres ; en deux heures l'ennemi aurait tout réduit en cendres, tout exterminé, y compris les quelques régiments campés, encore en bon ordre, sur les remparts, et cette foule débandée, affolée, de fantassins et de cavaliers qui s'entassaient dans les maisons ou grouillaient si pressés dans les rues que la circulation y était devenue absolument impraticable. Des officiers arrachaient leurs épaulettes en pleurant comme des enfants ; d'autres enterraient ou brûlaient les drapeaux ; des artilleurs enlevaient le mécanisme des mitrailleuses et les jetaient dans les égoûts ou dans la Meuse ; quelques-uns dissimulaient mal leur joie de ne plus se battre ; à quoi bon, du reste, disaient-ils, puisqu'ils étaient trahis, vendus par les chefs ?

L'Empereur se détermina à se livrer lui-même, non sans quelque espoir d'attendrir ce vainqueur, son hôte naguère encore et qui lui avait fait alors de si belles protestations d'amitié. Au moment où le soleil se couchait, le général Reille, précédé d'un hussard avec un drapeau blanc, gravit les hauteurs de la Marsée, où se tenait le roi de Prusse entouré de son état-major, et lui présenta cette lettre :

Monsieur mon frère, n'ayant pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée entre les mains de Votre Majesté.

Je suis de Votre Majesté,

Le bon frère,

NAPOLÉON.

Le roi, assis sur une chaise, prit lecture de la missive, répondit qu'il acceptait l'épée et ajouta que, si le général en chef de l'armée française voulait bien se rendre au château de Bellevue, près de Donchery, il y trouverait des plénipotentiaires charger de fixer les termes de la capitulation.

Ces plénipotentiaires étaient le maréchal de Moltke, sec, dur comme une formule algébrique, et qui ne pouvait ressentir aucun attendrissement pour des Français vaincus, n'en ayant pas éprouvé pour ses propres compatriotes, les Danois, par lesquels il avait commencé la série de ses victoires pour le compte de la Prusse. C'était ensuite le comte de Bismarck toujours correct, toujours diplomate, gonflé de joie en dedans seulement, mais appuyant d'un air vivement contrarié, brusque et bon enfant, les exigences les plus exorbitantes de son collègue : pas de concessions ni de courtoisie, pas d'internement des vaincus au-delà de la Loire, ni même de la Garonne, ni même en Algérie ; l'armée entière prisonnière sans conditions, avec armes et bagages, avec l'Empereur, avec les blessés, tels que le maréchal de Mac-Mahon. Tout ce que le général Wimpfen put obtenir, durant trois heures de discussion, c'est que ceux des officiers qui promettraient sur l'honneur de ne plus servir avant la fin de la guerre seraient libres de rentrer chacun chez eux ; concession plus fâcheuse que favorable, puisqu'il en résulta que les soldats

transférés en Allemagne manquèrent de chefs pour entretenir la discipline dans leurs rangs exaspérés par les traitements indignes dont ils furent trop souvent l'objet.

Un armistice de douze heures, pas une de plus, fut conclu sur ces bases. Si le lendemain, à dix heures du matin, la capitulation pure et simple n'était pas signée, les batteries prussiennes rouvriraient leur feu et la ville serait anéantie avec tout ce qu'elle enfermait.

Le lendemain 2 septembre, au point du jour, une voiture découverte, d'apparence modeste, attelée de deux chevaux, quittait l'hôtel de la sous-préfecture de Sedan et s'engageait sur la route de Donchéry. Assis sur une banquette, un homme aux traits tirés, au regard sombre, portant une capote bleue à doublure rouge qui, rejetée en arrière, montrait les décorations dont sa poitrine était couverte : c'était l'Empereur. Il ne cessait de fumer des cigarettes, et, tout en fumant, paraissait rêver, comme toujours, et dut se demander en effet si c'était bien lui, s'il n'était point le jouet d'une hallucination. Si sa pensée se porta en arrière, à dix ans, jour pour jour, à l'entrevue de Chambéry, il put comprendre la grande leçon que la Providence donnait aux hommes dans sa personne. A son tour elle « faisait et faisait vite. »

A côté de la voiture chevauchait Bismarck, suivi du général Reille et de deux officiers français.

A quelques centaines de mètres de Donchéry, le cortège s'arrêta devant la maison d'un tisserand : un immeuble de deux étages à la façade jaune d'ocre, dominant un groupe de masures qui l'entouraient et formaient ce qu'on appelait « l'écart » de Donchéry. Là, tantôt à l'intérieur, tantôt sur le seuil de la maison, Napoléon et Bismarck longuement causèrent. Le second avait tenu à accompagner constamment le premier, sous apparence de lui servir d'introducteur, mais en réalité pour l'amuser, le retenir et l'empêcher de voir Guillaume tant que la capitulation ne serait pas signée.

Sitôt que l'heure convenue avec de Moltke fut écoulée, comme aucun grondement de canon n'indiquait la reprise de

la lutte, Bismarck fut certain que la signature avait eu lieu et rien ne s'opposa plus à l'entrevue de l'Empereur vaincu et du roi vainqueur. Bismarck partit. Un peloton de cuirassiers blancs commandé par un lieutenant arriva au trot, se rangea sur la grand'route, entoura la voiture où Napoléon avait de nouveau pris place, et le cortège se mit en route dans la direction de ce château de Bellevue désormais historique.

L'entrevue a été en quelque sorte photographiée par M. Archibald Forbes, correspondant des journaux anglais, qui se trouva présent :

Napoléon était arrivé avant Guillaume qui attendait sur les hauteurs de Frénois, avec son fils et leurs états-majors respectifs, que la capitulation fût terminée. Tous se rendirent ensuite au château. Au moment où Guillaume mettait pied à terre, Napoléon descendit les marches pour venir au-devant de lui. Le contraste était étrange et douloureux. L'Allemand, grand, droit, vigoureux, les épaules larges, avec la flamme du succès dans ses yeux bleus, brillant sous son casque, et l'éclat du triomphe sur ses joues fraîches ; le Français, les épaules tombantes, le visage plombé, les yeux larmoyants, la lèvre hésitante, la tête chauve et en désordre. Comme tous deux se serraient la main en silence, Napoléon porta son mouchoir à ses yeux, et le visage de Guillaume se remplit de compassion. Leur entrevue au château dura environ vingt minutes. Puis le roi de Prusse monta à cheval pour aller saluer ses troupes victorieuses, et l'autre demeura seul au château de Bellevue jusqu'au lendemain matin, où il partit en captivité à Wilhelmshœhe.

Le vainqueur lui-même écrivit à sa femme, la reine Augusta, du château de Vendresse, le 3 septembre, 10 heures du soir :

... Je descendis devant le petit château et trouvai l'Empereur dans une véranda vitrée qui conduisait dans une chambre où nous entrâmes aussitôt. Je saluai l'Empereur en lui tendant la main, avec ces paroles : « Sire, le sort des armes a décidé entre nous, mais il m'est bien pénible de revoir Votre Majesté dans cette situation. »

Nous étions tous les deux très émus. Il me demanda comment j'avais décidé de lui, sur quoi je lui proposai Wilhelmshœhe, ce qu'il accepta ; il demanda quel chemin il suivrait, par la Belgique ou par la France — ce dernier avait été désigné mais pouvait encore être changé (ce qui a eu lieu en effet). Il demanda de pouvoir emmener avec lui ceux qui l'entouraient, le général Reille, de la

Moskowa, le prince Murat, de pouvoir conserver son train de maison, ce que naturellement je lui accordai. Il fit l'éloge de mon armée, surtout de l'artillerie qui n'avait pas sa pareille (ce qu'elle avait prouvé complètement dans cette guerre), il blâma l'indiscipline de sa propre armée.

En nous quittant, je lui dis que je croyais le connaître suffisamment pour être convaincu qu'il n'avait pas décidé la guerre, mais qu'il y avait été forcé ! Lui : Vous avez parfaitement raison, l'opinion publique m'y a forcé. Moi : L'opinion publique forcée elle-même par le ministère ? J'ajoutai que j'avais, à la nomination de ce ministère, senti tout de suite que le changement de principes introduit par ce cabinet ne tournerait pas à l'avantage de son gouvernement, ce qu'il confirma en haussant les épaules. Toute cette conversation semblait le soulager, et je puis croire que je lui ai considérablement allégé son sort. Nous nous séparâmes tous deux très émus ! Ce que je ressentis, moi qui l'avais vu trois ans auparavant à son apogée, je ne puis le décrire.

Le vaincu n'avait pu rien obtenir, sinon d'abondantes paroles de politesse et de commisération. Le vainqueur s'était retranché derrière les termes de la capitulation convenue et signée. L'armée était prisonnière : 83,000 hommes, 410 canons, 70 mitrailleuses, 12,000 chevaux, les drapeaux et les munitions. La bataille nous avait coûté, en outre, 17,000 hommes et seulement 9,000 aux Allemands. Il est bon d'ajouter, bien que la victoire fût le fruit de la stratégie plus que du nombre, que si les Français étaient 100,000, les Allemands étaient 230,000.

La fatale nouvelle arriva aux Tuileries le samedi 3. Le public ne savait rien encore. Le *Figaro* avait, le matin même, publié, avec l'approbation du comte de Palikao, des dépêches aussi emphatiques que mensongères.

Peu à peu, le bruit vague d'un désastre se répandit dans la capitale, et avec lui, malgré le calme parfait de la rue, une exaltation folle d'un côté, et de l'autre les tortures de l'inquiétude. Une lecture des nouvelles, faite du haut d'un fiacre, donnera une idée des sentiments de la foule ; nous racontons ce que nous avons vu et entendu.

Le lecteur : Mac-Mahon est blessé. — La foule : Tant pis ! Vive Mac-Mahon ! — Le lecteur : L'Empereur est prisonnier.

— La foule : Tant mieux, bon débarras ! — Le lecteur : L'armée entière est prisonnière ! — Sur ce mot, un silence de stupeur, bientôt suivi de cris et de commentaires où perçait néanmoins la joie : « L'Empereur a trahi ! maintenant qu'il n'est plus là, malheur aux Prussiens : Pas un ne sortira de France vivant : n'avons-nous pas la République ? » Et l'on se dispersa en chantant l'hymne républicain. Des ouvriers lançaient leurs bonnets en l'air [1].

S'ils avaient été de sang-froid et capables de réfléchir, ils auraient compris que changer le gouvernement en de pareilles circonstances, c'était achever la ruine de la patrie. Certes, l'Empire avait mérité sa déchéance et l'on pouvait se réserver de le mettre en accusation après le règlement de la question internationale. Mais en attendant, l'Empire était encore un gouvernement ; il pouvait traiter de la paix et, s'il fallait continuer la guerre, il avait seul l'organisation administrative nécessaire pour grouper les dernières forces du

---

[1] J'allai, après dîner, chez M. Thiers, raconte M. d'Haussonville. Son attitude était fort digne et réservée, comme celle de quelqu'un qui ne veut pas se compromettre. Par contre, la plupart de ceux qui remplissaient son salon étaient tout à la joie. On se racontait en riant certains épisodes burlesques de la journée : ainsi Gambetta et Picard nommés en même temps ministres de l'intérieur, et partant chacun de leur côté pour s'emparer du ministère ; Gambetta arrivant bon premier parce que Picard s'était arrêté à causer en route, et Picard se rabattant au retour sur le ministère des finances, qu'il trouvait inoccupé. Cela semblait très drôle.

Je ne pouvais arriver à partager cette gaieté ; elle me causait même une certaine impatience, et comme quelqu'un disait devant moi : « Dorian ira probablement aux travaux publics », je dis, d'un ton ironique : « Et qui est-ce qui ira aux travaux forcés ? »

Le jeu de mots parut excessif, et il l'était, j'en conviens. Mais à l'effet qu'il produisit, je sentis que je n'étais pas en harmonie de sentiments avec la majorité des personnes présentes, et je m'éclipsai.

En descendant les boulevards et en traversant la place de la Concorde, j'assistai au spectacle le plus triste dont j'ai été témoin de ma vie : à la joie de Paris. La ville était en liesse. On aurait dit un jour de réjouissance publique, et je ne lui ai jamais revu pareil aspect que le soir de la première fête du 14 juillet. Presque pas de voitures sur les boulevards. La chaussée était envahie par les piétons, dont un grand nombre braillait la *Marseillaise*. Les cafés, dont les tables débordaient sur le trottoir, étaient bondés de monde, et de quel monde ! C'était un hideux mélange de femmes et de soldats.

pays. Paris aima mieux imposer à la France un régime improvisé, composé de ses seuls représentants élus, à l'exclusion de ceux du reste de la nation ; un gouvernement non reconnu de l'étranger et qui se souciait si peu d'une consultation nationale dans laquelle il aurait puisé quelque force, qu'il retarda indéfiniment les élections, de peur de se voir écarté par les électeurs. L'histoire proclame le courage dont Paris assiégé donna l'exemple ; elle admire l'ardeur juvénile et la ténacité de Gambetta qui assuma bientôt toute l'autorité en province ; mais Paris et Gambetta, s'ils aimèrent la patrie, lui préférèrent pourtant leur parti politique. Patriotes ardents, ils furent encore plus républicains que patriotes, et il est impossible de leur épargner cette accusation lorsqu'on les voit, le premier faire deux révolutions successives en présence des Allemands victorieux, le second refuser d'exercer et d'armer, au camp de Conlie, les Bretons suspects de royalisme, et préparer ainsi le désastre du Mans.

Entre autres spectacles, il y a un coin dont je n'oublierai jamais l'aspect. C'est le pan coupé du jardin des Tuileries en face de la rue Saint-Florentin. Je ne sais pourquoi la foule s'était massée particulièrement en cet endroit. Sur la pierre blanche s'étalaient les mots : Vive la République ! écrits au charbon en gros caractères. Au-dessous, le mur était souillé d'immondices sans cesse renouvelées. Un fiacre vint à passer. Deux femmes y étaient assises, tête nue, avec d'énormes fleurs rouges piquées dans leurs cheveux. Derrière elles deux hommes s'étaient juchés dans la capote.

Ce quatuor chantait la *Marseillaise*, pendant que le cocher, ivre, son gilet déboutonné, son chapeau en arrière, brandissait son fouet d'un air vainqueur. La foule applaudissait. Je rentrai désespéré.

« Jamais, me disais-je, cette population ne sera en état de se défendre. Les Prussiens seront ici avant quinze jours. »

J'avais tort de juger si défavorablement cette population et je comprenais mal les sentiments qui l'agitaient. Sans doute, dans ce délire malséant qu'elle témoignait, la joie d'être débarrassée d'un gouvernement que ses fautes avaient fait exécrer, tenait une beaucoup trop grande place. La conviction ingénue que le mot seul de République allait terrifier les Prussiens y entrait aussi pour beaucoup.

Mais que le lendemain de ce jour de fête, qui aurait dû être un jour de deuil, on fût venu proposer à cette population d'imiter la ville de Vienne au lendemain de Sadowa, et d'envoyer un bourgmestre à ses vainqueurs pour éviter un siège en implorant la paix, elle eût écharpé ceux qui lui auraient fait cette proposition. Elle voulait se défendre et elle s'est défendue.

Le soir, vers onze heures, tout un bataillon de chasseurs de Vincennes entra sans bruit dans la cour des Tuileries. L'Impératrice passa la nuit à écouter les clameurs lointaines de : « Déchéance ! Déchéance ! Vive la République ! » et à recevoir des donneurs de conseil. Le plus sûr lui parut être de s'abandonner au gouverneur de Paris, le général Trochu, dont elle n'avait pu oublier les protestations. C'était, du reste, l'homme populaire, l'homme du moment, et elle n'avait pas le choix d'un autre.

Le 4, au matin, l'Impératrice envoya à sa mère, en Espagne, avec une lettre qu'un officier fidèle, M. de Soto-Mayor, emporta cousue dans ses vêtements, une caisse contenant à peu près toute sa fortune, soit quatre millions, dont un million et demi en billets de banque, le reste en bijoux ou valeurs diverses [1].

Vers deux heures de l'après-midi, pendant que le Corps législatif envahi proclamait la République et livrait la France à un gouvernement composé uniquement d'avocats et de journalistes (ce qu'il y a de plus présomptueux et de moins calme), pendant qu'un papier, signé Pelletan, portait au Sénat défense de se réunir et que les Sénateurs arrivant au Luxembourg se le tenaient pour dit, un peuple immense se pressait devant la grille des Tuileries. Il était tenu en respect par la ferme attitude des troupes. Mais le moment décisif ne pouvait être retardé : il fallait se défendre ou se retirer. L'Impératrice choisit sans hésitation ce dernier parti.

Sur un ordre d'elle, ordre absolu et réitéré, le général Mellinet, qu'elle entourait presque de ses bras suppliants, et qui hésitait, lui, et ne pouvait retenir ses larmes, commanda aux troupes d'évacuer le palais. Pendant ce temps, M. Estancelin s'était rendu chez le général Trochu, au Louvre, et lui avait dit que la Chambre était momentanément dégagée, mais qu'il n'y avait pas une minute à perdre si l'on tenait à assurer la sûreté de ses délibérations.

---

[1] L'original de cette lettre est dans nos mains.

— Il est trop tard, répondit le général Trochu. J'ai voulu aller à la Chambre ; la foule était tellement grande sur les ponts, que mon cheval n'a pu se frayer passage. — Général, je suis venu dans un fiacre, sans difficulté, dit M. Estancelin. — D'ailleurs, reprit Trochu, j'ai rencontré en chemin un certain nombre de vos collègues, qui m'ont dit que tout était fini. J'étais à la disposition du Corps législatif depuis plusieurs jours, on ne m'a trouvé bon à rien. J'en suis désolé : il est trop tard ! Les membres du futur gouvernement provisoire m'attendent à l'Hôtel-de-Ville ; ils m'offrent la présidence et je ne puis la refuser.

Il ne restait plus à l'Impératrice qu'à disparaître. C'est ce qu'elle fit, par les galeries du Louvre. Rien n'indique que Trochu se soit inquiété de son sort ; mais deux diplomates étrangers, le chevalier Nigra et M. de Metternich, ainsi que M. Léon Chevreau et l'amiral Jurien de la Gravière vinrent à elle et lui facilitèrent le départ. Accompagnée de Mme Lebreton, elle monta dans un fiacre, fut reconnue de quelques enfants qui crièrent : « Tiens, voilà l'Impératrice ! » et sonna successivement chez deux ou trois personnes amies dont elle avait l'adresse. Ne les ayant pas trouvées, elle se réfugia chez le docteur-dentiste américain Evans, un ami d'enfance, qui la conduisit en Angleterre, à Hastings.

CHAPITRE XXVII

Après Sedan

Après l'entrevue humiliante et stérile, Napoléon III coucha au château de Bellevue. Le lendemain commencèrent les étapes de l'exil. On fit un long détour pour éviter Sedan, soit afin d'épargner à l'impérial captif la vue désormais inutile de tant de misères entassées, soit pour le soustraire au ressentiment des vaincus qu'exaspéraient la honte et la faim. Mais on ne put éviter le plateau d'Illy, où l'on s'était battu l'avant-veille, et là, parmi les monceaux de cadavres non encore enlevés, la calèche découverte qui emportait ce fantôme vivant croisa une bande de soldats français, prisonniers aussi, hâves, couverts de poussière et de sang, que l'on poussait déjà, comme un troupeau, du côté de l'Allemagne. Les soldats se rangèrent sur le bord de la route pour laisser passer. Les premiers regardèrent sans rien dire, hésitant à reconnaître leur souverain. Lorsque le doute ne fut plus possible, quelques-uns continuèrent à garder le silence, mais la plupart de ces malheureux éclatèrent en plaintes, en reproches, et les huées, les malédictions, les poings tendus, les gestes de fusillement ne cessèrent que lorsque la calèche fut hors de vue. Quant aux soldats allemands, M. de Massa constate que pas un mot, pas un sarcasme ne sortit de leurs rangs.

A la Chapelle, dernier village français, on rencontra un groupe de francs-tireurs et de soldats de la ligne, fugitifs et

pour la plupart écloppés. Napoléon tendit sa bourse à son écuyer, M. Raimbaux, qui chevauchait à la portière : « Donnez-leur ceci, dit-il, c'est tout ce qui me reste de ma liste civile ; je ne veux pas l'emporter, laissant tant de misères derrière moi. »

Pour se rendre à Cassel, où il allait être transféré, le prisonnier eut à emprunter le territoire et les chemins de fer belges. Il fut conduit à la frontière par un détachement de uhlans qui le remirent à un détachement belge, commandé par le général de Chazals. On ne s'arrêta qu'à Bouillon. La première nuit d'exil se passa sans sommeil à l'hôtel de la Poste. Dans l'entourage se trouvaient, avec des officiers prussiens, les généraux Pajol, de la Moskowa, Reille, Waubert de Genlis, le lieutenant prince Murat, M. Piétri, les docteurs Corvisart et Conneau.

Le lendemain, à Rocogne, l'Empereur, descendu du train, passa en revue les troupes belges massées autour de la gare. D'autres haltes se firent à Libramont et à Jemelle. On traversa Liège sans s'arrêter ; mais on passa la nuit à Verviers. Ce fut là que Napoléon III apprit les évènements du 4 septembre à Paris. Après avoir lu ses dépêches, il dit à ses compagnons de captivité :

« Messieurs, j'ai un successeur. Ce n'est ni le Prince impérial, ni l'héritier de Louis XIV, c'est le citoyen marquis de Rochefort. Quant à l'Impératrice et au Prince impérial, soyez rassurés. L'Impératrice a pu gagner l'Angleterre, grâce au dévouement du docteur Evans, et mon fils est, comme moi pour le moment, l'hôte de la Belgique. Il se trouve chez M. le comte de Baillet, gouverneur de Namur. »

Ensuite il passa une grande partie de la nuit à écrire. Il rédigea entre autres une proclamation au Peuple français, dans laquelle il protestait contre la Révolution du 4 septembre : « Ce que le Peuple a fait, disait-il, seul le Peuple peut le défaire ; ce qui est fait sans lui est illégitime. »

Le dernier départ, avec Cassel pour destination, devait avoir lieu à midi. Il s'annonça d'abord comme devant amener

de pénibles incidents ; mais tout se borna à une expérience nouvelle de la mobilité populaire.

Dès le matin, les rapports de la police avaient inquiété vivement le général de Chazals. La population ouvrière voulait assister en masse au départ. Les cabarets retentissaient de propos violents ; quelques exaltés ne parlaient de rien moins que de tirer sur l'Empereur. Le général, malgré l'importance relative de la force armée qu'il avait requise et qui dégagea les abords de l'hôtel et tout le parcours jusqu'à la gare, était en proie à une inquiétude telle qu'il crut devoir en prévenir Napoléon III, après la lui avoir cachée longtemps par générosité.

La multitude, en effet, entourait la troupe sous les armes et l'étreignait d'une ceinture immense, grouillante et mal contenue. Des cris, des apostrophes, des menaces jaillissaient de toutes les rues, de toutes les places voisines, des fenêtres et jusques des toits des maisons, et ces outrages venaient battre la façade de l'hôtel, comme des décharges d'artillerie ou le bruit de la mer montante. Le général ordonna au chef de gare de préparer une ouverture dérobée par laquelle l'Empereur pût se réfugier dans son wagon sans être obligé de paraître dans la rue ; puis il se résolut à aller occuper lui-même, pendant que s'opérait cette évasion, l'attention de la foule à chaque instant plus menaçante.

Suivi du capitaine Sterckz, il parut sur le seuil de l'hôtel et, regardant avec une autorité calme ceux qui lui faisaient face, il indiqua de la main qu'il voulait parler. Il y eut un moment de silence ; le général le mit à profit :

« Messieurs, cria-t-il, l'Empereur des Français va paraître devant vous. Il se rend en Allemagne comme prisonnier de guerre. Mais, en ce moment, il est notre hôte. Je vous demande, au nom de l'hospitalité belge, au nom de l'honneur de votre cité, de l'accueillir avec le respect et avec l'émotion qu'inspire sa haute infortune. Messieurs, je vous connais, et je sais que vous ne faillirez pas aux devoirs qui s'imposent dans d'aussi pénibles circonstances. »

Fait bizarre, mais qui peint bien la foule, ces paroles à peine prononcées, les vociférations qui, une minute avant, insultaient au malheur, se changèrent en applaudissements « Vive le général Chazals ! » clama le peuple.

L'Empereur s'avança alors, et s'appuyant sur le bras du vieux soldat, descendit le perron de l'hôtel, suivi du général prussien de Boyen, donnant le bras également au capitaine Sterckz. La foule, profondément impressionnée, et subitement calme et respectueuse, se découvrit et, dans un silence absolu, regarda passer cet Empereur qui marchait naguères dans un rayonnement et qui, aujourd'hui, s'avançait comme écrasé par le destin.

Quand le train s'ébranla, le peuple n'avait point abandonné cette attitude recueillie, mais s'était massé davantage autour de la gare. L'Empereur se montra à la portière du wagon. Ce fut, alors, comme dans la spontanéité d'une émotion chevaleresque et instinctive, un cri vibrant et enthousiaste, dans la foule : « Vive l'Empereur ! »

Et, devant des milliers de fronts nus, haussés dans un hommage suprême à son infortune, Napoléon III s'inclina.

La captivité fut plus douce pour lui que pour ses malheureux soldats, dont un si grand nombre moururent dans les forteresses allemandes. Il eut pour résidence le château de Wilhelmshœhe, près Cassel. Ce château, vu de loin, rappelle le Palais-Bourbon, de Paris. Au centre s'élève un large portique orné de dix gigantesques colonnes supportant une grande coupole pavoisée de drapeaux prussiens. Il se dresse au bout d'une large et droite allée de tilleuls, possède une vaste orangerie et est entouré d'un parc superbe. Plus d'une fois, soixante ans auparavant, il avait reçu Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie. Le neveu de Jérôme, le prisonnier de 1870, y eut bientôt lui-même une petite cour.

Presque tous les chefs supérieurs des armées de Sedan et de Metz purent y venir saluer leur maître. Mac-Mahon, retenu à Wiesbaden par ses blessures, n'y alla point. Mais Lebœuf, Ladmirault, Douay, Frossard, obtinrent aisément l'autorisa-

tion de s'y rendre, ainsi que MM. Rouher, Piétri, ancien préfet de police, Hubaine, secrétaire du prince Napoléon, et Paul de Cassagnac. Dès qu'il eut capitulé à Metz, Bazaine se rendit aussi à Wilhelmshœhe, avec sa jeune femme, et s'installa dans une villa voisine.

L'Impératrice, retirée dans un faubourg de Londres, à Chislehurst, y vint un soir de novembre, furtivement ; elle repartit le matin, faute d'autorisation de séjour.

Voici comment Mme Carette raconte ce voyage :

L'Empereur avait laissé ignorer la gravité de sa maladie à l'Impératrice, on avait parlé seulement d'anémie, de douleurs névralgiques épidermales. Ce n'est qu'à Chislehurst que la vérité fut connue.

Vers le milieu de décembre 1870, l'Impératrice causait avec la duchesse de Mouchy de la situation de l'Empereur. Sachant combien il était sensible au froid, elle se demandait si le dur climat de Wilhelmshœhe n'était pas nuisible, et si elle ne devait pas, malgré ses répugnances, demander au roi de Prusse que l'Empereur pût habiter un climat plus doux.

La duchesse de Mouchy croyait l'Impératrice instruite de tout. Elle supposait que Sa Majesté, habituellement très confiante, ne lui avait jamais parlé de la maladie de l'Empereur, par suite d'une réserve intime.

— Mais, ma tante, dit-elle, le climat n'y fait rien. Dans l'état où est l'Empereur, c'est une opération qu'il faut faire, et le plus promptement possible. C'est l'avis de tous les médecins.

L'Impératrice resta frappée de stupeur.

— Alors, l'Empereur est perdu ! dit-elle. Comment m'a-t-on caché une chose pareille ? » Elle était atterrée en songeant aux souffrances qu'il avait si stoïquement endurées.

Ce fut à la suite de cette conversation que l'Impératrice, quittant furtivement l'Angleterre, se rendit en Allemagne pour voir l'Empereur. Elle ne put passer que quelques heures auprès de lui, dans ce douloureux exil qui ne lui avait pas été ouvert.

D'autres témoins affirment que les captifs n'étaient point si à plaindre qu'on le supposait ; parmi eux l'abbé Guers, ancien aumônier militaire à l'armée de Metz, qui visita aussi l'Empereur et qui n'emporta point de sa visite une impression favorable :

Je fus introduit, raconte-t-il. Je trouvai l'Empereur en dehors du château, dans une grande serre tapissée d'orangers ; il parcourait les

journaux épars sur plusieurs tables autour de lui... Il me parut que les malheurs de la France n'avaient pour lui qu'un intérêt secondaire, et qu'il n'avait qu'une idée : reprendre le pouvoir, fût-ce avec l'aide de l'ennemi victorieux.

Tous les trois jours, il recevait de Londres, par estafettes, des messages politiques qui étaient portés au château par le général Frossard. La défaite, les malheurs de la France, ne lui avaient point enlevé l'appétit ; on faisait bonne chère au château de Wilhelmshœhe, et le soir, c'étaient souvent de petites représentations intimes, des « raouts » qui rappelaient ceux de Biarritz et de Saint-Cloud.

Napoléon faisait de grandes promenades quand la température les favorisait ; au mois de décembre, il se mit à patiner. Cette passion subite du patin faillit même lui coûter la vie : il fit une chute qui lui causa une contusion au front, et il dut rester onze jours sans quitter ses appartements. Un moment, on fut inquiet dans l'entourage de Napoléon III, et la reine d'Allemagne lui envoya son médecin qui vint, depuis lors, une fois par semaine.

Comme d'habitude, Napoléon parlait peu et travaillait très lentement ; mais il avait retrouvé quelque gaieté. M. Rouher était arrivé vers le 20 novembre ; il resta trois jours. L'Empereur s'enferma avec lui dans la serre pendant plus de quatre heures ; il s'agissait, croit-on, de s'entendre sur la rédaction d'un mémoire destiné au gouvernement prussien.

Ce qui ajoute quelque vraisemblance à cette hypothèse, c'est qu'avant son départ pour Londres, M. Rouher eut un long entretien à Cassel avec M. de Thiese, secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères à Berlin.

Pour couvrir ses dépenses, l'Empereur avait un crédit ouvert sur une maison de banque de Francfort, mais il en usait fort peu ; il tirait de Londres la plupart des fonds dont il avait besoin ; il les recevait moitié en billets anglais, moitié en or français

Une fois par semaine un rapport sur l'état des prisonniers était adressé directement au grand-quartier de Versailles dont Wilhelmshœhe relevait ; c'est M. de Bismarck lui-même qui envoyait les instructions et les différents ordres au gouverneur [1].

Quoi qu'il en soit, grande était son illusion lorsqu'il espérait que Wilhelmshœhe serait pour lui ce que Sainte-Hélène avait été pour son oncle Napoléon Ier. Une résidence princière

---

[1] Nous analysons ici le rapport de M. Guers, car il serait trop long de le citer textuellement ; sa sévérité s'explique par le contraste avec les brutalités qu'enduraient nos soldats dans les garnisons allemandes où l'aumônier les avait suivis.

aussi confortable, aussi accessible, ne parlait pas à l'imagination populaire comme le rocher gardé par le cerbère Hudson Lowe, et les humiliations de Sedan ne pouvaient s'illuminer de rayons posthumes comme les nobles désastres de Leipzig et de Waterloo.

L'Impératrice parut se préoccuper davantage des malheurs de la patrie et moins des siens propres. Dès le 10 septembre, en arrivant à Hastings, elle avait invoqué la généreuse intervention du tzar Alexandre II :

Sire,

Eloignée de ma patrie, j'écris aujourd'hui à Votre Majesté. Il y a quelques jours à peine, quand les destinées de la France étaient encore entre les mains du pouvoir constitué par l'Empereur, si j'avais fait la même démarche, j'aurais paru peut-être aux yeux de Votre Majesté et à ceux de la France douter des forces vives de mon pays.

Les derniers évènements me rendent ma liberté, et je puis m'adresser au cœur de Votre Majesté. Si j'ai bien compris les rapports adressés par notre ambassadeur, le général Fleury, votre gouvernement écartait *a priori* l'idée éventuelle du démembrement de la France.

Sire, le sort nous a été contraire, l'Empereur est prisonnier et calomnié. Un autre gouvernement a entrepris la tâche que nous regardions comme notre devoir de remplir.

Je viens supplier Votre Majesté d'user de son influence afin qu'une paix honorable et durable puisse se conclure.

Quand le moment sera venu, que la France trouve chez Votre Majesté, quel que soit son gouvernement, les mêmes sentiments qu'Elle nous avait montrés dans ces dures épreuves ; telle est la prière que je lui adresse. Dans la situation où je me trouve, tout peut être mal interprété. Je prie donc Votre Majesté de tenir secrète cette démarche que son généreux esprit comprendra sans doute et que m'inspire le souvenir de son séjour à Paris.

De Votre Majesté, etc. EUGÉNIE.

Le puissant Empereur de Russie répondit :

Tzarskoié-Sélo, 20 sept.|2 oct. 1870.

J'ai reçu, Madame, la lettre que Votre Majesté a bien voulu m'adresser. Je comprends et apprécie le mouvement qui vous l'a dictée et vous fait oublier vos malheurs pour ne songer qu'à ceux de la France. J'y prends un intérêt sincère et souhaite ardemment qu'une prompte paix vienne y mettre un terme, ainsi qu'aux maux

qui en résultent pour toute l'Europe. Je crois que cette paix sera d'autant plus solide qu'elle serait plus équitable et plus modérée. J'ai fait et continuerai de faire tout ce qui dépendra de moi pour contribuer à ce résultat que j'appelle de tous mes vœux.

Je vous remercie de votre bon souvenir et de votre confiance dans mes sentiments. En vous en renouvelant l'assurance, je suis, Madame, de Votre Majesté

Le bon frère, ALEXANDRE.

Le tzar s'interposa en effet pour adoucir les exigences des vainqueurs ; mais toujours irrité contre les Parisiens, il n'eut garde de mettre aucun ultimatum au bout de ses remontrances. Le gouvernement de Berlin était cependant, à sa demande, arrivé à entrer en pourparlers avec Jules Favre, ministre des affaires étrangères de la nouvelle république. Même, le 10 septembre, à Ferrières, sur l'ordre du nouvel Empereur allemand influencé par le tzar, Bismarck avait consenti à faire la paix moyennant la cession de Strasbourg et du nord de l'Alsace et une indemnité de guerre de deux milliards. Seulement, Jules Favre avait répondu avec plus de rhétorique que de sens pratique : « Ni un pouce de nos territoires, ni une pierre de nos forteresses ! » La guerre avait continué ; sa continuation releva l'honneur du pays, mais lui coûta quatre départements et cinq milliards. Il convient d'ajouter, à la décharge de Jules Favre, que Paris et la plus grande partie de la France partageaient son infatuation et que la paix, dans ces conditions, n'était guère possible. Les nobles espérances de l'Impératrice furent donc trompées.

La réunion de l'Assemblée nationale et la signature du traité de Francfort, rendirent à Napoléon III sa liberté. Il adressa à la nation française un manifeste, daté du 8 février 1871, dans lequel il disait :

Trahi par la fortune, j'ai gardé, dans ma captivité, le profond silence qui est le deuil du malheur. Tant que les armées ont été en présence, je me suis abstenu de toutes démarches qui auraient pu diviser les esprits. Je ne puis, aujourd'hui, me taire plus longtemps devant les désastres du pays, sans paraître insensible à ses souffrances...

Je ne viens pas réclamer les droits que quatre fois en vingt ans vous m'avez librement conférés. En présence des calamités qui nous entourent, il n'y a plus de place pour une ambition personnelle. Mais tant que le peuple régulièrement réuni dans ses comices n'aura pas manifesté sa volonté, mon devoir sera de m'adresser à la nation comme son légitime représentant et de lui dire : « Tout ce qui est fait sans votre participation directe est illégitime. »

Il n'y a qu'un gouvernement issu de la souveraineté nationale qui ait la force de cicatriser nos blessures, d'ouvrir vos cœurs à l'espérance comme les églises profanées à vos prières, et de ramener au sein du pays le travail, la concorde et la paix.

Cet appel au pays passa à peu près inaperçu.

Sitôt la paix signée, Napoléon III fut dirigé sur Ostende et, là, s'embarqua pour Douvres où il arriva le 20 mars 1871. C'était la date de la rentrée de son oncle aux Tuileries en 1815 et l'une de celles que fêtaient naguères ses courtisans, qui ne manquaient point d'aller ce jour-là faire un pèlerinage dynastique au fameux marronnier du 20 mars.

L'Impératrice et le Prince Impérial, avec quelques amis, attendaient le monarque déchu. La réception britannique fut ce qu'elle devait être envers un souverain qui n'avait eu qu'une fidélité politique dans sa vie, celle envers l'Angleterre, et qui avait trompé successivement tous ses alliés, sauf les Anglais. On le traita avec un respect où perçaient tantôt de la commisération, tantôt un peu d'ironie. Mais l'égoïste nation qui n'avait pas daigné lever le doigt pour empêcher sa chute ou la rendre moins profonde, ne fit rien pour le relever. Elle se borna à ouvrir l'école militaire de Woolwich au Prince Impérial, puis à accepter les services de ce noble et brillant jeune Prince, qui paya de sa vie sa loyale confiance dans l'armée anglaise.

A peine installé à Chislehurst, Napoléon III eut, le 21, la visite de son ami de jeunesse, lord Malmesbury.

Il était seul, raconte celui-ci ; il me reçut avec ce sourire particulier qui pouvait, quand il le voulait, illuminer son visage ordinairement sombre ; il me serra cordialement la main, et j'avoue que de ma vie je n'avais été si ému... Tout le passé me revenait en mémoire et je dus trahir mon émotion, car il me serra de nouveau la main et me dit : « A la guerre comme à la guerre ! C'est bien bon à vous

d'être venu me voir. » Puis, avec un grand calme et beaucoup de naturel, il fit l'éloge de la bonté des Allemands à Wilhelmshœhe. Pas une plainte ne lui échappa dans le cours de notre conversation. Il dit qu'il avait été trompé sur la force numérique et sur le degré de préparation de son armée, mais sans citer aucun nom [1].

Il vécut encore maladif, presque solitaire, près de deux ans, extraordinairement oublié après avoir tenu une si grande place dans le monde. Il eut la douleur de voir l'Assemblée nationale, le 1er mars, à Bordeaux, confirmer sa déchéance et le déclarer responsable de l'invasion et du démembrement de la patrie. Il protesta par une lettre au président de l'Assemblée. C'est à peine si quelques journaux y prirent garde. Mais il supportait stoïquement son infortune; les outrages qu'il rencontrait partout en abondance à son adresse ne l'empêchèrent jamais de lire les feuilles même les plus hostiles.

Un genre de calomnie pourtant avait le privilège de le faire sortir de son impassibilité; c'étaient les fables fort répandues sur son immense fortune, sur les sommes colossales qu'il était censé avoir placées à l'étranger; un journal bien informé précisait : deux milliards et demi. La vérité ressort avec évidence des deux lettres suivantes à l'Impératrice :

Wilhelmshœhe, 17 septembre 1870.

Je n'ai avec moi que 260.000 francs, mais, comme toi, je suis fier d'être tombé du trône sans avoir placé de l'argent à l'étranger.

Torquay, 1871.

...Je suis bien aise de ce que tu me dis au sujet de tes propriétés en vente. Je comprends combien cela doit te coûter, ainsi qu'à ta mère, de te défaire de propriétés qui sont depuis longtemps dans la famille. Mais c'est un sacrifice nécessaire pour assurer l'avenir de notre cher fils... Vraiment on est ici au bout du monde et la vie d'hôtel est chère. Il faudra donc me résigner, pour bien des raisons, à retourner à Chislehurst.

---

[1] *Mémoires de lord Malmesbury*. On a vu plus haut que Napoléon III avait avoué au même lord Malmesbury, avant la guerre, qu'il n'avait que 350.000 hommes sous les drapeaux. Son erreur n'était donc point une erreur, mais une imprudence inexcusable et inexplicable.



PRINCE IMPÉRIAL

Directement ou indirectement, la restauration de son pouvoir restait le but constant de ses actes, de sa correspondance, des visites qu'il recevait. Il s'était remis à être de l'avis de tout le monde, système qu'il avait employé avec tant de succès étant président de la République.

Un journaliste, aussi ardent catholique que bonapartiste fidèle, M. Georges Seigneur, rédacteur à l'*Univers*, fit plusieurs fois le voyage de Chislehurst. A la première, l'Empereur lui dit : « Je serai franc : les décrets du Concile m'ont fort contrarié, mais ils subsistent, j'ai la foi du charbonnier, je me soumets. Quant au pouvoir temporel, je me suis trompé ; c'est par ma faute, bien que malgré moi, qu'il est tombé ; je réparerai mon erreur. »

Et comme il faisait visiter à son hôte la chapelle de Chislehurst, il lui dit : « Mettons-nous à genoux, adorons le Très-Saint Sacrement.

Il est vrai que, deux jours après, parlant à des Italiens, il leur disait qu'à son avis l'unité italienne était un fait sur lequel il ne songeait pas à revenir.

C'est sur l'armée qu'il comptait pour une restauration. Dès le printemps de 1872, il avait fait pressentir quatre commandants de corps, dont trois acceptèrent avec ardeur de servir ses projets. Le quatrième, qui eût préféré le rétablissement de la royauté bourbonienne, céda devant la promesse du bâton de maréchal. Le plan adopté fut le suivant. Deux corps d'armée devaient faire contre un troisième de grandes manœuvres qui aboutissaient à une quarantaine de lieues de Paris. Les trois généraux en chef étant gagnés devaient proclamer l'Empire et marcher ensemble sur la capitale. En même temps Napoléon III débarquerait sur les côtes de France, au milieu du quatrième corps.

L'armée était toujours impérialiste en très grande partie. Les officiers supérieurs avaient tous prêté serment à l'Empereur. La garde impériale dissoute avait été versée dans les régiments ; elle y entretenait les souvenirs de Sébastopol, de Solférino, de Puebla. On espérait donc que les quatre corps

d'armée composés, en se réunissant, enlèveraient Paris sans difficulté, sans résistance sérieuse, soit des républicains qui avaient dans cette ville la majorité mais pas d'organisation, depuis les crimes et la répression de la Commune, soit des royalistes qui disposaient de l'Assemblée nationale à Versailles, mais qu'on eût aisément dispersés.

Le plan n'était-il pas présomptueux ? L'évènement seul eût pu le dire. L'état de santé de Napoléon III en fit ajourner l'exécution, au moment même où tout paraissait convenu. « Il ne faut pas, dit-il, que marchant sur Paris, je sois forcé de m'arrêter en chemin ; il faut que je puisse rester à cheval du matin au soir et, en vérité, pour le moment, je me trouverais impotent comme en 1870. »

C'est pour se préparer à une occasion favorable qui pouvait se présenter d'un jour à l'autre qu'une nouvelle et prompte opération chirurgicale fut décidée.

En dépit de ces plans et de ces espérances, le terme approchait. Le monarque déchu s'en rendait vaguement compte en sentant ses souffrances redoubler, et c'est ici le cas de parler de sa résignation et de ses sentiments religieux. Notre guide sur ce point sera un de ses conseillers les plus intimes, le R. P. Clair, Jésuite, qui était alors le prédicateur de Londres le plus en renom, et que sa parfaite connaissance des deux langues avait mis en rapport avec toute la colonie française. Voici, en substance, le récit du P. Clair, aujourd'hui vieillard vénérable uniquement préoccupé à son tour de se préparer à paraitre devant le Souverain Juge :

Rien ne saurait dépasser la générosité d'âme de l'Impératrice, ni surtout celle du Prince impérial. L'Impératrice venait chaque semaine de Chislehurst à Londres se confesser dans la chapelle des Jésuites de Farm-Street. Elle eut quelque temps des atteintes rhumatismales assez vives ; sa demi-paralysie ne l'arrêtait pas ; elle traversait l'église en s'appuyant sur des béquilles qu'elle laissait contre la porte du confessionnal. Le comte et la comtesse Clary s'approchaient comme elle des sacrements tous les huit jours.

Mais ce qui édifiait plus profondément encore, c'était l'angélique et ferme piété du jeune Prince impérial. Il vivait au milieu de grandes tentations. Sa beauté physique, sa vive intelligence, tout,

jusqu'à ses malheurs, attirait sur lui l'attention de la cour d'Angleterre. A peine adolescent, des pièges furent tendus à une innocence qu'on ne supposait pas capable de durer beaucoup plus que celle des autres princes, laquelle ne dépasse guère l'enfance. Pour lui il persévérait parce qu'il en prenait la peine et les moyens; il se réfugiait dans l'étude, se faisait une existence très occupée, évitait les sociétés suspectes et recevait les sacrements au moins une fois par mois. Quelques journaux de bas étage, restés d'ailleurs sans écho, cherchèrent à ternir sa réputation (c'étaient les mêmes qui le représentaient comme un idiot, le dernier des élèves de Woolwich, et qui imaginèrent la légende des longues oreilles qui faisaient, disaient-ils, le désespoir de sa mère); mais lorsque le jeune homme partit pour l'armée coloniale, son honneur était aussi intact que celui de la jeune fille la mieux gardée. Non qu'il fût naturellement insensible, bien au contraire; ce fut sa défiance de ses forces et le désir d'échapper aux séductions parfois extrêmes qui le porta à s'éloigner de la cour et à prendre du service actif.

La reine Victoria l'aimait tendrement et le lui témoignait. Elle lui destinait la main de sa dernière fille, la princesse Béatrice, et celle-ci ne craignait pas de se livrer elle-même à un attrait qu'approuvait sa mère. Elle le rencontrait parfois chez son frère, le duc d'Albany, ami intime du Prince français. La différence de religion était un obstacle à l'union projetée; mais le Prince impérial ne désespérait pas d'opérer une conversion désirée, et peut-être d'autres encore. Il parlait de religion au duc d'Albany et l'avait décidé à avoir dans son appartement un petit oratoire avec un crucifix. La reine Victoria, dont la mère mourut catholique et qu'on a prétendue souvent catholique elle-même en secret, laissait beaucoup de liberté autour d'elle pour toutes ces questions de conscience qui préoccupent si fort, de nos jours, la haute société anglaise.

Le Prince impérial avait toujours sur lui un livre de piété reçu du P. Clair. Il l'emporta en Afrique, dans l'expédition dont il ne revint pas.

Napoléon III avait moins de religion que ses compagnons d'exil, mais il était loin d'être indifférent. Il avait, paraît-il, communié le matin de Sedan, jour où il avait cherché et espéré une balle libératrice; (le P. Clair incline à croire, sans en être sûr, que ce fut sa dernière communion.) On lui disait parfois la messe au château de Chislehurst, et de temps à autre il invitait à sa table l'abbé Godard, curé de la petite paroisse catholique voisine. Son esprit était agité d'inquiétudes et même de scrupules. Il ne paraît pas qu'il se soit préparé par la confession aux opérations douloureuses qui amenèrent sa fin. Tout avait d'abord bien réussi, et le danger semblait passé, lorsque le P. Clair reçut avis que l'Empereur désirait le voir pour le consulter sur un doute; mais, ajoutait le message, il n'y avait

pas urgence. Le Jésuite prit à Londres le train de nuit ; mais, par une malencontreuse erreur, il dépassa la gare de Chislehurst et, comme il revenait sur ses pas, fut surpris et désolé par la nouvelle d'un dénouement fatal. Le curé de Chislehurst était accouru, mais il trouva l'Empereur insensible, probablement déjà inanimé et hors d'état de recevoir utilement la dernière absolution que lui donnait l'Eglise.

Les opérations suprêmes que nous venons de mentionner furent au nombre de deux, et pratiquées d'une main très maladroite ou très malheureuse, par un Anglais, le docteur Thomson. La chirurgie n'avait pas encore accompli les progrès qu'elle a faits récemment et qui rendent beaucoup moins périlleuse la lithotritie et, en général, les suites de toutes les blessures. Deux médecins français, les docteurs Conneau et Corvisart, étaient présents. L'Empereur, cruellement déchiré, supporta d'abord avec courage d'atroces douleurs. Le 8 janvier 1873, au soir, on crut devoir, pour les calmer, doubler la dose de narcotique qu'on lui donnait habituellement. Un état de somnolence se déclara, sans inquiéter les médecins, si bien qu'une troisième opération devait avoir lieu le 9, à midi. Mais tout à coup, à 10 heures 25, l'action du cœur parut se ralentir, le pouls faiblit et, vingt minutes après, à 10 heures 45, le malade rendit le dernier soupir, sans avoir perdu complètement connaissance, mais sans avoir pu parler. Il eut seulement un sourire faible quand l'Impératrice l'embrassa. Le petit nombre des fidèles qui composaient sa maison assistèrent à genoux à l'administration hâtive des derniers sacrements par l'abbé Godard ; c'étaient le duc de Bassano, le comte Clary, le comte Davillier, MM. Piétri et Regnault de Saint-Jean-d'Angely, et Mmes Clary et Lebreton.

Le Prince impérial était à Woolwich. Appelé par le télégraphe, il n'arriva qu'à midi, se jeta au cou de son père, puis se mit à prier pour lui à haute voix.

Les funérailles eurent lieu le 15. Une foule immense d'habitants de Londres y assistait, ainsi que plusieurs milliers de Français, huit maréchaux de France, dix-huit anciens ministres, soixante à quatre-vingts anciens sénateurs, députés,

diplomates, et toute la famille impériale. Tandis que cette triste cérémonie s'accomplissait sur la terre étrangère, dans presque toutes les églises de Paris, tendues de noir, se célébraient des services funèbres pour le repos de cette âme qui avait tant troublé le monde et connu toutes les extrémités des choses humaines.

Son testament, daté de 1865, parut inexplicable et reste une énigme devant l'histoire. Il était ainsi libellé :

Ceci est mon testament.

Je recommande mon fils aux grands corps de l'Etat, au peuple et à l'armée.

L'Impératrice Eugénie a toutes les qualités nécessaires pour bien conduire la régence, et mon fils montre des dispositions et un jugement qui le rendront digne de ses hautes destinées. Qu'il n'oublie jamais la devise : Tout pour le peuple Français ! Qu'il se pénètre des écrits du prisonnier de Sainte-Hélène, qu'il étudie les actes et la correspondance de l'Empereur, enfin qu'il se souvienne, quand les circonstances le permettront, que la cause des peuples est la cause de la France.

Le pouvoir est un lourd fardeau parce que l'on ne peut pas toujours faire le bien qu'on voudrait, et que vos contemporains vous rendent rarement justice ; aussi faut-il, pour accomplir sa mission, avoir en soi la foi et la conscience de son devoir. Il faut penser que, du haut des cieux, ceux que vous avez aimés vous regardent et vous protègent : c'est l'âme de mon oncle qui m'a toujours inspiré et soutenu. Il en sera de même pour mon fils, car il sera toujours digne de son nom.

Je laisse à l'Impératrice tout mon domaine privé ; je désire qu'à la majorité de mon fils, elle habite l'Elysée et Biarritz.

J'espère que mon souvenir lui sera cher et qu'elle oubliera, après ma mort, les chagrins que j'ai pu lui causer.

Quant à mon fils, qu'il garde comme talisman le cachet que je portais à ma montre et qui vient de ma mère ; qu'il conserve avec soin tout ce qui me vient de l'Empereur, mon oncle, et qu'il soit persuadé que mon cœur et mon âme restent avec lui.

Je ne parle pas de mes chers serviteurs ; je suis convaincu que l'Impératrice et mon fils ne les oublieront jamais.

Je mourrai dans la religion catholique, apostolique et romaine, que mon fils honorera toujours par sa piété.

Fait, écrit et signé de ma main, au palais des Tuileries, le 24 avril mil huit cent soixante-cinq.

NAPOLÉON.

Ce testament est le seul qu'on ait trouvé dans ses papiers. Il en fut fait un autre, probablement. En effet, déshériter en quelque sorte le fils en léguant à la mère tout le domaine privé était chose fort naturelle en 1865, alors qu'on laissait au fils un trône et une liste civile ; mais c'eût été une injustice, après la déchéance. Il est à croire que le testament postérieur, daté de l'exil, a été détruit, consciemment ou par inadvertance, dans la hâte que mirent certaines personnes à faire disparaître des papiers compromettants ; ainsi le projet d'alliance franco-autrichienne de 1870, qui aurait pu attirer à l'Autriche des désagréments de la part de la Prusse, fut enlevé par un domestique infidèle, et l'on prétend que, devenu chef du gouvernement, M. Thiers n'a pas été étranger à cette soustraction, dont il voulait faire sa cour à Vienne.

Quoi qu'il en soit, le fait de se trouver déshérité, et l'extrême dépendance qui en résulta pour le Prince Impérial vis-à-vis de sa mère, dut être pour beaucoup dans la funeste résolution que prit ce fier et entreprenant jeune homme de s'expatrier et d'aller servir dans l'armée anglaise du Cap.

Napoléon III n'avait pas tout à fait soixante-cinq ans au moment où il disparut de la scène du monde.

Comment maintenant résumer notre récit et éclairer d'un seul trait de lumière l'ensemble de ce règne et de ce caractère ? C'est impossible, tant les contradictions y abondent ; et si nous appelons les contemporains à notre aide, c'est plus impossible encore, les uns s'en tenant au bien dont ils furent témoins, les autres ne voyant que le mal.

Le portrait suivant de Napoléon III est le plus vigoureux que nous connaissions ; ce n'est donc pas le plus complètement équitable et nous le donnons comme un modèle à proposer aux orateurs plutôt qu'aux historiens ; il est signé de Louis Veuillot.

Un général qui lui était favorable disait de Louis-Napoléon avant son avènement : « Voyez s'il n'a pas l'air d'un prisonnier ! » Il l'était en effet, mais prisonnier de ses rêves. Dans ses prisons et ses soli-

tudes, il n'avait pas seulement rêvé l'Empire, il avait fait de ces rêves que ne fait jamais un homme de bon sens, et que n'oublie jamais l'homme qui s'y est abandonné. En appelant cet homme, Dieu avait livré la France, orgueilleuse de sa raison, au plus dangereux des rêveurs. Napoléon était un sectaire plein d'ignorance, et qui se croyait plein de ruse et de pénétration. L'aigle était un gobe-mouches, une tête de bois pour engloutir ces idées confuses dont la fermentation engendre les songes creux. Il avait une immense vanité, et quelquefois peut-être une affreuse sincérité. Il était sceptique en face de la vérité, crédule à l'erreur.

De tous les sectaires de l'époque il avait pris quelque chose qu'il arrangeait à sa guise, avec une ténacité sourde et pourtant intermittente, coupée d'irrésolutions et de secrètes épouvantes ; conspirant contre tous et surtout contre lui-même, s'en apercevant parfois, persévérant néanmoins.

Qui peut se rendre compte des incohérences de cette âme et de cet esprit ? Pour l'achever de peindre, les bons instincts n'y manquaient pas absolument... et il excellait à n'en pas tenir compte. La pente à la fourbe dominait et l'emportait toujours. Il lui arrivait parfois de se croire seul dans le monde et maître de tout. Il avait une aptitude remarquable à prendre le contre-pied du bon sens et de la grandeur. Il fit donc quelque chose. Il fit une fausse tranquillité, une fausse prospérité, une fausse sécurité ; il fit une fausse gloire, il se décora d'un art faux. En tout cela, il imita Louis-Philippe, et comme lui fit une vraie poussière. Pour pétrir toutes ces faussetés, la boue abondait et il savait multiplier la poussière. Il rêva même de pétrir une fausse Eglise. Ce fut son écueil devant Dieu et même devant les hommes. Son règne se termina par l'affirmation la plus éclatante de la vraie foi, faite par la vraie Eglise, puis Dieu le renvoya après vingt ans de règne, mais cette fois avec le balai. Ce balai que la France n'avait plus, Dieu le prit ailleurs pour se défaire de Napoléon. Ah ! tu veux faire une fausse Eglise ! Et la France elle-même fut frappée. Incapable de châtier le mal et ne voulant pas le châtier, la France fut jugée incapable aussi de se châtier elle-même. Dieu envoya l'étranger, châtiment suprême. Quelle en sera la suite ?...

Après cette charge à fond dont plusieurs patriotes, sans compter Victor Hugo, accroîtraient encore la fougue et l'emportement, voici une appréciation absolument différente, quoique non moins juste ; elle est signée d'Alexandre Dumas :

Cet homme était bon. Il n'oubliait jamais ceux ou celles qu'il avait aimés, si peu que ce fût. Il aimait ses enfants, il aimait sa femme, il aimait ses amis, il aimait le premier venu qu'il rencontrait et qu'il pouvait secourir. Il s'attendrissait facilement, il pleurait même pour

un rien. Il pardonnait avec une facilité extrême et, malgré tout cela, il lui était, *en raison de son type*, impossible de se porter aussi loin qu'il aurait voulu, quelque effort qu'il fît pour cela. Il ne rayonna pas ; c'était un astre froid. Ce n'était pas de l'atmosphère qui l'enveloppait, c'était du brouillard, et les attractions directes devenaient impossibles avec lui.

Terminons par un portrait qui honore à la fois le peintre et le modèle, le serviteur et le maître, et qui aidera à remettre les choses au point :

Paris le 27 novembre 1890.

CHER MONSIEUR DE CASSAGNAC,

Laissez-moi vous exprimer la profonde émotion que j'ai ressentie en lisant, dans votre article relatif aux millions formant la meilleure part de l'héritage de l'empereur Napoléon III, qui sont retenus par le gouvernement actuel, combien vous aimiez mon regretté maître, dont vous appréciez si justement la généreuse bonté, le complet désintéressement et la sollicitude efficace pour tant et tant d'infortunes !

J'ai servi l'Empereur vingt ans (dont j'ai passé dix-sept à l'Hôtel-de-Ville de Paris) avec un dévouement convaincu, sans réserve, sans défaillance. Impérialiste d'origine, je fus un des ardents promoteurs de l'élection présidentielle de 1848 ; je n'ai pas craint de me dire un des « complices » du Coup d'Etat du Deux-Décembre, ce préambule du rétablissement de l'Empire : et, malgré tout, je demeure fidèle à la croyance que le régime impérial est la seule forme pratique de la démocratie.

Comme préfet de la Seine, appelé, par le chef de l'Etat même, à réaliser ses grands desseins, j'ai été trop longtemps dans son intimité confiante, j'ose ajouter affectueuse, pour n'avoir pas admiré les inépuisables trésors de bonté qui débordaient incessamment du cœur de ce prince trop mal connu, que j'ai, comme vous, tant aimé.

En 1870, lorsque je préférai quitter les splendeurs de l'Hôtel de Ville, à l'adhésion qu'il m'eût fallu donner au retour du régime parlementaire, aboli depuis le Deux-Décembre, si j'en suis sorti pauvre, comme bientôt après l'Empereur le fut sur la terre d'exil, ce n'est pas faute d'avoir reçu, nombre de fois, pour les miens et pour moi, l'offre de ses largesses. Je dus souvent, au contraire, en décliner l'insistance, pour obéir au scrupule, bien naturel, que j'éprouvais, d'amoindrir, en les acceptant, ses ressources insuffisantes, malgré leur importance, à tout ce qu'obtenaient de lui des positions moins bonnes que la mienne.

Ne devais-je pas, en effet, à Sa Majesté, la dotation attachée à la dignité de sénateur, et n'avais-je pas droit à la pension de grand fonctionnaire ?

Que ne possédé-je votre incomparable talent d'écrivain pour accomplir le devoir de conscience que je me suis imposé, dans l'histoire de ma vie publique, de constater les droits de l'Empereur à la reconnaissance du pays, non seulement pour la transformation de Paris, dont on m'attribue le mérite, bien qu'il ait pris seul toute l'initiative de cette grande œuvre, mais encore pour une foule d'institutions utiles et durables, fondées grâce à de larges prélèvements opérés sur sa liste civile ?

Confident habituel de ses idées, agent d'exécution de ses projets, mieux que personne je puis témoigner qu'à côté des plus hautes conceptions politiques, il n'a jamais cessé de poursuivre le soulagement de toutes les misères, de toutes les souffrances dans les diverses classes de la société et de procurer aux plus humbles la plus grande somme de bien-être possible.

Voilà pourquoi je suis fier d'avoir été choisi par lui-même pour le seconder, et garderai jusqu'à mon dernier jour le culte de sa mémoire !

Baron G.-E. HAUSSMANN.

Napoléon III fut un esprit trouble, mais noble et grand ; un aventurier, un conspirateur incorrigible, mais un idéaliste, un ami de l'humanité. Amère dérision de la destinée ! L'oncle, qui ne fit jamais rien pour le peuple, fut longtemps l'idole du peuple ; le neveu, abhorré aujourd'hui par les ouvriers, est le seul souverain de ce siècle qui ait aimé les ouvriers autrement qu'en paroles.

Ce qui fit défaut à Napoléon III, ce fut le sentiment du devoir, et aussi le sentiment du possible. Il prit des chimères pour des réalités et manqua de sens moral dans le choix des moyens.

Chef d'une puissante et chevaleresque nation qui, avouons-le, partageait ses instincts généreux et ses tendances à l'utopie, il ne se jugea point comptable envers elle seule, comme aurait fait un souverain anglais ou allemand ; il se fit le champion du bonheur universel. De là toutes ses guerres. En Crimée il défendit l'équilibre de l'Europe, en Italie le principe des nationalités, en Syrie l'humanité, en Chine la liberté de commerce et la liberté religieuse, au Mexique le salut des races latines. Ce fut par respect de son principe chéri qu'il créa l'Italie, favorisa l'accroissement de la Prusse, mit le pouvoir temporel des Papes, qu'il ne voulait pas

détruire, à la merci du premier orage qui surviendrait, et laissa supprimer le royaume de Naples, celui de Hanovre, et toutes ces Principautés qui faisaient à la France une ceinture protectrice. Averti suffisamment et à temps par ses meilleurs amis, il perdit le droit de se montrer surpris quand apparurent les conséquences de ses chimères. Alors les dangers volontairement et obstinément amassés sur l'avenir le ramenèrent à son intérêt personnel et à celui de la France ; mais l'affaiblissement de ses facultés et plus encore celui des forces nationales qu'il avait laissé se désorganiser, s'ajouta à son entêtement naturel pour l'empêcher de reconnaître franchement le mal et de le réparer ; il n'aboutit qu'à consommer, par les incertitudes de l'action, les désastres nés des plans téméraires ou coupables.

A le juger au point de vue de la morale, le crime de Plombières (le mot n'est pas trop fort) partagea son règne en deux moitiés tellement dissemblables qu'à peine peut-on croire qu'il s'agisse du même règne et du même homme : dans la première il joua tout le monde ; dans la seconde Cavour et Bismarck le jouèrent comme un inconscient.

La France, dans sa longue histoire, a compté des princes plus mauvais ; elle n'en a pas eu de plus funeste.

TABLE ANALYTIQUE

CHAPITRE XXII

CHAPITRE XXIII

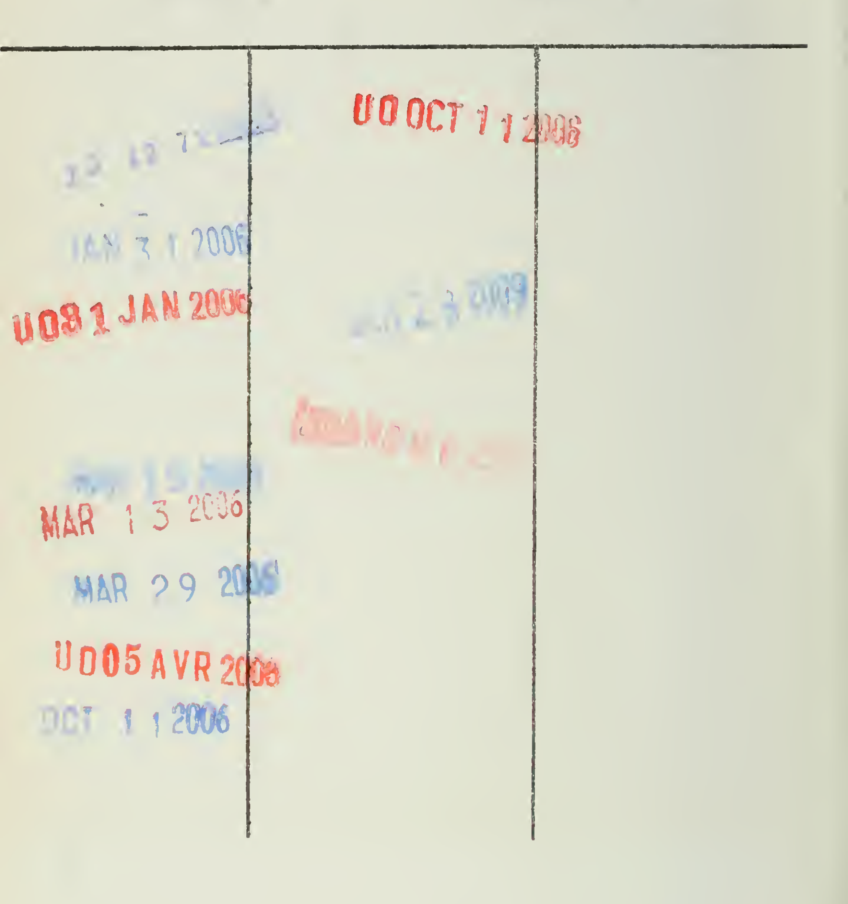
CHAPITRE XXIV

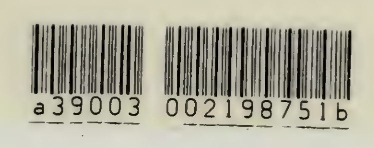
CHAPITRE XXV

CHAPITRE XXVI

CHAPITRE XXVII

FIN DU TOME SECOND


UO OCT 1 1 2006
JAN 3 1 2006
MAR 1 3 2006
MAR 2 9 2006
UO 0 5 AVR 2006
OCT 1 1 2006


a39003 002198751b

